

HISTOIRE SECRETE DE LA MAFIA

Roland Gaucher

HISTOIRE SECRÈTE DE LA MAFIA

Tome premier

EDITIONS FAMOT

PROLOGUE

**LE
MASSACRE
DE LA
SAINT-
VALENTIN**

Ce jour-là, le 14 février 1929, à Chicago, dans la North Clark Street, deux hommes éprouvèrent une belle peur, l'une immédiate, l'autre rétrospective, à cause d'une Cadillac noire.

Le premier était un chauffeur de poids lourd, nommé Eddie Lewis. Débouchant d'un carrefour, son camion heurta malencontreusement la Cadillac. Lewis distingua aussitôt, sur le marchepied de cette voiture, une pédale servant à actionner une sirène de police. Au dossier de la banquette avait été fixé un ratelier pour fusils. Le chauffeur et l'homme assis à ses côtés portaient l'uniforme des policiers de la ville, avec casquette bleue et étoile de cuivre. A l'arrière, trois hommes en civil se tenaient, silencieux.

— Bon Dieu, se dit Lewis, quelle poisse ! Je n'y coupe pas d'une contravention. Qu'est-ce qu'il va dire, mon patron ! Oh ! Bon Dieu !...

Précipitamment, il dégringola de son siège et s'avança vers la Cadillac. Il s'attendait, bien que la collision eût été légère, à encaisser une bordée d'injures. Il fut stupéfait, en constatant que le

chauffeur, d'un geste amical et rassurant, l'incitait à regagner son camion.

Cadillac noire sur couche de neige

La Cadillac noire repartit, cahotant sur l'épaisse couche de neige qui tombait à gros flocons. En dépit du froid — il faisait moins 26° — Lewis resta un moment sur la chaussée, suivant des yeux la voiture des policiers. Elle roula jusqu'à mi-chemin du carrefour suivant et s'immobilisa devant le n° 2122 de la North Clark Street.

C'est là que, débouchant d'une ruelle, Gus Moran et Newberry l'aperçurent, quelques minutes plus tard, *vide*. La même idée leur vint en même temps à l'esprit : une descente de police était en cours à ce n° 2122 où ils avaient justement rendez-vous. Ils n'insistèrent pas. Ils firent demi-tour.

La veille au soir, quelqu'un avait téléphoné, de Detroit à Moran, dit Les Punaïses.

— Nous avons capturé un camion de whisky, dit la voix. Nous pouvons te le livrer.

— A quel prix ? demanda Moran.

— 57 dollars la caisse.

Moran calcula aussitôt que c'était un prix avantageux. Il donna son accord et communiqua à son interlocuteur l'adresse de son dépôt de marchandises : 2122 North Clark Street. Il viendrait, en personne, prendre livraison des caisses de whisky.

Peu après, il téléphona à sept de ses hommes et leur ordonna d'être à l'entrepôt vers dix heures et demie du matin.

A dix heures et demie les sept hommes étaient là. Moran lui, avait pris du retard, ce qui lui sauva la vie. Il occupait un appartement à Parkway Hôtel, à proximité de son dépôt. Il le quitta un peu après

10 heures trente cinq en compagnie d'un tenancier de tripot, Ted Newberry. Un autre membre du gang, Willie Marks, était lui aussi en retard. Devant la Cadillac noire, il eut le même réflexe. Il lui dut d'être le troisième rescapé de cette tuerie célèbre dans les annales du crime, de ce sanglant épisode de l'histoire de la Mafia : le massacre de la Saint-Valentin.

Un brocanteur nommé Capone

Derrière ce meurtre dont le récit va suivre, se profile l'ombre bedonnante, coiffée d'un grand feutre mou, d'un homme aux traits gras qui, sur sa carte de visite, se présentait comme Alphonse Capone, marchand de meubles d'occasion à Chicago, 2220 South Wabash Av., mais que l'histoire du crime a retenu sous le nom d'Al Capone.

Ce n'est certainement pas du commerce de meubles d'occasion que Capone tirait ses revenus. Quand quelqu'un appelait le magasin, en général personne ne répondait. Si d'aventure on décrochait, c'était pour fournir, d'un accent italien prononcé, la même réponse : « La maison est fermée aujourd'hui ».

Al était le fils d'un coiffeur napolitain, émigré à la fin du siècle précédent dans le quartier de Brooklyn, à New York. A Gabriel Capone qui ne savait ni lire ni écrire, et qui prononçait péniblement quelques mots d'anglais, son épouse Teresa donna neuf enfants (sept garçons, deux filles). Al était le quatrième.

Dans ce quartier de Brooklyn s'entassaient des milliers de familles siciliennes, napolitaines, calabraises ou romaines, toutes misérables, illettrées pour la plupart, acceptant les emplois les plus

durs, refoulées au plus bas de l'échelle sociale; toutes profondément attachées à leurs origines; plaçant avant toute chose l'amour de la famille et le respect de l'autorité paternelle; admirant comme un héros le hors-la-loi qui les vengeait de leurs échecs et de leurs humiliations; observant pour la plupart les lois non écrites de la Camorra (napolitaine) ou de la Mafia (sicilienne); professant un certain code de l'honneur qui vouait au mépris et à l'exécration le délateur, celui qui acceptait sous quelque forme que ce fût de coopérer avec la police haïe.

L'école de la rue

Le jeune Al grandit dans ce milieu grouillant. Gaillard d'une exceptionnelle vigueur, impétueux et violent, il acquit l'essentiel de sa formation à l'école de la rue. Là, pullulaient des bandes vociférantes et belliqueuses de gamins en haillons. Au pied des taudis, ces maisons de briques de Brooklyn portant à leur flanc les légers escaliers de fer, Al se mêla dès son plus jeune âge aux bandes, participa à leurs batailles, y apprit la loi du plus fort, tandis que le tonnerre du métro aérien tout proche ébranlait les bâtisses.

Ces bandes de gamins copiaient déjà dans leurs jeux brutaux les traits essentiels des gangs adultes. Dans les faubourgs de New York, elles possédaient leur territoire et en chassaient les étrangers. Elles châtiaient les traîtres qui avaient enfreint les règles du clan. Recrutant leurs membres en fonction de leurs origines ethniques — Siciliens, Italiens, Irlandais, Polonais, Juifs... — elles se livraient entre elles à de farouches batailles.

Dans une étude d'un certain Frédéric Trasher, portant sur 1313 gangs de gamins à Chicago, on trouve ces propos évocateurs recueillis de la bouche d'un des membres de la bande des *Bin-booms* :

« Le 4 juillet la bande a eu une bagarre avec le gang de Dany O'Hara. On était à peu près 200 de notre côté et il y en avait à peu près autant chez Dany. D'abord, Dany s'est fâché avec Jimmy et lui a reproché de chercher des histoires. Alors Jimmy a collé un coup de poing dans le nez de Dany. C'est comme ça que les deux bandes rivales se sont mises à cogner. On s'est répandu sur la chaussée, la circulation a été paralysée sur le boulevard pendant longtemps, puis un car de police est arrivé, mais les flics n'ont arrêté personne.

« Nous avons des guerres avec d'autres gangs. Nous avons combattu les *Deadshots*. On était une centaine dans le coup. Jimmy s'est fait sonner; quand il a vu que l'ennemi était trop fort pour nous, il s'est taillé.

« Nous avons combattu les Juifs de la 12^e rue... Une autre fois, on est allé au parc Garfield pour rosser les *Chardons* ». Etc.

Presque tous les chefs de gangs adultes sont sortis de ces bandes de jeunes, souvent protégées par le chef local d'un parti politique, prêt à puiser dans ces viviers pour en extraire futurs hommes de main, gardes du corps, fraudeurs...

Al le violent

Capone, qui était né le 17 janvier 1899, fréquenta quelque peu l'école primaire du 7 Adams Street, où fut aussi élève un certain Salvatore Lucania, plus connu sous le nom de Lucky

Luciano. Al et Salvatore y devinrent copains et le restèrent toute leur vie.

Capone s'imposa au milieu de ses petits camarades, en raison de sa grande vigueur. Il désertait souvent les cours pour aller flâner sur les docks. Il s'y prit un jour de querelle, bien qu'il ne fût âgé que de dix ans, avec un soldat.

La violence naturelle de Capone lui fit définitivement abandonner l'école. Un jour, après une réprimande, il frappa son institutrice. Ce qui lui valut de recevoir à son tour une correction des mains du directeur.

On pourra naturellement épiloguer sur l'effet de cette correction, et sur l'influence qu'elle eut sur la destinée de Capone. Il est de fait qu'après cela il ne reparut plus à l'école. Il fit toutes sortes de métiers: vendeur chez un marchand de bonbons, redresseur de quilles dans un jeu de boules, coupeur de papier et de cuir dans un atelier de reliure...

Un protecteur

A dix-sept ans, Capone adhéra au gang des *Five Pointers* auquel appartient aussi dans son jeune âge Lucky Luciano. Tous deux y avaient eu comme parrain John Torrio, gangster napolitain.

Rien ne correspondait moins à l'image habituelle du gangster que ce Torrio. C'était un petit homme, au visage rond, aux traits insignifiants, aux membres grêles. Il parlait peu. Il n'élevait jamais la voix. Il avait des manières douces. Mais c'était un stratège. Il détestait les conflits entre gangs, car il y voyait une source d'affaiblissement. Persuadé que le racket bien géré était un pactole pour tout le monde, il consacra beaucoup

de temps pour imposer, entre les troupes rivales qui se disputaient ce marché, un traité d'alliance où chacun eût sa part. Et il y parvint un moment.

Quand Capone, parrainé par Torrio, eut accès au gang des *Five Pointers*, il était alors un rude gaillard, au cou de taureau, au coffre puissant, dont les poings énormes étaient toujours prêts à s'abattre sur une face ennemie. Après les *Five Pointers* il adhéra bientôt à l'*Unione siciliana*.

Dans l'ombre d'une association respectable

A l'origine, l'*Unione siciliana* était une association philanthropique, destinée à venir en aide aux immigrants de la patrie lointaine qui avaient besoin de secours. Elle avait des sections dans toutes les grandes villes des Etats-Unis et compta bientôt quelque quarante mille membres. Peu à peu, ses principaux dirigeants pénétrèrent le monde des affaires, et celui de la politique. Et l'*Unione siciliana* gagna ainsi en influence.

Les plus astucieux, parmi les éléments de la pègre italienne, se dirent qu'il y avait là un filon à exploiter. Ils adhérèrent à cette association.

Au bout d'un certain temps, il y eut deux *Unione siciliana*. L'officielle était composée de personnalités parfaitement respectables qui se souciaient avant tout de maintenir chez leurs compatriotes une forme de solidarité ethnique. Mais, dans son ombre, prospérait une *Unione* parallèle, directement branchée sur la Mafia. Entre les unes et les autres des liens s'étaient tissés, des services s'étaient rendus. Il devint de plus en plus difficile de discerner où s'achevait l'entraide et où commençait la complicité.

Le crime allait profiter largement de cette osmose.

En dix années, le service secret fédéral attribuera à l'*Unione* soixante meurtres.

A l'époque où Al adhéra à cette association qui groupait à présent des Italiens de différentes origines régionales, le vrai patron en était Frank Vale, alias Frank Yale, de Brooklyn. Yale était un redoutable gangster qui avait fait ses premières armes dans le racket, puis qui s'était spécialisé dans l'assassinat sous contrat.

Des débuts modestes

Yale embaucha le jeune Capone comme « vi-deur », dans une auberge de New York qui lui appartenait. Al eut l'occasion d'y démontrer maintes fois sa vigueur au détriment de noceurs trop bruyants. Ce fut au cours d'une de ces bagarres qu'il récolta son surnom de « Balafré », après qu'un certain Frank Galluccio, de Brooklyn, lui eût tailladé le visage avec un couteau à cran d'arrêt.

Ceci se passait en 1918. Un an plus tard, Capone quitta New York pour Chicago, sur les traces de son parrain Torrio, lui-même neveu d'un des principaux caïds de cette ville, Jim Colosimo, d'origine napolitaine comme les deux précédents.

La solidarité entre immigrants d'une même petite patrie, la protection d'un aîné puissant. Voilà deux atouts essentiels pour l'ascension d'un gangster.

A cette époque, qui est celle de l'interdiction de l'alcool par la loi de la prohibition, Chicago est aux Etats-Unis un haut-lieu du racket, de la corruption et du vice. Et, dans Chicago, le quartier de La Levée est celui où se réalise la plus forte concentration de ces ingrédients. Le G.Q.G. de La Levée



*Un des plus sanglants épisodes de l'histoire de la Mafia:
le massacre de la Saint-Valentin. Le 14 février 1929,
Al Capone fit tuer, dans un garage de Chicago,
sept hommes d'un gang rival commandé par Moran.*
Archives Ferni

est le café Colosimo. Là, se coudoient hommes d'affaires, politiciens, syndicalistes véreux, proxénètes, flambeurs, racketeurs, hommes de main, maîtres-chanteurs, truands de tout poil. Au sein de cette faune parade Colosimo, personnage à la moustache conquérante, plein de verve, fastueux, arbitre des élégances locales, constellé de pierres précieuses, qu'il arbore aux doigts, à la cravate, à la ceinture. Il est couvert d'or, un or qui provient surtout de la prostitution.

Chicago-sur-Racket

Avec la prostitution, le racket, au cours des années 1920, prit possession de Chicago. Il envahit toutes les professions, à tel point qu'on finit par créer un tribunal spécial pour juger les affaires relevant de cette activité particulière. Entre 1920 et 1930 plus de deux cents rackets sévissaient dans une foule d'activités. Il y avait le racket des blanchisseurs et des teinturiers; celui des grossistes en viande kasher; celui des salons de beauté; celui des salles de spectacles; ceux des cireurs de chaussures, des brocanteurs, des chauffeurs-livreurs de journaux, des ouvriers-plombiers, des marbriers, des vitriers, des fabricants de stores, des coiffeurs, des mécaniciens-dentistes, des fleuristes, des opérateurs de cinéma, des tueurs de volaille juifs, etc., etc.

La prohibition permit d'ajouter à ces entreprises des bénéfices fabuleux, grâce aux complicités des politiciens et aux complaisances des policiers acquises par la distribution d'innombrables pots de vin.

Brutalement stoppés dans leur commerce, les brasseurs eurent le choix entre trois solutions:

soit produire un liquide insipide, partant peu rentable, qui ne titrerait qu'un demi-degré; soit louer ou vendre leurs locaux, ce qui équivalait dans les deux cas à une lourde perte financière; soit s'associer aux gangsters.

Dans cette dernière éventualité, les brasseurs fournissaient les fonds, les secrets de leur métier et leur expérience administrative. Les truands s'occupaient du reste. C'est-à-dire qu'ils devaient s'assurer la protection des politiciens, graisser la patte aux policiers, constituer la flotte de camions qui livraient le liquide défendu, et les protéger contre les raids d'autres gangsters-pirates. S'ils étaient pris, eux seuls payaient la note.

Nombre de brasseurs choisirent cette troisième solution.

Tel était, sommairement esquissé, le « marché » de Chicago au cours des années 1920.

Le joyau de La Levée

Nous avons dit que le café de Colosimo, situé au 2126 South Wabash Avenue, était l'établissement en vogue de la vie nocturne à Chicago, dans le quartier de La Levée. Et que La Levée était un quartier particulièrement mal famé. On estimait qu'en fait de crimes et de vices ce périmètre détenait le record, non seulement pour Chicago, mais pour l'ensemble des Etats-Unis.

Le café se signalait par son luxe tapageur : porte d'entrée dorée, grand comptoir d'acajou et de verre, murs tapissés de velours vert, miroirs, lustres de cristal, fresques, tapisseries. Des ascenseurs hydrauliques faisaient monter la piste de danse, sur laquelle les couples se trémoussaient jusqu'au lever du jour. Le premier étage était

réservé au jeu. Des sommes énormes, chaque nuit, y changeaient de mains.

Al Jonson, John Barrymore, Caruso, et bien d'autres vedettes venaient souvent dîner au café Colosimo.

Autour de ce café, joyau de La Levée, prospéraient toutes sortes de commerces du vice. Allée des Punaises, on pouvait trouver des prostituées noires à 25 cents la passe. Tout près, on entrait dans un secteur dénommé Le Sceau de Sang, repaire de bistrots et de bordels mal famés. Mais au California, il fallait déboursier déjà un dollar pour avoir droit aux faveurs d'une des pensionnaires. Une autre maison close n'était peuplée que de pensionnaires japonaises et chinoises.

Chez Emma la Française, la cote de la maison tenait aux miroirs de ses chambres. C'était un lieu où le plaisir coûtait sensiblement plus cher.

La carrière de Colosimo

Pour sa part Jim Colosimo avait débuté en vendant des journaux et en cirant les chaussures. Il prit l'habitude du vol à la tire où il acquit une grande dextérité. Il fut souteneur, fut arrêté, connu la misère, balaya un moment la rue.

Il y trouva le chemin de la fortune, en groupant les balayeurs dans une association dont il prit la tête. Il les fit voter pour les conseillers municipaux Coughlin et Kenna et s'attira ainsi la reconnaissance de ces politiciens. Ce qui lui valut de devenir gérant de bistrots, et de salles de billards, et, étape décisive de sa carrière, de percevoir les dîmes prélevées par les honorables conseillers municipaux sur les maisons closes.

Il finit par épouser la patronne d'un de ces lieux,

Victoria Moresco, et sa fortune fit un nouveau bond. Dans son ascension il se heurta à quelques jaloux qui entreprirent de le faire chanter. C'est alors qu'il fit venir à Chicago son neveu Torrio. Celui-ci, qui n'exécutait pas lui-même, sut parfaitement débarrasser son oncle des gêneurs, lesquels périrent dans une embuscade.

Peu à peu, Torrio prit une place capitale dans les affaires de Colosimo, qui tournaient ainsi autour du jeu, du trafic d'alcool et de la prostitution.

Un gangster très rangé

Comme à New York, le contraste était frappant, à Chicago, entre les activités illicites de Torrio et son mode de vie. Il ne fumait pas, il ne buvait pas, il ne jouait jamais. Nous l'avons noté : il n'élevait jamais la voix et ne prononçait aucun mot grossier. Tout porte à croire qu'il fut, à la différence des autres gangsters, parfaitement fidèle à sa femme.

Il menait une vie soigneusement réglée. Correctement vêtu, chaque matin, après avoir embrassé sa femme, il se rendait à pied de son appartement, au carrefour de la 19^e rue et d'Archer Avenue jusqu'à son bureau à South Wabash, ou en voiture jusqu'à Burnham. Là, son activité essentielle consistait dans l'administration des maisons closes qui appartenaient à la *famiglia*. Par exemple, il s'occupait à faire passer certaines filles d'un bordel à un autre, afin que les clients voient de nouveaux visages. Il vérifiait le montant des recettes de la nuit précédente et veillait, en bon intendant, aux approvisionnements.

A dix-huit heures, il était de retour chez lui.

C'était un homme qui sortait peu sauf, comme beaucoup d'Italiens, pour aller de temps à autre à l'Opéra ou au concert. Comme un brave bourgeois, il enfilait ses pantoufles et un veston d'intérieur. Après le repas du soir, il écoutait des disques, ou bien entamait une partie de cartes avec sa femme.

— C'est le meilleur et le plus cher des époux, disait celle-ci.

La faute grave de Jim le Caïd

Il fut aussi un excellent neveu. Grâce à lui, Colosimo prospéra. Il ne dépendait plus désormais de Coughlin et de Kenna, les conseillers municipaux véreux. C'étaient eux qui dépendaient de lui.

Colosimo devint ainsi le personnage le plus puissant de la ville.

Au faite de la puissance et de la gloire, il commit alors une faute grave: il tomba éperdument amoureux d'une jolie brune aux yeux bleus, une chanteuse de dix-neuf ans, nommée Dale Winter.

Jim le Caïd quitta sa femme Victoria pour Dale.

— C'est ça la vraie vie, confia-t-il à son neveu Torrio.

— C'est plutôt ton enterrement, répondit celui-ci d'un air sombre.

Torrio désapprouvait ce libertinage. Le milieu réagit de même. On commença à dire que Jim le Caïd s'amollissait. Les maître-chanteurs revinrent frapper à sa porte. Il paya: signe évident de faiblesse.

Colosimo avait fini par convaincre sa femme de divorcer. Il put ainsi se remarier avec sa chanteuse.

Il se laissa vivre.

Torrio considérait cette situation avec une impatience peu démonstrative, mais grandissante. D'une part, la prohibition ouvrait un nouveau marché fantastique. Et son oncle s'en désintéressait. La famille perdait ainsi des sommes d'argent considérables en raison de l'incapacité de son chef. D'autre part, la nonchalance de Colosimo faisait que le milieu cessait de le considérer comme un caïd. Les gangsters de Chicago étaient prêts à se jeter sur son empire et à le dépecer. Tous les membres de la *famiglia* subissaient et surtout subiraient les conséquences de ce déclin.

L'oncle devenait un poids mort.

Mort d'un truand

Quelque temps après l'arrivée de Capone, un jour de 1920, Colosimo dit Jim le Caïd, après avoir discuté avec son secrétaire Frank Camilla, et le chef de son restaurant, Caesarino, gagna le vestibule. Un peu plus tard, les deux hommes entendirent deux brèves détonations.

— C'est le pot d'échappement d'une voiture, assura Caesarino.

Camilla n'en croyait rien.

Il se rendit dans le vestibule. Colosimo était allongé sur les dalles. D'une blessure derrière son oreille droite, le sang coulait et formait sur le sol une petite mare. Camilla s'agenouilla auprès de lui et constata qu'il avait les yeux fixes.

L'identité du meurtrier ne fut jamais percée. Mais des bruits circulaient. L'inspirateur du meurtre aurait été nul autre que le neveu de Colosimo, Torrio. Et celui-ci aurait agi par souci de

préserver *l'organisation*, que Colosimo, devenu amoureux fou d'une chanteuse, n'était plus, selon son neveu, à même de diriger.

L'affaire ne fut jamais éclaircie.

Seul élément sûr : Torrio assura la succession de Jim le Caïd. Epaulé par Capone, qui devint assez vite son associé, il fit fructifier le commerce des tripots et des maisons de passe. Il s'efforça également d'étendre son empire territorial. Toutes ses entreprises reposaient sur la corruption des autorités de la ville, en particulier des conseillers municipaux Coughlin et Kenna. Grâce à eux, il put étendre son emprise jusqu'à la ville voisine de Cicero.

Les opérations du gang Torrio se déroulaient toutefois sur un territoire déjà quadrillé par bien des bandes rivales.

Le gang des Irlandais

L'Irlandais O'Bannion dominait le secteur nord-est, entre la rivière Chicago et le lac Michigan. C'était un gaillard athlétique, aux larges épaules. Son rire jovial illuminait son visage rond et faisait plisser ses petits yeux malins. Officiellement, il était fleuriste et, à la différence de Capone, on avait de fortes chances de le trouver dans son magasin, car il adorait les fleurs. Mais il aimait également le tir, et il était capable d'ajuster son homme aussi bien de la main gauche que de la main droite. A l'église, il avait un bien joli brin de voix quand il entonnait les cantiques. Et nul n'aurait pu nier qu'il fût très pieux.

Le chef de la police, Morgan Collin, créditait l'ami des fleurs de vingt-cinq meurtres.

Ce policier, pourtant, ne lui portait guère pré-

judice. Car O'Bannion était le maître des bulletins de vote irlandais. Quel conseiller municipal aurait pu l'oublier?

Cambriolages, perçages de coffre-forts, contrebande d'alcool, captures de véhicules transportant les caisses de whisky des concurrents, fournissaient au fleuriste l'essentiel de ses ressources.

O'Bannion avait pour lieutenants Hymie Weiss, d'ascendance polonaise, et Georges Moran, dit Les Punaies, auteur de 26 cambriolages. C'était un gros homme qui pesait 90 kilos, avec un visage quelconque aux traits mous.

Moran avait une solide réputation dans le milieu de Chicago. Il avait en effet inventé la méthode de liquidation dite *du cortège*. Armés de fusils et de revolvers, les membres d'une bande prenaient place dans une dizaine de voitures qui, roulant devant la maison de la victime choisie, ouvraient sur elle, l'une après l'autre, un feu d'enfer.

Les frères O'Donnell, qui commandaient une équipe composée d'Irlandais et d'Irlando-américains, régnaient eux sur le secteur ouest-centre, entre Chicago-Avenue et Madison Street. Trait particulier: ils haïssaient les Italiens.

Les terribles Genna

Le secteur nord était, de son côté, le fief des frères Genna. Ils étaient six. Ils montraient tous des faces basanées, où brillaient des yeux d'un noir de jais. Ils s'appelaient Sam, Vincenzodit Jim, Pete, Angelo dit L'Angelot Sanglant, Antonio dit Tony l'Aristo, Mike dit Mike le Diable. Quand on évoquait les exploits de cette nombreuse et intéressante famille, on parlait toujours des «terribles Genna».

Eux étaient de purs Siciliens. Leurs parents étaient morts aux Etats-Unis. Orphelins de bonne heure, ils avaient dû de survivre à leur solidarité familiale, à l'esprit de clan qui les soudait. Ils avaient amassé leur premier pécule en employant les méthodes de la Main noire, organisation italienne qui pratiquait le chantage et l'extorsion de fonds. Elle adressait aux émigrés originaires d'Italie une lettre marquée d'une main noire, plus ou moins bien dessinée.

A Chicago, ils possédaient la plus grande distillerie clandestine. Leur commerce prospérait grâce à la corruption : sur le livre de paie des frères Genna figuraient 400 fonctionnaires de police.

Autres barons

D'autres gangs, moins importants, sévissaient encore. Par exemple, le gang Duggan-Lake, appelé aussi gang de la Vallée, qui campait entre le fief des Genna et Cicero; le gang Saltis-Mc Erlane, implanté dans le secteur sud-ouest; la bande des Poulains de Ragen, dans le secteur sud, en majorité irlandais-américain, et, dans le même territoire, d'autres frères O'Donnell (sans liens de parenté avec les précédents) qui jouaient volontiers de la matraque tantôt pour le compte des candidats, tantôt pour celui des patrons, tantôt pour celui des syndicats.

Tous les chefs de ces gangs étaient des barons. Ils avaient le même orgueil de caste, la même susceptibilité ombrageuse, le même souci de ne pas perdre la face. Ce qui était moins une question d'amour-propre qu'un problème de rentabilité. Tout échec, tout camouflet encaissé et non vengé, risquait de leur faire perdre la confiance et le

soutien des hommes placés sous leurs ordres.

Le chef du dernier gang que nous avons cité (celui des O'Donnell), Ed, dit La Pique, joyeux drille, avait coutume de dire : « Quand le discours n'aboutit pas, prends ta matraque ».

La matraque pouvait être aussi bien un couteau à cran d'arrêt, ou un colt.

Une paix précaire

Torrio avait une vive répugnance pour ces instruments, auxquels il ne recourait qu'en cas d'extrême nécessité. Lui, tenait ferme pour la discussion. Comme à New York, il dépensa beaucoup de temps, d'habileté et de diplomatie, pour établir entre les gangs un *modus vivendi*, avec partage des activités lucratives et découpage territorial. Chaque seigneur de gang devait être maître, dans les limites de son territoire, et les raids des pirates qui raflaient les cargaisons d'une bande rivale, devaient être strictement interdits.

Vaille que vaille, la paix de Torrio dura jusqu'au début de 1924, marquée tout de même par un certain nombre d'incidents et d'échanges de coups de feu entre gangsters peu commodes, plus enclins à dégainer le colt, qu'à respecter la lettre d'un traité. Et puis, au début de 1924, les relations entre O'Bannion et les frères Genna s'envenimèrent sérieusement. O'Bannion captura entre autres un convoi de whisky appartenant aux Genna et valant 30 000 dollars. Ceux-ci votèrent la peine de mort contre l'Irlandais. Merlo, qui présidait alors l'*Unione siciliana* de Chicago, et l'habile Torrio s'interposèrent et réussirent à calmer provisoirement les esprits.

Pour peu de temps. Le 19 mai treize camions

des frères Genna se trouvaient rassemblés à la brasserie Sieben, quand la police fit irruption. Un peu plus tard, un policier à la solde de Torrio révéla à celui-ci que O'Bannion était averti de la descente de police. Or il avait possédé une part importante dans cette brasserie, et il venait de la vendre.

C'était clair. Il avait laissé les autres tomber dans le piège.

Peu après, Merlo, le président de l'*Unione siciliana*, mourut d'un cancer et Angelo Genna lui succéda à ce poste. Toute la politique de l'*Unione* à l'égard de l'Irlandais fleuriste s'en trouva modifiée. L'heure des tergiversations et des accommodements, chers à Torrio, était passée.

Mort parmi les fleurs

Le 10 novembre O'Bannion était occupé à couper des chrysanthèmes dans son arrière-boutique quand une voiture bleue aux chromes étincelants s'arrêta de l'autre côté de la rue. Trois hommes en descendirent, traversèrent la chaussée et entrèrent dans le magasin. Le moteur de la voiture continua de ronfler : le chauffeur n'avait pas coupé le contact.

Dans l'arrière-boutique, un Noir, William Crutchfield, balayait des débris de fleurs. Il vit entrer les trois hommes. Deux d'entre eux étaient petits et avaient des teints basanés de Siciliens.

Entre ceux-ci se tenait un grand gaillard, solidement bâti, qui aurait pu être Juif ou Grec.

O'Bannion les connaissait certainement, car il s'avança vers ces visiteurs, le visage souriant et la main tendue.

Ce geste lui coûta la vie. Le plus grand des trois

hommes prit cette main qui s'offrait sans méfiance et la garda fortement serrée dans la sienne.

Le redoutable tireur fut ainsi mis pendant quelques secondes — le temps pour lui de se dégager — hors d'état d'atteindre son arme. Avant qu'O'Bannion ait pu se libérer, les visiteurs tirèrent six fois. Quand la police survint, le fleuriste était mort.

Obsèques fantastiques

Les obsèques du gangster furent fantastiques. Le corps reposait dans un satin blanc serti dans deux cloisons, l'une en argent massif, l'autre en bronze. A chaque angle de la bière se dressaient des colonnes d'argent massif, richement ciselées. Dix cierges brûlaient dans des chandeliers dorés, et des anges en argent veillaient aux pieds et à la tête du défunt. Des masses de fleurs imprégnaient la pièce de leur parfum obsédant.

Tout cela valait 10 000 dollars.

Alterié, Weiss, Moran, Drucci, Maxie Eisen et un homme de main nommé Frank Gusenberg, portèrent le cercueil jusqu'au corbillard. Selon la tradition des gangs, Torrio et Capone suivaient le cortège, avec un grand air d'affliction. Le cortège comprenait 26 automobiles et camions croulant sous les couronnes. Trois fanfares jouaient des marches funèbres. Toutes les femmes étaient en larmes.

Dix mille personnes se pressaient en silence derrière le corbillard. Cinq mille autres les attendaient au cimetière.

Chicago, champ de bataille

Successeur d'O'Bannion à la tête de son gang, Hymie Weiss, le Polonais n'allait pas laisser les choses sans riposter. Torrio fut grièvement blessé à la suite d'un attentat. Il préféra se retirer.

Dans son entourage, nul en dehors de Capone ne pouvait aspirer à prendre sa place.

Il lui restait à s'imposer. Le temps des négociations était fini. L'époque Torrio, le style Torrio, avaient cessé avec la retraite du protecteur de Capone. La nouvelle phase signifiait : guerre impitoyable entre gangs.

Deux camps s'organisèrent. Les truands irlandais, polonais et juifs prirent parti pour Weiss. Les frères O'Donnell, ceux du secteur ouest-centre, le gang Saltis-Mc Erlane rallièrent aussi cette cause.

Les Siciliens, à commencer par les frères Genna, se rangèrent dans le camp de Capone. La plupart des Italiens firent de même, ainsi que Duggan et Lake. Quelques bandes de moindre importance oscillèrent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Chicago devint vraiment un champ de bataille.

Capone dans son palace

Examinons Capone au moment où il va s'imposer. Nous sommes au cœur de l'été 1928. C'est un gros homme aux traits lourds. Il pèse plus de cent kilos. Le torse évoque une barrique. La graisse qui alourdit son corps, qui empâte sa physionomie, provient pour l'essentiel des quantités énormes de spaghetti qu'il ingurgite, parce qu'il en raffole. Sur son large et lourd visage sanguin, la balafre récoltée à Brooklyn laisse une

marque qui l'irrite. Il tente de la dissimuler le plus possible, en la talquant.

Au cours de cet été, il transporte ses pénates de l'hôtel Metropol au Lexington. C'est un hôtel chic, un peu vieillot à présent, avec de larges baies et quantité de salons où l'on peut donner des conférences.

Dans ce palace, Capone et sa suite règnent en satrapes. Le gangster occupe le troisième étage, la plus grande partie du deuxième, ainsi que des chambres disséminées un peu partout et occupées principalement par des femmes.

Capone, pour sa part, se contente de six pièces. Il a à sa disposition un cuisinier et son aide qui logent dans une pièce contiguë. Le rôle de ces hommes ne se limite point à confectionner les petits plats qui nourrissent la fringale du seigneur de la Mafia: ils doivent encore les goûter. Précaution capitale, car on a déjà tenté d'empoisonner Capone.

La nuit, un garde du corps couche devant sa porte.

Les tueurs de Capone

Ses gorilles, au nombre d'une demi-douzaine, sont tous des tireurs d'élite. Son préféré, Phil d'Andrea, s'amuse à couper en deux une pièce de vingt-cinq cents lancée en l'air. William-Jack White est aussi habile et rapide de la main gauche que de la main droite. Samuel Mc Pher Hunt a un faible pour le fusil de chasse. Il transporte le sien dissimulé dans un sac pour clubs de golf.

Il y a aussi Jack Mc Gurr, dit La Mitraillette, de son vrai nom Vincenzo de Mora. Vincenzo cultive l'esprit de famille. Son père a été abattu par des gangsters rivaux. Dès lors, Vincenzo a commencé

à s'entraîner en tirant à la carabine sur des moineaux qui prennent pour perchoirs les fils télégraphiques. Élégant, il porte, selon la mode de l'époque, des complets aux épaules rembourrées, des cravates à fleurs, des chaussures noires étincelantes, à bout pointu. La police crédite ce Brummel de Chicago de vingt-deux meurtres, dont cinq accomplis pour venger papa. Ce qui témoigne d'un cœur filial.

Quand il a abattu quelqu'un, il observe un rite curieux. Il place dans la main de la victime une pièce de cinq cents. Signe de mépris.

Porte dérobée, voiture blindée

Même protégé par cette redoutable escorte, il serait trop simple pour Capone de quitter l'hôtel Lexington par la porte principale. En général les choses se passent ainsi: le Balafré gagne le premier étage par un monte-charge et se glisse dans un vestiaire prévu pour les femmes de chambre. Là, une des parois est entièrement occupée par un miroir. Il suffit d'une poussée pour faire pivoter cette glace. On a alors accès au deuxième étage de l'immeuble voisin. Capone en sort, discrètement, par une porte de service.

Il est rare que sa femme Mae, d'origine irlandaise, vienne le rejoindre dans cet hôtel. Elle a dû se plier aux mœurs méditerranéennes. Elle vit confinée dans un hôtel particulier de Prairie Avenue, où dans le domaine que Capone possède à Palm Island.

Pour se déplacer rapidement en ville, Capone dispose d'une voiture blindée commandée à la General Motors. Les vitres mesurent un centimètre et demi d'épaisseur. Elles sont à l'épreuve

des balles. Le châssis est protégé par des plaques d'acier, et le réservoir d'essence est lui aussi à l'épreuve des balles. Derrière le siège arrière, un coffre d'armes est dissimulé. Le tout pèse 7 tonnes et a coûté 30 000 dollars.

Devant le véhicule blindé, une voiture roule en éclaireur. Une autre le suit. A l'intérieur de chacune d'elles des tireurs d'élite ont pris place.

Tout a été conçu pour assurer au Balafré une protection sans faille. Fait-il quelques pas dans la rue? Ses gorilles l'entourent. A l'Opéra, les sièges voisins sont occupés par eux. Au restaurant, nul inconnu ne prend place à une table voisine de la sienne. Même à son bureau, toutes les précautions sont prises : son siège pivotant est muni d'un haut dossier blindé. Allons ! il ne périra pas d'une balle dans la nuque.

Ses rivaux, les journaux, brocarderont maintes fois ce qu'ils nomment son manque de courage. Mais lui, survivra.

Capone règne sur un empire considérable, mais fragile. Torrio, qui, sérieusement blessé, a préféré abandonner la partie, avant son départ a cédé tous ses biens à Capone.

Guerre ou paix ?

Qu'est-ce que cela représente au juste ? D'abord toute une chaîne de brasseries (qui distillent clandestinement l'alcool), de débits de boissons clandestins, de tripots, de bordels. L'ensemble « vaut » des dizaines de millions de dollars de bénéfices par an.

Torrio a réussi à maintenir cet empire, pendant un certain temps, grâce à ses qualités d'habile négociateur. La subtilité n'est pas, toutefois, une



Big Jim Colosimo (à gauche), le roi de la pègre à Chicago dans les années 20. Au centre, son père; à droite, son neveu et principal adjoint Johnny Torrio. L'assassinat de Colosimo, commandé par Torrio, laissa le champ libre à Capone. Archives Ferni

armure contre les balles des concurrents, comme Torrio a pu le constater. Son successeur devra, il le sait, affronter la même situation périlleuse.

Capone, pourtant volontiers coléreux, n'est pas l'homme des guerres inexpiables. Il préfère lui aussi les compromis, les combines, les arrangements dans la coulisse, bref tout ce qui consolide l'état de paix. Si son commerce prospère, il le doit aux complicités des politiciens et des policiers. Serait-il donc impossible d'en obtenir autant des chefs de gangs?

Mais non. Le partage des domaines respectifs est une opération délicate, et engendre un équilibre précaire. Un rien peut le rompre. L'honneur des chefs de bande, leur souci ombrageux de ne pas perdre la face, leur amour-propre ethnique, autant de facteurs qui perturbent les ententes péniblement conclues.

— Dis à ces Siciliens d'aller se faire foutre ! — a grogné, un jour de colère, l'Irlandais O'Bannion. Mots redoutables, offense mortelle, aussitôt rapportée à ceux qu'ils visent par des amis diligents. Ces mots, un jour recevront leur salaire : des balles.

Impulsivité et code de l'honneur

Torrio encaissait ces humiliations. Mais Capone est beaucoup plus violent, plus impulsif. Un jour, il a tué, par vengeance. Un de ses hommes, comptable hors pair, mais chétif et peu doué pour la bagarre, Jake Guzik, a été frappé. Laisse-t-on insulter et bâtonner un ami sans réagir ? Le Napolitain Capone pratique un certain code de l'honneur. Donc il tuera.

A un autre moment, il pourrait peut-être

parvenir à une réconciliation avec le Polonais Weiss, un des lieutenants de O'Bannion. Il lui suffirait de livrer au Polonais deux tueurs siciliens, Anselmi et Scalise.

— Je ne le ferai jamais, dit Capone.

Il reste la guerre. la guerre des bandes. Elle est sans merci. Les gangs se mitraillent, se tendent des embuscades, usent de ruse et de trahison. Des cortèges de voitures défilent devant les façades des maisons ou des hôtels occupés par des rivaux. L'un après l'autre, chaque équipage lâche sa rafale.

La toile de fond de ces batailles c'est la corruption. Elle interfère étroitement avec le jeu politique.

Campagne électorale à Cicero

Les deux grands partis des Etats-Unis, les républicains et les démocrates, ont besoin du soutien des gangs et de leurs hommes de main. A Cicero, en 1924, le candidat démocrate, Klenha, a fait proposer ce marché à Torrio et Capone: qu'ils assurent sa victoire et ils bénéficieront d'une immunité complète pour toutes leurs entreprises, à une exception près (la prostitution).

Marché conclu. Pendant la campagne électorale, les hommes de Capone — environ 200 individus — matraquent copieusement les partisans du candidat républicain. Les choses vont plus loin. Au moment du vote, des personnages à mine patibulaire se glissent dans les files d'électeurs. Interpellant leurs voisins, il n'hésitent pas à leur demander quelle sera la couleur de leurs bulletins. La réponse leur déplait-elle? Les gangsters s'emparent froidement du bulletin de vote, en glissent

un autre dans l'urne et raccompagnent l'électeur abasourdi jusqu'à la porte. Il ne ferait pas bon que celui-ci regimbe. Les nervis ont la main plongée dans la poche, et toute leur mimique donne à croire qu'ils y manient un « calibre ».

Les choses allèrent parfois jusqu'aux exécutions. C'est au cours d'une de ces bagarres que le frère d'Al, Frank Capone, succomba dans une fusillade avec la police.

Al pleura beaucoup, sincèrement sans aucun doute, la mort de son frère. Ce deuil familial fut pour lui le seul revers de cette campagne, car son candidat, Klenha, fut élu avec une avance considérable sur son concurrent.

Capone aux policiers: «N'y revenez pas!»

Après ce succès, Torrio et Capone ouvrirent à Cicero toute une série de tripots (on en compta 61). De temps à autre, la police y effectuait une descente, pour sauver les apparences. Les gangsters, chaque fois, étaient avertis de cette visite par un discret appel téléphonique.

On racontait, à ce propos, bien des histoires dont, maintenant encore, il est difficile de garantir l'authenticité. Un jour, les policiers d'une brigade, à la recherche d'un fuyard, et perquisitionnant dans les locaux occupés par un gang allié à celui de Capone, y auraient saisi tout un arsenal d'armes et de munitions. Les gangsters s'étant plaint à Capone de cette intrusion inattendue, celui-ci aurait téléphoné aussitôt à l'officier de police qui commandait cette brigade. Sur quoi, ce dernier aurait réuni ses hommes pour les gourmander et les policiers en auraient été réduits à venir présenter leurs humbles excuses au Balafré.

— C'est bon, aurait dit Capone, avec hauteur. Si je comprend bien, vous n'êtes pour rien dans cette affaire. Le responsable c'est votre chef. Ça va pour cette fois, mais n'y revenez pas.

Le paiement de la caution: discret et immédiat

De toute façon, quand un gangster était arrêté, l'incident trouvait vite une solution heureuse pour l'intéressé. Tout était prévu : Chaque membre du gang portait en effet sur lui un carton où figuraient un nom et le numéro de téléphone d'une cabine publique, installée dans un drugstore à l'angle de la 25^e rue et de la 52^e avenue. Le nom était celui d'un certain Louis Cowan.

Cowan était un petit bonhomme, haut tout au plus d'un mètre cinquante, qui tenait un kiosque à journaux. Quand le gangster arrêté appelait le numéro de la cabine et demandait à parler à Cowan, le patron du drugstore allait aussitôt à la porte de son magasin et faisait un signe convenu en direction du marchand de journaux. On voyait le petit Cowan, après être venu à la cabine parler à son interlocuteur, se diriger vers une voiture verte rangée le long du trottoir. Au volant de ce véhicule, il fonçait vers le poste de police qu'on lui avait désigné. Il y déposait la caution demandée, car il avait toujours sur lui des quantités de dollars remis par Capone, qui avait toute confiance en lui.

Puis le petit homme retournait tranquillement à son kiosque.

On peut dire que les gangsters étaient vraiment parés de tout côté. Les statistiques sont éloquentes : en 1921, la justice avait prononcé à Chicago 2309 condamnations pour crimes de toute sorte ; en 1923, ce nombre était tombé à 1344.

Car ce ne sont pas seulement les politiciens et les policiers qui ont des collusions avec les gangs. Les magistrats n'échappent pas toujours à ces compromissions.

La mort du substitut Mc Swiggin

Pendant son enfance, un des substituts de Chicago, Mc Siwggin, d'origine irlandaise, avait eu pour compagnons de jeu maints jeunes Irlandais, devenus gangsters par la suite. Promu magistrat, il conservera ces fréquentations devenues dangereuses.

Un jour d'avril 1924, Mc Swiggin se retrouva en compagnie des frères O'Donnell à l'auberge du Poney, à Cicero. Capone l'apprit par un de ses indicateurs et, peu après 20 heures, un de ses hommes repéra la voiture d'un frère O'Donnell, en stationnement devant l'auberge.

Peu après, une voiture occupée par les hommes d'Al Capone vient se ranger le long du trottoir, approximativement à la distance d'un pâté de maisons par rapport à l'auberge.

Vers 20 heures 30, les frères O'Donnell sortirent de l'auberge en compagnie de Mc Swiggin. Ils montèrent tous dans une Lincoln qui démarra aussitôt. La voiture des hommes d'Al Capone la prit en filature.

Un peu plus tard, la nuit fut déchirée par les rafales d'une mitrailleuse.

Les frères O'Donnell s'en tirèrent. Mc Swiggin y trouva la mort.

Il en résulta tout de même quelques ennuis pour Capone et sa bande. Dans ses tripots et dans ses bars, des descentes de police et des perquisitions furent effectuées. Lui-même préféra, pour un

moment, disparaître de la ville. Des pièces importantes furent saisies au cours des perquisitions. Mais tout ce remue-ménage resta sans effet.

«Une ville de fous»

Capone, pour sa part, nia énergiquement devant les journalistes, avoir eu la moindre responsabilité dans l'assassinat de Mc Swiggin.

– Pourquoi aurais-je fait ça? déclara-t-il, la main sur le cœur. Je l'aimais bien, ce gosse-là. Pas plus tard que la veille de sa mort, il est venu chez moi et, quand il est reparti, je lui ai donné une bouteille de scotch pour ses vieux.

Au cours de cette interview, soit que les mots lui aient échappé, soit qu'il ait commis à dessein une indiscretion, il se laissa aller à cet aveu :

– Oui, j'ai payé Mc Swiggin: je l'ai payé largement et j'en ai eu pour mon argent.

Capone venait d'éliminer un représentant de la justice qui était avant tout l'ami des Irlandais. Aussi, après ce règlement de comptes, les batailles entre gangs reprirent-elles, implacables. Chicago devint le théâtre des fusillades.

– C'est une ville de fous!

Ce jugement fut porté par un expert, puisqu'il s'agit de Lucky Luciano, ancien camarade d'école du Balafré, à Brooklyn. Il ajouta: «Personne n'est en sécurité dans les rues».

Chute des Genna

Les frères Genna parmi les premiers, firent les frais des fusillades. Angelo, peu après son mariage, fut abattu, en mai 1925.

Trois semaines plus tard, Mike Genna et quatre de ses camarades mitraillèrent, à titre de représailles, Moran et Drucci qu'ils soupçonnaient d'être les instigateurs du meurtre d'Angelo. Leur coup rata. Ils furent à leur tour pris en chasse par une voiture pleine de détectives qui avaient assisté à la bataille des gangsters.

Au cours de la rencontre avec les policiers, Mike Genna reçut une balle dans la cuisse qui trancha l'artère fémorale. Se traînant sur les mains, perdant son sang à flots, il eut la force de se réfugier dans une cave. Les policiers l'y rejoignirent. Une ambulance, qu'ils avaient appelée, prit livraison du gangster grièvement blessé.

Tandis qu'elle roulait à toute allure vers l'hôpital Bridwell, un des policiers se pencha au-dessus du blessé pour ajuster le brancard. Mike lui décocha aussitôt un coup de pied dans la figure.

— Prends toujours ça, espèce de salaud !

Il mourut au cours du trajet.

Tony Genna, lui, succomba le 8 juillet. Il fut attiré dans un guet-apens devant une épicerie. L'homme qui lui avait donné rendez-vous, un certain Giuseppe Neroni, qui nourrissait des rancunes contre lui, réédita avec succès le coup qui fut fatal à O'Bannion : il lui serra la main, et la retint solidement dans sa paume. Au même instant un homme, surgi d'un porche voisin, appuya le canon de son pistolet dans le dos de Tony et tira cinq fois.

Tony fut enterré à côté de son frère Angelo au cimetière Mont-Carmel, à quelques tombes de distance de la sépulture d'O'Bannion. Le jour des obsèques, quelqu'un qui avait de l'humour, murmura :

— Le jour du jugement dernier, il s'en passera de belles dans ce coin !

La mort de Tony scella la fin du clan Genna. Jim s'enfuit en Sicile, Sam et Peter se cachèrent à proximité de Chicago. Le temps passa. Ils finirent par regagner la ville et y vécurent en paix. Mais c'était parce qu'ils avaient perdu la partie. Ils finirent leur carrière en hommes « déchus », dans l'importation d'huile d'olive et de fromage.

Les échanges de coups de feu ne s'en poursuivirent pas moins, à Chicago et hors de la ville.

Fenêtres donnant sur l'avenue

Le 11 octobre 1926 fut fatal à Weiss. Il avait établi son quartier général au 738 de North States Street, au-dessus de la boutique d'un fleuriste. Avec ses hommes, il y occupait quatre pièces. L'immeuble voisin, au numéro 740, appartenait à un auteur de romans policiers, Harry Stephen Keeler. Il abritait une pension de famille gérée par une M^{me} Anna Rotariu.

Au début d'octobre, un jeune homme se présenta chez la logeuse.

— Je désire louer une chambre au 1^{er} étage et donnant sur l'avenue, déclara-t-il.

— Malheureusement, toutes sont occupées, répondit M^{me} Rotariu.

Le client qui déclara s'appeler Oscar Lundin, parut décontenancé parce contre-temps. Finalement il se résigna à loger provisoirement dans une chambre donnant sur la cour. Quelques jours plus tard, une petite chambre, qui sentait le renfermé et qui était sommairement meublée, se trouva libérée par le départ d'un pensionnaire. Elle n'était guère accueillante. Mais elle offrait cet avantage d'avoir vue sur la rue. Lundin s'y installa aussitôt.

Le jour même où Lundin s'était présenté chez

M^{me} Rotariu, une jeune femme blonde, assez jolie, avait loué une chambre au deuxième étage d'un immeuble de rapport situé au numéro 1 de Superior Street.

Superior Street coupait North States Street à angle droit et la boutique du fleuriste, au-dessus de laquelle logeait Weiss, se trouvait juste située à l'intersection de ces deux rues.

De sa fenêtre, la femme blonde, qui s'était présentée sous l'identité de M^{me} Theodor Schultz, originaire de Mitchell dans le Dakota méridional, plongeait son regard dans l'entrée de la boutique et pouvait même distinguer ce qui se passait dans l'arrière-salle.

Lundin, pour sa part, avait vue sur le trottoir est de North States Street. Ainsi, quiconque se rendait au quartier général de Weiss pouvait être repéré d'une fenêtre ou de l'autre.

Lundin n'occupa la chambre qu'il avait tant réclamée qu'un seul jour. Il paya toutefois à sa logeuse une semaine d'avance. Et deux hommes le remplacèrent aussitôt dans cette petite pièce. L'un, qui pouvait avoir trente-cinq ans, portait un pardessus et un feutre gris. L'autre, qui paraissait beaucoup plus jeune, était vêtu d'un complet de couleur sombre et coiffé d'une casquette.

Le même scénario se déroula dans la chambre de M^{me} Schultz. Elle disparut. Deux hommes prirent sa place.

Et, comme les occupants de la chambre de Lundin, ils ne firent rien d'autre qu'attendre.

Morts au pied de la cathédrale

Le 11 octobre, Weiss comparut comme prévenu libre devant la cour d'assises. Il en sortit dans le

milieu de la journée, en compagnie de quatre personnes: son chauffeur Sam Peller, son garde du corps Paddy Murray, un détective privé et William O'Brion, un des principaux avocats de Chicago.

Vers 16 heures, la voiture pilotée par Peller stoppa devant la cathédrale du Saint-Nom, située juste en face de la boutique du fleuriste.

Au numéro 740 de North States Street, deux hommes retinrent leur souffle. Ils virent les occupants de la voiture descendre de celle-ci et s'engager sur la chaussée.

Soudain, tirées par un fusil et une mitrailleuse, les balles se mirent à gicler.

A l'angle de la cathédrale, une phrase extraite de l'épître de saint Paul aux Philippiens (2, 10), était gravée, en même temps que la date de construction de l'édifice :

– A.D. 1874. Au nom de Jésus, tous doivent plier le genou, au ciel et sur la terre.

Après la fusillade, on constata que la date gravée sur la cathédrale avait été entièrement effacée par les balles. De la citation de saint Paul, ne subsistaient que ces mots :

– Tous!... Genou... Ciel et... Terre.

Longtemps, les chauffeurs de Chicago montrèrent ces cicatrices aux touristes.

Dix balles avaient atteint Weiss. Il mourut sur le coup. Murray, qui en avait reçu une quinzaine, succomba aussi sur-le-champ. O'Brion était gravement blessé ainsi que Peller et le détective privé.

Quand la police fit irruption dans la chambre dont l'enfer avait jailli, les tireurs avaient disparu. On trouva sur le parquet une centaine de mégots, trente-cinq cartouches de mitrillettes vides et trois de fusils de chasse. Le couvre-lit était maculé de traces de cirage. Chaque homme s'y reposait à

tour de rôle, sans même se déshabiller. Il fallait être prêt à tout moment, pour une évacuation rapide.

On ne découvrit jamais les meurtriers.

Weiss fut enterré avec toutes les solennités de circonstance.

– Hymie était un bon gars !

Telle fut l'oraison funèbre prononcée par Capone recevant la presse, les pieds dans ses pantoufles, en manches de chemise, et cigare au bec.

Traité de paix à l'hôtel Sherman

La mort de Weiss, au lieu d'entraîner des représailles immédiates, fut suivie d'une trêve, toute provisoire. Elle fut négociée par l'intermédiaire de Tony Lombardo et de l'*Unione siciliana*.

Sans armes, sans gorilles, les chefs des principaux gangs se réunirent à l'hôtel Sherman. Al, son frère Ralph, Jake Guzik, et un politicien de Cicero, nommé Vogel, représentaient le gang Capone. Drucci et Moran avaient reçu la succession de Weiss. Il y avait encore d'autres gangs, ceux des frères Myles, de Klondike O'Donnell, Ralph Sheldon, et Maxie Eisen envoyé par la bande Saltis-Mc Erlane.

Weiss éliminé, Capone se savait en position de force. Il soumit donc aux participants un traité en cinq points :

- 1) Oubli de toute rancune. Amnistie générale.
- 2) Renonciation à la violence comme moyen de régler les différends, et recours obligatoire à l'arbitrage.
- 3) Interdiction du « travail aux côtelettes ». Cette expression pittoresque signifiait, dans le langage des truands, ce que nous appellerions aujourd'hui l'« intox ». Ainsi il était d'usage cou-

rant, quand un gangster en voulait à un autre, de confier à un troisième que le second était en train de tramer un complot contre ce troisième. Cela dans l'espoir que l'interlocuteur prendrait les devants et liquiderait le rival.

4) Chacun conserve ses clients. Aucun empiètement ne doit avoir lieu sur le territoire d'un autre. Le chef de chaque gang châtiera lui-même celui de ses lieutenants qui violerait cet accord.

Le traité de l'hôtel Sherman donnait à Capone le contrôle sur tout Chicago au sud de Madison Street, et sur toute la banlieue. Quelque vingt mille débits clandestins de boisson se trouvaient ainsi placés sous sa loi.

Ces propositions furent acceptées.

Après 70 jours de trêve, la guerre reprend

– Alors, raconta plus tard Capone, on s'est serré la main, on a fait la paix et on s'est promis les uns aux autres que si jamais quelque chose nous mettait en colère, on se reverrait pour en parler raisonnablement et arranger ça.

Ces serments furent scellés par une formidable beuverie. Ils ne valaient pas plus que nombre de serments d'amour.

La paix dura 70 jours. Très exactement jusqu'à cette journée où le gangster Saltis, mécontent de la conduite d'un distributeur de boisson nommé Clément, le fit abattre au lieu de soumettre son cas, ainsi qu'il était convenu, à arbitrage.

Le gang de feu O'Bannion, qui supportait mal d'avoir été fortement étrillé, prit prétexte de cet accroc aux conventions pour relancer les hostilités. Un restaurateur, ami de Capone, fut abattu par les Irlandais, après avoir été torturé.

La campagne électorale qui se déroulait au même moment, fit naître de nouveaux conflits. Les fusils et les pistolets partirent au moindre prétexte. Drucci tomba, dans une sorte de duel avec un nommé Healy.

Tandis que les coups de pistolet claquaient dans les rues de Chicago, le candidat républicain Thompson, dit Gros Bill, géant pansu, l'emporta. Capone avait soutenu sa candidature. Il trouva chez lui protection et complicités. Selon les déclarations ultérieures de Capone lui-même, trente millions de dollars furent consacrés à acheter les policiers.

Cependant, les règlements de comptes allaient bon train. En six mois, onze meurtres de ce type furent constatés.

La guerre des gangs gagna bientôt les sommets de l'*Unione siciliana*. Frank Yale, de Brooklyn, fut mitraillé dans sa voiture, sans doute à l'instigation de Capone.

Lolordo, qui présidait l'*Unione* à Chicago, périt à son tour. Lui succéda son rival, Aiello, personnage en fort mauvais termes avec Capone. Le 23 octobre 1930 il mourut sous le tir croisé de deux mitrailleuses placées dans des embrasures de fenêtres. Son successeur, Loverdo, soutenu par Capone, vécut un an. Il fut abattu dans un bar de Cicero.

Mais, avant ces liquidations, intervint la célèbre fusillade de la Saint-Valentin.

« *Capone, c'est Satan !* »

Moran, qui commandait désormais le gang O'Bannion, ne cessait de harceler les lignes de Capone. Ses hommes s'emparaient des camions

d'alcool de son rival qui circulaient sur la grand route Chicago-Detroit. Ils s'attaquaient aussi aux contrebandiers qui débarquaient les cargaisons sur les côtes du lac. Ils soutenaient Aiello. Ils faisaient sauter à la bombe des débits de boisson. Ils tentèrent à deux reprises d'abattre Jack Mc Gurn, le gorille de Capone et le Brummel de Chicago.

Moran, lui-même, n'hésitait pas à s'en prendre publiquement à Capone.

— C'est Satan, confia-t-il avec fougue à un journaliste. Il a peur. Il est toujours entouré de gardes. Moi, je me déplace avec seulement un ou deux copains.

Effectivement, le jour de la Saint-Valentin, Moran, nous l'avons vu au début de ce texte, arriva devant la porte de son entrepôt avec un seul compagnon de route. La mort le frôla de quelques minutes. Elle fit, d'un coup, sept victimes.

L'entrepôt était une grande bâtisse de briques rouges, longue de 120 mètres sur 20 de large. Il se trouvait coincé entre deux immeubles et ne comportait pas d'étages. Il donnait sur la rue par une vitrine et une porte vitrée. Sur la partie inférieure de la vitrine peinte en blanc, se détachait cette inscription en lettres noires :

S-M-C Transport Co
Expéditions Emballages
Tél. Diversey 1 471
Camions longs courriers.

Un bureau occupait toute la longueur de la façade. Il était séparé de l'entrepôt proprement dit par une cloison de bois. Le sol en était cimenté, de très hautes portes donnaient accès à l'entrepôt, afin de permettre la réception et l'expédition des marchandises.

Sept hommes dans un entrepôt

Ce matin-là, les hommes de Moran n'occupaient pas le bureau. Ils s'étaient tous rassemblés à l'intérieur de l'entrepôt, où se trouvaient alignés, contre une des parois, trois camions vides. Un quatrième camion occupait le centre de cet espace clos. Allongé sous ce véhicule, vêtu d'une salopette tachée de cambouis, un homme s'affairait à réparer un essieu. C'était un ancien perceur de coffres-forts, âgé d'une quarantaine d'années, qui travaillait à présent comme mécanicien pour Moran, à raison de cinquante dollars la semaine. Il s'appelait Johnny May.

Les six autres étaient les frères Frank et Peter Gusenberg, James Clark, beau-frère de Moran, Adam Heyer, Al Weinshank et Reinhardt H. Schwimmer.

L'entrepôt n'était pas chauffé : six hommes, en raison du froid intense, avaient conservé leur pardessus. Groupés autour d'un réchaud électrique, ils faisaient chauffer du café. Ils attendaient la livraison promise. Leurs poches étaient bourrées de dollars apportés pour régler la note.

Ils étaient trop gelés pour parler beaucoup. Dans la vaste salle on n'entendait guère que le bruit métallique d'un outil manié par Johnny May frappant l'essieu, ainsi que les jappements de son chien, attaché au châssis de la voiture, et qui dévorait des déchets de viande.

La lumière crue d'une unique ampoule électrique, pendue à un fil, tombait sur ce groupe à peu près silencieux. Elle rendait, semblait-il, le froid plus intense.

Sauf Schwimmer qui était une sorte de « demi-sel » vouant une admiration insensée à Moran, tous étaient des hommes de confiance. Les

Gusenberg, après avoir réceptionné le whisky attendu, devaient se rendre en camion à Detroit pour y chercher une cargaison canadienne. Heyer, un ancien expert-comptable condamné pour escroquerie, était le conseiller financier de Moran. Il dirigeait aussi un cynodrome qui empiétait, semble-t-il, sur le territoire de Capone. Weinshank avait aidé Moran à prendre pied dans les affaires de blanchisserie.

Tous, bien entendu, étaient armés.

*Un bruit semblable à celui
d'un marteau pneumatique*

Personne ne fut témoin du massacre. On vit seulement entrer et sortir des gens que l'on prit pour des policiers. En dehors du chauffeur du camion, responsable de l'accrochage avec la Cadillac et qui avait suivi celle-ci un moment des yeux, une femme servit de témoin partiel. Elle s'appelait M^{me} Max Landsman. Elle était occupée à repasser du linge dans une pension de famille voisine de l'entrepôt. Le bruit de la collision entre la Cadillac et le camion du livreur l'attira à la fenêtre. Elle y resta un moment. Elle vit la Cadillac stopper devant l'entrepôt, et quatre hommes en descendre : deux policiers en uniforme, suivis de deux hommes en civil. Ils entrèrent dans l'entrepôt. M^{me} Landsman retourna à ses travaux de repassage.

Il s'écoula peut-être une, deux minutes, au plus. Et la rue soudain se mit à vibrer d'un bruit semblable à celui d'un marteau pneumatique ou d'un roulement de tambour. Le bruit cessa brutalement. Et on entendit encore, détachés, trouant le silence revenu, deux détonations. Un chien se mit à aboyer furieusement.

M^{me} Landsman revint à sa fenêtre. Dans l'immeuble qui lui faisait face, au deuxième étage, une voisine, M^{me} Alphonse Morin, visiblement inquiète, plongeait son regard dans la rue.

De l'entrepôt sortirent deux hommes. Etrange : c'étaient les deux civils descendus tout à l'heure de la Cadillac. Cette fois ils s'avançaient, les bras levés au-dessus de la tête. Les deux policiers, brandissant leurs pistolets dans le dos de ces hommes, les suivaient. Tout le monde monta dans la Cadillac qui démarra à toute allure, fonça sur la chaussée et bifurqua au carrefour d'Ogden Avenue.

Qu'est-ce que tout cela signifiait ? Une descente de police, sans doute. Les deux femmes revinrent à leurs occupations.

Le chien aboyait toujours

Mais le chien aboyait. Il hurlait sans trêve. Il paraissait hurler à la mort. Décidément, il se passait quelque chose d'anormal. M^{me} Landsman finit par s'adresser à un de ses pensionnaires, nommé Mc Allister.

— Vous l'entendez, ce chien ? Vous ne trouvez pas ça curieux ? Qu'il continue à aboyer. Il a dû se passer quelque chose.

— Je vais aller voir, dit Mc Allister.

Il revint, une minute plus tard. Blanc comme un linge.

— Ils sont tous morts, souffla-t-il.

Quand la police, la vraie police, pénétra dans l'entrepôt, elle trouva six corps allongés au pied d'un mur. James Clark était étendu à plat ventre ; Weinshank, Heyer, May et Schwimmer sur le dos ; Peter Gusenberg fut retrouvé à genoux, le torse reposant sur une chaise. Autour d'eux, sur le sol

cimenté : une grande mare de sang. Et, du mur devant lequel ces hommes avaient été alignés, du sang coulait encore.

Le septième homme, Frank Gusenberg, avait eu la force de se traîner, avec quatorze balles dans le corps, quelques mètres plus loin. Ils respirait faiblement quand les policiers le découvrirent. Il ne survécut pas à ses terribles blessures.

Le chien hurlait et faisait des bonds furieux à proximité du camion auquel sa laisse le retenait.

Littéralement hachés par les balles

Les circonstances exactes de la mort relèvent d'une reconstitution vraisemblable, puisqu'il n'y eut pas de témoin oculaire du massacre de la Saint-Valentin. Les hommes de Capone entrèrent l'arme au poing et les sept hommes de Moran les prirent pour des policiers. Ils n'opposèrent donc aucune résistance. Ils ne firent pas davantage de difficultés pour s'aligner face au mur, les bras levés au dessus de la tête.

Acemoment, les mitraillettes crachèrent la mort.

L'exécution fut menée avec méthode. Une première salve passa à la hauteur des têtes. Une seconde au niveau des poitrines; une troisième balaya les corps à la hauteur de l'abdomen. Tout cela fut tiré très vite.

Certains corps furent retrouvés littéralement hachés par les balles, au point que certaines parties ne tenaient entre elles que par des lambeaux de chair.

Clark et May ne devaient pas être tout à fait morts. Ils avaient, l'un et l'autre, reçu le coup de grâce, tiré avec un fusil de chasse.

On emporta Frank Gusenberg à l'hôpital. Un

des policiers, le détective Sweeney, avait été son camarade d'école, près de l'entrepôt. Il suivit l'ambulance, pénétra dans la chambre de l'hôpital, se pencha au-dessus de l'homme qui râlait.

— Frank, pour l'amour du Dieu, qui a tiré sur toi ?

Frank remua faiblement la tête. Dans un souffle, il dit :

— Personne ne m'a blessé.

— Ton frère est mort, insista Sweeney. Si tu veux qu'il soit vengé, dis-moi qui a tiré.

— Je ne suis pas un flic, dit Frank.

Il expira quelques instants plus tard.

Les premières mitraillettes

Dans cet épisode, le plus célèbre, sans doute, de la guerre des gangs aux Etats-Unis, la mitraillette joua un rôle décisif.

C'était un engin relativement neuf à cette époque. Un reporter de *Colliers* la décrit en ces termes lyriques :

« Le meilleur instrument pour accroître et améliorer les affaires que les criminels de notre génération aient découvert, une machine diabolique, l'engin le plus puissant qui ait encore jamais été mis jusqu'à présent à la disposition des éléments criminels, une machine infernale, le summum de l'ingéniosité déployé par l'homme pour massacrer son prochain. »

Depuis, assurément, on a fait mieux dans le genre que cette mitraillette Thompson, dite *Tommy gun*, appelée encore *Machine à écrire*, en raison de son crépitement, ou *Hachoir*, pour son efficacité, ou *Piano de Chicago*, par les mélomanes.

Elle avait été inventée par le général de brigade John T. Thompson, directeur des arsenaux améri-

cains pendant la première guerre mondiale. Elle était destinée au «nettoyage de tranchée», et reçut alors l'appellation familière (mais sinistre) de *Balai de tranchée*.

Elle ne fut mise en vente, par la New-York Corporation Auto Ordnance, qu'en 1920.

Les policiers ne voulurent pas de cet engin, qui pouvait tirer des rafales de balles très dangereuses pour les passants. Mais les gangsters, eux, furent d'un autre avis.

La Thompson fut utilisée en premier par le gang Saltis-Mc Erlane. Elle pouvait tirer mille balles de 11,43 millimètres à la minute. Elle pouvait découper un tronc d'arbre de cinquante sept centimètres d'épaisseur à condition d'être utilisée d'assez près. Elle pouvait aussi traverser un blindage en acier de huit millimètres d'épaisseur.

Un des côtés pratiques de la mitraillette, outre sa cadence de tir, et son efficacité terriblement meurtrière, c'est qu'elle ne tombait pas sous le coup de la loi. La loi Sullivan (1911) interdisait en effet le port de revolvers, pistolets, ou de toute arme à feu que l'on pouvait aisément dissimuler. De nombreux Etats avaient adopté la même législation. Mais celle-ci ne prévoyait rien pour la mitraillette.

Il suffisait donc d'entrer dans un magasin. Pour 175 dollars, on s'y procurait en 1923, une mitraillette 21A livrée avec vingt cartouchières garnies. Pour 21 dollars supplémentaires, on avait droit à une bande de cinquante cartouches.

On retrouve les armes

Les gangsters n'étaient évidemment pas à court d'argent. Ils se procurèrent ce joujou, dont l'achat ne fut réglementé qu'à partir de 1930.

Les 70 douilles et les balles trouvées dans l'entrepôt de Chicago furent soumises à l'examen d'un célèbre expert de l'époque, nommé Goddard, qui était déjà intervenu dans plus d'une affaire criminelle, notamment dans l'affaire Sacco et Vanzetti.

Goddard déclara que les meurtriers avaient utilisé deux mitraillettes Thompson, calibre 45. L'une avait un chargeur plat de vingt cartouches, l'autre un chargeur de type barillet de cinquante cartouches.

Cet examen ne donnait pas le nom des meurtriers. Mais quelque temps plus tard, le 14 décembre 1929, un policier voulut arrêter pour infraction aux règles de la circulation un conducteur de voiture. L'homme tira un pistolet, abattit le policier, et s'enfuit.

Des témoins avaient réussi à noter le numéro de la voiture. Elle appartenait à un homme nommé Dane. Quand les policiers firent irruption à son domicile, Dane avait disparu. Mais on trouva chez lui tout un arsenal.

Entre autres armes, deux mitraillettes Thompson.

Goddard les identifia comme ayant servi au massacre de la Saint-Valentin.

Un peu plus tard, Dane fut arrêté. C'était le nom d'emprunt d'un des lieutenants d'Al Capone, nommé Fred Burke.

Des guetteurs

Les préparatifs de la Saint-Valentin rééditent ceux de l'attentat contre Weiss. De l'autre côté de la rue, en face de l'entrepôt, se trouvaient deux pensions de famille, dirigées l'une par M^{me} Michael Doody et l'autre par M^{me} Frank Orvidson. L'en-

quête menée par le détective Egan révéla que trois jeunes gens y avaient demandé des chambres. Deux logèrent chez M^{me} Doody et, comme il n'y avait plus de place, le troisième logea chez M^{me} Orvidson. Tout trois avaient la même exigence, très semblable à celle des assassins de Weiss : ils voulaient une fenêtre donnant sur l'avenue.

Ils s'installèrent là dix jours avant la Saint-Valentin, et, pratiquement, ne quittèrent plus leur chambre. Leurs logeuses se souvinrent que, étant entrées à diverses reprises chez ces jeunes gens, elles les avaient trouvés, assis devant la fenêtre, le regard plongeant dans la rue.

Le matin de la Saint-Valentin, ils disparurent. Sur les photos présentées aux deux femmes, celles-ci identifièrent trois suspects. Cela ne donna rien : ils avaient des alibis irréfutables.

La Cadillac noire finit par être retrouvée dans un garage situé à cinq kilomètres de l'entrepôt. On retrouva aussi le marchand de voitures d'occasion qui dit avoir vendu ce véhicule à un client de Los Angeles, James Morton. Mais on ne retrouva pas James Morton, pas plus qu'un certain Frank Roger qui aurait loué la voiture.

Frank Roger avait habité dans une maison voisine du Circus Café. C'était là le quartier général de Claude Maddox et de sa bande, un gang étroitement lié à Capone. La police en tira la conclusion que la tuerie avait été organisée pour le compte de Capone, par les tueurs de Maddox.

Là-dessus, un témoin nommé Brichet se présenta. Il raconta que, passant devant l'entrepôt, le 14 février au matin, il avait vu cinq hommes y entrer. L'un d'eux aurait dit à un autre : « Viens, Mac ».

Sur quoi on présenta à Brichet plusieurs photos parmi lesquelles, celle de Mc Gurn. Brichet identifia aussitôt celui-ci.

La chasse aux suspects

Mc Gurn fut arrêté à l'hôtel Stevens où il vivait avec une blonde agréable, nommé Louise Rolfe. Contre une caution de cinquante mille dollars, il fut remis aussitôt en liberté, bien qu'il eût été inculpé de sept assassinats.

D'autres témoins reconnurent les gangsters Scalise et Anselmi comme deux des occupants de la Cadillac. Ces derniers furent également libérés contre cinquante mille dollars chacun.

Puis on arrêta Joseph Lolordo, frère de l'ancien président de l'*Unione siciliana*, ainsi que Fred Burke, comme nous l'avons dit. Burke fut identifié comme l'un des tueurs parce qu'un passant avait remarqué que le chauffeur de la Cadillac avait une dent en moins à la mâchoire supérieure. C'était le cas de Burke.

On ne put rien prouver contre les personnes arrêtées. Mc Gurn pour sa part jura qu'il n'avait pas quitté l'hôtel Stevens, et cita comme témoin Louise Rolfe. Celle-ci ne confirma passes dires. La justice crut triompher en inculpant Mc Gurn de parjure. Mais celui-ci épousa Louise. La loi interdisait qu'une épouse puisse témoigner contre son conjoint. Le parjure ne pouvait donc plus être prouvé.

Mc Gurn et Louise avaient certainement été conseillés par d'habiles avocats. On va en avoir une nouvelle preuve. Mc Gurn n'en restait pas moins inculpé. Le code de l'Illinois prévoyait que si un accusé exigeait de comparaître, et si son procès ne figurait pas au rôle de quatre séances successives de la Cour, il bénéficierait d'un non-lieu.

Mc Gurn demanda à être jugé. L'accusation n'était pas prête. Au bout de quatre fois, Mc Gurn obtint son non-lieu.

On eut du moins la certitude qu'une des mitraillettes appartenait à Burke, ce gangster auquel manquait une dent à la mâchoire supérieure.

Goddard rentre en scène

Les engins furent soumis à l'analyse de l'expert Goddard. Les magasins de ces armes étaient alimentés par des cartouches de différentes marques. Mais certaines étaient identiques à celles recueillies dans l'entrepôt. Sur cet ensemble, Goddard en sélectionna trente-cinq. Il en tira vingt avec la même mitraillette dans la bourre de coton, et quinze autres sur une cible différente. Puis il rédigea son rapport, dont nous donnons ci-dessous cet extrait :

« Il résulte de ces études qu'à coup sûr les deux armes trouvées chez Burke sont celles qui furent utilisées lors du massacre de la Saint-Valentin... Je n'ai pas perdu mon temps à attribuer certaines de ces balles à une arme déterminée. Il me suffisait de déterminer que l'unique projectile trouvé dans le corps de Reinhardt Schwimmer avait été tiré par une des deux armes et qu'une des balles trouvées dans le corps de James Clark était passée par le canon de l'autre. »

Une autre vérification fut faite un peu plus tard. La police transmit à Goddard des balles qui avaient été tirées sur le gangster Frank Yale. Elles aussi avaient été tirées par la mitraillette de Burke.

Celui-ci était en fuite. On finit par mettre la main sur lui dans le Michigan. Mais il se trouva que la Justice de cet Etat avait son propre dossier sur Burke : on lui reprochait l'assassinat de l'agent Skely. Le Michigan refusa donc de livrer Burke à

l'Illinois et le condamna à la prison perpétuelle. Il mourut au pénitencier.

Un témoignage sujet à caution

Pendant plusieurs années, des enquêtes — publiques ou privées — se poursuivirent pour tenter d'identifier les autres tueurs de la Saint-Valentin et de mettre la main sur eux. Elles ne devaient jamais aboutir.

John Kable, auteur d'une très importante biographie d'Al Capone, qui nous a beaucoup servi au cours de ce récit, assure qu'il recueillit en 1965 les confidences du gangster Al Karpis, détenu depuis trente-cinq ans dans les prisons fédérales. Karpis qui appartenait au gang Barker, raconta à son interlocuteur que l'équipe de la Saint-Valentin comprenait Burke, Maddox, Georges Ziegler, Gus Winkler et Nugent dit Cou de grue. Ces cinq hommes, selon Karpis, étaient au service de Capone, pour des expéditions de ce genre. Ils touchaient deux mille dollars par semaine plus des primes et les frais de déplacement. Toujours selon Karpis, c'était Ziegler qui avait conçu le scénario du massacre, et un sixième gangster, Byron Bolton, figurait parmi les guetteurs de Clark Street.

Ce témoignage reste évidemment sujet à caution. Ceux qui racontent n'expriment souvent que leur désir de gloriole : ils veulent montrer qu'ils étaient au courant.

Abattu, jour pour jour

D'après ce témoignage, Mc Gurn ne semble avoir joué aucun rôle dans l'expédition de la

Saint-Valentin. Il est toutefois surprenant qu'il soit mort un jour anniversaire de la Saint-Valentin, le 14 février 1936, abattu dans un bowling, à la mitraillette, par deux inconnus.

Sur le cadavre, les tueurs épinglèrent une feuille de papier. Y figurait un dessin montrant un couple regardant avec tristesse une affiche annonçant la vente forcée de leurs meubles et de leurs ustensiles de ménage. Au-dessous du dessin, on lisait ces vers :

Tu as perdu ton boulot

Tu as perdu ton fric

Tes bijoux et ta belle maison

Mais ça pourrait être pire

Il te reste ton pantalon.

Pourquoi cette mise en scène macabre ? Elle n'a jamais été bien expliquée. On suppose que les vers et le dessin faisaient allusion à la situation financière de Mc Gurn, plutôt précaire en ce temps-là.

Le grand rescapé de cette tuerie fut Moran qui avait été la principale victime désignée. Il dut son salut d'abord à son retard, au fait aussi qu'on le confondit avec un homme de sa bande auquel il ressemblait.

Quand on lui demanda ce qu'il pensait des exécutions faites à l'entrepôt, il répondit seulement :

– Seul Capone tue comme cela !

Par la suite, il chercha désespérément à se venger de Capone, et à le faire abattre. Mais son gang avait reçu un coup terrible dont il ne devait jamais se relever. Dix ans plus tard Moran fut pris dans un hold-up contre une banque et condamné à dix années de prison. Il mourut, au pénitencier, d'un cancer au poumon.

Et Capone, qui sans aucun doute, avait machiné, toute cette histoire ? Le jour de la Saint-Valentin, il disposait d'un alibi en béton. A neuf

heures du matin descendant de sa luxueuse Packard, il s'était présenté dans le bureau du procureur Taylor qui avait quelques petites questions à lui poser sur ses activités à Chicago, sur le meurtre de Yale, sur ses revenus.

A toutes ces questions Capone répondit avec beaucoup de décontraction. L'entretien sténographié dura toute la matinée.

Personne ne pouvait soutenir que le *signor* Capone était allé faire un tour du côté de l'entrepôt.

Ripailles chez Capone, le soir du crime

Quand il revint chez lui, ce fut pour trouver les siens en pleine effervescence. On préparait une grande réception avant le match de boxe qui devait opposer les deux poids lourds Jack Sharkey et Young Stribbling, pour le titre de champion du monde. Capone tenait ferme pour Sharkey et faisait de fréquentes apparitions à son camp d'entraînement. C'est en son honneur qu'il avait invité chez lui plus de cent personnes.

Il fit très chaud cette nuit-là. Les gardes du corps tombaient la veste. Le buffet chargé de victuailles fut pris d'assaut et les bouchons des bouteilles de champagne sautèrent les uns après les autres.

Comme il se faisait tard, Capone prit son jeune fils Samy par la main et le conduisit devant chacun de ses hôtes afin qu'il dise poliment bonsoir.

La femme d'un rédacteur sportif, Jack Kofoed, entreprit d'aller se rafraîchir dans la piscine. Elle se retira dans une loggia, pour enlever sa robe et enfiler un maillot de bain. Il y avait là quelque chose qui ressemblait à un coffre recouvert d'une simple bâche. Elle s'assit dessus et se releva aussitôt en poussant un cri de douleur.

Soulevant la bâche, elle découvrit avec surprise à l'intérieur du coffre tout un entassement de mitraillettes, mitrailleuses, fusils et revolvers. C'était l'arsenal du maître de maison.

A cette heure, la tuerie de la Saint-Valentin était connue des hôtes. Personne n'eut le mauvais goût d'interroger Capone à ce sujet. Les journalistes, qui sont des gens beaucoup moins bien élevés, par souci professionnel, n'eurent pas le lendemain la même discrétion.

Capone répondit, sans sourciller, que le seul homme capable de tuer avec une sauvagerie pareille ne pouvait être que Moran, dit Les Punaises.

Al le victorieux

Capone était le vainqueur. Il multiplia les réceptions fastueuses. Des artistes célèbres de l'époque comme Al Jonson, ou Eddie Cantor, vinrent chez lui. En même temps, il était extrêmement populaire auprès du petit peuple, qui n'était pas loin de voir en lui une sorte de héros. Quand il apparaissait dans les tribunes d'un stade sportif il était souvent acclamé. A l'hippodrome de Charlestown dans l'Indiana, des milliers de touristes se levèrent un jour pour l'applaudir. Capone salua, les mains jointes au-dessus de sa tête, comme un boxeur qui fait son entrée sur le ring.

Capone lui-même ne se gênait guère pour faire sa propre apologie :

« Je suis un bienfaiteur public... La loi n'apaise pas la soif. On dit que je suis un contrebandier d'alcool. Oui. Sur le camion, c'est de la contrebande, mais au club, au vestiaire du stade, ou servi sur un plateau d'argent dans un salon de la

Côte d'Or, c'est de la cordialité ou de l'hospitalité. Alors, qu'est-ce qu'il a fait, Al Capone? Il a satisfait une demande légitime. Quelques-uns disent que c'est de la contrebande; d'autres du racket. Pour moi, c'est les affaires. On dit aussi que j'enfreins la prohibition. Qui ne l'enfreint pas?»

La réussite individuelle de Capone, son triomphe, somme toute éphémère (il sera arrêté quelques années plus tard, mais cela est le sujet d'un autre tome) sont sans doute des phénomènes moins importants que la suprématie de la Mafia sur d'autres groupes ethniques, celui des Irlandais en particulier.

La réunion des Vingt-Sept

Deux mois environ avant la Saint-Valentin, le 5 décembre 1928 très exactement, vingt-sept personnages pénétrèrent l'un après l'autre dans le vestibule de l'hôtel Statler de Cleveland. Ils portaient des guêtres blanches sur leurs chaussures, des cols de velours. Et des bagues, des diamants en général, brillaient à leurs doigts. Ils arrivaient de Chicago, de New York, de Saint-Louis, de Buffalo... Ils débarquaient de somptueuses voitures, certaines couvertes de poussière, car elles avaient roulé longtemps.

Les vingt-sept étaient tous Siciliens.

Capone ne pouvait participer à cette réunion, n'étant pas Sicilien, mais il y était représenté. Il y avait là Pascuale Lolordo, à la tête de la délégation de Chicago, la plus nombreuse, et Joe Profaci, Joe Magliocco et Vincent Mangano de New York, d'autres encore...

Que se dirent les Siciliens au cours de cette réunion? On ne le sait guère. Leur aspect avait

attiré l'attention d'un employé de la réception qui alerta la police. Celle-ci fit irruption, appréhenda tout le monde. Chacun des vingt-sept passa à l'anthropométrie, fut photographié sous tous les angles, dut consentir à donner ses empreintes digitales.

On n'avait pas de preuves contre ces gens, ni aucun motif d'intervenir contre eux. Après un bref interrogatoire, ils furent relâchés. Ils se gardèrent d'être trop bavards sur l'objet de leur réunion.

On pense qu'ils discutèrent de sucre et de whisky et de la succession à la tête de l'*Unione siciliana*, ouverte par la mort de Frank Yale.

La Mafia impose aux gangs l'unité

Là n'est pas le phénomène important. En fait, cette rencontre fut la première du genre en vue de resserrer les liens entre les cellules de l'*Unione siciliana*, et pour tenter d'établir une sorte d'état-major de la criminalité sur le territoire des Etats-Unis.

Rien de comparable ne s'était passé jusqu'alors.

Les spécialistes considèrent la rencontre de Cleveland comme une date dans l'histoire du crime. Il est symptomatique de constater qu'elle est la réalisation du plan établi par Torrio, c'est-à-dire une sorte de confédération des gangs.

La Mafia, c'est-à-dire les truands siciliens, fut l'organisation qui imposa cette concertation aux Etats-Unis.

Mais qu'est-ce que la Mafia? Il faut à présent remonter le cours du temps. Et notre voyage nous entraîne en Sicile, loin en arrière.

CHAPITRE I

L'ESPRIT DU SUD

La Mafia n'a pas d'acte de naissance.

Même si son origine remonte au fond des âges, elle n'a pas d'existence officielle.

De nombreux lexicologues, des historiens aussi, se sont penchés sur son passé. Quelques-unes de leurs théories paraissent fondées. D'autres ressortissent à la plus haute fantaisie ou au chauvinisme le plus romantique. Comme celle par exemple, qui prétend que le mot Mafia viendrait du cri de ralliement des rebelles lors des sanglantes Vêpres siciliennes en 1282: *Morte Alla Francia Italia Anella!* On voit bien qu'en isolant les initiales de cette phrase qui signifie: «L'Italie aspire à la mort de la France», on obtient effectivement le mot «mafia», comme dans un acrostiche.

Des Vêpres siciliennes à Mazzini

A la vérité, les Siciliens qui se révoltèrent contre les Français ce lundi de Pâques, 30 mars 1282,

crièrent bien : *Morte alla Francia !* Mais ils n'ajoutèrent rien d'autre. On ne discerne pas, en effet, ce qui les aurait poussés à se battre pour une Italie qui n'allait vraiment exister que six siècles plus tard. Les mafiosi, lorsqu'ils donnent crédit à une pareille invention, tentent, comme le geai de la fable, de se parer des plumes du paon. Chaque fois que la légende vole au secours de l'Histoire, elle la dessert. Pis, elle la ridiculise. En fait, les Vêpres siciliennes et la Mafia sont deux réalités historiques qui se passent très bien l'une de l'autre.

Il faisait chaud ce jour-là à Palerme. Les cloches de San Spirito battaient à la volée pour appeler les fidèles à vêpres.

Dans leurs quartiers, les soldats de Charles d'Anjou, frère de Saint Louis, qui occupait le trône de Sicile (bien qu'il eût été couronné officiellement par le pape Clément IV, ce roi d'un moment avait usurpé le pouvoir) avaient fêté Pâques à leur manière. Ils étaient ivres. L'un d'eux, Pierre Drochet, certains disent Druet, était sorti se promener seul dans la ville. Était-il soûl également ? Toujours est-il qu'il importuna une jeune Sicilienne qui se rendait à l'église. Repoussé, il la brutalisa, et tenta de l'entraîner plus loin, dans l'intention visible de la violer. En se débattant, la malheureuse jeune fille tomba sur le sol et s'y fracassa le crâne. Rameutée par la famille, la foule se rassembla bientôt et se précipita sur le soldat.

La légende raconte que ce fut le fiancé de la jeune fille qui le poignarda. Les historiens, quant à eux, affirment que ce fut un moine, nommé Jean de Procida, et envoyé secret de Pierre d'Aragon pour fomenter la révolte des Siciliens contre l'oppression angevine. Quoiqu'il en soit, le cri *Morte alla Francia !* proféré par l'assassin devint

très vite le signe de ralliement des Siciliens. Le sang répandu, les cloches qui vibraient dans le ciel de plomb, l'exaspération causée par des années de rançonnements, de pillages et de terreur déchaînèrent les instincts. La foule s'attaqua à tous les Français qu'elle rencontra, qu'elle débusqua. Ce fut un véritable massacre. Les rues furent jonchées de cadavre éventrés. Les pavés noircis de sang séché au soleil. Le soulèvement gagna comme une traînée de poudre toute la Sicile. Il dura vingt-huit jours. Près de huit mille Français, dit-on, furent ainsi assassinés.

Pour sanguinaire qu'il ait été, ce soulèvement patriotique, ou prétendu tel par la suite, fait partie de l'histoire de la Sicile. Il est devenu tellement glorieux qu'Humbert I^{er} de Savoie, lorsqu'il fut sacré souverain de l'Italie entière à la fin du siècle dernier, choisit de faire du jour de Pâques la fête nationale de son royaume qui venait de naître, plus ou moins sous les auspices de la France d'ailleurs.

D'autres historiens, qui ne paraissent pas plus sérieux, ont cru déceler l'origine du mot Mafia dans la devise d'un groupe de terroristes siciliens, créé à l'instigation de Giuseppe Mazzini. Après la disparition des Carbonari, ce dernier fut l'âme de tous les complots contre les puissances étrangères occupant l'Italie. Encore une fois, Mafia serait un acrostiche, une manière de sigle : *Mazzini Autorizza Furti, Incendi, Avvelenamenti!* Ce qui revenait à établir que « Mazzini autorisait le vol, l'incendie et le poison ». Comme l'action de Mazzini est très honorablement liée à l'unité italienne, au *Risorgimento*, on conçoit assez aisément que les *mafiosi* n'aient rien fait, là non plus, pour démentir cette origine. Comme celle qui procéderait des Vêpres, elle serait digne d'estime.

Sans majuscule, c'est la bravoure

Mais en fait, comme le mot mafia a deux acceptions : la première qui s'apparente à *bravura* (la bravoure), et la seconde qui désigne la société du crime à l'histoire de laquelle nous nous intéressons, les Siciliens, dans leur généralité, admettent comme fondées les explications pseudo-historiques que nous venons d'évoquer. Sans donner leur préférence à l'une ou à l'autre.

Gaetano Mosca, dans *The encyclopedia of the social science*, confirme cette double signification, bien connue et admise en Italie : « Le mot *mafia* est employé par les Siciliens dans deux sens différents mais qui ont des rapports étroits entre eux ; on l'emploie, d'une part, pour qualifier une attitude qui, il n'y a pas si longtemps encore, était très répandue dans certaines classes de la société sicilienne : une certaine forme d'orgueil ; d'autre part, il désigne de petites bandes organisées se livrant à des activités criminelles. »

D'après Luigi Barzini, dans son livre *Les Italiens*, la distinction entre les deux sens se matérialise d'abord par l'écriture : L'attitude *mafia* s'écrit avec une minuscule, et l'organisation *Mafia* avec une majuscule.

On peut donc penser que lorsque le mot mafia est employé comme adjectif, il qualifie un état d'esprit qui tient, nous le verrons, à la culture et à l'histoire de la Sicile et du Sud de l'Italie plus généralement, un sentiment d'orgueil devenu par esprit de résistance, voire de rébellion muette, une manière de philosophie. Le mot s'applique aussi bien à un cheval vif comme l'argent dont on dira là-bas qu'il est *mafioso*, qu'à un jeune homme intransigeant, ou à une jeune fille belle.

Giuseppe Pitré, un des bons spécialistes des tra-

ditions populaires siciliennes, s'est attaché dans son livre : *Us et coutumes, croyances et préjugés du peuple sicilien*, à le définir. Voici, ce qu'il écrivait en 1889 : « Je me contente d'affirmer l'existence de notre mot dans les soixante premières années de ce siècle dans un quartier de Palerme, le Borgo. Jusqu'à il y a vingt ans, ce quartier constituait une localité indépendante. On considérait, ce qui était vrai sur le plan topographique, qu'il était comme séparé de la ville proprement dite. Au Borgo, le mot « mafia », avec ses dérivés, avait et a toujours le sens, la valeur de ce qui est beauté, grandeur, perfection, excellence dans son genre. A l'idée de beauté, le mot mafia ajoute celle de supériorité et de vaillance dans le meilleur sens du terme. Lorsqu'il s'applique à un homme, il précise même : assurance d'esprit, et au-delà de cela, hardiesse ; mais jamais fanfaronnade, arrogance, ni outrecuidance. L'homme de mafia, compris dans ce sens naturel et vrai, ne devrait inspirer la peur à personne car peu d'hommes sont, autant que lui, polis et respectueux ! »

La Mafia, produit sicilien

A cette vision, juste, mais quelque peu idyllique, on peut ajouter que l'homme de *mafia* se présente comme une personnalité connue et respectée pour son aptitude à l'action ; un homme qui ne tolérera pas la moindre atteinte à ce qu'il pense être son honneur et qui dispose des moyens de se faire respecter.

Il est cependant permis d'imaginer qu'un tel homme puisse appartenir à telle société secrète dans laquelle il pourrait avoir un rôle prépondé-

rant, dû précisément à sa personnalité. Les deux acceptions du mot *mafia* ont des interférences. Il en va avec elles, comme d'une des lois de la théorie des ensembles appliquée aux animaux et qui énonce: «Toutes les grenouilles sont des batraciens, mais tous les batraciens ne sont pas des grenouilles.»

Paraphrasant cette constatation, on peut établir que si tous les membres de la Mafia sont *mafiosi*, tous les gens qualifiés de *mafiosi* ne sont pas membres de la Mafia. La différence est essentielle pour toute approche du phénomène social, historique, criminologique, que représente la Mafia.

Unis sous les vice-royautés espagnoles ou dans le sein des royaumes successifs des Deux-Siciles, pendant des siècles, la Sicile et les provinces du Sud de l'Italie que l'on nomme le *Mezzogiorno* ont vécu à la fois sous des dynasties étrangères et dans le banditisme endémique auquel, pourtant, aux XVI^e et XVII^e siècles, s'étaient attaqués vigoureusement les vices-rois ibériques.

Une des conséquences de cet état de fait fut que des sociétés secrètes de toutes sortes y fleurirent, quel que soit le but plus ou moins noble qu'elles aient proclamé ou tu. Si l'on n'y regarde pas de très près, certaines d'entre elles, comme la *Camorra*, ou l'*Onorata società*, peuvent apparaître comme des ancêtres possibles de la Mafia. On verra qu'il n'en est rien.

La Mafia, à l'origine, est un phénomène proprement sicilien, et très localisé en Sicile.

Les différences peuvent apparaître comme très légères. Elles sont, à la vérité, fondamentales. Elles tiennent à l'histoire même, à la situation géographique de l'île, à son économie et à son héritage culturel: creuset de civilisations médi-

terranéennes et autres: grecque, romaine, islamique, normande, espagnole, fruit d'innombrables viols.

Probable origine arabe du mot

Le mot *mafia* n'est pourtant apparu officiellement, dans un ouvrage de référence, *Le dictionnaire de sicilien* de Traina, qu'en 1868. Et encore ce lexicologue commet-il l'erreur d'affirmer qu'il aurait été importé par les Piémontais débarqués en Sicile avec Garibaldi!

Les plus récents travaux des spécialistes de l'étymologie et de l'évolution de la langue, qu'ils se nomment Loschiavo ou Umberto Rizzitano, semblent se rejoindre et concluent généralement à une origine arabe du mot.

Pour les uns il viendrait du substantif *mahfal* qui signifie «assemblée, réunion de plusieurs personnes», soit du verbe *mahyas* qui veut dire «protéger, défendre, garantir quelqu'un de quelque chose», sur lequel a été formé le nom *mu'afah* qui exprime «action de libération d'un joug, affranchissement, sauvegarde, immunité; pour les autres, il serait dérivé d'un autre substantif arabe, *maha*, qui désigne une carrière de pierre. Cette théorie s'appuie sur une tradition selon laquelle les patriotes siciliens avaient l'habitude de se réunir dans la carrière de Val di Mazara.

Quoiqu'il en soit, il semble bien que c'est l'un de ces mots arabes qui a donné naissance à ce vocable sicilien dont on retrouve la trace dans la langue populaire de l'île, dès le dix-huitième siècle, sous la forme de *mafioso*, ou plutôt *mafiusu* comme le commande l'écriture sici-

lienne, pour désigner quelque chose ou quelqu'un de magnifique, de brave.

L'esprit du Sud

Les origines de l'esprit *mafia* sont plus faciles à établir que l'étymologie du mot. Cet esprit tient essentiellement à la manière de vivre, de penser, de réagir de ceux qui, au long des siècles, sont nés et ont habité l'Italie du Sud, et particulièrement la Sicile.

L'unité que donne au pays sa forme de botte n'est qu'apparente. Même ceux qui n'ont pas passé les Alpes savent qu'il existe deux Italies : l'Italie du Nord industrialisée, riche et urbanisée, et l'Italie du Sud, à la limite du sous-développement, aride et pauvre, qui en est restée, sinon à l'âge des cavernes, du moins à celui de la féodalité.

La frontière toute fictive qui sépare la région de Rome de celle de Naples, est autrement imperméable dans son immatérialité que la barrière des Alpes. Le mont Blanc et son massif n'ont pas isolé les Italiens du Nord de leurs voisins. En fait, l'Italien du Nord est un Européen. Il se sent plus proche des Français, des Suisses, des Allemands même, que de ses frères du Sud. Tout l'y prédispose : le climat, la richesse du pays, son esprit industriel, son goût de l'entreprise, ce sens qu'il a de savoir jouir des biens matériels qu'il n'acquiert que pour en user, pas pour en faire étalage. Dans le Nord de l'Italie, on n'a pas, ou moins, besoin de montrer, pour s'assurer du respect des autres, pour être respecté.

Il en va tout différemment dans le Sud : en Campanie, dans les Pouilles, la Lucanie, la Calabre, la Sicile enfin.

L'indigène (celui qui y vit et qui y est né) du *Mezzogiorno* est avant tout un méditerranéen. Il ne se sent aucun lien de chair ou culturel, ou d'intérêt avec les Européens du continent. Il est, d'évidence, plus proche des Grecs, des Albanais et de ceux qui au cours des siècles passés ont plus ou moins été colonisés par les Sarrasins, comme les Espagnols ou les Corses.

La seule richesse des pauvres est leur honneur. Jamais ils n'ont accédé, et savent d'expérience qu'ils n'accéderont jamais, aux biens de ce monde. Aussi sont-ils peu ou pas intéressés à bâtir des combinaisons économiques. Être obéi, être respecté, ne pas perdre la face au sein de leur communauté sont infiniment plus importants pour eux. Tel est leur but. Les biens matériels ne sont donc pour eux que les moyens qui peuvent s'ajouter à leur valeur personnelle pour être reconnu.

Pour les gens du Nord, il n'est de pouvoir qu'apporté par la richesse. Pour ceux du Sud, la richesse ne peut procéder que du pouvoir.

Famille, je vous aime

Si la France est, paraît-il, divisée en cinquante millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement, l'Italie, elle, se présente plutôt comme un assemblage de familles que comme une somme d'individus.

Partout dans la Péninsule, du Nord au Sud cette fois, la famille représente la cellule de base. Le groupe pour lequel on se doit de tout faire, avant toute autre chose. Rien ni personne, c'est-à-dire ni les différents régimes que l'Italie a connus, ni l'Eglise, n'ont pu vraiment entamer sa souverai-

neté. Tout part d'elle et tout y revient. Les affaires aussi bien que le gouvernement ne peuvent s'en affranchir. On trouve là comme l'antithèse du cri fameux de Gide: «Familles, je vous hais!»

Pourtant l'ingérence de la famille dans la vie publique, extérieure au cercle de la parentèle, diffère selon que l'on est du Nord ou du Sud. Le népotisme, certes, s'y montre de même force: c'est une loi que personne ne songerait à contester, encore moins à transgresser. Mais l'esprit dans lequel la cellule familiale intervient n'est pas tout à fait le même.

Un homme d'affaires du Nord, par exemple, donnera, à qualité professionnelle égale, priorité à un membre de sa famille. Mais ce dernier sera tenu de travailler autant et dans les mêmes conditions qu'un étranger. Il devra par sa collaboration concourir au développement des bénéfices de l'affaire. D'une certaine manière, l'affaire fait partie de la famille et comme à elle l'homme lui doit toute son énergie, son travail et son temps: le meilleur de lui-même.

L'homme du Sud, lui, ne fait aucune différence entre son affaire et sa famille. Il règne sur les deux en maître. Sa puissance, il la tient non des succès commerciaux ou financiers qu'il retire, mais du respect qu'ils provoquent, qu'ils imposent. Son affaire est donc subordonnée à la plus grande gloire de sa famille; au plus grand confort qu'elle lui apporte aussi, mais cela, ici, par simple voie de conséquence. La famille entre ou n'entre pas dans l'affaire qui n'existe que pour la servir.

Pour préserver son honneur personnel et celui de sa famille, un homme du Sud ne s'embarrasse de rien. Ni l'Eglise (ce qui ne l'empêche pas

d'être croyant jusqu'à la superstition), ni l'Etat et les lois par lesquelles il se manifeste, ne l'arrêtent. Il y a un code de la famille, non écrit, dont chaque membre connaît les tours et les détours, qu'il respecte et fait appliquer s'il est en situation de le faire. Un code aussi solide, aussi intangible que peut l'être la « constitution » anglaise qui, elle aussi n'a jamais été couchée sur papier. Voici, dans ses grandes lignes, comment il peut se résumer.

Tous les membres d'une famille doivent fidélité et obéissance à la cellule dont ils sont issus; ils doivent non seulement la défendre si elle est attaquée, de l'intérieur comme de l'extérieur, mais ils sont tenus de tout mettre en œuvre pour augmenter son prestige. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons, qu'ils soient légaux ou illégaux.

La famille est une patrie

Quiconque essaie d'attenter à l'honneur de la famille est considéré comme un ennemi et comme tel devra être puni. C'est cette punition, obligatoirement connue de la collectivité, qui seule pourra laver la tache. L'honneur d'une famille concerne chacun de ses membres et rejaillit sur lui. Aussi doit-il, s'il le faut, agir comme s'il en était le seul responsable, par exemple aller jusqu'à la ruine personnelle pour épargner la faillite à un autre membre de la famille.

Pour qu'une famille puisse passer sans dommage au travers des orages qui peuvent s'abattre sur elle au moment d'un changement politique, voire d'une révolution, il importe qu'au moins un de ses membres se trouve dans chaque camp en présence. A charge au vainqueur de venir en aide

à celui qui aura pris le risque commandé de se sacrifier dans le camp des vaincus.

La puissance d'une famille repose également sur sa descendance. C'est pour cela qu'il importe que chacun de ses membres ait le plus d'enfants possibles; mâles autant que faire se peut, afin que le nom se survive et prospère pour le plus grand bien de chacun.

Toutes les qualités d'homme (honnêteté, goût de la justice, désintéressement, courage, esprit de sacrifice) du membre d'une famille doivent être réservées aux siens, à ses relations à l'intérieur de la cellule. La seule patrie d'un Italien doit être sa famille. Et rien d'autre. Tant qu'un système social, économique ou politique n'a pas apporté la preuve matérielle qu'il peut être bénéfique pour la famille, il est considéré comme un ennemi potentiel. Pour le combattre, tous les coups sont permis. Les meilleures armes sont celles qui se révèlent à l'usage comme les plus efficaces. N'est véritablement considéré comme un traître que celui qui a bafoué ou a laissé bafouer l'honneur de sa famille.

On voit d'après ces règles qui, encore aujourd'hui, ont conservé toute leur valeur en Italie, même dans les milieux socialement les plus évolués, tout ce que peut avoir de tribal la notion de famille. Elle est, certes, plus exacerbée dans le Sud que dans le Nord, mais elle est néanmoins vivace dans son ensemble partout outre-monts.

Maître de droit divin : le « pater familias »

Quant aux structures de la famille, elles sont manifestement issues de la civilisation latine, mâtinée de judéo-christianisme.

Sur elle règne, comme un maître de droit divin, le père. Tout comme le *pater familias* du droit romain, il a tous les pouvoirs. Entouré de toutes les marques de respect, de dévouement, de loyalisme, d'obéissance, que son rôle impose à tous ceux qui procèdent de lui, il est au sommet de la pyramide. A un degré en dessous se situe la mère, sans doute parce que, comme les autres, elle doit obéissance et soumission au chef de famille. Elle supporte humblement toutes les lourdes charges qui pèsent sur elle. La manière qu'elle a de s'acquitter de ses devoirs ajoute à l'honneur d'une famille. Aussi jouit-elle du respect de ses enfants. La seule valeur des filles dans une famille tient à leur virginité, qu'elles doivent conserver jusqu'à leur mariage. Les fils, eux, doivent obéir à leur père, aimer leur mère, lui témoigner du respect, et aider leurs sœurs à préserver leur vertu.

Sur ce tronc commun (père, mère, fils et filles) viennent se greffer les parentèles, qu'elles soient de sang ou d'alliances: ascendants, oncles, tantes, cousins, pour les premières, beaux-frères, belles-sœurs, et autres pour les secondes. Les droits et les obligations de ces deux branches sont égaux et entraînent ses membres sur les mêmes chemins. Ce sont «les parents». Comme tels, ils font partie de la famille; avec tout ce que cela suppose.

Le parrain

A cette parenté de sang ou d'alliance vient enfin s'ajouter, et non la moindre, celle qui naît du parrainage et du marrainage: paternité et maternité mystiques qui créent des liens, aussi importants

que ceux du sang, avec le filleul ou la filleule. C'est ce que les Italiens appellent le *compareggio*. Les liens qu'il entraîne sont voués à saint Jean qui en est le patron. Le parrain et la marraine deviennent alors *compare* (un co-père) et *comare* (une co-mère) des parents de l'enfant. Comme tels, ils sont l'objet des mêmes témoignages de respect et d'obéissance que le père et la mère, par la famille tout entière.

Si la famille a conservé en Italie, au travers des siècles, et ses structures hiérarchiques, et sa discipline contraignante, sa primauté enfin pour assurer un rang et garantir la sécurité de ses membres, c'est parce que la poussière d'Etats qui ont gouverné la Péninsule n'ont jamais su ou pu créer des systèmes de protection capables de se substituer à elle. C'est sans doute ce qui explique la méfiance que les Siciliens manifestent encore aujourd'hui à l'égard de toutes les institutions quelles qu'elles soient. Capables de toutes les générosités, de tous les sacrifices envers leurs familles, très tôt ils n'ont plus eu besoin de s'interdire de rien faire pour l'Etat. C'était devenu chez eux une manière de réflexe conditionné.

Cette défiance s'est étendue aussi à l'Eglise dont les Siciliens ont plus connu les appétits temporels, qu'ils devaient satisfaire, que l'Amour et la Charité qu'elle professait. Cette attitude pourtant n'a pas entamé leur foi qui s'est faite plus dure. Remodelée par les combats solitaires et l'humiliation nationale, elle est devenue une somme de superstitions et de devoirs qui les obligent, certes, mais qui les protègent, du moins le pensent-ils, de toutes les autorités abusives.

Une vie marginale

Ainsi toute une part de la vie des Siciliens est-elle marginale, s'établissant en dehors des structures de la société organisée, doublement. Ils sont arrivés à vivre comme des anarchistes, d'une part. Et, d'autre part, dans le cadre rigide de leur cellule familiale, leur micro-société, ils sont rigoureusement organisés et hiérarchisés. Bien avant Alexandre Dumas et ses *Trois Mousquetaires*, les Siciliens ont inventé et appliqué le « Tous pour un, un pour tous ».

Pourtant cette protection de la famille sicilienne assurée par ses propres membres peut également s'étendre à une autre famille, voire à plusieurs autres, à condition que ces dernières fassent partie d'une même collectivité locale : contrée, village ou quartier d'une ville.

*Si campu, t'allampu,
Si moru, ti pirdugnu.*

Ce précepte sicilien qui signifie : « Si je m'en tire, je te tue ; si je meurs, je te pardonne », est l'expression de la philosophie de tous les hommes du Sud. Chez tous les Méridionaux, ceux des provinces ayant composé le royaume des Deux-Siciles, on retrouve ce même souci de régler ses affaires entre soi. Et cette manière est vite devenue une seconde nature.

L'« omertà » : le silence

Le mépris de l'autorité officielle se manifeste par le silence. C'est une loi, non écrite bien entendu, qui se nomme l'*omertà*.

Elle est, avec la famille, la clef de voûte de la mentalité du *Mezzogiorno*. Elle a été appliquée

par les trois sociétés secrètes du Sud : la *Camorra*, napolitaine, l'*Onorata società* calabraise, et la *Mafia* sicilienne. « Même le plus honnête des hommes du peuple croit faire œuvre vertueuse en soustrayant aux recherches de la justice un assassin ou en refusant de témoigner contre lui. En cela, il suit le code de l'*omertà* qui dit : *Quannu cc'e lu mortu, bisogna pensari a lu vivu* (Quand il y a un mort, il faut penser au vivant) et *La tistimunianza è bon sinu a quannu mun fa mali a lu prossimu* (Le témoignage est une bonne chose, tant qu'il ne fait pas de mal au prochain). Telle était la constatation faite, en 1872, par Tommasi Crudelli.

L'étude étymologique de l'*omertà* confirme l'origine napolitaine de cette loi du silence. C'est du moins l'avis d'un commissaire de police, Giuseppe Alongi, qui, à la fin du siècle dernier, publia un livre sur la Mafia, ses origines et ses manifestations.

D'après lui, *omertà* dériverait d'*umilta* (humilité). Venu donc de Naples, l'emploi de ce mot se serait étendu à tout le Sud, par le canal de la *Camorra* qui se proclamait « Société de l'humilité ». En l'adoptant, les Siciliens altérèrent sa prononciation et en firent tout naturellement *umirtà* qui revint sur le continent, transformé à nouveau, mais cette fois sous sa forme définitive, en *omertà*. Cependant, l'explication de Giuseppe Alongi n'est pas que lexicologique. En fait elle traduit exactement ce qu'est l'*omertà* : non pas la fière affirmation de l'honneur qu'il y a à être un homme (certains avaient affirmé qu'*omertà* venait d'*omu*, l'homme en sicilien), mais bien plutôt un sentiment de soumission et de résignation devant la volonté de qui détient le pouvoir.

Quelle que soit finalement l'origine étymologique d'*omertà*, le comportement décrit par



*Assassinat du duc de Berry par Louvel,
le 13 février 1820. Le meurtrier, membre de
la Charbonnerie, société politique secrète qui se
manifesta en France sous la Restauration, voulait
éteindre la dynastie des Bourbons. Bibl. nat.*

Alongi est exact. Celui qui aurait l'inconscience, disons le malheur, de violer les principes établis par l'omertà serait immédiatement désigné à la vindicte générale et taxé de *carognone* (vieille charogne). Dans ce cas, ce n'est pas qu'une insulte. Il constitue presque une prédiction. Et le malheureux sait que s'il veut conserver une chance de survie, il doit s'exiler, très loin et ne plus faire parler de lui.

Même les morts doivent se taire...

Honnête ou pas, chacun doit appliquer la loi de l'omertà. Même les morts le font. C'est du moins ce que raconte une vieille légende de Cefalù, une petite ville de Sicile, recueillie par Albert Falcionelli dans son livre: *Les sociétés secrètes italiennes*. Ce chant en forme de poème évoque le triste destin d'un homme mis en prison pour un crime qu'il n'a pas commis. Ayant entendu parler d'un moine qui dialogue avec les morts, la mère du prisonnier se rend auprès du religieux auquel elle demande d'interroger la victime présumée de son fils, qui est enterrée dans un cimetière voisin. Le moine accède à la requête de la mère. Ensemble, ils se rendent donc sur la tombe de la victime. Le moine interroge, exhorte celle-ci à révéler qui l'a tuée. Et le dialogue s'engage :

- *Patri, no, cc'i arrispunniu.*
- *Stu giuvini é'nf amatu attortamenti.*
- *Cu fu chi m'ammazzau, lu sapi Diu;*
Nun mi spiatì, cà nun sacciu nenti!

Ce qui en français donne à peu près ceci :

- « – Non, Père, a-t-il répondu.
- Ce jeune homme est condamné à tort.
- Dieu seul connaît celui qui m'a tué;

Ne me questionnez pas, parce que je ne sais rien.»

L'anthropologue italo-américain Francis A.J. Ianni a résumé d'une manière aussi concise que saisissante, la psychologie de l'homme du Sud, du Sicilien particulièrement, dans son livre *Des affaires de famille*: «Lorsqu'un Américain (tout comme un Anglais ou un Allemand) explique pourquoi il a tué quelqu'un qui avait mal agi envers lui ou sa famille, il dit: «Il fallait que je le tue», exprimant ainsi la conclusion d'un raisonnement psychologique. Quand un Sicilien explique un acte semblable, il dit: «Il fallait que ce soit fait», donnant ainsi une justification sociale à son acte. Dans le premier cas, il arrive que l'homme exprime quelque regret d'avoir enfreint la loi. Le Sicilien demeurerait incrédule devant ceux qui considéreraient son acte comme mauvais. On ne laisse pas sa justice être faite par d'autres que soi ou les siens. En tout cas, par ceux qui font profession de la rendre et qui ne peuvent pas savoir ce qu'est l'honneur d'un homme du Sud.

Une manière de survivre

Si Descartes a pu écrire que le bon sens était la chose du monde la mieux partagée, il n'aurait pas pu en dire autant du sens civique. Excepté chez quelques peuples exemplaires à cet égard et qui fournissent les confirmations de la règle, le civisme n'est pas un sentiment très vivace, en Europe tout au moins.

Plus on descend vers la Méditerranée, plus il s'affaiblit. Les Français l'ont à un degré moindre que les Anglais, mais infiniment plus que les Italiens. Le sens de la vie sociale et des obligations

civiques s'estompe à un point tel qu'il devient pratiquement inexistant dans l'Italie du Sud, laquelle détient, aujourd'hui encore, le record européen du vol, de la concussion, de l'insécurité. En fait cette manière de se comporter face à l'Etat procède de deux sentiments apparemment contradictoires mais qui ne vont pas l'un sans l'autre : orgueil et timidité.

Par un curieux phénomène de mimétisme ou de compensation, la plupart des peuples dépendants en sont venus à faire leurs les caractéristiques de ceux qui les dominent. Les vaincus portent en eux, étroitement mêlé à leur personnalité profonde, le culte de la force, de la violence, de l'insolence même qui est parmi les marques de l'esprit colonisateur et qui peut se qualifier génériquement d'orgueil.

Et cet orgueil, qui peut prendre quelquefois des proportions incommensurables, s'exprime le plus souvent comme le fait la timidité : la peur de manifester du respect envers l'ordre officiel, ou d'accomplir spontanément des actes qui ne sont pas dictés expressément par la loi. La cause de cette timidité devant l'action civique « étrangère », est la crainte que celle-ci soit interprétée comme une manifestation du peu d'estime que l'on a de sa propre personne, de sa liberté, comme un manquement à l'honneur.

A sembler fruste, l'homme du Sud, toujours dominé aujourd'hui et cette fois par l'Italien du Nord, n'est pas si simple qu'il le paraît au premier abord. Pour ne pas rompre, il faut ployer. Ainsi, lorsque l'orage a passé, le roseau se retrouve-t-il bien vivant, et plus haut que le chêne foudroyé.

Cette manière de survivre, ce n'est pas la lecture des fables qui l'a enseignée aux hommes du Sud italien, c'est leur histoire.

Ni l'histoire ni le climat n'expliquent tout

Mais il y a quelque chose dans l'esprit *mafia* qui est irréductiblement lié à la terre sicilienne, à l'homme sicilien, dans leur originalité mystérieuse. Car l'histoire, en tout cas l'histoire superficielle, n'explique pas tout : la Belgique a été dominée, presque aussi longtemps que la Sicile et le *Mezzogiorno*, par des autorités extra-nationales, les mêmes : des gouverneurs espagnols et des princes austro-espagnols. Or, on n'y voit rien de semblable à la Mafia.

Le climat et la géographie n'expliquent pas plus : l'Andalousie espagnole, à la même latitude, si semblable de climat, méditerranéenne aussi, ayant subi plus longtemps encore l'occupation arabe, ne connaît rien de semblable à la Mafia. Mais il est vrai que l'Andalousie a participé directement à la plus grande gloire hispanique qui fut sienne, notamment à la conquête de l'Amérique dont elle fut le centre.

La Sicile au contraire est restée de plus en plus refermée sur elle-même. L'*omertà* y fut aussi le silence des talents. Dans la période postmédiévale, on n'y voit rien de comparable, et de loin, à ce que furent les grands talents andalous, au XVII^e siècle par exemple, avec Gongora en littérature, Vélasquez, Zurbaran, Murillo en peinture.

En 1577, en Sicile, déjà le Chicago des années 1920

L'Andalousie voit naître au XVI^e siècle un des plus purs mouvements de charité de l'histoire européenne, bien vivant jusqu'à nous, celui des Frères de saint Jean de Dieu, voués au soulage-

ment des plus lourdes misères physiques et morales. Au même moment la Sicile, dans sa république autonome de Messine(1), donc sous sa pleine responsabilité, donne le spectacle du crime triomphant, qui préfigure exactement, jusque dans les techniques (la libération sous caution, la concussion, la rançon), le triomphe de la Mafia dans le Chicago des années 1920. Qu'on en juge!

« Votre Majesté sait, écrit Marcantonio Colonna, vice-roi de Sicile, au roi d'Espagne Philippe II, le 10 juin 1577, de quelle importance sont les privilèges de Messine, combien de bannis et de tueurs elle héberge sur son territoire, en raison des commodités qu'ils ont, par surcroît, de passer en Calabre. Il est donc très important que le *stratico* (le magistrat qui la dirige) tienne convenablement son office. Les choses sont déjà en tel état que ladite charge rapporte plus de profit, en deux ans, que celle de vice-roi de l'île en dix; on me dit, entre autres choses, qu'il n'y a pas un homme emprisonné pour cause capitale qu'on ne laisse en liberté s'il donne de bonnes cautions, dont, les garanties une fois rompues, le *stratico* s'attribue la propriété. Aujourd'hui la ville est tellement entourée de voleurs que, dans ses murs mêmes, on enlève des gens pour les mettre ensuite à rançon(2)... »

C'est donc à la recherche de la personnalité sicilienne, de son refermement sur elle-même et sur le crime, que nous allons aller, à travers les siècles.

(1) *Messine fut une république autonome, respectée par l'empire espagnol jusqu'en 1675.*

(2) *Rapport figurant aux archives de Simancas, cité par Fernand Braudel, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, édition de 1966, tome II, page 38 (Armand Colin).*

CHAPITRE II

MORT ET SURVIE DE LA FÉODALITÉ

Nous l'avons vu, le Sud italien commence, sur le plan géographique sinon historique, à la limite des Etats pontificaux d'autrefois: aux deux tiers, vers le sud, de la distance qui sépare Rome de Naples.

Son histoire se confond pratiquement avec celle du moderne royaume des Deux-Siciles, né après mille péripéties de l'union en 1735, du royaume de Naples et de celui de Sicile. Le roi et sa cour vivaient à Naples, tandis qu'un vice-roi représentait la couronne à Palerme, capitale de la Sicile.

Sur toutes ces régions, Campanie, Pouilles, Lucanie, Calabre et Sicile s'était maintenu pendant des siècles un régime féodal aux structures demeurées vivantes.

En 1860 le royaume des Deux-Siciles fut fondu dans les Etats de Victor-Emmanuel, proclamé roi d'Italie, le 26 février 1861.

Sa superficie était alors de 112 000 km², sa population avoisinait 9 000 000 d'habitants.

Les Normands jusqu'en Sicile

Après la mort de Charlemagne en 814, et le démembrement de l'empire d'Occident qui en découla, l'Italie méridionale changea souvent de maître. Elle fut successivement au pouvoir des Goths, de l'Exarchat byzantin de Ravenne, puis des Sarrasins venus d'Afrique. Cependant, quelques villes réussirent à échapper aux déferlements et se constituèrent en Etats indépendants, républiques ou duchés. Ce fut notamment le cas de Naples, de Salerne, d'Amalfi, de Gaete, ou de Bénévent dont Talleyrand allait, plus tard, devenir prince par la grâce de Napoléon I^{er}.

Au cours du XI^e siècle, les Normands qui avaient successivement envahi tout le Nord-Ouest de l'Europe dont la France, vinrent s'échouer sur quelques rives méditerranéennes. Ils fournirent à ces petits Etats indépendants du Sud de l'Italie le gros de leurs armées mercenaires.

Qui tient les armes n'est pas loin du pouvoir. Ainsi les Normands ne tardèrent-ils pas à trahir leurs maîtres et à combattre pour leur propre compte. Sous la conduite de Guillaume-Bras-de-Fer, de Drogo, et de Robert Guiscard, ils conquièrent bientôt la presque totalité des Pouilles qu'ils gardèrent bien entendu pour eux. Mieux, en 1053, ils battirent l'armée du pape Léon IX, à Civitella. Ils firent prisonnier ce dernier et le contraignirent à reconnaître officiellement leurs conquêtes comme fiefs du Saint-Siège. Robert Guiscard prit le titre de duc d'Apulie et soumit la Calabre à son autorité, tandis que son jeune frère, Roger, s'emparait de la Sicile.

Plus tard, le fils de ce dernier, Roger II, sous condition de payer un tribut à l'antipape Anaclet II, réussit à réunir entre ses mains toutes les

possessions normandes du Sud italien et prit le titre de roi de Sicile et d'Apulie. Cela fait, il s'empara de Capoue et de Naples.

Il eut pour successeur son fils Guillaume I^{er} le Mauvais qui laissa lui-même sa couronne entre les mains de Guillaume II le Bon.

Ce dernier étant mort sans postérité, la couronne fut réclamée par sa tante Constance, belle-fille de l'empereur Frédéric Barberousse. En 1194, le mari de cette dernière, Henri IV, après avoir éliminé un usurpateur nommé Tancrede, monta sur le trône de Naples et de Sicile pour laisser sa place, trois ans après, à son fils, le futur empereur Frédéric II de Hohenstaufen.

Un trône des plus instables

Pendant presque une centaine d'années, la couronne resta entre les mains des Hohenstaufen. Toutefois, pendant la minorité de Conradin, petit-fils de Frédéric II, le pape de l'époque se l'assura un moment. Mais Manfred de Hohenstaufen d'abord régent pendant la minorité de Conradin (son neveu puisqu'il était lui-même fils naturel mais reconnu de Frédéric II), devint par la suite roi à part entière de Naples et de l'Apulie. Il perdit la vie et son trône, le 26 février 1266, à Bénévent. C'est là qu'il fut défait par Charles d'Anjou qui avait été couronné roi de Sicile par le pape Clément IV et avait de ce fait usurpé le pouvoir. Deux ans plus tard, le dernier des Hohenstaufen, prétendant au trône de Naples et d'Apulie, fut écrasé par le même Charles d'Anjou à Tagliacozzo, le 23 août 1268 et eut la tête tranchée à Naples, deux mois plus tard.

Ce fut l'exaspération causée par le despotisme

de Charles d'Anjou qui amena le massacre des Français au cours des sanglantes Vêpres siciliennes, le 30 mars 1282. Durant quelque temps, Charles d'Anjou qui avait été expulsé de Sicile par ses sujets, tenta de reprendre son trône sur lequel était monté Pierre d'Aragon après les Vêpres. Mais le Français n'y parvint pas.

Pendant plus d'un siècle et demi, la Sicile séparée du continent, allait être gouvernée par une branche cadette de la maison d'Aragon, alors que la maison d'Anjou conserverait la couronne de Naples. Les destinées de la maison d'Anjou à Naples, obscurcies pendant les dernières années du règne de Charles et de celui de son fils Charles II le Boiteux, devinrent plus brillantes sous Robert le Sage qui mourut en 1343. Mais les choses se gâtèrent à nouveau après le couronnement de sa petite-fille, Jeanne I^{re}. Et lorsque le roi de Hongrie (que diable venait-il faire là?) l'eut fait mettre à mort en 1382, une lutte sanglante s'engagea qui opposa Louis I^{er}, chef de la seconde maison d'Anjou, fils adoptif de la reine Jeanne, à Charles de Durazzo, le légitime héritier de cette dernière. Ce fut Durazzo qui sortit vainqueur de cette course; mais, appelé en Hongrie en 1385, il y fut peu après assassiné. Son fils Ladislas monta à son tour sur le trône. Pas pour longtemps, puisque, en 1389, Louis II d'Anjou l'en chassa. Pas pour longtemps non plus, puisque l'année suivante, Ladislas reprit possession de son bien et veilla si bien qu'il put transmettre la couronne à sa sœur qui régna sous le nom de Jeanne II jusqu'en 1435.

Les Espagnols s'installent

Femme corrompue et lascive, Jeanne II eut un règne aussi dévergondé que celui de Jeanne I^{re}. Après avoir adopté successivement Alphonse V d'Aragon, puis Louis III d'Anjou, elle légua, à la mort de ce dernier, la couronne à son frère René. C'était livrer le pays à la guerre.

Au bout de quelques années de combats, Alphonse V d'Aragon chassa René. Après avoir réuni à nouveau les deux Etats, sous les auspices du pape Eugène IV, il mourut en 1458. Son fils naturel, Ferdinand I^{er}, accéda au trône, non sans avoir dû imposer victorieusement ses droits à Jean de Calabre, fils du roi René. Ferdinand conserva pour lui le royaume de Naples et céda celui de Sicile et d'Aragon à son frère Jean II.

A la fin du XV^e siècle commencèrent les guerres d'Italie menées par les rois de France. En 1495, le roi Charles VIII conquiert le royaume de Naples, repris ensuite par Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon puis d'Espagne, et partagé enfin avec Louis XII, le successeur de Charles VIII sur le trône de France. Finalement, Ferdinand prendra à la fois, en 1504, le titre de Ferdinand III de Naples, où les Français se maintiendront avec des fortunes diverses jusqu'en 1528, et celui de Ferdinand II de Sicile.

«La Sicile se porte bien»

Commence alors, pour deux siècles, la grande période espagnole de la Sicile, sous des vice-rois nommés par Charles Quint et ses successeurs. Ces vice-rois sont souvent remarquables, tels Garcia de Toledo dans les années 1560 et le duc

d'Osuña au début du XVII^e siècle. Comme l'écrit Fernand Braudel dans *La Méditerranée à l'époque de Philippe II* : « La Sicile entière, au XVI^e siècle, puis longtemps au siècle suivant, se porte bien (...) Dans l'île, la décadence de la Méditerranée aura été, pour le moins, peu précoce. » C'est l'époque où la Sicile, en effet, exporte, bon an mal an, 300 000 quintaux de blé, quantité considérable étant donné les rendements d'alors, et où la production de la soie y est florissante. Au même moment, dans le reste de l'Europe, les disettes sont fréquentes. La Sicile nourrit jusqu'aux Flandres et à l'Angleterre.

En 1647, toutefois, une augmentation des impôts décidée par un vice-roi espagnol, le duc d'Arcos, provoque une révolte à Palerme puis à Naples menée notamment à Naples par Masaniello. Bien que ce dernier ait été assassiné très vite, le soulèvement couva longtemps encore.

Le calme était à peine rétabli dans le royaume de Naples qu'éclata la guerre de Succession d'Espagne. La population prit d'abord le parti de Philippe V, de la maison de Bourbon, pour accepter, en 1707, Charles d'Autriche, sacré souverain sous le nom de Charles VI. Les droits de ce dernier sur la couronne de Naples furent confirmés en 1713, par le traité d'Utrecht, tandis que la Sicile était donnée à Victor-Amédée de Savoie. Mais celui-ci, pour des questions de commodité, de proximité plutôt, échangea, à Charles VI, la Sicile contre la Sardaigne. C'est ainsi qu'une nouvelle fois la Sicile revint dans le sein du royaume de Naples.

Les deux royaumes restèrent acquis à Charles VI jusqu'à ce qu'il en soit dépossédé en 1735 par Charles de Bourbon, Don Carlos, fils de Philippe V d'Espagne, couronné roi des Deux-Siciles sous le

nom de Charles VII et qui sera un des plus efficaces « despotes éclairés » du siècle. Il resta roi des Deux-Siciles jusqu'en 1759, date à laquelle il succéda à son père sur le trône d'Espagne sous le nom de Charles III, la couronne des Deux-Siciles revenant à son fils Ferdinand IV. Sous l'influence de sa femme, la reine Caroline, et de son favori, le premier ministre Acton, le jeune roi entra, malheureusement pour lui, dans la première coalition qui se constitua contre la France révolutionnaire.

Intermède français... et anglais

Replacé sur son trône, après que les Français eurent un moment donné vie, dans Naples, à la République Parthénopéenne, en 1799, Ferdinand fut à nouveau déposé. Par Napoléon, cette fois, qui ne lui avait pas pardonné d'avoir violé le traité de Paris de 1805. Toutefois, l'empereur des Français laissa à Ferdinand son autre trône, celui de Sicile.

C'est dans l'indifférence générale que la famille royale s'était embarquée pour la Sicile, le 11 février 1806. Sans parler du peuple, elle avait déçu, et la noblesse, et la bourgeoisie. Pour éviter que des troubles populaires n'éclatent, ces dernières alertèrent Joseph Bonaparte, le pressant de faire très vite son entrée dans Naples. Beaucoup de possédants avaient encore en mémoire la révolte des *lazzaroni* (mendiants) en 1799 qui avaient mis à sac pas mal de grandes propriétés, et de riches demeures dans Naples même.

Les troupes françaises entrèrent le 14 février 1806 dans Naples, Capoue et Pescara. Un mois et demi plus tard, Joseph Bonaparte était nommé roi de Naples. Par décret, signé de Napoléon, bien

sûr. A la fin de juillet, il régnait effectivement sur tout le Sud de la botte italienne. Les dernières places fortes, Reggio de Calabre, Civitella, et Gaete s'étaient rendues. Fort de son avantage, Joseph aurait souhaité conquérir, à la suite, la Sicile pour qu'elle ne devînt pas, comme en 1799, une plate-forme de lancement pour des opérations de harcèlement contre les armées françaises. Mais Ferdinand IV, dès qu'il avait posé pied dans son royaume insulaire, avait immédiatement pris contact avec les Anglais qui s'étaient fait une joie de répondre à son appel. Et l'escadre de l'amiral Collingwood avait reçu l'ordre de débarquer des troupes en Sicile. Placées sous le commandement du général Craig, elles occupèrent et fortifièrent Messine et sa région.

Un pacte scella l'accord : chacune des deux parties s'engageait à ne pas signer avec les Français de paix séparée ; moyennant quoi la Grande-Bretagne aiderait la Sicile et lui fournirait de l'argent (300 000 livres par an) et des troupes. En fait, le corps expéditionnaire anglais ne dépassa jamais 5 000 hommes. Mais aidés des Siciliens, soit une vingtaine de milliers de soldats (mal instruits, mal armés), ils parvinrent assez vite à mener des coups de main sur les îles voisines et le sud de la Calabre.

Les pauvres contre la Révolution française

Les actions furent conduites sur deux fronts. Sur le premier agissait à visage découvert une armée anglo-sicilienne commandée par le général Stuart, sur le second, une bande de francs-tireurs, dirigée par le célèbre bandit calabrais Fra Diavolo que Ferdinand IV avait gracié pour



*Le général Pepe. A la tête de l'insurrection napolitaine,
il fait triompher le Carbonarisme et le 9 juillet 1820,
défile à Naples devant le duc de Calabre et les membres
de sa famille, tous ceints d'écharpes aux couleurs
du Carbonarisme. Bibl. nat.*

l'occasion. Parce que la noblesse et la bourgeoisie avaient pactisé avec l'occupant français sans se préoccuper autrement des populations rurales, celles-ci firent plutôt bon accueil aux troupes royales. Cette guerre de harcèlement qui avait pour but d'amener le soulèvement de la Calabre contre l'usurpateur, Joseph Bonaparte, indûment assis sur le trône de Naples, devint bientôt une guerre des pauvres contre les riches. Et, un peu comme cela avait été le cas en Vendée, ce qui prouve que rien n'est simple, les pauvres étaient dans cette affaire du côté du roi, et les riches du côté des armées issues de la Révolution française. Mais ces coups de main sporadiques n'eurent que des succès limités trop souvent à des vengeances personnelles et qu'un temps relativement court.

Aidé par Masséna, Joseph reprit le pays en main. La pacification fut meurtrière. Deux ans, presque jour pour jour, après que Fra Diavolo eut été arrêté par le général Hugo, père du poète, et pendu à Naples, le 10 novembre 1806, par les Français, les troupes anglo-siciliennes avaient dû repasser la mer et retourner à leur base de départ, Messine.

Chez les Bonaparte, les racines italiennes n'étaient pas enfouies très profondément: Joseph, comme ses frères, parlait couramment l'italien; et, lorsqu'on parle la langue d'un pays, on ne s'y sent pas vraiment un étranger. Aussi ne fut-il pas un mauvais roi. Loin de là, même. Car pendant les deux ans qu'il resta sur le trône, il eut le mérite de faire préparer une constitution qui devait mettre fin au régime féodal. S'il n'eut que le temps de la faire décréter, ce fut Joachim Murat, beau-frère de Napoléon, qui lui succéda à Naples, qui la fit appliquer, non sans courage. Car en agissant ainsi, le nouveau roi de Naples se coupa des

forces sur lesquelles les Français s'appuyaient : les nobles et les bourgeois qui se partageaient les grandes propriétés terriennes, seules richesses du pays.

Importée par les Normands, Robert et Roger Guiscard au début du XII^e siècle lorsqu'ils s'étaient imposés aux populations du sud de l'Italie, la féodalité avait eu la vie dure, puisque 700 ans après elle était restée le système sur lequel reposait encore le royaume de Naples.

Aspects sociaux de la féodalité

Ce système, d'ailleurs ne laissait pas d'avoir des aspects sociaux : il était fondé sur le principe que toutes les terres étaient publiques, qu'elles appartenaient aux habitants, le seigneur étant le représentant, l'incarnation de la communauté. Les plus pauvres, les paysans sans terres, y bénéficiaient des droits de pâture et de glane sur les terres et les forêts seigneuriales qui ne pouvaient être closes comme le sont de nos jours toutes les propriétés. Situation que le grand historien de la féodalité, Marc Bloch, résume dans cette phrase : « Existence en face du seigneur d'une communauté qui exerce des droits collectifs sur un même morceau de sol, possibilité pour des droits réels divers, également forts, de s'exercer concurremment et en quelque sorte en se superposant. »

D'abord d'usage précaire, les fiefs devinrent propriétés de fait, puis de droit. Ils ne changèrent pratiquement plus de mains. Ainsi naquirent et prirent force, les barons. Etant entendu que baron a la valeur générique, et que le titre de ces propriétaires de concessions pouvait tout aussi bien être baron, comte, duc, ou prince.

Au moment où la constitution de Joseph avait été décrétée, on comptait dans le royaume de Naples 600 barons laïcs environ, et une cinquantaine de barons ecclésiastiques. Sur le total, une centaine étaient assez puissants, riches, pour pouvoir contrebattre, le cas échéant, le pouvoir royal. «La féodalité napolitaine, a écrit en 1933 l'historien R. Ciasca, s'était étendue sur tout. Elle avait donné sa forme à l'Eglise, à l'Etat, aux associations particulières, au droit public, comme au droit privé.»

C'est sous le règne de Charles d'Anjou que les barons avaient accru leurs pouvoirs et obtenu notamment le droit d'exercer la justice eux-mêmes. Et leurs pouvoirs, judiciaires ou autres, s'étaient maintenus sous les règnes espagnols des XVI et XVII^e siècles.

Charles III de Bourbon avait bien tenté dans les années 1735, de démanteler les pouvoirs seigneuriaux au profit de la monarchie, mais en vain. Les pouvoirs des barons étaient trop mêlés, déjà, à la vie napolitaine, pour qu'il ait pu vraiment obtenir un résultat substantiel.

650 fiefs

A l'aube du XIX^e siècle, le royaume de Naples comptait donc 650 fiefs sur lesquels vivaient une trentaine de milliers de nobles qu'ils fussent de robe ou d'épée. Et si ces 650 fiefs ne regroupaient officiellement que 50 pour cent des terres, ils représentaient en fait la quasi-totalité des terres cultivables avec fruit. Quant à la population, environ 5 000 000 d'habitants, elle était composée pour les neuf dixièmes par les paysans. Le dixième restant regroupait les nobles (30 000), les

ecclésiastiques (100 000); les grands bourgeois, petits bourgeois, commerçants, artisans et ouvriers se partageant le reste.

Si les barons ont, au travers des siècles, conservé leur position, cela tient au fait que les fiefs sont tous pratiquement restés entre leurs mains. Car le fief féodal est inaliénable, indivisible, et ne se transmet qu'à une seule personne : l'aîné de la famille. Ce n'est que lorsqu'il n'y a pas d'héritier que le roi peut le récupérer; soit pour le garder personnellement, soit pour le donner à un autre baron de son choix qu'il souhaite récompenser.

Le baron paie des droits de succession, l'équivalent d'une année de revenus du fief, et des impôts annuels. Mais ces derniers ne représentent que 7 pour cent de ses revenus, alors que ceux des roturiers atteignent plus de 20 pour cent. En contrepartie, les barons, contrairement aux roturiers, doivent le service militaire, et ils doivent faire les frais de leurs justices.

Les revenus des barons proviennent de trois sources principales, régies par près de 400 droits différents et répertoriés, dont il faut cependant se garder de croire que tous s'additionnent : ils sont *répartis* sur les fonds de terre. Tel fonds qui sera frappé par l'un (le *cens* par exemple) ne le sera pas par les autres (le champart, ou part de récolte, notamment).

La première source est constituée par ce qu'on appelle les droits personnels. Ils comprennent essentiellement la perception des corvées. La seconde est alimentée par les monopoles que les barons se sont réservés dans l'économie du pays, en faisant les frais des constructions correspondantes. Ce sont l'exploitation des moulins, des fours, des pressoirs, les droits de péage et

d'octroi; ainsi que les bénéfices laissés par certaines affaires commerciales. La troisième source provient des droits réels du baron, ceux qui portent sur les biens (*res*, chose). Ainsi les parts de récolte ou les *cens* en argent. S'ils sont complexes à inventorier, c'est que les uns trouvent leur fondement dans leur origine féodale, et que les autres, plus récents, procèdent des droits d'usage que se sont réservés les barons.

Les bourgeois entrent en scène

Au XVIII^e siècle les aspects personnels et communautaires de la féodalité, ses implications sociales, vont progressivement s'estomper. D'abord, le baron ne résidera plus sur sa terre, il s'installera auprès du roi, pour vivre à la cour. Il chargera donc les intendants de gérer sa seigneurie, en leur demandant de lui assurer un revenu régulier, «à ferme», c'est-à-dire que l'intendant bénéficiera des suppléments qu'il pourra tirer de sa gestion.

Ainsi intéressés, ces agents des barons, qui sont d'origine bourgeoise, vont très vite se faire détester des paysans, qu'ils traiteront plus durement que les anciens maîtres. Avec eux, les paysans n'ont d'ailleurs pas les mêmes rapports ancestraux, de type souvent familial. Les paysans engloberont bientôt toute la bourgeoisie dans leur haine. C'est cette situation qui explique l'attitude antirévolutionnaire parce qu'antibourgeoise des paysans, lorsque les troupes anglosiciliennes et les bandes de Fra Diavolo viendront tenter des coups de main en Calabre.

Sentant la révolte gronder, quelques intellectuels, généreux et quelque peu naïfs, «éclairés»

disait-on à l'époque, ou fort habilement intéressés à la promotion de la bourgeoisie à laquelle ils appartenaient, avaient, dans des livres, préconisé des réformes, dont la première était de supprimer le système féodal. L'un d'entre eux, G. M. Galanti, dans son étude *Scienza della legislazione*, conclut: «Les droits des seigneurs sur le peuple tendent à détruire l'industrie, de laquelle seule dépend la vraie prospérité d'une nation. Et ce serait l'intérêt des barons eux-mêmes de donner liberté et propriété aux hommes habitant leurs fiefs.»

En fait c'était, on s'en rend compte aisément, substituer une domination à une autre: les riches bourgeois auraient succédé aux barons. Et ce qui restait, dans les seigneuries, de communauté favorable aux pauvres, aurait été aboli.

Dans les trente dernières années du XVIII^e siècle, la couronne hispano-bourbonienne avait tenté quelques essais dans ce sens. Elle avait en effet intérêt à entamer la toute-puissance des barons, mais ses efforts furent vains.

La loi sur l'abolition des droits féodaux fut pourtant votée. Mais ce fut le 25 avril 1799, par la République Parthénopéenne, la Révolution française installée à Naples, qui n'eut pas le temps ni les moyens de l'appliquer, car les *sanfedistes*, les partisans de Ferdinand, étaient déjà maîtres de la plus grande partie du pays.

Par une voie détournée, Ferdinand IV, lorsqu'il remonta sur le trône de Naples, tenta à nouveau de battre en brèche les pouvoirs des barons. Mais l'histoire devait une nouvelle fois retarder ce projet, mollement caressé par le roi.

L'histoire portait alors un nom, nous l'avons vu, celui de Joseph Bonaparte.

L'abolition de la féodalité aggrave la situation

Les bourgeois pensaient que, si leur heure devait sonner, ce serait grâce aux Français. La montée de la bourgeoisie française vers le pouvoir, depuis la Révolution, leur donnait des espérances. La loi d'abolition de la féodalité que le roi Joseph avait fait étudier de nouveau, fut promulguée le 2 août 1806, alors qu'il se trouvait déjà sur la route de Madrid afin de monter sur le trône d'Espagne selon les désirs de son frère Napoléon. Cette loi ressemblait comme une sœur à celle qui était née en France de la Nuit du 4 août qui avait aboli les privilèges. Joseph avait toutefois tenu à associer à sa rédaction un certain nombre de Napolitains qui passaient, à tort ou à raison, pour des philosophes, et surtout un homme politique, ancien ministre de Ferdinand IV, Zurlo, aussi « libéral » qu'intelligent. Murat succéda alors à Joseph, on l'a vu.

Mais, si la loi abolissait la féodalité, du moins dans son principe, seuls les droits personnels des barons étaient supprimés. Les droits réels devenaient rachetables, et les monopoles seigneuriaux étaient maintenus. La souveraineté sur les terres rejoignait le giron de la couronne qui récupérait l'exclusivité de la justice.

Les nobles conservaient leurs titres qui restaient transmissibles selon la loi salique, laquelle prévoyait, depuis des temps très anciens, que les femmes ne pouvaient les recevoir.

En fait, lorsqu'il eut quitté le trône de Naples après avoir fait appliquer cette loi avec honnêteté et rigueur — souvent contre l'avis de sa femme, la reine Caroline, sœur de Napoléon —, Murat déclara, quelque peu désabusé : « Certes la féodalité a bien été abolie, mais elle le fut quasiment au profit des ex-barons. »

Certes, en effet, sur le plan juridique, les barons devinrent vraiment des citoyens comme les autres. La plupart d'entre eux supportèrent d'ailleurs très mal de dépendre, désormais, sur le plan judiciaire, des juridictions communes.

Mais, sur le plan matériel, les pauvres n'y gagnèrent rien. Bien au contraire. La justice bourgeoise des villes fut moins attentive à leurs problèmes que la justice seigneuriale, accordée depuis toujours aux coutumes des terroirs, et d'ailleurs beaucoup moins coûteuse. En France, Marc Bloch note que « la paysannerie a été sauvée par le retard de développement de la justice royale ».

Et, comme l'écrit Jacques Pirenne, dans ses *Grands courants de l'Histoire universelle*, les servitudes dont était grevée l'ancienne propriété seigneuriale « représentaient de très gros avantages pour les paysans qui n'étaient ni propriétaires ni tenanciers. Elles permettaient aux ouvriers agricoles de posséder une basse-cour, des moutons et des porcs qui vivaient sur la terre seigneuriale. Le bois de chauffage et souvent le bois de construction ne leur coûtaient rien. La nouvelle conception, exclusivement individuelle, de la propriété, prive les campagnards de ces avantages. Les plus pauvres d'entre eux se voient réduits, de ce fait, à la misère. Ce sera l'une des causes de l'afflux de prolétaires sans ressources dans les villes. »

Les paysans encore plus isolés

En outre les paysans n'avaient pas les moyens financiers de racheter les terres qui se trouvèrent à vendre; le rachat des droits réels était également

hors de leur portée. Donc, les terres, avec leurs droits, vinrent tout simplement augmenter la puissance de la bourgeoisie qui, elle, avait les moyens de payer.

On voit que, aussi révolutionnaire qu'elle ait pu paraître, la loi sur l'abolition de la féodalité n'eut d'effets que sur le plan des personnes, en instituant l'égalité civique. Pour le reste, elle manqua son but.

Contrairement à ce qui fut dit et redit à l'époque, elle ne ruina pas les barons: «Beaucoup des familles les plus importantes en sont réduites à mendier», écrivait, tout uniment, le prince Pignatelli. Mais même lui savait que ce n'était pas vrai. En revanche, lorsqu'il affirma, après la chute de Murat et le nouveau retour sur le trône de Naples de Ferdinand IV que: «en spoliant les barons, on n'a fait que supprimer l'unique frein à l'absolutisme monarchique», il n'avait pas complètement tort. Ferdinand IV le savait bien lui qui, malgré toutes les pressions dont il fut l'objet quant à un retour au régime féodal, confirma, le 11 décembre 1816, l'abolition de la féodalité. En fait, cette dernière renforçait bel et bien le pouvoir des Bourbons, et le pouvoir tout court.

De même, elle installa les bourgeois qui devinrent du coup des *galantuomini*. Ils dominèrent bientôt toutes les institutions provinciales. Et c'est sans véritablement se contraindre qu'ils envoyèrent au roi leurs compliments et leurs félicitations parce qu'il avait conservé la loi d'abolition. Elle faisait d'eux, sur le plan de la puissance économique, la seule à être prise en considération désormais, les égaux des barons. Les bourgeois formaient maintenant une nouvelle classe, celle des purs possédants qui allait isoler, un peu plus encore, les paysans, les pauvres.

Une des répliques : les sociétés secrètes

C'est peu de dire donc que les paysans étaient mécontents. Mais tenus comme ils l'étaient, ils ne pouvaient guère manifester, seuls. Aussi saisirent-ils toutes les occasions qui allaient se présenter au fil des années, pour tenter d'améliorer leur condition. Tout leur serait bon : le combat à visage découvert aux côtés des révolutionnaires, au cours des différents mouvements qui allaient éclater pendant le XIX^e siècle, et la « récupération » clandestine, criminelle, en s'affiliant à quelques-unes des sociétés secrètes qui proliférèrent alors dans le Sud de l'Italie.

Ferdinand IV était revenu seul à Naples après son exil en Sicile, car sa femme, Marie-Caroline (sœur de Marie-Antoinette), était morte quelques mois auparavant. Par précaution, il laissa d'abord les choses de son royaume en l'état, et ne changea pratiquement rien aux institutions mises en place par Joseph Bonaparte et Murat. Puis sous prétexte d'unifier son royaume, il abolit, en 1816, la constitution assez libérale qu'il avait été obligé d'accorder en 1812 à la Sicile sous la pression des Anglais, et étendit celle de Naples à toutes les régions. Le royaume redevint le royaume des Deux-Siciles et lui-même, Ferdinand, changea de numéro. A dater de ce jour, il régna sous le nom de Ferdinand I^{er}.

Cet état de fait dura un temps : à peu près quatre ans. Après quoi, les *carbonari* napolitains (ainsi se nommaient les membres de la Charbonnerie) fomentèrent des troubles tels que Ferdinand dut rétablir dans l'ensemble du royaume des Deux-Siciles cette fois une constitution libérale. C'est sans trop tergiverser que Ferdinand s'était incliné. Il avait nommé son fils, le prince héritier François,

vicaire général du royaume et formé un nouveau ministère qui détendit immédiatement la situation en relâchant tous les détenus politiques, en amnistiant ceux de droit commun, en supprimant la censure, et en réintégrant dans l'armée royale les officiers qui avaient servi sous Joseph Bonaparte et Murat. Enfin, le Parlement, élu au suffrage universel, comme le prévoyait la constitution, se réunit le 1^{er} octobre 1820. Il semblait donc que le calme allait enfin régner.

Une sécrétion cancéreuse

C'était compter sans les mouvements souterrains engendrés par la mentalité des gens du Sud, qui y intégrèrent leurs habitudes de solidarité familiale et hiérarchique sorties tout droit de la féodalité. De cette conjonction allait naître une sécrétion cancéreuse qui gagnerait bientôt tout le *Mezzogiorno*.

Cette prolifération anarchique de cellules populaires d'allure féodale va se matérialiser sous la forme de trois sociétés secrètes.

La première naîtra et vivra à Naples. Elle a pour nom, la *Camorra*. Est-elle vraiment morte aujourd'hui? Certains en doutent, avec quelque raison semble-t-il...

La seconde est d'origine calabraise, et spécifiquement calabraise, bien que son nom serve souvent ailleurs: c'est l'*Onorata società*. Est-elle vraiment morte aujourd'hui? Certains en doutent, avec quelque raison, semble-t-il...

La troisième est née en Sicile et n'aurait pas pu naître ailleurs, nous le verrons, c'est la Mafia. Sa survie ne fait aucun doute, même si, comme les mauvais génies des contes arabes, elle est

capable de se manifester sous ses formes différentes, mais également redoutables.

Ces sociétés secrètes ont poussé sur un terreau politico-historique, mais leur finalité n'était pas politique. Les pauvres d'Italie savent bien qu'on ne se nourrit pas d'idées, aussi généreuses soient-elles.

Primum vivere, «d'abord vivre», affirmaient leurs ancêtres parlant latin. C'est ce que les pauvres de Sicile mirent en pratique, à leur manière, avec leurs moyens, en s'agrégeant à leurs criminels triomphants de toujours, ceux que nous avons vus à l'œuvre à Messine dès le XVI^e siècle.

Sociétés secrètes, certes. Mais sociétés de survie surtout. Et cette ambiguïté n'est pas la moindre de leur force, née de la plus ancestrale des défenses, enseignée par la plus ancestrale des traditions criminelles.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ DES "BONS COUSINS"

Le bal masqué battait son plein. Les danseurs entraient dans une farandole qui déroulait follement son long ruban multicolore.

Adossé à une colonne de marbre du palais, un homme portant un loup noir se tenait à l'écart de la foule en liesse. Soudain il s'aperçut qu'il était encadré par deux dominos.

- L'heure a sonné, dit l'un d'eux.
- Je suis prêt, répondit l'homme.
- Suivez-nous, reprit le premier domino.

Le trio se faufila dans la salle, évitant de se faire prendre dans les méandres de la farandole.

Dès que les trois masques furent dans la rue, le domino qui avait pris la parole s'approcha de l'homme et lui tendit un foulard noir que celui-ci plaça sur ses yeux. Le deuxième domino le noua. Puis il remit en place le loup noir de l'inconnu.

Cet homme dont le nom n'est pas parvenu jusqu'à nous, a raconté peu de temps avant sa mort, son entrée dans les *carbonari* à Mgr Henri Delassus l'auteur d'un livre intitulé *La Conjuración antichrétienne* qui fit grand bruit à sa publication.

L'initiation d'un « carbonaro »

Voici un extrait de son témoignage :

« Lorsque mes yeux furent bandés, ils me prirent, l'un par le bras droit, l'autre par le bras gauche, et nous cheminâmes, changeant souvent de direction et retournant même quelquefois en arrière, à ce qu'il me semblait. Finalement nous nous arrê tâmes sans que je pusse deviner le lieu où nous nous trouvions. J'entendis une clef tourner dans une serrure, nous entrâmes et nous montâmes deux escaliers. Une porte s'ouvrit, nous longeâmes un couloir et, finalement, nous arrivâmes dans la pièce qui était le lieu de notre destination.

» On me débanda les yeux et je me trouvai dans une salle luxueusement décorée.

» Un grand feu brûlait dans une énorme cheminée et une grosse lampe au globe d'albâtre répandait une lumière très douce. Un tapis rouge foncé était étendu sur le plancher et une tenture de damas cachait une des parois ou, plus probablement, une alcove ménagée dans cette paroi.

» Nous étions cinq dans cette pièce, mes deux guides, deux autres dominos noirs et moi-même. Celui qui avait la plus haute taille s'installa dans un fauteuil et me fit signe d'avancer. Ce que je fis; après quoi, il m'adressa la parole.

— Quels sont tes nom et prénoms; quel âge as-tu ?

» Après que j'eus répondu, il ajouta :

— Sais-tu pour quelle raison tu es ici ?

— Je le crois, répondis-je.

— As-tu toujours la ferme intention d'entrer dans l'*Assemblée des Bons Cousins* ? (Les *Bons Cousins* étaient une autre appellation que se donnaient les *Carbonari*.)



En 1906, l'assassinat de Gennaro Cuocolo et de sa femme, provoqua l'écroulement de la Camorra, association secrète de malfaiteurs du royaume de Naples qui régna près d'un siècle. Roger-Viollet

– De toute mon âme.

– As-tu une idée précise des terribles devoirs que tu vas assumer? Sais-tu que après avoir prononcé le serment, tu ne t'appartiens plus, mais que tout ton être est la propriété de l'Ordre? Es-tu prêt à mourir mille fois plutôt que de révéler les secrets de la Société? Es-tu prêt à obéir aveuglément et renonces-tu à ta volonté propre, au profit des supérieurs de l'Ordre?

– Absolument.

– Quels sont tes droits pour être admis parmi nous?

– L'amour de ma patrie, l'espoir de la libérer ou de mourir pour elle, répondis-je.

» Après cet interrogatoire, le président me fit mettre à genoux sur un drap blanc, me mit une cierge allumé dans la main et me fit prêter serment au Christ sur une croix, me faisant répéter trois fois la formule suivante:

– Je consens, si je trahis le secret de l'Ordre, à être coupé en morceaux et brûlé dans un four.

» On me fit ensuite asseoir sur le même rang que les autres. J'étais enfin *carbonaro*. »

Des rites encore plus compliqués

En fait, pour mélodramatique que cela paraisse, la cérémonie d'initiation à l'*Assemblée des Bons Cousins* était encore plus compliquée. Quand ils n'étaient pas traqués par la police, les *carbonari* donnaient en effet plus de lustre à l'intronisation. La croix sans Christ était notamment garnie d'une couronne d'épines, et le grand-maître se servait d'une hache dont il frappait une table pour rythmer le déroulement des rites. De même le questionnaire était beaucoup plus long, beau-

coup plus complet. Il ne laissait rien dans l'ombre de la personnalité de l'impétrant. Dans certaines régions, les Abruzzes plus précisément, on allait même jusqu'à obliger le nouveau *carbonaro*, après qu'il eut prêté serment, à baiser trois fois le derrière d'un petit chien. Pour cette opération qui devait lui enseigner l'humilité, on lui bandait les yeux. Mais ce rite accompli, on ne lui laissait rien ignorer de l'endroit sur lequel il venait de poser les lèvres.

Malgré quelques ridicules et de nombreux meurtres accomplis en son nom et sur son ordre, la Charbonnerie ne fut pas une société criminelle, comme la *Camorra* ou la Mafia. Sa finalité était tout autre : elle visait, par des moyens qui furent quelquefois douteux et qui permirent nombre d'actes de banditisme, à créer l'unité italienne et à y installer un régime libéral d'influence maçonnique. Pourtant les routes de ces trois sociétés secrètes se sont souvent croisées au cours du XIX^e siècle. On a vu, par exemple, que les membres de la Mafia laissent dire volontiers que leur société trouve son origine dans la Charbonnerie.

Origines maçonniques ?

On pourrait être en droit de se demander pourquoi on emploie aujourd'hui plutôt le mot français de Charbonnerie que son équivalent en italien *Carbonaria*, alors qu'on dit couramment *carbonaro* ou *carbonari* pour désigner les membres de la société secrète. La raison en est simple. Il semble bien que cette société secrète, apparue dans le royaume de Naples aux environs de 1807, ait été importée de France, par un officier français.

Les derniers travaux des historiens l'établissent de manière quasi irréfutable.

Cependant d'autres explications ont été données en d'autres temps, que rien n'est venu vraiment infirmer, car elles ne contredisent pas formellement l'hypothèse aujourd'hui retenue. Pour certains, donc, tels Mgr Delassus et l'historien italien G. Leti, la Charbonnerie tirerait son nom d'une association secrète de charbonniers allemands constituée pour leur permettre de mieux résister aux pressions fiscales et autres imposées par les princes qui les gouvernaient. Cette association demeura très localisée jusqu'au jour où, à la fin du XVIII^e siècle, un professeur de droit à l'université d'Ingolstadt, en Bavière, Weishaupt, comprit l'intérêt qu'on pouvait tirer, pour la lutte contre l'Eglise et contre la monarchie, d'une compagnie bien organisée. Il fonda, pour son propre compte, ou plutôt pour celui de ses idées, la secte des *Illuminés*, qu'il dirigea sous le nom de Spartacus. Il fit de nombreux adeptes parmi ses compatriotes d'abord, puis dans l'Europe entière ensuite. Notamment en France. De la société des charbonniers allemands, il avait repris quelques détails caractéristiques. Si bien que, lorsque Weishaupt et sa société avec lui s'éteignirent, naquirent un peu partout de petites compagnies qui se prénommaient les *Bons Cousins Charbonniers* et qui, par ailleurs, n'étaient pas sans ressembler aux loges maçonniques.

Les *Bons Cousins* procèdent-ils des *Illuminés* de Weishaupt ou de la Franc-Maçonnerie ? C'est là que les avis se partagent. Et pourtant les deux hypothèses peuvent se rejoindre, lorsqu'on sait que Weishaupt, des documents l'établissent formellement, entretenait des rapports étroits avec

Horace Walpole, grand-maître des francs-maçons de rite écossais.

De là à affirmer que la Charbonnerie serait née en Italie à l'instigation de l'Angleterre pour lutter contre l'Autriche et l'influence française, il n'y a qu'un pas, un peu trop vite franchi.

Certains historiens penchent vers une autre explication. Seul le nom de la Charbonnerie viendrait de France. La société serait née, en fait, de la fusion de sociétés secrètes italiennes disparates mais dont les plus importantes se seraient inspirées de la Franc-Maçonnerie.

Un fondateur français ?

Dans son *Histoire secrète de la Franc-Maçonnerie et des sociétés secrètes anciennes et modernes*, François Bègue-Clavel avait, dès 1843, émis l'hypothèse que la Charbonnerie italienne avait été fondée par un officier français nommé par Joseph Bonaparte intendant d'une région des Abruzzes, Pierre-Joseph Briot. Depuis, de nombreux documents ont été découverts qui établissent sans contestation possible que Briot, né dans le Jura en 1771, région où existait à cette époque une manière de succursale des *Bons Cousins Charbonniers*, a bel et bien appartenu à la Charbonnerie française. C'est son appartenance à cette société aussi secrète qu'internationale qui lui aurait permis plus tard de s'évader alors qu'il avait été fait prisonnier par les Autrichiens en 1796.

Devenu par la suite député au Conseil des Cinq-Cents, c'est sur une de ses suggestions que la proclamation d'une République italienne, une et indivisible, est faite en août 1799.

Et c'est parce qu'il passe pour un bon spécialiste des questions italiennes que Napoléon l'enverra par la suite, à l'île d'Elbe d'abord, puis auprès de son frère Joseph ensuite dont il sera le conseiller.

Coïncidence disent les uns, conséquence répondent les autres. Toujours est-il que, dans l'année qui suit l'installation en Italie du Sud de Pierre-Joseph Briot, les premières manifestations de la Charbonnerie apparaissent.

Argent anglais et « ventes »

Que l'Angleterre ait par la suite cherché à capter le courant créé par les *carbonari* ne fait aucun doute. Qu'elle y soit parvenue, en jouant sur la corde nationaliste des *Bons Cousins*, est évident.

Dès 1812, la Charbonnerie s'est livrée à une propagande forcenée auprès de toutes les couches sociales du royaume de Naples, plus que généreusement aidée dans son action par l'argent anglais. Nobles et commerçants, paysans et artisans se retrouvèrent souvent au coude à coude dans les réunions secrètes organisées par la Charbonnerie et qu'on appelait des « ventes ». Ces ventes se tenaient à l'écart des agglomérations, sous le couvert des forêts, au flanc des montagnes, ou encore dans des couvents désaffectés. Leur nom était un héritage direct des *Bons Cousins Charbonniers* d'outre-mont qui avaient appelé ainsi leurs réunions secrètes pour ne pas donner l'éveil aux autorités de police. Quoi de plus normal en effet, pour un charbonnier, que de se rendre, de temps en temps, à une vente de charbon de bois ?

Averti que les Anglais téléguidaient les *carbonari* sans que ces derniers en sachent rien, Murat

commit l'erreur, dans un premier temps, de les combattre. L'effet fut immédiat. Le nombre des affiliés doubla. Les premiers *carbonari* fusillés devinrent des martyrs. Leur sang trempa le fer de la Charbonnerie.

Lutte contre la maçonnerie

Et, puisque Murat était le grand-maître de la Franc-Maçonnerie du royaume, les *carbonari* s'en prirent aux loges. Nombre d'entre elles furent incendiées et leurs membres persécutés, ridiculisés afin de leur faire perdre tout crédit auprès des populations.

C'est ainsi que furent organisées de dérisoires processions nocturnes, éclairées aux flambeaux, au cours desquelles on promenait les francs-maçons, nus comme des vers et le corps enduit de poix.

En 1809, Murat, pour assurer son trône, tenta de se rapprocher du parti italien, conglomerat sans existence officielle rassemblant tous les sympathisants de l'unité italienne, dont les *carbonari* propageaient l'idée. Il n'y parvint pas. Ces derniers s'abstinrent de l'aider dans sa tentative de reprendre la Sicile.

La constitution libérale que Ferdinand avait accordée à la Sicile, en 1812, sous la pression des Anglais, avait en effet rapproché la Charbonnerie des Bourbons. Leur entente, née d'un malentendu et d'une coalition de fait contre les Français, ne se prolongea pas au-delà de la chute de l'Empire et de la déposition de Murat qui dut abandonner le trône de Naples. Car, mal conseillé par son premier ministre le prince de Canosa, Ferdinand, on l'a vu, réinstalla assez vite un régime quasi absolu.

Une anti-Charbonnerie : la « Calderaria »

Se comportant avec la même inconscience politique que certains émigrés français au sujet desquels on disait en France qu'ils n'avaient rien appris, ni rien oublié, le prince de Canosa aimait à répéter, à tout vent, des phrases qui faisaient mouche : « Grâce au droit divin, les hommes ne sont que des brins d'herbe obligés de se plier vers la terre et de ne plus se relever tant qu'il plaît au roi de leur laisser un pied sur le cou. » Ou encore celle-ci qui résonnait comme une sinistre profession de foi : « Le premier ministre d'un roi devrait être le bourreau. »

Charmant homme que ce prince de Canosa qui eut l'idée, pour combattre la Charbonnerie, de créer une contre-société secrète qu'il nomma la *Calderaria*, dont les membres prirent tout naturellement le nom de *calderari*. Cette société n'avait pas été baptisée au hasard. Son appellation était le symbole même du rôle qu'on attendait d'elle : une *calderaria* était le chaudron dans lequel se consume le charbon.

Elle devint rapidement la police personnelle du prince qui n'hésitait pas le cas échéant à user d'elle pour exécuter ses vengeances personnelles. Elle fit tant et si mal que le ministre et ses *calderari* se rendirent odieux à tous. Même au roi, qui pria le prince de Canosa et ses sbires de retourner à leurs chères études.

Congrès de la Charbonnerie à Bologne

La restauration de Ferdinand et son absolutisme, les exactions des *calderari* arrêtées trop tard, le mouvement des idées en Italie, faisaient

que, chaque jour, la Charbonnerie augmentait ses effectifs et par là son influence. Renforcée par la venue de nombreux officiers renvoyés de l'armée parce qu'ils avaient servi sous Murat, la Charbonnerie devint peu à peu un état dans l'Etat. Elle se cachait à peine.

Des « ventes » avaient été créées dans tous les Etats italiens. Et la toile d'araignée qu'elle avait tissée était à ce point étendue sur toute la Péninsule, sa force était à ce point reconnue et crainte, que la Charbonnerie se permit, en octobre 1817, de tenir un congrès à Bologne, véritable assemblée constituante réunie au grand jour.

La Charbonnerie s'y dota d'ailleurs d'une constitution qui créait des sous-instances, des tribunaux, et une direction collégiale secrète à laquelle fut donné le nom de « Haute Vente ». Cette dernière disposait, à l'intérieur de la société, de pouvoirs discrétionnaires, absolus.

Complot pour Rome

La Charbonnerie n'avait cependant pas connu que des succès dans toutes les entreprises qu'elle avait menées. Tant s'en faut.

Vigoureusement et profondément implantée dans les Etats de l'Eglise, elle avait cru être capable d'y lancer une opération à découvert et de grande envergure.

Depuis de longues années déjà, Pie VII, le Souverain Pontife, était très malade. Sa santé allait déclinant. Il ne faisait de doute pour personne, en ce mois de mai 1817, que sa fin était proche. Et la Charbonnerie se faisait bien évidemment tenir au courant, heure par heure, de l'état du vieillard. Son plan était simple : elle voulait profiter de la va-

cance du trône pontifical qui allait se produire, du trouble qui s'ensuivrait, pour prendre le pouvoir à Rome et y installer un gouvernement provisoire.

Tout avait été précisément préparé. Chaque éventualité avait été envisagée, les parades mises en place. L'action avait également été menée sur le plan psychologique : dans toutes les églises, dans les chapelles des plus petits villages, des offices avaient été chantés (discrètement) pour remercier Dieu du changement de régime qui allait intervenir.

Le 27 mai l'ordre arriva de Giacomo Papis, grand-maître de la « vente » d'Ancône, de se tenir prêt. L'heure de la mobilisation générale des troupes des *Bons Cousins* avait sonné. Une série de relais, partant de la chambre du Pape et rejoignant l'état-major de la Charbonnerie, donnerait le signal dès que Pie VII aurait rendu le dernier soupir.

Chacun était en alerte. L'Eglise ne devait plus tarder à abandonner son pouvoir à la Charbonnerie.

Des heures passèrent d'abord. Puis, une nuit, et un jour. Une nouvelle nuit, et encore un nouveau jour... Pie VII ne rendait toujours pas son âme à Dieu, s'il se trouvait en équilibre plus que précaire au bord de la tombe. Une semaine suivit sans que son état empirât. Ses médecins n'y comprenaient rien. Les troupes de la Charbonnerie commençaient à battre la semelle sur un rythme de plus en plus nerveux...

Le signal du soulèvement

Comme l'hiver prépare en secret le printemps, l'état de léthargie dans lequel le vieillard se

trouvait lui redonna des forces. Eloigné des affaires, il concentra inconsciemment toute énergie sur sa santé. Et, peu à peu, il commença à se rétablir. Sa remontée ne fut pas rapide certes, mais le 25 juin, ses médecins, et la secrétaire du Vatican, purent annoncer officiellement que le pape était hors de danger.

Lasse ou énervée d'avoir attendu pendant des semaines l'arme au pied, trop près du but pour ne pas être tentée, la Charbonnerie donna quand même le signal du soulèvement. Ses troupes passèrent à l'attaque dans la nuit du 23 au 24.

C'était trop tard ou trop tôt. Sans doute les chefs de la Charbonnerie le savaient-ils. Firent-ils un calcul dont la finalité n'est pas parvenue jusqu'à nous? Ou eurent-ils le réflexe d'un enfant capricieux auquel on vient d'arracher son jouet? On ne sait.

A cette époque, la vie secrète était devenue une espèce de psychose collective. Et les habitants des Etats pontificaux qui ne s'étaient pas affiliés à la Charbonnerie avaient rejoint les milices de l'Etat: les *sanfedistes*. Sanfedistes et *carbonari* s'étaient livrés jusqu'au soulèvement à une guerre larvée. Le 24 juin ils s'affrontèrent dans le jour levant.

Les *carbonari* avaient le bénéfice de l'initiative. Ils massacrèrent un certain nombre de *sanfedistes* et mirent le feu à leurs propriétés. Court et accablant résultat, lorsqu'on sait quel était le but idéal que s'étaient fixé les auteurs du soulèvement.

Echec cuisant

Malgré le jeu des cloisonnements, tous les chefs de l'insurrection furent démasqués et

arrêtés. La répression fut aussi rapide qu'efficace. Seuls les exécutants situés aux plus bas échelons de la hiérarchie furent laissés en liberté. Les conjurés étaient si nombreux qu'il fallut les répartir dans deux prisons romaines : le fameux et sinistre château Saint-Ange et la prison Regina Coeli. Trois tribunaux furent chargés de se partager le travail. Quatre mois après l'insurrection, l'instruction ayant été bouclée dans un temps record, ils rendirent publiques leurs sentences. Elles étaient lourdes.

Giacomo Papis et trois de ses adjoints étaient condamnés à mort (en fait, leur peine fut par la suite commuée en réclusion à vie); trois autres responsables furent envoyés aux galères jusqu'à la fin de leurs jours; les autres mis en prison ou contraints à l'exil; les derniers, enfin, placés en résidence surveillée.

La Charbonnerie avait-elle été démantelée par les suites de cet absurde soulèvement? Certainement pas puisque, trois ans après que le procès eut été jugé, le magistrat papal qui avait instruit l'affaire et réclamé la condamnation des mutins, Mgr Tiberio Pacca, fut dénoncé au pape comme étant un agent de la Charbonnerie. Ce qui était vrai sans doute, car Pacca, gouverneur de Rome et directeur de la police pontificale, ne prit même pas la peine de nier. Il fila précipitamment se réfugier en France.

De son cuisant échec romain, la Charbonnerie tira quand même quelques enseignements. Notamment celui-ci : une révolution ne s'improvisait pas et les régimes en place, aussi faibles qu'ils parussent, trouvaient des ressources inattendues lorsqu'on s'attaquait à leur existence même.

Intoxication sans vergogne

Pour intoxiquer la police papale, et l'amener par là même à déduire que le soulèvement de juin avait été le fait d'irresponsables isolés, la « Haute Vente » mit au point une manœuvre machiavélique. Cette dernière consistait à dénoncer aux autorités papales par lettres anonymes quelques « ventes » sans importance, tenues par des *carbonari* du bas de l'échelle. L'arrestation de ces militants de base, ignorant tout des secrets et des plans de la Charbonnerie, ne mettait évidemment pas en danger la société. Mais elle permettait de créer des abcès de fixation : pendant que la police tendait des traquenards à ces obscurs, à ces sans-grades sacrifiés sans vergogne sur l'autel de l'idéologie, elle ne s'occupait pas du vrai travail souterrain opéré par les maîtres de la Charbonnerie. De plus la police qui, pour se faire valoir et craindre, se glorifiait de ces arrestations, renforçait sans vouloir le pouvoir d'attraction de la Charbonnerie.

La tactique de la « Haute Vente » était donc doublement payante. La preuve en est qu'elle tint son assemblée constituante de Bologne au moment même où l'on jugeait à Rome les auteurs du soulèvement manqué de juin.

La Charbonnerie, assemblée de malfaiteurs ?

Pourtant le peuple, celui qu'on appelle volontiers la majorité silencieuse, se posait quelques questions sur la Charbonnerie. Il se demandait comment cette société qui avait des objectifs si généreux, si élevés, pouvait en arriver à commettre des assassinats, comme ceux auxquels elle avait procédé au cours du soulèvement de

Rome; ou encore, comment elle avait pu ordonner la mort d'un ancien *carbonaro*, Domenico Manzoni, conseiller municipal de Forlì, parce qu'il s'était rallié au pape?

Le peuple se demandait donc si la Charbonnerie n'était pas tout simplement une assemblée de malfaiteurs.

Les apparences pouvaient être trompeuses pour ceux qui n'étaient pas avertis du caractère tortueux que peut prendre la tactique. N'en voyant que les aspects criminels, ils en arrivaient à douter du caractère idéaliste de la stratégie des *carbonari*. Ceux-ci, finalement, avaient repris à leur compte le précepte fameux *Ad augusta per angusta* qui affirme que les voies sont étroites et grandes les difficultés qui mènent au triomphe.

Nous savons aujourd'hui, de manière certaine, que la Charbonnerie n'a pas été une société criminelle, mais sa mise en pratique du principe qui veut que la fin justifie les moyens a pu très honnêtement tromper ses contemporains.

Et on comprend que la Charbonnerie ait pu faire peur à certains, autant que la *Camorra* ou que l'*Onorata società*.

D'autant que rien n'était simple à ce moment-là en Italie. Au Nord, comme au Sud. Les ennemis d'hier pouvaient brusquement se retrouver menant côte à côte le même combat, pour s'étripier à nouveau le lendemain avec une énergie renouvelée.

A Naples, un roi couard

Ainsi en allait-il particulièrement à Naples où les finasseries de Ferdinand rendaient la situation plus que mouvante. Ce qui n'était pas fait pour

déplaire au souverain. Ses attermolements, ses maladies diplomatiques sont restées célèbres. Au moindre danger, il courait s'enfermer au fond de ses appartements où seul son confesseur avait accès. Il s'en remettait alors à son fils, François, duc de Calabre, pour exercer le pouvoir. A cette constante dérobage devant ses responsabilités, Ferdinand ajoutait une prodigieuse faculté d'oubli. Ce n'est pas qu'il était sans rancune, mais il oubliait tout simplement ce qu'il avait dit, lorsque ne pas se souvenir de quelque chose arrangeait ses affaires. Il n'est pas un seul de ses nombreux serments qu'il ne viola, au moins une fois. Ce roi parjure par nature, faible, couard, mais se croyant malin, finit à la longue par lasser son monde. Il mourut délaissé de tous, hurlant seul à la mort. Personne ne se préoccupa de venir l'assister dans ses derniers moments.

Mais, en 1817, Ferdinand était encore loin de l'heure de son rendez-vous avec la mort; il régnait en maître absolu sur son royaume, dans lequel les *carbonari* étaient fort actifs. Notamment ceux de la province d'Otrante qui constitue à peu de chose près le talon de la botte italienne.

Si la Charbonnerie s'était surtout développée là, c'est qu'à Naples la situation ne s'y prêtait pas, ou du moins pas encore. L'occupation autrichienne refermait les gens sur eux-mêmes et faisait que, pour tout ce qui concernait les intérêts de la nation, leurs regards se tournaient vers leur roi, Ferdinand. La «vente» de Naples existait donc, mais elle ne régnait pas. Il lui fallut attendre le départ des Autrichiens pour devenir plus active. C'est à ce moment qu'elle commença vraiment à recruter dans l'armée. Et, parce que rien n'était simple, la Charbonnerie qui avait, dans le royaume de Naples, combattu l'influence fran-

çaise se trouvait maintenant renforcée par les anciens officiers qui avaient servi les Français, ses anciens ennemis.

Noyautage de l'armée napolitaine

A la vérité, aujourd'hui, on comprend mieux l'apparent paradoxe de cette situation. Les quelque quinze ans qu'avait duré l'Empire apparaissaient en effet comme le paradis perdu à certains mécontents. L'effacement qu'apporte le temps jouait à Naples un rôle similaire à celui qu'il avait joué en France et qui avait permis le fulgurant « Vol de l'Aigle » et les catastrophiques Cent-Jours.

Une erreur de Ferdinand, qui accepta de nommer un Autrichien, le général Nugent, à la tête de ses troupes, fit basculer l'armée dans le camp de la Charbonnerie : son général en chef, Guglielmo Pepe, ses officiers (non plus seulement les mécontents évoqués plus haut), et les soldats y entrèrent comme un seul homme.

Devenu en fait chef de l'armée de la Charbonnerie, Pepe organisa l'armée en « ventes », à chaque niveau. Puis son état-major envisagea ce que pouvait être son action. Plusieurs coups de mains furent préparés qui ne furent pas exécutés ; tel le projet fou d'enlever et de séquestrer l'empereur d'Autriche et Metternich (leur visite était annoncée mais elle n'eut finalement pas lieu) pour les échanger contre une nouvelle constitution.

Tout devenait maintenant possible à la Charbonnerie napolitaine. Il ne lui restait plus qu'à attendre l'occasion propice pour agir, victorieusement cette fois.

Celle-ci n'allait pas tarder à se présenter.

En France, en Espagne, en Angleterre

La Charbonnerie n'était pas qu'une société secrète italienne. Chaque pays en Europe pratiquement abritait la sienne: en France résidait celle que l'on considérait comme la société mère; en Espagne, en Angleterre, en Allemagne croissaient de florissants bourgeons.

Y eut-il concertation entre les charbonneries ou l'une d'elles commandait-elle aux autres? Toujours est-il que, dans trois pays, les *Bons Cousins* firent parler d'eux presque en même temps.

A Paris, le duc de Berry fut assassiné par un serrurier du nom de Louvel qui était affilié à la société.

En Espagne, le colonel Rafael del Riego, membre de la société, venait d'obliger le roi Ferdinand VII, par un soulèvement militaire, à promulguer, cette année 1820, la constitution libérale de 1812.

En Angleterre enfin, une conjuration des *Bons Cousins* avait été découverte qui visait à assassiner tous les ministres conservateurs.

A l'annonce de ces nouvelles, Naples tout entière frémit. Le roi et ses conseillers eurent peur et songèrent à faire appel, en cas de troubles, aux armées autrichiennes. Quant à la Charbonnerie, ses narines respiraient avec volupté l'odeur de la poudre. Son heure approchait. Cependant, le souvenir amer qu'elle gardait de l'affaire de Rome la rendait prudente; elle se tenait attentive à la moindre faute que commettrait l'adversaire et qu'il ne lui resterait plus alors qu'à exploiter. Pour bien faire sentir sa résolution de ne pas céder, Ferdinand fit procéder à un rassemblement de troupes sûres. Mais les *Bons Cousins* ne tombèrent pas dans le panneau. Au lieu d'affronter les



*Gennaro de Marinis (1), dignitaire de la Camorra,
fut accusé d'avoir été l'instigateur du meurtre
des époux Cuocolo. Roger-Viollet*

troupes royales, ils manœuvrèrent pour les circonvenir, menant une vive propagande parmi les soldats dont un grand nombre répondit très vite à leur appel.

La fièvre montait.

Une date pour déclencher la révolution fut fixée. A la suite de la trahison d'un conjuré qui entraîna quelques arrestations, elle dut être repoussée.

Attente nerveuse et confusion

Au reste, l'unanimité sur ce qu'il convenait de faire, une fois la révolution terminée, était loin d'être réalisée. Deux tendances principales étaient apparues : la première qui voulait que le roi fût arrêté et déposé ; la seconde qui attendait de lui que la promulgation de la constitution libérale qu'il avait été amené à appliquer en Sicile au cours de son exil.

Une réunion de toutes les « ventes » du royaume fut convoquée le 24 juin 1820. Elle se tint à Avelino. On y décida, sans autrement préciser quel était vraiment son but, que la révolution éclaterait le 10 juillet.

Quant au général Pepe, loin des querelles d'école, il préparait sa propre révolution et comptait sur ses troupes de Calabre pour la mener à bien.

La situation était tendue à un point tel, au sein de la Charbonnerie, que le moindre incident risquait de tout faire éclater. Les jours d'attente durent plus longtemps que les autres. Trop de calme peut engendrer la tempête...

Et ce qui devait arriver, arriva.

Trois *carbonari*, trois petits « militants de base » : deux lieutenants et un prêtre, mirent le feu aux poudres...

Le 2 juillet, une colonne...

A l'aube du 2 juillet 1820 les lieutenants Michele Morelli et Giuseppe Silvati, accompagnés du père Luigi Minichini formèrent une colonne composée d'une centaine de soldats auxquels ils avaient déclaré que la révolution était commencée. Après quoi ils quittèrent la bourgade de Nola pour rejoindre Avellino, où ils espéraient forcer la main au général Pepe.

A la traversée de chaque ville et de chaque village, leur troupe grossissait. Ils étaient des milliers lorsqu'ils parvinrent à destination.

La révolution aurait-elle éclaté ce jour-là si le général Pepe s'était trouvé à son quartier-général? On peut le penser. Toujours est-il que, en son absence, la rumeur du soulèvement s'enfla puis gagna, de proche en proche, le royaume.

Lorsqu'il l'apprit, le général Pepe était en conférence d'état-major avec le général Nugent, à Naples.

– Je pars à l'instant calmer ces exaltés, affirma-t-il sans sourciller à Nugent, sachant bien que, maintenant la révolution mise en marche, rien ni personne ne l'arrêterait plus, et surtout pas lui. Il fallait qu'il se précipitât pour prendre la tête de ce mouvement qu'il avait souhaité de tous ses vœux mais qui n'arrivait pas à l'heure qu'il avait choisie.

Nugent était-il au courant des activités secrètes de Pepe? En tout cas il ne le fit pas arrêter. Il se borna à lui donner l'ordre de rester à Naples et de faire transmettre ses ordres par une estafette. Point n'était besoin, assurait Nugent, qu'il se déplaçât pour que la sédition fût matée. Sans discuter, Pepe s'assit à une table, écrivit ses ordres et les signa. Puis il prit congé de Nugent.

Une fois dehors, il se précipita jusqu'à la caserne la plus importante et, entraînant le général et les troupes que ce dernier commandait, il partit immédiatement pour Avellino, aussi discrètement que faire se pouvait.

«Espagnol toujours, Italien jamais»

Si l'on voulait assurer le succès de la révolution, le général Pepe savait qu'il fallait, avant de marcher sur Naples, soulever d'abord les provinces. Il commença par la Calabre qui n'attendait que son signal.

Bientôt le reste du pays suivit, tandis qu'à Naples la consternation et l'irrésolution régnaient. Personne ne savait trop quoi faire. Ferdinand s'était une nouvelle fois enfermé avec son confesseur. Finalement, sous la pression de ses ministres, de son fils François, duc de Calabre, et de ses courtisans, il consentit à accorder la constitution qu'on lui réclamait.

Nommé vicaire général du royaume, François fit savoir aux conjurés que huit jours au moins étaient nécessaires pour établir les nouveaux textes constitutionnels. Les *carbonari* n'en crurent pas un mot. Et, pour prévenir toute ruse, les Bourbons pratiquant avec une subtilité certaine l'art de tromper, ils soulevèrent le peuple de Naples qui jusqu'à présent n'était pas intervenu. Les cris qui montaient de dessous ses fenêtres firent peur à François. En toute hâte, il convoqua en pleine nuit les généraux de la capitale demeurés acquis à la couronne et leur demanda conseil.

Ce fut le général Coletta qui trouva la solution :

— Pour ne pas exciter les esprits par une attente trop prolongée, dit-il, il n'y a qu'à accorder la

constitution espagnole, celle que Riego vient d'imposer au roi d'Espagne. Tout le monde s'en réclame sans y comprendre grand-chose...

De fait, quelques jours plus tard, un marchand de pizza interpella en ces termes le duc de Calabre qui passait en carrosse :

– *Spagnolo sempre, italiano mai...*

Cette exclamation (« Espagnol toujours, Italien jamais ! ») montre bien le contresens que le peuple avait fait à propos de cette constitution. Pour lui, elle signifiait que Naples redevenait espagnole. C'était un bel hommage aux vice-rois et aux despotes éclairés d'autrefois...

Le 9 juillet 1820 Ferdinand mit sa signature au bas de cette fameuse constitution. Ce fut ce jour-là que le général Pepe fit son entrée dans Naples à la tête de ses troupes. Il défila devant le duc de Calabre et les membres de sa famille, tous ceints d'écharpes aux couleurs de la Charbonnerie... Ferdinand s'était à nouveau réfugié dans sa chambre.

Après quelques faux pas, la Charbonnerie avait fini par triompher, tout au moins à Naples qui ne comptait pas moins de 28 « ventes ». Plusieurs milliers de *Bons Cousins* y savouraient par des farandoles l'ivresse de leur victoire.

En Sicile

Sur le continent les choses semblaient donc réglées, par et pour la plus grande gloire de la Charbonnerie. Mais quiconque oublierait que le royaume s'appelait le royaume des Deux-Siciles, laisserait dans l'ombre une grande partie du problème. Et pas la moins épineuse. Restait en effet la Sicile...

Dans l'île, la Charbonnerie n'avait jamais réussi à vraiment s'implanter. Ce n'était pas parce que les Siciliens rejetaient *a priori* les idées libérales. Mais bien plutôt parce que leur idéal politique ne venait qu'après leur volonté d'indépendance, quoique tous les Siciliens ne fussent pas indépendantistes. A la vérité, seuls ceux habitant l'ouest de l'île l'étaient. Et cet ouest, dont la métropole était Palerme, se trouvait être dominé, d'une manière occulte, par les *mafiosi*... On comprend mieux maintenant pourquoi les *carbonari* avaient peu recruté dans l'île.

Quelques «ventes» avaient bien été créées dans l'est, à partir de 1818, à Messine, Piazza, Caltagirone, et à Catane, mais le nombre de leurs membres n'était pas très élevé.

Par ailleurs, en 1819, une enquête menée par un magistrat opiniâtre, le juge Franco, avait démantelé la Charbonnerie naissante. La plupart de ses affiliés avaient été mis à l'ombre. Certains même avaient été exilés sur le continent.

Les prisons s'étaient donc trouvées pleines d'hommes ayant la même appartenance politique. Habituels à l'activité clandestine, ils s'étaient très vite organisés et avaient créé de nouvelles «ventes». Leur activité fut découverte quelques mois seulement avant le début du soulèvement qui avait pris naissance à Nola, à la suite d'une perquisition de routine opérée dans la cellule d'un forçat du nom de Garofalo. Sous la paille de ce dernier, les policiers avaient trouvé deux catéchismes maçonniques. Remontant la filière, ils s'aperçurent bientôt que toute la prison de Palerme complétait : des liens existaient entre les prisonniers et les employés des arsenaux royaux, eux-mêmes en relations étroites, malgré la distance, avec les détenus politiques de la prison de

Trapani, à une centaine de kilomètres. Cette chaîne préparait une évasion générale qui aurait permis de former un corps franc le jour où la révolution éclaterait.

Des non-Siciliens

La surprise des policiers fut encore plus grande lorsqu'ils se rendirent compte que même les gardiens avaient été recrutés. Sur plusieurs d'entre eux, ils découvrirent, inscrits sur de minuscules morceaux de papier, les mots de passe qui donnaient accès aux loges et aux « ventes » de Palerme. Questionnés habilement ou vigoureusement, les gardiens expliquèrent aux enquêteurs comment les affiliés se reconnaissaient à l'intérieur de la prison. Soit ils se brûlaient le dos de la main avec une allumette, soit ils marquaient leur joue gauche de trois petites taches de sang.

Lorsqu'il lut les résultats de l'enquête, le juge Franco, en bon Sicilien qu'il était, ne s' alarma pas outre mesure. Sur l'ensemble des conjurés, il n'avait découvert qu'une infime minorité de ses compatriotes. La plupart étaient napolitains, toscans ou romagnols.

La Sicile n'avait donc été que peu touchée par la propagande carbonariste.

Les choses en étaient là, lorsque, en mars 1820, un régiment de Campanie, commandé par le colonel Gaetano Costa, originaire de Syracuse, fut envoyé en Sicile. Or, Costa, ses officiers, ses soldats étaient tous fervents *carbonari*. Quand le général Nugent l'apprit, il eut un moment l'intention de faire arrêter le colonel Costa. Mais la troupe de ce dernier était trop forte, trop bien

armée et surtout trop acquise à la Charbonnerie, pour permettre la moindre chose contre son chef.

Epidémie de «ventes» à l'est

Costa parvint à Messine, son lieu de destination, sans encombre. Une fois installé dans ses quartiers, personne ne tenta la moindre action pour contrer son influence qui devint très rapidement énorme. On s'en rendit compte le 9 juillet, date à laquelle fut connu en Sicile le succès définitif du soulèvement général opéré par la Charbonnerie sur le continent.

Sans avoir demandé conseil à personne, Costa proclama aussitôt que, désormais, seule la constitution espagnole aurait cours en Sicile; comme cela se passait à Naples. Puis il donna quartier libre à ses troupes, à condition pour elles de créer des «ventes» dans toute la ville. La troupe dut mettre du cœur à l'ouvrage puisqu'en trois jours à peine, une quinzaine de «ventes» avaient vu le jour. Toutes affublées de noms directement inspirés par l'idéologie de la Charbonnerie: «la Lumière dans les ténèbres», «la Vertu récompensée», «l'Orgueil abattu», ou bien encore «la Coquette» qui était, elle, une «vente» exclusivement composée de femmes.

Messine gagnée à la nouvelle constitution, les autres villes de l'est sicilien suivirent bientôt. A Catane comme à Syracuse, la nouvelle constitution fut acclamée.

A Palerme, les choses ne se déroulèrent pas de la même manière. Très rapidement les manifestations dégénèrent. Les Palermitains avaient été profondément choqués lorsque Ferdinand, après être rentré à Naples, avait supprimé *leur*

constitution, celle qu'il leur avait accordée sous la pression des Anglais pendant la période où il avait trouvé refuge en Sicile.

La constitution espagnole, elle, ne faisait l'affaire ni des barons, ni de la bourgeoisie, ni de l'Eglise. Aussi, en attendant des nouvelles de Naples, les nobles décidèrent-ils de former une Junte qui gouvernerait à titre provisoire.

Le premier acte de ce gouvernement fut de lancer un appel au calme et d'assurer que l'indépendance de la Sicile était réclamée.

La Mafia apparaît à Palerme

Pour le commissaire Giuseppe Alongi, les troubles qui éclatèrent, et qui très rapidement se transformèrent en massacre, sont l'œuvre de la Mafia. Il fait remonter à cet événement sa première apparition au grand jour.

La première chose à laquelle procédèrent les émeutiers fut de jeter à terre une statue de Ferdinand. Puis, ils s'attaquèrent systématiquement à tous les édifices publics, détruisant au passage toutes les archives qui pouvaient leur tomber sous la main. Ce n'est qu'après cela qu'ils mirent à sac les plus belles boutiques de la ville. Deux aristocrates, le prince di Catolica et le prince di Aci, qui avaient vainement tenté de s'opposer à la marée en furie, furent mis à mort et décapités. Leurs têtes plantées au bout de piques furent promenées pendant un long moment dans les rues de la ville. On les retrouva le lendemain, charriées par les eaux sales d'un ruisseau qui descendait vers le port. Les émeutiers les avaient abandonnées là, avant de s'emparer du fort de Castellamare où ils avaient trouvé une quinzaine

de milliers de fusils, de la poudre et des balles. Après quoi, ils étaient allés libérer tous les détenus politiques ou de droit commun enfermés dans les prisons de la ville.

Junte séparatiste

Quelques jours plus tard, la Junte se réforma. Elle ouvrit ses portes aux bourgeois qui furent représentés à égalité avec les nobles. Le prince de Villafranca, qui était très populaire à Palerme, en prit la tête et, le 26 juillet, il proclama l'indépendance de la Sicile.

Des invitations à venir à Palerme pour décider d'une politique commune furent envoyées aux édiles des autres villes. Mais ces derniers, qui voyaient dans la constitution espagnole le moyen de se libérer de l'emprise de Palerme, ne bougèrent pas. Même si leur haine pour cette ville rivale, haine très ancienne et qui dure toujours, n'avait pas suffi, la Charbonnerie se serait chargée de les dissuader de se rendre à l'invitation de la Junte séparatiste.

Les *Bons Cousins*, qui étaient parvenus à mettre en place à Naples le régime de leur choix, étaient maintenant tenus d'épouser la cause des Bourbons, à moins de remettre en cause la constitution espagnole. Comme telle n'était pas leur intention, ils ne pouvaient que combattre le séparatisme palermitain. Ainsi, en quelques semaines, les Bourbons et la Charbonnerie s'étaient-ils retrouvés dans le même camp. La politique a de ces retournements, évidents lorsqu'on connaît toutes les données du problème, mais qui peuvent paraître bien étranges sur le moment...

Une guerre de communiqués commença.

Chaque ville de l'est stigmatisa l'impérialisme de Palerme.

Cette dernière ne resta pas sans voix. Et le ton monta.

Une armée des bas-fonds commandée par un prince

Et puis, on ne sait pas exactement pourquoi, la Junte décida de passer à l'attaque. Une bande armée commandée par le prince de San Cataldo fit route vers Caltanissetta, une des cités du centre de la Sicile. En dépit d'une résistance acharnée, la petite ville fut envahie, pillée, mise à sac, par les six mille hommes que la Junte avait recrutés, systématiquement, dans les bas-fonds de Palerme.

Encore aujourd'hui, on célèbre avec recueillement l'anniversaire de cette année 1820, baptisée tragiquement *Anno dell'assassinio*. Plus de cent cinquante ans après, Caltanissetta n'a pas oublié. De même les bourgades avoisinant Marsala, Cefalù, ou Syracuse, dévastées immédiatement après Caltanissetta, par les mêmes bandits, n'évoquent pas Palerme sans un profond ressentiment.

La plupart des historiens qui se sont consacrés à l'étude de la Mafia considèrent que les hommes recrutés par le prince de San Cataldo furent encadrés par des *mafiosi*. Ce n'était sans doute moins la perspective des viols, et des pillages qui encouragèrent ces derniers à opérer ces actes de représailles ou d'intimidation, que le désir de montrer leur hostilité au gouvernement et à ceux qui lui obéissaient. En agissant ainsi, ils manifestaient leur refus d'accepter toute autorité officielle qui pouvait contrebattre celle qu'ils

exerçaient pour leur propre compte sur le pays. À la vérité, les *mafiosi* n'en voulaient pas plus aux Bourbons qu'à toute autre famille ou régime qui aurait exercé l'autorité suprême. Et le fait qu'ils apparaissent alors, au service d'une junte de princes, montre clairement leurs racines et leurs affinités féodales.

Des quatre grandes sociétés secrètes du *Mezzogiorno*, deux pactisèrent avec les autorités, à un moment ou à un autre de leur existence : la *Charbonnerie* et la *Camorra*. Nous verrons que cette dernière, authentique société criminelle, fut à Naples l'alliée fidèle du trône et de l'autel.

Quant aux deux autres, l'*Onorata società* et la *Mafia*, leur attitude hostile à l'autorité gouvernementale fut pratiquement constante ; sauf à quelques moments : ceux auxquels elles avaient réussi à gangrener le pouvoir central. Ce ne sont pas d'ailleurs les moindres de leurs exploits.

Contre Palerme, les « carbonari » bourboniens

Lorsque le vicaire royal, François, apprit l'ampleur de la révolte de Palerme, il envoya, poussé par les *carbonari*, un corps expéditionnaire pour la mater. Commandés par le frère du carbonaro Guglielmo Pepe, le général Florestino Pepe, une dizaine de milliers d'hommes débarquèrent à Messine. Là, ils se constituèrent en deux colonnes : la première sous les ordres de Florestino Pepe se dirigea vers Palerme par la côte ; la seconde, ayant à sa tête le colonel Costa, autre *carbonaro* qui avait fait triompher la *Charbonnerie* à Messine, prit par l'intérieur des terres.

Le général Pepe installa son quartier général à Termini, un petit port situé à une cinquantaine de

kilomètres avant Palerme. Avant d'attaquer, il prit langue secrètement avec le prince de Villafranca qui dirigeait la Junte. Celui-ci vint à Termini et négocia la reddition de la ville contre une amnistie générale. Les deux hommes tombèrent d'accord. Mais, la population, qui détenait le vrai pouvoir à Palerme, refusa de capituler et transforma la ville en véritable forteresse, pour la plus grande peur des nobles et des bourgeois qui n'avaient plus maintenant qu'une idée : rentrer dans le giron napolitain. Le général Pepe, qui était dans le fond de son cœur un homme pacifique, donna finalement l'ordre de passer à l'attaque, après avoir tenté d'ultimes négociations pour éviter que le sang coule.

Palerme était cernée ; à l'est la colonne du général Pepe était amenée au combat par le général Campana ; au sud et à l'ouest avait pris position la colonne de Costa ; au nord la flotte gouvernementale fermait toute issue par la mer.

Défense acharnée du peuple de Palerme

La bataille suprême s'ouvrit le 26 septembre. Elle dura deux jours, menée par le seul peuple : les nobles et les bourgeois qui n'avaient pas pris la fuite s'étaient prudemment réfugiés au fond de leurs caves. Malgré les bombardements meurtriers opérés de la mer par la flotte napolitaine, les Palermitains réussirent à repousser les troupes royales profitant habilement de ce que ces dernières se trouvaient momentanément à court de munitions. Des renforts étant parvenus de Messine, le général Pepe ordonna l'assaut définitif. Les combats se déroulèrent au milieu des ruines, des cadavres des femmes et des enfants

touchés par les bombardements qui n'avaient pas cessé. Une odeur de poudre et de mort empuantissait la ville. Et c'est dans une atmosphère de cauchemar que le prince de Paterno, qui avait succédé au prince de Villafranca à la tête de la Junte, signa la reddition de la ville, le 5 octobre.

Les conditions imposées par le vicaire royal n'étaient pas draconiennes. Palerme réintégra le sein du royaume des Deux-Siciles, mais continua d'être gouvernée par la Junte dirigée par le prince de Paterno.

Le 1^{er} octobre s'était tenue, à Naples, la séance d'ouverture du nouveau parlement. En présence de Ferdinand qui aurait bien préféré être ailleurs. Car les *Bons Cousins* et la constitution espagnole ne lui convenaient guère.

Il était venu dans son carrosse d'apparat jusqu'à l'église du Saint-Esprit dans laquelle le parlement siégeait, pour prêter serment de fidélité à la nouvelle constitution, comme cette dernière stipulait qu'il devait le faire. Il se montra, dans ce qu'il considérait comme une comédie, fort chaleureux et trompa son monde avec son habileté coutumière.

Si l'Europe n'avait pas réagi à l'annonce du succès de la révolution napolitaine menée par la Charbonnerie, c'était d'une part, parce que cette dernière disposait de complicités dans ce que l'on est convenu d'appeler les niveaux de décision, et d'autre part parce que le prince de Metternich, leader de la Sainte-Alliance, attendait le moment propice pour intervenir et remettre de l'ordre à Naples.

Metternich prépare habilement la revanche

«Le sang va couler à flots», écrivait-il dès le 17 juillet, à son ambassadeur à Londres, alors que, dans le même temps, il faisait parvenir un message à Ferdinand I^{er} lui prescrivant la patience et l'assurant qu'il viendrait à son aide dès qu'il jugerait le moment opportun.

Quant à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Naples, il écrivait à son gouvernement, courant juillet, un long rapport sur la situation qu'il terminait ainsi : «Il est désastreux qu'une nation qui, sous le plus débonnaire des gouvernements, a su atteindre à un haut degré de tranquillité et de bonheur, croule dans le désordre grâce à une poignée d'insurgés qu'un demi-bataillon de bons soldats aurait dispersée facilement.»

On voit que les jours de la Charbonnerie étaient comptés. Les *Bons Cousins* devaient le savoir puisqu'ils ne tentèrent rien d'autre que d'assurer le régime qu'ils avaient fait installer. Avant d'intervenir, Metternich pensa qu'il serait plus sage d'éloigner Ferdinand de Naples, afin que les *carbonari* ne puissent pas se servir de lui comme d'un otage. Aussi invita-t-il le souverain à venir participer à un congrès des puissances européennes qui devait se tenir à Laibach (1). Sous le prétexte d'aller y défendre la constitution espagnole, Ferdinand quitta Naples. Et les *Bons Cousins* ne tardèrent pas à savoir qu'ils avaient été floués. Car, à peine Ferdinand fut-il sorti de son royaume, qu'il annonça publiquement son intention de rompre avec la Charbonnerie et d'abolir la constitution que celle-ci lui avait imposée.

(1) L'actuelle Ljubljana, capitale de la Slovénie alors autrichienne. L'Autriche-Hongrie ne date que de 1867.

Seules la France, la Russie, et pour l'Italie, le Pape et le duc de Toscane, s'opposèrent à l'intervention décidée au terme de ce congrès qui s'était ouvert dans les premiers jours de janvier 1821.

Fin février, les troupes autrichiennes reçurent l'ordre de faire route sur Naples.

« Ils foutront toujours le camp... »

Commandée par le général Frimont, elles vainquirent les armées napolitaines qu'elles rencontrèrent notamment à Antrodoco, le 7 mars, à Novare, à Aquila et à Rieti. Tant que les choses en étaient restées au stade de l'idéologie, des discours qu'elle s'adressait à elle-même ou qu'elle faisait aux autres, bref aussi longtemps que les paroles avaient tenu lieu d'actes, l'armée napolitaine issue de la révolution carbonariste avait tenu bon. Faisant montre d'une fermeté digne de l'Antique, elle donnait l'image d'une armée au moral d'acier, gardienne de l'autel de la patrie.

Il en avait été tout autrement, dès qu'elle s'était trouvée en face d'une armée extra-péninsulaire disciplinée, et qui, payée pour se battre, se battait sans s'adonner outre mesure à l'art du discours. Les premiers tirs autrichiens avaient fait voler en éclats l'armée forgée par les *Bons Cousins*. A Rieti, les choses avaient même tourné au ridicule, pis au grotesque : sous l'œil de leur chef, le général Pepe, qui n'en avait pu mais, les soldats napolitains s'étaient jetés aux genoux des Autrichiens, étonnés par cette nouvelle manière de faire la guerre, leur demandant grâce, les assurant que ce n'était pas leur faute s'ils se trouvaient là, mais celle de leurs chefs qui les avaient entraînés dans cette guerre.

Les «Bons Cousins» bons à jeter aux chiens

Les troupes napolitaines n'étaient en fait qu'une arme de propagande dont il n'aurait surtout pas fallu se servir... Le général Frimont entra à Naples quelques jours après Rieti. Le temps de faire la route au pas de promenade, et de répondre avec courtoisie aux démonstrations du bon peuple qui acclamait ses libérateurs. En effet, dès que les choses avaient mal tourné, les *Bons Cousins* étaient devenus bons à jeter aux chiens. Et si l'ingratitude est le fait des peuples forts, les Napolitains doivent être le plus fort des peuples, à en juger par les sommets d'ingratitude qu'ils atteignirent à cette époque... Car ils firent plus qu'être oublieux de ceux qu'ils embrassaient la veille. A Naples, et dans d'autres villes du royaume, quelques *Bons Cousins* furent promenés nus, ficelés comme des saucissons sur des ânes. Et, pendant que les gendarmes les fouettaient, le peuple jetait des vivats et quelques ordures sur le passage des suppliciés.

Ferdinand, qui n'était pas plus courageux que ses sujets, laissa passer du temps avant de rentrer dans sa bonne ville de Naples. De Florence où il se reposait, il donna l'ordre au prince de Canosa de prendre les rênes du gouvernement et de nettoyer les écuries d'Augias. Le prince de Canosa reforma ses *calderari* et ceux-ci se firent une joie d'organiser la chasse aux *carbonari*. Elle fut sanguinaire. Les *Bons Cousins* firent montre de plus de courage dans la lutte civile qu'ils n'en avaient témoigné dans la guerre. En même temps qu'ils répondaient coup pour coup aux *calderari*, ils réorganisèrent leurs réseaux clandestins, mais avec moins de facilité que naguère. Le vent ne soufflait plus dans leurs voiles. Les nobles, les



*Brigands calabrais. La Calabre était tenue en main
par une société de brigandage, l'Onorata Società.
Mella*

bourgeois, le peuple, même, s'étaient rangés sous la bannière de Ferdinand. Aussi idéalistes qu'ils fussent, les Napolitains avaient très vite repéré le camp dans lequel ils risqueraient le moins...

Les « mafiosi », instruments de la répression

La défaite de Rieti et par voie de conséquence, celle de la Charbonnerie, n'eut que peu d'écho en Sicile. Le commandant militaire de la place de Messine, qui appartenait à la société des *Bons Cousins*, lança bien un appel à la mobilisation générale. Mais il ne fut pas entendu des Siciliens. Si bien que les partisans des Bourbons reprirent facilement l'île en main. Et là, comme à Naples, s'organisa la chasse aux *carbonari*.

Aidées en sous-main par les *mafiosi* qui se vengeaient ainsi du massacre de Palerme, les forces royales remportèrent de beaux succès : onze *Bons Cousins* furent exécutés sur la place publique, une cinquantaine d'autres furent arrêtés et condamnés à la prison à vie. Les têtes mises à prix rapportèrent de petites fortunes aux *mafiosi* qui firent un véritable carnage et qui, ainsi, confirmèrent leur pouvoir occulte. Une espèce d'inconscient, Salvatore Meccio, qui avait reconstitué, malgré les circonstances, quelques « ventes » à Palerme, fut proprement dénoncé par la Mafia. Il fut exécuté avec dix de ces camarades, après que le gouvernement de l'île eut remercié, comme il se devait, les valeureux *mafiosi* qui avaient permis que justice fût faite.

Commencement d'une irrésistible ascension

C'est de ces années que date l'ascension de la Mafia qui, elle, ne commit jamais l'erreur de combattre à visage découvert. Vivant comme un poisson dans l'eau en Sicile, sur des structures nées du terroir, reposant sur la famille, transposant la solidarité et la hiérarchie féodales, elle ne professa jamais d'idéologie politique, se contentant de mener des actions ponctuelles et pragmatiques. Trop mêlée au paysage sicilien pour être cernée, mais présente partout, elle interdit bientôt toute résurgence à la Charbonnerie. Celle-ci passa le détroit de Messine pour ne revenir en Sicile que quelque quarante ans plus tard, sous la bannière de Garibaldi. Autres temps, autres mœurs : la Mafia, parce qu'elle verra son intérêt du moment, s'alliera au héros de l'unité italienne. Mais encore une fois l'idée n'aura rien à voir dans cette affaire.

Pour l'heure, la Charbonnerie repasse la mer avec armes et bagages. Mais, ayant pris la mesure du peu de sérieux napolitain, elle remonte vers le Nord, abandonnant le royaume de Naples aux Bourbons et à la *Camorra*, la Calabre à l'*Onorata società*, et la Sicile à la Mafia.

Dans le *Mezzogiorno*, le temps d'une société secrète au cœur pur était fini. Celui des sociétés criminelles commençait...

CHAPITRE IV

LA "CAMORRA"

Le matin du 6 juin 1906, passant près de Torre del Greco, petit village situé à une quinzaine de kilomètres de Naples, deux charretiers découvrent avec horreur le cadavre ensanglanté de Gennaro Cuocolo, percé de 44 coups de poignard.

Au même moment, dans son appartement de la via Nardone, à Naples, sa femme a été tuée de 14 coups de couteau de cuisine.

Ces meurtres sanglants n'émeuvent pas vraiment l'opinion. Un nom court sur toutes les lèvres: la *Camorra*... Pour les Napolitains il est évident que seule la *Camorra*, la toute-puissante organisation criminelle dont le seul nom fait trembler les grands et les humbles dans toute la province napolitaine, a commandé ces crimes de sang.

L'origine de la Camorra demeure mystérieuse. Certains disent que l'organisation fut fondée en 1417, en Espagne, par un certain Juan Gamur qui lui aurait donné son nom. Installés à Séville, les camorristes d'alors auraient été de joyeux aventuriers sans scrupules mais au cœur large, sorte de

Robin des Bois tout aussi prompts à voler le riche qu'à défendre la veuve et l'orphelin. Et pour se faire pardonner leurs incartades, les brigands-gentilshommes partageaient le fruit de leurs vols avec la police et le clergé. Cervantes narre leurs pittoresques aventures dans l'une de ses *Nouvelles exemplaires*.

Née dans les prisons napolitaines

Puis, vers le milieu du XVI^e siècle, les camorristes auraient suivi à Naples les Bourbons pour y commencer une tout autre carrière, aussi profitable mais cette fois purement criminelle, sans plus s'encombrer du masque des redresseurs de tort.

D'autres croient, et cela semble aujourd'hui plus probable, que la *Camorra* est née dans les prisons napolitaines. Le nom serait une déformation du mot espagnol *chamurra*, manteau que portaient les redoutables geôliers, tous agents des Bourbons. Les camorristes, tout autant que les gardiens, auraient rapidement fait régner l'ordre parmi les prisonniers. Ils en exigeaient des impôts — argent, vin, tabac — et, s'ils accordaient des privilèges, ces derniers étaient réservés aux membres de leur association.

Naples ignore tout de la *Camorra* jusque vers 1820, où des prisonniers libérés formèrent une «*Camorra externe*». Ayant tiré de réalistes enseignements de leur incarcération, ils entreprirent de faire pression sur leurs concitoyens. Tout comme ils l'avaient fait, auparavant, sur leurs compagnons de cellule.

Ce fut pour la société le début d'une période prospère, jalonnée par le vol, le chantage, les enlèvements et même les assassinats. Tout

moyen était bon aux *Camorristi* uniquement préoccupés de se remplir les poches.

Le quartier général de la *Camorra* setint d'abord dans les bas-fonds de Naples et ne recruta que dans le bas peuple. Où trouver en effet meilleures recrues que dans le vieux Naples aux ruelles empuanties par l'odeur de la misère, aux baraques sordides où s'entassaient des familles de dix à quinze enfants à qui l'on apprenait d'abord à voler pour manger, où les hommes sans travail séjournaient régulièrement en prison et entre-temps erraient de trattoria en trattoria, vivant de quelques rapines tandis que les femmes se livraient à la prostitution ? Appartenir à une bande organisée leur assurait un plus grand bien-être matériel sans changer leur mode de vie. Mais ce n'était rien à côté de l'honneur, du prestige gagné auprès des femmes, d'être camorriste. Un poème de Ferdinando Russo l'exprime en patois napolitain :

*Je suis resté enfermé un mois à Saint-François
Mais ma Sorrentine pensait à moi,
Me pourvoyait de tabac, de viande et de pain frais.*

Même des aristocrates et des prêtres

Peu à peu, la *Camorra* s'organise, prend de l'ampleur. Elle laisse à d'autres sociétés les joies de l'idéologie... On commence à parler d'elle. Et bientôt d'autres couches sociales cherchent à y être admises. Elle ne tarde pas à compter dans ses rangs des petits commerçants, des paysans, des ouvriers, des prêtres et même de jeunes aristocrates couverts de dettes qui menacent leurs créanciers de terribles représailles... Tous se vantent ouvertement d'appartenir à la *Camorra*, et, prêtres à part, arborent un foulard rouge aux

pointes relevées, portent de multiples bagues et se vêtent avec une élégance qui n'est pas sans rappeler, à un siècle d'écart, celle du fameux Al Capone aux Etats-Unis.

Comme la plupart des sociétés secrètes et criminelles, surtout en Italie du Sud, la *Camorra* s'était organisée selon le système familial. Naples avait été divisé en douze centres, sorte d'arrondissements étroitement contrôlés. Chaque centre se scindant lui-même en cellules qu'on appelait *paranze* (bateaux en patois napolitain), dirigées chacune par un capo paranza qu'assistait un trésorier. Les *paranze* conservaient une large autonomie au sein de la Famille Camorra, et les chefs se réunissaient seulement de temps à autre pour discuter de problèmes d'intérêt commun. Au sommet régnait le *capintesta*, chef suprême, connu seulement des *capì paranze*.

Sélection rigoureuse

N'entre pas qui veut au sein de la *Camorra*. Qui aspire à cet honneur est d'abord tenu de servir de domestique, ou de garçon livreur, à un membre éminent de la Société. Lorsqu'il a donné des preuves de son courage, c'est-à-dire assassiné ou, pour le moins, défiguré quelqu'un, on lui impose un noviciat d'une durée de 6 à 10 ans. Dans le même temps, on croit rêver, la Société se renseigne sur sa famille, qui doit être « honorable ». Aucune de ses sœurs ne doit jamais s'être livrée à la prostitution et lui-même ne doit jamais avoir été accusé de pédérastie passive...

S'il était digne d'entrer dans la compagnie, on soumettait enfin le candidat à la cérémonie d'initiation tenue en grand secret et propre à frapper

l'imagination d'un Italien du Sud. Il jurait d'abord de respecter l'*omertà*, l'implacable loi du silence, jusqu'à la mort, d'obéir aveuglément aux ordres de ses chefs, de secourir ou de venger ses camarades en toutes circonstances, et sans poser de questions, enfin, de respecter les femmes.

On le voit, le code de l'honneur, ou plutôt d'une certaine morale, était très strict chez les camorristes. Ce qui pourrait étonner lorsqu'on considère que cette association n'avait qu'un but purement lucratif. Elle se différenciait, à cet égard, de ses sœurs sicilienne ou calabraise, la Mafia ou l'*Onorata società*...

Cela fait, l'aspirant camorriste s'approchait alors d'une table qui supportait un revolver, un poignard et un verre de vin empoisonné. Pour signifier qu'il était prêt à donner sa vie pour la *Camorra*, il dirigeait le revolver contre sa tempe, le poignard contre sa poitrine, et approchait de ses lèvres le verre de vin empoisonné. Ensuite on le barbouillait de son propre sang qui coulait d'une entaille faite à son bras gauche et, enfin, il baisait les lèvres de chacun des assistants une fois et celles du chef deux fois. Alors, il faisait partie de la Famille.

Dès ce moment, il pouvait user des symboles et des signes connus des seuls initiés, emprunter, pour communiquer avec ses «frères», leur argot spécial. Bref, il entrait réellement dans le jeu du rituel, propre à toutes les sociétés secrètes, mis ici étroitement au service de la solidarité entre les membres.

Le plus gros de la police royale

La *Camorra* possédait ses propres tribunaux. Un tribunal de haute justice, composé des *capi*

paranze et du chef suprême, jugeait les cas les plus graves: si l'un des «frères» était assassiné, c'est cette instance qui décidait de la sanction méritée par le meurtrier et chargeait ensuite un des novices de l'appliquer. Jamais on ne faisait confiance à la justice régulière. Les tribunaux de basse justice réglaient, eux, les conflits mineurs, passibles de peines légères, tandis que dans les prisons de l'Etat, toujours bien fournies en camorristes, on se communiquait les décisions des tribunaux de l'organisation grâce à une sorte d'alphabet morse secret...

Magistralement organisée, la *Camorra*, en une dizaine d'années, a coiffé Naples tout entière. Non seulement les Bourbons d'Espagne la tolèrent, mais ils l'utilisent. Ce sont les camorristes qui l'aident à se maintenir sur le trône, à s'installer dans les provinces éloignées. Les *camorristi* fournissent le plus gros de la police royale. L'association se charge également d'obtenir le paiement des trop lourds impôts exigés par l'Etat. Un crime demeure-t-il impuni? Elle livre le coupable à la justice... à condition, bien sûr, qu'il ne s'agisse pas d'un des siens! Et qu'elle y trouve son compte, comme pour le reste...

Instrument de l'unité italienne

Les camorristes ont-ils vraiment aidé au renversement de la dynastie et par là-même à l'unité italienne? Certains le disent, qui affirment que sans eux, jamais Garibaldi et ses Mille ne seraient entrés dans Naples au milieu d'un tel enthousiasme et sans verser une goutte de sang.

Victorieux en Sicile où il avait été aidé par la *Mafia* (nous le verrons), mais hésitant à pour-

suivre sa campagne malgré la fuite de François II, Garibaldi s'était adressé, au début de septembre 1860, à un camorriste notoire qui lui avait répondu par un télégramme :

« Avec la plus grande impatience Naples attend votre arrivée pour saluer le Rédempteur de l'Italie et déposer entre ses mains les pouvoirs de l'Etat et son destin.

» Dans cette attente, je veillerai à l'ordre et à la tranquillité publique dont je me porte garant. Vos paroles, que j'ai communiquées au peuple, sont le gage le meilleur du succès de tels engagements.

» J'attends vos ordres ultérieurs et je suis, avec un respect illimité de vous, dictateur vaincu, le dévoué serviteur : Liborio Romano. »

Il va de soi que, si les camorristes tinrent parole, ils ne se privèrent pas ensuite d'écorner sérieusement le trésor royal abandonné par François dans sa hâte, ce que Garibaldi feignit de ne pas voir...

D'autres pensent pourtant qu'après l'avènement de Victor-Emmanuel II, la *Camorra* complota dans l'ombre pour le rétablissement de « Francheschiello » sur le trône. Ils affirment que l'on vit se tenir chez des prêtres, en apparence respectables, des réunions nocturnes autant que mystérieuses qui devaient aboutir à l'élimination de Victor-Emmanuel.

Duel au couteau

Ne serait-il pas étonnant que la toute-puissante *Camorra* si tel avait été vraiment son but, ne soit pas parvenue à ses fins? Toujours est-il que, quand Cavour et Garibaldi, inquiets du pouvoir de l'association, tentèrent de la démanteler, ils ne purent y parvenir. Parmi les députés, tous ceux

qui n'appartenaient pas directement à la *Camorra* lui obéissaient aveuglément sous la menace du chantage. L'armée, l'administration, la police étaient truffées de *camorristi*. Et personne n'était véritablement à l'abri de son pouvoir.

Niccola Ajossa, téméraire commissaire de police, tenta bien, vers cette époque, d'arrêter le chef suprême de la Société, Salvatore de Crencenzo. Il passa outre à tous les avertissements des protecteurs du bandit. Après avoir défié celui-ci en duel au couteau pour bien montrer qu'il n'était pas un lâche, puis l'avoir blessé, il l'arrêta un beau matin. Sur sa lancée, Ajossa réussit à faire condamner le chef suprême à une longue peine de prison ; mais peu de temps après, on «trouvait» la «preuve» qu'Ajossa avait dirigé jadis une bande de brigands et on l'arrêtait à son tour.

Nul ne tenta plus d'entraver le destin fabuleux de la *Camorra*. C'est à peu près à ce moment qu'elle se scinda en deux groupes : une *Camorra* «inférieure» qui continuait à s'occuper des questions criminelles traditionnelles, chantage, extorsion de fonds, vols, etc., et une *Camorra* «supérieure», d'origine sociale plus élevée qui s'était établie en vaste organisation politique. Les deux *Camorre* se détestaient cordialement. Et la Haute *Camorra* finit par absorber la Basse...

On sait aujourd'hui qu'il s'est formé ensuite une espèce de spécialisation dans le crime et que de nouvelles *Camorre* sont apparues. L'une s'occupait uniquement du contrôle de la vente des fruits et des légumes, l'autre, des enlèvements de jeunes filles pour le compte de soupirants impatients, une troisième, de l'organisation des vols à la tire...

L'affaire banale rebondit

La *Camorra* prospère donc, invaincue et se croyant invincible. Mais l'est-elle vraiment?

Le double assassinat de Gennaro Cuocolo et de sa femme, Maria Cutinelli, une ancienne prostituée, allait engendrer la ruine de la *Camorra*.

L'affaire était pourtant banale. Mais ses rebondissements attirèrent l'attention de l'Europe tout entière et même celle des Etats-Unis.

L'autopsie de Cuocolo montra d'abord que l'on avait utilisé pour l'occire un couteau à lame triangulaire et ciselée semblable à celles qu'utilisaient les camorristes qui y gravaient des signes cabalistiques.

Très vite les commissaires Ippolito et Ventimiglia, chargés de l'enquête, purent prouver, grâce à leurs indicateurs, que les assaillants appartenaient bien à la *Camorra*. L'occasion était belle de faire mordre la poussière à ces orgueilleux criminels.

Gennaro Cuocolo, fils de bonne famille, s'était acoquiné avec la Société. Encore reçu chez les notables de la ville, bourgeois et riches marchands, dont il étudiait soigneusement les demeures, les heures de sortie des domestiques, il renseignait les camorristes. Et, le cambriolage effectué, Cuocolo partageait le butin avec les voleurs, sans nul risque d'être inquiété. En langage camorriste, on appelait « basistes » ceux qui, comme lui, se contentaient de préparer les coups et on les détestait cordialement — tout en les enviant — parce que, tout en ne courant aucun danger, ils réalisaient de coquets bénéfices.

Un bon père intervient

De là à conclure que les époux Cuocolo avaient été victimes d'une vengeance de leurs associés, il n'y avait qu'un pas que les policiers franchirent sans hésiter quand ils surent que la veille du crime un souper avait été servi, dans une auberge proche de l'endroit où l'on avait trouvé le corps du « basiste », au chef suprême de la *Camorra*, « Erricone » Alfano, à trois importants chefs de *paranze* et quelques autres camorristes de moindre importance. Tous furent arrêtés, à l'exception de Ciro Alfano, le frère d'Erricone, que le bon père Vittozi, intime des Camorristes, convainquit cependant de se constituer prisonnier.

Puis Vittozi entreprit de démontrer l'innocence de ses amis en accusant formellement deux individus bien connus dans les prisons napolitaines, Tomaso de Angelis et Giacomo Amodeo. Le mobile du meurtre ? Ici encore, la vengeance : Cuocolo aurait, quelques années auparavant, le 31 décembre 1902, « facilité » le cambriolage d'un riche prélat des environs. De Angelis et Amodeo, après avoir proprement assassiné le prêtre et sa servante, avaient soustrait une petite fortune en titres au porteur, remis immédiatement au « basiste ». Peu après, mais pour un autre délit, De Angelis avait été emprisonné pour plus de deux ans. A sa libération, le 20 mai 1906, il avait appris que Cuocolo avait cédé tous les titres à une banque napolitaine. Outrés, les deux complices étaient venus réclamer leur part, mais Cuocolo — toujours selon le père Vittozi — avait prétendu avoir jeté les titres de peur d'une descente de police... Les deux bandits avaient alors décidé de se venger et avaient tué le traître.

Le père Vitozzi disait-il vrai ? Savait-il qu'Amo-

deo et Angelis étaient les auteurs du cambriolage de 1902, et en avait-il déduit qu'un Napolitain de bonne souche ne pouvait punir une trahison que par la mort? Voulait-il seulement sauver ses amis et protecteurs? On ne sait. Toujours est-il qu'après trois mois d'enquête, Erricone et ses comparses furent mis en liberté provisoire. De Angelis et Amodeo les remplacèrent en prison. Pas pour longtemps, d'ailleurs, car on dut bientôt les relâcher. Faute de preuves... Bien joué, penserez-vous.

Mais voici l'adjudant des carabiniers

L'affaire semblait close, en effet, lorsqu'un adjudant des carabiniers de la bourgade de Capodichino (aujourd'hui l'aéroport de la ville de Naples) apporta de stupéfiantes révélations. Les carabiniers restaient à cette époque la seule autorité que la *Camorra* n'avait pas corrompue. L'adjudant Capezzutti connaissait fort bien, car il lui servait d'indicateur, un certain Gennaro Abbatemaggio, surnommé « Le Petit Cocher ». Le Petit Cocher, ayant quelque peu cédé à son penchant pour le bien d'autrui, avait été enfermé pour vol à Capoue. Là, méditant sur l'inconvénient de moisir en prison, il avait cherché le moyen d'en sortir. Et, en échange de renseignements sur la *Camorra*, il avait obtenu de Capezzuti sa liberté anticipée.

Les méthodes d'investigation de l'adjudant Capezzuti, mêlées au romantisme du XIX^e siècle tout juste passé, et au romanesque italien, font penser aujourd'hui à Arsène Lupin.

Flanqué du Petit Cocher, il se déguise, un beau matin, en camorriste et se mêle pendant plusieurs jours à la foule napolitaine, espérant ainsi décou-

vrir les chefs de la *Camorra*. Chaque nuit, il se rend chez le capitaine Fabbroni pour commenter les découvertes qu'il a faites pendant la journée.

Pour naïves que semblent ces démarches, elles aboutissent tout de même à l'arrestation, au début de 1907, de plusieurs *capi paranze*. Au même moment, Erricone, parti pour les Etats-Unis d'Amérique pour « changer d'air », et reçu à bras ouverts par la célèbre *Main noire*, met tant de forfanterie à vanter ses méfaits que l'ambassade italienne demande et obtient son extradition. Il revient au pays l'oreille basse, pour être jeté en prison. A Naples, on commence à battre froid aux camorristes. Les arrestations se multiplient, les carabiniers s'enhardissent et vont même, audace exceptionnelle dans la société italienne de l'époque, jusqu'à passer les menottes au père Vittozi...

Le 22 août 1907, sur 72 inculpés, 50 sont accusés de complicité dans l'assassinat de Cuocolo et de sa femme, ou d'appartenance à une organisation criminelle. Les vingt-deux autres bénéficient d'un non-lieu.

Et le roi lui-même

Mais la police napolitaine ne l'entend pas de cette oreille. Car beaucoup, parmi ses chefs, en échange d'un grande indulgence pour les méfaits de la *Camorra*, en reçoivent régulièrement des sommes rondellettes... Le capitaine de carabiniers Fabbroni, têtue, demande audience au roi Victor-Emmanuel III qui lui donne tous pouvoirs pour poursuivre l'affaire.

C'est le début de l'effondrement de la Société. Les détenus, la sentant faiblir irrémédiablement,



Charles VII, roi des Deux-Siciles. Les barons siciliens durent entrer en lutte contre les Calabrais émigrés en Sicile. « Les intendants siciliens s'attaquèrent aux petites escouades calabraises en copiant leur organisation. C'est à partir de cette manière de combattre que naquit la Mafia. » Archives Ferni

ne cherchent plus qu'à sauver leur tête. Ils passent outre à la loi sacrée du silence :

« Sois fort, implacable, avare de paroles, garde surtout avec toi-même le secret de ce que tu fais, tu seras ainsi un camorriste invincible et tu accumuleras honneurs et richesses. »

Malgré ce serment, ils dénoncent leurs camarades dans l'espoir d'une réduction de peine : le Petit Cocher a bien obtenu de cette manière sa libération et la protection des carabinieri ! Soucieux d'équité, le juge d'instruction l'arrête pourtant lui aussi. Car, pour savoir tant de choses, il pense qu'il devait appartenir à la *Camorra*.

La débâcle

Il ne s'agissait plus seulement, désormais, de l'assassinat des Cuocolo. Chacun accusa ses « frères » de toutes sortes de délits allant du chantage à la corruption en passant par le cambriolage... Les camorristes emprisonnés permirent ainsi un massif nettoyage de la ville de Naples !

Ils permirent du même coup d'envisager une nouvelle solution au problème du meurtre de Gennaro Cuocolo et de sa femme : on apprit que Cuocolo, dans les toutes premières années du siècle, aurait été un puissant personnage à l'intérieur de la *Camorra*, jusqu'à ce que, en 1905, Gennaro de Marinis et Erricone commencent à empiéter sur son domaine. Jaloux de ses prérogatives, mais guère désireux de se battre, Cuocolo décida de tendre un piège à ses adversaires : il leur proposa le pillage du trésor de l'église Sainte-Marie-des-Anges, à Pizzofalcone. La proposition acceptée, le « basiste » prévint alors les carabinieri qui arrêterent les hommes de Marinis et

d'Erricone au moment où ceux-ci s'apprêtaient à pénétrer dans l'église. Les prisonniers comprirent bien vite le rôle de Cuocolo dans leur arrestation et exigèrent du tribunal de la *Camorra* la « vengeance d'honneur ». Le 10 mai 1906, au cours d'un banquet, on décida la mort de Cuocolo et de sa femme, en employant d'ailleurs à peu près le même stratagème : on invita le « basiste » au cambriolage d'une villa des environs et, lorsqu'il arriva sans méfiance, on l'exécuta.

L'enquête sur le meurtre de Cuocolo et de sa femme prit fin le 27 mars 1909. Le procureur général Ciangliani envoya alors les inculpés devant les assises de Naples, sous les accusations les plus diverses : assassinat ou complicité d'assassinat, vol, faux témoignage, effraction à main armée, chantage...

Mais l'on craignait encore les camorristes. Nombre d'entre eux, en liberté, possédaient des moyens de pression sur la plupart des magistrats. Aussi décida-t-on au dernier moment de transférer le procès dans une petite ville du Latium, Viterbe, qui ne s'attendait certes pas à une telle publicité.

Jalousies internes, appât démesuré du gain, lâcheté des camorristes à qui jusqu'alors tout avait réussi et qui s'effondraient devant cette difficulté imprévue, opiniâtreté des carabinieri ? Tout cela avait sans doute contribué à la débâcle de la *Camorra*.

Le procès : les camorristes contre-attaquent

Le procès commença enfin, le 11 mars 1911, au milieu d'une foule de journalistes italiens et étrangers, de magistrats, d'hommes politiques et... des camorristes anxieux du sort réservé à

leurs complices. Depuis cinq ans, tant d'encre avait coulé au sujet de cette affaire, tant de controverses et de polémiques s'étaient élevées que l'issue du procès semblait évidente : on ne ferait pas seulement l'instruction des assassins de Cuocolo, mais bien celle de la *Camorra* tout entière. Tous s'attendaient à un procès rapide qui se terminerait par un verdict général de culpabilité.

Les débats devaient durer jusqu'à la fin de 1913...

La famille Cuocolo, lasse de la publicité faite à son nom, et maudissant le fils dévoyé, refusa de se porter partie civile. Amodeo et De Angelis, par contre, accusèrent le père Vittozi de calomnie.

Le Petit Cocher fut défendu par l'un des grands avocats de Naples : Fabbroni et Capezzuti n'avaient pas oublié ce qu'ils lui devaient.

La plupart des accusés, au reste, grâce aux bons soins des camorristes, furent assistés par les meilleurs avocats italiens, venus tout exprès de Rome ou même de Milan et fermement décidés à gagner la bataille.

Dès le début du procès, il y eut un coup de théâtre : le premier des accusés entendu à la barre, Corrado Sortini, était parvenu à semer le doute dans l'esprit des assistants et surtout du jury...

La tactique était simple : l'opinion générale admirait le courage et la probité des carabiniers Fabbroni et Capezzuti qui avaient osé s'attaquer à la toute-puissante *Camorra*. Les accusés démontrèrent que, pour parvenir à leur fins, les carabiniers s'étaient abaissés à soudoyer ou à intimider leurs témoins. Un autre accusé, Salvi, parvint même à prouver qu'une bague, ayant prétendument appartenu à Gennaro Cuocolo et qu'on avait trouvée chez lui, y avait été placée tout exprès par l'un des

hommes de Capezzuti, qui l'avait commandée chez un joaillier. Protestant de leur innocence, déplorant amèrement les méthodes des carabinieri, les accusés émurent le jury et le public. Les journalistes changèrent de ton... De là à douter des affirmations de Gennaro Abbatemaggio, et du Petit Cocher, il n'y avait qu'un pas, bien vite franchi.

Petit Cocher et les carabinieri s'enfoncent

Pourtant le Petit Cocher, élégant et sûr de lui, s'entêta dans ses déclarations, mais affecta à l'égard des jurés un ton condescendant bien propre à les indisposer. Comment ne se serait-il pas senti une vedette, lui grâce à qui on avait arrêté tous ces malfaiteurs, lui qui jouissait de l'amitié des carabinieri, lui que l'on avait emprisonné, bien sûr, mais à qui l'on permettait de commander tous ses repas au restaurant? Au début de son interrogatoire, qui devait durer quatre jours, il avait déclaré, emphatique : « Je parle au monde ! »

Hélas, ses réponses produisirent un effet déplorable sur l'assemblée. Tout d'abord, il maintint énergiquement toutes ses déclarations signées lors de l'instruction du procès : Erricone et de Marinis étaient bien les instigateurs du meurtre de Cuocolo. Mais, au bout de quelques heures, harcelé par les avocats de la défense, il changea de tactique et accusa brutalement un autre détenu, Rapi. Très vite, il fut pris en défaut, se contredit. Méprisant, Erricone lui jeta alors :

— Ou tu dis vrai et tu es un traître, ou tu mens et tu es un calomniateur.

Et il ajouta :

— Messieurs les jurés, croyez-vous vraisemblable que la mort d'un homme se décide au cours d'un banquet où des femmes, dont l'in-

discrétion n'est plus à prouver, sont présentes?

Le Petit Cocher crut trouver une riposte définitive en précisant que les Camorristes avaient en fait monté l'affaire lors de la foire aux bestiaux de 1906, se jugeant plus en sécurité au milieu de la foule.

Erricone rétorqua alors :

— Je me permets de faire remarquer à la Cour que justement, en raison de l'épidémie de peste bubonique, il ne s'est pas tenu de foire à Naples en 1906 !

Petit à petit, les accusations d'Abbatemaggio tombaient. Puis on découvrit que la plupart de ses témoins avaient été rayés de la *Camorra* pour déloyauté et qu'ils avaient donc, par là-même, de bonnes raisons de se venger des camorristes.

Pendant ce temps, Fabbroni s'évertuait à trouver de nouveaux témoins pour corroborer ses dires... Pressé par le temps ou obsédé par son idée fixe, il ne put que produire à la barre des individus qui s'embrouillèrent dans leurs contradictions. Lorsque vint enfin son tour de témoigner, le 12 juillet 1911, il commit l'erreur de fanfaronner devant le jury. Il n'accepta aucune contradiction, injuria les avocats qui l'accusaient d'être à la solde de la *Camorra*, bafoua les magistrats... Bref, il laissa une impression déplorable. Il ne put nier également que le Petit Cocher avait exercé la profession de faux témoin, et que lui-même, autrefois, l'avait mis sous les verrous pour cette raison. Fréquemment à l'époque, Abbatemaggio avait agi sur les ordres de Capezzuti.

Les insinuations de Fabbroni portèrent pourtant des fruits; car plusieurs duels s'ensuivirent opposant journalistes et avocats, et l'un des premiers, fort honorablement connu, fut renvoyé du journal auquel il collaborait.

Capezzuti, qui succéda à Fabbroni le 2 août,

voulut adopter, à la barre, le même style que son supérieur. Il ne réussit qu'à se couvrir de ridicule et à se faire rappeler à l'ordre par le président Bianchi. Sa fatuité l'avait amené à contredire son principal témoin, le Petit Cocher.

Les accusateurs deviennent les accusés

La maladresse des carabiniers au moins autant que la preuve des indélicatesses commises dans leur enquête avait retourné l'opinion des jurés et du public.

A son tour, la partie civile, De Angelis et Amodeo, cita des témoins pour prouver la calomnie du père Vittozi. Eux aussi se contredirent et donnèrent l'impression que les deux plaignants étaient bel et bien coupables. Amodeo et De Angelis connurent alors la peur d'être condamnés. Et c'est bien maladroitement qu'ils tentèrent de se défendre. Jouant les simples d'esprit, Amodeo faisait semblant de ne pas comprendre les questions qu'on lui posait. Quant à De Angelis, tentant de louvoyer, il répondait le plus évasivement possible aux interrogatoires lorsque ces derniers le lui permettaient.

Dès lors, le jury comme le public fut convaincu que les accusés n'étaient pas coupables du meurtre des Cuocolo.

Aussi, lorsque, le 26 janvier 1913, le député-avocat Francesco Spirito se leva pour plaider, il n'insista guère sur l'innocence des accusés (on les savait par ailleurs coupables d'autres délits!), mais au contraire dénonça les accusateurs. Il prouva facilement qu'Abbatemaggio n'était qu'un faux témoin. Rappelant que les carabiniers avaient acheté ou menacé leurs témoins, il convainquit les jurés de la culpabilité de De Angelis et d'Amodeo.

La Cour accepta de se rendre sur les lieux du crime, et l'on démontra définitivement l'innocence d'Erricone et de ses amis. Enfin, pour couronner le tout, un célèbre criminologiste, le P^r Ottolenghi, qui avait examiné les accusés, déclara qu'il n'avait décelé aucune trace de troubles chez Erricone, mais il chargea, en revanche, le malheureux Abbatemaggio de toutes les tares que l'on prête, généralement du moins, aux malfaiteurs...

Lorsque la partie civile se leva pour demander des dommages et intérêts en faveur de De Angelis et d'Amodeo, la proposition provoqua l'hilarité générale.

Tous les avocats de la défense soutinrent la même thèse que Spirito et, après que l'avocat romain Arturo Vecchini eut résumé toutes les plaidoiries, le public fut certain que les accusés seraient acquittés triomphalement.

Le jury s'enferma plusieurs jours et le secret de ses délibérations fut bien gardé.

Tempête après le verdict

Lorsqu'il fut rendu, le verdict stupéfia l'auditoire.

De Angelis et Amodeo, reconnus coupables du meurtre des époux Cuocolo, bénéficiaient de larges circonstances atténuantes. Une sourde rumeur de désapprobation emplit la salle.

Les autres accusés, ceux que le public s'attendait à voir sortir libres du prétoire, étaient condamnés à des peines de prison diverses dont le total dépassait 400 ans d'incarcération. Les hurlements de la foule qui ne comprenait pas comment et pourquoi le vent avait tourné, firent cette fois trembler les lustres du palais de justice.

Tout le monde criait. Le président tentait de

ramener le calme. Les avocats juraient de ne plus jamais plaider de leur vie tant ils se sentaient bafoués par la justice de leur pays. Certains accusés pleuraient de désespoir. Erricone profita même de la confusion pour s'ouvrir la gorge avec un morceau de verre.

Le procès se terminait dans un grand bruit mais sans écho réel. Quant à la *Camorra*, elle allait s'écrouler, presque discrètement, comme un château de cartes. Ou rentrer dans l'ombre, disent ceux qui croient encore à son existence.

On peut se demander pourquoi la justice avait rendu un tel verdict. La presse et le public n'y manquèrent d'ailleurs pas.

La fin aussi avait justifié les moyens

En fait, il est avéré, depuis, que le meurtre des Cuocolo n'avait été qu'un prétexte. Ce que les autorités avaient cherché, dans ce procès dont les jeux étaient faits d'avance, c'était bel et bien l'anéantissement de la *Camorra*, la disparition de cette société criminelle qui avait régné sans partage sur Naples depuis près d'un siècle.

Le gouvernement italien avait combattu avec les mêmes armes que sa redoutable adversaire. Pour lui aussi, la fin avait justifié les moyens.

Une page de l'histoire de l'Italie venait d'être tournée, celle qu'avait écrite une des grandes sociétés criminelles qu'elle avait engendrée. La *Camorra* allait rejoindre, dans la poussière du passé, la Charbonnerie et l'*Onorata società* qui elle aussi avait eu, si l'on peut dire, son heure de gloire... Gloire dérisoire et sinistre, sans doute...

Mais quel pays n'a pas eu, à un moment ou à un autre, du sang sur les mains ?

CHAPITRE V

L' "ONORATA SOCIETÀ"

La Calabre n'est pas que le bout de la botte italienne. C'est le bout du monde. Bien que faisant partie du continent, elle est infiniment plus isolée, plus pauvre aussi, que la Sicile. Ce n'est pratiquement qu'une montagne surgie de la mer. Des rivières rares, trois sommets qui avoisinent 2 000 mètres et une plaine réduite se partagent les quelque 17 000 km² de sa surface.

Aussi peu nombreux qu'ils aient été, les Calabrais l'ont toujours été trop par rapport aux ressources que pouvaient leur rapporter les terres cultivables, et les pentes escarpées où s'accrochaient tant bien que mal leurs maigres troupeaux. Trop peu nombreux, trop pauvres, pas armés devant la voracité sans fin de leurs barons qui ne cessèrent jamais de les pressurer. Même lorsque les périodes de sécheresse engendraient des famines dont on se fait mal l'idée aujourd'hui.

Les pillards calabrais en Sicile

Aussi, tels des sauterelles, essaimèrent-ils plusieurs fois au cours de leur histoire, vers la Sicile que Cicéron appelait volontiers « le grenier de Rome ».

Affirmer qu'ils y mangèrent à leur faim et que les Siciliens les voyaient arriver d'un bon œil serait exagéré. Car ils passaient la mer avec leur famille, leur bagages et surtout leurs armes. Ils s'installaient dans le pays en pillards, saccageant et brûlant ce qu'ils ne pouvaient pas emporter, avant de se réfugier sur les hauteurs. Coupant les récoltes sur pied, décimant les troupeaux, ils affamaient les paysans siciliens qui n'avaient vraiment pas besoin de cela pour être pauvres. Ils firent tant et si mal que les barons, émus par les rapports de leur intendants, commencèrent à s'inquiéter. Peut-être par bonté d'âme, ou par attachement sentimental à leurs paysans, mais aussi parce que, à cause des Calabrais, les revenus ne rentraient plus. Mener la vie de cour à Naples leur coûtait cher et les barons ne pouvaient pas se permettre ce manque à gagner.

Ils s'adressèrent d'abord au roi. Charles VII qui, en cette année 1739, ne régnait sur le trône des Deux-Siciles que depuis quatre ans, fit la sourde oreille. Ce travail de police dans la lointaine Sicile n'était pas digne de son armée. Les barons n'avaient qu'à se débrouiller eux-mêmes. C'est ce qu'ils firent, en chargeant leurs intendants de trouver une parade aux exactions des Calabrais.

C'est une marque du génie sicilien que de savoir s'adapter aux circonstances, de savoir conquérir qui vous a vaincu. Aussi, guidés par cet instinct secret, les intendants s'attaquèrent-ils aux petites

escouades calabraises en copiant leur organisation qui n'était anarchique qu'en apparence.

C'est à partir de cette manière de combattre que naquit vraiment la Mafia, nous le verrons plus en détail au chapitre suivant.

Alors la Mafia, qui préexistait à l'état diffus dans la psychologie sicilienne, reçut une majuscule, sans pour autant prendre date d'une façon officielle dans l'histoire criminelle ou dans l'histoire générale.

Car les Calabrais, contrairement aux Siciliens qui, bon an mal an, vivaient en paix avec leurs barons et les intendants de ceux-ci, se livrant tout au plus de temps en temps à des querelles de voisinage ou à des vendettas d'honneur, étaient eux sérieusement organisés.

«La Calabre, productrice de brigands»

Depuis le début du XVIII^e siècle, la Calabre était tenue en main, par une société criminelle; née du brigandage et plus ou moins inspirée elle aussi par les loges maçonniques quant à ses rites et à sa hiérarchie, l'*Onorata società*.

Né en Calabre avec le pays même, le brigandage avait été favorisé tout au long de l'histoire, par les invasions de toutes sortes que le pays avait subies. Les exactions des Normands, des Sarrasins, des Souabes, l'incessante piraterie barbaresque ou turque, ou... italienne sur leurs côtes, avaient entretenu la misère des habitants les plus pauvres, et l'insécurité des nantis. Aussi pouvait-on dire, sans crainte de se tromper, que tout le monde avait été, ou était brigand en Calabre. «La Calabre trop peuplée, malheureuse, productrice de brigands autant que de soie», écrit Fernand

Braudel. Les ouvriers, les paysans, les soldats qui avaient la désertion facile, les vagabonds de toutes sortes que l'anarchie engendre, jouaient avec des fortunes inégales les détrousseurs de grands et de petits chemins. Ratissant les bords de mer, écumant les quelques vallées fertiles, se nourrissant des bêtes qui paissaient sur les hauteurs, ils étaient craints de tous. Barons, bourgeois, commerçants, artisans vivaient dans la terreur d'avoir à se déplacer d'une ville à l'autre. Car tout était bon qui tombait sous la patte des brigands : argent, marchandise, vêtements des victimes, rançons...

Comme un compagnonnage d'artisans

Parce qu'une bande de brigands était devenue plus forte que les autres (sans doute était-elle mieux organisée et travaillait-elle d'une manière moins anarchique), elle se donna un nom, né de l'insigne que ses membres arboraient comme premier signe de reconnaissance, la *Fibbia* qui n'était ni plus ni moins qu'une agrafe d'argent d'une forme particulière. Puis une autre société se forma qui prit l'appellation de *'Ndranghita*, «fraternité» en calabrais. Elle s'organisa sur le modèle des compagnonnages d'artisans qui florissaient dans l'Europe entière ainsi que dans la plupart des petits Etats composant l'Italie d'aujourd'hui. Elle avait donc le culte de l'ouvrage bien fait, comme on dit. Quant à préciser à quelle nature et à quelle fin correspondait cet ouvrage, elle restait très discrète. Le rituel d'intronisation, solennel et mystique, n'était en fait qu'un engagement d'allégeance qui supposait une obéissance totale à la confrérie. Le décor, les mots qui étaient

prononcés, l'ambiance, tout concourait à créer chez l'impétrant un sentiment de crainte sans lequel n'allait pas le respect chez ces personnes issues du petit peuple.

Pour secrète qu'elle ait été, la cérémonie d'initiation dans la *'Ndranghita* est parvenue jusqu'à nous. Même si elle a été enjolivée après coup, elle rend compte d'une manière assez précise de l'état d'esprit de l'époque et de la rigueur des engagements que cette société exigeait.

«A minuit, deux compagnons»

«Minuit a sonné. Deux compagnons revêtus de leurs insignes s'approchent de l'aspirant. Ils lui frappent sur l'épaule, puis ils lui font signe de les suivre...»

Guidé sans un mot jusqu'à la salle où va se dérouler la cérémonie, l'homme a les yeux bandés. On va lui rendre la possibilité de voir ce qui se passe, sauf lorsqu'il se trouvera en présence du Haut Conseil qui décidera ou non, après l'épreuve, s'il est bien digne d'entrer dans la compagnie.

«Un compagnon le menace alors avec un poignard levé sur sa poitrine et lui dit :

– Voyez ce qui est réservé au parjure.

» Puis ce compagnon se couche sur une espèce de cercueil, tout nu, recouvert seulement jusqu'à la poitrine d'un drap blanc. Il a le bras étendu dans l'attitude d'un homme mort. Il représente le parjure. On conduit l'aspirant jusqu'à lui. Ce dernier a pris un poignard dans la main. Au moment où il va frapper sur le gisant, on lui dit :

– Arrêtez !

» C'est seulement à ce moment qu'on le fait pénétrer dans le Temple proprement dit. Le Haut Conseil, qui l'a précédé, l'interpelle, après qu'on lui a de nouveau bandé les yeux.

— Tous nos compagnons ont un papier quand ils voyagent. Si on voulait vous le prendre, que feriez-vous ?

» L'aspirant répond :

— Je le cacherais de mon mieux.

— Ce n'est pas cela qu'il faudrait faire : il faudrait le manger.

» Mais il y a un cachet, et sur ce cachet un acide corrosif, autrement dit un poison. Plutôt que de vous le laisser prendre, il faudrait l'avaler ; vous sentez-vous le courage de le faire ?

» On lui remet un papier entre les mains, on lui dit de l'avaler et, comme on a eu soin de verser du suif dessus, il fait la grimace et on lui dit :

— Mangez toujours !

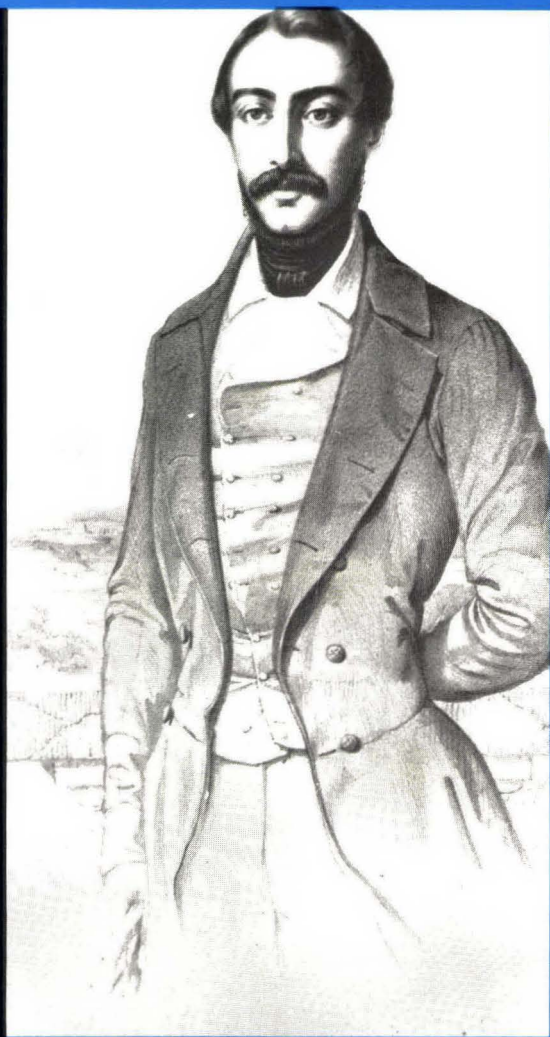
» Puis on l'arrête et on lui dit qu'on ne veut pas l'empoisonner.

» Alors on lui débände les yeux et il voit un Temple en forme d'escalier de sept marches recouvertes de calicot. On le fait mettre à genoux, et jurer, en étendant la main droite, par son père, par sa mère, par son parrain, et par toute sa famille, de ne jamais divulguer le secret de la compagnie dans laquelle il vient d'être admis.»

Ainsi devenait-on compagnon de la *'Ndranghita*.

L'« Onorata società » et le rite de l'« omertà »

Mais les brigands isolés, les membres de la *Fibbia* et les compagnons de la *'Ndranghita* se regroupèrent bientôt au sein d'une société nou-



Giuseppe Mazzini menait une action souterraine pour réaliser l'unité de l'Italie par la République. Pour ce faire, il était nécessaire de rayer de la carte le royaume des Deux-Siciles. Roger-Viollet

velle qui n'avait d'autre but que le banditisme et le crime. L'*Onorata società* n'avait vraiment que faire de l'idéologie libérale qui animera plus tard la Charbonnerie. Sa ressemblance avec cette dernière se bornera donc à certaines figures imposées de leurs rituels d'initiation, procédant vaguement de leurs origines maçonniques communes. L'*Onorata società* scellait l'initiation de ses membres par un dernier rite fort clair.

A la fin de la cérémonie, le grand-maître demandait à l'assemblée :

– Camarades ici présents, si votre nouveau frère devenait parjure, que mériterait-il ?

Parce que c'était évident pour eux et que cela devait le devenir pour le nouvel initié, ils répondaient d'une voix aussi ferme que menaçante :

– La mort.

Le grand-maître frappait alors trois petits coups de maillet sur l'autel. Après quoi, il reprenait :

– Puisque vous avez confiance en sa parole, que lui souhaitez-vous ?

– Le silence, répondait l'assemblée d'une seule voix.

Reprenant son maillet, le grand-maître frappait tour à tour, d'un coup léger, une oreille du nouvel initié, un de ses yeux et sa bouche dont les lèvres devaient demeurer collées.

Ces gestes, on le comprend sans peine, étaient doublement symboliques. Ils dictaient quelle devait être l'attitude d'un membre de la *società* face à l'autorité : ne rien dire parce qu'on n'avait rien vu, ni rien entendu ; et sa manière d'être à l'égard de la *società* : sans jamais rien dire, ne jamais dormir que d'un œil et que d'une oreille.

L'ésotérisme, lorsqu'on parvient à le pénétrer, se révèle ainsi, aussi poétique que réaliste. Pouvait-on en effet symboliser mieux que ne le

faisait le rituel de l'*Onorata società*, le silence qui doit répondre à toute demande de témoignage? Cette vertu cardinale est devenue une pratique généralisée dans le Sud de l'Italie, une sorte d'institution, l'*omertà*, que la Mafia, nous l'avons vu, a empruntée à la *società* calabraise.

Au-delà de l'intérêt particulier que cette pratique présente bien évidemment pour les associations de criminels, son extraordinaire diffusion confirme le peu de cas que les hommes du *Mezzogiorno*, Siciliens comme Calabrais, font d'une nation à laquelle ils ne se sentent pas appartenir. De même Siciliens et Calabrais se dressent-ils d'un bloc lorsque l'Etat, ou ses représentants (préfet, police ou justice), en vient à menacer leurs modes de vie, leurs coutumes, leurs traditions. Les Calabrais et les Siciliens sont d'ailleurs si proches de mentalité (quoique les premiers fort entiers, voire brutaux, ignorent tout à fait l'extraordinaire souplesse des seconds), que leurs sociétés ont évolué l'une en fonction de l'autre, en rapport inverse. L'une, au cours du XIX^e siècle, a fini par supplanter l'autre.

Morte par entêtement

L'*Onorata società* a en effet connu son apogée vers les années 1850, après quoi elle s'est diluée lentement. Alors que la Mafia ne s'est vraiment manifestée qu'en 1860 pour prendre, par la suite, l'importance que l'on sait.

Bien que société criminelle, l'*Onorata società* n'est pas morte des coups de boutoirs que lui ont portés la police, les *carabinieri* mobilisés par les préfets, ou la justice. Non, elle s'est éteinte doucement, comme une lampe paysanne où

l'huile vient à manquer. Parce qu'elle s'était donné des principes trop rigides, elle n'a pas pu s'adapter au changement de vie que la civilisation industrielle commençante, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, a engendré. Alors que la Mafia a su, elle, modifier ses objectifs, adapter ses méthodes, rechercher d'autres ressources, selon que la société sicilienne d'abord, italienne ensuite, évoluait.

Les criminologues italiens qui se sont penchés sur l'étude des sociétés secrètes de leur pays considèrent généralement que la disparition de l'*Onorata società* provient ainsi du trait fondamental du caractère calabrais que nous évoquions plus haut : l'entêtement. Encore que toute généralisation doive être accueillie avec prudence, les Calabrais, plus butés que leurs ânes, dit-on, préfèrent persévérer dans l'erreur, même lorsque celle-ci est patente et risque de les mener à la catastrophe, que changer leur ligne de conduite.

A ces considérations structurelles et psychologiques, sans doute convient-il d'ajouter que, le progrès et les nouveaux moyens de communications aidant, la Calabre est peu à peu sortie de l'isolement qui avait fait naître l'*Onorata società*.

La Mafia s'empare de son nom

Quoi qu'il en soit, dès que le processus de désagrégation de l'*Onorata società* a été entamé, les Siciliens, qui n'ont pas de fausse fierté, se sont hâtés de lui voler sa dépouille : son nom.

Car il est remarquable qu'en Sicile la Mafia ne soit jamais appelée par son nom. *Mafiosi* et non *mafiosi* s'en garderaient bien.

Seuls les «étrangers» parlent de la Mafia. Lorsqu'un Palermitain veut évoquer une ou l'ensemble des cellules, bien vivantes, elles, qui composent génériquement la Mafia, il dit: «l'*Onorata società*».

Dans cette marque de déférence, au moins implicite ou inconsciente, il y a le souvenir d'un modèle.

CHAPITRE VI

NAISSANCE DE LA MAFIA

Bien malin ou singulièrement imaginatif serait celui qui décrirait le rituel d'intronisation dans la Mafia.

Si l'on n'en a jamais retrouvé la moindre trace, ni même l'évocation, dans la tradition orale ou dans des écrits posthumes, c'est tout bonnement parce que la Mafia n'existe pas en tant que société.

Des associations et un esprit

Ce qui existe, en revanche, c'est une association de fait, ou plutôt, pour employer une terminologie moderne, un syndicat de sociétés criminelles, qui ne sont liées entre elles que par un esprit commun, l'esprit *mafia*, et que l'on nomme des *mafie*.

Cet esprit, nous l'avons vu, est d'abord un héritage que l'on pourrait qualifier de biogénétique comme certains hommes de science l'on fait, puisqu'il y a une constante chez les Siciliens du même pouvoir criminel systématique, depuis la

république autonome de Messine du XVI^e siècle. Mais cet esprit, nous l'avons vu aussi, est particulièrement un héritage socio-culturel, né de la vie du Sud italien, de l'histoire même de la Sicile, et de la manière que ses habitants ont eu de la vivre.

Cet esprit tient donc aux différents mouvements du peuple sicilien, à son penchant pour l'aventure féroce de l'homme contre l'homme, à sa défense millénaire contre les tutelles venues d'ailleurs, enfin à sa pauvreté aggravée au XIX^e siècle à la suite de l'abolition de la féodalité. Cette féodalité qui, dans son indépendance, dans sa hiérarchie, dans le prestige qu'elle accorde à la prouesse mortelle, dans sa solidarité de famille et de terroir, se survit pour beaucoup dans la Mafia.

Si nous employons le mot Mafia, c'est donc parce qu'il englobe commodément, et l'esprit, et les associations, les *mafie*, indissociablement liés. Ce n'est qu'un mot. Et l'usage que nous en faisons n'est pas une reconnaissance de fait de la Mafia, en tant que société du crime. Disons que c'est une appellation générique, rendant plus aisée l'approche que nous faisons de ce phénomène.

La gestation de la Mafia a été longue, certes. Mais à peine plus, si l'on veut bien réfléchir quelques instants, que celle qui a permis la naissance, par exemple, d'une modeste invention comme celle de la bicyclette. Laquelle, s'il y avait une logique des inventions, aurait dû intervenir au plus tard à la fin du XVIII^e siècle. Toutes ses composantes étaient en effet inventées depuis fort longtemps: la roue par les Chinois, bien avant Jésus-Christ; la transmission par chaîne par Léonard de Vinci; la draisienne, ce bicycle que l'on faisait avancer en marchant ou en se laissant glisser dans les descentes, par les Français du Directoire.

Rien n'interdit de penser, en fait, que Napoléon aurait pu équiper ses troupes de bicyclettes.

Et pourtant, il a fallu attendre la fin du XIX^e siècle pour que le « grand Bi » vît le jour... Cent ans de plus.

A l'ouest de la Sicile, l'influence arabe

Le fait que la Sicile soit orientée d'est en ouest la partage en deux mondes bien distincts, en dépit de l'unité de sa géographie physique. Aussi haut que l'on remonte dans l'histoire, on constate qu'il y a toujours eu une Sicile orientale et une Sicile occidentale.

La première a été notamment occupée et colonisée par les Grecs qui y ont laissé une profonde empreinte. Leur civilisation s'est d'abord limitée aux plaines du littoral, puis, avec les années, elle s'est infiltrée jusqu'au cœur de l'île où elle s'est trouvée arrêtée par la civilisation phénicienne et carthaginoise qui, elle, avait abordé la Sicile par l'ouest.

L'île, qui se présente sur le plan du relief comme une assiette creuse que l'on aurait retournée sur la mer, a donc accueilli deux civilisations différentes, qui ont coexisté pacifiquement, sans qu'aucune frontière, naturelle ou artificielle, n'ait jamais délimité leur territoire.

Pour simplifier, disons que la partie ouest de la Sicile a été imprégnée par la culture et la civilisation arabe, présente dans l'île de 827 à 1091, dont elle a gardé, malgré les années et les autres invasions qu'elle a connues, les principaux traits de caractère, certaines de ses coutumes, et un art subtil de manier la dialectique de la vie.

Un Sicilien de l'ouest n'est jamais pris de court

par une situation nouvelle. Le temps qu'il faut, il rentre la tête dans les épaules, laisse passer l'orage, et puis, il reprend son destin en main. Il sait qu'avec le temps, et parce que c'est dans la nature des choses, les traces d'un coup de poing donné dans un édredon s'effacent. Alors, se dit-il, pourquoi faire face bêtement lorsque momentanément on n'est pas le plus fort ? Mieux vaut l'esquive qui épuise l'adversaire. Rompre, et changer de tactique lorsque celle-ci n'est plus la meilleure ; savoir que lorsque on se baigne dans une rivière, on ne se baigne jamais dans la même eau ; sans cesse s'adapter, sans perdre pour autant son objectif de vue, telle est la stratégie du Sicilien de l'ouest. Quand on sait cela, on se rend compte que si la Mafia devait naître quelque part, c'était bien dans cette partie occidentale de la Sicile.

L'esprit *mafia* est né du tempérament sicilien, et une fois cristallisé, il a modelé la vie de l'ouest de l'île.

Révolte des anciens Siciliens contre les Grecs

La population sicilienne, dans son ensemble, provient de la fusion de deux peuples qui envahirent l'île dans des temps fort lointains, les Sicanes qui venaient d'Asie, et les Sicules qui déferlèrent de la péninsule italienne. C'est sans doute de ces derniers que l'île tient son nom. Ce sont eux en tout cas que les Grecs trouvèrent lorsqu'ils arrivèrent.

Les Sicules furent vaincus, mais leur esprit de résistance ne s'éteignit pas pour autant. Ils attendirent leur heure. Elle vint sous les traits de l'un d'eux, nommé Doukétios, qui sut les galvaniser. Sous sa conduite, ils se révoltèrent.

Mais la bénédiction de leurs dieux et le courage qu'ils montrèrent dans les combats ne suffirent pas. Même s'il remportait de petites victoires sur les Grecs, Doukétios se rendit vite compte que ses troupes diminuaient. Il n'avait pas les moyens de remplacer ceux qui tombaient. Pour éviter que son peuple soit massacré jusqu'au dernier, il s'offrit en holocauste à ses ennemis : il se rendit.

Les Grecs furent finalement bons princes et se contentèrent de l'exiler à Corinthe pour quelques années. Lorsqu'il revint au pays, l'esprit de révolte n'était pas calmé. Les Sicules espéraient encore se libérer des Grecs. Malgré la division qui régnait dans les rangs de ces derniers, ils ne réussirent pas à secouer leur joug. Il faut dire aussi que, de leur côté, les Grecs ne parvinrent jamais à imposer vraiment leur manière de vivre à l'ensemble de l'île. Les Sicules avaient été vaincus mais non détruits.

Nouvelle révolte contre les Romains

Lorsque la puissance des Grecs s'effondra, les Romains prirent le relais, et s'installèrent en force en Sicile. Ils firent du pays, on le sait, le « grenier de Rome », et de beaucoup de ses habitants leurs esclaves sur les terres à blé.

Cette fois encore, le peuple sicule secréta un révolté qui proclama que son pays avait perdu une bataille, mais pas la guerre. Ce précurseur de Spartacus, nommé Eunus, leva une armée d'esclaves qui se fit les griffes dans les maquis et les petits sentiers de montagne. Ayant obtenu quelques succès dans les harcèlements auxquels il procédait, Eunus se crut plus fort qu'il n'était. Il

commit l'erreur d'attaquer, de front et en force, les armées romaines. Même s'il avait été un grand capitaine, ce qu'il n'était certainement pas, il eut été balayé, car ses troupes n'étaient pas de taille face aux légions. Les Sicules furent écrasés. La répression qui suivit tourna au massacre. Des milliers d'hommes furent crucifiés, ou livrés aux jeux du cirque.

Ces massacres décimèrent les Sicules, mais fortifièrent leur âme. Les survivants se refermèrent sur eux-mêmes, prirent leurs distances avec les autres.

Ainsi naquit la défiance en Sicile.

Des années nombreuses passèrent qui amenèrent leur lot d'invasions. Les Byzantins par l'est, qui ne laissèrent que peu de traces, les Arabes par l'ouest qui, eux, marquèrent profondément le pays et ses habitants.

Forte de sa personnalité, la population sicilienne prenait aux uns ou aux autres ce qui lui semblait bon.

Bien enfermée dans ses limites géographiques et parce qu'elle en avait la volonté, la Sicile survécut, réussissant même à fusionner harmonieusement tous les éléments composites que les vagues successives de l'Histoire avaient déposés sur ses rives.

A l'époque où le Normand Robert Guiscard se fit couronner roi de Sicile coexistaient pacifiquement toutes les séquelles laissées par les Carthaginois, les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Juifs et les Arabes. Voisinaient, dans les cités sicilienne, synagogues, mosquées, églises catholiques. Ce fut d'ailleurs un des nombreux mérites des Normands que de ne pas avoir voulu que les Siciliens ne vivent qu'à leur heure. Ce fut peut-être sous leur règne, qui dura une centaine

d'années, que ces derniers furent les moins malheureux, si l'on s'en tient aux époques anciennes. En tout cas une chose est sûre, lorsqu'ils se révoltèrent en 1282 contre les Angevins, successeurs des Normands puis des Hohenstaufen souabes, au cours des Vêpres siciliennes, les Siciliens formaient un peuple adulte dont les caractéristiques n'allaient pratiquement plus varier.

Très tôt, un mythe des forces de l'ombre

C'est l'époque où naquit la première société secrète sicilienne connue, les *Vendicatori*, « les Vengeurs », qui tenaient leurs assises dans les Catacombes et dont un gentilhomme palermitain, le marquis de Villabianca, mort au début du XIX^e siècle, a raconté les exploits.

A-t-elle vraiment existé cette société des Vengeurs en qui certains érudits italiens veulent voir un ancêtre de la Mafia, ou est-elle seulement le fruit de l'imagination populaire désirant s'enivrer d'exploits que les Siciliens ne pouvaient accomplir ?

L'important dans cette affaire est qu'on puisse poser la question. Ce qui compte en effet c'est que, très tôt en Sicile, vécut un mythe des forces de l'ombre, présentes silencieusement, vigilantes, prêtes à venger l'honneur du peuple. Justice entre les justices, pure et dure, cette expression de la résistance nationale, qu'elle fût réelle ou non, a entretenu chez les Siciliens l'idée que leur sort ne dépendait que d'eux-mêmes, face aux corps constitués. Seuls devant les gouvernements qu'ils ne s'étaient pas donnés, parqués dans une terre cernée par la mer, ils ne pouvaient

que cultiver un sentiment tribal, semblables aux naufragés qui doivent unir leurs forces pour que leur radeau ne sombre pas.

En cela les Siciliens ressemblent singulièrement aux Corses, avant que ceux-ci deviennent français ; fiers de l'être ensuite lorsque l'un d'entre eux se fut imposé comme empereur des Français.

A la lumière de cette comparaison entre deux îles voisines ayant subi pratiquement les mêmes invasions, l'une en rébellion constante contre Gênes, et l'autre contre Naples, et dont l'échelle des valeurs est identique sur bien des points, on peut se demander si le destin de la Mafia aurait été le même, au cas où la Sicile aurait obtenu son indépendance, au cas également où l'un de ses ressortissants serait monté sur le trône des Deux-Siciles...

La naissance de la Mafia aurait pu ne pas se produire. D'autant que, si elle est née de l'Histoire, ce ne fut pas par génération spontanée.

Ancêtres directs : les « compagnie d'armi »

Elle est certainement l'héritière du mythe de quelque société secrète, comme les *Vendicatori*, mais elle doit beaucoup plus aux armées privées, les *compagnie d'armi*, que créèrent les barons pour protéger leurs propriétés contre les pillards.

Bras séculiers des seigneurs, ces milices privées rendaient elles-mêmes la justice. Celle-ci était aussi expéditive que sans appel. Elle frappait sans tenir le moindre compte des nuances. Qui-conque était reconnu coupable était jugé sur-le-champ, et le verdict rendu (le plus souvent la mort) était exécuté. Pour guider leur action répressive, les commandants de ces *compagnie*

d'armi s'étaient forgé une espèce de code-salmigondis où se mêlaient les coutumes arabo-berbères, le droit romain, et les traditions chevaleresques introduites par les Normands. Ce code non écrit, d'une rigidité redoutable, était approuvé des paysans que finalement il défendait par contrecoup.

Leur action qui se perpétua plusieurs siècles, puisque les dernières *compagnie d'armi* ne s'éteignirent qu'à la fin du XIX^e siècle, fortifia chez les paysans siciliens l'idée que la vraie justice n'était exercée que par elles; certainement pas en tous cas, par les tribunaux gouvernementaux qui pratiquaient, comme partout en Europe, une justice bourgeoise, citadine, à mille lieues de leurs problèmes. Mais si les barons siciliens avaient recruté ces milices, c'est parce que le banditisme sévissait dans les campagnes, aussi bien que dans les villes.

Moines-scélérats

Une de ces bandes de brigands est passée dans la légende. Encore de nos jours, les vieux paysans siciliens racontent, à la veillée, les exploits, enjolivés bien sûr, des *Beati Paoli*, sortes de moines-scélérats, vêtus de frocs dans la journée, et drapés de longs manteaux d'assassin la nuit. Le temps qui a passé les a parés de gloire. Leur appartenance à un ordre religieux a transcendé leurs actions les plus noires. C'était en fait de fieffés assassins. Tout comme Cartouche qui vécut à la même époque, en France, était loin d'être le brigand-gentilhomme que la tradition populaire en a fait. Fallait-il que les Siciliens aient besoin de héros pour qu'ils aient rendu un culte à ces *Beati*

Paoli, alors que le nom que s'étaient donné ces criminels signifiait tout bonnement «faux dévôts». Imaginerait-on en France de révéler une bande de hors-la-loi dont le nom serait: «les Tartuffes»?

Encore une fois, les Siciliens ont fait ce qu'ils ont pu avec ce qu'ils avaient. Après tout Robin des Bois en Angleterre, ou Till l'Espiègle qui s'évanouissait dans les brouillards du Rhin, étaient-ils vraiment les bandits au grand cœur dont les légendes ont raconté les exploits?

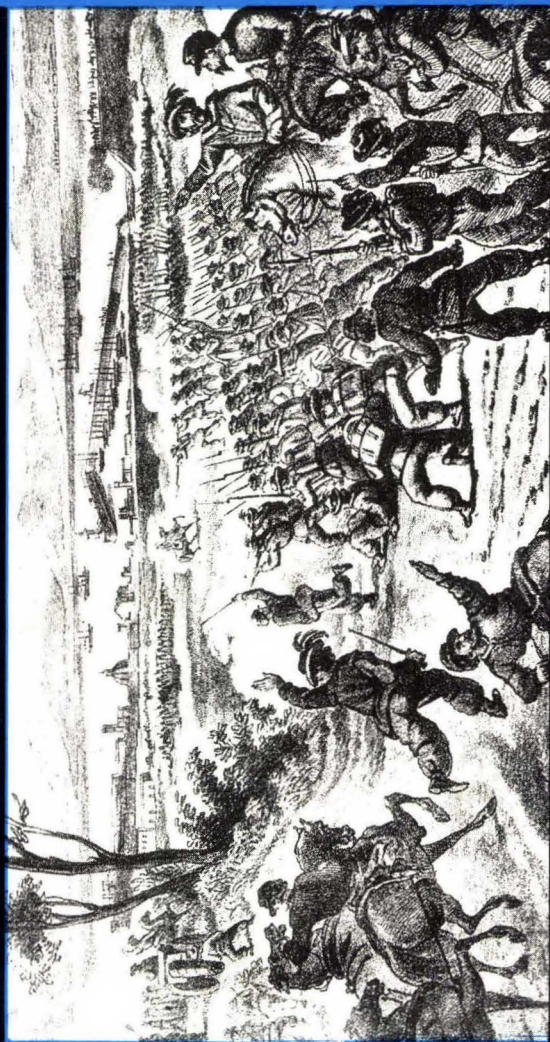
On ne sait que très peu de choses certaines de ces *Beati Paoli*. Deux noms, Giuseppe Amatore et Girolamo Ammirata, une date pour le premier, 17 décembre 1704, rien pour le second, figurent dans le livre-registre de la Compagnie des Blancs, ces religieux siciliens qui avaient le triste privilège d'assister les condamnés à mort dans leurs derniers instants.

Giuseppe Amatore, qui s'était suicidé la veille de son exécution, fut tout de même pendu. A sa dépouille mortelle, on avait accroché son escopette, comme si on avait désiré que son arme fût également punie.

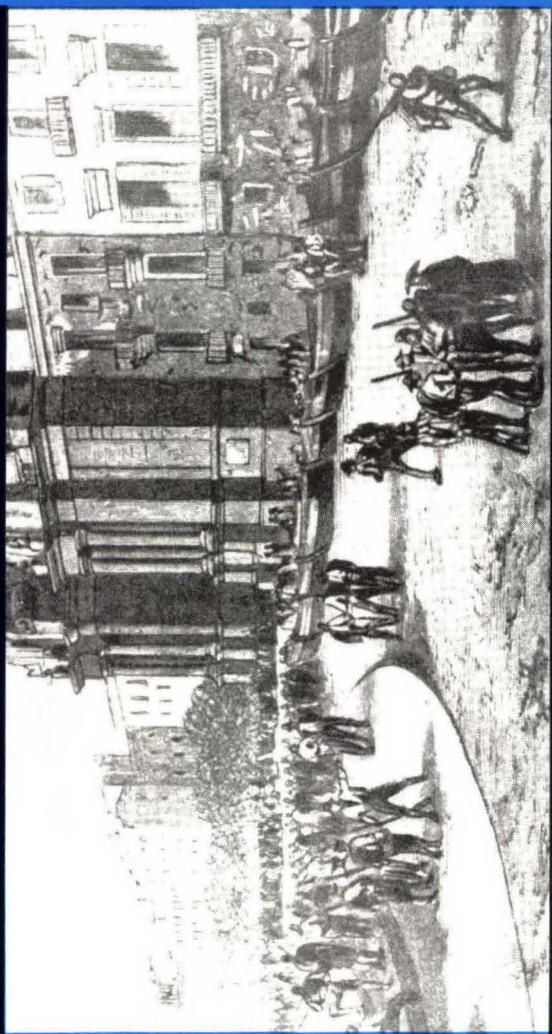
Quant à Girolamo Ammirata, membre des *Beati Paoli*, les pères Blancs l'ont spécifié dans leur compte rendu, il fut exécuté parce qu'il avait assassiné un homme dont il savait qu'il avait trahi. L'avait-il fait pour son propre compte ou en service commandé? On ne sait.

L'autre source concernant ces moines-sclérats est le même marquis de Villabianca qui a retrouvé les traces des *Vendicatori*. Voici ce qu'il écrit au sujet des *Beati Paoli*:

« Ces hommes sclérats, à mon avis et d'après ce que, tout jeune, j'en ai entendu dire, ne sont pas tellement anciens; ils firent parler d'eux, peut-être



*Attaque de Messine par les hommes de Garibaldi.
Ses troupes étaient vêtues d'une chemise rouge et,
en raison de leur nombre, on les baptisa les Mille.
Après avoir conquis la Sicile, Garibaldi, le
7 septembre 1860, entra triomphalement à Naples
où il rejoignit les troupes piémontaises. Roger-Viollet*



*Insurrection à Palerme en septembre 1866.
Les Siciliens, mécontents de leur sort, se soulevèrent
mais le peuple «sortit exsangue de l'aventure, ce qui
permit à la Mafia, par contrecoup, d'officialiser
son rôle de protectrice». Archives Ferni*

plus que dans n'importe quel autre endroit, dans la ville de Palerme, parce que l'habitude d'entretenir des hommes d'armes et des spadassins était suffisamment cultivée par nos barons du royaume. Les personnes de condition moyenne, hautes et basses, ne pouvant faire la dépense de l'entretien de sicaires, se vantaient de se faire justice, d'une manière impie, par elles-mêmes, avec leurs propres mains. Tous ces effets et ces maux étaient la conséquence de la faiblesse que l'on connaissait alors dans le bras de la Justice.»

Contre les Calabrais les « artichauts » paysans

Les *Beati Paoli* limitèrent sans doute leurs actions à Palerme et à ses environs immédiats. Ils ne se frottèrent certainement pas aux Calabrais, aux *scacciapagliari*, ces « coupeurs de paille » (c'est ainsi que les Siciliens avaient surnommé les pillards venus du continent) qui, à l'époque, ravageaient l'intérieur de l'île.

Les intendants des barons se rendirent vite compte que les *compagnie d'armi* qu'ils avaient levées ne suffiraient pas à exterminer les Calabrais. Aussi conseillèrent-ils aux paysans vivant sur les terres qu'ils administraient d'organiser eux-mêmes leur défense et celle de leur gagne-pain.

Comme les Calabrais l'avaient fait avant eux, et parce que c'était dans l'ordre naturel des choses dans le *Mezzogiorno*, les Siciliens se constituèrent en petites unités fondées sur la cellule de base qu'est la famille : chaque famille s'alliant ensuite à celles du village ou du voisinage pour former un groupe qui, à son tour, pouvait coopérer avec d'autres groupes de la région.

A ce groupe de villageois ou groupe communal, ils donnèrent le nom de *cosca* qui, en vieux sicilien, signifie artichaut. On voit aisément ce qu'a de symbolique cette appellation liée à la structure même de l'artichaut dont chaque feuille est indépendante de l'autre, mais attachée à un tronc commun.

A l'échelle régionale, les *cosche* formaient des *consorterie*. Et chaque *consorteria*, animée par une des *cosche* qui la composaient, opérait avec les *compagnie d'armi* pour mener des actions concertées. Formées pour combattre les Calabrais, les *cosche* ne se démobiliseront jamais, même lorsqu'auront été exterminées les dernières bandes de *scacciapagliari* défaites par les Siciliens dans la région d'Alcamo, en 1834.

C'est cette infrastructure, reposant sur les composantes naturelles de la société sicilienne, qui servira de base aux *mafie*, lorsque l'esprit *mafia* osera se montrer, au point que le mot entrera dans le dictionnaire après qu'un auteur dramatique, Giuseppe Rizzotto, aura écrit en 1862 une pièce de théâtre se passant dans la grande prison de Palerme: *I mafiusi di la Vicaria*. Les mots, ni l'organisation, ni la hiérarchie ne changeront plus. Seules les activités, et la finalité surtout, des *consorterie* varieront. Chacune d'elles reprendra son indépendance, quitte à s'allier pour un temps limité et dans le cadre d'une action ponctuelle avec une autre *consorteria*, et exploitera ses propres filons pour son propre compte.

Et c'est là, précisément, la vraie raison de la non-existence de la Mafia en tant que société unique.

Les Calabrais éliminés, les «artichauts» subsistent

Les *cosche*, dont le nombre des membres n'était pas limité, avaient représenté des forces d'appoint appréciables, tant par leur rapidité d'intervention (à pied comme à cheval, chaque villageois mobilisé se déplaçait vite dans un pays dont il connaissait tous les raccourcis) que par son armement. Car les *picciotti*, c'est ainsi qu'on appelait les paysans mobilisés, disposaient d'un fusil de chasse à canon scié, la *lupara*, chargé de trois énormes balles de plomb reposant à même la poudre.

En effet les bergers avaient eu l'idée, depuis longtemps déjà, de modifier le canon de leur escopette pour s'attaquer aux loups qui menaçaient leurs troupeaux, et cela sans blesser, du même coup, leurs propres bêtes.

Parce que toute peine mérite salaire, mais surtout parce qu'ils avaient partie liée, les intendants dédommageaient les *picciotti*: car, lorsqu'ils chassaient les Calabrais, les *picciotti* ne pouvaient cultiver les terres dont ils tiraient habituellement leur subsistance.

Les intendants, qu'on appelait les *gabellotti*, s'étaient très vite rendu compte du parti qu'ils pourraient tirer, pour leurs affaires personnelles, des *compagnie d'armi*, et des *picciotti*. Aussi, ne manquèrent-ils pas, les Calabrais chassés, de conserver sous les armes tout ou partie des troupes qui étaient à leurs ordres, puisque c'était eux, les *gabellotti*, qui subvenaient à leurs besoins.

Comme les barons ne vivaient plus sur leurs terres, les *gabellotti* étaient devenus les vrais maîtres du pays. Les barons, perdus dans les délices de la nouvelle Capoue qu'était la cour de Naples,

contribuèrent ainsi à faire de ces milices locales le vrai troisième pouvoir de la Sicile. Elles devinrent pour les paysans la véritable incarnation de la loi. Avec les années, elles se transformèrent peu à peu, sans pour autant perdre de leurs pouvoirs. Dans l'emploi de *picciotti*, les paysans cédèrent progressivement la place à des bandits, à charge pour ces derniers de ne pas vivre sur les terres qu'administrait le *gabellotto* qui les employait.

Cette manière de procéder arrangeant leurs affaires, les barons firent semblant de ne rien savoir des agissements de leurs intendants. L'argent rentrait dans leurs caisses; pour eux, c'était le principal. Et, puisque les pillages des bandits se pratiquaient que chez leurs voisins, qu'auraient-ils trouvé à redire?

Et les intendants les transforment en «mafie» à leur service

Mais, livrés pieds et poings liés aux mains des *gabellotti*, les barons durent bientôt accepter les conditions que ces derniers leur faisaient: les propriétaires furent contraints de ne retirer de leurs terres que des fermages dont les *gabellotti* fixaient eux-mêmes le montant.

C'était à prendre ou à laisser. Sentant que la situation leur échappait, les barons prirent. Et c'est ainsi que naquit une nouvelle classe sociale, d'essence uniquement rurale les *gabellotti-mafiosi*, qui créèrent à leur usage ces réseaux clandestins que l'on nomme les *mafie*.

L'importance des *mafie* tient au double rôle qu'elles ont bientôt assumé. Le premier a consisté à servir d'intermédiaire entre les propriétaires et les paysans, puisque les *mafie* assuraient la police

pour les barons et les *galantuomini*. En fait, en agissant ainsi, elles ne faisaient pas autre chose que d'assurer la protection des propriétés. Avant que le mot américain fût inventé, les *gabellotti* pratiquaient déjà envers les propriétaires, le *racket*...

Leurs manières de protéger les biens étaient tellement brutales et expéditives que les *gabellotti* furent bientôt craints, plus que toute autre chose, des paysans. Leurs exigences prirent force de loi...

Les « mafie » au service des paysans, aussi

Parce que les Siciliens sont astucieux, les paysans demandèrent à leur tour leur protection aux *gabellotti*, contre les barons et le gouvernement. Cette manière de faire n'est paradoxale que pour des non-Siciliens. Et parce qu'ils virent tout de suite l'intérêt qu'ils pouvaient retirer du double rôle que la situation leur permettait de jouer, les *gabellotti* acceptèrent. Ils devinrent donc les intermédiaires des paysans auprès des propriétaires. Tel fut le deuxième rôle des *mafie*...

Cette fois les *mafie* étaient vraiment nées. Elles disposaient du pouvoir, puisqu'elles maîtrisaient les deux pôles de la société sicilienne. Il ne leur restait plus maintenant qu'à se servir de ce pouvoir, après avoir déterminé les domaines dans lesquels il allait s'exercer.

Il n'a fallu qu'une petite quarantaine d'années aux *mafie* pour mettre l'île en coupe réglée et constituer cette somme d'Etats dans l'Etat au pouvoir pratiquement inexpugnable, que l'on nomme génériquement la Mafia.

Puisque les propriétaires terriens préféraient

habiter les villes, Naples ou Palerme, les *gabellotti* restèrent maîtres des campagnes. Dans un premier temps, ils assurèrent leur pouvoir sur place. Cela fait, ils portèrent leurs regards au-delà du fief qu'ils administraient. Là où régnaient d'autres *mafie*.

Deux attitudes étaient possibles, pour un *gabellotto*. La première qui consistait à tenter de dominer les autres *gabellotti* de la région pour prendre la première place. Mais cette manière de faire supposait la guerre ouverte, avec tous les aléas qu'elle peut amener. Le tout était de savoir si le jeu en valait la chandelle.

La seconde attitude, celle que choisirent très sagement les *gabellotti*, était de coexister, en étudiant, à plus long terme, quels partis ils pourraient tirer d'un voisinage de bonne compagnie.

Cette coexistence pacifique, fondée sur l'instinct de conservation et le désir de ne rien perdre des avantages qu'ils avaient, les uns et les autres, acquis, poussa les *gabellotti* d'abord à s'entendre entre eux et à se rendre de menus services, puis à monter des affaires ensemble.

Un filet, aux mailles serrées

Jouant par leur situation le rôle de régulateur, les *mafie* devinrent les arbitres indispensables de la vie sicilienne. C'est elles, et elles seules qui détinrent les sacro-saintes clefs de l'ordre public et social. Les *mafie* tissèrent alors sur toute l'île, non pas une toile d'araignée qui suppose un centre vers lequel tout converge, mais un filet, aux mailles de plus en plus serrées, dont chaque nœud représentait symboliquement une *cosca*

locale. Avec une rare sauvagerie, faisant appel à tous les moyens (chantages, kidnapping, assassinats, dénonciations, etc.), elles combattirent tous ceux qui tentèrent de venir troubler l'ordre *mafia* qu'elles avaient instauré. C'est ainsi qu'elles organisèrent l'élimination radicale de la Charbonnerie en Sicile. Au cours des soubresauts révolutionnaires qui agitèrent l'Italie et la Sicile, en 1830, puis en 1848, les *mafie* se trouvèrent à chaque fois du côté de l'ordre, et soutinrent la dynastie des Bourbons. Et si, lors du débarquement de Garibaldi en Sicile, les *mafie* tournèrent casaque et jouèrent la carte de l'unité italienne, c'est parce qu'elles avaient vu s'ouvrir largement devant elles un nouveau champ d'activités.

En 1860, une ère nouvelle va commencer pour l'Italie que les *picciotti* vont aider à faire naître. Avec les troupes de Garibaldi, ils contribueront à écrire l'Histoire, à mettre en place les personnages, à planter le décor.

Une nouvelle pièce va se jouer, au canevas. C'est-à-dire dans cette manière typiquement italienne qui laisse au génie des participants le soin d'écrire leur propre rôle.

Les *mafie* ont appris à bien tenir leur partie. Maintenant la Mafia peut entrer en scène.

CHAPITRE VII

LA SEULE ARME QUI NE DÉÇOIVE PAS

« Les *picciotti* n'étaient pas exercés au commandement militaire, et ils ne reconnaissaient non plus aucune discipline; ils s'attroupaient pêle-mêle derrière leurs chefs, les seigneurs des ex-fiefs, prêts à les suivre où il leur plairait... » Comme le souligne G. M. Trevelyan dans *Garibaldi et les Mille*, il plut aux barons, aux *gabellotti* aussi, d'aider Garibaldi à renverser les Bourbons de Naples, en leur prêtant leurs *picciotti*. Le patriotisme italien n'entra pour rien dans cette démarche. En agissant ainsi, les barons comptaient simplement trouver plus de liberté sicilienne dans le changement de régime.

Après sa faillite dans le *Mezzogiorno*, la Charbonnerie avait déplacé ses activités vers le Nord de la Péninsule. Là, elle avait trouvé une nouvelle jeunesse sous l'impulsion de Mazzini. Parallèlement aux efforts du ministre Cavour qui souhaitait réaliser l'unité italienne pour le compte du roi Victor-Emmanuel de Savoie, Mazzini et ses amis menaient une action souterraine pour l'unité de l'Italie mais ils comptaient faire de celle-ci une

république. Comme l'unité italienne ne pouvait être réalisée que si le royaume des Deux-Siciles disparaissait de la carte, Cavour laissa Mazzini recruter des hommes dans Gênes et ses environs pour une expédition militaire contre Naples, placée sous le commandement du général Garibaldi, affilié à la société des *Bons Cousins*. Les volontaires furent vêtus d'une chemise rouge et, à cause de leur nombre, on les baptisa les *Mille*.

Les « Mille » en Sicile

Ce fut un Sicilien, Francesco Crispi, qui eut l'idée de commencer la conquête du Sud par la Sicile. Il savait que dans l'île régnait un état de révolte larvé qui ne demandait qu'à éclater. Grâce au mécontentement du peuple sicilien, affirma-t-il, Garibaldi et ses *Mille* n'auraient aucun mal à prendre pied dans l'île. Puis, la conquête terminée, il pourrait se servir de la Sicile comme d'une plate-forme pour envahir, dans un deuxième temps, la Calabre. Ensuite, ce ne serait plus qu'un jeu pour Garibaldi de chasser François II du trône de Naples.

Tout se passa à peu près comme Crispi l'avait prévu.

Après que Garibaldi eut débarqué sans dommage à Marsala, ses *Mille* (grossis de nombreux *picciotti*) pénétrèrent en vainqueurs dans Palerme, le 27 mai 1860. Deux mois après, Messine tombait. La première partie du plan de Crispi était réalisée : Garibaldi, qui avait enrôlé 20 000 *picciotti*, était maître de la Sicile. Et le 7 septembre, après une campagne-éclair, il entra triomphalement dans Naples, abandonnée par François II qui était allé se réfugier dans la forteresse de Gaète. Le siège de celle-ci fut long. Le 13 février

1861, François II capitula, après que Garibaldi eut entre-temps renié ses idées républicaines et rallié le camp de Victor-Emmanuel de Savoie.

Encore une fois, les *Bons Cousins* avaient été les dindons de la farce. Cavour ne pouvait que se féliciter de leur avoir permis en sous-main bien sûr, de mener leur campagne. Grâce à eux, le royaume des Deux-Siciles était tombé dans l'escarcelle de Victor-Emmanuel, et un rêve vieux de quinze siècles était devenu réalité : l'Italie avait enfin trouvé son unité.

En mars 1861, un Parlement de toute l'Italie fut solennellement réuni à Turin. Il déclara Florence capitale, et Victor-Emmanuel II roi d'Italie.

Les picciotti victorieux et révoltés

La campagne dite des *Mille* avait été glorieuse. Nombre de *picciotti* s'y étaient illustrés. Et c'est encore éblouis par leurs exploits sous les ordres de Garibaldi, qu'ils rentrèrent au pays.

La manière dont les représentants du gouvernement central les démobilisèrent, puis les traitèrent, tout comme leurs chefs, emplit ces quelque 20 000 anciens combattants de colère.

— Si les conseillers de la Couronne ne changent pas de système, la Sicile ira à la catastrophe, écrivit Francesco Crispi à Garibaldi. Il ne croyait pas si bien dire...

Et comme le gouvernement se montra décidé à exploiter et abandonner à la fois le *Mezzogiorno*, les paysans siciliens, aidés par les *picciotti*, se révoltèrent à nouveau. La répression fut rigoureuse, qui fit naître d'autres réactions. Le brigandage entra à nouveau dans les mœurs. Tous les sans-grade du pays participèrent, de près ou de loin, à

cette espèce de jacquerie. Rien qu'au cours de l'année 1863, plus de 2 500 « rebelles » furent tués par les forces de l'ordre qui se conduisirent avec une brutalité atroce, incendiant les villages dont les habitants s'étaient soulevés, exécutant sur-le-champ quiconque leur paraissait suspect.

La Mafia joue son jeu : l'isolement de la Sicile

Et la *Mafia* ?... Que faisait-elle au milieu de tout ce sang ? Quel parti avait-elle pris ?... Fidèle à la prudence ancestrale, elle n'en avait pris officiellement aucun, gardant un pied, léger, dans chaque camp. Si elle prit tout de même position contre le pouvoir central en aidant les insurgés, on se tromperait en pensant qu'elle agit ainsi par bonté d'âme ou pour préserver la vie des paysans dont elle tirait une partie de ses revenus. A la vérité, les barons et les *galantuomini* voyaient plus loin que cela. Ils redoutaient que le gouvernement impose une nouvelle loi agraire qui les aurait ruinés. Les choses vont si vite en politique, qu'il faut constamment rester sur le qui-vive...

La Mafia donna donc asile à tous ceux qui combattaient le pouvoir, continuant en sous-main, à manier, avec l'art qu'on lui connaît, le chantage, l'extorsion de fonds, le crime à l'occasion. Car les situations troublées permettent de se débarrasser d'un certain nombre de gens gênants sans qu'on puisse attribuer à tel ou tel la paternité des disparitions. En fait, magistralement, la Mafia se sert alors de l'impopularité du gouvernement — quitte à la provoquer elle-même dans l'ombre — pour que la Sicile reste aussi isolée qu'elle l'était sous le règne des Bourbons. Cet isolement lui garantit qu'elle conservera sa mainmise sur l'île.

Un dernier sursaut du peuple sicilien se produisit en septembre 1866 qui dura sept jours et demi, les *Sette e mezzo*; ce fut certainement une des semaines les plus sanglantes de toute l'histoire de Palerme.

Le peuple sortit exsangue de l'aventure, dompté, muselé, sans défense, ce qui permit à la Mafia, par contrecoup, d'officialiser son rôle de protectrice. Mais la répression menée par le nouveau gouvernement étant infiniment plus efficace que celle exercée autrefois par les Bourbons, la Mafia laissa se créer dans le sein des forces de répression des sociétés secrètes. Ces sociétés jouirent d'une manière d'autonomie, ce qui permit aux chefs des *mafie* de les désavouer, lorsqu'elles se laissèrent aller à faire des bêtises.

Ainsi en alla-t-il de trois sociétés qui accumulèrent les attaques à main armée, les vols, les incendies de récoltes, le vol de bétail, et autres joyusetés ressortissant au brigandage. Des régions entières furent dévastées, des familles décimées. Les choses avaient pris une telle ampleur que le gouvernement intervint. Sentant le danger, les *mafie* aidèrent en sous-main les forces de l'ordre à couper ces rameaux trop voyants. « Trois mauvaises feuilles qui tombent fortifient un arbre », affirme un vieux dicton sicilien...

Trois associations criminelles

Ces trois associations criminelles, les *Stoppaglieri*, les *Fratuzzi*, et les *Scaglione* entretenirent au début d'excellentes relations. Leur organisation interne était semblable: chacune comprenait un certain nombre de groupes interdépendants, des dizaines, commandées par un onzième. Ces

groupes ne se connaissaient pas et ne devaient de compte, par l'intermédiaire de leur chef, qu'à la hiérarchie suprême. Leur terrain d'opération était bien délimité.

Les *Stoppaglieri* étaient basés à Monreale, au sud-ouest de Palerme; les *Fratuzzi* à Bagheria, à l'est de Palerme; et les *Scaglione* à Castrogiovanni.

L'ancien commissaire de police Antonio Cuterra dans son livre *La Mafia et les mafieux* a révélé de nombreux détails concernant la vie interne des *Stoppaglieri*. Le fait est unique au sein de la Mafia : cette société avait un rituel initiatique. Cette caractéristique fait qu'elle ne fut sans doute jamais une véritable cellule de l'Honorable Société. Tout comme les *Fratuzzi* et les *Scaglione*, qui avaient copié leurs statuts sur ceux des *Stoppaglieri*. Fractionnée en *consorterie* (des dizaines), cette société comprenait plus d'une centaine de membres, et était dirigée par un Haut Conseil.

Chaque membre des *Stoppaglieri* se devait aide et assistance. Si l'un d'eux était arrêté, les autres devaient tout tenter pour le faire évader de la prison où il était enfermé. Les parts des butins étaient réparties également entre tous. Chacun était lié à l'organisation, et à ses membres par contre-coup, par l'*omertà*. Quiconque enfreignait cette loi était frappé d'*infamità*, ce qui équivalait à la condamnation à mort.

Baptême du sang

Le rituel d'initiation dans cette société est parvenu jusqu'à nous. « Le catéchumène s'avance dans la salle et s'arrête devant une table sur laquelle est exposée l'image d'un saint (on ne sait pas quel était le patron des *Stoppaglieri*); il offre



Des émigrants italiens arrivent aux Etats-Unis en 1905. « Entre 1900 et 1910 deux millions d'Italiens affluèrent aux Etats-Unis. » Pour courir le risque d'une telle transplantation dans le Nouveau-Monde, il fallait que ces familles n'eussent plus d'espoir chez eux.

U.S.I.S.

sa main droite à ses deux parrains qui, se servant d'une aiguille, y pratiquent autant de trous qu'il est nécessaire pour inonder de sang l'image sainte. Ce cérémonial accompli, le catéchumène prête alors le serment d'usage selon des phrases conventionnelles que ses parrains disent avant lui. Cela fait, il brûle lui-même l'image sacrée à la flamme d'une bougie qui est restée allumée depuis le début de la cérémonie.

Dès lors, il a reçu le baptême du sang et il a droit au titre de «compère».

Le novice n'entrait vraiment dans la compagnie que lorsqu'il avait accompli le crime que lui avait ordonné le Haut Conseil présidant l'ensemble des *consorterie*.

Et ce premier crime, on s'en doute, n'était que le début d'une très longue suite...

Pourtant nombre des crimes commis par les trois sociétés demeuraient impunis. Comme les membres des *consorterie* ne se connaissaient pas tous, les investigations de la police se heurtaient très vite au cloisonnement rigoureux pratiqué à l'intérieur des sociétés. Eu égard au petit nombre d'hommes concernés par une affaire, la terrible loi de l'*omertà* jouait d'autant plus facilement et efficacement. Moins il y avait de gens au courant, et moins il pouvait y avoir de traîtres.

Atteinte aux zones d'influences: on s'entretue

Nous avons vu que les *mafie* faisaient tout leur possible pour s'entendre entre elles, se partageant avec soin les zones d'influences. En général, *cosche* et *consorterie* de deux régions voisines respectaient cette manière de faire. C'était à la fois une philosophie et une assurance de survie.

C'est parce que les trois sociétés transgressèrent cette loi non écrite de la Mafia qu'elles s'entretuèrent finalement.

Les querelles, si l'on peut dire, qui opposèrent les *Stoppaglieri* de Monreale, et les *Fratuzzi* de Bagheria, durèrent de 1872 à 1878.

Les *Stoppaglieri* avaient été fondés dans l'admirable intention de combattre le banditisme qui sévissait, avec la complicité de la police locale, dans les environs de Palerme. Pour aller jusqu'au bout de leurs actions, les *Stoppaglieri* estimaient que, de temps en temps, il était nécessaire qu'ils pénétrant dans la plaine de Bagheria. Ce qu'ils faisaient avec précaution, tout au moins au début, pour ne pas empiéter sur le domaine des *Fratuzzi*. Mais apparurent bientôt de graves divergences entre les deux sociétés. Des heurts s'ensuivirent qui firent un premier mort : un compère des *Fratuzzi*, Giuseppe Lipari.

Lipari fut assassiné dans une rue de Monreale, parce qu'il avait commis le crime d'*infamità*. Il avait en effet aidé la police à arrêter un redoutable bandit qu'elle recherchait et qui avait été condamné à mort par contumace, Ferruccio Iacovelli. Quelque temps après ce fut le tour d'un brigadier de police, Luciano Alongi...

En 1874, un malheureux jardinier, Felice Marchese, employé par l'archevêché de Monreale, fut assassiné sous le prétexte qu'il détournait de l'eau pour la revendre...

« Je serai assassiné par la Mafia »

Quelques mois après, un nommé Salvatore Caputo fut blessé mortellement d'un coup de *lupara*. Sa famille émigra à Bagheria. Là, elle fut

prise en amitié par un jeune *mafioso* repent qui avait épousé la fille d'un commissaire de police. Il convient de préciser que toute la famille de ce garçon, Salvatore D'Amico, avait été massacrée par les *Stoppaglieri*. Il avait donc quelque raison d'en vouloir à leur société. Pour se venger, il la dénonça comme ayant commis le meurtre de Caputo et précisa, en terminant sa déposition :

— Je serai assassiné par la Mafia; cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Ni vous, avec votre autorité, ni la police d'Italie ne peuvent me sauver.

Onze jours plus tard, on retrouva son corps déchiqueté par les balles de plusieurs coups de *lupara*. Entre ses dents, qu'on avait forcées, était placé un bouchon de liège qui symbolisait pour les *Stoppaglieri* la transgression de l'*omertà*. Collé sur ses yeux un morceau de parchemin représentait la *Madona del Carmine*, la sainte patronne des *Fratuzzi*...

La double signature de ce crime signifiait que, pour une fois, les deux sociétés s'étaient mises d'accord pour supprimer le traître qui avait commis l'*infamità*.

Pourquoi s'étaient-elles entendues sur le dos de ce malheureux alors qu'elles s'entretuaient par ailleurs? Bien malin qui pourrait le dire. La police quant à elle, ne se borna pas à enregistrer la mort du jeune homme, elle pousuivit ceux qui l'avaient perpétrée.

La Mafia récupère les imprudents

Quelques *Stoppaglieri* et quelques *Fratuzzi* (il fallait faire bonne mesure) furent arrêtés. Etaient-ce ceux qui avaient assassiné D'Amico? Ils furent en tout cas jugés très sévèrement par la cour

d'assises de Palerme. Invoquant un vice de forme, leurs avocats se pourvurent en cassation et obtinrent gain de cause. L'affaire fut rejugée par le tribunal de Catanzaro, en Calabre. Et là, la Mafia s'en mêla. Elle fit, par personnes interposées, une telle pression sur les jurés calabrais, que ceux-ci, comme un seul homme, acquittèrent tous les accusés...

Pourquoi la Mafia était-elle intervenue? Sans doute pour montrer sa force et consommer ainsi la fin de ces sociétés secrètes qui étaient incapables de défendre leurs membres. Libérés, les *Stoppaglieri* et les *Fratuzzi*, qui venaient de sentir passer la mort, réintégrèrent leurs villages, et leur *cosca* familiale. Ils ne firent plus parler d'eux, non plus que ces sociétés qui avaient cru pouvoir voler de leurs propres ailes.

L'« omertà » désarme le juge

Quelques *mafie*, authentiques celles-là, firent parler d'elles à cette époque, comme celle des frères Amoroso, devenus dans le quartier Montalto de Palerme de véritables « héros du crime ». On ne comptait plus leurs exactions, leurs vols, leurs assassinats. Leur réputation était telle, et la crainte qu'elle engendrait si forte, que l'*omertà* jouait, en leur faveur, avec une rare efficacité.

En 1874, un juge d'instruction avait tenté d'inculper quelques membres du clan Amoroso. Les faits semblaient patents. Le juge savait qu'il y avait eu des témoins des crimes sur lesquels il enquêtait. Las ! Dès que les choses se précisèrent les témoins furent frappés de mutisme, leur mémoire se fit défaillante. Malgré toute leur bonne volonté, ils se déclarèrent incapables d'aider la justice.

– Je ne suis sûr de rien, monsieur le juge... C'était il y a longtemps et il faisait bien sombre... Je mourrais de chagrin si par mon témoignage, je faisais condamner un innocent... Dieu ne me le pardonnerait pas.

Le principal témoin sur lequel comptait le juge se garda bien d'ajouter que la Mafia non plus ne lui pardonnerait pas. Le juge referma le dossier, se promettant de le rouvrir à la première occasion.

L'audace des frères Amoroso

Elle ne tarda pas à se présenter. Car, dès lors, l'audace des frères Amoroso ne connut plus de limites. Leurs crimes avaient une caractéristique commune, celle d'avoir été commis sans témoins. La mort le 1^{er} janvier 1878 de Gregorio Toretta et de Salvatore Buscemi, ennemis avérés de la famille Amoroso, rendit de l'espoir au juge. Mais il ne dura qu'un temps : les Amoroso, mille personnes pouvaient en témoigner, parcouraient les rues de Palerme en proclamant qu'ils vengeraient la mort de Toretta et de Buscemi. Ceux qui affirmaient qu'ils avaient été leurs ennemis mortels étaient de fieffés menteurs qui feraient bien de numéroter leurs abattis...

Les choses se passèrent à peu près de la même manière, quelque temps après, pour les principaux membres de la famille Badalamenti. En moins de dix ans, il ne resta pas vivant un seul Badalamenti. Faute de mâles, la branche palermitaine de cette famille s'éteignit.

Sorti après chaque nouveau crime, renvoyé aux oubliettes dès que l'enquête avait naturellement avorté, le dossier grossissait sans pour autant jamais accoucher de la plus petite inculpation. Les Amoroso restaient blancs comme neige.

Pour que tout soit bien clair, ils n'hésitèrent pas à assassiner eux-mêmes un de leurs neveux qui avait eu l'inconscience de les humilier. Ne s'était-il pas engagé dans les carabiniers pour faire son service militaire ?

Toute la famille mâle Amoroso suivit solennellement les obsèques du jeune homme, soucieuse de montrer ainsi qu'elle avait retrouvé l'honneur et qu'elle ne reculerait devant rien pour le préserver, si quelqu'un y attentait à nouveau.

Une imprudence les perd

Grâce à leur vigilance, les Amoroso passaient donc à travers tous les traquenards que leur tendait la justice. Ils se méfiaient de tout et de tous, sauf d'eux-mêmes. C'est ce qui les perdit.

Alors qu'aucun Palermitain n'avait témoigné contre eux, le juge trouva un jour dans son courrier une lettre venant de l'ambassade d'Italie à Madrid. Les renseignements et les preuves écrites de la culpabilité des Amoroso se trouvaient à l'intérieur. Le juge n'en crut pas ses yeux.

En 1879, un Sicilien émigré à la Nouvelle-Orléans avait assisté un de ses compatriotes dans ses derniers instants. Celui-ci lui avait remis de nombreuses lettres dans lesquelles les Amoroso avaient clairement décrit un certain nombre de meurtres qu'ils avaient commis. Les lettres, signées de leur main, ne laissaient aucun doute sur leur culpabilité.

Au cours d'un voyage qu'il fit en Espagne quelque temps après, le Sicilien remit ces lettres à l'ambassadeur d'Italie à Madrid, à condition que l'on préservât, bien entendu, son anonymat. Ce qui avait été fait, scrupuleusement.

Le juge prit tout son temps pour instruire l'affaire. Pendant quatre ans, il prépara son

dossier. Les frères Amoroso et leurs adjoints passèrent devant les assises de Palerme en 1883.

Douze condamnations à mort furent prononcées et exécutées. Onze autres membres de la bande contre lesquels le juge avait manqué de preuves, furent emprisonnés.

Certains se dirent que puisque la Mafia avait été vaincue une fois, elle pouvait l'être encore. C'était compter sans le caractère exceptionnel de cette affaire. Jamais plus en effet la justice ne disposa de preuves formelles aussi patentes, aussi inattendues il faut bien le dire, lorsqu'elle eut à instruire une affaire contre la Mafia.

Souteneurs palermitains

Dans les campagnes, les *mafie* recrutaient leurs membres dans les familles et s'organisaient comme on l'a vu.

Dans les villes, elles procédaient autrement, menant leurs recherches parmi les mauvais garçons, les oisifs des bas quartiers, tous ceux qui avaient eu maille à partir avec les autorités. Parmi ces derniers, formant une classe à part, les *ricottari*. Ces derniers n'étaient, ni plus ni moins, que des proxénètes vivant des charmes de leur compagne.

La mauvaise littérature a popularisé ces personnages singuliers. Disons tout de suite que les souteneurs siciliens, palermitains plus précisément, ne ressemblent en rien à l'image habituelle. Il pratiquent certes le même métier que les autres, mais pas de la même manière. Antonio Cutrera les a particulièrement étudiés et le portrait qu'il trace est pour le moins curieux. Il affirme que le *ricottaro*, comme les autres souteneurs, bat sa femme, mais qu'en revanche il est tout à fait capable de mourir pour elle, ou de tuer quiconque

lui aurait manqué de respect. Il se comporte donc, en certaines occasions, comme un chevalier à l'égard de sa dame. Ce faisant, poursuit Cutrera, il révèle le *mafioso* qu'il est au fond de son âme, comme nombre de Siciliens. A Palerme, les *ricottari* ne se cachaient pas au fond des tavernes. Ils se promenaient, torse bombé, armés jusqu'aux dents et le montrant avec une certaine ostentation, dissuadant par leur seule présence tous ceux qui auraient pu désirer «manquer», d'une manière ou d'une autre, à ce qu'il faut bien appeler leur gagne-pain, leur femme...

Devenus «hommes de respect»

Les *ricottari* n'exerçaient que pendant un temps leur métier. Ils laissaient la place à des confrères et eux-mêmes étaient récupérés. On n'a jamais vraiment su quel était le fin mot de ces curieuses collusions, mais elle ont été constatées par tous ceux qui se sont, à Palerme, et à cette époque-là, intéressés à la Mafia.

Parvenu à la trentaine, un *ricottaro*, s'il n'avait pas été enfermé pour longtemps en prison, entrait dans les états-majors des *mafie*. Non seulement il changeait de spécialité, mais d'apparence. Il devenait respectable et le montrait en portant un chapeau et en accompagnant sa marche d'une canne, tout comme un bourgeois nanti de solides rentes. Il prenait bientôt le titre envié d'*homme de respect*. En tant que tel, il constituait le recours des Siciliens qui, on le sait, ont la haine ancestrale de tout ce qui touche à la justice officielle. Par lui la justice féodale se survivait.

C'est cette activité réelle mais partielle de juge bienveillant qui a contribué à fausser, ou plutôt à brouiller l'image que les Siciliens se faisaient et se

font encore de nos jours de la Mafia. S'étant donné une image de marque prestigieuse dans l'esprit des concitoyens, plus rien n'interdisait à l'ancien souteneur d'accéder aux honneurs municipaux, voire nationaux en se présentant comme député.

Car lorsque le gouvernement central donna au *Mezzogiorno* le droit de vote, il ne fallut pas longtemps aux *mafie* pour comprendre tout le pouvoir qu'elles pouvaient retirer de la politique. Cette entrée dans la vie publique ne leur interdisait pas pour autant les activités occultes et criminelles qui leur avaient si bien réussi jusqu'à ce moment. Bien au contraire : l'une pouvait faire prospérer les autres.

Le gouvernement passe par la Mafia

Encore une fois, la Mafia travailla sur deux plans. Elle assura sa position au sein des autorités locales. Elle se rendit également indispensable au gouvernement.

Celui-ci s'aperçut très vite que la Mafia avait mis la main sur les élections, comme elle l'avait fait sur le reste des activités siciliennes. Or, depuis 1820 déjà, les observateurs s'étaient rendu compte qu'il était impossible de tenter la moindre révolution si la Mafia n'y aidait pas, ou si elle ne conservait pas, en cette occasion une neutralité bienveillante. Nous avons vu que la preuve en fut apportée de manière éclatante, à plusieurs reprises.

« En Sicile, on ne peut fomenter une révolution sans le concours de la Mafia, écrivait l'avocat Marinuzzi. Les désordres ne peuvent y dégénérer en révolution parce que tout le monde sait que la Mafia n'y participe pas. Nous entendons parler ici des chefs *mafiosi*, sans lesquels rien ne s'organise... »

Comme plus rien ne pouvait se faire sans la

Mafia, le gouvernement central passa donc par elle. C'était pour lui le seul moyen d'avoir à sa disposition la Chambre docile qui lui permettrait de mener à bien sa politique.

Tout se passa comme un échange de bons procédés.

Qui s'étonnera que la Mafia ait vendu au plus cher les services qu'elle pouvait rendre au gouvernement?

Qui s'étonnera également que la Mafia ait pu, ainsi, renforcer son prestige auprès du petit peuple, en lui rendant les services que celui-ci attendait d'elle? Que le gouvernement fût piémontais ou bourbonien, les erreurs commises étaient les mêmes, et les humbles avaient toujours besoin d'un ange tutélaire: le chef *mafioso* de la *cosca* locale.

«J'ouvre les bras à toutes sortes de gens»

L'écrivain sicilien Danilo Dolci a rapporté les réflexions que lui fit un jour, pas si lointain, un *mafioso* montagnard:

— «Je suis né comme ça, Signor Danilo. Chaque fois que quelqu'un me demande un service, je le rends, parce que la nature m'a fait comme ça... Un homme vient me trouver et me dit: «J'ai un différend avec Tizio; pouvez-vous m'aider à arranger ça?» Je fais appeler la personne en question, ou bien je vais la voir, selon les cas, et je mets les deux hommes d'accord. C'est un pouvoir que j'ai. Je ne suis ni orgueilleux, ni ambitieux. J'ouvre les bras à toutes sortes de gens. Je ne sais pas dire non... Souvent, bien sûr, on acquiert ainsi beaucoup de gratitude, on se fait des amis, et des occasions se présentent où l'on peut demander un service à son tour... Les choses se suivent dans

la vie, l'une entraîne l'autre... Demain, par exemple, je dois laisser le battage, mes bêtes, tout, pour aller à Agrigente. On m'a demandé de recommander un étudiant à ses professeurs, de sorte qu'il soit sûr de réussir à ses examens. Vous voyez comment les choses se passent...»

Parce qu'on est en Sicile, les paysans siciliens, qui sont aussi honnêtes qu'ailleurs, considèrent comme une chose juste, normale, que l'on puisse faire pression sur un professeur et l'obliger peut-être à donner une note qu'il n'aurait pas donnée...

Parce qu'on est en Sicile, le professeur fera ce que lui conseille le vieux *mafioso*. De bon ou de mauvais cœur, il obtempérera... Un accident est si vite arrivé...

Cette attitude traditionnelle qui fait qu'il est normal d'ignorer les lois officielles, pour n'admettre que les siennes propres, issues des coutumes familiales, trouve son origine dans l'esprit féodal du *Mezzogiorno*. Le rejet absolu de tout ce qui ne provient pas du droit coutumier fait que Danilo Dolci affirme que chaque fois que le mot association est employé en Sicile, c'est pour désigner, automatiquement, une association criminelle. Criminelle pour le reste du monde, non pour les Siciliens qui ne voient pas le mal au même endroit que les autres...

Si donc la Mafia devait se développer, on voit qu'elle ne pouvait le faire qu'au sein de la famille, à l'image de la famille, en la prolongeant, puisque son code en était directement issu.

Elle a permis d'étendre les liens reliant entre eux les membres d'une famille, à d'autres personnes: parentèle, alliances par mariage, parrainage, associés enfin. Tous sont régis par les mêmes lois. La Mafia a provoqué ensuite des unions entre familles par le biais des mariages des

générations suivantes. Ce faisant, les Siciliens n'ont pas agi autrement que les familles royales d'Europe qui ont multiplié, entre elles, les mariages, pour assurer leur survie... Humainement, la Mafia se gère comme un fief.

Le dodécalogue de la Mafia

Giuseppe Alongi a répertorié quelques-uns des préceptes qui régissent la morale sicilienne telle qu'elle avait cours dans les familles et, par extension, dans la Mafia. Voici ce curieux dodécalogue, tel qu'il a été traduit par Maurice Carmona dans la version française de *l'Histoire de la Mafia* de Gaetano Falzone, parue aux Editions Fayard :

1. A qui te fait perdre le moyen de vivre (quel qu'il soit), fais perdre la vie.
2. D'un chapeau (pour bourgeois et fonctionnaire) et des démarches malignes, dis du bien, mais tiens t'en éloigné.
3. Le fusil et l'épouse ne se prêtent pas.
4. Si je meurs, je serai enseveli; si je survis, je te tuerai.
5. Plus vaut un ami influent que cent onces en poche.
6. La potence est pour le pauvre, la justice pour les couillons.
7. Qui a de l'argent et des amitiés, se fout de la justice.
8. De ce qui ne t'appartient pas, ne dis ni mal ni bien.
9. Quand il y a un mort, il faut penser au vivant et l'aider.
10. Le témoignage est une bonne chose, tant qu'il ne fait pas de mal au prochain.
11. Qui meurt doit être enseveli; qui vit prend épouse.

12. La prison, les maladies et les malheureux mettent à l'épreuve le cœur des amis.

Ce dodécalogue est typiquement d'origine féodale. Il nous apporte l'écho, dans les termes exacts, des vers de l'épopée médiévale française de Garin le Lorrain, vaste récit d'une vendetta dont on connaît un manuscrit ancien en Italie, et où Marc Bloch voyait exprimée « l'essence même du régime seigneurial » :

La richesse, ce sont les parents, les amis.

Le cœur d'un homme vaut tout l'or d'un pays.

L'unité italienne écrase la Sicile

Si cette philosophie, qui ne tient aucun compte de la légalité moderne, a survécu, c'est moins à cause de la Mafia, que du gouvernement de Victor-Emmanuel II, puis de son fils Humbert I^{er}, qui accumulèrent les erreurs en Sicile.

« L'unité de l'Italie, a écrit le grand historien Gaetano Salvemini, a été pour le Sud un vrai désastre, et le dernier des Bourbons d'Espagne (François II) avait raison lorsque, fuyant de Naples à Gaète, il disait à ses anciens sujets qu'il y perdait son trône, mais que les Piémontais ne leur laisseraient, à eux, que les yeux pour pleurer... »

Le pouvoir piémontais imposa en effet la Sicile aussi lourdement, en valeur absolue, que l'était par exemple la Lombardie, alors que l'île était aussi pauvre que pouvait être riche la plaine septentrionale. Et il dressa des barrières douanières qui ruinèrent les petits agriculteurs siciliens. Les barons eux-mêmes survivaient difficilement, comme le montre en 1894 le Français Combes de Lestrade dans son étude : *La Sicile sous la monarchie de Savoie*.

L'écrasement de la Sicile tient en quelques

chiffres fiscaux que donne dans les années 1900 *La Grande Encyclopédie*: «L'impôt foncier varie en Sicile entre 45 pour cent et 60 pour cent du revenu. Le Lombard paie à l'octroi 9 pour cent de son revenu mobilier moyen, le Vénitien 11 pour cent, et le Sicilien 44 pour cent!»

On sait quelle fut la réaction de la Sicile. Elle se referma sur elle-même, sur son passé, sur ses vieilles solidarités féodales autochtones, du temps où elle «se portait bien», les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles du protectorat espagnol, somme toute bienveillant et efficace.

Les trente dernières années du XIX^e siècle marquèrent donc en Sicile l'apogée de la Mafia, telle qu'elle était issue de l'Histoire, et telle que la nourrissaient la misère et l'humiliation des nouveaux temps, contre quoi tous les Siciliens formaient bloc.

Mais rien ne s'est moins figé que cette société secrète qui a su constamment se renouveler, resurgir alors qu'on la croyait disparue, se renforcer alors que sa tombe était déjà ouverte, sans jamais rien changer à ses structures, ni à son esprit, venu du fond des âges.

Les émigrants partent avec une arme: la Mafia

Et, lorsqu'ils seront las de mourir de faim, d'être méprisés du reste du pays, les Siciliens émigreront. Entre 1875 et 1925, plus d'un million et demi d'entre eux partiront pour le nouvel Eldorado que représentent les Etats-Unis d'Amérique.

Dans leur maigre bagage, ils n'emporteront qu'une arme. La seule à ne les avoir jamais déçus et que les douaniers américains ne découvriront pas, car elle se cache au plus secret du cœur des Siciliens: la Mafia.

CHAPITRE VIII

LES SICILIENS ARRIVENT EN AMÉRIQUE

En 1920, à New York, 312 East Street, un garçon de seize ans, vigoureux et hardi, ne regardait pas sans gêne, quand il la croisait dans la rue, la fille qui lui plaisait et qui habitait la maison d'en face.

La raison de cette gêne tenait à une différence d'étage et à la misère dans laquelle vivait le jeune Joseph Valachi. Il logeait à un rez-de-chaussée et la fille au quatrième. Elle lui disait parfois qu'elle l'avait aperçu dans sa chambre, et à ces moments-là, Joseph se sentait mourir de honte.

Une enfance misérable

Des années plus tard, devenu un gangster célèbre puis un des rares hommes qui, en prison, consentirent à parler sur la Mafia et à livrer au moins une partie de ses secrets, ce souvenir lié à une enfance misérable le taraudait encore.

– Tout était, chez nous, si pauvre, si sale, si crasseux, confiait-il. Vous comprenez, de son étage, elle voyait tout cela, toute cette saleté qui

m'entourait. J'avais deux frères, l'aîné qui est aujourd'hui dans un asile de fous, un plus jeune que moi et trois sœurs. Avec mon père et ma mère, nous vivions tous entassés dans trois pièces. Pas d'eau chaude naturellement. Les waters sur le palier. Pour nous chauffer, un fourneau dans la cuisine, alimenté par du bois et des débris de charbon, que nous allions récupérer dans une décharge. Bois et charbon s'entassaient dans la pièce où nous dormions, mes frères et moi.

L'hiver, il y en avait jusqu'au plafond et nous nous couchions dans de vieux sacs à ciment cousus par ma mère. Ça me grattait tellement la peau, et il y avait tant de punaises que, souvent, la nuit, je gagnais une remise voisine pleine de camions. J'allais dormir dans une de ces voitures. A tout prendre c'était préférable.

De tels souvenirs marquent un adolescent. Valachi se souvenait encore des épisodes qui jalonnaient son enfance; comment ils faisaient, ses camarades et lui, l'école buissonnière; comment il avait un jour blessé à l'œil, par mégarde, disait-il, la maîtresse d'école, avec un caillou.

Après cet « exploit », on expédia Joseph Valachi, en compagnie d'autres garnements, à l'Institut catholique de New York qui, si on l'en croit, était une sorte de maison de redressement.

En guise d'oraison funèbre

Tous les frères qui s'occupaient d'eux n'étaient pas uniformément mauvais, mais certains étaient très durs.

Le plus redouté des enfants était un certain frère Abel qui dirigeait l'atelier des tailleurs. Il tenait toujours à la main un mètre en bois qui servait à

deux fins : prendre des mesures et distribuer des corrections.

— Peu lui importait, raconte Valachi, que nous ayons fait quelque chose de mal ou non. Le mieux était de ne pas se trouver sur son passage, si l'on ne voulait pas recevoir une tripotée.

Un jour, le frère Abel mourut, et on organisa ses funérailles. Jamais Joseph Valachi n'oubliera cette scène. Le corps fut exposé dans la chapelle et tous les élèves des cinq cours de l'Institut défilèrent, l'un après l'autre, devant la dépouille du défunt pour lui rendre un dernier hommage. Trois cents garçons, à peu près.

Valachi se trouvait être un des derniers. Quand son tour vint de passer devant le corps, il crut défaillir : la poitrine du frère Abel était constellée d'un amas de taches blanchâtres et gluantes : des crachats.

Sur ce cadavre, Valachi cracha comme les autres.

Un père alcoolique invétéré

La misère est présente dans toutes ces années. Elle fut le lot de cette famille d'émigrants, comme elle fut le lot de tant d'autres. Joseph était né le 22 septembre 1904 à Manhattan's East Harlem. La famille aurait dû se composer de dix-sept enfants. Mais six seulement survécurent. Le père et la mère venaient de Naples. Le père, un alcoolique invétéré, travailla d'abord comme marchand de légumes, puis il fut ouvrier sur un chaland d'ordures. La mère était une grosse femme que son mari battait quand il avait bu, c'est-à-dire presque tous les jours, et qui exhibait d'une façon à peu près permanente un œil au beurre noir.

Il y a eu dans les banlieues des grandes villes de la côte Est des milliers et des milliers de familles Valachi, vouées à l'enfer des faubourgs.

Au cours du XIX^e siècle, les Italiens du Nord furent parmi les premiers à quitter leur patrie. Pour la plupart ils allèrent s'installer en Californie où ils devinrent agriculteurs et, les plus entrepreneurs d'entre eux, banquiers et industriels. Dans cette période fort peu d'entre eux s'établirent sur la côte Est.

Ils n'avaient jamais quitté leur village

La grande vague de l'émigration déferla entre 1900 et 1910. En dix ans, plus de deux millions d'Italiens affluèrent. Cette fois, il s'agissait surtout d'habitants du *Mezzogiorno*, Siciliens, Calabrais, ou Napolitains. Ils n'avaient jamais quitté leurs villages, et leur expérience se limitait à cet horizon. Il en conservaient jalousement toutes les coutumes, les étroitesse, renforcées par une suspicion profonde à l'égard de tout ce qui était étranger et de tout ce qui se réclamait de la loi. Était étranger tout ce qui n'était pas du village.

Nombre de ces hommes débarquèrent aux États-Unis sans leur famille. C'étaient des journaliers agricoles, ou de petits artisans parfaitement incultes. Ils partaient avec la ferme intention de revenir, une fois fortune faite. Nombre d'entre eux en effet, 700 000 environ, regagnèrent leur terre natale. Qu'entre-temps, ils aient réussi à faire fortune, est une autre histoire. En fait, rares furent ceux qui revinrent au village les poches pleines.

Tous ces pauvres émigrants étaient transplantés, le temps d'une traversée, dans un milieu totalement neuf, étonnant, effrayant, où le dépayse-

ment n'était pas seulement linguistique, mais où il fallait passer du village familial où chacun se connaissait et où les liens de parenté étaient étroits, à l'entassement et au tumulte urbains.

Ne pas rester isolés

Alors l'idée dominante, l'idée fixe, le garde-fou fut : *ne pas rester isolés*. Ils se groupèrent, ils se tassèrent les uns contre les autres, dans les quartiers les plus misérables des villes de l'Est, plus particulièrement à New York, où souvent ils succédaient aux Irlandais pour l'accomplissement des tâches les plus rudes.

Certains d'entre eux débarquaient avec, accroché à leur cou, une pancarte sur laquelle figurait le nom et l'adresse d'un parent déjà incrusté dans cette incroyable fourmilière.

Ils formèrent ce qu'on a appelé « les petites Italies », c'est-à-dire des quartiers, des rues ou des blocs de maisons peuplés uniquement d'Italiens.

Non seulement ils vécurent entre compatriotes mais, chaque fois qu'ils le purent, ils tentèrent de reconstituer une province, voire un village : Calabrais, Siciliens, Napolitains formèrent des centres ethniques distincts, assez méfiants les uns à l'égard des autres. C'est ainsi qu'à l'origine, l'*Unione siciliana* n'acceptait dans ses rangs que de purs Siciliens. A New York, Elisabeth Street était une rue exclusivement sicilienne.

Les 200 familles de Cinisi

A la 69^e rue Est de New York, environ 200 familles du village sicilien de Cinisi s'étaient

regroupées. Nous connaissons les mœurs de ces villageois transplantés, par la description donnée dans une étude sur l'américanisation, financée par la Carnegie Corporation.

« Ces hommes agissent, comme s'ils étaient à Cinisi. Si quelqu'un modifie son comportement, il ou elle est critiquée. Si beaucoup changent, alors une nouvelle coutume se crée... Si une femme est en mesure de s'acheter une jolie robe, ils disent : « Regarde cette *villana* (serve) : autrefois au pays elle portait des paniers de tomates sur sa tête, et maintenant, elle porte un chapeau. » Ou : « Regarde la fille d'un tel ; à Cinisi, elle travaillait aux champs et sa peau était brûlée par le soleil, ici, elle ose sortir avec une ombrelle. »

Cette influence de la coutume est si forte, qu'ils hésitent à porter d'autres vêtements que ceux auxquels ils étaient habitués à Cinisi. Partout règne la crainte d'être *sparlata* (que l'on dise du mal de vous). Une femme avait acheté une paire de bas de soie et ses voisins parlaient tellement d'elle que son mari lui ordonna de les enlever. S'habiller mal est critiqué ; s'habiller avec élégance est critiqué. Il faut choisir entre le conformisme et l'ostracisme.

Orgueil de clan

En tant que groupe, ils ont certaines caractéristiques très marquées : réserve, suspicion, susceptibilité aux commérages, timidité et désir de *fare la figura*. Cependant, leur trait le plus remarquable est un immense orgueil familial et, comme la cellule familiale ne comprend pas seulement les parents par le sang, mais ceux qui sont rattachés à la famille par des liens rituels (*commare* et

compare) et comme les mariages entre habitants d'un même village sont une pratique courante, cet orgueil familial devient en réalité un orgueil de clan. Jusqu'où peut aller l'attachement familial, on a peine à le croire. Si déshonoré ou si peu honorable que soit un membre de la famille il n'est jamais rejeté; ceux qui ne réussissent pas sont aidés, les égoïstes sont tolérés, les excentriques patiemment supportés. les vieillards sont respectés, et les bébés sont l'objet de l'adoration de tous.

Crainte du chantage et de l'extorsion de fonds

La colonie n'a pas de journaux. C'est une femme à qui on a donné le nom de *Giornale di Sicilia* (le Journal de Sicile) qui en tient lieu. Elle apporte les nouvelles et les répand aussitôt. Elle est en ce moment partie pour l'Italie et celle qui la remplace est une bavarde connue pour être une *too-too*, mot dérivé du «toot» que font les crieuses des rues. Elle est en outre pleine de malice et donne une version des événements qui les rend pittoresques. Elle ne parle pas seulement de ceux qui manquent de respect aux coutumes, mais de ceux qui ont des difficultés financières. Avoir des difficultés financières est mal vu et *Giornale di Sicilia* avertit les uns et les autres de faire attention à telle ou telle personne qui pourrait bien chercher à faire un emprunt. Consentir à prêter de l'argent signifie qu'on a fait des économies; le secret du prêteur est éventé. C'est pourquoi l'on refuse de se prêter de l'argent et, si l'un d'eux se trouve à bout de ressources, il lui sera plus facile d'emprunter à un Juif qu'à un *paesano*. Quand il s'agit de leur situation finan-

cière, ils sont si trompeurs (en partie par crainte du chantage) qu'il est courant de voir évaluer la fortune d'un Cinisarien non d'après ce qu'il dit, mais d'après le nombre de ses enfants qui travaillent.

De temps à autre, un Cinisarien tente sa chance dans le monde des affaires. Il écrit à ses parents restés à Cinisi de lui envoyer de l'huile, du vin, des figues, des citrons, des noix, etc., et ensuite il va de maison en maison. Il ne se présente pas comme commerçant, mais comme quelqu'un qui vient en visite. Il parle de Cinisi puis informe ses hôtes qu'il a reçu quelques produits du pays natal. Presque à coup sûr, on lui demande: «Tu vas nous en céder un peu, hein?»

– Bien sûr, dis-le à tes parents, Je peux vous céder tout ce que vous voulez.

C'est ainsi qu'il traite ses affaires. Tout marche bien jusqu'au moment où il ouvre une boutique; alors les ennuis commencent. Il doit sans cesse montrer qu'il est pauvre, qu'il gagne à peine de quoi vivre, par crainte d'être victime de quelque tentative d'extorsion de fonds.

Les jeunes gens vendent leurs suffrages

Peu d'hommes de Cinisi font du commerce à New York parce qu'un Cinisarien n'entre pas en concurrence avec un autre dans la même branche d'activité.

Dans la colonie de Cinisi, il n'y a pas de parti politique. Le groupe n'a pas cherché à acquérir la citoyenneté américaine. Sur deux cent cinquante, un ou deux étaient citoyens avant la guerre et maintenant tous ceux qui sont revenus de la guerre sont citoyens aussi. Les jeunes gens

vendent leur suffrage en échange de quelque profit. Le Cinisarien moyen, comme tous les étrangers, pense qu'un vote vaut cinq dollars.

Le Cinisarien sait ce qu'est la corruption. A Cinisi, il y en a beaucoup. Année par année, de l'argent est collecté pour construire à Cinisi un système d'adduction d'eau, et l'argent disparaît sans que quiconque ait jamais eu le moindre système d'adduction d'eau.

Ceux de Cinisi s'intéressent davantage à la politique de Cinisi qu'à la politique américaine. Ils parlent entre eux des partis, des artisans, des messieurs, des *villani*, des chasseurs de Cinisi.

Ils espèrent retourner au pays

La plupart des Cinisariens de la 69^e rue espèrent retourner en Sicile. Ils pensent sans cesse, jour après jour, à leur ville natale : « Je me demande si je serai de retour à temps pour la prochaine récolte » ; « J'espère que je vais repartir à temps pour la *festa* » ; « J'espère arriver à temps à Cinisi pour prendre une pleine ventrée de figues indiennes », etc. Ils reçoivent des lettres qui les tiennent au courant de ce qui se passe là-bas. Ils écrivent chez eux et parlent dans leurs lettres de ceux qui ont transgressé quelque coutume : « Un tel a épousé une Américaine. Les Américaines ne sont pas des filles sérieuses. Le garçon est très désobéissant. » Et un tel qui n'avait pas réussi dans ses études au collège de Palerme est ici. « Il a épousé une étrangère », c'est-à-dire une Italienne d'une autre ville. De telles réflexions dénigrent un homme et une mauvaise réputation l'attend à son retour à Cinisi.

La réputation qui leur est faite à Cinisi par les

lettres d'Amérique compte beaucoup pour les émigrés, car ils espèrent retourner au pays. Des familles entières se sont fixé une date. Ceux qui expriment l'intention de rester sont de jeunes hommes américanisés.

Cette étude, très révélatrice de la mentalité de ces immigrants, n'est pas sans projeter quelques lueurs sur celle de l'enquêteur : on voit bien que les valeurs ne sont pas les mêmes : l'enquêteur ne comprend pas qu'un homme vivant en Amérique cherche à cacher soigneusement l'état de sa fortune. Il est agacé ou ironique devant l'étendue de l'attachement familial (« on a peine à le croire »), il s'étonne qu'il y ait toujours une place au foyer pour le fils prodigue, qu'une solidarité joue à l'égard de ceux qui ne réussissent pas, que les excentriques bénéficient de la patience de tous ; le monde moderne, tel que nous le connaissons, juge ici et rejette un mode de vivre proprement patriarcal.

Le « padrone »

Le Cinisarien recréant son village sur le continent américain vivait dans un état d'isolement à peu près total par rapport à l'univers américain. On pouvait certes penser que, dans son travail, il trouvait au moins des contacts qui lui faisaient défaut dans sa rue typiquement sicilienne. Dans la réalité il n'en était rien. Car la plupart des anciens *paesani* trouvaient un emploi grâce à un intermédiaire, le *padrone*. Le *padrone* possédait sur eux cet avantage inestimable : il parlait quelques mots d'anglais. Cette faculté lui valait d'être l'interlocuteur de l'employeur yankee, qui ne connaissait que cet intermédiaire. C'était donc le *padrone* qui

embauchait collectivement une équipe de compatriotes. Ceux-ci travaillaient ensemble dans la même entreprise. Sur le lieu de travail, c'était le village qui continuait. Souvent d'ailleurs, ces travailleurs avaient été recrutés sur place dans leur village par le *padrone*. Le *padrone* collectait leur salaire et le répartissait entre les membres de son équipe. Au passage, il n'oubliait pas de prélever sa dîme. C'était encore lui qui, souvent, louait leur logement aux immigrants et qui leur vendait la nourriture.

Par là même, les *paesani* continuaient, dans le décor des immenses cités américaines, à être enfermés dans un réseau de relations de type féodal. Vivant dans des ghettos, les pauvres Italiens déracinés du Sud ne tardaient pas à être l'objet d'un chantage organisé qui allait devenir célèbre au début du siècle : *La Mane nero*, la Main noire.

Les lettres de la Main noire

Les entreprises de la Main noire se ramènent pour la plupart à l'extorsion de fonds. Elles débutent presque toujours de la même façon : un jour un membre de la colonie italienne reçoit une lettre anonyme, ornée en général d'une main noire grossièrement dessinée.

La lettre est le plus souvent rédigée en termes courtois. Mais elle recèle une menace, implicite ou carrément formulée :

« Vous serez assez bon, écrit-on à un commerçant, de m'envoyer deux mille dollars, si toutefois vous attachez quelque prix à votre vie. »

Dans une autre circonstance, la victime se trouve être une certaine M^{me} Lupo qui, habitant dans le secteur Nord de Chicago, avait acheté

pour vingt-cinq mille dollars un petit immeuble de rapport. Sa fille en acheta un autre un peu plus tard.

Manifestement, les affaires de la famille Lupo marchaient rondement. Cette circonstance n'échappa point à la Main noire. Et M^{me} Lupo reçut un jour ce message :

« Mettez quatre mille dollars dans un mouchoir rouge et mettez aussi quatre mille dollars de la part de votre fille. Déposez-le à l'extrémité ouest du pont de Chicago Avenue à minuit, jeudi. Nous avons examiné votre nouvel immeuble de Park Avenue et y avons repéré un endroit propice où une bombe provoquerait de graves dégâts si vous n'obéissiez pas. Ne dites rien de tout cela à votre gendre, Mario Modeni. »

M^{me} Lupo n'en fit rien et son gendre avertit la police. Laquelle se posta au rendez-vous prévu. Personne n'y vint. Sans doute une « fuite » avait-elle joué en faveur de la Main noire.

L'attitude courageuse de M^{me} Lupo était dans le milieu italien tout à fait exceptionnelle.

Parfaite courtoisie

Citons encore cette lettre, écrite, avec une parfaite courtoisie :

« Très aimable M. Silvani,

» J'espère que la présente ne vous impressionnera pas trop fâcheusement et que vous serez assez bon pour m'envoyer deux mille dollars, si votre vie vous est chère. Je vous prie donc chaleureusement de les déposer à la porte, d'ici quatre jours. Si vous ne le faites pas, je vous jure que, dans une semaine, il ne subsistera même plus les cendres de votre famille.

» Avec mes salutations, je vous prie de me croire votre ami. »

On ne connaît ces lettres que parce que ceux qui les reçurent osèrent les transmettre à la police. Dans le cas de Silvani, l'enquête s'orienta vers un nommé Joseph Genite. Une perquisition à son domicile, permit d'y saisir un stock de revolvers, de fusils et de cartouches de dynamite.

Tout ce remue-ménage fut effectué en vain. Il fut finalement impossible, faute de preuves suffisantes, de faire condamner Genite.

Tibias, crânes, pistolets...

Le processus de la pression psychologique exercée par la Main noire est savamment gradué. La première lettre fixe un rendez-vous à la victime choisie. Celle-ci s'interroge, inquiète du sort qui lui est réservé. Elle a déjà entendu parler de la *Mane nero*, de ses sanctions impitoyables. Elle se rend donc au rendez-vous fixé.

Elle n'y trouve personne.

Pourquoi? S'est-on trompé d'heure, de lieu? Les auteurs de la missive ont-ils modifié leur plan? L'homme qu'ils ont choisi pour exercer ce chantage a-t-il commis quelque erreur?

L'individu menacé se pose avec angoisse toutes ces questions. Le temps passe.

Une deuxième, une troisième lettre parviennent alors à leur destinataire. Chacune d'elles contient des menaces croissantes, accompagnées de croquis représentant des cœurs percés, des crânes, des tibias, des pistolets, des poignards, des bombes.

Sur des esprits simples, cette escalade de la peur a le maximum d'effet. Celle-ci serait toutefois

moins efficace si elle ne ménageait pas à l'individu terrorisé une issue. Une des lettres contient en effet une allusion à un « ami » qui serait d'excellent conseil. Par chance l'« ami » habite dans le quartier de la victime, et il est assez clairement désigné pour que l'intéressé puisse l'identifier sans trop de peine.

Un « ami »

Ainsi une des lettres captées au cours d'une enquête sur la Main noire faisait allusion à un *terminese*, c'est-à-dire à un homme originaire de Termini, et il était précisé qu'il habitait dans la même rue, très courte, que la victime.

Que va faire celle-ci ? Elle va se rendre au domicile de l'« ami » ; lui soumettre son cas, implorer souvent son intervention. L'« ami » est sage et généreux.

— Vous avez bien fait de venir me trouver. Ceux qui vous écrivent sont des gens très redoutables, puissants et implacables. Leurs procédés sont odieux. Il est abominable de faire chanter de la sorte d'honnêtes travailleurs. Mais quoi ? La police ne fait rien contre eux. Compter sur elle serait folie. Heureusement il se trouve que, par quelques relations que je ne puis vous nommer, je suis en mesure d'intercéder auprès de ces misérables en votre faveur. D'obtenir qu'ils n'attendent pas à votre vie. Naturellement, il faudra tout de même verser quelque argent pour calmer ces bandits. »

L'« ami » n'est bien sûr que le complice de ces hommes. Parfois même, c'est lui qui a écrit ou fait écrire les lettres de menace. Le *paesano* ne voit pas si loin. Au reste, même s'il a deviné tous les

ressorts de la machination montée contre lui, que pourrait-il faire?

Il a déjà entendu parler peut-être des vengeances terribles de la Main noire : on ne sait trop qui elle va frapper et sous quelle forme. Parfois celui qui a reçu les lettres est passé à tabac par des inconnus, d'autres fois abattu. Ce peuvent être son fils ou son père qui seront enlevés : dans d'autres cas c'est la maison ou le magasin qui sont dynamités.

L'« omertà »

La Main noire tirait l'essentiel de sa force de la réputation qui s'attachait à elle. Les habitants des « petites Italies » n'en parlaient guère entre eux. Ils redoutaient, par des propos imprudents, de s'attirer les représailles de cette puissance redoutable. Il n'était pas question davantage d'aller se plaindre à la police. La police c'était l'étranger ; elle était en général représentée dans les quartiers italiens par un Irlandais. Il ignorait superbement le ghetto italien ; et le ghetto le lui rendait. Il était en outre de tradition chez les Siciliens ou les Napolitains de pratiquer l'*omertà*, la loi du silence. Le mouchard était le type d'homme le plus méprisé, le plus décrié qui fût. Même sa mère le rejetait.

Un sociologue américain, Francis Ianni, a, sous le titre, *Des affaires de famille – La Mafia à New York*, entrepris une passionnante enquête sociologique sur une famille de *mafiosi*, la famille Lupollo (nom d'emprunt).

La Main noire était-elle identique à la Mafia ? Sur ce chapitre les interprétations diffèrent.

Certains auteurs pensent qu'il n'en est rien. Ils soutiennent que les *mafiosi* étaient trop puissants

et trop nantis dans leur pays pour avoir besoin d'émigrer. Ceux qui partirent étaient de pauvres gens. Parmi eux se glissèrent de nombreux repris de justice. Une fois arrivés aux Etats-Unis, ils formèrent de petits gangs de cinq ou dix personnes ou plus, qui s'employèrent à extorquer de l'argent à leurs compatriotes.

Telle est, en substance, la thèse soutenue par Ianni: «Quelques rares petits *mafiosi*, écrit-il, avaient pu partir individuellement avant cette période (celle des années 1920), mais ils ne représentaient aucun pouvoir latent de commandement, autrement ils seraient restés en Sicile. Comme la grande majorité des immigrants italiens, ils étaient partis à titre individuel et probablement pour ne pas rester. Voir en eux une avant-garde envoyée pour explorer un nouveau territoire et le coloniser est pure absurdité. Les mafias locales étaient enracinées dans les communautés locales par les sentiments et le pouvoir, et il n'existait pas d'organisation centrale ou de «Grand Conseil» qui pût prendre une décision à un niveau plus élevé que le niveau local.»

Don Vito, «cerveau» de la Mafia

«Les activités de la Main noire, assure encore Ianni, étaient le fait d'individus ou de petits gangs et rien ne permet de supposer qu'il existât une organisation d'un plus haut niveau ou le moindre lien avec les mafias de Sicile ou la *Camorra* de Naples... Dans les douzaines de lettres de la Main noire que nous avons examinées au cours de notre étude, nous n'avons pas une seule fois trouvé de menaces indiquant que la Mafia ou la *Camorra* fussent impliquées d'une manière quel-

conque. Cette absence corrobore la manière de voir selon laquelle la Main noire ne résultait pas d'une transplantation de l'une de ces organisations secrètes dans le sol fertile des «Petites Italies».

On retrouve à peu près la même thèse sous la plume de John Kobler dans son ouvrage sur *Al Capone et la guerre des gangs à Chicago*. Selon lui, les adeptes de la Main Noire n'avaient guère en commun avec la Mafia que le recours au terrorisme.

L'écrivain Max Gallo est d'un tout autre avis. S'il admet que la Main noire a été formée à l'origine par des repris de justice et des anarchistes, il assure que c'est un *mafiosi* qui lui a donné en fin de compte son vrai visage et qui est devenu son conseiller : Don Vito Cascio Ferro.

Don Vito était né dans la province de Palerme. Il semble avoir été pour la Mafia ce que nous appellerions aujourd'hui un «cerveau». Sous son règne, la Mafia prit en Sicile même une extension nouvelle. Elle eut sa propre flotte qui transportait en Tunisie le bétail volé, et aux Etats-Unis les criminels poursuivis par la police.

«Ce sont ces singuliers colons, écrit l'Italien Michel Pantaleone, dans son livre *Mafia et Politique*, qui fondèrent en Amérique, à Saint-Louis, Chicago, Kansas City, New Jersey, l'organisation criminelle de la Main noire.»

Don Vito lui-même finit par rejoindre aux Etats-Unis, cette avant-garde du crime. Quand il débarqua, peu après 1890, l'opinion américaine était encore vivement secouée par l'assassinat, le 18 octobre de la même année à La Nouvelle-Orléans, du chef de la police Dave Hennesey.

Mort d'un policier

Cette mort marque une date. Pour la première fois l'opinion publique américaine va prendre conscience des aspects criminels de l'émigration italienne, de son caractère spécifique. Pour la première fois les mots *mafia*, *omertà* font leur apparition à la « une » des quotidiens, dont ils n'ont toujours pas disparu aujourd'hui.

La police américaine, nous l'avons dit, se souciait peu des règlements de comptes qui se déroulaient dans les quartiers italiens. Des bandes s'y affrontaient au couteau, ou à la bombe. Terrorisés par la Main noire, les émigrants italiens n'osaient pas aller se plaindre à une justice très lointaine, qui semblait se désintéresser de leur sort. Cette situation favorisait l'apparition d'une justice parallèle, d'essence *mafiosique*, qui rendait des verdicts sans appel.

À La Nouvelle-Orléans, depuis un certain temps, deux bandes, qui se livraient à l'exploitation des travailleurs siciliens employés dans les plantations d'arbres fruitiers, étaient en guerre l'une contre l'autre. Il semble que, dans cette lutte de clans, le chef de la police, l'Irlandais Dave Hennesey ait soutenu le clan des « Stoppaglieri » contre celui des « Giardinieri ». Ce choix devait lui être fatal.

Cet assassinat déclencha une vague de fureur aux Etats-Unis. Beaucoup de suspects italiens furent appréhendés. Certains quartiers d'émigrants furent le théâtre d'expéditions qui ressemblaient à des *pogroms*. Le jugement et l'acquittement, faute de preuves, des accusés provoqua une nouvelle vague de colère. La prison fut envahie, les détenus extraits de leur cellule et lynchés à mort, sur place.

Ce fut au tour de l'opinion italienne d'exprimer

son indignation et de réclamer la protection des compatriotes émigrés.

La «protection»

Don Vito survint dans cette effervescence. Il semble, en effet, qu'il ait imposé un nouveau style, déjà utilisé par la Mafia en Sicile.

Don Vito, qui parlait peu, avait parfois recours à cette expression *fari vagnari u pizzu*, ce qui signifie littéralement: faire tremper, mouiller le bec (d'un petit oiseau). C'est l'équivalent de notre expression: «pot-de-vin».

Don Vito s'employa consciencieusement à «mouiller» le maximum de gens possible, surtout s'ils disposaient de quelque autorité. Désormais la Main noire, au lieu de se limiter à faire pression sur les gens, et à les terroriser, va organiser leur «protection». Elle profite de rivalités nombreuses entre bandes pour fonctionner comme une sorte de tribunal et de police illégaux. Avec cette mutation commence le racket.

Un policier d'origine italienne, Joe Petrosino, avait détecté les entreprises de la Mafia. Il finit par faire arrêter Don Vito. Seulement celui-ci obtint sa liberté sous caution, gagna La Nouvelle-Orléans, puis de là revint en 1904...

Un policier tente de pénétrer la Mafia

Max Gallo croit voir en lui l'initiateur de la «Mafia de retour». «Désormais, écrit-il, il y a un lien vivant, organique, entre la Mafia et la *Mane nero*, entre la Sicile et les Etats-Unis, et Don Vito Cascio en est le fondateur.»

Voilà une thèse qui demanderait à être étayée davantage, et la discussion, à notre avis, reste ouverte entre ceux qui voient dans le développement de la Mafia aux Etats-Unis le simple transfert d'habitudes antérieures, et ceux qui croient découvrir entre les opérations des gangs en Sicile et des gangs italiens aux Etats-Unis un lien réellement organique.

Quoi qu'il en soit, Don Vito revint à Palerme, auréolé du prestige de l'homme qui a réussi. Ce prestige fit un bond énorme quand Don Vito, de sa main, à Palerme abattit, en 1909, sur la place Marina, le policier américain Joe Petrosino en personne qui venait là poursuivre son enquête.

Petrosino avait une grande ambition. Il cherchait à établir les liens entre la Main noire et la Mafia. Dans ce dessein, il avait décidé de se rendre au berceau même de la Mafia, et de percer ses secrets en se glissant dans ses rangs.

Son origine italienne, sa parfaite connaissance des rites de cet « underground », justifiaient son projet. Il comptait aussi certainement sur le parrainage de deux émigrés siciliens, au passé lourdement chargé, qui avaient débarqué avec lui à Palerme.

Fut-il trahi par ces hommes? Ce point reste obscur, comme tant d'autres dans ce monde ténébreux de la Mafia. Toujours est-il que le jour même de son arrivée, tandis qu'il se rendait au palais de Justice, place Marina, il fut tué net par l'unique balle tirée par Don Vito.

Un alibi parfait

Ce jour-là, Don Vito était invité à déjeuner chez le député P. Il s'y était rendu un peu en avance.

Puis, il s'était absenté un moment et avait gagné, dans la voiture du député, la place Marina, à l'heure prévue pour l'arrivée de Petrosino.

Quand la police recueillit la déclaration du député, celui-ci jura que Don Vito n'avait à aucun moment quitté sa maison. Le *mafiosi* possédait ainsi un alibi apparemment inattaquable. Il ne fut pas poursuivi. Et le destin de Petrosino dut donner à réfléchir à pas mal de policiers italiens.

Avec cette mort, la Mafia sortait victorieuse de sa confrontation avec la police. Tout Palerme était, bien entendu au courant de « l'exploit » accompli par Don Vito. Peut-être nombre de témoins l'avaient-ils vu abattre le policier. Mais Don Vito n'avait rien à craindre. Soit par peur, soit par réaction chauvine contre les entreprises d'un policier étranger, ils ne parleraient pas.

A cette époque, Don Vito n'avait nullement l'aspect vulgaire et voyant de nombre de gangsters, Capone y compris. Il était grand, élégant, il avait une allure véritablement aristocratique. Son visage était encadré d'une longue barbe, soigneusement peignée.

Cela dit, il était totalement analphabète.

Dans les villages de Sicile, les maires se portaient à sa rencontre, s'inclinaient devant lui. Nombre de gens lui baisaient la main.

— Heureux qui vous baise la main, Don Vito, disaient-ils.

Don Vito laissait faire, impassible et débonnaire. Il était entré dans la légende. Il avait les meilleurs appuis dans les milieux politiques. Il contrôlait tout, y compris les mendiants qui se voyaient, contre tribut, affecter le territoire où ils avaient le droit d'exercer.

Don Vito emprisonné par Mussolini

Il tombera sous les coups du préfet Mori qui avait été nommé par Mussolini pour lutter contre la Mafia. Il sera jugé pour contrebande et on l'entendra dire avec mépris en écoutant le verdict :

— Messieurs, ne pouvant faire la preuve de mes nombreux délits, vous en êtes réduits à me condamner pour le seul que je n'ai pas commis.

Don Vito mourra en prison à Palerme.

A l'Ucciardone (la prison de Palerme), il était le maître. Tous les détenus le consultaient et ne prenaient aucune décision sans qu'il l'ait autorisée. Avec cela, il savait se montrer paternel. Il venait en aide aux prisonniers, dotait leurs filles. Et, comme il fallait bien que les affaires continuent, il restait en contact étroit avec la Mafia dont Mussolini n'a pu venir à bout.

Après ce crochet en Sicile, revenons aux Etats-Unis et à la Main noire. Il est impossible aujourd'hui encore de chiffrer le nombre de ses exactions. Beaucoup de délits, ou d'actes criminels lui ont été attribués. John Kobler pense que 400 Italiens auraient été liquidés par elle, dans la période située entre 1895 et 1925. Ce ne peut être évidemment qu'une approximation.

Mise de fonds : un dollar 10 cents.

Bénéfice : 1 111 dollars par jour.

Dans le *Daily News* de Chicago, daté du 25 mai 1913, on trouve aussi cette relation fragmentaire :

« Au cours des 93 premiers jours de cette année, cinquante-cinq bombes ont éclaté dans la zone du spaghetti. Pour autant qu'on puisse en juger actuellement, aucune n'a été utilisée pour

d'autres raisons que le chantage. Un détective expérimenté du quartier italien estime que dix personnes paient un tribut pour une seule qui résiste courageusement, jusqu'à ce qu'une bombe la mette au pas. Tout en avouant que nous proposons là une simple hypothèse, il paraît vraisemblable que 550 personnes ont payé la Main noire depuis le 1^{er} janvier.

» De prime abord, cette Patte sale ne demande jamais moins de 1000 dollars mais consent des rabais. En admettant que, dans nos 550 cas, elle ait accepté un compromis de 200 dollars, la Main noire a encaissé 110 000 dollars en 93 jours, soit en moyenne plus de 1111 dollars par jour. C'est un beau bénéfice pour des frais généraux ne dépassant pas cinq timbres à deux cents, et un dollar de poudre, ainsi que 15 litres d'alcool de bois, car telle est d'ordinaire la composition des bombes.

» Ces statistiques ne sont peut-être pas exactes dans tous les détails, mais quand même assez justes dans l'ensemble. Les Italo-américains bien informés estiment que le tribut annuel payé à la Main noire n'est jamais inférieur à un demi-million de dollars.»

Contre ce terrorisme, une sorte de réaction spontanée se développa, substituant son action à celle qu'auraient dû engager les autorités judiciaires américaines et la police. Un groupe d'auto-défense fut constitué. Il s'appela la Main blanche.

Main blanche contre Main noire

La Main blanche fut fondée en 1907, par des Italiens nantis de Chicago, à l'instigation du consul d'Italie, Guido Sabetta. Elle avait pour

objectif, à la fois de réduire la Main noire à néant, et de contrecarrer cette opinion, alors assez largement répandue aux Etats-Unis, que les Italiens, plus particulièrement les Italiens du Sud, avaient des aptitudes criminelles plutôt supérieures à la moyenne des autres citoyens. On peut trouver un reflet de cette opinion dans un article publié dans *Mc Clur's Magazine*, en mai 1912, par un ancien assistant d'un procureur de district, Arthur Train. Au retour d'un voyage en Italie du Sud, celui-ci formulait ce jugement lapidaire :

« Les Italiens de l'extrême Sud sont enclins à l'ignorance, à la paresse, au paupérisme et à la superstition... Le nombre d'Italiens du Sud qui occupent des situations de prestige à New York d'une part et qui, d'autre part, ont déjà eu maille à partir avec la justice stupéfierait même leurs compatriotes... »

Des jugements de cette nature, et bien d'autres exaspéraient une large partie de la colonie italienne qui tolérait mal d'être assimilée aux gangsters, et de subir le discrédit attaché à leurs compatriotes criminels. Aussi l'exemple donné par Chicago fut-il bientôt imité et des Mains blanches se constituèrent dans différentes agglomérations.

Succès éphémères

Les Mains blanches recrutèrent des détectives et des juristes et entreprirent la tâche difficile de faire la chasse aux maîtres chanteurs de la Main noire.

Au début, cette entreprise courageuse parut marquer quelques points. Certains hommes de la Main noire furent jugés et condamnés. La Main

blanche de Chicago se vanta pour sa part d'avoir fait chasser de la ville dix des plus dangereux maîtres chanteurs de l'organisation rivale.

Ces succès furent éphémères. A partir de 1910, on put noter que la Main noire reprenait sa marche ascendante vers le crime. Cette année-là, elle fit abattre 25 personnes; en 1911, 40; en 1912, 31.

En 1912, la Main blanche cessa d'exister.

Pourquoi cet échec? Pour une raison essentielle: la Main blanche ne réussit presque jamais à briser la loi du silence, la fameuse *omertà*. Celle-ci était engendrée par la peur, par des promesses d'argent ou d'autres avantages, ou encore parce qu'il était considéré comme déshonorant par les émigrés du Sud, de parler, de donner des renseignements, et de collaborer de quelque façon que ce fût avec les autorités.

Toute arrestation de maîtres chanteurs entraînait automatiquement une avalanche de menaces, ou de mises en garde, adressées aux témoins, aux voisins, à la famille.

Et presque toujours, la police dans ses investigations, se heurtait à un mutisme total.

Un cas spectaculaire d'« omertà »

On cite à cet égard ce cas spectaculaire. Le 22 juin 1909 on jugea pour meurtre un certain Joseph Bertucci, mêlé à une affaire d'extorsion de fonds pratiquée par la Main noire. Un de ses complices, Bruno Nordi, avoua, et fournit à la police des éléments d'information. Après cela, sa femme consentit à son tour à parler.

Bertucci semblait perdu. Mais le jour de l'audience, lorsque Nordi apparut dans le box des

accusés, un homme, dans le fond de la salle, déploya et agita rapidement un mouchoir rouge, puis s'éclipsa aussitôt.

A partir de cet instant, Nordi et sa femme perdirent toute mémoire. On leur opposa en vain les déclarations faites à l'instruction. Ils ne savaient rien, soutenaient-ils. Faute de preuves Bertucci fut relaxé.

La Main blanche, sauf dans des cas exceptionnels, ne réussit pas à franchir ce mur du silence. Ces échecs découragèrent certains de ses membres. D'autre part, elle ne pouvait poursuivre ses actions sur une vaste échelle sans disposer des fonds transmis par les notables Italiens ou Italo-américains. Ceux-ci finirent par estimer qu'ils dépensaient de l'argent en vain. Et, tout ce que réussissait à faire la Main blanche, c'était, par ses déclarations, d'attirer l'attention de l'opinion américaine sur la criminalité italienne. Peu efficace pour combattre un système de terreur, elle faisait en outre de la contre-propagande.

L'un après l'autre, les bailleurs de fonds se retirèrent, et la Main blanche cessa d'exister.

En définitive, ce furent les autorités américaines qui finirent par restreindre le marché de la Main noire. A partir de 1920, elles firent adopter une législation qui prévoyait cinq ans de prison et une amende de mille dollars pour quiconque utiliserait la poste fédérale, en expédiant des lettres de chantage.

L'exemple d'hommes de la Main noire qui récoltèrent la peine maximum et furent transférés au pénitencier de Leaverworth, incita beaucoup de praticiens du chantage à réfléchir.

Dans certains cas, la loi fut pourtant tournée. Les maîtres chanteurs renoncèrent à la poste, mais utilisèrent un autre système de communi-

cation en pleine extension : le téléphone. Parfois, aussi, ils rendaient visite à la victime.

Le racket remplace le chantage

Tout autant qu'une répression plus sévère, les activités de la Main noire furent battues en brèche, par ce qu'on pourrait appeler le rétrécissement du marché. La levée de la prohibition fit cesser le trafic de l'alcool. De même, à partir de 1914, une loi sur l'émigration, plus restrictive, diminua notablement les arrivées de *paesani*. Le gibier se fit rare.

Il devint urgent pour les hommes de la Main noire de se reconverter. Comme le racket prenait une extension croissante, certain *pistoleros* de la Main noire furent embauchés par les racketteurs et intégrés à leur équipe. Certains se tournèrent vers un autre terrain de chasse, celui du travail, où il s'agissait tantôt de protéger des patrons contre les revendications de leur personnel, tantôt de protéger les salariés contre la pression patronale. De part et d'autre on trouvait des récalcitrants. Les anciens experts de la Main noire montrèrent alors leur compétence en matière de fabrication et de maniement des bombes. Il se fit même de ces engins une consommation assez spectaculaire. Durant les années 1920, 700 bombes détruisirent des biens immobiliers totalisant plusieurs millions de dollars.

C'est ainsi que le *boss* (patron) du syndicat des coiffeurs, Joseph Sangerman, avait à sa disposition une équipe de dynamiteurs dirigée par Georges Matrisciano, alias Martini, fils d'un coiffeur napolitain, qui confectionnait lui-même ses bombes.

Tarif des bombes

Quand un coiffeur voulait se rebeller contre les consignes du syndicat, Matrisciano et son équipe faisaient sauter la boutique.

A cette époque le tarif était le suivant :

- Bombe à la poudre noire : 100 dollars
- Bombe à la dynamite : 500 à 1000
- Contrat garanti : 1000 et au-dessus.

Eparpillée, dispersée, la Main noire reste cependant redoutable au début des années 1920. Puisque son ressort est le chantage, il lui reste à faire chanter une clientèle moins nombreuse, mais qui possède bien davantage de ressources financières, celle des gens riches. En cherchant bien dans leur vie, on finit par découvrir un scandale, ou tout au moins un secret.

L'inconvénient, c'est que les hommes fortunés ont, à la différence des pauvres paysans déracinés, les moyens de se défendre, à condition qu'ils aient la volonté de réagir.

Les rescapés de la Main noire n'hésitèrent pas cependant à s'attaquer à du gros gibier.

Chantage contre Colosimo

Au début de ce récit nous avons parlé de Jim Colosimo, un des gangsters les plus en vue du Chicago d'alors. Or, si celui-ci fit venir à Chicago son neveu Torrio, c'est précisément pour qu'il le protège contre le chantage de la Main noire.

Colosimo savait très bien les dangers qu'il courait. Dans sa jeunesse, lui-même avait quelque peu participé aux activités de la Main noire, ou en tout cas avait copié ses méthodes pour son propre compte.

Colosimo commença par céder. Il versa cinq mille dollars aux maîtres chanteurs. S'imaginait-il en avoir fini avec eux ? En tout cas, ils ne tardèrent pas à revenir à la charge. Chaque fois, ils augmentaient leurs exigences.

Colosimo comprit qu'il fallait en finir et que cette affaire ne pouvait s'achever sans effusion de sang. Certes, la Main noire avait montré à maintes reprises comment elle liquidait les récalcitrants. Mais Colosimo avait à sa disposition une équipe de tueurs : son beau-frère Jo Moresco ; Mac Fitzpatrick, alias W.E. Frazier, tueur à gages venu de San Francisco ; Billy Leathers ; Gullet, dit Harry le Poulet ; Joe Grabinier, dit le Môme Juif.

Trois morts de la Main noire

Après une nouvelle demande, Colosimo feignit de s'incliner. Il se rendit au rendez-vous convenu, la nuit, sous le pont de South Side, et y déposa une enveloppe lourdement chargée, que ses sollicitateurs devaient venir chercher.

L'enveloppe n'était pleine que de papiers sans valeur. Dans l'ombre, Colosimo et son équipe de gardes du corps, attendirent, silencieux.

Du temps passa. Puis trois ombres apparurent, se glissèrent sous le pont. Alors les hommes de Colosimo tirèrent de sous leurs vêtements les fusils à canon scié. La fusillade crépita.

Quand elle fut finie, les trois envoyés de la Main noire gisaient sur le sol, morts.

Colosimo pensa qu'il en avait fini. Mais quelque temps plus tard, un nouveau gang de la Main noire prit le relais et réédita son chantage.

L'heure de Torrio avait sonné.

FIN DU TOME PREMIER



HISTOIRE SECRETE DE LA MAFIA

Roland Gaucher

HISTOIRE SECRÈTE DE LA MAFIA

Tome deuxième

EDITIONS FAMOT

CHAPITRE I

LES NOUVEAUX FORCEURS DE BLOCUS

Boulevard du Rhum. C'est le nom donné à la partie de mer située juste à la limite des eaux territoriales face aux principaux ports de la côte est des Etats-Unis. Cette limite était primitivement fixée à trois milles. Mais cette frontière fut repoussée à douze milles par le législateur américain.

Les bateaux de contrebandiers d'alcool venaient jeter l'ancre à cette distance, parfois à quelques encablures des garde-côtes qui patrouillaient au-delà de cette limite invisible. Peu après qu'ils s'étaient immobilisés, les vedettes rapides des trafiquants d'alcool surgissaient dans la nuit, la brume, ou même en plein jour et s'amarraient aux cargos, comme des mouches qui s'agglutinent autour d'une source de nourriture. Et les caisses de boissons changeaient de cales.

Des vedettes autour d'un schooner

En ce temps-là, celui de la prohibition, des *bootleggers* et des *speakeasies*, des gangsters et des trafiquants de toutes sortes, le plus célèbre *Boulevard du Rhum* était bien entendu celui de New York, et le plus célèbre contrebandier d'alcool, s'appelait Bill Mc Coy, capitaine de l'*Arethuse*. Dans son livre *Boulevard du Rhum*, Robert Carse, raconte comment se déroulaient les opérations de transbordement :

« L'*Arethuse* pouvait avoir jusqu'à quinze clients à la fois. Les moteurs ne cessaient jamais de tourner, les officiers du navire étaient prêts à donner l'ordre de mettre en marche à tout moment. Les vedettes restaient bord à bord avec le schooner, tanguant, roulant, amassant péniblement leur cargaison. Le bruit des moteurs était tel qu'on avait du mal à s'entendre sur le pont et les matelots étaient littéralement sous pression tandis qu'ils charriaient les caisses de la cale sur le pont, du pont au cockpit des vedettes que l'on chargeait. Perché sur les barres de flèche du grand mât et armé d'une paire de jumelles, le second de Mc Coy informait le pont des manœuvres éventuelles des garde-côtes.

Les trafiquants connus de Mc Coy se chargeaient eux-mêmes de transférer la marchandise à bord de leurs vedettes. Ils lui donnaient la somme convenue de la main à la main, ou jetaient une liasse de billets sur le pont, en arrivant, lui annonçant en même temps le montant des billets et la marque d'alcool demandée : « Trois grands » (mille dollars) contre 500 Johnny Walker Black Label. Ou bien : « Je prends 400 Dewers et 100 High and Dry de Booth... Je te paierai en remontant sur le pont... J'ai pris du Golden Wedding : ça fait le compte. A la prochaine Bill ! »

A même le pont s'entassaient des liasses de billets, serrées dans des élastiques. Et, parfois, certains capitaines de navires hissaient des enseignes, sur lesquelles étaient affichés, en grosses lettres, les prix des marchandises.

Le Robin des Bois du whisky

Bill Mc Coy était un colosse d'un mètre quatre-vingt-cinq, originaire de la Floride. Il avait fait son premier transport en février 1921, à bord du *Henry L. Marshall*, noir schooner à coque, long de quatre-vingt-dix pieds, monté par sept matelots. Ceux-ci, alors, étaient tous ivres après une formidable cuite.

Mc Coy était parfaitement à jeun. Il ne buvait jamais une goutte d'alcool.

Le schooner, pour son premier voyage de contrebandier, mouilla au large de la Grande Bahama.

Bien d'autres expéditions suivirent. On estime qu'au cours des quatre années suivantes Mc Coy transporta 175000 caisses de scotch et d'alcool de seigle, représentant environ 70 millions de dollars. Pour se passer des lourdes caisses et augmenter ses cargaisons de 33 pour cent, il inventa un procédé d'emballage. Il rassemblait ses bouteilles en pyramide, trois en bas, deux au milieu, une en haut, enrobées de paille ou de tôle ondulée, et les serrait dans une toile cirée.

Il eut bientôt la réputation de livrer le meilleur alcool et d'être insaisissable. Il devint un personnage de légende, le plus hardi forceur de blocus de la prohibition, le Robin des Bois du whisky.

Mc Coy fut un grand aventurier de la mer qu'il sillonnait en partant de sa base de Nassau aux Baha-

mas, ou de celle de Saint-Pierre-et-Miquelon. Dans le monde bigarré de l'aventure, il succédait ainsi aux trafiquants d'esclaves, aux flibustiers, et aux forceurs de blocus de la guerre de Sécession.

C'était un homme indépendant. Il se vantait de n'avoir jamais versé un cent à un politicien ou à un gangster pour en obtenir faveurs ou protection. De fait, il fut un des rares contrebandiers à ne pas dépendre des gangs.

« Pickpockets » à l'abordage

Les gangs étendaient leur autorité sur la mer, et tout un réseau délicat de complicités fonctionnait, à partir du navire contrebandier, jusqu'à sa destination, le dépôt d'alcool ou le débit de boisson.

En général les choses se passaient ainsi : un gang achetait ou louait un navire, engageait un capitaine et son équipage. Lorsque ce bateau parvenait à la limite des eaux territoriales, au point secret convenu à l'avance, les vedettes devaient s'en approcher rapidement et effectuer aussi vite le transfert. L'état de la mer, on s'en doute, ne facilitait pas toujours les choses.

Les caisses étaient débarquées dans l'une des petites criques (Oyster Bay, Montauk, Freeport...) échelonnées le long de la côte de New York. Une fois à terre, elles étaient chargées à bord de camions. Un convoi se formait aussitôt et fonçait à toute allure, par les petites routes, vers New York. A sa tête, une voiture bourrée d'hommes en armes. Fermant la marche du convoi, une autre voiture pareillement montée.

Dans la voiture de tête, un homme portait en général une grosse liasse de billets, dans l'intention de

soudoyer le ou les policiers trop curieux, s'il s'en présentait.

Quant aux armes, elles étaient destinées à riposter aux incursions des pirates désireux d'intercepter la cargaison. Car, au bout de quelque temps, certains gangsters trouvèrent plus commode et moins onéreux de s'emparer de la marchandise des voisins, plutôt que de monter une organisation de transport.

Les pirates opérèrent d'abord en mer. Arrivant à bord de vedettes rapides, ils montaient à bord du navire contrebandier, en se faisant passer pour des clients. Là, sous la menace de leurs armes, ils délestaient le capitaine et son équipage de leur marchandise. On les surnomma « les pickpockets ».

Les capitaines de contrebandiers, pour se protéger contre ces incursions, s'armèrent à leur tour.

Il en résulta des batailles sanglantes qui éclataient la nuit. Les « pickpockets » montaient à l'abordage dans les cris et le tumulte des fusillades, tuaient les marins et jetaient leurs corps par-dessus bord. Parfois c'était eux qui succombaient.

Certains capitaines armèrent leurs navires de canons, et interdirent aux occupants des vedettes de monter à bord. Quand celles-ci apparaissaient au flanc d'un schooner, leurs hommes voyaient, d'un navire voisin, se braquer sur eux des dizaines de pistolets.

Pirates de terre ferme

Ainsi il était effectivement plus facile de procéder à la piraterie sur la terre ferme. Certaines bandes barraient les routes quant elles savaient qu'un convoi devait s'y engager. D'autres, embusquées au coin d'une ruelle ou

d'une route de campagne, faisaient irruption sur les flancs du convoi. Coups de feu, crépitements des armes automatiques, des colts, des pistolets, des mitraillettes, voitures qui flambent, hommes qui tombent et qui sont abandonnés, blessés qu'on emporte, en souhaitant trouver au plus tôt un « toubib » compréhensif... Parfois des passants étaient les victimes de ces batailles rangées.

Et quand la cargaison parvenait au port, c'est-à-dire à l'entrepôt, on n'était pas à l'abri de tout risque : perquisition de la police, ou autres attaques de pirates mystérieusement avertis.

Des hommes armés montaient donc la garde en permanence.

Du 160 pour cent, sans impôts

Les risques, on le voit, étaient gros. Mais pour les gangsters, le jeu valait la chandelle. L'opération se soldait par d'imposants bénéfices qui apparaissent en quelques chiffres simples.

A Saint-Pierre-et-Miquelon, une caisse de scotch de première qualité coûtait 45 dollars. Le coût du transport jusqu'au « boulevard du Rhum » s'élevait à 10 dollars. On comptait encore 10 autres dollars pour couvrir les frais généraux, la main-d'œuvre et pour « graisser la patte » à ceux dont il fallait acheter la tolérance.

Au total, la caisse revenait à 65 dollars, ce qui pour 5000 caisses représentait un investissement de 325000 dollars. Evidemment, il fallait des reins solides pour consentir ces dépenses. Mais le whisky était coupé d'eau, remis en bouteilles, et la caisse d'alcool était revendue 85 dollars au grossiste. Les 5000 caisses

étaient devenues 10000, et $10\,000 \times 85$ dollars donnent 850000 dollars.

Le bénéfice s'établissait donc à 525000 dollars, du 160 pour cent. Et, comme le fait remarquer *Leonard Katz*, le biographe de Costello, il n'y avait pas d'impôts prélevés sur ce bénéfice.

Le Gros Bill

Le plus grand truand du « Boulevard du Rhum » s'appelait alors William Vincent Dwyer, dit le Gros Bill. C'était un ancien docker, né à l'extrémité inférieure de la 10^e Avenue. Enfant, il avait joué avec les deux bandes du quartier, les *Mulots* et les *Balayers de l'Hudson*. Mais il n'appartint à aucune d'elles. Il commença d'ailleurs honnêtement sa vie. Le tournant de celle-ci intervint quand il se mit à travailler pour un certain Shevlin qui se lança dans le commerce illicite de l'alcool. Il chargea Dwyer de ce trafic et celui-ci fit appel à ses anciens camarades des *Mulots* et des *Balayers*. Il montra aussitôt dans ce domaine des aptitudes remarquables d'organisateur.

Contrairement à ce que laissait attendre son sobriquet, le Gros Bill n'était pas du tout un homme de poids. Il était mince, avec un visage rond au teint coloré. Il s'habillait d'une façon très discrète. La seule singularité de sa personne était une bague qu'il exhibait volontiers. Elle était tout à fait particulière, puisqu'elle était formée d'une croix gammée portant en son centre un rubis, et cerclée de diamants. A cette époque la croix gammée n'avait pas encore la noire célébrité qu'elle a acquise.

Dwyer ne tarda pas à se séparer de Shevlin. Il organisa la contrebande d'alcool sur une très grande échelle

et le surnom de « Gros Bill » lui fut donné à cause du volume de ses affaires. Il constitua une flotte de cargos achetés à l'étranger. Ceux-ci amenaient les caisses d'alcool à la limite des douze milles. Là, les attendaient les puissants canots automobiles (Dwyer en possédait 18) équipés de moteurs d'avions Liberty, vendus par l'armée après la guerre. Ils filaient 50 nœuds et semaient aisément la plupart des vedettes garde-côtes.

Mais, très souvent, Dwyer jugeait préférable d'achever les gardes-côtes eux-mêmes.

Avec la fortune qu'il avait amassée, Dwyer acheta deux hôtels, plusieurs boîtes de nuit, la plus importante brasserie de Manhattan (7 millions de dollars de bénéfice par an), deux casinos à Miami Beach, des hippodromes, une équipe de football. Il introduisit dans la vie américaine le hockey sur glace.

Les pirates abattaient les chauffeurs

Dwyer ne dédaignait nullement la piraterie. Ce département de ses affaires était confié à un certain Charles Higgins, dit Wannie.

Higgins faisait les choses simplement. Il avait constaté qu'une bonne partie de la contrebande débarquait à l'extrémité de Long Island et prenait ensuite la route n° 25, qu'ainsi il lui fallait parcourir quelque 250 kilomètres jusqu'à New York. Les voitures de Dwyer se postaient en embuscade sur un point de ce trajet, derrière des arbres ou des haies. Quand un convoi apparaissait, on tirait une première rafale sur la voiture de tête. Celle-ci en stoppant immobilisait toute la file. Pistolet au poing les hommes de Higgins se ruaient vers les camions, abattaient sauvagement les chauffeurs.

Puis, piloté par d'autres hommes, le convoi repartait, cette fois vers les mystérieux entrepôts de Dwyer, éparpillés dans toute la ville.

Une des importantes relations de Dwyer nous ramène au milieu italien et par là à la Mafia ou tout au moins dans ses parages. Cette relation porte un nom célèbre, puisqu'elle se nomme Frank Costello.

Une famille d'émigrants: les Castiglia

Ce n'est pas son vrai nom. Il s'appelait en réalité Castiglia, et était né le 26 janvier 1891, à Lauropoli, une petite bourgade de Calabre. Il était le sixième enfant d'un métayer de cinquante ans, et il est douteux que sa naissance ait été bien accueillie. L'enfant — c'était le deuxième fils — fut baptisé Francesco.

Deux ans plus tard, le métayer Luigi Castiglia troqua la Calabre pour l'Amérique. Sa femme dut attendre deux ans avant de le rejoindre avec une partie de ses enfants. Francesco fit la traversée avec sa mère. Celle-ci avait emporté une énorme marmite en fonte qui servit de berceau au futur gangster.

Arrivée à New York, la famille Castiglia eut pour logis quatre pièces situées dans le ghetto italien de East Harlem. Tout au long de cette rue, grouillante de passants, peuplée de gamins piailleurs, de femmes criardes et de vieillards qui, assis sur une chaise à même le trottoir, évoquaient le pays, on n'entendait parler qu'italien.

Don Luigi Castiglia, le père de Francesco, tenait une toute petite épicerie dans la 108^e Rue. Les affaires étaient difficiles. Même avec l'aide de sa famille, Luigi Castiglia avait bien du mal à survivre. Il réussissait

tout juste à nourrir les siens, et encore, chichement.

Le repas familial fut de ces événements qui, enregistrés par une jeune conscience, marquent une vie entière. Un des familiers de Costello raconte plus tard cette anecdote qui en dit long :

— Quand vous dîniez régulièrement avec Frank, vous appreniez bien vite qu'il ne fallait surtout pas toucher au contenu de son assiette. Pas question de « goûter » à ce qu'il avait commandé, comme cela se fait souvent entre amis ; pour Frank, il s'agissait là d'un péché capital. Lorsque tel ou tel de ses commensaux se livrait à ce genre de pratique, il poussait son assiette sur le côté et n'y touchait plus. Il suffisait de le regarder pour comprendre qu'il était absolument furieux. Il appelait aussitôt le maître d'hôtel et commandait deux portions supplémentaires : une pour celui qui avait osé grappiller dans son assiette, la seconde pour lui. Ce n'était pas par peur des microbes, non ; il avait tout simplement horreur que l'on mange dans son assiette. Je crois que cette phobie remontait à son enfance, si pauvre ; il défendait inconsciemment le contenu de son assiette contre les atteintes extérieures.

Comme, en effet, il ne mangeait pas assez chez lui, le jeune Francesco allait commettre quelques larcins dans les magasins du quartier. Comme Capone, il faisait souvent l'école buissonnière. Et, pour ces méfaits, il devait subir à la maison les remontrances paternelles.

Papa Castiglia n'appréciait pas les fréquentations de son fils et lui prédisait volontiers qu'il finirait mal. Francesco ne disait rien. Le respect de l'autorité paternelle est profondément enraciné chez les Italiens. Mais, au fond de lui-même, il n'en pensait pas moins. Bien plus tard, à soixante ans, consultant un psychiatre, Frank Costello lui avoua qu'il avait méprisé son père,

englué dans une vie médiocre. Quand il fut adolescent, il se jura qu'avec lui les choses changeraient.

Un garçon mince, au regard cruel

A peu près à la même époque, un autre jeune Italien émigré, un Sicilien lui, éprouvait des sentiments de révolte presque identiques. Il était né dans le village de Lercara-Fridi, au cœur de la Sicile, le 24 novembre 1897, et en était parti à l'âge de neuf ans. Il ne remettra pas les pieds sur sa terre natale pendant les trente-neuf ans qui suivront. Ce bel adolescent, mince, brun, le regard cruel sous les paupières mi-closes, avait l'air d'un jeune loup. Son nom était Salvatore Lucania. Il sera célèbre, plus tard sous le nom de Lucky Luciano.

Comme Francesco Castiglia, alias Frank Costello, le jeune Lucania, alias Luciano, séchait les cours de l'école. Il appelait ses institutrices « les vieilles biques ». Il ressentait à l'école une sensation aiguë d'isolement et d'humiliation. « C'est peut-être pour ça que j'ai voulu quitter l'école pour la rue où beaucoup de gens parlaient le dialecte sicilien et comprenaient ce que je disais et *vice versa*. L'anglais, je l'ai appris dans la rue. C'est une des choses que je regrette le plus au monde, parce que ma grammaire est dégueulasse. Je ne connais pas beaucoup de mots et je parle avec l'accent de New York. »

Lucania resta pourtant à l'école jusqu'à quatorze ans, muré dans son refus systématique de l'enseignement. Pratiquement, il n'apprit même pas à lire. A force de redoubler la classe, il se trouva beaucoup plus grand et plus fort que ses condisciples. Parmi eux, se trouvaient de jeunes Juifs. Le jeune Lucania ne pouvait s'empê-

cher d'éprouver une certaine admiration pour ces garçons qui assimilaient rapidement les leçons qu'on leur donnait.

Premier racket: la protection de ses condisciples juifs

Sortis de l'école, ils étaient souvent attaqués par des bandes de jeunes Irlandais ou Polonais catholiques. Contre quelques cents, Lucania leur vendait sa protection. C'est ainsi qu'il fit ses premiers pas dans le racket et qu'il établit rapidement des liens étroits avec le milieu ethnique juif.

Très souvent Salvatore Lucania, après ses escapades dans la rue, était reconduit au domicile de son père par un agent de police. Là il savait ce qui l'attendait: papa Lucania administrait à son fiston une solide raclée. Après les raclées, venaient les admonestations.

« Mon vieux disait tout le temps que le quartier devenait invivable, qu'il y avait des bandes de jeunes gars comme moi qui dévalisaient les boutiques, arrachaient les sacs à main des vieilles dames et des trucs comme ça. Il disait que tous les gars du voisinage étaient en train de devenir de la graine de truand. »

Le jeune Salvatore posait sur ce monde où il vivait un regard déjà froid. Il se disait que les truands n'étaient pas seulement dans la rue, qu'ils n'avaient pas tous 15 ans ou 20 ans, mais qu'ils étaient aussi composés de politiciens, d'agents de police prêts à se vendre et à s'enrichir, Dieu seul savait par quels moyens. Au bout du compte la morale du jeune Salvatore se résuma vite en ceci: « en avoir ou pas ». En la circonstance, *en* désignait l'argent.

Salvatore et Francesco faisaient, à la même époque,

dans des rues différentes, mais dans des quartiers semblables, les mêmes réflexions et aboutissaient aux mêmes conclusions. Ils voyaient leurs pères revenir au domicile las et irrités. Leurs pères avaient durement travaillé tout le jour, et ils avaient seulement gagné quelques dollars : juste de quoi vivre, juste de quoi nourrir (mal) leur famille. Les jeunes gens se juraient qu'avec eux les choses changeraient, qu'ils connaîtraient un autre destin.

Salvatore fut envoyé pour quelques mois dans une école spéciale, où il était impossible de désertier les cours. Quand il en sortit, il forma une bande. Là se révélèrent ses dons d'organisateur et ses qualités de stratège.

Le gang des jeunes

La bande vivant de rapines, Salvatore exigea que toute prise fut mise en commun, et qu'une répartition équitable fut effectuée entre ses membres. Le butin fut enterré dans des terrains vagues. Salvatore dut lutter durement pour empêcher ses jeunes compagnons de se ruer vers les magasins et, avec l'argent volé, y acheter ce qui était le plus profond désir de tous : des vêtements neufs. Car le costume neuf était le signe éclatant de la réussite et permettait de faire *bella figura*.

Salvatore savait que les vêtements neufs, achetés en une seule fois, éveilleraient les soupçons de la police et des familles, curieuses de savoir par quel miracle leurs rejetons avaient pu si bien se vêtir. Il imposa donc que les vêtements neufs fussent achetés peu à peu, afin de moins éveiller l'attention. Il exigeait aussi que chacun de ses coéquipiers ait un travail qui servirait de façade.

La bande de Salvatore écumait le quartier. Mais il y avait vraiment peu à glaner dans ces rues pauvres. Alors les regards se tournèrent vers Manhattan et on commença à y monter des expéditions. Au même moment d'autres bandes de jeunes — elles pullulaient — amorçaient les mêmes expéditions vers les beaux quartiers du centre.

Une rencontre historique : Costello-Luciano

Ce fut au cours d'un de ces raids que se produisit une rencontre historique : celle de deux jeunes chefs de bandes qui deviendraient plus tard des gangsters célèbres, les têtes d'une Mafia transformée, rénovée, élargie.

Un samedi soir, Salvatore Lucania se trouva avec les siens dans un cinéma de Times Square. Ils s'installèrent comme d'habitude au balcon, parce que c'était moins cher ; « et puis on pouvait balancer des trucs sur les gens assis à l'orchestre et foutre un bordel monstre dans la salle ».

Ce soir-là, le directeur intervint, vida la bande de Salvatore et celle d'un gars issu de Calabre, et qui s'appelait le « gang de la 104^e Rue ».

Le chef de cette bande avait une voix très enrouée, sans doute parce qu'il avait été opéré des amygdales par un médecin maladroit qui avait entamé les cordes vocales.

Le jeune homme enroué s'appelait Francesco Castiglia.

Ainsi se scella l'amitié entre Francesco Castiglia et Salvatore Lucania. Elle se transformera en une alliance qui durera toute leur vie.

Rencontre commune avec le milieu juif

Un élément vint renforcer cette alliance : l'élément juif. Nous l'avons vu, le jeune Salvatore avait déjà été frappé par l'agilité intellectuelle des jeunes Juifs et s'était fait payer la protection qu'il leur assurait. Pourtant son entourage familial, essentiellement, profondément catholique, le mettait en garde contre ce milieu ethnique et religieux totalement étranger. De son côté aussi, le jeune Castiglia commença par voir dans le milieu juif un moyen de gagner un peu d'argent. Il avait observé que le jour du sabbat, les Juifs n'effectuaient aucun travail, car leur religion le leur interdisait. Mais un *goy* (terme par lequel les Juifs désignent les non-Juifs) pouvait effectuer ces travaux. Castiglia proposa donc ses services qui furent bien accueillis, et il en retira quelque gain. Plus tard, il épouserait une Juive.

Le milieu juif devint ainsi quelque chose comme un nouveau fil conducteur entre Castiglia et Lucania.

Tous deux changent de noms

Sans s'être concertés, tous deux allaient d'ailleurs procéder à la même métamorphose : le changement de nom. Francesco Castiglia choisit un autre nom pour des raisons pratiques. Commettant des larcins de plus en plus risqués, il préférait se faire arrêter sous une fausse identité, ce qui permettrait peut-être que son père n'en sût rien. Le choix de son nouveau nom, Costello, pose toutefois un problème, car Costello, en dépit de sa sonorité toute latine, est un nom irlandais. Il est assurément curieux que Francesco n'ait pas choisi un nom italien. Nous y reviendrons.

Le souci de Salvatore Lucania avait des causes différentes. Tout d'abord, il décida de se séparer de son prénom, après un bref passage en prison. Salvatore, donnant en effet comme diminutif Sal, qui se transformait aisément en Sallie, prénom de fille. Or, beau garçon, le jeune Luciano avait été remarqué en prison par les homosexuels, et il avait dû se défendre avec vigueur contre leurs assiduités. Dans cet enfer, il n'éprouvait aucune envie de se faire appeler Sallie.

Il avait un patron juif nommé Goodman. Quand il put sortir de prison, celui-ci l'admonesta d'une façon toute paternelle, en l'appelant Sal.

— Ne m'appellez pas Sal. A partir de maintenant je m'appelle Charlie.

Charlie Lucania se substitua donc à Salvatore Lucania. Puis le nom de lui-même fut abandonné. Mais des années plus tard, après 1928, lorsque le jeune Sicilien fut devenu un personnage important dans le milieu italien. Lucania devint Luciano, uniquement parce que ce nom était plus facile à prononcer pour les gens d'origine anglo-saxonne, nous le verrons.

Charlie Luciano était né. Il faudrait une période particulièrement dramatique de son existence — que nous raconterons plus loin — pour que *Lucky* (ce qui signifie le chanceux, le veinard) se substituât à Charlie.

Comportement identique

Dès leurs premières années de gangsters, Costello et Lucania adoptèrent un comportement identique. Arrêtés tous deux, ils plaidèrent coupables, ce qui leur valut une peine moins dure. C'est que Charlie et Francesco, s'étant rencontrés lors de l'affaire du cinéma, s'étaient

concertés et avaient trouvé qu'ils étaient faits du même métal.

Autre trait commun : quand vint la Grande Guerre en Europe et l'intervention américaine, tous deux se débrouillèrent pour ne pas revêtir l'uniforme.

Quand les Etats-Unis entrèrent dans le conflit, Charlie Lucania avait vingt ans. Il n'avait rien d'un freluquet. Mais il était bien décidé à ne pas partir.

« Ce n'est pas — expliqua-t-il plus tard — que j'avais peur de me faire tuer ou quelque chose comme ça. Mais je savais fichtrement bien que, si je partais en Europe, c'en serait fini de ma bande et de moi, quand je reviendrais... Pour la première fois ça marchait bien pour moi, et ma bande avait plus besoin de moi que l'oncle Sam. »

Comment Lucania se fit réformer

Les complices — tous des jeunes comme lui — tinrent conseil pour tenter de trouver un moyen de dépanner Charlie. Comme il ne présentait aucune inaptitude physique, ce fut un des membres de la bande Siegel, un futur gangster très connu, qui eut l'idée :

— Il n'y a qu'une chose qui va empêcher Charlie d'aller à l'armée, et c'est une bonne chaude-pisse.

Et c'est ainsi que les choses se passèrent. On détecta une prostituée contaminée, avec laquelle Lucania, « mort de trouille » selon son expression, eut des rapports sexuels.

Le pronostic était bon ! Lucania fut déclaré inapte au service armé.

Castiglia-Costello, lui, sortait de prison. La photo anthropométrique de l'époque montre un grand

gaillard, dont le trait le plus caractéristique est un nez long, épais et camus, planté dans un visage à l'ovale allongé. Les yeux petits et durs n'expriment rien, sinon une sorte de défi, calme et obstiné. Vingt ans plus tard, le regard est le même.

On ignore complètement comment Castiglia-Costello réussit à échapper au service militaire. Dans une enquête du service de l'Immigration et des Naturalisations, au début des années 1950, figure ce passage : « Bien qu'ayant été apparemment appelé sous les drapeaux, Costello ne servit jamais dans l'armée américaine. Les circonstances exactes entourant cet « enrôlement » demeurent obscures, l'enquête n'ayant pas permis de percer le voile énigmatique du passé. Elle a toutefois permis d'acquérir la certitude que, bien qu'il se soit efforcé de se faire exempter en faisant valoir sa qualité d'étranger, Costello a été effectivement appelé sous les drapeaux par son conseil de révision. La façon dont il échappa à son devoir demeure un mystère. »

Renfort de deux jeunes Juifs

Dans ces années se noua ainsi entre Castiglia, Lucania et plusieurs autres jeunes chefs de bande une complicité qui allait se prolonger pendant des années, et déboucher sur une nouvelle organisation du racket, de la prostitution, des jeux, et bien entendu du trafic de l'alcool.

L'équipe Costello-Lucania fut bientôt rejointe par deux jeunes Juifs originaires du Lower East Side. Le premier s'appelait, selon son identité américanisée, Meyer Lansky. C'était un petit bonhomme qui ne dépassait pas un mètre soixante, fort doué pour les

maths et les travaux mécaniques. Le second, Benjamin, diminutif Benny, Siegel, était au contraire un grand et beau gars. Il était naturellement porté à la bagarre et, tout jeune, ne sortait jamais sans un revolver.

Siegel dit aussi « Bugsy » (ce qui signifie à peu près « Le dingue ») était un être impulsif, un cerveau brûlé. En cela il différait profondément de ses trois amis, garçons calmes et réfléchis, n'entreprenant jamais rien sans en avoir calculé les risques. Cette capacité de prévision allait grandement les servir dans leur ascension.

Les « Quatre Chevaliers »

Au cours de la dernière phase de sa vie, Lucania-Luciano nous a fait connaître son jugement sur lui-même et sur ses amis, tels qu'ils étaient au temps de sa jeunesse.

« On formait la meilleure équipe qui ait jamais existé. On connaissait notre affaire mieux que n'importe qui dans la rue. On était comme les Quatre Chevaliers de Notre-Dame, excepté que l'on se demande ce que deux Juifs ficheraient à Notre-Dame. »

L'image qui vient plutôt à l'esprit des Français est celle de Trois Mousquetaires adonnés à la truanderie.

Deux Juifs, deux Italiens, le gang des jeunes est l'alliance entre deux minorités ethniques, phénomène assez surprenant dans le monde de l'émigration, alors fort clos. On peut même y ajouter un Irlandais, il est vrai *ersatz*.

Dans le livre qu'il a consacré à Costello, Léonard Katz, se demandant, comme nous l'avons fait, pourquoi Castiglia en vint à choisir un nom irlandais, s'en tient à affirmer que le choix d'un nom est toujours révélateur

d'une tendance profonde d'un individu, et qu'un psychiatre aurait sans doute à dire à ce sujet.

Luciano, lui, en fournit une explication simple, simplette même, sauf dans sa dernière remarque qui a toutes chances de fournir une raison, au moins partielle. Il raconte :

« On allait faire un fric-frac dans un entrepôt sur les quais. Benny devait passer devant pour neutraliser le gardien de nuit. Alors qu'on était en train de mettre l'opération au point, Meyer a dit qu'il n'était pas d'accord. Il a dit quelque chose comme : « Pourquoi est-ce que les Juifs, Bugsy et moi, doivent toujours passer devant et prendre les plus gros risques, alors qu'ensuite on partage en parts égales ? Après tout, il y a deux Italiens dans la bande, alors pourquoi vous ne prendriez pas les mêmes risques ?

— Qu'est-ce que tu veux dire, deux Italiens ? Je lui ai dit. On est un Rital, un Irlandais et deux Juifs, comme dans le quartier.

» Lansky m'a regardé comme si j'étais timbré :

— Qu'est-ce que tu racontes ? Un Rital et un Irlandais ? Où tu vois un Irlandais, toi ?

» J'ai commencé à rire, et j'ai montré Frank du doigt. J'ai dit :

— Lui. Il est irlandais. Tu sais bien : Frank Costello.

» C'est comme ça que Costello s'est fait appeler comme ça. Je me souviens qu'après ça on a raconté cette histoire tant de fois que des tas de gars l'appelaient Costello en disant : « Eh ! l'Irlandais ! » Et, bien sûr, plus tard, quand on a été enfoncé jusqu'au cou dans la politique à New York, ça ne nous a pas fait de mal d'avoir avec nous un type avec un nom irlandais comme Costello. »

La prohibition : une chance historique

Les « Quatre Chevaliers » peu à peu devinrent de plus en plus hardis, étendirent leurs zones d'opérations, firent des « coups » de plus en plus rentables. Au moment de l'armistice, le 11 novembre 1918, leur bande comptait une vingtaine de membres et elle étendait son influence sur les quartiers sud de Manhattan et East Harlem. D'abord ils cambriolaient des magasins, s'attaquaient à des usuriers et à des prêteurs sur gages. Puis, ayant pu se constituer quelque réserve financière, ils commencèrent à investir dans les paris clandestins.

Bref, ils avaient déjà acquis dans les activités délicieuses une réelle maturité quand s'offrit à eux une chance historique. Le 27 octobre 1919 le Congrès vota la loi Volstead. C'était le triomphe de l'Union des femmes chrétiennes pour la tempérance. On ne boirait plus en public, et ceux qui le feraient ou ceux qui tireraient bénéfice du trafic de l'alcool seraient sévèrement poursuivis.

Pour les jeunes gangsters, un marché fantastique venait de s'ouvrir.

A cette époque, Costello, le plus âgé de tous, avait environ vingt-cinq ans, Luciano vingt-trois et Lansky tout juste vingt. Le benjamin des quatre était Siegel.

Ils ne tardèrent pas à s'agréger un nouveau venu, Giuseppe-Antonio Doto, né près de Naples. C'était déjà un spécialiste du cambriolage et il se faisait appeler Joseph Adonis.

Adonis fut le premier introducteur de Luciano et de sa bande dans le monde de l'alcool. Il avait besoin d'un financement pour participer à l'achat d'une cargaison de whisky. Il alla trouver Luciano et lui demanda dix mille dollars contre cinquante pour cent de bénéfices.

Avec ses amis, Luciano réunit trente-cinq mille dollars.

Ce fut la première expérience des nouveaux *bootleggers*. L'occasion s'était offerte un peu par hasard. Mais la véritable entrée des jeunes bandits dans le monde des trafiquants d'alcool allait être le fait de Frank Costello.

Une formidable complicité

Dans l'Amérique des Années Folles, l'alcool fut un extraordinaire catalyseur. Il servit de trait d'union entre des milieux qui, en principe, n'auraient jamais dû se rencontrer. *Bootleggers*, tenanciers de bars, tueurs, policiers, hommes politiques, noceurs petits ou grands, artistes, se trouvèrent soudain unis par un pacte clandestin. L'Amérique devint le théâtre d'une formidable complicité. L'alcool, qui sert à délier les langues, ouvrit aussi toutes sortes de portes.

Costello se lança dans cette entreprise en compagnie de son frère Eddie, un grand gaillard vigoureux mais d'intelligence limitée. Au début les deux frères, ne disposant que de petits moyens, travaillaient pour le compte d'un nommé Arnold Rothstein. Mais, peu à peu, ils acquirent leur indépendance.

Dans les premiers temps de la prohibition, les gangsters ne faisaient pas venir l'alcool de l'étranger. Ils puisaient dans les entrepôts fédéraux, très nombreux le long du front de mer. Des dizaines de millions de litres d'alcool y étaient stockés. Ces boissons appartenaient à des commerçants qui avaient été contraints de livrer leurs réserves au gouvernement, quand intervint la loi sur la prohibition.

Les firmes pharmaceutiques avaient le droit, après

avoir obtenu un permis, d'effectuer des prélèvements contingentés sur les stocks existants.

Pour se procurer l'alcool, les gangsters eurent dès lors recours à deux méthodes : ou bien ils utilisaient de faux permis, ou bien ils avaient recours au pillage des stocks. La plupart du temps, ceux-ci étaient gardés. Il fallait donc attaquer les gardes ou, formule en fin de compte plus judicieuse, les soudoyer.

La possession de l'alcool ne réglait pas tous les problèmes. Il se pouvait, en effet, que l'on détienne des caisses de bière ou de whisky, alors que la clientèle réclamait du gin. C'est pourquoi une bourse d'échanges se créa dans le bas Manhattan, quartier de la « Petite Italie ».

La Bourse d'échanges

La Bourse d'échanges jouait un autre rôle, ainsi défini par Thomson et Raymond dans leur livre *La Loi des gangs à New York* :

« La Bourse d'échanges servait également de comptoir de règlement pour la délimitation des différents territoires, dans la mesure où les accords conclus étaient respectés. Le vieux Pennochio (Le Taureau), calme, silencieux, avisé, membre responsable de l'*Unione siciliana* et conseiller de Joe Masseria, puis de Lucky Luciano, fut reconnu par beaucoup comme le patron de cette Bourse d'échanges de l'alcool clandestin. Tommy le Taureau était un partisan convaincu du calme et de la paix, mais il se montra incapable d'imposer l'une et l'autre. Considérée au départ comme un lieu de rencontre pour les transactions commerciales, cette Bourse d'échanges devint également un

champ de bataille, où s'affrontaient essentiellement les petits revendeurs (qui s'y débarrassaient des concurrents ayant empiété sur leur domaine réservé), mais aussi à l'occasion les personnalités les plus haut placées. La Bourse se trouvait non loin du quartier général de la police new-yorkaise. Les novices n'avaient pas à se déplacer bien loin, pour apprendre à mener une enquête, lorsqu'une fusillade éclatait.

» Cette Bourse devint une sorte de creuset pour les gangs engagés dans le trafic de l'alcool clandestin. Des gangsters italiens, juifs et irlandais, se mêlaient indistinctement et commerçaient entre eux pour la première fois dans l'histoire du crime organisé. Au milieu de ces éruptions de violence, de ces flots de sang, se formèrent des amitiés, des alliances dont la durée variait entre un jour et une vie. »

La Bourse d'échanges était, en particulier, un lieu de rencontre entre les aînés et les jeunes. Là des contacts furent pris entre les premiers et les seconds; mais commença aussi à se dessiner le classique conflit des générations, la bataille entre les Anciens et les Modernes.

Les «Dons», chefs de la Mafia

La Mafia au sens strict du mot s'était reconstituée aux Etats-Unis. Elle ne comprenait que des Siciliens. Ses membres montraient toujours la plus vive réserve à l'égard des Napolitains ou des Calabrais. Quant aux représentants des autres ethnies, Juifs, Irlandais ou Polonais, il n'était pas question de les admettre dans le cercle traditionnel.

La Mafia regroupait les vieux *Dons*, les « hommes de



Une rue de la «Petite Italie» de New York. Les Italiens émigrés se regroupaient dans certains quartiers et formaient des communautés où ils vivaient suivant les coutumes de leur pays. U.S.I.S.

respect», comme ils s'appelaient eux-mêmes. C'étaient en général des hommes corpulents, vêtus de vêtements sombres, qui arboraient de grosses moustaches en guidon de vélo. Ils ne parlaient que l'italien, de préférence le patois sicilien, avec un accent terriblement guttural.

Ces *Dons* étaient à la tête de familles. *Capi*, ils étaient assistés de *subcapi*. Au-dessous venaient encore un certain nombre de *capo-regime*, ou lieutenants. Chacun de ces lieutenants dirige un *regime*, composé de soldats.

Les activités de la Mafia, transplantées aux Etats-Unis, portaient essentiellement sur le contrôle d'un certain nombre de denrées appréciées de la communauté italienne: l'huile d'olive, les artichauts, le fromage. Au contrôle de ces aliments s'ajoutait le contrôle d'activités comme la loterie italienne et toutes les formes de jeu et de pari. Ces contrôles de la Mafia étaient extrêmement stricts. Luciano pour sa part évoque ce souvenir:

«Un de nos voisins, un certain Forzano, organisait une fois par semaine dans sa cuisine une partie de poker où les enjeux étaient limités à un cent. Ça semble pas croyable, mais ces sales *Dons* envoyaient un de leurs gars prélever chaque semaine un dollar sur la cagnote, «pour les frais».

Les anciens *mafiosi* qui avaient émigré depuis longtemps virent leurs rangs se renforcer au début des années 1920 avec l'arrivée des *mafiosi* chassés de Sicile par la lutte que Mussolini avait organisée contre eux. Les uns et les autres se retrouvèrent, en partie, à l'*Unione siciliana*, alors à peu près réservée aux Siciliens.

Faire d'abord confiance à sa famille

L'enquête *Les affaires de famille: la Mafia à New York*, donne un bon exemple de l'état d'esprit *mafiosi*, fondé essentiellement sur les valeurs familiales et le respect des traditions siciliennes. Un des membres de la famille Lupollo (nom supposé) s'exprime de la manière suivante :

« Papa nous répétait toujours à Joe et à moi combien il est important, quand on est dans les affaires, d'être protégé et d'être sûr qu'on peut avoir confiance en ses amis. Il nous a dit une fois, il nous a dit mille fois, qu'il ne fallait pas compter que les juges et les politiciens fassent quoi que ce soit pour nous, parce qu'ils ne comprenaient pas comment les choses se passaient dans le quartier italien. Les juges faisaient tout d'après des textes, ou, pis encore, d'après ce que leur disaient de faire les politiciens qui étaient toujours prêts à gagner tout ce qu'ils pouvaient sur le dos des pauvres travailleurs. La seule protection consistait à faire attention à soi et à être sûr qu'on avait des amis sur qui compter le cas échéant.

» Papa disait qu'il faisait confiance aux Italiens plus qu'aux Américains, aux Siciliens plus qu'aux Italiens, à ses *paesani* plus qu'aux autres Siciliens, mais il faisait d'abord confiance à sa famille. Et sa famille, pour papa, n'était pas seulement nous et le noyau familial, mais tous ceux qui nous étaient apparentés. Cependant, il ne laissait ignorer à personne que le sang était plus important que le mariage et que, plus vous étiez proche parent de quelqu'un, plus vous aviez des chances d'avoir sa confiance. Nombreux sont ceux qui disent du mal de mon père, parce qu'il a travaillé avec Joe Doto (Joe Adonis) et Ciro Terra-

nova, mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que c'étaient des parents et que mon père avait confiance en eux, alors qu'il ne pouvait avoir confiance en personne d'autre.»

Les vieux «Pete la Moustache» (sobriquet donné aux *Dons* par les jeunes irrespectueux) se rendirent rapidement compte que le trafic de l'alcool leur ouvrait un nouvel et immense champ d'action. Pour la plupart, ils se tournèrent vers ce trafic qui, en outre, leur ouvrait un chemin vers le monde des grandes affaires américaines. Jusqu'alors ils avaient été plutôt confinés dans les quartiers de la «Petite Italie», et dans la communauté qui les habitait. L'huile d'olive, l'artichaut, la loterie, c'étaient des denrées ou des activités essentiellement italiennes. Avec l'alcool, au début, ils gardèrent le contact avec cette communauté, car nombre d'Italiens détenaient des alambics. Mais, très vite, il apparut que la boisson permettait d'entrer en contact avec n'importe qui, et donnait une formidable extension à la délinquance.

Treize années décisives

La loi sur la prohibition a duré treize ans. Il faut comprendre que ces treize années ont été décisives. D'abord en installant le gangstérisme dans la vie américaine. Ensuite en installant la suprématie des Italiens sur les autres groupes ethniques, à l'intérieur des gangs rivaux. La suprématie de la Mafia si l'on veut, mais d'une Mafia rénovée et élargie, d'une Mafia qui fait craquer son strict corset sicilien.

Quelques exemples, quelques chiffres permettront de mesurer le formidable pouvoir de la boisson défen-

due. Cincinnati, par exemple, devint le centre de commande d'un réseau de contrebande qui rayonnait sur cinq Etats. A sa tête, on trouvait un ex-respectable avocat, Georges Remus.

Celui-ci avait délaissé le barreau qui lui rapportait tout de même quelque 45 000 dollars par an, pour se recycler dès 1920 dans l'achat de distilleries, en apparence entreprises parfaitement légales, car l'alcool entreposé dans les dépôts de Remus était officiellement destiné à des fins médicinales. On embarquait périodiquement cet alcool dans les camions de Remus, à destination d'un client dûment autorisé à le recevoir. Le camion quittait la distillerie mais, au lieu de parvenir à l'acheteur, était détourné en chemin et débarquait sa cargaison dans une ferme discrète de la Vallée de la Mort.

Le client qui ne recevait pas sa commande devait se plaindre, pensait-on ? Il s'en gardait bien : il n'était qu'un prête-nom de Remus.

Le whisky demeurait stocké dans la ferme jusqu'au moment où l'ordre venait de le faire parvenir à un *bootlegger*. Alors les camions reprenaient la route, cette fois escortés d'une garde, pour les protéger d'une éventuelle attaque des pirates.

Ascension foudroyante et chute brutale

Remus, en 1924, possédait quatorze distilleries, employait trois mille personnes, camionneurs, intermédiaires et gardiens. La première année, son revenu brut était passé de 45 000 dollars à deux millions. Il atteignit vingt-cinq millions dès la troisième. L'alcool médicinal était d'un autre profit que l'éloquence.

C'est son métier d'avocat qui pourtant avait engagé Remus dans cette voie. Il comptait en effet parmi ses clients nombre de trafiquants. Il se dit qu'il pouvait faire mieux qu'eux :

– La rapidité, déclara-t-il plus tard, avec laquelle ces types dénués d'intelligence faisaient fortune dans le trafic de l'alcool m'impressionna et m'intéressa.

Il démontra, certes, ses propres capacités et fit une réussite foudroyante. Dès 1922, il acheta un manoir situé sur la colline de Price, au milieu d'un grand jardin exotique. Il fit creuser une piscine en marbre qui lui coûta 125 000 dollars. Il acheta tableaux, livres rares, un autographe de Washington, un piano en or. Le jour de l'An, pour pendre la crémaillère, il invita deux cents personnes, et donna une fête fantastique, couronnée par le plongeon de Remus en habit de soirée dans la fastueuse piscine.

Ascension foudroyante terminée par une chute non moins brutale. Inculpé dès le 15 avril 1922, mais laissé en liberté sous caution, il fut condamné en 1924 à deux ans de prison. A sa sortie, il tua sa seconde femme d'un coup de pistolet. Il retourna en prison, mais fut acquitté pour démence après avoir simulé la folie. Interné, il sortit de l'asile au bout de six mois, se maria et vécut jusqu'à l'âge respectable de soixante-dix-neuf ans.

Production familiale

Remus n'est qu'un personnage typique des Années Folles en Amérique. De pareilles ascensions fabuleuses, suivies souvent de chutes rapides, furent nombreuses au cours de cette période. Des gens qui

avaient été jusque-là parfaitement honnêtes s'engagèrent dans le trafic de l'alcool. Toute une série de combines, d'astuces, furent mises en pratique pour violer ou tourner la loi.

La production familiale de bière fit un bond considérable. Une chanson circula à ce sujet dans les rues de New York :

*Maman à la cuisine
Lave les pichets;
Frangine à l'office
Met la bibine en bouteille;
Papa dans la cave
Trempe le houblon;
Johnny derrière la porte
Fait le guet.*

Le bureau de la Prohibition évalua à 318 millions d'hectolitres la quantité de bière brassée ainsi chez les particuliers, en 1929.

En outre, toutes sortes de procédés étaient utilisés pour la production artisanale de vin.

Ainsi, au bord de la 5^e Avenue, dans un magasin appartenant à une des églises réformées qui s'étaient fermement prononcées en faveur de la prohibition, une vendeuse faisait l'article pour un nouveau produit donnant une boisson agréable.

Devant elle, sur le comptoir, figuraient une carafe, une briquette qui était du concentré de raisin, et divers accessoires.

– Vous faites dissoudre cette briquette dans un gallon d'eau, expliquait la charmante vendeuse. Vous obtenez ainsi une boisson fort agréable, prête à être consommée.

Elle procédait à l'opération, puis reprenait le fil de son discours :

— Attention ! disait-elle, ne laissez pas cette boisson dans votre carafe. Car, au bout de vingt et un jours, vous obtiendriez du vin.

Les «briquettes de Bacchus»

Terrible perspective en effet pour une prohibitionniste ! Mais la vendeuse poursuivait :

— Ne bouchez pas la bouteille avec cet obturateur traversé par ce tuyau de siphon en caoutchouc. Il n'est utile que lorsque la fermentation se produit.

— Ne plongez pas l'extrémité du tube dans un verre d'eau parce que cela contribuerait à rendre potable et savoureux le breuvage qui fermente.

— Ne secouez pas la bouteille une fois par jour : cela ne ferait qu'activer la fermentation.

La vendeuse avait un succès fou. On se pressait autour d'elle pour acheter des « briquettes de Bacchus » qui étaient du concentré soit de porto, soit de xérès, soit de bourgogne, soit de vin du Rhin. A condition de suivre à l'envers les sages conseils de la vendeuse, l'acheteur était à peu près sûr d'obtenir une infâme bibine, titrant dans les 13° d'alcool.

Enfin, déposant devant une sous-commission sénatoriale, le père Francis Kazacsun, curé de la paroisse de la Sainte-Famille à Sugar Notch, en Pennsylvanie, déclara :

— On trouve des alambics dans à peu près une maison sur deux.

Impuissance de l'Etat

La production familiale était peu de chose à côté de l'alcool importé en contrebande. Il venait du Mexique, du Canada, quand les cargaisons étaient introduites par voie de terre. D'après les livres de comptes de la douane canadienne, les exportations de whisky vers les Etats-Unis qui s'élevaient en 1921 à 380 hectolitres, passèrent à 5 300 hectolitres en 1928. Le ministère américain du Commerce estima pour sa part qu'entre 1921 et 1923 il était entré aux Etats-Unis pour 90 millions de dollars d'alcool canadien.

Nous avons déjà parlé de la contrebande par bateau. Il va de soi que l'aviation, alors en plein développement, ne fut pas oubliée.

Pour lutter contre tous ces moyens de produire l'alcool à domicile, de le détourner des entrepôts, ou de l'introduire clandestinement de l'étranger, les moyens mis en œuvre par l'Etat étaient faibles, si l'on considère que les effectifs du bureau de la Prohibition ne dépassèrent jamais 3 000 agents. Il aurait fallu surveiller 28 800 kilomètres de frontières, vérifier 11 000 000 d'ordonnances médicales, contrôler ce qui se passait dans 22 millions de foyers.

C'était assurément impossible. Si l'on ajoute que les fonctionnaires se laissaient aisément corrompre, on voit que la prohibition était faite pour être tournée.

Des milliers d'empoisonnements

Au reste, sous les apparences de l'alcool, un grand nombre de boissons toxiques furent mises en circulation. Elles provoquèrent souvent des empoisonne-

ments graves, parfois mortels. En janvier 1923, à Philadelphie, on compta 307 décès attribués à l'empoisonnement par des alcools frelatés; à Chicago, d'octobre 1922 à janvier 1923, on en enregistra 163.

Il y eut parmi eux des enfants à qui leur mère avait donné une cuillerée de whisky, pour les guérir d'un rhume ou d'une grippe.

En 1927 on compta 11 700 empoisonnements mortels.

Où buvait-on le plus? Dans chaque ville, les buveurs invétérés, ceux qui étaient capables de se mettre en quatre pour, à toute heure du jour ou de la nuit, se procurer un flacon de whisky, ceux qu'on appelait les « humides » pour les opposer aux partisans du régime sec, prétendaient que leur ville était la reine de la boisson. Mais il est très vraisemblable qu'en dépit de ces vantardises la ville la plus « humide » de tous les Etats-Unis fut New York, avant même Chicago.

New York, capitale des « speakeasies »

A New York, que l'évêque Cannon appelait « le siège de Satan », on compta, dès 1922, environ 5 000 débits clandestins. Quelques années plus tard, un commissaire de police parlait de 32 000. « Il suffit de deux bouteilles et d'une pièce pour constituer un *speakeasy* », disait-il.

Une revue, *Variety*, publiait les prix demandés dans les *speakeasies* de choix. Avant la prohibition, le verre contenant 3 centilitres d'alcool sec, à l'eau ou en cocktail valait 12 à 13 cents et la chope de bière, 10 cents. A partir de janvier 1919, les prix doublèrent, puis quadruplèrent.

Mais la contrebande jeta une telle quantité d'alcool sur le marché que les prix finirent par retomber au niveau ancien.

Un club célèbre, le club Gallant, dans la 3^e rue Ouest, vendait le scotch 16 dollars la bouteille et le champagne 25 dollars.

Le coin le plus «humide» de New York se situait dans la 52^e Rue, entre la 5^e et la 6^e Avenue. Les boîtes les plus célèbres de cette rue étaient celles de Tony Sona, où l'on pratiquait le yoga; de Léon et Edie dont l'enseigne proclamait: *Par cette porte passent, outrepassent et trépassent un peu les plus jolies filles du monde*; le Town Casino Club; Janet de France, fréquenté surtout par des artistes; Jack et Charlie, etc.

«Acheter» une foule de gens

La fortune venait par l'«humidité». Après leur première opération avec Adonis, Luciano et sa bande comprirent quel parti ils pouvaient tirer du trafic de l'alcool. Non seulement les bénéfices y étaient infiniment plus considérables que ceux qu'ils avaient pu obtenir jusqu'alors, mais les risques étaient beaucoup moindres, les sanctions relativement légères, la loi très impopulaire. Au fond, l'immense majorité de ce pays voulait boire. Les chances de se faire pincer diminuaient d'autant.

Dans cette nouvelle phase des activités du gang des jeunes, Costello, nous l'avons dit, joua un rôle décisif. Il avait, naturellement, beaucoup d'autorité et d'aisance. Il était le plus âgé, et le plus diplomate de tous. Son faux nom à consonance irlandaise lui ouvrit

des portes qui seraient toujours restées fermées pour les autres.

Mais ceux-ci formaient une sorte de banque, une réserve de cinq mille dollars dont Costello eut la libre disposition. Cette réserve servit à « acheter » une foule de gens.

« En moins d'un an, dit Luciano, on a eu un réseau de gens à notre solde qui couvrait tout Manhattan, depuis le bas de Broadway jusqu'à Harlem, et qui s'étendait même de l'autre côté de l'Hudson, au-delà de la Palissade Avenue, jusque dans Jersey. »

Où Meyer Lansky oriente la stratégie

Si l'on en croit Luciano, c'est Meyer Lansky, l'intellectuel de la bande, qui orienta la stratégie des nouveaux *bootleggers*. Un jour, Lansky lisait un livre d'économie politique et il insista auprès de ses camarades, en dépit de leurs quolibets, pour leur résumer cet ouvrage. Le livre en question était *Making Profits* (Faire des profits), du P^r William Taussig.

— Ecoutez, dit Lansky, voilà ce que raconte le professeur. Il dit que lorsqu'on a de grosses quantités d'une chose que les gens désirent, mais ne peuvent pas obtenir, on peut satisfaire leur demande et ramasser ainsi du pognon à la pelle. C'est exactement notre cas. C'est ce qu'on devrait faire avec le whisky.

Après avoir blagué Lansky sur ses lectures, les autres finirent par engager la discussion au fond. Et ils se mirent à raisonner en économistes. Il s'agissait en effet pour eux de déterminer le type de clientèle qu'ils avaient intérêt à servir. Ils pouvaient importer un whisky quelconque, le diluer fortement dans de l'eau

et réaliser avec une quantité donnée de gros bénéfices immédiats. Mais, dans ce cas, ils desserviraient des *speakeasies* minables, et auraient pour clients la lie de la population.

Au contraire, ils pouvaient choisir d'importer d'Ecosse le whisky le plus pur, et le revendre tel quel. Leur bénéfice serait infiniment moindre. Mais cette boisson de grande qualité irait à une clientèle de choix. Elle servirait leur réputation. On saurait que l'alcool des Lansky, Luciano, Costello était un breuvage sûr. Au bout d'un certain temps, leur réputation serait solidement établie dans les milieux les plus huppés. Ils pourraient alors augmenter les prix. Ils seraient toujours certains de trouver preneurs, puisqu'ils s'adresseraient aux gens les plus riches.

Ce fut donc ce dernier parti qui fut adopté par les jeunes loups du trafic.

Un des secteurs de clientèle qui fut de bonne heure écumé par le gang fut celui du prêt-à-porter. Nombre de commerçants en habillement venaient en effet de tous les Etats se fournir à New York, où ils passaient quelques jours. Afin de décrocher leurs commandes, les grossistes avaient pris l'habitude d'aller au-devant de leurs désirs personnels en leur offrant des repas dans les meilleurs restaurants, des spectacles courus, ou des jolies filles. Avec la prohibition, le whisky devenait également un cadeau de choix. La bande alimenta les grossistes en caisses de scotch et ceux-ci les offrirent à leur clientèle. Les commandes affluèrent. L'argent aussi.

Quand une entreprise prend une extension rapide, elle se diversifie et ses dirigeants se spécialisent chacun dans un secteur d'activité. Ainsi en fut-il pour Costello, Luciano et leurs amis.

CHAPITRE II

LA DOUBLE ASCENSION DE COSTELLO ET LUCIANO

Costello devint en quelque sorte le ministre des Affaires étrangères du groupe, l'homme des contacts, des relations, de la corruption qu'il favorisait et de la protection qu'il obtenait. Il avait des manières polies, était bien habillé, sobrement, sachant se garder des tenues voyantes. Il était habile, détestait la violence qu'il considérait comme un échec, circulait toujours sans armes, contrairement aux autres membres du gang. Assez rapidement, il connut des gens haut placés.

Il renforça sa position à partir de 1923 en s'associant avec Dwyer qui était un beaucoup plus gros requin que lui. On n'a jamais bien expliqué pourquoi Dwyer consentit à cette association où tous les avantages allaient à Costello. Le motif le plus vraisemblable est que Costello apportait le soutien de ses amis qui permettait d'assurer la protection des nombreux convois de Dwyer. Si celui-ci avait refusé l'association, il risquait

de voir ses camions attaqués par ceux-là même dont il aurait refusé l'offre.

40 millions de dollars d'alcool par an

Les faits confirment cette analyse. Entre 1923 et 1932, le tandem Dwyer-Costello fut le seul à ne pas être attaqué par les pirates. Durant la même période, les enquêteurs du F.B.I. estimèrent qu'ils importaient par an pour 40 millions de dollars d'alcool.

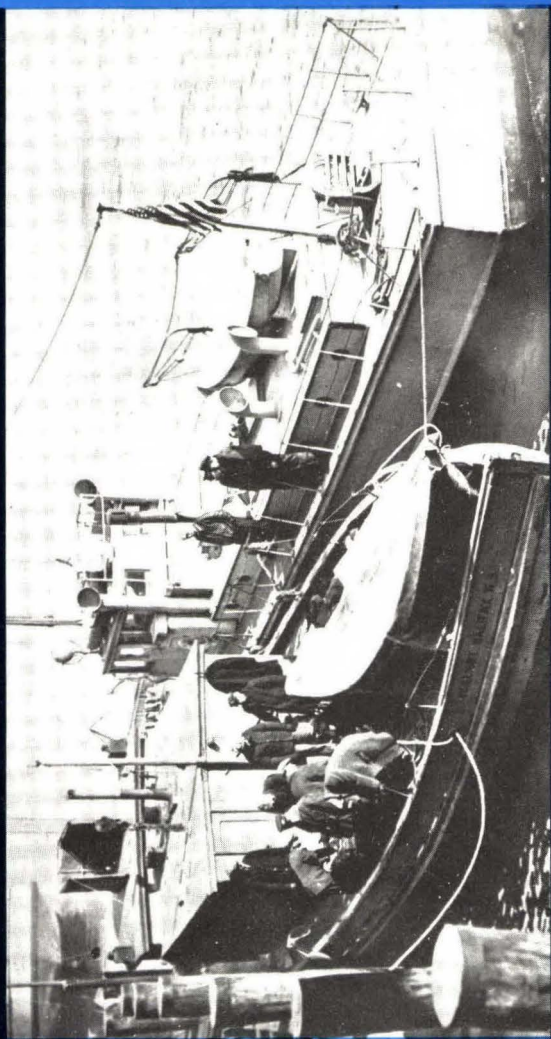
Les durs de la bande étaient Lansky et Siegel, ce dernier n'ayant peur, on l'a vu, d'aucune entreprise risquée. Ils recrutèrent les hommes de main et assurèrent, armés de fusils de chasse, la protection des convois. Ils ne dédaignaient pas non plus de s'attaquer à des convois concurrents.

Joe Adonis s'occupait surtout de racket.

Quant à Luciano, il était un peu le chef d'état-major de la bande. Il s'occupait aussi de s'assurer de nouveaux alliés et de renforcer l'équipe.

Ainsi il prit comme lieutenant un homme trapu, venu de la « Petite Italie », qui avait le coup de feu sûr et rapide. Il se nommait Vito Genovese, et il était originaire de Naples. Il vivait dans un quartier où neuf habitants sur dix étaient des Siciliens et haïssaient tout ceux qui n'étaient pas originaire de leur île. Se faire respecter dans de telles conditions n'étaient pas chose aisée. Genovese y était parvenu.

Cette performance lui valut l'estime de Luciano. « Il se battait comme un lion », notait-il. Luciano s'assura donc ses services, pensant qu'il lui serait toujours fidèle. En quoi Luciano se trompait, mais il ne le sut que des années plus tard.



«Boulevard du Rhum». Arraisonné, le Firelight, qui transportait de l'alcool en contrebande, est ramené à Boston. Après la proclamation de la loi Volstead, en octobre 1929, le trafic de l'alcool, né de la prohibition, devint un marché fantastique pour les gangsters. René Dazy

Par Adonis, Luciano établit également de bonnes relations avec le Sicilien Scalise ce qui renforçait les positions du groupe à Brooklyn.

Anastasia, le tueur

Une autre recrue de Luciano fut un Italien nommé Anastasia. C'était un gaillard de taille moyenne, très musclé, un tueur. Anastasia sortait d'une cellule de condamné à mort à Sing-Sing, où il avait été envoyé pour meurtre. Sa condamnation à mort fut cassée, et l'affaire renvoyée en cour d'appel.

Les juges de cette nouvelle juridiction convoquèrent les témoins du procès précédent. Aucun ne se présenta. Ils avaient tous disparu. Anastasia dut être relâché.

D'autres hommes vinrent encore s'agréger à la bande. L'un d'eux fut recruté par Costello. C'était un Juif hollandais qui se nommait Arthur Flegenheimer, mais qui avait été rebaptisé Dutch Schultz. Il s'était converti au catholicisme.

Lansky, pour sa part, introduisit dans le groupe un de ses coreligionnaires surnommé Lepke. Celui-ci vivait du racket de la confection. Dans les boutiques des commerçants récalcitrants sa bande projetait des bouteilles d'acide, ou une cartouche de dynamite. Ce fut ce Lepke qui permit au gang d'écouler de grandes quantités de whisky dans le secteur de la confection.

Rothstein, l'homme du monde

Un Juif plus âgé et déjà fort établi dans les activités illégales rendit en outre de grands services à la bande.

Il s'appelait Arnold Rothstein. Son domaine était le jeu. Mais, quand vint la prohibition, il comprit très vite qu'un nouveau pactole était à sa portée. Il se procura de grandes quantités de scotch en Ecosse. Au début de leur carrière, les frères Costello avaient travaillé pour lui.

Entre ces hommes, les relations demeurèrent bonnes. Rothstein était apte à tirer profit de tout, alcool, jeu, prostitution, drogue, et il le faisait largement. Ayant amassé une grande fortune, il devint rapidement le banquier du milieu new-yorkais. Ne laissant rien au hasard, il prenait toujours soin de faire contracter à l'emprunteur une assurance sur la vie...

A l'école du rusé Rothstein qui connaissait vraiment toutes les combines, le jeune Frank Costello apprit beaucoup. Au reste, il possédait de grandes qualités d'assimilation, adoptant aussitôt ce qu'il voyait faire et qui paraissait devoir lui servir.

– J'ai piqué tout ce que je sais à droite ou à gauche, confia-t-il un jour à un journaliste. Si je voyais quelqu'un tenir sa cigarette d'une certaine façon, et que cela me plaisait, je m'empressais de l'imiter.

Auprès de Rothstein, Luciano, pour sa part, apprit l'élégance.

– Il m'a appris à m'habiller, à ne pas porter des trucs tape-à-l'œil, à avoir du goût. Il m'a appris à me servir d'un couteau et d'une fourchette et à bien me tenir à table, à ouvrir les portières aux filles et à les aider à s'asseoir en tenant la chaise. Si Arnold avait vécu un peu plus longtemps, il aurait pu faire de moi un type vraiment élégant. C'était le meilleur professeur de bonnes manières qu'un type pouvait rêver avoir, un vrai homme du monde.

Telle était l'équipe de Brooklyn et de la « Petite Italie »

new-yorkaise qui commençait à monter, dans le milieu américain, en affichant des ambitions croissantes.

Jeunes loups et vieux « mafiosi »

Les hommes du gang Costello-Luciano firent venir en grande quantité du whisky du Canada. La marchandise était acheminée par la côte est. Puis ils se fournirent en alcool à Philadelphie en s'associant avec Woxey Gordon. Ils s'approvisionnèrent aussi, par bateaux, en Ecosse.

L'organisation de ce trafic devenait de plus en plus complexe. Pour transporter la boisson, ils créèrent des compagnies de transport. Comme il fallait stocker les caisses quelque part, ils firent des acquisitions immobilières, afin de disposer des locaux qui leur appartiennent et où ils puissent opérer en toute tranquillité. Ils embauchèrent des comptables expérimentés, afin de s'y retrouver dans des budgets compliqués. Et ils n'oublièrent pas de payer des avocats, prêts à tout instant à intervenir pour les défendre contre l'administration.

Dans leur ascension, la trajectoire de ces jeunes loups de l'alcool et autres trafics devait nécessairement croiser celle des vieux *mafiosi*. Ce domaine aussi allait voir se dérouler un classique conflit des générations.

Si l'on veut savoir ce qu'est, à cette époque du début de la prohibition, une famille de *mafiosi*, il faut se reporter à l'étude *La Mafia à New York* que nous avons déjà citée et qui procède, d'une façon minutieuse, à la dissection de la famille Lupollo, ce pseudonyme qui dissimule une famille véritable.

Un émigré sicilien de 1902

Le grand-père Giuseppe était né peu après 1870 dans le canton de Corleone (Sicile orientale). Il quitta la Sicile en 1902 pour gagner les Etats-Unis. Il s'établit dans le bas East Side de New York.

La première entreprise montée par Giuseppe fut un commerce d'importation d'huile d'olive et de bonbons. A quoi s'ajouta bientôt une petite « banque » familiale.

La « banque » prêtait de l'argent aux *paesani*, à des taux usuraires. Or Giuseppe prêtait à des gens très pauvres qui ne pouvaient rembourser que de très faibles sommes. Et, si un emprunteur se révélait défaillant, il n'était pas question d'aller s'adresser à la police. Comment Giuseppe s'y prenait-il pour rentrer dans son dû ? La chronique locale murmure qu'il était lié à un gang de la Main noire. C'était là sa police.

Giuseppe eut l'habileté d'adapter son comportement aux transformations de ses emprunteurs. Si ceux-ci commençaient à s'élever dans l'échelle sociale, et à pouvoir monter des affaires, Giuseppe troquait volontiers les remboursements dus contre une participation dans les affaires de celui qu'il avait obligé. Puis il prêtait de l'argent à l'entreprise qui lui paraissait vouée à un sérieux avenir, et renonçait de nouveau à son remboursement contre une participation.

Ainsi Giuseppe Lupollo dès 1910 était-il propriétaire partiel ou complet d'un service de livraison de glace, d'une boulangerie italienne, d'une confiserie, d'une épicerie de détail spécialisée dans les fromages italiens et l'huile d'olive, et d'un petit café.

Puis il monta une succursale de la Loterie italienne.

Le clan préservé

Giuseppe avait deux fils, Carlogero (Charley) et Giuseppe junior (Joe). Charley fut destiné aux études. Il sortit diplômé de la high-school, à 18 ans. Il trouva son premier emploi dans l'affaire de livraison de glace et s'orienta vers la politique. C'était l'homme respectable de la famille.

Joe, au contraire, quitta l'école dès la quinzième année pour travailler avec son père. Puis il s'occupa de la loterie familiale. Les mariages des deux hommes se firent avec des Siciliennes. L'unité ethnique était ainsi préservée, et les mentalités restèrent profondément marquées par le mode de pensée et de vie de la Sicile.

Vers 1920, la famille changea de domicile. Elle alla s'installer dans le quartier italien de Brooklyn. Giuseppe, l'ancien, le patriarche de la famille, en était toujours le chef, dont il eut été inconcevable de discuter les ordres. Les affaires allaient croissant, se répartissant en diverses branches. L'autorité, dans chacune de celles-ci, était confiée à un proche parent.

Ainsi le clan familial conservait-il le contrôle de tout.

Entrée dans le trafic de l'alcool

Après 1920, la famille de Giuseppe s'occupa avec profit du ramassage des ordures. Elle commença également à s'intéresser au trafic de l'alcool. Elle était honorée par toute la colonie italienne qui connaissait bien l'ensemble de ses activités, licites ou illicites.

La famille de Giuseppe, qui vivait depuis plus de 20 ans à présent aux Etats-Unis, n'en demeurait pas moins profondément enkystée dans un milieu social

exclusivement italien et le plus souvent sicilien. Le fils de Joe, Tony, rend compte de ce genre de vie, celui d'un ghetto :

« Ce qu'il est difficile d'expliquer à quelqu'un qui n'est pas passé par là, c'est à quel point la vie dans la « Petite Italie » était une vie à part. On mangeait, dormait, jouait, se déplaçait seulement dans les limites de la « Petite Italie ». Quand vous en sortiez, vous aviez le sentiment d'être à l'étranger et vous sentiez de nouveau la différence en repassant la frontière. Mais le plus important, c'était l'effet que cela avait sur notre façon de penser. Nous autres gosses savions bien qu'il y avait d'autres sortes de gens : nous voyions à l'école des Irlandais, des Juifs et même quelques gosses de couleur. Mais même mon père, qui n'avait que sept ans quand il était arrivé ici, vivait et agissait comme si personne d'autre n'avait existé en dehors de la « Petite Italie ». Quand j'étais enfant, il y avait quatre groupes d'humanité : les Italiens, les gens de couleur, les Juifs et les Américains. Celui qui n'était ni des nôtres, ni un homme de couleur, ni un Juif, était pour nous un Américain. Bien sûr, il nous arrivait de dire qu'il était Irlandais, ou même Allemand, mais nous les englobions tous sous le nom d'Américains. »

A partir de 1925, le « vieux » Giuseppe se lança à fond dans le trafic de l'alcool. Il eut sa flotte de camions et procéda aux livraisons. Son réseau commercial licite lui servait de couverture.

Le trafic d'alcool fut pris en main, sur décision du « vieux » Giuseppe, par un allié, Vito Solemi.

Joe le Patron esquive trois balles mortelles

Dans le courant des années 1920, Lupollo s'allia à Adonis, de la bande Costello-Luciano, puis à Frankie Yale et à Masseria.

Nous avons déjà parlé de Yale qui dirigea l'*Unione siciliana* et qui joua un rôle important dans l'histoire de la Mafia à New York. Quant à Masseria, il était rapidement devenu une des vedettes de Manhattan et l'un des deux principaux chefs de la Mafia à l'ancienne, en Amérique.

Masseria, dit Joe le Patron, était un Sicilien, petit, trapu. Son visage porcin s'éclairait d'yeux malins.

Le principal concurrent de Masseria avait été un autre gangster, nommé Valenti. Leur confrontation avait pris un tour dramatique.

Valenti voulait absolument avoir la peau de Joe le Patron. Il lui dépêcha un de ses tueurs et, le 9 août 1922, Masseria connut la plus grande chance de sa vie.

Il se trouvait en effet dans une boutique de mode de la 2^e Avenue. Il vit soudain se dresser devant lui, sans qu'il ait eu le temps de dégainer, un homme qui, revolver au poing, le visait posément.

Au moment où cet homme pressait la détente, Masseria fit un bond miraculeux. La balle fit éclater une vitrine mais passa à côté de sa cible. Le tueur tira une seconde balle. Masseria baissa la tête et la balle passa au-dessus de lui. La troisième tentative fut aussi infructueuse. Le projectile fila en sifflant au-dessus de la tête de Joe le Patron, et fit un second trou dans la vitrine.

Après quoi le tueur, écœuré, s'en alla.

Masseria acquit ainsi la réputation d'un homme invulnérable.

Masseria n'eut aucune peine à identifier en Valenti l'inspirateur de la tentative de meurtre qui le visait. Au lieu d'exercer des représailles, il fit savoir publiquement qu'il désirait traiter. Il envoya même à Valenti un négociateur pour lui proposer de faire la paix.

Un déjeuner mortel

Dans le code des gangs, pareille offre était l'équivalent d'une capitulation en rase campagne. Aussi Valenti n'avait-il aucune raison de refuser l'offre qui lui était faite.

La signature de l'armistice eut lieu le 11 août, dans un restaurant italien de la 12^e East Street. Après force toasts, où il n'était question que de loyauté, d'amitié, Masseria accepta toutes les exigences de son rival.

Il est probable que Valenti conçut un mépris immense pour Joe le Patron qui venait de consentir une capitulation honteuse et qui se résignait à devenir son vassal.

Sa joie fut cependant de courte durée. Après avoir serré la main de Masseria, Valenti commit une faute qui allait se révéler irrémédiable : il sortit le premier.

Il eut juste le temps de faire quelques pas sur le trottoir. Les hommes de Masseria étaient postés en embuscade. Ils ouvrirent sur Valenti un feu dense et mortel. Valenti tomba pour ne plus jamais se relever.

Masseria devint président de l'*Unione siciliana*. C'étaient toujours les vieilles familles d'émigrés qui tenaient le haut du pavé et dirigeaient la Mafia d'Amérique.

Or, au fur et à mesure que Luciano montait avec le soutien de ses camarades, il s'affirmait comme un futur

concurrent ou au contraire comme un allié éventuel dont le concours valait d'être recherché.

En ce temps-là (1923) Luciano était devenu un personnage important, bien qu'il eût tout juste vingt-six ans. On le voyait apparaître dans les lieux de plaisir de New York toujours très élégant, calme et sûr de lui. Il savait cependant qu'il aurait à choisir entre les deux patrons, *padrone*, de la Mafia, qui se haïssaient : Masseria et Maranzano.

Rencontre avec le sicilianiste Maranzano

Le premier à prendre contact avec le jeune Luciano fut Maranzano. Il était élégant lui aussi, fort cultivé, et parlait cinq langues. Sa façade c'était l'immobilier.

Luciano et Maranzano se rencontrèrent dans l'arrière-salle d'un petit restaurant italien, *Il Palermo*. Lorsque Luciano entra dans la salle de restaurant, Maranzano, qui était déjà arrivé, se leva, vint à sa rencontre et le serra affectueusement dans ses bras. Dans le dessein de montrer sa culture, il employa quelques mots latins, et parla de son « dada » favori : Jules César, ce qui eut le don à la fois d'épater et d'agacer Luciano.

– Le monde est en train de changer, assurait Maranzano. Entre dans mon organisation et je te promets que tu prospéreras en même temps qu'elle. Je t'y donnerai un poste important, mon fils.

Ces démonstrations n'impressionnaient pas beaucoup le jeune Luciano. Quand il remonta dans sa voiture, son chauffeur, dévoré par la curiosité, lui demanda ce qui s'était passé avec Maranzano.

– Pas grand-chose, répondit Luciano. Il n'aime pas les Juifs, et il n'y connaît rien en vins, c'est tout.

Vers une Mafia ethniquement ouverte

Au cours de cette conversation, Maranzano avait prononcé une petite phrase, lourde de sens. Tout en prodiguant les flatteries à Luciano, il avait dit presque avec négligence :

– Je n’aime pas beaucoup les amis qui sont avec toi. Luciano s’était aussitôt rebiffé.

– Eh ! bien ça n’est pas de chance, Don Salvatore. Ce sont justement des amis, et ce n’est pas très gentil de parler ainsi.

Maranzano n’avait pas insisté.

Ce bref échange de répliques et les positions qui s’étaient ainsi exprimées avaient une très grande importance. Car l’alliance avec Maranzano, aurait signifié le renforcement de la Mafia dans son aspect exclusivement sicilien. L’organisation de Maranzano était même composée en grande majorité de Siciliens originaires de sa ville natale, Castellamare del Golfo, près de Trapani. A la rigueur Don Salvatore consentait à accepter d’autres Siciliens. Mais il n’était pas question d’admettre des « étrangers ».

Le gang de Maranzano était un club aussi fermé, à sa manière, que le Jockey.

Quand Maranzano disait à Luciano : « Je n’aime pas beaucoup tes amis, » cela signifiait que son interlocuteur aurait une place de choix à ses côtés, mais qu’il devrait se séparer des Juifs Lansky, Rothstein, Siegel, du Calabrais Costello et des Napolitains Genovese et Adonis.

En s’y refusant, Luciano esquissait du même coup le schéma d’une Mafia ethniquement ouverte, par opposition à la Mafia traditionnelle.

Une idée publicitaire

Luciano écarta l'alliance avec Maranzano. Il continua à faire des « affaires », à gagner beaucoup d'argent, y compris en pratiquant le trafic de la drogue, et à se faire un nom dans la bonne société en lui fournissant le meilleur whisky.

C'est alors qu'il eut une idée publicitaire capable d'imposer son image aux gens huppés qu'il fréquentait.

Toute l'Amérique se passionnait pour le championnat du monde des poids lourds qui devait opposer le tenant du titre, l'Américain Jack Dempsey, vainqueur de notre champion Georges Carpentier, à l'Argentin Luis Firpo, surnommé Le Taureau Sauvage de la Pampa.

La rencontre eut lieu le 14 septembre 1923 et elle fut suivie par quatre-vingt-deux mille personnes. Longtemps avant la rencontre, toutes les places de ring étaient louées.

Luciano connaissait un journaliste sportif très répandu, Bill Corum. Il s'adressa à lui.

— Il me faut des places pour ce combat.

— Tu voudrais peut-être que je te donne ma place, répondit Corum, en riant.

— C'est tout à fait cela, répondit Luciano sans sourciller. Et en outre, il me faut 90 paires de fauteuils dans les cinq premiers rangs.

Corum faillit s'étrangler. Mais quand il se rendit compte que Luciano parlait sérieusement, il s'inclina. Deux jours plus tard, il procurait à Luciano environ 200 places. Cette performance coûta au gangster vingt-cinq mille dollars.

Luciano place ses invités

Luciano avait son idée. Par Costello, Lansky, Siegel et d'autres, il fit savoir qu'il allait inviter 100 personnes de la meilleure société accompagnées de leurs femmes ou de leurs maîtresses.

Le résultat ne se fit pas attendre. On lui téléphona de partout, dans l'espoir de figurer sur la liste. Celle-ci comprit rapidement six cents noms et comme chaque invité devait recevoir deux billets, cela faisait donc douze cents personnes.

— Quel boulot ce fut ! raconta plus tard Luciano, de réduire cette liste à cent noms, y compris les nôtres. Il y a des tas de gens qui furent vexés comme des poux d'avoir été laissés pour compte, mais il fallait qu'on prenne le gratin.

Le soir du combat, Luciano fut avec Dempsey et Firpo, la troisième vedette. Il portait avec élégance un costume gris Oxford, une chemise blanche unie, une cravate bleu marine en soie, parsemée de dessins en forme de fer à cheval. Sur ce costume, il avait jeté un pardessus en cachemire gris anthracite, et il était coiffé d'un feutre gris ardoise.

Il était assis au premier rang des fauteuils de ring. Pendant les combats préliminaires, les personnalités ne cessèrent de défiler devant lui pour lui serrer la main, le remercier ou le féliciter. Des hommes politiques, des vedettes du spectacle, des magistrats, des policiers importants, des sportifs célèbres tenaient à tout prix à être vus, ne fut-ce qu'un instant échangeant quelques mots avec le grand Charlie Lucania (il ne portait pas encore son nom de Luciano).

« Le chef de la police est venu me serrer la main »

« C'était de cela que j'avais toujours rêvé, écrira-t-il : de voir un jour les gens les plus importants de New York venir me serrer la main et me remercier pour les fauteuils de premier rang que leurs amis influents ne pouvaient leur procurer pour tout l'or du monde. Ça a été quelque chose d'assez formidable quand Mick Enright, le chef de la police de New York, est venu me serrer la main et me demander comment j'allais. Et il était accompagné de son commissaire principal, Bill Lahey. Pourquoi pas ? Ils étaient tous les deux à notre solde. Il y avait un tas de gens sur notre liste : Jimmy Hines et Al Marinelli de Tammany Hall ; il y avait un politicien de Brooklyn qui était en train de « monter » et qui allait devenir grâce à nous un type très important, Kenny Sutherland (plus tard, dirigeant démocrate à Brooklyn)...

» Mes deux cents places mélangeaient tout le monde depuis les putains jusqu'aux politiciens, depuis les quartiers chics jusqu'à Delancey Street. J'avais décidé de me faire des amis partout. »

Un de ceux qui vinrent serrer la main de Luciano, ce soir-là, fut Maranzano, tous sourires dehors. Peu de temps après, Luciano et lui eurent un nouvel entretien.

Maranzano, cette fois, se montra plus ouvert. Il admettait Costello, les Napolitains, les Calabrais. Il faisait toujours la grimace sur le compte des Juifs. Il concédait cependant que ceux-ci pourraient entrer au sein de l'organisation, plus tard.

Pour la deuxième fois Luciano dit non

Luciano demande à réfléchir.

Il réunit un peu plus tard sa bande, lui exposa les propositions qui lui étaient faites.

Costello était d'avis d'accepter. Les autres approuvaient. Seul Lansky ne soufflait mot, Luciano se tourna vers lui.

— Et toi, qu'est-ce que t'en penses mon petit Meyer?

Et Meyer Lansky de répondre :

— Y'a de la merde au bout du bâton !

Les autres étaient furieux. Ils se mirent à parler tous en même temps et à s'en prendre à Lansky. Luciano les arrêta.

— Allons, les gars, dit-il. Vous ne voyez pas que cela ne pourrait pas durer plus de quarante-huit heures ? Pas besoin d'avoir une grosse cervelle ou une machine à calculer ou quoi que ce soit pour savoir que dès qu'on se mettrait avec Maranzano, ce gros porc nous ferait buter.

Les autres se taisaient. Genovese dit :

— Charlie doit avoir raison. Maranzano ne peut pas se permettre de laisser un type avec un cerveau comme celui de Charlie se balader en liberté.

Mais l'incertitude persistait dans le groupe. La réponse avait en effet une très grande importance. S'ils acceptaient, ils pouvaient fort bien être traités comme des vassaux. D'un autre côté, un second refus pouvait être pris par Maranzano comme une insulte ou un défi.

Finalement, on fit poliment savoir à Maranzano que son offre était repoussée. Ils attendirent, anxieux, la riposte. Elle ne vint pas.

— Je n'ai jamais compris, déclarera bien plus tard Luciano, pourquoi il ne nous a pas liquidés.

Dans le milieu, les choses se savent vite. Le monde des gangs eut connaissance du refus opposé à Maranzano. Comme Luciano et ses amis étaient toujours en vie, comme les hommes de Maranzano n'attaquaient pas les convois des jeunes gangsters, leur cote grimpa rapidement dans le monde clos des *bootleggers*.

C'est alors qu'un autre « Grand » fit des offres de parrainage : Masseria.

Masseria fait des avances

Masseria et Maranzano se haïssaient. Le premier, on l'a vu, se faisait appeler Joe le Patron, mais l'autre convoitait ce titre et aspirait à devenir le chef incontesté de la Mafia. Ajoutons qu'il n'y avait vraiment aucune affinité entre les deux hommes. Si Maranzano avait les apparences d'un personnage distingué et cultivé, polyglotte en dépit de son particularisme sicilien, Masseria, au contraire, était un homme fruste, d'une extrême vulgarité.

L'échec des négociations entre Luciano et Maranzano ne pouvait qu'inciter Masseria à « doubler » son rival.

Les travaux d'approche s'effectuèrent de façon prudente. Un jour, un des lieutenants de Masseria, Gaetano Reina, s'arrangea, par l'intermédiaire de Dutch Schultz, pour prendre contact avec Luciano. L'échange de propos entre les deux hommes fut prudent et superficiel.

Quelques mois plus tard, alors que Luciano se trouvait en compagnie de Siegel au Club 21, Masseria fit son entrée. Il n'était pas seul. Ses lieutenants et tout un essaim de jolies filles l'escortaient. Dès qu'il aperçut Luciano, Masseria l'interpella en sicilien, lui fit toutes

sortes d'amitiés, et l'invita à venir se joindre, avec Siegel, à son groupe.

On rapprocha les tables, et tout le monde but force rasades de whisky, dans la plus joyeuse ambiance.

A un moment, Luciano demanda à Masseria comment il trouvait le whisky.

– Fameux ! dit Masseria. Jamais rien bu de meilleur.

– J'en suis heureux. C'est moi qui le fournis.

Masseria lui fit ses compliments. Il était évident, dit-il, que si Luciano fournissait aux *speakeasies* un whisky de cette qualité exceptionnelle, ses affaires devaient être prospères et qu'il était appelé à un grand avenir.

– Est-ce qu'on ne pourrait pas se revoir, ajouta Masseria ? Et même, dès demain ?

« La guerre est inévitable »

Luciano accepta. A ce moment il ignorait encore que l'entrée de Masseria au Club 21 n'était pas fortuite, qu'elle avait été préparée par un de ses propres lieutenants, le Napolitain Vito Genovese.

Au cours de leurs deux entrevues, Maranzano avait affectueusement appelé Luciano son *bambino*, ce qui avait fait vibrer la susceptibilité de celui-ci, et il avait disserté sur Jules César. Luciano s'était senti très petit en face de lui, et c'était sans doute la crainte d'être dominé par un homme plus intelligent, beaucoup plus cultivé que lui, aimant trop à faire parade de ses dons, qui l'avait incité à repousser la suzeraineté du *mafioso*.

Avec le bedonnant et grossier Masseria, le ton changea.

– Tu le sais bien : la guerre entre Maranzano et moi



*Francesco Castiglia, plus connu sous le nom de
Frank Costello. Cet émigré calabrais deviendra
l'une des grandes figures de la Mafia.
Recherche iconographique de Cesare*

est inévitable. C'est pour cela qu'il te fout la paix. Parce qu'il a besoin que toi et tes potes vous restiez tranquilles pendant la bagarre. Après il te liquidera. Mais, à nous deux, nous sommes sûrs d'avoir l'avantage. Allez ! Viens avec moi, bon sang ! Tu seras mon bras droit et nous régnerons sur cette ville. Qu'est-ce que tu veux ? Du pognon ? Tu en auras tant que tu voudras. Tu en gagneras avec moi plus que tu ne pourras en compter.

Luciano ne sait quel parti prendre

Ce discours était tenu dans un anglais approximatif, disloqué par un affreux accent guttural. Luciano écoutait ces propositions. Il n'était pas encore décidé à sauter le pas. Avec qui était-il préférable de s'allier ? Maranzano ou Masseria ? Qui sortirait vainqueur de leur duel inévitable ? Il fallait y réfléchir, ne pas prendre de décision précipitée.

Une seule chose lui apparaissait tout à fait certaine : quel que fût le vainqueur, celui-ci chercherait par la suite à le liquider. L'un et l'autre aspiraient à un pouvoir sans partage, absolu. A l'instant même où le rival le plus dangereux aurait été liquidé, le vainqueur commencerait à regarder d'un œil soupçonneux celui dont l'aide lui avait été indispensable. Et il songerait aux moyens de se débarrasser du jeune ambitieux.

Luciano éluda tout accord immédiat. Masseria ne dissimula pas son dépit. Mais son interlocuteur ne céda pas. Il se disait que le temps jouait en sa faveur, que les deux caïds feraient assaut de propositions auprès de lui et qu'il avait donc tout intérêt à attendre.

La suite des événements ne fut pas conforme à ses calculs. Quelques jours plus tard, plusieurs de ses

convois de camions furent interceptés et détruits dans les bois de Jersey, près d'Atlantic City. Et — ce n'était sûrement pas une coïncidence — ses entrepôts du nord de Manhattan furent perquisitionnés par les agents de la prohibition.

En un rien de temps, Luciano se trouva au bord de la faillite. Sa clientèle lui réclamait du whisky. Il n'en avait presque plus. Il savait qu'il serait hors d'état d'en fournir rapidement. Il allait perdre la face auprès de ses clients. Dans le milieu, en pareil cas, les nouvelles circulaient à la vitesse de l'éclair. Il lui fallait trouver d'urgence une solution. Sinon, il était un homme fini.

Le roi d'Atlantic City sauve Luciano

La solution s'appelait Nicky Johnson. C'était le roi d'Atlantic City, une grande station balnéaire à 250 kilomètres au sud de New York. Il contrôlait toute la ville, toutes ses activités commerciales et sa vie politique. Il avait permis à Costello d'introduire chez lui ses machines à sous. Du jour au lendemain, il pouvait retirer cette autorisation. Pas une goutte d'alcool ne pouvait entrer ou se vendre dans son fief, sans qu'il le sût et qu'il en tirât bénéfice.

Il eût été insensé de défier son pouvoir dans la région. Il était armé pour les représailles.

Luciano lui avait procuré des places pour le fameux match Dempsey-Firpo. Et Johnson lui en avait su gré.

En compagnie d'Adonis, Luciano fonça en voiture vers Atlantic City qu'il atteignit en trois heures. Il fut reçu par Johnson dans son hôtel particulier.

— Ecoute, Nicky, dit Luciano. Je vais aller droit au but. J'ai besoin de tout le scotch que je peux trouver et

tu es au courant de tous les arrivages. Je veux de meilleures conditions que celles que tu consens aux autres. Tu auras un pourcentage sur les bénéfices.

— Bien, dit Johnson. Voici ce que je t'offre : tu auras l'exclusivité de ma plage pour débarquer ta camelote. Et je protégerai tes convois jusqu'au bas de Camden (1). Qu'est-ce que tu proposes en échange ?

— Dix pour cent sur tous mes bénéfices tant que dure la loi Volstead, quelles que soient les affaires que je traite.

C'était un gros pourcentage. Selon Luciano, Johnson s'intéressait à une seule chose : gagner de plus en plus d'argent. Pour cela, il aurait tué père et mère. Il donna son accord. Il révéla même ce soir-là à Luciano l'itinéraire suivi par un arrivage de whisky destiné à Maranzano.

Embuscade à Egg Harbor

Luciano avait besoin de se procurer du whisky très vite. Sur le parcours qui devait être suivi par les camions de Maranzano, à Egg Harbor, Luciano, Siegel, Adonis et Lansky montèrent une embuscade.

A deux heures du matin, ils interceptèrent les camions de Maranzano, stoppés par un arbre abattu en travers de la route. A peine les hommes de l'escorte étaient-ils descendus, qu'ils furent canardés par Luciano et sa bande. Un des hommes de Maranzano fut tué sur le coup, un autre blessé. Le reste se rendit. Les agresseurs ne furent jamais identifiés, car ils étaient tous masqués.

(1) A mi-chemin de New York. Camden se trouve à l'entrée de Philadelphie, en venant d'Atlantic City.

Après cet incident de parcours, Luciano se décida à faire alliance avec Masseria. Il est probable que celui-ci avait, par dépit, tendu les embuscades dont les convois de Luciano avaient subi les conséquences. Mais Luciano, on verra plus loin comment, se décida pour Masseria.

Des réussites parallèles

Au cours des années 1920, Costello et Luciano concurent donc des réussites parallèles.

Le premier devait une large partie de ses succès à Dwyer et à Rothstein à qui il était associé. Ces deux hommes attiraient sur eux l'attention et aussi les haines. Ils étaient au premier plan de l'histoire illicite des Etats-Unis. Les projecteurs étaient braqués sur eux. Costello avait l'avantage de vivre dans leur ombre.

Les choses tournèrent définitivement mal pour Rothstein, un jour de 1928. Il fut abattu, croit-on, pour une dette de jeu qu'il n'avait pas remboursée.

Dwyer, lui, était tombé plus tôt, le 4 décembre 1925. Ce jour-là, le *New York Times* annonça en première page qu'un réseau international de trafiquants d'alcool, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de quarante millions de dollars, avait été démantelé. Vingt de ses membres avaient été arrêtés dans la région de New York, et parmi eux figurait William Vincent Dwyer.

Parmi les vingt, il y avait aussi deux hommes qui étaient considérés comme les trésoriers du réseau, les frères Costello.

Ennuis avec la justice

Ce n'était pas la première fois que Costello avait des démêlés avec la justice.

En 1908 il avait été arrêté pour vols et voies de fait. Il avait alors bénéficié d'un non-lieu. En 1912, arrêté pour les mêmes motifs, il s'en était encore tiré avec un non-lieu. En 1915, il avait été cette fois condamné à un an de prison, pour port d'armes prohibé.

En 1923 son nom fut encore cité à propos de la liquidation d'un homme du milieu soupçonné d'avoir été un « indic ». On ne put cependant établir que Costello l'eût lui-même abattu ou l'eût fait liquider.

Dwyer se fit remettre en liberté contre une caution de quarante mille dollars. A Costello et à son frère, on ne demanda que vingt mille.

L'affaire traîna. Le procès fut scindé en deux groupes. Dans la première charrette figurèrent Dwyer et un certain nombre de complices. Dwyer fut condamné à deux ans de prison. A l'exception d'un de ses complices, tous les autres furent relaxés.

Ce procès se déroulait en juillet 1926. Les frères Costello ne comparurent que le 3 janvier 1927. La plupart des accusés furent acquittés. Pour Frank Costello (et deux autres inculpés), le jury ne put se mettre d'accord.

Pour que Costello fût condamné, il eût fallu que le ministère de la Justice entamât d'autres poursuites contre lui. Rien ne fut fait dans ce sens. Au cours des procès précédents, en effet, la plupart des témoins cités par l'accusation s'étaient défilés. Ces deux procès étaient des défaites pour les autorités. D'autant que toutes les poursuites intentées pour trafic d'alcool étaient impopulaires auprès d'une large partie de

l'opinion, car des millions d'Américains buvaient chaque fois qu'ils en avaient l'occasion.

Tandis que Dwyer tombait, Costello réussit donc à se glisser à travers les mailles du filet. Il le devait pour une large part à l'extrême discrétion qu'il avait su garder dans sa vie.

Gentleman Costello

Sans doute Costello était-il un adepte des boîtes de nuit de New York. Plusieurs soirs par semaine, on pouvait le voir attablé dans un *speakeasie*. Et certes on pouvait y voir, s'abreuvant en même temps que lui, Dutch Schultz, Joe Adonis ou Luciano. Mais on retrouvait aussi dans ces boîtes quantité de citoyens à qui la loi n'avait rien à reprocher sinon de déguster une gorgée de Johnny Walker, en dépit de Volstead. Se retrouvaient, aux côtés de Costello, Mae West, la vedette de *Sex*; Aimée Temple; Mc Pherson, l'évangéliste d'Hollywood; le futur maire de New York Jimmy Walker; l'écrivain britannique Stephen Graham; un avocat d'assises qui portait le surnom évocateur de La Grande Gueule (dotée au surplus d'un gosier toujours assoiffé); Bill Falon, et même lord et lady Mountbatten.

Un des plus célèbres de ces endroits nocturnes était le Club 21 où Luciano avait eu sa première rencontre avec Masseria. C'était le cabaret préféré de Costello.

Ces distractions mises à part, Frank Costello, contrairement à Dwyer, se gardait de vivre fastueusement. Il investissait ses bénéfices dans des opérations immobilières, déclarées, les unes à son nom, les autres au nom d'hommes de paille. Il était vêtu d'une façon

classique et dans ses rapports avec les hommes d'affaires il se comportait toujours d'une manière courtoise. Il était sans doute connu comme un trafiquant d'alcool, mais nombre de citoyens de la bonne société américaine n'y voyaient rien à redire.

Son nom n'apparaissait jamais dans les histoires d'attaques à main armée qui font la «une» des journaux.

Ses relations avec le clan des Siciliens restaient extrêmement discrètes et furent longtemps ignorées de la police. Enfin, il vivait d'une manière des plus modestes. Il avait longtemps habité à Harlem, il quitta ce quartier en 1925 pour occuper un pavillon confortable, mais qui n'avait rien de luxueux, du faubourg de Bayside.

Dans le domaine de ses activités, il disposait d'une façade respectable, étant propriétaire d'une usine d'*ice-creams*, d'un garage et de plusieurs terrains.

Chaque sou comptait

Frank Costello, l'«oncle Frank», était d'un naturel sévère, froid, peu bavard, discret. Ses amis se souviennent des rares fois où ils l'ont entendu rire ! Il aimait rappeler le seul jour de sa vie où il s'était mis en colère. Il découvrit que l'un des membres de son organisation à La Nouvelle-Orléans le volait. Toutes affaires cessantes, il quitta New York pour se rendre sur les lieux et convoqua tous ses employés à un meeting. Il monta sur l'estrade pour commencer son discours, attira le voleur près de lui sous un prétexte quelconque, sortit de sa poche une énorme clef anglaise et... l'assomma sous les yeux de l'assistance hébétée. Puis il expliqua posé-

ment que tel serait le sort de quiconque essaierait désormais de le voler.

Dans la mesure du possible, on l'a dit, il préférait éviter ces actes de violence, et préférait la discussion et la collaboration rentable et pacifique aux expéditions armées. Cette tendance d'ailleurs est notable dans toute la génération de Costello qui n'approuve guère les méthodes plus brutales, pour ne pas dire définitives, de leurs aînés. Mais les vieux « Pete la moustache », bien qu'ayant élargi leur domaine dans le grand New York, dans l'Amérique des Américains, sont encore modelés par les traditions plus frustes de la Sicile paysanne. L'esprit des jeunes est plus souple, plus tourné vers « les affaires » commerciales.

Pourtant, Costello ne dédaignait jamais de mettre la main à la pâte : comme tous les *mafiosi*, il s'enrichit beaucoup à l'époque de la prohibition. Mais pour lui, au contraire de son associé Luciano, chaque sou comptait. Jamais il ne dépensait inconsidérément : un de ses hommes de main, Frederick Charles Pitt, lui demanda un jour une avance de deux cents dollars pour régler des problèmes familiaux. Costello accepta tout d'abord, puis, se ravisant, ne consentit qu'un prêt de cent dollars !

S'il était avare, il travaillait d'arrache-pied, ne laissant rien au hasard : jamais il n'omettait de surveiller lui-même le chargement et le déchargement de l'alcool, se déplaçant sans cesse du port jusqu'à l'entrepôt, puis sur un autre port, enregistrant infatigablement la rentrée de chaque dollar dans ses caisses !

Agir dans l'ombre

Sa discrétion, son calme, son affabilité rassuraient ses interlocuteurs : les hommes d'affaires respectables ne craignaient pas d'être vus en sa compagnie. On n'imaginait pas que cet homme à l'aspect ordinaire pût jamais élever le ton, ni devenir un adversaire dangereux. Cette méthode lui permit de s'assurer une foule d'appuis et de déjouer la méfiance de la police, bien loin de soupçonner cet industriel, toujours impeccable et qui possédait le don d'inspirer confiance, d'appartenir à la Mafia... Lorsque l'on cherchait à savoir quelle était au juste sa puissance, lorsque l'on suggérait qu'il était peut-être le responsable de tel ou tel changement dans la politique ou dans l'industrie du pays, il haussait les épaules et murmurait : « Ridicule ! »

A la différence des « Pete la Moustache », Costello ne cherchait jamais à montrer sa puissance, son autorité : il préférait agir dans l'ombre, tenir un rôle de conseiller plutôt qu'un rôle de chef, d'intermédiaire entre le monde officiel et respectable et le monde des truands, plutôt qu'un rôle de vedette. Il s'acquit ainsi la confiance de Masseria, « Joe le Patron », dont la vanité exigeait une large publicité et des honneurs que Costello lui abandonnait volontiers. Il n'éprouvait pas le besoin des *mafiosi* de la génération précédente de démontrer, par un luxe tapageur, qu'ils avaient vaincu la misère, que les Italiens, pauvres immigrants humiliés, ignorés par les Américains nantis, pouvaient maintenant rivaliser de richesse avec eux ! Si les *mafiosi* des années 1920 avaient d'abord cédé à l'attrait des costumes tape-à-l'œil dont ils rêvaient, enfants, en finissant d'user le pantalon de leur frère aîné, ils avaient vite appris à préférer la sobre élégance de Wall Street, et ressem-

blaient beaucoup plus à des banquiers prospères que leurs aînés.

Si Al Capone est resté célèbre par ses vêtements aux couleurs criardes, ses cravates étincelantes, la grosseur de ses cigares et le nombre de bagues énormes qu'il portait à tous les doigts et qui rappelaient, par leur exagération, les costumes clinquants des camorristes calabrais du siècle dernier, sa disparition marqua celle de l'extravagance vestimentaire : les jeunes, et parmi eux Costello le premier, recherchaient avant tout la respectabilité.

Sens de la façade

Dans sa vie professionnelle, Costello fit toujours preuve d'une discrétion de bon aloi. Il avait acquis une solide réputation d'« homme de contrat », on savait qu'il pouvait persuader des gens influents d'agir comme bon lui semblerait, mais rien de ses relations avec les truands ne transparaissait au-dehors : au contraire, il aimait se montrer dans des restaurants élégants en compagnie d'hommes à la réputation irréprochable ; c'est lui qui donna ce sens de la façade à son ami Luciano, dont il réprouvait l'enthousiasme parfois un peu brutal.

On raconte qu'en 1931, Luciano s'étant mis en tête que les Italiens devaient officiellement être représentés à Tammany Hall, la machine politique du parti démocrate, « pria » le responsable du district de la « Petite Italie », Harry Perry, de démissionner en envoyant chez lui quelques-uns de ses hommes revolver au poing ! Puis il installa à sa place un de ses amis, Albert Marinelli. Costello fit valoir à Luciano que la force était une

méthode périmée, en vigueur à l'époque des vieux *mafiosi*, mais qui ne servait qu'à discréditer les Italiens.

L'emploi du temps de l'« oncle Frank » était toujours minutieusement réglé : debout tous les matins à cinq heures, il se préparait lui-même du café frais et des toasts, ramassait sur le pas de la porte le *New York Times* et le lisait d'un bout à l'autre dans sa cuisine. Il avait l'habitude de prendre ainsi chaque matin « la température » du monde américain, déduisant de chaque information s'il était sage de s'appuyer encore sur tel ou tel homme politique, s'il ne serait pas judicieux de placer de l'argent dans l'entreprise d'Un tel, qui décidément se débrouillait bien... Joueur impénitent, il lisait le résultat des courses de chevaux avec impatience, mais il détestait découvrir un article qui le concernât.

Son Q.G. : le salon de coiffure du Waldorf

Vers huit heures, impeccablement habillé, il sortait pour une promenade, puis remontait chez lui attendre la visite de ses « clients », hommes d'affaires, magistrats, vedettes de cinéma, journalistes ou truands. Vers le milieu de la matinée, il quittait invariablement son domicile pour se rendre, à pied, vers son fief, à l'hôtel Waldorf. Pendant des années, l'hôtel Waldorf servit à la fois de bureau et de quartier général à Costello. Il y était reçu avec déférence par tous les employés qui le considéraient comme leur propre patron, prêts à obéir à n'importe lequel de ses ordres, et à le prévenir si la police semblait vouloir s'intéresser à lui. Chaque matin, il occupait le salon de coiffure jusqu'à midi ; il se faisait couper les cheveux, raser, manucurer et cirer les chaussures, tout en recevant des visites.

On eût dit plutôt qu'il donnait audience : New York tout entier savait où trouver Costello à cette heure, et tous ceux qui souhaitaient le rencontrer faisaient anti-chambre dans le couloir. Il y avait là des bookmakers connus, des politiciens, de vagues connaissances qui sollicitaient un prêt, aussi bien que des membres de la Mafia. C'est là que Costello traitait nombre de ses affaires aussi bien officielles que criminelles : il estimait qu'un lieu public est l'endroit le plus sûr pour n'être pas écouté.

Epoux modèle

Pourtant, Costello ne reniait pas ses humbles origines. Il aimait à rappeler que son père travailla deux ans avant d'envoyer à sa femme l'argent qui lui permettrait de le rejoindre avec son bébé aux Etats-Unis. Il aimait raconter le long voyage depuis la Calabre. Mais il lui plaisait d'apparaître aux yeux du monde comme un exemple de réussite sociale et de bonne éducation.

L'après-midi, Costello se rendait souvent aux bains turcs qu'il jugeait excellents pour la santé, et ne dédaignait pas d'y traiter quelques affaires tout en se délassant. Enfin, la soirée était généralement réservée à des restaurants chics ou à des casinos où il se rendait souvent en compagnie de sa femme.

Il avait épousé très jeune une Israélite, Bobby Geigerman, qui partagea son succès. Costello se conduisit toujours en mari attentionné et fidèle, ne s'afficha jamais, comme aimaient à le faire beaucoup de *mafiosi*, avec des danseuses de cabaret, des vedettes de music-hall ou des vedettes de cinéma. Au contraire, il offrait

régulièrement à sa femme des fleurs pour la Fête des Mères, bien qu'ils n'aient jamais eu d'enfants. Bobby l'accompagnait toujours dans les réceptions. Leur couple donnait l'image, qu'il avait toujours souhaitée, de bourgeois respectables et prospères.

Bienfaiteur

Costello tint même à emmener Bobby sur les lieux de son enfance, dans le village calabrais de Lauropoli, près de Costenza. Dans ce petit bourg de paysans où l'une de ses sœurs vivait toujours, on attendit avec impatience l'arrivée de l'enfant « qui avait réussi » ; c'était merveille que de penser que ce monsieur élégant était né dans une pauvre maison du village. Là encore, Costello apparut comme un homme de bien, généreux et efficace. Il donna à tous ses compatriotes ce dont ils avaient besoin. A l'un, de l'argent pour aller chez le médecin. A l'autre, de quoi envoyer son fils à l'école. Aux veuves, de quoi élever leurs enfants. Aux vieux de quoi vivre décemment... Un jour, un vieillard remit à Don Francesco un papier jauni datant d'avant l'émigration de sa famille aux Etats-Unis : c'était la reconnaissance d'une dette de deux sacs de farine empruntés par sa mère à l'époque. Il remboursa sur-le-champ le vieil homme, ajoutant bien sûr des intérêts substantiels.

Il ne faisait qu'une seule entorse à ses habitudes de bon citoyen, le mardi soir : il allait alors chez Duke, restaurant plus que modeste et de mauvaise mine du New Jersey où les chefs de la Mafia avaient établi leur poste de commandement. Pendant des années, Tony Lucchese, Albert Anastasia, Joe Adonis, Frank Costello et bien d'autres gangsters d'envergure y établissaient

leurs plans en commun, et y faisaient le point de leurs entreprises, bien à l'abri des oreilles indiscrètes, jusqu'à ce qu'enfin, en 1941, la police fît fermer l'établissement.

Joseph Kennedy fut-il bootlegger ?

Dans la situation complexe créée par la loi Volstead, les noms des truands et ceux des personnalités célèbres de la société américaine sont parfois liés. C'est ainsi qu'ont été rapprochés le nom de Frank Costello et celui de Joseph Kennedy, futur ambassadeur des Etats-Unis, père de John, le futur président, de Robert et de Ted.

Le rôle supposé de Kennedy dans le trafic de l'alcool repose sur le témoignage de Costello.

Selon lui, Joseph Kennedy l'aurait, un jour, sollicité, dans le dessein d'introduire sur le territoire des Etats-Unis un certain contingent d'alcool, nécessairement frauduleux. Accord conclu, l'alcool fut amené à bord d'un cargo sur le *Boulevard du Rhum*, et Costello s'employa à le faire débarquer, entreposer dans un lieu clandestin, et écouler.

Les relations entre Costello et Kennedy sont confirmées par le témoignage d'un des familiers du gangster, John Miller. Celui-ci raconte :

« A la façon dont il parlait de Kennedy, on pouvait penser que les deux hommes avaient été très proches durant la prohibition, mais qu'il s'était passé ensuite quelque chose entre eux. Frank prétendait avoir aidé Kennedy à bâtir sa fortune. J'ignore ce qui s'était passé exactement entre eux, mais à écouter Frank, on avait l'impression qu'il avait essayé par la suite de joindre Joe Kennedy pour une raison ou pour une autre, mais

que ce dernier avait absolument ignoré ses manœuvres d'approche. Frank ne se fâchait pas quand on lui répondait par un « non » catégorique, mais ce qui l'irritait plus que tout c'était qu'on l'ignore totalement, que l'on agisse comme s'il n'existait pas.»

Peu avant de mourir, Costello confia également à l'écrivain Peter Maas qu'il avait été en affaires avec Kennedy pendant la prohibition. Mais Costello mourut plus tôt que prévu, et, du même coup, Maas ne put publier le livre sur ce sujet, auquel il pensait, et pour lequel il n'avait recueilli qu'un début de confidences.

Le *New York Times* n'en publia pas moins des articles sur les relations entre Costello et Kennedy.

Evidemment, cette publication provoqua des remous multiples. Un des gendres de Kennedy, Stephen Smith, démentit ces relations, et affirma qu'une exploration minutieuse des archives de la famille n'avait révélé aucun document prouvant que Joseph Kennedy s'était livré au trafic de l'alcool pendant la prohibition.

Mais les archives de famille sont généralement accessibles à un membre de la famille, qui peut les expurger avant de les livrer au domaine public, et qui n'a, en tout cas, aucun intérêt à reconnaître que son beau-père fréquentait les *bootleggers*. On ne peut pas davantage accorder un crédit total aux déclarations d'un Costello.

Altercation au téléphone

Le biographe de Costello, qui lui est favorable, Léonard Katz, apporte en complément à ce dossier, sujet à caution, une anecdote.

Au cours des recherches effectuées à La Nouvelle-Orléans, pour écrire son livre, Katz recueillit les confi-

dences d'un avocat qui avait été en relation avec Costello à la fin des années 1940.

Celui-ci raconta que, un jour où il s'était rendu à New York pour rencontrer Costello, il fut introduit dans son bureau, alors que le *bootlegger* était en train d'avoir au téléphone une conversation plutôt animée avec un interlocuteur inconnu.

L'avocat fit mine de se retirer, mais Costello, d'un geste, l'invita à s'asseoir, tout en poursuivant au bout du fil son altercation.

– Je ne l'ai jamais entendu engueuler quelqu'un d'aussi belle façon, raconta l'avocat à Katz.

Quand Costello eut raccroché, poussé par la curiosité, l'avocat lui demanda quelle était la personne qu'il venait d'interpeller aussi brutalement. Costello fit entendre un petit rire, puis énonça d'une façon presque négligente :

– Oh ! C'était tout simplement ce Kennedy de Boston.

L'histoire, certes, n'est pas sans saveur. Katz précise que son témoin tient à garder l'anonymat. Ce qui enlève beaucoup de poids à ses déclarations.

Luciano « le tombeur »

Luciano était, pour sa part, un homme plus voyant que Costello. Contrairement à celui-ci, il vivait dans un grand appartement, à Murray Hill. Il l'avait fait meubler et décorer avec goût, et dans sa garde-robe s'entassaient les costumes des meilleurs faiseurs. Il avait aussi la passion des voitures, dont il possédait plusieurs modèles munis de moteurs « gonflés ».

Contrairement aussi à Costello, il était célibataire. Peu de filles lui résistaient. Invité dans la bonne société, il y



*Masseria, dit Joe le Patron, principal chef de la Mafia
sicilienne. Il fut abattu par les hommes de Luciano,
en avril 1931.*

faisait figure de « héros noir ». Aux soirées, tout un essaim de jolies filles new-yorkaises se pressaient autour de ce beau garçon, et il n'avait que l'embarras du choix.

« Elles m'écoutaient, racontait-il, avec des yeux comme des soucoupes ; j'avais l'impression d'être une vedette de cinéma comme Douglas Fairbanks... A quatre heures du matin, une de ces nanas, une fille vraiment splendide, m'a emmené pratiquement de force et m'a demandé de la raccompagner chez elle dans sa voiture, une Locomobile longue comme un pâté de maisons. Quand on est arrivé à la propriété de son vieux, on a poussé les grilles, et il y avait quelque chose comme un kilomètre de gazon de chaque côté de l'allée. Elle se penche en avant, coupe le contact, me fait descendre de voiture et m'oblige pratiquement à la sauter là, sur l'herbe, dans le noir.

» Et pendant tout le temps qu'on est en train de baiser, elle n'arrête pas de crier : « Braque-moi ! Braque-moi ! » C'est à ce moment-là, que j'ai compris que les filles « de la haute », aimaient baiser autant que moi, et c'est un truc que j'ai exploité chaque fois que j'ai pu par la suite.»

Les paris clandestins

Mais ces distractions, qui flattaient sa vanité, ne faisaient pas perdre de vue à Luciano qu'il était d'abord un homme d'« affaires ». Et il s'employait à gérer consciencieusement ces « affaires », dans leurs domaines très divers.

Un des plus importants était celui des paris clandestins. Luciano eut l'idée de proposer à tous les marchands de bonbons, et autres petits commerçants, un fixe de cent cinquante dollars s'ils consentaient à

encaisser les enjeux et à laisser les hommes de Luciano les enregistrer. La plupart de ces petits commerçants étaient juifs. Ils finirent par accepter cette proposition qui leur assurait une rentrée fixe, alors que souvent ils avaient du mal à joindre les deux bouts. Luciano prétendait que tout cet argent avait servi à payer les études des enfants juifs et avait fait plus de médecins et d'avocats juifs « que tous les youpins pleins de fric de Riverside Drive réunis ».

Le même système fut appliqué aux marchands ambulants de glaces à deux cents.

Luciano et sa bande contrôlaient encore un certain nombre de banques centrales du pari. Leur chiffre d'affaires avoisinait chaque semaine cinq cent mille dollars.

La drogue et l'usure

Dans ses souvenirs, Luciano reste extrêmement discret sur la drogue. Pourtant, il a été souvent accusé de se livrer à ce trafic et de le contrôler. C'est que l'imputation et la distribution à peine clandestine de whisky ou de bière étaient des activités avouables, tandis que le trafic de la *came* reste, en raison des ravages exercés par les stupéfiants, une activité infâme.

Même dans sa vieillesse, même au seuil de la mort, Luciano n'avait aucun intérêt à évoquer ce genre d'activités criminelles.

Il est probable toutefois que l'alcool demeura sa principale source de revenus. Selon ses déclarations, l'alcool à lui seul lui rapporta douze millions de dollars dans la seule année 1925 !

L'usure, c'est-à-dire les sommes d'argent prêtées aux

petits immigrants à des taux d'intérêts exorbitants, fut une autre source de bénéfices. Elle était pratiquée sur une large échelle, on l'a vu, par nombre de *padrone*, patrons, de la Mafia sicilienne. Un des plus importants était Maranzano. Les immigrants, qui gagnaient chichement leur vie, mettaient des années avant de pouvoir rembourser leur emprunt. Parfois ils restaient débiteurs toute leur vie. Ils n'osaient pas, et le plus souvent ne voulaient pas aller se plaindre à la police, à cause de l'*omertà*, la loi du silence.

Au service des patrons et des syndicats

Luciano, Lepke et Lucchese eurent encore, par le biais de l'usure, l'idée d'exploiter le secteur de la confection, le prêt-à-porter. La mode est éminemment variable. Il faut changer de tissus, de coupeurs, de machines, parfois plusieurs fois dans l'année. Cette reconversion permanente exige des capitaux. Les banques hésitaient à prêter. Les gangsters offrirent leurs services, à condition de percevoir des intérêts qui allaient de cent pour cent à mille pour cent.

Luciano et ses amis, toujours dans le domaine de la confection, offrirent leurs bons offices à la fois au patronat et aux syndicats. Aux syndicats qui avaient du mal à faire rentrer les cotisations, ils proposèrent leur aide. Il en résulta une très large pénétration des activités syndicales par le milieu. Les patrons redoutaient les grèves. Les hommes du milieu, en raison de leurs accointances dans les syndicats, leur donnèrent l'assurance que les grèves seraient évitées et que les revendications salariales demeureraient raisonnables. En outre, en cas de grèves prolongées, ils avaient la possi-

bilité de faire intervenir des équipes de « gros bras » pour briser le mouvement revendicatif.

Parfois certains patrons ou commerçants de la confection étaient incapables de rembourser les emprunts effectués. Dans ce cas, deux possibilités s'offraient : ou bien l'affaire était viable et le milieu exigeait une participation. Ou bien elle semblait vouée à la faillite, et le commerçant risquait d'avoir de très sérieux ennuis.

Justifiant plus tard ce racket, Luciano, assura que tout le « pognon » investi par le milieu dans la confection avait permis à une cinquantaine de fabricants « de tailler plus de robes, de manteaux et de costumes que n'importe qui. »

L'homme de main coûte 200 dollars par semaine

Les sommes d'argent provenant de ces différents canaux étaient assurément considérables. Toutefois la bande de Luciano devait faire face à des dépenses également très importantes.

Costello, Lansky, Siegel, Adonis et Luciano, emploient vers 1925 une centaine de gars. Pour la plupart c'était des hommes de main, mais dans cette bande on trouvait aussi des comptables, des chauffeurs, et des informateurs qu'il fallait rétribuer quand ils indiquaient des « coups ».

A cette époque, un employé de magasin gagnait vingt-cinq dollars par semaine. Les hommes de Luciano recevaient, eux, deux cent dollars par semaine, sans compter les avantages qu'ils pouvaient obtenir ici ou là.

Au total, Luciano estimait la masse salariale de la bande à un million de dollars par an.

Cinq millions de dollars par an pour la corruption

Il fallait aussi graisser la patte aux policiers, et aux politiciens. Luciano estime que, vers 1925, la charge correspondante était de cent mille dollars par semaine, cinq millions de dollars par an.

Des sommes considérables s'engloutissaient ainsi dans le gouffre toujours ouvert de la corruption. Quand on avait payé tout le monde, le bénéfice net annuel de Luciano et de ses associés était par an d'environ quatre millions de dollars, ce qui, tout de même, n'était pas rien.

Ils avaient commencé par ne pas déclarer leurs revenus. Donc ils ne versaient rien au fisc. Quand ils se décidèrent à le faire, ce fut en déclarant des professions de pure façade qui étaient censées leur rapporter peu d'argent.

Une autre source de difficultés pour Luciano résidait dans la conduite de ses hommes. Il appliquait des règles strictes, ou du moins il s'efforçait de les faire appliquer. Les coéquipiers de Luciano recevaient pour consigne d'éviter tout ce qui évoquait l'image du gangster classique. Ils devaient, comme leur patron, s'habiller d'une façon convenable avec des costumes stricts, en se gardant de toute élégance tapageuse. Il leur était interdit, sur les routes, de faire de l'excès de vitesse et de violer le code. Ils étaient invités à faire preuve de prudence et de discrétion dans tout leur comportement. Et les sanctions pouvaient être sévères, allant jusqu'à la mort.

Des partenaires encombrants

Cependant c'était une tâche extrêmement difficile de discipliner ces hommes rudes, tous sortis des bas-fonds, comme le jeune Luciano, habitués à vivre de cambriolages, de hold-up ou de délits divers. On ne pouvait les employer toute la semaine. Ils étaient donc continuellement tentés d'agir pour leur propre compte, et ils ne s'en privaient guère. A chaque instant, ils étaient sollicités par le jeu, leur grande passion, ou bien ils entretenaient une fille coûteuse. Ils faisaient donc des heures supplémentaires hors de leur service chez Luciano.

Une des règles de conduite de celui-ci était de ne jamais laisser tomber un de ses hommes, s'il avait une histoire avec la police. Luciano versait notamment la caution, quitte à sermonner durement le coupable, à le faire « tabasser », ou même, dans les cas très graves, à le faire abattre. Mais les interventions auprès de la justice ou de la police coûtaient cher.

Les pots-de-vin étaient encore plus coûteux, on l'a vu, mais ils étaient une pièce indispensable du système. A un moment ou à un autre des divers trafics exercés par la bande, il fallait trouver des fonctionnaires qui consentiraient à fermer les yeux. L'idéal était évidemment de pratiquer la corruption aux plus hauts échelons.

Costello, dans ce domaine, était le roi. D'accord avec Luciano, il parvint à établir un calendrier de paiements pour le chef de la police de New York. Et, vers la fin de 1925, la première d'une longue série d'enveloppes hebdomadaires fut remise d'abord à Joseph Warren puis à son successeur Grover A. Whalen. Ce système de pots-de-vin dura deux ans.

«Casse-croûte» pour le chef de la police de New York

L'intermédiaire chargé d'effectuer cette commission était un homme de main surnommé Joe Cooney. Il avait été choisi parce qu'il était Irlandais, et en avait les caractéristiques typiques, avec ses cheveux roux et ses taches de rousseur. Comme les Irlandais occupaient la plupart des postes dans la police, Cooney, habillé comme un employé du service de nettoyage, pourrait aisément se glisser à la mairie de New York sans se faire remarquer.

Il était spécifié que les dix mille dollars hebdomadaires devaient être distribués en petites coupures et remis en mains propres au chef de la police, dans son bureau.

– Comment diable veux-tu que je m'y prenne pour refiler dix mille dollars, en petites coupures, à quelqu'un, au milieu de tous ces flics? bougonna Cooney.

– Mais, Bon Dieu, Cooney, répondit Luciano, t'as qu'à les lui donner comme ça, de la main à la main.

– Dans quoi? Dans quoi veux-tu que je les mette?

– Mais, j'en sais rien, moi! T'as qu'à les fourrer dans un sac en papier, comme si c'était ton casse-croûte.

Ainsi fut fait. Toutes les semaines, le samedi, à midi, Cooney arrivait dans le bureau du chef de la police, habillé d'une cote bleue, et lui remettait le sac en papier. De temps en temps, sur le conseil de Luciano, pour éviter d'attirer l'attention, il changeait une ampoule.

Nouveau face à face avec Masseria

Luciano n'avait pas été sollicité par Masseria, le principal chef de la Mafia sicilienne, depuis l'entretien qu'il

avait eu avec lui. Mais, en 1927, les choses changèrent. Masseria lui fit savoir qu'il désirait le rencontrer. Il lui fixa un rendez-vous immédiat dans une chambre de l'hôtel Manger, sur la 7^e Avenue, à quatre heures de l'après-midi. Cela ressemblait à un ultimatum.

Luciano convoqua immédiatement ses amis, Costello, Adonis, Siegel, Genovese, Lansky et Scalise. La discussion fut vive, les avis partagés. Finalement Luciano décida de se rendre au rendez-vous et d'y faire acte d'allégeance à Masseria. En définitive, il pensait que, dans la lutte contre Maranzano, ce serait Masseria qui aurait le dessus.

Accompagné d'Adonis, Luciano gagna le deuxième étage de l'hôtel où Masseria était installé. Ils entrèrent dans la pièce occupée par celui-ci, qui s'y trouvait en compagnie d'un seul de ses lieutenants, Jo Catania. Toutefois deux portes donnaient sur des chambres voisines, et les gorilles de Masseria pouvaient s'y dissimuler, prêts à intervenir.

Ni Luciano, ni Adonis ne se sentaient très rassurés.

L'entrevue débuta toutefois de la façon la plus cordiale. Masseria était assis à une table ronde, croulant de victuailles italiennes — charcuteries, viandes en sauce, crustacés, poissons grillés — et il engloutissait la nourriture avec ses doigts.

Il fut très affable. Il plaisantait, il parlait de choses et d'autres, mais surtout de la Sicile, de son enfance. Les deux autres se demandaient combien de temps ce bavardage allait durer. Luciano sentait, posé sur lui, le regard de Catania qui, il le savait, le détestait. Masseria parlait, parlait, et le rire faisait plisser son visage porcin.

«Dites les gars, par hasard...»

A un moment, comme s'il enchaînait une phrase sans importance à une autre, et toujours avec un joyeux sourire, il dit :

– Dites-donc, les gars, vous ne seriez pas enfou-raillés (armés) par hasard.

Luciano réagit aussitôt :

– Arrête tes conneries, Joe. Je ne prends jamais de *pistola* sur moi quand j'ai un rendez-vous, sauf s'il s'agit d'un ennemi. Est-ce que tu veux dire que je suis ton ennemi ?

Masseria éclata d'un rire sonore qui secouait sa physionomie suiffarde et sa panse. Il fit un signe à Catania.

– Va donc voir si ces deux hommes sont mes ennemis.

Catania alla les fouiller. C'était une humiliation publique, aggravée par cet ultimatum de Masseria qui s'était levé :

– Maintenant, Charley, dit-il, tu vas devenir mon ami, ou ton ami et toi vous êtes deux hommes morts.

Luciano était très pâle. Selon son récit, il aurait répondu :

– C'est d'accord, Joe, je marche avec toi, mais j'exige d'être le numéro deux.

Masseria, devant cette exigence, aurait laissé éclater une violente colère, cassant tout ce qui lui tombait sous la main.

Et puis sa colère tomba d'un coup. La condition posée par Luciano fut acceptée. On se serra la main, on but un verre de vin pour sceller le pacte. Tout fut réglé en un quart d'heure.

Luciano bras droit de Joe le Patron

Quand Luciano et Adonis sortirent de cette entrevue où ils auraient aussi bien pu laisser leur peau, le premier était devenu le bras droit de Joe le Patron.

Luciano avait conservé néanmoins l'autonomie du trafic d'alcool. Pour le reste, il s'occupait d'améliorer le fonctionnement de la machine de Masseria, avec l'aide de ses vieux amis, et il avait environ 200 hommes sous ses ordres.

Sa place de numéro deux, dans l'entourage de Joe le Patron, lui valait naturellement des ennemis et le plus acharné était ce Catania qui l'avait fouillé lors de l'entrevue à l'hôtel et qui tenait Luciano pour un usurpateur. Il ne se gênait pas pour raconter partout que le règne de Luciano ne durerait pas longtemps.

Une nuit, Luciano éprouva le besoin, après avoir assisté à un concert, de passer à son hôtel. En entrant dans sa chambre, il découvrit Catania en train de forcer une des portes de son bureau. Catania ne l'entendit pas entrer, ce qui semble prouver que Luciano avait eu vent de quelque chose par un de ses informateurs, et n'était repassé à l'hôtel que pour y surprendre l'intrus. Il resta donc un instant, immobile et silencieux dans le noir, à observer Catania. Lorsque celui-ci réussit à ouvrir un tiroir de son bureau, Luciano s'approcha d'un mouvement rapide, et referma brutalement le tiroir sur la main de Catania. Celui-ci se mit à hurler, mais Luciano maintenait le tiroir fermé. Quand il relâcha sa prise, Catania avait la main brisée. Par téléphone, Luciano appela Masseria et lui dit de faire venir un médecin.

Catania avait une solide réputation au bowling. Après ce petit incident, il ne fut plus capable d'expédier correctement une boule. Cela débarrassa définitivement

Luciano d'un rival et contribua fortement à asseoir son autorité dans le gang de Masseria.

Peu après, une alliance fut conclue, comprenant un partage de territoires pour les *bootleggers*. C'était une des idées favorites de Torrio à Chicago, on l'a vu : partager le territoire d'une grande ville, ou, pourquoi pas, celui des Etats-Unis entre bandes jusque-là rivales qui, possédant chacune son marché, cesseraient de s'entretuer.

Le Groupe des Sept se partage les Etats-Unis

L'association à laquelle appartient Luciano s'appela le «Groupe des Sept». C'était une coalition de *bootleggers*. Elle rassemblait outre Luciano, Lansky et Siegel dont l'organisation avait pour territoire New York, New Jersey et les alentours ; Joe Adonis qui s'intéressait surtout à Brooklyn ; Longie Zwillman et Willie Moretti, seigneurs du comté de Nassau, dans l'Etat de New York et le nord de New Jersey ; Bitz, Gordon, Roseu qui opéraient à Philadelphie ; King Solomon de Boston qui contrôlait une large partie de la Nouvelle-Angleterre ; Nicky Johnson dont nous avons évoqué l'empire à Atlantic City ; et enfin Torrio à Chicago.

Le «Groupe des Sept» importait le meilleur whisky : le Kings Ranson Scotch.

Tout fonctionna sans accroc, jusqu'à la fin de 1928, où quinze mille caisses de Kings Ranson débarquées à Boston, et expédiées par camion vers New York, ne parvinrent jamais à destination. La perte était d'un million de dollars.

Devant l'ampleur de ce détournement, Luciano chargea Genovese d'une enquête spéciale. L'enquête

aboutit à un gangster originaire de Chicago, Samuel Bloom. Genovese découvrit en effet qu'il avait perdu cent mille dollars au cours d'une partie de poker, qu'il avait signé une reconnaissance de dette ne lui laissant qu'une semaine pour se procurer l'argent et que, le lendemain de l'attaque contre les camions des Sept, il avait réglé son créancier.

Ces constatations parurent suffisantes. Bloom fut condamné à mort. Un peu plus tard « Bugsy » Siegel lui « tailla un costard en ciment » et le bloc fut immergé à proximité de Manhattan.

Des règlements de comptes de ce genre étaient choses courantes chez les gangsters.

CHAPITRE III

ENQUÊTES SUR CAPONE

Capone était devenu la personnalité la plus connue de Chicago. Il était célèbre non seulement aux Etats-Unis mais dans le monde entier. Une enquête fut effectuée parmi les étudiants. Elle leur demandait de désigner les dix personnages les plus importants de l'époque. Capone arriva au dixième rang.

Les journalistes l'interviewaient souvent. Et il eut l'occasion d'exprimer des quantités de fois son opinion sur quantité de sujets: sur le trafic de l'alcool en premier, et sur les histoires « abominables » qu'on colportait sur son compte, alors que, disait-il, il était un citoyen comme les autres; mais aussi sur un tas de sujets divers, comme la politique, la religion, Dieu, le sport, etc. Des colonnes entières lui furent consacrées dans les principaux périodiques des Etats-Unis.

Capone juge les femmes et Napoléon

De cet amas de déclarations, retenons deux jugements formulés par le gangster.

La première concerne les femmes. C'est une condamnation, très « rétro », comme on l'écrirait aujourd'hui, de la femme moderne :

« L'ennui avec les femmes d'aujourd'hui, déclara-t-il, c'est qu'elles s'excitent sur trop de choses qui ne concernent pas leur foyer. Or la femme ne trouve de vrai bonheur que chez elle, avec ses enfants. Si elle s'en tenait à ça, on ne se soucierait pas autant de la femme moderne. »

Le second jugement intéresse particulièrement les Français, car il concerne Napoléon. Il en résulte que le Balafré tenait l'Empereur pour un *racketter* et, en somme, pour un confrère :

« Je suis obligé, dit-il, de m'incliner devant Napoléon, car ce fut le plus grand *racketter* de l'histoire du monde. Mais j'aurais pu le mettre au parfum de quelques petits trucs. Son malheur, c'est que sa tête a enflé. Il a abusé de la situation et on en a fait un clodo. Il aurait dû être assez malin pour reprendre ses billes après son séjour à l'île d'Elbe. Mais il était comme nous tous. Il n'a pas su quand plier boutique et il a été obligé de revenir au *racket*. Ça l'a coulé. Il était trop connu et les autres gangs lui ont réglé son compte facilement parce qu'ils n'étaient pas dirigés par des caves, eux non plus. S'il avait vécu à Chicago, on lui aurait réglé son Waterloo avec un fusil de chasse à canon scié. On n'a pas retrouvé son corps dans un fossé comme dans les affaires qui se présentent aux coroners d'aujourd'hui, mais on l'a emmené en balade sans retour jusqu'à Sainte-Hélène, ce qui était à peu près aussi vache. »



Salvatore Lucania, célèbre sous le nom de Lucky Luciano, à sa droite, Frank Scalise, devant lui, sa femme. Luciano deviendra président de la Mafia après le meurtre de Giuseppe Maranzano, le 10 septembre 1931. Maranzano avait, lui, succédé à Masseria. Bibliothèque américaine

Capone se fait arrêter

On pourra certes discuter ce commentaire, formulé dans le langage coloré des truands, sur le destin de Napoléon. Mais le côté piquant de la chose, c'est qu'au moment même où il fanfaronnait sur les fautes de l'Empereur, devant les reporters américains, Al se trouvait dans une sorte d'île d'Elbe : la prison. Il en sortirait bientôt. Mais sans avoir assez de sagesse pour « reprendre ses billes ». Et s'il évitera la mort jaillissant d'un canon scié, il ne va pas tarder à connaître, lui aussi, son Waterloo.

Ce fut volontairement que Capone s'était fait arrêter. La scène se déroula le 16 septembre 1929, au moment où Capone, suivi de son garde du corps, Rio, sortait d'un cinéma de Market Street à Philadelphie. Un inspecteur de police, nommé Malone, suivi d'un de ses confrères, l'interpella :

— Vous êtes bien Al Capone, n'est-ce pas ?

Capone haussa les épaules :

— Je m'appelle Al Brown. Mais si cela vous fait plaisir, vous pouvez bien m'appeler Capone. Et vous, qui êtes-vous ?

Les inspecteurs lui montrèrent leur médaille.

— Ah ! des flics, fit Capone, goguenard. Eh bien, voilà mon arme.

De l'intérieur de son veston, il sortit un gros revolver, calibre 9 millimètres. Rio l'imita.

Le flagrant délit se trouvait ainsi établi. Les deux gangsters comparurent quelques heures plus tard devant un magistrat de simple police qui fixa leur caution à trente-cinq mille dollars.

Il se trouva que Capone et Rio avaient seulement sur eux quelques milliers de dollars. Etant dans l'incapacité de fournir la caution du juge, ils furent écroués.

Il avait trop d'ennemis

Capone ne demandait pas autre chose. Car cet épisode, en apparence malchanceux, était en vérité un scénario bien monté. Capone était en effet en excellents termes avec l'inspecteur Malone. Et, le 16 septembre, il avait justement demandé à un de ses amis de transmettre un message à cet inspecteur. Il est, d'autre part, tout à fait invraisemblable que le gangster ait été hors d'état de fournir à temps la caution demandée.

Capone avait de bonnes raisons de se faire volontairement arrêter. Après le massacre de la Saint-Valentin, Bug Moran, qui avait échappé à la tuerie, jurait partout qu'il en tirerait vengeance. Moran et sa bande étaient certes très affaiblis, et ils n'avaient sans doute plus les moyens de monter une opération de représailles contre un homme aussi bien gardé que le Napolitain. Mais celui-ci, davantage que les coups du successeur d'O'Bannion, redoutait la vengeance du clan des Siciliens, après l'exécution de Scalise, Anselmi et Giunta.

Trahi par les Siciliens

Giunta présidait l'*Unione siciliana* de Chicago. Capone apprit un jour par Frankie Rio que, de concert avec Anselmi et Scalise, il envisageait de remplacer Capone à la tête de la contrebande d'alcool et à celle des rackets, dans la ville.

Afin d'être sûr de son fait, Capone imagina un stratagème. Au début du mois de mai, il invita les Siciliens à dîner à l'auberge Hawthorne. Au cours du repas, il feignit une violente dispute avec son garde du corps,

Frankie Rio. La querelle dégénéra tellement que Rio gifla son chef, puis partit en claquant la porte.

Capone venait d'être humilié en public par un des siens. Il n'avait pas réagi. Il venait ainsi d'étaler une grande faiblesse. Cette attitude confirma les Siciliens dans leur projet de se débarrasser de lui.

Tombant dans le panneau que leur avait tendu Capone, ils prirent contact avec Rio. Scalise lui dit que les frères Aiello promettaient cinquante mille dollars à quiconque les débarrasserait de Capone.

Continuant à jouer la comédie, Rio fit semblant d'accepter cette proposition. Pendant trois jours, dans une villa située au bord du lac Michigan, il étudia avec les Siciliens un plan pour éliminer le caïd de Chicago.

Au bout de ces trois jours, Rio en savait assez. Il alla tout raconter à Capone.

Capone fut ulcéré.

— Les salauds, dit-il. Voilà comment ils se conduisent avec moi. J'aurais pu m'entendre avec Weiss, éviter toute cette guerre entre nous, tous ces morts. Il suffisait que je lui livre Scalise et Anselmi. J'ai refusé. C'étaient des compatriotes. Des amis. On ne livre pas un ami. Et maintenant, les porcs, ils n'ont en tête que de me trahir et de m'abattre. Eh bien, ils vont voir.

Un peu plus tard Capone organisa un grand banquet à l'auberge Hawthorne. Anselmi, Scalise et Giunta y furent cordialement invités. Avant de passer à table, on les pria de laisser, comme tous les autres convives, leurs armes au vestiaire. Et, comme il était de règle entre gangsters, Capone et ses hommes se plièrent à la même formalité. Personne n'ayant plus d'armes à feu, les Siciliens n'avaient donc aucun motif d'inquiétude. Souriants et détendus, ils entrèrent dans la salle du festin.

Fête à l'auberge Hawthorne

Comme on le faisait d'habitude en pareil cas, on ferma toutes les portes, on tira les verrous, on baissa les rideaux. Cette nuit-là, l'auberge Hawthorne appartenait à Capone et à ses hôtes. Elle devint, pour la nuit, un espace clos, entièrement coupé du monde extérieur.

Et la fête commença.

On servit la chère la plus fine. Le meilleur vin d'Italie coula dans les verres. A mesure que le repas se prolongeait, les rires devenaient plus joyeux, les plaisanteries fusaient, des flammes s'allumaient dans les regards. On chanta, on cria, on s'interpella entre vieux camarades. On vida verre sur verre. On échangea de bruyantes claques dans le dos. Souriant, cordial, chaleureux, Al se leva et porta des toasts en l'honneur de ses invités :

– *Saluto*, Scalise! *Saluto*, Anselmi! *Saluto*, Giunta!

– *Saluto*, Al!

Les heures passèrent. Le petit matin allait naître. Assis à l'extrémité de la table qu'il présidait, Capone se leva de nouveau.

Il se tenait debout, devant la chaise qu'il avait repoussée, massif et silencieux. Il ne souriait plus. Il fixait durement du regard ses trois hôtes.

A leur tour, ses gardes du corps se turent. Et, pareillement, leur regard devint fixe.

Scalise, Anselmi, Giunta, hilares, repus, un peu ivres, parlaient toujours. Et puis, le silence qui les entourait à présent leur devint peu à peu perceptible. Il se passait quelque chose. Les mots moururent sur leurs lèvres.

Le silence était maintenant total. Il avait la densité d'un bloc. Fascinés, les trois Siciliens regardaient Capone.

Enfin. Il parla. Sa voix était calme.

– Alors, dit-il, vous avez voulu me trahir? Vous avez cru que vous pourriez vous débarrasser de moi? Vous avez cru, sots que vous êtes, que je ne serais pas au courant de vos misérables intrigues? J’ai tout su, dès le début. Par tempérament, voyez-vous, je suis prêt à pardonner bien des choses. Ce que je ne pardonne jamais, c’est la trahison.

Tout était en règle : les vieilles lois de la tradition sicilienne étaient respectées. A l’homme que l’on reçoit et que l’on veut tuer, on doit d’abord l’hospitalité. Nul ne pourrait soutenir que le Napolitain Al Capone ne s’était pas, cette nuit-là, comporté selon le code observé par ses ennemis.

Tués avec une batte de base-ball

Capone fit un geste, en direction de ses gardes du corps :

– Allez, dit-il.

Les hommes se ruèrent sur les trois Siciliens stupéfaits. En un instant, ceux-ci furent immobilisés, garrottés sur leur chaise et baillonnés.

Tout se passait désormais sans bruit.

A Capone quelqu’un tendit une batte, une simple batte de base-ball. Ce n’est pas un engin qu’on dépose par précaution au vestiaire.

Sur cette batte, Capone referma ses mains herculéennes, puis, lentement, il fit le tour de la table. Arrivé devant le premier Sicilien, il leva la batte et frappa de toutes ses forces.

Il recommença son geste. Et il continua, ainsi à frapper, méthodiquement, sans arrêt, sur le torse, sur

les épaules, sur les membres du premier Sicilien. Il transpirait abominablement. Dans cette salle encore gorgée de victuailles, le seul bruit qu'on entendait était celui de son souffle, rythmant les coups. Les autres se taisaient.

Capone passa au second Sicilien. Et, avec le même acharnement féroce, il lui brisa les os.

Puis vint le tour du troisième.

Quand tout fut fini, un des gardes du corps sortit de la salle à manger, gagna le vestiaire, et, au hasard, y prit un revolver. Il revint et donna le coup de grâce à Scalise, Anselmi et Giunta, réduits en bouillie.

Le jour se levait. Un peu plus tard, devant l'auberge, les moteurs des voitures se mirent à ronfler. Capone et sa suite allaient dormir.

La mélancolie d'un truand

Quand la police découvrit les corps des trois Siciliens, elle constata que les os des victimes étaient brisés en petits morceaux. Leur corps était bleu d'ecchymoses.

Capone ne pouvait ignorer que les amis des victimes chercheraient à tirer une vengeance impitoyable. La prison était, pour lui, le meilleur asile.

Quelques heures après son arrestation, Capone fut questionné par le directeur de la sécurité publique de Philadelphie, Samuel B. Schofield. Celui-ci lui demanda pourquoi il ne renonçait pas à son genre de vie.

— J'ai essayé, soupira Capone. Mais ce n'est pas possible. Dès qu'on y met la main, on est pris dans l'engrenage. Les parasites ne nous lâchent plus. Il mendient de l'argent et des services. On craint pour sa vie, et pis que la mort. On craint que les amis passent du côté des flics,

si on ne leur donne pas constamment de l'argent.

– Vous n'avez donc jamais la paix de l'esprit ? demanda Schofield.

– Ma foi, je suis comme tous les autres. Je vis de *racket* depuis assez longtemps pour comprendre qu'il faut accepter les coups du sort... Trois de mes bons amis ont été tués à Chicago, la semaine dernière (Scalise, Anselmi, et Giunta). C'est pas ça qui me donnera la paix de l'esprit. Voilà des années que je ne sais plus ce que ça veut dire. A chaque instant, je suis en danger de mort. Même quand on s'efforce de faire régner la paix, on risque de se trouver plongé dans l'ombre à tout instant. Je suis obligé de me cacher de tous les autres *racketters*. J'en arrive même à dissimuler mon identité dans les hôtels et partout ailleurs quand je voyage (1).

Ces propos désabusés de Capone sont un évident alliage de mensonges et de sincérité. Capone ment avec cynisme quand il évoque le sort des trois Siciliens, « ses bons amis ». Mais il n'est pas douteux que les craintes qu'il exprime, l'insécurité permanente qu'il décrit, correspondent bien à son mode de vie.

Avait-il alors vraiment l'intention de « rendre ses billes » ?

Première prison

En tout cas, il n'en eut pas le loisir.

Devant le juge John E. Walsh, il plaida coupable, sans doute dans l'espoir d'obtenir ainsi une peine plus légère. Il fut condamné au maximum : un an de prison.

(1) John Kobler, *op. cit.*

Avec son garde du corps, il fut enfermé à la prison du canton d'Hollmesburg, un endroit assez sinistre, où des mutineries avaient éclaté. Un peu plus tard, il fut transféré dans un autre établissement pénitentiaire plus confortable. Là, on lui accorda une cellule particulière qu'il pouvait meubler à sa guise. Il y fit entrer un bureau, une commode, une bibliothèque, des tapis, des tableaux et un poste de radio ultra-moderne qui valait cinq cents dollars. Son travail obligatoire eut pour théâtre la bibliothèque.

En principe, les visites n'étaient admises que les dimanche, mais la famille de Capone obtint la faveur de venir le voir tous les jours. Capone eut également le droit de téléphoner à qui il voulait. Il appelait ainsi souvent ses avocats, ses complices du gang, des hommes politiques. De ce pénitencier, il continuait en fait à diriger son organisation.

Et, nous l'avons vu, il recevait souvent des journalistes.

Son séjour en prison dura dix mois. Il bénéficia en effet d'une remise de deux mois pour bonne conduite. Le 17 mars 1930, jour de sa sortie, l'entrée de la prison fut assiégée par une meute de journalistes et de curieux. En vain. Avec l'accord de la direction, et du gardien-chef, Capone s'était déjà éclipsé par une sortie discrète.

Le journaliste Lingle

Parmi les journalistes, se trouvait un certain Jack Lingle, qui suivait pour son journal les affaires du milieu, dont il était un spécialiste particulièrement averti. Lingle entretenait les meilleurs rapports avec

Capone, qui l'avait reçu plusieurs fois. Il fut furieux d'être traité comme les autres et d'avoir attendu en vain. Il appela aussitôt Chicago et demanda à parler à Ralph Capone.

– Comment n'ai-je pas été averti, dit-il ? Où est Al ?

– Je n'en sais rien, dit Ralph.

– Comment tu n'en sais rien ?

– Non, je te jure (il mentait).

– Tu te rends compte dans quelle situation vous me mettez. Je dois « couvrir » cette affaire pour mon canard. Tu imagines ce qu'ils vont dire ?

– Désolé, mon vieux. Mais je ne sais rien.

– Appelle-moi, dès que tu auras des nouvelles. Appelle-moi tout de suite.

– Entendu.

Ralph n'en fit rien. Une heure plus tard, Lingle le rappela. Cette fois il était tout à fait hors de lui.

– Alors, comme ça, tu ne sais toujours rien ?

– Non. Rien.

– Ecoute ce que je vais te dire. J'espère que vous tous, vous n'êtes pas en train de vous payer ma tête !

– Mais, voyons, qu'es-ce que tu t'imagines ?

– A votre place, je ne ferais pas ça. Tu m'as compris, hein ? Dis à Al que je veux absolument le voir tout de suite.

Et Lingle raccrocha d'un coup sec.

Eliot Ness était à l'écoute

Sur la ligne de Capone, un poste d'écoute était branché. A cette extrémité du fil, le célèbre Eliot Ness, le chef des agents fédéraux qui traquait les gangsters, écoutait attentivement cette conversation. Il nota que

Lingle, ce petit journaliste, parlait sur un drôle de ton à la puissante tribu Capone. Vraiment, c'était très bizarre.

Eliot Ness menait une lutte sans merci contre les gangs. La télévision, par le célèbre feuilleton *Les Incorruptibles*, a popularisé sa figure. Tout est loin d'être vrai dans les épisodes que les téléspectateurs ont pu voir, de même qu'il y a une légende de Buffalo Bill et du Wild West qui s'éloigne assez largement de la réalité. Il n'en reste pas moins que Ness accomplit dans la guerre contre les gangs un travail remarquable.

Ness entra en scène à partir du moment où les agents chargés de contrôler la prohibition cessèrent d'être ceux des Finances pour devenir ceux du ministère de la Justice. Ceux du premier ministère fermaient souvent les yeux et ils étaient aisément corruptibles.

Quand, en 1928, le contrôle de la prohibition passa sous la coupe de la justice, un des premiers actes de cette administration fut d'embaucher Eliot Ness, 26 ans, ancien étudiant à l'université de Chicago.

Les Incorruptibles

Ness enrôla neuf hommes après avoir étudié soigneusement leurs dossiers. Tous avaient moins de trente ans. Chacun avait sa spécialité. L'un était un as du tir, l'autre pilotait comme pas un les voitures et les poids lourds, le troisième était un habile technicien des écoutes.

Ainsi entre en action l'équipe des Incorruptibles.

— J'ai asséché Chicago, assura plus tard Eliot.

Propos fort exagéré. Ness aimait à se mettre en vedette. Il se laissait complaisamment interroger et photographier par les journalistes. Même, avant de

lancer un raid contre la brasserie d'un *bootlegger*, il prévenait souvent la presse, afin d'être sûr d'obtenir un bon « papier » et sa photo « à la une ». L'inconvénient de cette méthode très publicitaire était qu'elle augmentait le risque de « fuites », diminuant ainsi l'efficacité de ce genre d'opérations où le secret est un atout essentiel.

Ness n'en porta pas moins de rudes coups au gang Capone. Quand celui-ci, sorti de prison, eut regagné Chicago, il apprit les ravages exercés par les Incorruptibles. Montée sur un camion spécial de pompiers muni d'un parechocs renforcé, l'équipe Ness avait déjà défoncé les portes de dix-neuf distilleries et de six brasseries appartenant à Capone. Ness avait détruit pour plus d'un million de dollars de marchandises, camions de transports, bière, whisky, etc.

En outre les affaires allaient mal. La grande crise, qui avait débuté en 1929, avait des répercussions importantes sur les activités des gangsters. Pour les autorités fédérales, il était sans doute impossible d'évaluer des pertes dont l'étendue précise demeure un secret. Mais on estime qu'entre 1928 et 1929, les revenus de Capone et de ses frères baissèrent de moitié.

Le vent tourne

En dix mois, la fortune avait changé pour Capone. Le vent tournait. Il ne le savait pas encore, ou bien il ne voulait pas le croire : son déclin avait commencé.

Pour la première fois, il voyait se dresser contre lui des adversaires redoutables.

Cette transformation était, pour une bonne part, due à des initiatives privées. Six directeurs d'affaires importants et d'autres commerçants avaient fondé à Chicago

une association de commerce. Celle-ci comptait en son sein une sous-commission pour la prévention et le châtiment du crime. Seul le nom du président de cette sous-commission, Robert Isham Randolph, était connu : il avait refusé de révéler l'identité de ses collègues, de crainte de mettre leur vie en danger. Cette discrétion fournit de beaux titres aux journaux américains qui baptisèrent la sous-commission le « Conseil secret des Six ».

Une des entreprises de cette commission consista à publier une liste des 28 gangsters les plus fréquemment en opposition avec la loi. La presse baptisa aussitôt les 28 les « Ennemis publics ».

La tête de liste, le numéro un, le prince des truands était, on s'en doute, « Alphonse Capone, alias Capone le Balafre, alias Al Brown ». Le n° 2 était Tony Volpe, suivi de Ralph Capone, puis de Frankie Rio. Parmi les gangsters les plus célèbres de Chicago, on notait à la cinquième place Jack Mc Gurn, à la dixième Jake Guzik, à la douzième Moran, à la treizième Jo Aiello, à la quinzième Joe Saltis etc.

Le président Hoover et le fisc contre Capone

Capone avait encore contre lui le personnage le plus puissant des Etats-Unis, le président Hoover. Celui-ci s'était mis dans la tête d'en finir une bonne fois avec le célèbre gangster.

De temps en temps, il convoquait son secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, avec qui il aimait jouer au medecine-ball.

— Alors, Andrew, disait-il, en lançant le ballon, avez-vous pincé ce type, ce Capone ?

Mellon ne pouvait répondre que par la négative. Le ballon passait de main en main. Le jeu terminé, Hoover tête, revenait à la charge :

– N’oubliez pas, Andrew, j’entends que ce type, ce Capone de malheur, soit mis en prison et qu’il y reste.

Pour réussir cette opération, il fallait réunir des preuves. Des preuves indiscutables. Alors, en même temps que Ness qui s’efforçait de ruiner le gangster en attaquant ses distilleries et brasseries, les agents du fisc entamèrent une longue lutte, obscure et patiente, souvent décevante, contre Capone.

Les enquêtes du fisc portèrent d’abord sur des gangsters de moyenne envergure. Puis les enquêteurs décidèrent de s’attaquer à Ralph Capone, pour fraude fiscale. Il fallut beaucoup de temps aux agents pour établir que Ralph déposait son argent à une série de comptes établis sous de fausses identités : Carolle, Carter, Costello, Robert, White.

En octobre 1929, Ralph comparut devant le jury sous sept chefs d’inculpation. Il finit par être condamné à dix mille dollars d’amende et à trois ans de prison.

– Je n’y comprends rien, murmura Ralph abasourdi quand il entendit ce verdict.

Al non plus n’y comprenait rien. Mais il était beaucoup plus prudent que son frère. Les agents du fisc n’ignoraient pas qu’ils auraient le plus grand mal à venir à bout de lui.

Ries passe aux aveux

L’enquête continua à progresser lentement. Elle permit d’obtenir les aveux d’un homme de Capone, Ries, puis ceux d’un autre membre du gang, Frank Nitti.

Ries avait fait des aveux complets.

- Quel était votre patron ? lui demanda le procureur.
- Jack Guzik.
- En aviez-vous d'autres ?
- Oui. Al, Ralph Capone et Frank Nitti.
- Quel était le bénéfice net d'une maison de jeux en moyenne ?
- Entre vingt-cinq mille et trente mille dollars quand les affaires allaient bien.
- Est-il jamais arrivé que le tripot perde l'argent ?
- Non.
- Que faisiez-vous des recettes ?
- J'achetais des chèques visés, et je les remettais à Bobbie Barton, le chauffeur de Jack, comme on m'avait dit de le faire.

Avant qu'il comparût comme témoin, Ries avait bénéficié de la protection fédérale. Mais, pour la suite, rien n'était prévu à cet effet. Ce fut le Conseil secret des Six qui fournit dix mille dollars afin que Ries fût envoyé en Amérique du Sud dans une résidence inconnue, et qu'il eût à ses côtés, pour veiller sur lui, un agent fédéral.

Dossier ouvert au nom de Capone

Le tour de Capone approchait. Il avait un dossier ouvert au numéro SI-7085-F. Mais les pièces qui y figuraient étaient, à vrai dire, assez maigres.

A partir de 1929, toute une équipe d'agents du fisc fut lancée sur la piste de Capone. Les hommes qui en faisaient partie se mirent à compulsier des dossiers, à explorer des archives, à dépouiller des comptabilités, dans l'espoir de découvrir dans ce maquis poussiéreux

la preuve irréfutable. L'équipe avait pour chef Frank Wilson qui avait choisi pour partenaires Nels Tessem, William Hopkins, Clarence Converse, James N. Sullivan, et Michael F. Malone.

Le problème à résoudre se posait dans les termes suivants : pendant des années, Capone n'avait pas fait de déclarations au fisc; au-dessous de cinq mille dollars de revenus bruts, le fisc n'engageait pas de poursuites; il s'agissait donc de démontrer que Capone avait eu un revenu supérieur à cinq mille dollars.

C'était là, en dépit des apparences, une entreprise très difficile. Car Al Capone n'avait jamais eu de compte en banque. Il n'avait jamais acheté de biens fonciers sous son propre nom. Il n'avait jamais endossé de chèques, ni signé de reçus. Il payait toujours tout comptant.

Patiemment, les enquêteurs interrogèrent soit à Chicago, soit à Miami, les agents immobiliers, les commerçants, les tenanciers d'hôtel, les fournisseurs. En fonction de leurs déclarations, ils établirent un bilan très au-dessous de la réalité, de ses débours entre 1926 et 1929.

Les dépenses d'un gangster

Par exemple, deux marchands de meubles de Chicago avaient livré au gangster des chaises, canapés, tables, lits et tapis destinés à meubler son hôtel particulier de 3^e Avenue, son domaine de Palm Island et sa suite de pièces à l'hôtel Lexington, l'ensemble représentant environ vingt-six mille dollars.

Capone avait aussi dépensé près de sept mille dollars pour ses complets sur mesure (comprenant, dépense

supplémentaire, une poche renforcée à l'usage du pistolet), pour ses chemises brodées, ses pyjamas luxueux, ses sous-vêtements. A Chicago, il payait des notes d'hôtel qui s'échelonnaient entre mille et mille cinq cent dollars par semaine. Le soir du match de boxe Dempsey-Tunney pour le titre mondial poids lourd, il avait organisé un gala qui lui avait coûté trois mille dollars. Il avait déboursé trente-neuf mille dollars de notes de téléphone. Une limousine Lincoln lui avait coûté cinq mille dollars. Il dépensait entre vingt et cinquante dollars par jour, pour les seuls achats de provisions. Sa maison de Palm Island lui avait coûté quarante mille dollars et il avait dû verser encore dix-huit mille dollars pour un hangar à bateaux, un second garage et deux appartements.

L'addition de ces sommes et d'autres relevées pour des motifs divers atteignait cent-soixante mille dollars de revenus imposables.

Pénétrer dans les arcanes du gang

Toute cette recherche, cette quête patiente ne fournissait en fin de compte que des armes médiocres contre Capone. Les cent-soixante mille dollars étaient vraiment une goutte d'eau dans l'océan des millions glanés par le gang. Et surtout ces indices, précieux en soi, n'étaient guère utilisables en raison de la législation alors en vigueur aux Etats-Unis.

L'imposition sur les signes extérieurs de richesse ne fut en effet parfaitement établie qu'en 1954, à partir du moment où la Cour suprême fit jurisprudence confirmant quatre condamnations pour fraude fiscale.

Si l'on voulait obtenir contre Capone une peine de



Meyer Lansky, l'« intellectuel » de la bande Costello-Luciano. Après la réorganisation de la Mafia, il conseilla à Luciano de reprendre le nom d'« Unione siciliana en souvenir des premiers émigrés qui fondèrent les gangs italiens à New York ». Recherche iconografiche de Cesare

prison ferme et exemplaire — c'était l'objectif souhaité par le président Hoover — il fallait établir de façon irréfutable que tout le réseau de brasseries, maisons closes, distilleries et tripots était bien la propriété du citoyen Alphonse Capone.

Enquête particulièrement délicate, car il fallait pénétrer, par une voie ou une autre, dans les arcanes du gang.

La direction de ces opérations revenait elle aussi à Wilson. Il mit d'abord en piste, un de ses agents, Sullivan, qui venait du bureau de New Haven. La mission de Sullivan était de percer les secrets des maisons closes de Capone.

Les descentes, les perquisitions effectuées pendant des années par la police locale, souvent corrompue, n'avaient rien donné. Sullivan eut recours à une autre tactique : il lui fallait gagner ou acheter la confiance d'une alliée de Capone, c'est-à-dire d'une prostituée.

Sullivan trouve l'oiseau rare

Ces filles en savaient long. Mais elles ne parlaient pas. Quand des descentes de police avaient lieu, avant de relâcher les prostituées, la police les présentait au grand jury fédéral qui les soumettait à un interrogatoire. C'était une cérémonie parfaitement vaine : aucune de ces filles ne consentait à parler.

Elles savaient qu'elles risquaient leur peau.

Sullivan s'arma de patience. Tous les samedis soir, il se tenait dans les couloirs du palais de justice et il observait attentivement les prostituées présentées au jury.

Un jour son regard tomba sur une fille qui affichait

une cinquantaine bien sonnée. La vie avait cruellement marqué ses traits et sa silhouette. Elle n'en avait plus pour très longtemps à pouvoir servir dans les haras de Capone. Elle était ce qu'on pouvait appeler dans le milieu « un vieux cheval de retour ». Elle-même en était parfaitement consciente. Non sans un humour noir, assez rare chez les femmes, elle s'était affublée du sobriquet de « Reigh Count ».

C'était le nom du pur-sang qui avait gagné le derby du Kentucky... en 1908 !

— Elle est au bout du rouleau, se dit Sullivan. Elle n'est pas sotte. Elle a vu tellement de choses et tellement de gens qu'elle a dû accumuler pas mal d'humiliations et de rancunes. Celle-ci marchera.

Le calcul était juste. Sullivan recruta « Reigh Count », comme informatrice, moyennant cinquante dollars par semaine. Par rapport à ce qu'elle gagnait, c'était une aubaine inespérée.

A Wilson, elle fournit des rapports détaillés sur le fonctionnement et le personnel des bordels appartenant à Capone.

Quatre agents spéciaux

Soulignant plus tard les difficultés des enquêtes menées, Wilson notait :

« Nous nous sommes heurtés à des difficultés exceptionnelles, parce que tous les témoins intéressants étaient hostiles à l'administration et prêts à se parjurer pour protéger le chef de l'organisation, ou bien redoutaient trop Capone pour parler. Ils répondaient évasivement, mentaient et prenaient même la fuite pour éviter d'avoir à déposer en justice... Afin de les repérer et de

leur remettre des citations à comparaître, il fallait rôder autour du quartier général de Capone, au Lexington Hotel, ou autour des hôtels et des boîtes de nuit de Chicago, et user de diverses ruses. Ce furent les agents spéciaux Tessem, Malone, Converse et Sullivan qui s'en occupèrent la nuit. Ils coururent de grands risques, car les gangsters n'auraient pas manqué de les supprimer, s'ils avaient découvert leur véritable identité.»

Mike le Mystérieux

Parmi ces agents, un homme allait jouer un rôle décisif. Il s'agissait de Michael Malone, dit Mike le Mystérieux. Voici ce que Wilson a écrit sur ce crack de son équipe.

« Je pensais alors, et je crois encore, que le Service n'a jamais eu un agent aussi discret. Taille : un mètre soixante-dix, poids : quatre-vingt-dix kilos, torse de lutteur, cheveux d'un noir de jais, yeux marrons perçants, soulignés par des cernes foncés, sourire cordial, tout contribuait à lui donner l'aspect le plus banal et Mike passait aisément pour un Italien, Juif, Grec, ou tout ce qu'il voulait selon les circonstances. En réalité, c'était un Irlandais de Jersey City. Blessé dans un accident d'avion au cours de la Première Guerre mondiale, il avait épousé l'infirmière qui s'était occupé de lui. Ils avaient eu une petite fille qui périt à l'âge de trois ans, écrasée par un camion. A la suite de cela, Mike et sa femme dérivèrent chacun de leur côté. Il entra au service du fisc comme agent secret et sembla se désintéresser de tout ce qui ne concernait pas son travail. Sa profession remplissait toute sa vie. »

L'attention des hommes de Capone à l'hôtel Lexing-

ton fut un jour attirée par un client assez énigmatique. L'homme s'était fait inscrire au registre sous le nom de Michael Lepito, de Philadelphie. Il parlait avec un fort accent italien et occupait la chambre 724, contiguë à celle de Phil d'Andréa, un des gardes du corps de Capone. On était à peu près sûr de le trouver dans le hall, vautré dans un fauteuil, coiffé d'un chapeau blanc à larges bords, rabattus sur son visage, vêtu d'un manteau pied-de-poule et arborant une chemise violette tapageuse. Il ne parlait à personne. Son occupation, sa passion c'était le jeu. Des heures durant, il jouait à la passe anglaise.

Mike devient l'intime des truands

L'attention des hommes de Capone se concentra sur cet inconnu. Ils interceptèrent les lettres qui lui venaient de Philadelphie. Elles traitaient de sujets peu clairs et paraissaient rédigées en code. On visita sa chambre pendant son absence.

Il fallait en savoir davantage sur lui. Michael Sperringa, un des hommes de la bande, prit langue avec Lepito.

— Que faites-vous dans la vie? lui demanda-t-il sans autre formalité.

— Je me tiens peinard, répondit Lepito.

Il finit par confier qu'il était en « cavale » car la police de Philadelphie le recherchait pour cambriolage.

Ce n'était pas suffisant pour que les secrets lui fussent révélés. Mais, peu à peu, comme il ne manifestait aucune curiosité suspecte, les préventions qu'on avait contre lui s'estompèrent. Lepito joua au poker avec les truands de Capone. Il partagea leur repas

au restaurant New Florence. Bref, il devint un intime.

De temps en temps, quand il était sûr de ne pas être observé, Lepito gagnait une cabine téléphonique et appelait Frank Wilson. Il se faisait alors reconnaître comme étant l'agent du fisc Michael Malone.

« Reight Count » et Malone fournirent ainsi, chacun de son côté, de précieux renseignements qui servirent à faire condamner Nitti et Guzik pour fraude fiscale.

Mais, pour Capone lui-même, les preuves restaient toujours insuffisantes.

Lingle ne vient pas au rendez-vous

Un jour de juin, Michael Malone téléphona à Wilson.

— J'ai recueilli, dit-il, certaines confidences de la bouche de Frankie Pope, le gérant du fumoir Hawthorne. J'avais appris que celui-ci avait eu une assez vive engueulade avec Capone, parce qu'on ne lui aurait pas versé tout l'argent qu'on lui avait promis. Je me suis dit que Pope était peut-être mûr pour parler, et j'ai bavardé un long moment avec lui.

— Qu'a-t-il dit ?

— Oh ! il en a gros sur le cœur contre Capone. Mais, à vrai dire, il n'a pas lâché grand-chose. Si, il m'a dit que, de tous les reporters de Chicago, celui qui en savait le plus long sur le gang était Lingle et que cela s'expliquait d'une façon bien simple : à savoir qu'entre Capone et lui, il y avait connivence.

— Mais laquelle ?

— Ah ! Je n'en sais pas plus !

Après cet entretien, Wilson prit contact avec Mc Cormik, directeur de *The Tribune* (le journal de Lingle) pour obtenir de lui une entrevue confidentielle avec son

reporter. Mc Cormik accepta. Et rendez-vous fut pris avec Lingle, au siège de *The Tribune*, pour le 10 juin à onze heures.

Mais Lingle ne vint pas au rendez-vous.

Mort d'un journaliste

Lingle était un très médiocre écrivain. Aussi son salaire à *The Tribune* ne dépassa-t-il jamais 65 dollars par semaine. Il était en revanche un remarquable enquêteur. Nul, mieux que lui, ne connaissait les histoires de gangs qui défrayaient la rubrique criminelle de Chicago. Nul, non plus, n'était mieux au courant des faits et gestes de la tribu Capone avec lesquels il festoyait. Et, en même temps, il était un ami intime du commissaire de police Runell et de son adjoint Stage.

Le petit journaliste Lingle était marié et avait deux enfants. Il avait acheté une villa dans l'Indiana pour 18 000 dollars. Il emmenait souvent sa famille en vacances en Floride et à Cuba. On ne lui connaissait qu'une seule passion, mais d'ordinaire fort coûteuse : le jeu. Il risquait souvent mille dollars sur un cheval.

Ce train de vie finit par intriguer des confrères qui lui posèrent quelques questions sur la façon dont il s'y prenait pour régler toutes ses dépenses avec 65 dollars par semaine.

— Mon père, expliqua Lingle, m'a laissé en héritage cinquante mille dollars. Avec cet argent, j'ai acheté des valeurs à la Bourse en 1928, et j'ai eu assez de chance pour qu'elles triplent.

Les confrères se contentèrent de ces explications, ou firent semblant de s'en contenter.

Le 9 juin, la veille de son rendez-vous avec Wilson,

Lingle, après être passé à son journal, s'était rendu à la gare afin de gagner le terrain de courses. Il s'engagea dans un tunnel qui passait sous Michigan Avenue avant de déboucher à proximité de la station de chemin de fer. Depuis quelque temps, il était suivi par un grand jeune homme blond à qui il n'avait pas dû prendre garde.

Dès que Lingle se fut engagé dans le tunnel, le jeune homme blond se faufila dans le flot des piétons et se porta rapidement derrière Lingle. Quand celui-ci commença à monter la rampe qui menait vers la surface, le jeune homme tira de sa poche un revolver, l'appliqua sur la nuque de Lingle et pressa la détente.

Lingle tomba en avant, sans un cri, tué sur le coup : la balle lui avait traversé le cerveau. Sa main restait crispée sur le journal qu'il portait avec lui, et un peu de fumée continuait à monter du cigare qu'il serrait encore entre ses dents.

Son meurtrier était déjà loin.

Lingle perd son auréole

The Tribune publia un grand article nécrologique, en l'honneur de son reporter victime du devoir :

« Ce qui lui donnait de la valeur pour notre journal, lisait-on, le rendait dangereux pour les tueurs... »

» *The Tribune* relève le défi. C'est la guerre. Nous subirons des pertes, mais il faut s'y attendre puisque c'est la guerre. Le défi du crime à la population doit être relevé. »

Pendant quelques jours, Lingle fut qualifié de « soldat de première ligne », et considéré comme un martyr du devoir professionnel.

Les journées et les semaines qui suivirent furent moins favorables à sa mémoire. Une enquête révéla l'état de la fortune de Lingle à son décès. Celui-ci avait laissé à son fils, en tout et pour tout, non pas cinquante mille dollars, mais cinq cents. Le reporter avait bien possédé des titres de Bourse — acquis comment? — mais, contrairement à ses dires, ils ne les avait pas vendus à la hausse. Ils avaient donc été engloutis dans le krach de Wall Street.

Après cette déconfiture, Lingle n'avait pourtant pas réduit son train de vie. Bien au contraire. Entre la fin de 1928 et le printemps 1930, il avait trouvé le moyen de déposer à la banque soixante-trois mille neuf cents dollars. L'enquête menée par un avocat établit que, sur cette somme, douze mille huit cents dollars avaient fait l'objet de prêts provenant de politiciens, de policiers et de joueurs professionnels, prêts que Lingle n'avait jamais remboursés. Et le reste?

La presse de Chicago éclaboussée

Le 18 juin *The Tribune* dut publier un autre communiqué, beaucoup moins élogieux, sur le compte de son reporter :

« Il est permis de considérer désormais que, selon toute apparence, Lingle appartenait à ce monde crépusculaire où la politique côtoie le crime. Et cela, personne n'en savait rien dans son bureau. Il semble bien, en effet, qu'il usait de ses relations et de sa profession pour s'enrichir et qu'il en est mort. »

The Tribune sortit éclaboussée de cette vilaine affaire. Elle ne fut pas la seule. Une autre enquête, menée par le journaliste Brundage jeta de singulières

lueurs sur les compromissions de certains journalistes, appartenant à d'autres périodiques, avec les gangsters. Après les politiciens, les policiers, divers fonctionnaires ou notables, la presse de Chicago vit à son tour son crédit sérieusement entamé par ces révélations et par toutes les rumeurs qui circulaient à son propos.

Qui avait tué Lingle et pourquoi? Après de longues recherches, on finit par arrêter un tueur, Leo Vincent Brothers, originaire de Saint-Louis. Sur les quatorze témoins de l'assassinat de Lingle, sept le reconnurent. Sept autres ne le reconnurent pas. Brothers fut finalement déclaré coupable. Mais, au lieu de se voir infliger la peine de mort pour crime avec préméditation, il bénéficia du doute. Il s'en tira avec quatorze ans de pénitencier qui pouvaient être ramenés à huit, en cas de bonne conduite.

Pourquoi Lingle avait-il été descendu? Et qui donc en avait donné l'ordre? Les rumeurs de Chicago ramenaient presque toujours au gang Capone, mais le mobile précis de cette exécution demeurait mystérieux.

Mike la Pique téléphone une fois de trop

Le mobile ne fut jamais totalement élucidé. Mais, quelque temps après la condamnation de Brothers, un des membres du gang Capone trouva une fin horrible qui n'était sans doute pas sans rapport avec l'affaire Lingle.

Il s'agissait d'un vieux proxénète, étroitement mêlé aux affaires de maisons de passes de Capone, Heitler, dit Mike la Pique, qui ressemblait à un crapaud de la Guyane.

Quatre mois après l'internement du tueur Brothers

au pénitencier, le 29 avril à 23 heures, le téléphone sonna au domicile de la vieille compagne de Mike la Pique qui partageait sa vie depuis vingt ans. Au bout du fil, elle reconnut la voix de Mike :

– Tu vas aller me chercher mon carnet d’adresses, dit Mike, je voudrais avoir le numéro de téléphone de X...

Quand la femme revint au téléphone et qu’elle voulut parler de nouveau à son ami, une voix inconnue et brutale demanda :

– Qu’est-ce que vous voulez, vous ?

Puis on raccrocha.

Plus tard, cette même nuit, la police alertée par un cultivateur découvrit à douze kilomètres de Chicago, la carcasse d’une voiture qui avait flambé. Elle était vide. Il fut impossible d’identifier aussitôt le véhicule car les plaques minéralogiques avaient été arrachées.

Le lendemain, à dix-huit kilomètres de là, deux gamins découvrirent, dans les ruines d’une maison, un tronc d’homme à moitié calciné.

L’enquête établit que l’homme avait été brûlé dans la voiture, puis que ses restes avaient été transportés à l’endroit où on les avait découverts. Il s’agissait d’Heitler.

« Tu es cuit », dit Capone

Les causes de cette exécution se perdent une fois de plus dans cette zone floue où ce qu’on raconte est très vraisemblable, sans pouvoir jamais être établi avec certitude.

Durant sa vie, le vieux Mike, selon un récit qui circula à Chicago, avait eu bien des raisons d’éprouver des rancœurs. Il était très vieux. Il ne jouait plus un grand

rôle dans le gang. Mais il savait beaucoup de choses. Et il était capable, en prenant des risques, de se venger.

Il adressa donc une lettre anonyme au procureur d'Etat Swanson. Il y dévoilait toute l'organisation des maisons de passes de Capone.

Quelques jours plus tard, Heitler fut convoqué dans le bureau d'Al. Quand il entra dans la pièce, il vit, étalée d'une façon ostensible sur la table de travail de son chef, sa lettre anonyme. Comment était-elle venue là? Par quelles complicités? C'est ce qu'il n'eut jamais l'occasion d'éclaircir.

– Toi seul, dit Capone, pouvais savoir tout ce qu'il y a dans cette lettre.

Il marqua un temps, puis ajouta simplement:

– Tu es cuit.

La justice hésite

Heitler savait que les menaces de Capone n'étaient pas vaines. Pourtant, il récidiva. Il écrivit une seconde lettre dans laquelle il répétait toutes ses accusations. Mais cette fois, au lieu de la transmettre à la justice, il la confia à sa fille.

– Si je suis descendu, lui dit-il, tu transmettras cette lettre à l'avocat Pat Roche.

Dès que le cadavre eut été identifié, la fille de Mike la Pique fit parvenir la lettre à l'avocat. Mais la justice hésita à lancer une grande offensive contre Capone, en s'appuyant sur le seul témoignage posthume d'un vieux proxénète.

La lettre posthume confirmait ce qu'on pensait des motifs qui avaient entraîné la mort de Lingle. Mike citait les noms de huit gangsters, tous rattachés à la

bande de Capone, qui selon lui avaient conspiré la fin du journaliste. Il rapportait aussi une réunion au cours de laquelle, Capone, très en colère s'était écrié :

– Lingle, le salaud, nous a roulés.

Il avait ajouté.

– On va lui faire son affaire.

CHAPITRE IV

LA CHUTE DE "SCARFACE"

Capone échappait donc toujours aux coups de la justice. Il continuait à parader dans les fêtes, les festins, sur les hippodromes, dans les réunions sportives. D'une façon invisible cependant, les mailles du filet se resserraient autour de lui.

Mais, avant de le traîner devant les tribunaux, il restait encore à trouver le chaînon manquant.

Ce fut l'exploit de Wilson.

Un tout petit bureau de l'administration fiscale

Le domaine de Wilson était un tout petit bureau situé dans un vieux bâtiment de l'administration fiscale : un réduit, plutôt qu'une pièce. Il n'y avait même pas de fenêtre pour l'éclairer. Cette étroite cellule était littéralement gorgée de dossiers saisis au cours des mul-

tiples perquisitions de police dans les tripots et les maisons de passes appartenant à la bande Capone.

Wilson passait des heures chaque jour dans cette pièce exigüe. Dès qu'il bougeait un peu trop, il heurtait de son coude un de ses collègues, ou bien faisait dégringoler une pile de dossiers.

Un million sept cent mille pièces (notes, papiers, factures, lettres, registres, etc.) avaient été saisies au cours des perquisitions entre 1924 et 1930. Durant l'été de cette année-là, Wilson passa des semaines entières à chercher la pièce qui permettrait d'établir un lien indiscutable entre Capone et ses sources de revenus. Mais les semaines passaient et on ne trouvait rien.

Un paquet enveloppé de papier bistre

Une nuit, découragé après des investigations une fois de plus inutiles, Wilson s'apprêtait à ranger les paperasses éparpillées sur son bureau et même sur le parquet. Il ramassa une liasse de chèques et voulut la glisser dans le tiroir d'un classeur. A la suite d'un geste maladroit, le tiroir se referma et resta bloqué par une serrure automatique.

En pestant, Wilson chercha la clé du tiroir et ne la trouva pas. Il se rendit alors dans le couloir où s'alignaient d'autres classeurs poussiéreux et, ouvrant au hasard un tiroir, il décida d'y fourrer provisoirement tous les papiers qui traînaient; alors qu'il tâtonnait, sa main heurta et ramena un gros paquet enveloppé dans un feuille de papier bistre.

Wilson se souvint que ce paquet lui avait été remis par le procureur d'Etat. Il n'avait pas encore eu le temps de consulter les documents qui s'y trouvaient. Et, à



Alfonso Caponi, dit Al Capone et surnommé Scarface, le Balafré, à cause de la cicatrice qui lui barrait la joue gauche. Il régna sur la Mafia de Chicago et bâtit sa fortune sur l'industrie du crime. Roger-Viollet

vrai dire, il avait passablement oublié de quoi il s'agissait. Il coupa la ficelle.

Trois registres noirs

Le paquet contenait trois registres noirs aux coins rouges, datés de 1924 à 1926. Il les feuilleta d'un doigt machinal. Il était fatigué. A cette heure tardive, il n'allait pas se plonger dans la lecture. Il allait ranger tout cela et rentrer chez lui pour dormir.

Une page du second registre attira violemment son regard. Elle était divisée en six longues colonnes. Chacune d'elles portait un des titres suivants :

Cage, 21, Dés, Aro, Roulettes, Courses.

Et puis, des chiffres, des quantités de chiffres. Des dollars à coup sûr.

Wilson n'avait plus du tout envie de dormir. Il porta les registres dans son bureau. Et, fiévreusement, se mit à les étudier. Il additionna ces chiffres et constata qu'ils révélaient un bénéfice net de 500 000 dollars en six mois.

Toutes les trois ou quatre pages figurait une sorte de relevé répartissant les gains entre des initiales qui désignaient certainement des personnes : A, R, J, etc.

Wilson supposa que A. désignait Al, R. Ralph et J. Jake Guzik. Il s'appliqua particulièrement à déchiffrer le relevé du 27 décembre 1924 répartissant trente-deux mille six cent quatre-vingt-quatre dollars comme suit :

Ville 6 534,42 (payé)

Ralph 1 634,35

Pete 1 634,35

Frank 5 720,22

J. et A. 5 720,22

Lou 5 720,22

D. 5 720,22

Wilson interpréta ce code, somme toute fort peu complexe, de la façon suivante :

Ville = municipalité de Cicero

Pete = Pete Penovich, premier gérant du fumoir Hawthorne.

Frank = Frankie Pope.

J. et A. = Jake Guzik et Al Capone.

Lou = sans doute Lou La Cava.

Il ne put trouver aucune correspondance pour D.

En bas de page figurait cette note : « Frank a payé 17 500 dollars pour Al. »

Les jours suivants, Wilson s'employa à identifier les trois écritures différentes qui figuraient sur ces registres. Une des trois se révéla être celle de Leslie Adelbert Shumway, dit Lou, qui avait été caissier dans cette boîte. Mais Lou avait, depuis longtemps, quitté Chicago.

Où le comptable se met à table

En février 1931, Wilson reçut un message d'un avocat nommé O'Hare qui avait probablement travaillé autrefois avec le gang, mais qui était disposé à présent à renseigner les autorités : Lou Shumway était retrouvé. Il était caissier à Miami, soit dans un hippodrome, soit dans un cynodrome. Wilson se précipita à Miami.

Il trouva Shumway dans un club. C'était un homme grand et maigre, aux mains tremblantes. Quand Wilson prononça cette simple phrase :

– Nous avons les registres noirs...

Il devint tout pâle, et perdit contenance.

– Je ne sais pas ce que vous voulez dire, balbutia-t-il.

– En tout cas, répliqua Wilson froidement, vous allez savoir ce qui va se passer, si vous ne parlez pas. Dans un lieu public, et de façon à ce que nul n'en ignore, on vous présentera ostensiblement une citation à comparaître. Tous vos petits copains du gang seront ainsi avertis que vous allez être interrogé alors qu'est en nos mains cette preuve irréfutable : votre propre écriture. Ils savent que vous savez, et ils savent que vous pourrez parler. Ils feront tout pour que cette éventualité ne se produise pas.

Wilson se tut un moment, observant l'effet de ses paroles sur le caissier. Il reprit :

– Si vous ne parlez pas, c'est simple : nous vous laisserons vous débrouiller avec vos amis. Vous pouvez compter sur leur affectueuse attention. En revanche, si vous vous décidez à parler, vous aurez toute la protection désirable.

Après quelques minutes, Shumway choisit la seconde solution.

– Les ordres et les directives concernant mon travail m'étaient donnés par Frankie Pope et par Pete Penovich, déposa-t-il. La personne que je considérais comme le propriétaire de l'affaire était M. Alphonse Capone.

Wilson apprit de la bouche de Shumway qu'au cours d'une perquisition au fumoir Hawthorne, en 1925, le révérend Henry Hoover et un certain Chester Bragg avaient été présents. Wilson convoqua Bragg et celui-ci jura qu'il avait entendu Capone, en proie à une folle colère, s'exclamer : « C'est moi le propriétaire. »

L'avocat tombe dans le piège

Entre temps, Wilson avait tendu un piège à la défense de Capone, c'est-à-dire à M^e Mattingly qui défendait les intérêts du gangster en matière fiscale. Au cours d'une conversation, Mattingly avait avoué que son client avait tiré quelques ressources, mais très modestes, des entreprises qui s'occupaient de boisson et de prostitution. Wilson sauta aussitôt sur l'occasion :

— Est-ce que vous pouvez me préciser par écrit à combien s'élevaient ces sommes ?

Il s'attendait à une réponse négative. Il fut stupéfait d'entendre Mattingly répondre : « Certainement ! »

Il fut plus stupéfait encore de recevoir de Mattingly la note suivante :

« Au sujet d'Al Capone.

» Le contribuable en question entra en activité avec trois associés à la fin de 1925. Etant donné qu'il n'avait pas de capitaux à engager dans leurs diverses entreprises, sa participation fut limitée durant toute l'année 1926 et la plus grande partie de 1927. En 1928 et 1929, les bénéfices de l'organisation à laquelle il appartenait furent répartis comme suit : un tiers aux employés, un sixième au dit contribuable et le reste à ses trois associés.

» J'estime que ses revenus imposables pour les années 1928 et 1929 ne dépassèrent pas cent mille dollars par an. »

Cette note pose une question qui demeure, aujourd'hui encore, sans réponse. Cent mille dollars, nous l'avons vu, suffisaient largement à faire inculper Capone. On ne s'explique pas que Mattingly ne l'ait pas su et qu'il ait ainsi compromis son client. Il a précisé, il est vrai, qu'il donnait ces renseignements « sans

porter atteinte aux droits du contribuable susnommé, au cours des procédures qui pourraient être engagées contre lui, les faits mentionnés ci-dessus n'étant que de simples opinions».

A propos de cette remarque, John Kobler écrit : « L'avocat commettait une erreur. De telles restrictions n'ont aucune valeur légale. Wilson ajouta donc joyeusement la déclaration de Mattingly au dossier n° S-I. 7035-F ».

Il paraît là encore étonnant qu'un avocat n'ait pas su que ses réserves sur le caractère de « simples opinions » de sa note n'avaient aucune valeur légale.

Un jury d'enquête fédérale, convoqué secrètement, recueillit la déposition faite par le caissier Shumway sur les revenus de Capone en 1924. Avec les renseignements fournis par Ries (sur le bénéfice net d'une maison de jeux, on se le rappelle) et par l'avocat Mattingly, la déposition du caissier permit d'évaluer les revenus de Capone à plus de cent vingt-trois mille dollars, soit plus de trente-deux mille dollars d'impôts non versés, sans compter les majorations et les pénalités. Mais ce délit risquait d'être prescrit au bout de six ans; c'est-à-dire le 15 mars 1931.

Capone inculpé

D'extrême justesse, un grand jury inculpa Capone : le 13 mars.

Autre coup dur en avril : le candidat de Capone aux municipales, le gros Bill Thompson, fut battu par le candidat démocrate Cermak.

Celui-ci avait été soutenu par d'autres gangsters. Il dirigea donc la répression du banditisme exclusive-

ment contre Capone et les siens. Il devait être abattu en 1933 par un certain Zangar qui fut soupçonné d'avoir agi à l'instigation de Capone.

D'autres inculpations, soit pour fraude fiscale au cours des années postérieures à 1924, soit pour trafic d'alcool, furent prononcées contre Capone. S'il était reconnu coupable pour l'ensemble de ces chefs d'accusation, le gangster risquait de subir la peine maximum de trente-quatre ans de prison.

Capone avait une brillante équipe de défenseurs à son service. Elle comprenait Thomas Nash et Ahern, et Albert Fink. Ils décidèrent de plaider coupable, à condition qu'on promît à leur client une peine modérée. Le procureur général Johnson s'engagea à ne requérir que deux ans et demi de prison.

Le procès s'ouvrit le 16 juin. Au palais de justice fédéral, on vit arriver Capone littéralement criblé par les flashes des photographes, vêtu d'un complet jaune banane.

On raconte qu'un juge voulut ce jour-là entrer dans l'ascenseur. Le groom le repoussa dédaigneusement en disant: «Cet ascenseur n'est pas pour vous mon pote; il est réservé à Al Capone».

L'audience fut très brève. Capone plaida coupable et l'affaire fut renvoyée au 30 du même mois.

«Il n'appartient pas au prévenu de poser des conditions»

Tous les journaux s'attendaient à une peine de principe.

Le 30, le vent tourna. L'audience était présidée par le juge Wilkinson. D'une voix sèche, il déclara d'emblée:

– Il n'appartient pas au prévenu de poser des conditions dans une affaire criminelle... La cour n'a pas non plus à dire au prévenu qu'elle prononcera la peine requise par le parquet.

Au banc de la défense, ce fut le tumulte. Ahern se leva d'un bond, furieux et stupéfait.

– Comment, dit-il, on nous a fait croire que la cour entérinerait la recommandation du parquet. Si nous n'avions pas cru cela, nous n'aurions jamais plaidé coupable.

Wilkinson ne voulait rien entendre. Il assura que la cour tiendrait compte des recommandations du procureur, mais qu'elle n'était absolument pas liée par elles.

Le procès vint en octobre. Il se déroula du 6 au 17 au palais de justice fédéral. A chaque séance, Capone changeait de costume. Le 17 à onze du soir, le jury se prépara à rendre son verdict. Capone était à l'hôtel Lexington.

Onze ans de détention

Averti par téléphone, il apparut transpirant dans la salle d'audience, juste pour entendre le juge Wilkinson demander au premier juré :

– Vous êtes-vous mis d'accord sur un verdict ?

– Oui, Votre Honneur.

Le jury déclara Capone non coupable pour les charges relevées dans la première inculpation, celle qui concernait l'année 1924. Mais il le déclara coupable pour trois des vingt-deux chefs d'accusation de la seconde inculpation. Il s'agissait de fraude fiscale.

Les avocats dirent qu'ils feraient appel.

Le 24 octobre on donna lecture de la sentence. Capone cette fois arborait un costume mauve et toujours un large sourire. Un pansement entourait son pouce, car il s'était blessé légèrement. Il serra la main de son avocat et s'assit.

D'une voix impersonnelle, Wilkinson lut la sentence.

— La cour condamne le prévenu à cinq ans de détention en maison pénitentiaire, plus dix mille dollars et les frais de justice.

Ce n'était qu'un début. D'autres peines furent prononcées au titre des chefs d'accusation suivants. Le total faisait onze ans de détention auxquels s'ajoutaient cinquante mille dollars d'amende et trente mille dollars de frais de justice.

Jusqu'à cette date, aucun contribuable, coupable de fraude fiscale, n'avait été condamné aussi sévèrement.

Les avocats demandèrent la libération sous caution, jusqu'à ce que la sentence d'appel fut prononcée. Refus. Impassible, Wilkinson demanda à l'agent de police fédéral Henry Laubenheimer.

— Quand pouvez-vous transférer Capone au pénitencier fédéral de Leavenworth?

— A dix-huit heures quinze, aujourd'hui même, Votre Honneur, répondit Laubenheimer.

Bouche ouverte, Capone restait muet. Il paraissait frappé de stupeur. Au lieu de ses gardes du corps, ce furent les agents fédéraux qui formèrent son escorte quand il quitta la salle d'audience.

Rencontre dans un monte-charge

Ses avocats paraissaient effondrés. Dans le monte-charge, Capone se retrouva aux côtés de celui qu'il avait

connu sous l'identité de Mike Lepito, et qui était en réalité l'agent du fisc Mike Malone. Il sourit.

– Tu m'as eu, dit-il, parce que tu as vraiment tout du Rital. Tu as joué ton jeu, j'ai joué le mien et j'ai perdu.

Sortant du monte-charge, il trouva la meute des photographes.

– Appelez du renfort, les gars, dit-il. Vous n'allez pas me revoir de sitôt.

Un peu plus tard, il eut un violent accès de colère car il ne voulait pas être photographié derrière les barreaux d'une cellule. Les gardiens de la prison durent le maîtriser et le pousser de force dans sa cellule. Capone s'y trouva enfermé en compagnie d'un Noir et d'un clochard qui n'avait pas eu 100 dollars sur lui pour payer une amende infligée pour tapage sur la voie publique.

– Je vaistirer d'affairece pauvre type, dit Capone aux reporters. Prenant dans sa poche un billet de 100 dollars, il le remit à son codétenu. Il savait que ce geste ferait le lendemain dans les journaux une bonne «manchette» et une bonne photo.

Dans cette nouvelle prison, Capone continuait à recevoir toutes les visites qu'il souhaitait. Il eut même un jour un entretien avec Lucky Luciano et un autre gangster notoire, le Juif hollandais Schultz. Capone présida alors une véritable réunion qui avait pour objet de régler les partages territoriaux entre gangs. Pour ce faire, il était assis sur la chaise électrique qui sert dans la plupart des Etats des U.S.A. aux exécutions capitales ! Cette situation le fit s'esclaffer. A tout prendre, sa tête n'était pas en jeu.

A cette époque, il pensait encore qu'il bénéficierait rapidement, grâce à ses amitiés politiques, de remises de peine. Mais les choses tournèrent autrement.

Comme les autres détenus

En mai, il fut transféré au pénitencier d'Atlanta, où il fut inscrit sous le n° 40 822. Là il dut, comme les autres détenus, se déshabiller, donner ses empreintes digitales, et se laisser tondre le crâne à ras, après une fouille complète. Puis on le conduisit à l'infirmerie, ou selon le règlement, il devait rester quarante jours et subir une visite médicale approfondie.

Il fut notamment soumis au test Wasserman, qui sert à déterminer si le sujet a contracté la syphilis. Le résultat fut négatif. Mais le test n'est pas toujours concluant. C'était le cas pour Capone. Il avait déclaré qu'il pensait avoir autrefois contracté la syphilis, mais qu'il se croyait guéri. Les autorités médicales de la prison voulurent en conséquence le soumettre à une ponction lombaire, opération assez douloureuse. Capone s'y refusa avec la dernière énergie. Le médecin, le Dr Ossenfort, n'avait pas le droit de l'y contraindre.

Le mal exercerait silencieusement ses ravages dans l'organisme de Capone. Davantage encore que le séjour en prison, il contribuera à le ruiner.

Capone victime d'agressions

A Atlanta, il n'y avait pas de cellules individuelles, mais des cellules soit pour deux, soit pour huit hommes. On enferma Capone dans une cellule de huit.

La première nuit, Capone ne ferma pas l'œil. Il s'assit sur le bord de sa couchette, et entama une longue et mélancolique conversation avec un gangster qu'il avait autrefois connu, un rouquin du nom de Red Rudensky.

— Comment imaginer, soupira Capone, que des

saligauds m'aient mis en taule pour une histoire d'impôts.

Dans cette nouvelle prison, Capone bénéficiait auprès de ses compagnons de son habituelle popularité. Mais il provoqua aussi des haines et des envies. Il fut même l'objet d'agressions.

— J'avais fait passer le mot pour qu'on le laissât tranquille, expliqua plus tard Rudensky. 99 pour cent des collègues faisaient tout ce que je leur disais. Mais il y avait toujours vingt-cinq ou trente abrutis qui n'attendaient que l'occasion de faire des embarras. Ceux qui se souciaient de leur santé respectaient Al, et je prévoyais que quiconque lui ferait des ennuis le regretterait. Pourtant deux nigauds de la campagne, condamnés pour des affaires sexuelles, mirent notre patience à l'épreuve. L'un me fit presque le coup du lapin et l'autre m'esquina le genou un jour dans la cour. Ils brutalisèrent aussi Al au réfectoire. Dans les vingt-quatre heures, une équipe de représailles régla leur compte à la pelle... L'un eut l'os de la joue et le crâne fracturés, l'autre ne travailla plus jamais du bras droit.

Capone travaillait huit heures par jour à ressemeler des chaussures. Il était soumis au même régime que les autres. Mais, grâce à ses complicités, il se débrouilla toujours pour faire entrer de l'argent.

Il avait droit, comme les autres, à deux visites par mois. Sa famille vint le voir régulièrement. Sa femme, ses filles, son fils, s'asseyaient devant un côté d'une longue table. Capone occupait l'autre. Un treillis grillagé les séparait. Sa mère ne parlait qu'italien. C'était une présence muette, hormis quelques mots d'anglais difficilement articulés. Car les conversations en langue étrangère étaient interdites par le règlement.

Cependant une tendance se dessinait dans les

milieux gouvernementaux pour que les criminels les plus dangereux fussent rassemblés et parqués dans une enceinte rigoureusement isolée.

Alcatraz !

Le 12 octobre 1933 le procureur général Cummings annonça par radio qu'une décision en ce sens avait été prise :

« Vous comprendrez, dit-il, avec quel plaisir j'annonce aujourd'hui au public que nous avons trouvé un lieu propice à cet effet. Le ministère de la Justice nous accorde l'usage de la prison d'Alcatraz, située sur une île difficilement accessible, dans la baie de San Francisco, à plus de quinze cents mètres de la côte. La violence et la rapidité des courants rendent les évasions pratiquement impossibles. Cette prison comporte des cellules pour six cents personnes. Elle est en excellent état et convient admirablement pour le projet qui me préoccupait. »

Alcatraz, ou l'îlot des pélicans. Ils s'y chauffaient au soleil. Ce nom est entré avec un noir éclat dans les annales des prisons. Il a une résonance sinistre. La simple énumération des caractéristiques de ce lieu maudit le confirme.

Alcatraz : cinq hectares de roc, situés à quarante-deux mètres au-dessus du niveau de la mer. Six points donnent une vue panoramique sur l'ensemble de l'île. Là, on a édifié des tours de garde dont l'armurerie est constituée de carabines de 8 millimètres et de fusils à longue portée. Entourant l'établissement, une palissade de douze mètres de haut est garnie de fils de fer barbelés à sa partie supérieure. Le système est renforcé

par des réseaux de fils de fer barbelés placés aux endroits les moins escarpés de la côte. Les sorties d'égouts ainsi que tout passage donnant sur l'eau ont été munis de barreaux solides.

Mais le renfort principal, la barrière quasi infranchissable, c'est la mer. Les courants y atteignent la vitesse de quatre nœuds. Ils emportent le malheureux évadé vers le large. Et, s'il ne se noie pas, il a toute chance de succomber sous la dent des requins, qui y pullulent.

Avant de gagner la mer, encore faut-il quitter la prison elle-même. Or, toute tentative en ce sens bute sur le système ingénieux des trois portes qui ferment l'accès au bâtiment principal, édifié au sommet de l'île. C'est le gouverneur de la prison, Johnson, qui a mis au point ce mécanisme.

Les trois portes

D'abord pour que les portes s'ouvrent, il faut la permission de deux gardiens de prison. Quand une personne se présente pour sortir devant la première porte, un des gardiens l'observe et l'identifie, à travers une épaisse cloison de verre à l'épreuve des balles. Tout est-il normal ? Alors le gardien appuie sur un bouton, qui déclenche un mécanisme découvrant l'orifice de la serrure. Seul le second gardien possède la clé. C'est lui qui ouvre la porte : dans le passage ainsi découvert, il s'engage avec la personne qui est autorisée à sortir. A ce moment, le premier gardien appuie sur un autre bouton et la plaque d'acier vient à nouveau boucher le trou de la serrure.

Après la première porte, le second gardien et celui

qu'il escorte trouvent devant eux une grande cloison de verre qui leur barre le chemin. Le gardien fait alors jouer un mécanisme secret, et la cloison pivote sur elle-même. Il laisse passer son compagnon, referme aussitôt la porte de verre et les deux hommes arrivent devant la troisième porte, où un troisième gardien répète les opérations de contrôle effectuées par le premier.

Pour s'évader, il faut donc trouver le moyen d'abuser ou de maîtriser trois hommes qui ne sont pas les uns avec les autres en contact direct. Les chances de réussir cette opération compliquée sont quasi nulles.

Au reste, des boîtes de détection vérifient si les visiteurs sont armés, et les détecteurs portatifs des gardiens permettent de détecter les détenus qui auraient sur eux des objets métalliques pouvant leur servir d'armes.

A la différence d'Atlanta, on ne trouve à Alcatraz que des cellules individuelles qui mesurent deux mètres soixante-dix sur un mètre trente-cinq. La table, la chaise sont scellées au mur, de même que la couchette qui se relève quand il fait jour.

Cinquième cellule, bloc B

Rien ne distingue les cellules des détenus ordinaires. Mais il en est qui sont prévues pour les « fortes têtes ». Johnson qualifiait de « trous légers » les cellules situées dans le bâtiment D. Elles étaient semblables aux autres, mais un assez long espace les séparait, afin d'interdire les communications entre détenus. Enfin il y avait les « trous lourds ». C'étaient des cellules plus petites, complètement dépourvues de mobilier. Chaque soir un

gardien y apportait un matelas qu'il enlevait dès le réveil. L'obscurité la plus complète y régnait.

C'est à Alcatraz que Capone devait vivre jusqu'à la fin de sa peine. Le transfert eut lieu un soir d'été. Il faisait à Atlanta une chaleur étouffante. Tout le monde transpirait. Un gardien, surnommé le Suédois, survint, et fit tinter sa matraque contre les barreaux :

– Radine, Al, dit-il, et laisse tes affaires.

– Qu'est-ce qui se passe ? interrogea Capone, vaguement inquiet.

– Fais ce que je te dis, et en vitesse.

Capone avait bien entendu parler de transfert à Alcatraz. Il croyait toujours que ses appuis lui éviteraient ce sort. Quand il comprit, il entra dans une terrible colère. Il fallut quatre hommes pour le maîtriser et l'entraîner hors de sa cellule.

A Alcatraz, Capone reçut comme ses compagnons un treillis gris pour la semaine, un treillis bleu pour le dimanche, et une veste de laine pour les jours froids. Chaque treillis portait un numéro, bien visible. Après le passage à la douche, et l'examen médical, Capone fut affecté à la cinquième cellule, au troisième rang à droite du bloc B.

«Reçu cinquante-trois caisses»

Cinquante-deux autres détenus, enchaînés deux par deux, avaient fait partie du convoi. Quand ils furent tous casés dans son établissement, Johnson adressa ce télégramme au procureur général Cummings :

«Reçu en bon état cinquante-trois caisses de mobilier venant d'Atlanta. Tout installé. Aucun dommage.»

Alcatraz venait d'être inauguré avec ses premiers

« clients ». Dans le courant du mois plus de cent autres arrivèrent.

Le règlement était très strict, et Johnson intraitable.

Capone s'en rendit compte dès le lendemain. A sa demande, il fut reçu par Johnson et sollicita la faveur de voir chaque mois (il n'y avait qu'une visite mensuelle) l'ensemble des membres de sa famille (le règlement n'autorisait les visiteurs que deux par deux).

– Vous serez traité comme les autres, dit Johnson.

– Et mes amis ? J'ai beaucoup d'amis.

– Aucun ami ni associé.

Capone sourit faiblement. Mais c'était un bien pâle sourire.

– Il me semble que je suis fichu, ici, marmonna-t-il.

Et les jours, les semaines, les mois se succédèrent.

La cloche obsédante

A 6 heures 30 une cloche tinte. Les lampes s'allument. Capone a vingt minutes pour s'habiller et faire son lit. 6 heures 50, il passe à travers les barreaux une boîte d'allumettes vide. Le gardien y dépose une lame de rasoir. 6 heures 53 : Capone, par la même voie, rend la lame au gardien. 6 heures 55, la cloche. Appel. La cloche : fin de l'appel. Quatrième sonnerie de cloche : elle annonce le petit déjeuner.

Un bruit formidable emplit alors Alcatraz, dans toutes les cellules, un bruit pareil à un coup de canon. De leur guérite d'acier, les gardiens viennent de tirer les leviers qui ouvrent, d'un seul coup, les portes des cellules. Les détenus se précipitent au réfectoire où, au cours de la journée, seront servis trois repas.

De nouveau, la cloche. Tout le monde se lève. Retour



*Al Capone (à droite) et l'un de ses défenseurs,
Michael Ahern, au cours du procès qui jugea le célèbre
gangster à Chicago, en 1931. Après avoir échappé
à tous les coups de la justice, Al Capone se vit
condamner pour fraude fiscale.*

Recherche iconographique de Cesare

aux cellules. Second appel, puis en route vers les différents ateliers. Capone travaille d'abord à une machine à repasser, puis à un atelier de blanchisserie.

Et cela continue. Les heures sont toujours rythmées par la même cloche obsédante. Cloche pour midi; cloche pour le déjeuner de treize heures, pour le travail, pour un nouvel appel, pour le dîner, pour le retour aux cellules.

A 21 heures 30, tinte la dernière cloche de la journée : toutes les lumières s'éteignent.

Un terrible régime

Des livres, mais ni journaux, ni radio. Correspondance limitée à une lettre par semaine, à trois lettres venues de l'extérieur et adressées par les membres de la famille. Trois paquets de cigarettes par semaine. Aucune cantine.

Dans les «trous lourds», les détenus punis n'ont droit qu'à du pain et de l'eau, sauf deux fois par semaine où leur est servie une bouillie infecte composée de raves et de purée.

A ce régime, les tentatives de suicide furent nombreuses. Quand le détenu en réchappait, Johnson le réexpédiait au «trou lourd».

Et il y avait en moyenne une mutinerie par an, vite brisée.

Pendant la détention de Capone, des tentatives d'évasion eurent lieu, fort peu nombreuses à vrai dire, en tout cinq. Deux détenus seulement, après avoir scié les barreaux de leur cellule et réussi à couper la palissade avec une cisaille, atteignirent la côte, et se jetèrent dans la baie.

On ne les revit jamais, ni morts, ni vifs. Tout indique qu'ils disparurent, emportés au large par les courants, et que la mer ou l'estomac des requins fut leur cercueil.

Un «jaune» que ses codétenus tentèrent d'assassiner

La détention à Alcatraz fut pour Capone une terrible épreuve. Il en sortit brisé à jamais. Quand ses compagnons de détention s'aperçurent qu'il était traité exactement comme eux, qu'il ne bénéficiait pas du plus petit privilège, son prestige, jusqu'alors à peu près intact, s'effondra d'un seul coup.

Il connut un autre genre d'amertume, quand des grèves et des mutineries, provoquées par la dureté du régime, éclatèrent. Capone refusa obstinément de s'y joindre. Il fut traité de «Rat» et de «Jaune» par ceux qui participaient à ces mouvements.

Certains le frappèrent. Capone riposta. Il alla comme les autres aux «trous lourds».

Après une seconde grève, comme il nettoyait le carrelage d'un atelier avec une serpillière, un détenu, qui venait de se faire couper les cheveux, s'empara d'une paire de ciseaux, se jeta sur lui et, par deux fois, lui plongea les lames dans le dos.

Plus tard, on tenta de l'empoisonner.

Capone ne bougeait pas

Le 5 février 1938, quand l'ordre vint au matin de sortir des cellules pour le petit déjeuner, Capone ne bougea pas. C'était une infraction caractérisée, punie immédiatement de «trou lourd». Mais Capone jusqu'ici

s'était conduit en détenu modèle. Les gardiens l'observèrent et virent que quelque chose d'anormal se déroulait. Un filet de salive coulait de ses lèvres. Se levant péniblement, il vomit. Il était muet. Et il avait le regard fixe. On l'emmena à l'infirmerie.

Après examen, le psychiatre rendit son diagnostic : lésion du système nerveux provoquée par la syphilis. Capone, cette fois, ne fit plus d'objection à la ponction lombaire. L'analyse confirma le diagnostic.

A partir de ce moment, il ne sortit plus de l'infirmerie.

Le 6 janvier 1939, après des remises de peine pour bonne conduite, le détenu Al Capone quitta enfin l'enfer d'Alcatraz. Mais il devait encore effectuer un dernier séjour en prison. Il était alors à demi paralysé. Le traitement qu'on lui faisait avait pu retarder les progrès du mal dont il souffrait au troisième degré, mais non l'enrayer.

A cette époque, un reporter de Chicago demanda au gangster Jake Guzik si Capone reprendrait la direction de ses affaires à sa sortie, désormais proche. Guzik ouvrit de grandes yeux :

— Al ? dit-il. Mais il est complètement paumé !

Une loque

Le 16 novembre il sortit enfin du pénitencier fédéral de Lewisburg en Pennsylvanie. Sa femme Mae et son frère Ralph étaient venus l'attendre à la porte de la prison. Ils conduisirent Al à l'Union Memorial Hospital de Baltimore, où il devait suivre un traitement contre la syphilis. Puis il regagna sa propriété de Palm Island, à Miami.

L'homme qui avait régné sur Chicago, l'homme qui

aurait sans doute été le « patron » de tous les gangs américains s'il était resté en liberté, n'était plus qu'une loque. Il ne parlait guère. Il était devenu énorme et avait perdu tous ses cheveux. Il passait ses journées en pyjama, assis au bord de la piscine de sa propriété. Il avait une peur terrible de la solitude, croyait qu'il était entouré de tueurs, et des cauchemars l'éveillaient la nuit. Il ne tolérait guère autour de lui que ses vieux camarades, avec lesquels il entamait — c'était sa seule activité — des parties de cartes. On le laissait gagner : il était devenu incapable du moindre effort mental.

La fin de « Scarface »

Sa femme, son fils, sa belle-sœur Muriel et le mari de celle-ci partageaient son existence. Sa femme Mae se rendait quatre fois par semaine à la messe. Capone ne l'y accompagnait pas, de crainte de gêner le prêtre par sa présence.

Son empire s'était disloqué. La fin de la prohibition avait annulé le trafic d'alcool. Ralph, toutefois, prospérait. Il s'était recyclé dans la prostitution.

Le 19 janvier 1947 le survivant Al Capone eut une hémorragie cérébrale et perdit conscience à quatre heures du matin. On le crut mort. Il s'en tira pourtant.

La semaine suivante, une broncho-pneumonie l'emporta. Il mourut dans l'après-midi du 25 janvier, en présence de sa mère, de sa femme, de son fils, de ses frères et sœurs. Il n'avait que 48 ans.

Il n'avait donc guère plus de trente ans quand les portes de la prison se refermant sur lui, il fut définitivement coupé du formidable empire qu'il avait édifié à Chicago.

Contrairement aux obsèques des autres gangsters, ses funérailles furent modestes. Outre sa famille, seuls quelques vieux amis étaient présents. Torrio, qui avait présidé à son ascension, n'y vint pas. Tandis que Capone était en prison, il s'était brouillé avec lui.

Sur la tombe de l'homme dont le cinéma, notamment le fameux *Scarface* de Ben Hecht, a popularisé la vie, on peut lire cette seule inscription :

Qui riposa

Alphonse Capone

Nato : Jan. 17 1899

Morto : Jan. 25 1947.

Mais ce n'est pas la vraie tombe. Le cercueil qui a recueilli la dépouille du plus célèbre des gangsters américains a été plus tard transporté à Mount Carmel, sous un marbre anonyme, par la volonté de la famille.

Il venait trop de touristes.

CHAPITRE V

OU LES VIEUX "DONS" PERDENT LA PARTIE

Le 10 septembre 1931, vers deux heures de l'après-midi, des hurlements déchirants suivis de coups de feu s'élèvent du 230, Park Avenue, à Manhattan. La foule se presse sur le trottoir, les sirènes des voitures-patrouilles mugissent, tandis que les portières claquent et que les policiers s'engouffrent dans l'immeuble.

*Quatre balles et six coups de poignard:
Maranzano abattu*

Au huitième étage, l'antichambre est vide. Dans la pièce suivante, éclaboussée de sang, un homme gît, affalé sur son bureau, frappé de quatre balles et de six coups de poignard: quelques minutes auparavant, Salvatore Maranzano était, et depuis quelque temps, le chef suprême de la Mafia aux Etats-Unis.

Dans un bureau anonyme de New York, le téléphone sonne. Un homme décroche, une voix neutre dit : « C'est fait ! » et raccroche. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans toute la pègre américaine.

Le lendemain les vendeurs de journaux s'époumonnent : « Le sang a coulé toute la nuit dans le pays », « Des dizaines de victimes tombées sous les coups des Siciliens ! » « Assassins en série ! » « Les Vêpres siciliennes ont sonné ! »... Tous les quotidiens écrivent qu'après l'assassinat de Maranzano, chef des *castellamarese* dans la guerre qui les opposait aux autres Siciliens, ces derniers ont dans la nuit éliminé tous leurs adversaires dans un effroyable massacre.

Charlie Luciano, le principal instigateur du meurtre de Maranzano, a toujours affirmé que la fameuse « nuit des Vêpres siciliennes » n'était qu'une gigantesque farce inventée par des journalistes en mal de copie : « Personnellement, dit-il, je ne connais pas un seul type important de l'organisation de Maranzano, que ce soit à New York, à Detroit, ou à Chicago, ou à Cleveland, ou où que ce soit, qui se soit fait descendre pour faire place nette. Ce n'était pas la peine, tout simplement, parce que tout ce qu'on a eu à faire c'est leur dire la vérité : que la seule et unique raison pour laquelle Maranzano s'était fait liquider, c'était qu'on pouvait enfin arrêter le massacre. Que tout était fini. »

Qui a raison ? La nuit se passa-t-elle dans le calme, y eut-il quelques règlements de comptes bien ordinaires que la presse transforma en hécatombe héroïque, ou bien les adversaires de Maranzano firent-ils vraiment table rase de tous leurs ennemis ? Quoi qu'il en fût, le 10 septembre 1931 marqua la fin de la Mafia « à la sicilienne », la fin des traditions, la fin des « Pete la Mous-

tache». L'organisation va se «recycler», la nouvelle génération a vaincu dans le combat qui oppose les anciens *mafiosi*, nés en Italie ou élevés dans les coutumes siciliennes, et les jeunes rompus aux habitudes américaines.

La conférence des gangs à Atlantic City

Au-delà des querelles de profit s'était en effet déchaîné, beaucoup plus grave, le combat pour la domination des gangs siciliens, pour la royauté dans la Mafia. Dès 1929 Masseria avait donné l'ordre de tirer à vue sur Maranzano et tous ses partisans, pour la plupart des Siciliens issus comme lui de la région de Castellamare, tandis que Maranzano avait commandé d'abattre Masseria et ses hommes. Ainsi avait débuté la « guerre des *castellamarese* », la plus violente de toutes les guerres du milieu qui ait jamais ébranlé les Etats-Unis.

Pendant ce temps, les chefs de gangs avaient organisé une conférence au sommet des trafiquants d'alcool qui se tint à Atlantic City, en mai 1929. Dans cette station balnéaire paisible arrivèrent en masse les gangsters les mieux cotés du pays. Capone vint en personne de Chicago, King Solomon de Boston; Boo Boo Hoof, Waxey Gordon et Nig Rosen de Philadelphie; Moe Dalitz, Lou Rothkopf et Charles Politzi de Cleveland; Longie Zwillman et Willie Moretti du nord du New Jersey. De Brooklyn arrivèrent Albert Anastasia, Vince Mangano et Frank Scalise, tandis que New York délégua Costello, Lepke, Adonis, Frank Ericson, Dutch Schultz et, bien sûr, Charlie Luciano.

De cette réunion étaient exclus les deux chefs *mafiosi* Maranzano et Masseria. Luciano avait jugé bon de n'en

rien dire à son patron Masseria car, selon leur accord, l'alcool était son domaine réservé. Pour la première fois dans l'histoire des gangs aux Etats-Unis, la convention d'Atlantic City ne réunit donc que des hommes ouverts aux idées nouvelles.

Les premiers jours de la convention furent marqués par des repas pantagruéliques, une effarante consommation d'alcool et de femmes... Chaque matin, les délégués se promenaient en voiture sur la plage, puis, pieds nus, pataugeant au bord du rivage, loin des oreilles indiscrètes, ils mettaient au point leur programme commun. Finis la surenchère et le chacun-pour-soi à l'égard des entreprises étrangères qui fournissaient l'alcool. Il fallait faire baisser les prix, et se répartir le marché. La convention jeta donc les bases d'un consortium d'organisations qui fonctionneraient en accord les unes avec les autres, et que superviserait non pas un seul homme, mais un directoire. Ce consortium se proposait, ni plus ni moins, que le monopole du trafic de l'alcool aux Etats-Unis. Pour la première fois, les gangs songeaient à s'organiser comme une entreprise moderne.

Premier pas du « Syndicat du crime » ?

Le spectre de la fin de la prohibition se profilant de plus en plus nettement, on décida aussi de consacrer une part des recettes à l'achat de brasseries, de distilleries et de licences d'importation d'alcool. Ainsi, le jour où l'alcool serait de nouveau vendu légalement, on toucherait encore des bénéfices. On envisagea même de se lancer en commun dans l'exploitation de salles de jeux et de paris clandestins, mais ce fut un échec, car

chaque chef de bande restait jaloux de sa propre autorité dans ces affaires. Enfin, les délégués se rendaient compte qu'ils devenaient impopulaires : la guerre des gangs portait un sérieux préjudice à leur réputation. Il fallait prouver à l'opinion que les *bootleggers* n'étaient pas tous des gangsters.

Aujourd'hui les experts discutent sur la portée réelle de la convention d'Atlantic City. Certains affirment qu'elle fut le premier pas vers l'organisation du *Syndicat du crime* tel qu'il fonctionne encore aujourd'hui, que c'est là-bas que naquirent ses principes. D'autres la ramènent à une simple discussion sur l'organisation et l'avenir du trafic de l'alcool, sur le partage du territoire des Etats, arguant que les principaux chefs de la Mafia de l'époque, Maranzano et Masseria, n'y assistaient pas. Il semble bien pourtant que leur absence fut voulue, qu'elle fut précisément déterminante pour l'élaboration des changements au sein de l'organisation. Et il apparaît certain que deux hommes revinrent de la convention revêtus d'un nouveau prestige auprès de leurs confrères. Frank Costello et Charlie Luciano avaient gagné la confiance des gangsters de l'organisation, et, fait très important, celle des truands d'origine non italienne, rejetés de la Mafia par le sectarisme de Masseria et de Maranzano.

Orage entre Luciano et Masseria

Mais les rapports de Luciano avec Masseria se détérioraient : le vieux caïd ne supportait pas l'influence croissante de son lieutenant ni l'attitude indépendante qu'il prenait à son égard.

L'orage éclata par une nuit d'été. Luciano fut averti

qu'une grosse cargaison de scotch venait d'arriver sur la côte du New Jersey. Comme il avait un besoin urgent d'être ravitaillé, il décida de surveiller lui-même le débarquement, et quitta Manhattan en voiture, sans même en avertir Joe le Patron. Le lendemain matin, sous un prétexte futile, Masseria entra dans une rage folle. Il somma Luciano de travailler pour lui jour et nuit et de lui remettre intégralement le bénéfice de toutes ses affaires, y compris du trafic de l'alcool. C'était renier le pacte que les deux hommes avaient conclu, et Luciano se hâta de prévenir ses amis Costello, Torrio, Siegel, Adonis, Lansky et Genovese.

Céder à Masseria, il n'en était pas question. D'autre part, même si celui-ci avait parlé sous le coup de la colère, son orgueil l'empêcherait de se dédire complètement... Mais Luciano, fort d'une centaine d'hommes à peine, ne pouvait encore se permettre de se rebeller ouvertement contre son chef.

Luciano en avait tout de même assez de la lourde tutelle exercée sur lui par Joe le Patron. Il tenta de se rapprocher de Maranzano et le fit sonder par un intermédiaire. Au début du mois d'octobre 1929, la réponse lui parvint. Maranzano acceptait. Comme lieu de rencontre, il fixait Staten Island. C'était un territoire contrôlé par Joe Profaci, qui était un des lieutenants de Maranzano, mais aussi un ami d'enfance de Luciano. Maranzano précisait encore que Luciano, comme lui-même, devait se rendre seul au rendez-vous.

Luciano pesa le pour et le contre, et décida d'accepter. Il se disait que Maranzano avait trop besoin de lui pour ne pas le ménager. Mais, comme la suite des événements le montra, c'était en partie un faux calcul.

Quelqu'un avait moins de confiance que Luciano. C'était Vito Genovese.

– N’y va pas seul, Charlie, lui dit-il. Je vais t’accompagner. Je me cacherais à l’arrière de la voiture sous une couverture.

– Mais pourquoi ? C’est bien inutile, Vito. Crois-moi, je ne risque rien.

Nouvelle rencontre avec Maranzano

Luciano prit le bac avec sa voiture, jusqu’à Staten Island. Le point de rencontre se trouvait sur un quai de marchandises, à quelques centaines de mètres du débarcadère.

Quand il descendit de voiture, il aperçut, debout à quelques dizaines de mètres, la longue et élégante figure de Maranzano. Le vieux *mafioso* se tenait droit et souriant. Comme d’habitude il entoura affectueusement de son bras les épaules de Luciano, et l’appela *bambino*.

Le quai était désert.

– Entrons là, dit Maranzano, nous serons mieux pour causer. Nous trouverons bien une caisse pour nous asseoir.

Du doigt, il désignait un grand hangar vide. Ils entrèrent. Le fond du bâtiment était plongé dans l’ombre. A l’intérieur, il y avait effectivement quelques caisses, sur lesquelles ils s’assirent.

La conversation débuta tout naturellement par des propos d’une grande banalité. Puis, Maranzano, toujours affable, soupira :

– Tu sais, Charlie, tu devrais bien te joindre à moi.

– Mais j’y pense.

– Ah ! parfait. Quelle idée t’a pris d’aller avec ce gros Giuseppe. Il n’a rien de commun avec un garçon comme toi.

– Tu as bien raison. Aussi j'ai décidé de venir avec toi.

– Eh bien, c'est parfait. Cela va se régler, bien que ce soit un peu délicat. Naturellement, tu ne recevras d'ordres que de moi seul. Ça ne fait pas question. Mais...

A cet instant même, Luciano devait toujours s'en souvenir, quelque chose changea dans la voix et dans le visage de Maranzano. Il était aimable. Ses traits se figèrent. Il parlait avec une chaleur amicale. Sa voix se fit tranchante pour dire :

– Je pose une condition.

Luciano le regarda surpris :

– Laquelle ?

– Tu vas tuer Masseria.

Eh bien, quoi ! Evidemment, il allait tuer Masseria. Il allait le *faire* tuer. Pourquoi donc Maranzano donnait-il à cet ordre quelque chose d'impérieux, comme s'il s'attendait à un refus ? Luciano enchaîna :

– Bien entendu. Cela fait un moment que je pense à ça.

« Tu le tueras toi-même »

– Non. Non. Tu ne comprends pas, Charlie. Je veux dire que c'est toi, *personnellement*, qui vas tuer Masseria.

A l'instant même, parce qu'il était Sicilien, la lumière se fit dans l'esprit de Luciano. Il comprenait le jeu de Maranzano. Le vieux *mafioso* voulait le ligoter dans les rets des traditions siciliennes.

Le code de l'honneur mafiosique prévoyait en effet que le tueur d'un chef ne pouvait jamais succéder au chef. Dans la nouvelle hiérarchie qui se substituerait



Eliot Ness, chef des agents fédéraux. «En 1928, le contrôle de la prohibition passe sous le coup de la justice et Eliot Ness engage une lutte sans merci contre les gangs. Il s'entoure d'une équipe rendue célèbre, «les Incorruptibles». Keystone

à l'ancienne après l'élimination du *capo* Masseria, Luciano, donc, ne pourrait occuper qu'un poste de second plan. Avec la perspective de se faire un jour abattre, par mesure de représailles.

Maranzano faisait éliminer son rival par Luciano. Et, après ce meurtre, il n'aurait plus à craindre que Luciano prenne sa place.

Après quelques secondes, Luciano dit seulement :

– Tu es complètement dingue.

Les souvenirs de Luciano comportent ici un trou. Tout ce qu'il se rappela par la suite fut d'avoir éprouvé sur le crâne une douleur telle qu'elle lui fit perdre connaissance.

Quand il revint à lui, il était suspendu par les poignets à une poutre et il recevait à travers le visage un seau d'eau lancé à la volée. Ses pieds touchaient à peine le sol. Il se trouvait dans la partie du hangar plongée dans l'ombre, mais trouée par la lumière des lampes électriques braquées sur son visage. Ils étaient bien une demi-douzaine à se presser autour de lui, le visage à moitié dissimulé sous des foulards.

«Ne fait pas l'idiot, Charlie»

Tout près de lui, Maranzano se tenait debout. Les lampes électriques éclairaient brutalement son fin visage. Il regardait Luciano et se taisait. Mais ce silence répétait l'ordre donné tout à l'heure.

Luciano dit :

– Je ne le ferai pas.

Maranzano fit un signe. Une volée de coups s'abattit sur Luciano. On le frappait à coups de ceinture et de matraque. Puis il ressentit sur son visage la cuisson

d'une brûlure : on venait de lui appliquer le bout d'une cigarette allumée. Aussitôt après, une seconde cigarette allumée s'écrasa sur le dos de sa main.

On le brûla. On le frappa. Une deuxième fois, il perdit connaissance.

Quand il revint à lui, il n'était plus pendu par les poignets, mais par les pouces. Et le supplice recommença.

A présent Maranzano était sorti de son silence, comme si ses objurgations étaient indispensables pour inciter le *bambino* à se soumettre. A la fin, il y avait dans sa voix quelque chose d'implorant. On aurait cru vraiment entendre un père, torturé par la folle obstination de son fils.

— Ecoute, Charlie, suppliait-il. Ecoute-moi. Ne fais pas l'idiot, Charlie. Tu as un mot, à dire, un seul mot tu m'entends, et on te détache. Et tout ça, c'est fini. Mais c'est stupide de t'entêter et de souffrir. Qu'est-ce qu'on te demande ? De tuer un homme, un homme dont tu sais très bien que, de toute façon, il va mourir. On te demande de le tuer toi-même. Rien de plus. Tu comprends, tu comprends, Charlie ? Le tuer de ta main. Oh ! Charlie ne t'entête pas, ne fais pas l'idiot. Sinon je te jure, c'est toi qui vas mourir.

Avec un couteau, Maranzano lui tailladâ le visage

Charlie s'entêta. Il résista et aux prières de Maranzano et au passage à tabac. A un moment Maranzano, s'approcha, tout près, et Luciano, rassemblant toutes ses forces, lui décocha un coup de pied dans le bas-ventre. Maranzano hurlait de douleur et se tordait sur le sol : « Tuez-le, cria-t-il, décrochez-le et tuez-le ! » Mais avant qu'on ait exécuté ses ordres, il se releva, arracha

le couteau qu'un de ses hommes brandissait déjà et se mit à taillader féroce­ment le visage de Luciano, déchirant les muscles et les tendons de la joue droite, jusqu'à l'os.

Il s'acharna ensuite sur une autre partie du corps, ouvrant une large entaille sur la poitrine de sa victime. Mais quand un de ses hommes sortit un revolver, il arrêta net son geste en disant :

— Arrête ! Il faut le laisser vivre. Il fera bien ce qu'on lui demande.

Pourquoi on l'avait épargné

Plus tard, Luciano se creusa la cervelle pour tenter de comprendre pourquoi on l'avait épargné. La lumière se fit au bout de quelques jours, alors qu'il était cloué sur un lit d'hôpital. Mais oui, c'était clair :

Maranzano savait que Masseria avait une protection formidable, que, pour l'atteindre, il fallait faire partie de son organisation. Maranzano ne pouvait pas se passer de Luciano.

Voilà pourquoi, selon lui, Luciano eut ce jour-là la vie sauve. Détaché, il fut jeté à l'arrière d'une voiture, puis projeté sur la chaussée.

Luciano resta immobile un bon quart d'heure.

— J'avais l'impression, dit-il, que j'avais un couteau planté dans chaque centimètre carré de mon corps.

Il se traîna jusqu'à un lampadaire. Une voiture de police passa, l'aperçut, et l'emmena à l'hôpital. On lui fit cinquante-cinq points de suture.

La police interrogea Luciano. Il dit que des hommes masqués s'étaient attaqués à lui et l'avaient passé à tabac. Qui ? Naturellement, il n'en avait pas la moindre

idée. En bon Sicilien, Luciano respectait l'*omertà*, la loi traditionnelle du silence.

Autres versions

Ce fut seulement en 1961 que Luciano fit ce récit enregistré dans le livre *Le Testament*. Correspond-t-il à l'exacte vérité? Avant cela, d'autres versions avaient circulé dans le milieu new-yorkais. Selon l'une d'elles, Luciano avait été enlevé par des agents fédéraux, spécialistes de la drogue, pour le compte de qui le gangster avait travaillé autrefois en qualité d'« indic ». Il s'agissait d'obtenir encore sa « coopération ». Luciano s'y serait refusé. D'où le passage à tabac.

D'autres racontèrent que Luciano avait été enlevé par un gang rival, qui voulait savoir où le Sicilien avait entreposé son stock de stupéfiants. Luciano aurait refusé de parler.

Dans *Le Testament*, Luciano évite soigneusement, quand il évoque son adolescence, toute allusion à la drogue, comme si cette denrée n'avait jamais fait partie de ses trafics. Il nie de même avoir été le « cerveau » de la drogue dans la période d'après-guerre, quand il fut expulsé en Italie.

Il n'en reste pas moins qu'il fut arrêté pour trafic de stupéfiants, alors qu'il n'avait pas plus de dix-huit ans. Il fut encore arrêté en 1923, pour le même motif; mais obtint un non-lieu.

Au cours de son procès, dont nous parlerons plus loin, le terrible accusateur Dewey, évoquant l'arrestation de 1923, lui posa ces questions « perfides » :

– Est-il exact que, lors de votre arrestation, vous ayez donné aux agents fédéraux des renseignements qui leur ont permis de saisir une malle bourrée de drogue?

- Oui.
- Est-ce que cela ne fait pas de vous un mouchard ?

Luciano « indic » ?

L'intention de Dewey était évidemment de ruiner le crédit de Luciano dans le milieu, en le présentant comme un « indic ». Luciano lui opposa cette parade : il avait été arrêté seul. Tout ce qu'il avait avoué, ne concernait que lui. Il n'était donc pas un mouchard.

Cet épisode reste fort obscur.

Car s'il avoua ses activités, et si ces aveux ne concernaient que lui seul, pourquoi a-t-il bénéficié d'un non-lieu ? Mais, d'un autre côté, il n'est pas possible que cet aspect de la question ait échappé aux autres chefs des gangs. Or, force est de constater que ceux-ci lui conservèrent leur confiance.

On peut risquer une hypothèse. Coincé par les agents fédéraux, Luciano lâcha du lest : il livra seulement une minime partie des stocks qu'il connaissait. Libéré, il put faire valoir, aux yeux de ses complices, l'intérêt de ce marchandage.

Il est toujours très délicat dans les récits des gangsters de démêler le vrai du faux. Ceux-ci ont eu des activités inavouables. Même vieillissants, ils détiennent des secrets qu'il ne leur est pas possible de dévoiler.

Pour en revenir à l'épisode dramatique de Staten Island, la version qu'en donna très tardivement Luciano, nous semble, en fin de compte, la plus vraisemblable. Elle comporte en effet des éléments psychologiques qui relèvent de la mentalité sicilienne et l'ensemble forme un tout cohérent. On ne s'expliquerait pas autrement que Luciano ait survécu.

Ainsi devint-il Lucky

Ayant réchappé à un terrible traitement, Luciano gagna le surnom de *Lucky*, Veinard, qui lui resta. A en croire Luciano, ce surnom fut la trouvaille de Meyer Lansky qui était venu le voir à l'hôpital en compagnie de Costello. Après leur avoir raconté son aventure, Luciano soupira :

- Je crois que j'ai de la veine d'être encore en vie.
- Ça, opina Lansky, pour avoir eu de la veine, tu as eu de la veine. Au fait, ça t'irait bien comme nom *Lucky* Luciano.

De nom il en avait changé par étapes. Il avait d'abord, comme nous l'avons dit, répudié son prénom Salvatore, pour adopter celui de Charlie. Son nom patronymique était Lucania. Il le troqua contre celui de Luciano, plus facile à prononcer en anglais. Si ses amis italiens prononçaient correctement son nom, en respectant l'accent tonique placé sur l'avant-dernière syllabe, il n'en était pas de même au fur et à mesure qu'il étendait le réseau de ses relations dans la bonne société anglo-saxonne. Les gens qui jouaient au golf avec lui écorchaient invariablement son nom. Le fait, mineur en soi, avait le don de l'agacer prodigieusement. Et il finit par adopter Luciano, parce qu'il avait remarqué que cet assemblage de syllabes se coulait sans difficultés dans le moule de la langue anglaise.

Cette adaptation témoignait en somme du comportement d'ensemble de la nouvelle génération, opposé à celui de leurs aînés de la Mafia. La nouvelle génération, qui sortait de la « Petite Italie » américaine, adoptait les mœurs, le langage de la société américaine.

Masseria: «Je suis le «capo»».

Lorsque Luciano sort de l'hôpital, jurant de se venger de Maranzano et d'abattre Masseria avant qu'il soit lui-même assassiné, la crise économique de 1929 éclate.

Si l'équipe de Luciano se rend parfaitement compte de la nécessité de changer le style de ses entreprises, de prendre en main le marché légal de l'alcool et d'investir dans d'autres domaines pour éviter la faillite, elle se réjouit aussi du marasme qui provoque un répit dans leur lutte contre les deux «vieux». Pas pour longtemps : Masseria acquiert la certitude que l'un de ses lieutenants, Reina, est en train de le trahir pour Maranzano ; il convoque Luciano et déclare :

— Il faut que je prouve à chaque morveux de notre organisation qu'il n'y a qu'un *capo* dans la ville de New York et qu'un seul chef de la confrérie en Amérique, et qu'il s'appelle Don Giuseppe Masseria. Si je ferme les yeux sur Reina, Maranzano gagnera cette guerre sans tirer un coup de feu. Je veux que Reina reste avec moi. Démerde-toi comme tu veux, mais démerde-toi.

Le soir même, Luciano tient conseil avec ses inséparables amis, Adonis, Costello, Genovese, Siegel et Lucchese. Seul Lansky n'a pu se joindre à eux. C'est là que Luciano apprend que Masseria veut attaquer en leur faisant assassiner deux lieutenants de Maranzano, Joe Profaci et Joe «Bananas» (Joseph Bonanno). Luciano comprend alors que Masseria veut lui faire endosser la culpabilité du meurtre des deux *castellamarese* et persuader Maranzano que c'est lui, Charlie, qui a empêché Reina de changer de camp. Tous décident alors d'inverser les rôles, de protéger Profaci et Bananas, et d'éliminer Reina de telle façon que Masseria paraisse ce qu'il est : le coupable.

On tire à vue

Ainsi fut fait, et, le 26 février 1930, Vito Genovese abattit Reina dans la rue. La guerre chaude des gangs commençait. Maranzano crut que Masseria était à l'origine du meurtre. Pendant ce temps, Luciano projetait d'éliminer Masseria, et commença par faire abattre son garde du corps, le redoutable Morello. Persuadé que le meurtrier était un gangster de Chicago payé par Maranzano, Masseria, soutenu par Al Capone, décida d'exercer ses représailles à Chicago, où Joseph Aiello, ennemi mortel d'Al Capone, soutien de Maranzano, est assassiné dans la rue. Maranzano riposte par une embuscade, le 5 novembre 1930, dont Masseria se tire indemne.

Les guet-apens se multiplient, on tire à vue dans les rues... Le milieu vit une période de terreur, les affaires périclitent: nul n'a plus le temps de gagner de l'argent!

Luciano et ses amis décidèrent alors de lancer leur offensive. «Lucky» demanda une entrevue à Maranzano, en lui faisant savoir qu'il était prêt à exécuter Masseria. De son côté Maranzano s'engagea, contre la disparition de Masseria, à protéger Luciano et son équipe, à ne pas empiéter sur leurs affaires et à ne plus refuser de collaborer avec des «non-Siciliens», c'est-à-dire surtout avec des Juifs...

Dans la main du mort, un as de carreau

Le marché fut conclu: le 15 avril 1931, Luciano et Joe le Patron discutaient dans le bureau de ce dernier une opération destinée à abattre la presque totalité de

l'équipe de Maranzano. Il faisait beau et Luciano invita Masseria à déjeuner à Coney Island...

Gourmand invétéré, Masseria accepta. Les deux hommes arrivèrent à la Nuova Villa Tammaro, peu après midi. A son habitude, Masseria dévora d'impresionnantes quantités de plats italiens arrosés de chianti et, vers 15 heures de l'après-midi, comme il achevait de se gaver, le restaurant se trouva presque vide. Luciano lui proposa alors une partie de cartes, puis le quitta pour aller aux toilettes. C'était le signal qu'attendaient les tueurs. Vito Genovese, Joe Adonis, Albert Anastasia et Bugsy Spiegel firent irruption dans le restaurant et abattirent Masseria à bout portant. Luciano revint dans la salle, prévint la police et put prouver qu'il n'était au courant de rien...

La presse parla beaucoup du meurtre et l'on vit sur tous les quotidiens l'image de Masseria écroulé sur la table du restaurant, tenant farouchement un as de carreau dans sa main droite. Hasard significatif, ou manœuvre d'un photographe en mal de sensationnel ? Nul ne le sut jamais.

Comme toujours dans la Mafia, Masseria eut droit à un magnifique enterrement. Son corps fut d'abord exposé quelques jours, puis mené au cimetière en grande pompe, recouvert de somptueuses couronnes de fleurs envoyées par ceux-là même qui l'avaient abattu.

Allégeance au chef suprême de la Mafia, Maranzano

Pour Maranzano, c'était le début d'une période euphorique. Débarrassé de son adversaire de toujours, il avait accédé au « trône » de la Mafia et se conduisait en

véritable despote. Mais il ignorait que, pendant qu'il préparait son avènement au grand jour et avec force publicité, Luciano tramait dans l'ombre ses propres plans pour accéder au pouvoir suprême.

Maranzano convoqua pour une véritable cérémonie d'allégeance tous les grands chefs de gang des Etats-Unis. Plus de 500 hommes s'entassèrent dans une salle de banquets du Bronx. Maranzano présidait, Luciano à sa droite. Le vieux caïd se leva et, dans un silence absolu, exposa ses projets. Tout d'abord, il démontra que les *mafiosi* devaient cesser de se combattre entre eux. Il fallait pour cela former une seule et unique organisation, dont la puissance se multiplierait, soumise à un seul chef suprême, le *capo di tutti capi*, en d'autres termes, lui, Giuseppe Maranzano. Foin des appellations vulgaires ou honteuses : l'organisation ne compterait plus des gangs, ou des « bandes », mais des « familles » qui céderaient un pour cent de tous leurs bénéfices au chef suprême. Maranzano institua cinq grandes familles à New York, en précisant qu'elles ne se feraient en aucun cas concurrence, et en nomma les chefs : Lucky Luciano reprendrait la tête de la « famille » Masseria ; Gagliano celle de Reina ; Joe Bonanno, Joe Profaci et Vincent Mangano dirigeraient respectivement les trois autres. Les familles se constitueraient de la sorte : à leur tête, le *capo*, qui ne rendrait compte qu'à Maranzano lui-même, puis plusieurs lieutenants et enfin les simples hommes de troupes. Comme dans toutes les sociétés secrètes, le hiérarchie devrait être scrupuleusement respectée, et la discipline être de fer. Aucune entorse ne serait tolérée à certains préceptes fondamentaux.

La charte à l'ancienne de Maranzano

Aucun homme ne devait, sous peine de mort, parler de l'organisation ou de la famille à laquelle il appartenait, même pas dans son propre foyer.

Chaque homme devait obéir, sans discuter, aux ordres de son chef.

Aucun homme ne devait frapper un autre membre de l'organisation, quelle qu'ait été la provocation.

Tous les griefs accumulés à ce jour, réels ou imaginés, devaient être oubliés et une amnistie réciproque, totale, accordée. L'harmonie devait régir les rapports personnels et professionnels entre familles et entre membres; aucun homme ne pouvait convoiter l'affaire ou la femme d'un autre.

On le voit, Maranzano n'avait fait que reprendre les principes des anciennes sociétés secrètes du Sud de l'Italie: le silence, la fraternité, le respect des chefs et des femmes. Mais ces règles, parfaites pour des peuples de paysans, dans une société féodale aux traditions encore vivantes, n'étaient pas adaptées au monde moderne et même d'avant-garde des États-Unis, au début des années 1930. Elles ne répondraient pas aux besoins d'hommes jeunes, avides de nouveautés, élevés dans des villes tentaculaires et tentantes.

Mécontentement

Maranzano, trop âgé, trop vaniteux aussi, n'avait pas su voir venir le changement voulu par la nouvelle génération, et son couronnement devait de très peu précéder sa chute. Car Luciano n'avait rien oublié des

méfais de Maranzano à son égard. Quant aux autres *capi* des nouvelles familles, leur instinct, tout comme leur éducation, les poussaient vers le jeune, l'enthousiaste Charlie-«Lucky» dont ils avaient pu apprécier depuis longtemps les talents d'organisateur et d'homme d'affaires (même si les affaires qu'il traitait étaient un peu spéciales...) De plus, habitués à vivre indépendants, ils appréciaient peu la mise en tutelle par un « chef de tous les chefs », fût-il Maranzano. Ils n'auraient dépensé tant d'argent, versé tant de sang, pendant leur guerre de *castellamarese*, que pour se voir soumis étroitement au vieux caïd et lui rendre des comptes? Dès la fin du banquet de la Mafia réunifiée, le mécontentement régnait chez les *mafiosi*.

A New York même, Luciano comptait déjà beaucoup d'alliés : son bras droit, Vito Genovese, savait qu'il avait intérêt à trahir Maranzano. En tant que Juifs, Lansky et Siegel pensaient évidemment de même. Tommy Lucchese, lieutenant de la famille Gagliano, était l'un des meilleurs amis de Charlie. Albert Anastasia, lieutenant de la famille de Mangano, le vénérât. Luciano était bien reçu dans la famille de Profaci... De plus, Luciano savait que, lors de la réunion d'Atlantic City, il s'était attiré l'estime de bien des chefs de gangs non new-yorkais ; il lui fallait donc poursuivre son avantage en province.

Luciano bat le rappel

Dès l'été 1930, Luciano se mit à l'ouvrage et partit « en tournée », accompagné de Lansky et de son garde du corps, Mike Garanda. Près de Pittsburgh, ils rencontrèrent le chef sicilien de la Pennsylvanie de l'Ouest,

Salvatore Calderone, qui les assura de son appui.

A Cleveland, ils se réunirent avec Frank Scalise, Moe Dalitz, Frankie Milano (dirigeant de l'Ohio), Santo Traficante qui vint de Floride et enfin l'un des lieutenants de Capone. Là, Luciano comprit qu'il lui fallait attaquer de front, et déclara sans ambages qu'il ne supportait pas la suffisance de Maranzano, un vieux gâteux aux idées démodées, tout juste bonnes à être jetées dans l'Atlantique... Les autres applaudirent : il avait gagné. A la fin de la journée, l'élimination de Maranzano était décidée, et un plan de bataille tracé : Luciano se chargeait du meurtre de Maranzano, puis il ferait connaître la nouvelle à ses alliés dans le pays, qui abattraient aussitôt tous les partisans du vieux caïd.

La réunion de Cleveland avait suscité la curiosité des policiers. Les gangsters furent arrêtés le soir même et il leur fut demandé le pourquoi de leur entrevue. Ils répondirent d'une seule voix qu'ils étaient venus assister à un match de boxe. Il fallut les relâcher. On put seulement exiger qu'ils quittent la ville...

En raison de cet incident, Maranzano eut vent du voyage de Luciano. Il le convoqua pour lui en demander les raisons. Agacé, et sans doute trop sûr de lui, Luciano répondit d'un ton coupant qu'il avait été voir un match de boxe et que cela ne regardait pas Maranzano. Aussitôt, le vieux *mafioso* conçut des soupçons.

En un instant, il se rend compte qu'il ne tient pas entièrement Luciano sous sa coupe, et qu'il faut prendre des mesures pour écarter le danger. Il décide d'éliminer au plus vite Luciano et ses autres adversaires : Genovese, Costello, Adonis, Vincent Mangano et Dutch Schultz.

Mais comment les assassiner sans enfreindre la loi de la Mafia qu'il avait lui-même instituée : nul ne doit

frapper un autre membre de l'organisation? Pour résoudre ce problème, il embauche un tueur étranger à la société, Vincent Coll, plus connu sous le nom de Mad Dog (chien fou). Sans se savoir visés, Luciano et Maranzano se préparaient donc ensemble à se faire tuer...

Luciano prépare l'assassinat

Maranzano était difficile à atteindre : seuls des gens de l'extérieur, inconnus de lui, de ses gardes du corps, pouvaient penser l'abattre et disparaître. Or Maranzano passait le plus clair de son temps dans des bureaux du Grand Central Building, à Manhattan. Une faille, pourtant, s'était faite jour dans ce système de protection que Luciano repéra aussitôt : Maranzano recevait souvent les visites des comptables qui préparaient ses déclarations d'impôts... Quoi d'étonnant dès lors qu'un inspecteur du Trésor vienne vérifier ses comptes? Un faux inspecteur, bien sûr... On fit venir de Baltimore, de Philadelphie et de Boston trois tueurs inconnus, et de race juive, aux traits prononcés. Red Levine prit la tête du groupe. C'était un Juif extrêmement religieux et l'un des plus redoutables tueurs de l'Ohio. Pendant tout l'été, les assassins furent enfermés dans une maison du Bronx où on leur enseigna sans relâche à ressembler à des inspecteurs des impôts. Toute sortie leur était rigoureusement interdite. Ils apprirent à connaître leur victime par des photos. L'entraînement, calcula Luciano, lui revint à près de 80 000 dollars.

L'affaire prenait forme lorsque Nig Rosen pria instamment Frank Costello de venir le voir à Philadelphie. Costello revint effondré de son voyage ; il avait appris que Maranzano songeait à les éliminer et qu'il avait déjà

confié le « contrat » à Mag Dog. L'exécution était prévue pour le mois suivant : Maranzano convoquerait Luciano et ses amis pour une conférence dans son bureau ; ils n'en sortiraient plus vivants. Le 9 septembre 1931, qui des deux adversaires fixa le rendez-vous ? On sait seulement comment il se termina.

Lucky, monarque constitutionnel

Dès le jour de l'enterrement (magnifique) de Maranzano, Luciano fit connaître ses projets : il insista sur le fait que la royauté absolue était désormais abolie, qu'un gouvernement constitutionnel serait mis à la tête de l'organisation et respecterait les droits de chacun. Luciano savait qu'il se gagnait ainsi l'aide de tous les grands chefs de la Mafia américaine, puissants et ombrageux, qui voulaient bien respecter mais tenaient aussi à être respectés. En renonçant au pouvoir discrétionnaire, il acquérait parmi ces hommes l'autorité suprême.

Mais il lui fallait se faire connaître de tous les *mafiosi* du pays. Contrairement à Maranzano, il ne convoqua pas « son peuple » mais fit le voyage de Chicago, où il fut reçu par Capone, qui loua tout l'hôtel des Congrès et une partie du Blackstone, réserva un étage aux représentants de chaque ville ou de chaque groupe, accordant les plus belles suites à leurs dirigeants...

Luciano eut une série d'entrevues privées avec les dirigeants les plus importants. Il leur expliqua la nécessité de créer, au-dessus de l'organisation indépendante de chaque ville, une sorte de consortium national qui assurerait la coordination générale. Il leur prouva aussi l'inanité de la ségrégation entre non-

Italiens et Italiens (à Chicago il avait invité des Juifs, comme Lansky, Siegel, Dalitz, Rosen, Dutch Schultz et Abe Reles, des Irlandais et même des Wasps, les *White anglo-saxon protestants*).

Son plan était mûri depuis longtemps déjà : chaque groupe local jouirait d'une autonomie considérable dans le cadre de sa juridiction. Au sommet, une sorte de conseil d'administration, semblable à ceux des grandes entreprises industrielles, définirait la ligne politique de la Mafia. Il réunirait les chefs des principales organisations. Charlie Luciano en serait président, mais n'aurait pas plus de pouvoir que ses confrères. Jugeant que, jusqu'alors, les simples exécutants n'avaient pas assez de poids auprès des trop puissants *capi*, Luciano créa une sorte de comité qui conseillerait à la fois les soldats et les chefs.

Une nouvelle Mafia, américanisée

En somme, il s'agissait de fonder une nouvelle Mafia, calquée sur les mœurs et coutumes américaines. Lansky, fin psychologue, sentit le malaise que pourrait provoquer, chez des hommes d'origine sicilienne, une trop grande américanisation, et suggéra à Luciano de lui donner un nom qui rappelât le pays. Et ce soir-là l'organisation reprit le nom d'*Unione siciliana*, en souvenir des premiers émigrants qui fondèrent les gangs italiens à New York... Seul le nom devait rester sicilien. Comme l'explique le criminologue Donald R. Cressey, dans *Vol de la Nation* : «A la création de l'*Unione*, les «graisseurs» furent liquidés et l'organisation cessa d'être une vague amicale réunissant des Siciliens de la Main noire et des trafiquants d'alcool



Au temps des Incorruptibles, destruction d'un alambic clandestin par les agents de la prohibition. René Dazy

pour devenir la charpente d'un système d'alliances qui allait gouverner la pègre. Il ne fut plus nécessaire d'être Sicilien pour entrer dans l'*Unione*. Des hommes tels que Meyer Lansky et Bugsy Siegel entrèrent au conseil supérieur de l'*Unione*... Elle comptait pourtant encore parmi ses membres des Siciliens de l'ancien temps qui n'étaient pas des gangsters...»

Lorsque Luciano revint à New York, monarque confirmé de la Mafia, maître incontesté de la pègre américaine, il ne changea guère son mode de vie. Tout au plus déménagea-t-il pour occuper un somptueux appartement au Waldorf Hotel, «ce qu'il y avait de mieux à New York». Autre avantage : le Waldorf est situé à deux pas du Majestic où habitait Costello. Il s'y fit discrètement inscrire sous le nom de Charles Ross : les dirigeants de l'hôtel, à la recherche de clients en ce temps de crise, ne posaient pas trop de questions à ceux qui payaient bien... Un jour, pourtant, le réceptionniste sut qu'il était Charles Luciano, et monta le prévenir que les autres clients de l'hôtel se plaignaient de dormir sous le même toit qu'un célèbre bandit... Deux cents dollars calmèrent immédiatement cet excès de zèle.

La vie d'un dandy

Luciano menait alors une vie fort régulière : rarement levé avant la fin de la matinée, il réglait les affaires courantes en prenant son petit déjeuner. Des amis venaient le voir à cette heure, comme Adonis, Costello, Lucchese, ou Longie Zwillman, qui réglait admirablement les problèmes que leur causaient leurs débiteurs.

Puis Charlie se rendait au champ de courses, ou téléphonait à une maison close... Charlie était rebelle au

mariage : il pensait que sa profession lui interdisait de fonder une famille dont il n'aurait guère le temps de profiter, et trouvait ridicules ses amis qui dépensaient des fortunes en gâtant leurs femmes et leurs nombreux rejetons... Lui préférait de beaucoup payer le tarif normal (20 dollars) pour une après-midi avec une belle fille sans histoires !

Ensuite arrivait le soir, et la préparation du véritable travail. Lucky hésitait longuement devant son extravagante garde-robe, entre ses multiples sous-vêtements de soie, ses chemises toutes brodées à la main, ses paires de chaussures sur mesure et ses innombrables costumes, sur mesure aussi (il en achetait une douzaine environ tous les deux mois).

Il se souvenait des leçons d'élégance de son ami Rothstein et ne ressemblait jamais, même de loin, à un gangster de film policier. Il évoquait plutôt, lorsqu'il sortait, l'image d'un homme d'affaires richissime mais un peu guindé.

Luciano allait dîner dans un restaurant italien, avec quelques-uns de ses amis, et tous allaient déguster des « vraies » glaces à l'italienne chez un marchand ambulancier de la Petite Italie.

Les « affaires »

Enfin le travail commençait : Luciano retournait dans ses bureaux de Manhattan. Il avait conservé ceux du Claridge pour les opérations qui nécessitaient une grande discrétion mais, le reste du temps, il occupait deux pièces meublées sur Broadway, près du drugstore de Moe Ducore, au coin de la 51^e Rue. Sur la porte nulle enseigne, dans le bureau nul dossier, nulle fiche : une

table et quelques chaises composaient tout le mobilier. C'est dans ce décor anonyme et peu compromettant que Luciano traitait ses « affaires » et recevait ses clients, tous les soirs après minuit. C'est là que se décidaient tous les cambriolages, toutes les ouvertures de nouveaux bureaux de bookmaking, toutes les installations de juke-boxes ou de billards électriques, là encore que Luciano entendait quotidiennement, et oralement, les rapports sur toutes ses entreprises (rien n'était jamais écrit par mesure de sécurité) et apprenait le montant des bénéfices (par cœur !). L'argent était toujours caché ailleurs.

Puis venait l'heure de la « virée de minuit » de Luciano : il faisait le tour de tous les *speakeasies*, cabarets à la mode et boîtes de nuit qu'il protégeait et approvisionnait en alcool, puis terminait sa soirée à l'aube, en mangeant un morceau dans un restaurant en compagnie d'un ami... Enfin, il retournait se coucher au Waldorf où, avant de s'endormir il lisait tous les journaux...

L'enjeu des élections

Avec l'année 1932 se rapprochèrent les élections présidentielles. Le krach de 1929 avait fait des ravages. L'économie n'avait pas repris, le peuple était découragé par le gouvernement républicain, las, tout prêt à voter pour le changement, pour le parti démocrate.

Luciano et les autres chefs de l'organisation étaient parfaitement conscients de l'attitude des Américains, et se réunirent pour fixer leurs enjeux dans la bataille électorale qui commençait. A l'intérieur du parti démocrate, trois hommes avaient leur chance d'être élus candidat :

John Nance Garner, un Texan président de la chambre des Représentants, Al Smith, New-Yorkais déjà soutenu par la Mafia aux élections de 1928, et Franklin Delano Roosevelt.

Venant du Texas, ce pays de paysans que les autres Américains considéraient encore comme des sauvages, Garner avait moins de chances que ses deux adversaires. Il fallait donc choisir entre Smith et Roosevelt. L'organisation savait influencer la convention démocrate qui désignait le candidat... Al Smith était assez populaire, et son opposition formelle à la loi Volstead, sur laquelle il n'avait jamais faibli, lui apportait de nombreux partisans. Hélas, il était catholique, et, dans ce continent de Wasps, cela lui avait valu son échec de 1928. Mais ses partisans tentaient sans relâche, et dans tous les milieux, de lui apporter des voix; un évêque téléphona même à Luciano dans ce sens, lui rappelant ses origines catholiques...

Luciano hésita longtemps entre l'un et l'autre candidats. Roosevelt n'était pas très connu, certes, mais sa publicité était très bien faite, et, en 1932, il semblait avoir de fortes chances d'être investi par la convention démocrate. Il lui fallait cependant s'assurer de deux tiers des voix et pour cela il avait besoin de l'appui de la ville de New York, c'est-à-dire de Tammany Hall, la machine du parti démocrate dans New York.

La machine démocrate

Cette machine, née avec les Etats-Unis, jouissait d'une énorme influence, comme le souligne dans *Le dernier des grands patrons* l'écrivain Warren Moscow: «Le système des patrons prenait en charge

l'immigrant dès sa sortie du bateau et faisait de lui un citoyen américain. C'est lui qui lui trouvait un endroit pour vivre, embrassait ses enfants nouveau-nés, invitait sa famille à la promenade en bateau et au pique-nique annuels organisés par le club du district. Il s'agissait là réellement d'événements auxquels on songeait toute l'année dans ces couches misérables où les occasions de se divertir étaient des plus limitées. C'est le système qui s'occupait également de faire sauter les contraventions des riches commerçants, fermait les yeux sur les infractions au code du travail commises par les industriels exploitant au maximum une main-d'œuvre sous-payée, ou obtenait des réductions d'impôts en faveur des détenteurs de grosses fortunes. Le système des « patrons » permettait aux gros bonnets du parti et à l'organisation elle-même de gagner beaucoup d'argent, mais il rendait également plus supportable l'existence de millions de petites gens qui, sans lui, n'auraient jamais pu avoir accès aux « échelons supérieurs » et n'étaient au courant des opérations du gouvernement que par les quelques contacts qu'ils avaient avec la machine du parti démocrate».

Marché avec Roosevelt

Considéré comme celle du parti de la plèbe, la machine de Tammany Hall avait parfaitement accepté Al Smith, d'origine modeste, à l'accent faubourien. L'aristocrate Roosevelt, s'il voulait devenir le candidat à la présidence, serait obligé de s'entendre avec lui. Or, il se trouvait que Luciano avait également besoin de Roosevelt.

Un juge d'instruction, Samuel Seabury, avait à ce moment entrepris de dénoncer la corruption qui régnait à New York. Ses révélations engendraient des scandales où le nom de Luciano et de ses amis revenait constamment... Leur situation devenait de plus en plus inconfortable, et Roosevelt était le seul à pouvoir contrôler Seabury... L'intègre juge démocrate avait non seulement refusé les deux millions de dollars que lui avait offerts l'organisation pour prix de son silence, mais il avait en outre informé le *New York Times* de l'affaire !

Le marché se conclut par l'intermédiaire d'un avocat distingué, voisin et ami de Roosevelt. Officiellement, Tammany Hall se scinda en deux : Jimmy Hines prit fait et cause pour Roosevelt tandis que Albert C. Marinelli soutint Al Smith. Pour les *mafiosi*, la victoire était garantie de toute façon : si Roosevelt était élu, tout le monde revenait vers Hines, si Smith l'emportait, on se tournait vers Marinelli. Lansky, le plus fin analyste du groupe, suggéra d'attendre le tout dernier moment pour décider à qui Tammany Hall donnerait finalement son soutien.

Alors arrivèrent le mois de juin, et la convention de Chicago ; la Mafia ne cessa de surveiller les délégués : Luciano ne quittait pas Al Martinelli, et Costello suivait Jimmy Hines pas à pas. Lansky observait d'un œil discret les agissements de tous les délégués. L'ambiance de la convention était des plus détendues. Les démocrates étaient sûrs de la victoire et l'on mit l'alcool en vente libre dès ce moment. Les bars regorgeant de monde à toute heure, les recettes de l'organisation prospéraient. Au fur et à mesure que se déroulait la convention, il devint évident que Al Smith ne pourrait remporter la victoire qu'avec l'appui total des *mafiosi*.

Roosevelt confirma sa promesse de réduire Seabury au silence, et Marinelli, sous l'influence de Luciano, convertit ses partisans à Roosevelt. On expliqua à Al Smith que la Mafia ne pouvait plus le soutenir. Désarmé, il répondit à Luciano : « Charlie, Franklin Roosevelt ne tiendra pas sa promesse. C'est la plus grave erreur que tu aies faite de ta vie, de lui faire confiance. Il aura ta peau. »

Roosevelt ne tient pas ses promesses

A vrai dire, ni Luciano, ni Costello, ni leurs amis n'aimaient beaucoup Franklin Roosevelt, trop grand seigneur, trop diplomate pour eux. Pourtant, ils avaient joué son jeu.

Smith avait raison : une fois élu candidat officiel du parti démocrate aux élections présidentielles, Roosevelt laissa entière liberté à Seabury. Il consacra même une conférence de presse à la corruption dans la ville de New York. Dès qu'il n'eut plus besoin de Tammany Hall, il se défit de cet allié dont la réputation douteuse pouvait lui nuire le jour des élections.

C'est ainsi que Seabury interrogea sans relâche de fort nombreux politiciens démocrates au sujet de leurs relations avec la Mafia et que le maire de New York, Jimmy Walker, démissionna et prit la fuite en Europe juste à temps pour ne pas être arrêté... L'épuration de la ville de New York était mise en route, et les chefs de la *Mafia* allaient connaître de sérieuses difficultés.

« On s'était fait avoir jusqu'à l'os, conclut Luciano. Mais il y a une chose que je dois dire à l'actif de Roosevelt : il savait y faire (...) Aujourd'hui, quand j'y réfléchis, je me dis que j'aurais fait exactement comme lui si

j'avais été à sa place, et il n'était pas différent de moi.»

Luciano, ce gangster invétéré, gardait malgré lui un certain respect de l'Etat, et une certaine naïveté, puisqu'il confia plus tard : « J'avais toujours su que les politiciens étaient des champions de l'entourloupette, qu'on pouvait les acheter pour une bouchée de pain, qu'on ne pouvait pas leur faire confiance une minute. Mais j'ai eu le tort de penser qu'avec un futur président des Etats-Unis ce serait pas pareil. J'aurais jamais cru qu'on pouvait devenir président en utilisant des méthodes de gangster. J'aurais jamais cru qu'un type qui allait entrer à la Maison Blanche pouvait vous poignarder par-derrière pendant que vous aviez le dos tourné. »

Roosevelt élu, la prohibition disparue, qu'allait devenir la Mafia ?

Reconversion des « affaires »

Tout d'abord, la vente de l'alcool de contrebande rapporta encore quelque temps, car le whisky et la bière non taxés s'obtenaient nettement moins cher que sur le marché officiel. D'autre part, l'organisation, cliente depuis des années des distilleries étrangères, obtint des contrats d'exclusivité qui lui permettaient d'importer et de distribuer seule aux Etats-Unis. Ainsi Costello et Kastel créèrent la société Alliance Distributors, importateur exclusif pour les Etats-Unis de la société écossaise Whiteley.

Lansky, Luciano, Siegel et bien d'autres étaient de gros actionnaires de la société Capitol Wine and Spirit, grands importateurs et distributeurs de vins français. Lansky, contrairement à ses amis, ne chercha pas en

même temps à s'orienter vers un autre secteur d'activité : il resta persuadé que l'avenir restait ouvert aux trafiquants d'alcool, et c'est de ce jour qu'il se sépara du groupe de la Mafia. Il rompit d'abord son association avec Benny Siegel dans le gang Bug et Meyer, et, en novembre 1933, créa la société Molaska, en se servant comme couverture de son beau-père, Moses Citron. Officiellement la société Molaska transformait la mélasse déshydratée en ersatz de sucre. En réalité, Lansky en tirait de l'alcool qu'il vendait en whisky clandestin ou aux distillateurs qui se contentaient de changer la bouteille pour le camoufler en whisky de leur fabrique...

Luciano ne voulait pourtant pas laisser Lansky se séparer complètement de lui. Il lui accorda donc de faire marcher tout seul, sans lui verser le moindre bénéfice, son affaire, mais exigea que Meyer continuât à travailler pour lui. Meyer accepta et amassa ainsi de coquets revenus de part et d'autre, jusqu'au jour où la Molaska fut fermée par les agents fédéraux. Lansky se tourna alors vers d'autres activités extérieures à la Mafia, cherchant toujours une certaine indépendance.

La drogue et le transport

D'ailleurs, le *bootlegging* ne suffisait plus à alimenter le budget de la Mafia, chacun des chefs de l'entreprise se spécialisa dans un nouveau secteur. Vito Genovese, lui, était fasciné par la drogue. Luciano affirme avoir tout essayé pour détourner son ami de ce trafic qu'il jugeait dangereux, mais rien n'y fit. Genovese tenta même d'intéresser l'organisation à ce nouveau et lucratif commerce. Lorsqu'il se maria, en 1932, il

voulut emmener sa jeune femme en Italie pour lui montrer le berceau de ses ancêtres, près de Naples. Il en revint avec d'importants contacts ouvrant la voie à un commerce de drogue direct entre la France et les Etats-Unis. L'organisation refusa, selon Luciano, cette affaire trop dangereuse, mais Genovese s'entêta et, ce fut le début de la grande industrie de la drogue. Tout d'abord, le commerce de la drogue resta relativement peu étendu : il ne prit une importance tragique dans tous les Etats-Unis qu'après la Seconde Guerre mondiale. Mais, s'il atteignait un public restreint, il fut tout de suite extraordinairement rentable pour les importateurs.

Aux heureux temps de la prohibition, les *bootleggers* avaient monté un inappréciable réseau de distribution et de transport de l'alcool. Pourquoi le laisser se démanteler ? Le savoir-faire et l'expérience des camionneurs de la Mafia en font les premiers du pays ! Il suffit de changer les chargements, et de « persuader » les autres compagnies de s'adresser à l'organisation pour le déplacement de leurs marchandises.

Très vite, la Mafia s'assura la clientèle des plus grosses entreprises de fruits et de primeurs des Etats-Unis, préleva jusqu'à un demi-cent par pain sur la production des boulangeries industrielles, et s'associa avec les plus importants fabricants de produits laitiers.

La Mafia étendit son emprise sur les abattoirs, veillant à ce que la viande arrive à destination, et sur les restaurants à qui elle assurait un approvisionnement régulier contre un coquet pourcentage. Le quartier du port de New York, le marché au poisson de Fulton, bien qu'appartenant officiellement à la municipalité, étaient entièrement sous la coupe de l'organisation.

Le jeu, nouveau fruit défendu

Mais surtout les *mafiosi* ont compris, avec la fin de la prohibition, qu'il fallait trouver aux Américains un autre jouet interdit. Si la vente de l'alcool avait été si rentable, si elle avait fait leur fortune, c'était justement parce qu'elle était illicite. Le besoin des consommateurs était né de l'interdiction. Tout autant que l'alcool, ils savouraient le fruit défendu.

Maintenant il fallait susciter en eux une autre passion, satisfaire leur goût du danger. Le jeu, sous toutes ses formes, commença à prospérer. Frank Costello se spécialisa dans le commerce des machines à sous. Personne n'avait encore songé à profiter des « machines à bras », alors que d'autres jeux de hasard étaient déjà annexés, les paris clandestins par Arnold Rothstein, les loteries de nombre par Dutch Schultz. Vouloir leur faire concurrence eût été le début d'une guerre aussi féroce que celle des *castellamarese*.

Homme d'affaires prévoyant et avisé, Frank Costello ne se lança pas à l'aveuglette. D'abord, il obtint de la société qui fabriquait les machines à sous l'exclusivité de la vente pour la ville de New York. Puis il soudoya les dirigeants démocrates de Tammany Hall et quelques fonctionnaires bien placés dans la police. Enfin il engagea ses propres représentants, ses propres encaisseurs, ses propres réparateurs et même ses propres détectives chargés de retrouver les machines volées ! Malgré tout, les lois anti-jeux coûtaient fort cher à Costello qui devait sans cesse graisser la patte aux policiers.

Un sergent raconta plus tard : « Sur chaque machine était apposée une petite étiquette rose sur laquelle était inscrit le nom de la compagnie et un numéro de télé-

phone. Si un flic entrait dans la boutique pour saisir la machine, il lui suffisait de composer le numéro en question pour que l'un des agents de Costello vienne régler le problème à l'amiable avec lui. Il avait une vingtaine d'agents à son service.» Et la police new-yorkaise comptait bien peu de policiers intègres capables de refuser les dollars de la Mafia...

Las de payer des pots-de-vin, Costello imagina de tourner la loi anti-jeux: il créa la Louisiana Mint Company. Si l'on introduisait une pièce de monnaie dans la machine, elle vous restituait un paquet de bonbons. Si des cerises ou des citrons apparaissaient sur le tableau, la machine vous versait aussi des jetons que le caissier vous changeait contre de l'argent pour rejouer. La Cour suprême de l'Etat, saisie du procès, jugea que les machines étaient des machines à acheter des bonbons et non des machines à sous... Les magistrats avaient-ils été payés pour rendre ce jugement? On le suppose. Toujours est-il que cette forme de jeu fut légale pour un temps!

Mais New York devenait difficile pour les *mafiosi*: l'épuration gouvernementale poursuivait son cours sans faiblir. Un maire intègre et décidé à éliminer la pègre, Fiorello La Guardia, surnommé La Petite Fleur, venait d'être élu.

Le gouverneur de Louisiane appelle les « mafiosi »

C'est alors que Costello décida, avec son associé Phil Kastel, de s'installer en Louisiane. Lors de la convention de Chicago, les *mafiosi* avaient rencontré un personnage assez extraordinaire, Huey Pierce Long, gouverneur de la Louisiane. Long régnait pratiquement en

dictateur sur son Etat et leur avait proposé de s'installer chez lui.

Grand buveur d'alcool, amateur de femmes, démagogue-né, Long avait accédé au pouvoir en proclamant sa volonté de partager plus équitablement les richesses des Américains. Il s'en prenait vertement aux « ploutocrates » de Wall Street, assurait les travailleurs qu'il les enrichirait sous peu, et proposait de limiter à un million de dollars le revenu annuel de chaque citoyen... Lorsqu'un groupe d'investisseurs bâtit un pont à péage sur le lac Pontchartrain, il en fit immédiatement construire un identique, mais gratuit, gagnant ainsi la reconnaissance de tous les pauvres gens des bayous. Elu gouverneur de la Louisiane en 1928, il n'attendit même pas la fin de son mandat pour se faire élire sénateur et agrandir sa zone d'influence, mais garda le contrôle de l'Etat grâce à ses hommes de main judicieusement placés aux postes clefs.

Pourquoi Huey Long proposa-t-il aux *mafiosi* de venir s'installer dans son fief? Certains disent qu'un jour où il avait trop bu dans un cabaret de New York, il tomba amoureux d'une call-girl du milieu qui s'arrangea pour faire prendre des photos compromettantes, puis le fit chanter, et que ce fut Costello qui le tira de ce mauvais pas. Peter Hand, politicien de La Nouvelle-Orléans, défend la version suivante: toujours dans un bar de New York, à Long Island plus exactement, Huey Pierce Long aurait évité une solide correction grâce à l'intervention d'un ami de Costello, et lui aurait voué une profonde reconnaissance.

Peut-être était-ce tout simplement l'appât du gain qui poussa Long à s'entendre avec Costello: le racket des machines à sous était une entreprise très lucrative, et Costello sans conteste le meilleur spécialiste des

Etats-Unis. Le directeur de l'hôtel Roosevelt de La Nouvelle-Orléans, Seymour Weiss, aurait remis chaque mois vingt mille dollars à Huey Pierce Long, Luciano prétend qu'en trois ans la participation de Huey Long dans l'opération lui avait rapporté plus de trois millions de dollars cash !

Enfin Costello lui-même affirma en 1951 devant la commission Kefauver, que Long obéissait à des motifs de bienfaisance : il prétendit l'avoir rencontré dans un hôtel new-yorkais et avoir accepté, contre l'installation de ses machines à sous, de verser quarante mille dollars par an aux caisses des organisations charitables de la Louisiane. Il insista aussi sur le fait que Long lui avait promis de faire adopter par la législation de l'Etat un décret légalisant les machines à sous.

Phil le Dandy à La Nouvelle-Orléans

Quoi qu'il en soit, Phil Kastel prit les rênes de l'affaire, la Pelican Novelty Company, depuis l'hôtel Roosevelt, à La Nouvelle-Orléans, sous la direction de Costello, à qui il rendait compte presque quotidiennement à New York, par téléphone.

Kastel, ou Phil le Dandy, était né dans les bas-fonds de New York en 1886. Haïssant la violence, aimant le luxe, placide et bien élevé, il n'avait jamais participé à des actions violentes dans la Mafia : il préférait courir les cabarets à la mode, les restaurants élégants, les champs de courses et les revues déshabillées...

Toujours d'une élégance à la pointe de la mode, il trompait bien son monde ; il avait été directeur d'un night-club à Montréal, puis arrêté pour extorsion de fonds. Il bénéficia d'un non-lieu, et s'improvisa agent de

change : il achetait des actions pour un client, gardait les papiers « pour plus de sécurité », puis les revendait en empochant l'argent.

Il fut arrêté et purgea trois ans de prison, après quoi il devint le partenaire attitré de Frank Costello. A La Nouvelle-Orléans, il était fort apprécié et, malgré son mariage avec une prostituée, on le recevait dans les meilleures familles. Un juge de la ville en trace un portrait flatteur : « C'était un homme extrêmement raffiné. Il n'était pas beau, il n'était ni expansif ni brillant, mais c'était un être remarquablement intelligent doublé d'un homme d'affaires hors pair. D'après ce que je sais de lui, je crois qu'il aurait pu se trouver à la tête d'un des meilleurs restaurants américains : il aurait fallu que vous voyiez comment il gérât le Beverly Club pour en être convaincu. »

Le pactole des machines à sous

De New York, Frank Costello fixait le prix à payer pour l'acquisition de nouvelles machines, réglait les problèmes que lui soumettait Phil, veillait à la bonne marche des affaires et venait lui-même en Louisiane plusieurs fois l'an pour discuter avec tous les employés. Le reste du temps, Kastel installait de plus en plus de machines sous l'œil débonnaire de Huey Pierce Long. Malheureusement, le 8 septembre 1935, la situation se renversa : un jeune laryngologiste de La Nouvelle-Orléans, Carl Weiss, abattit Huey Pierce Long d'un coup de revolver, en pleine ville. Agissait-il pour son propre compte en débarrassant l'Etat d'un dictateur, ou voulait-il venger son père, politicien malchanceux ? Il n'eut pas le temps de le dire car les gardes du corps

de Long le truffèrent instantanément de balles.

Le tout-puissant gouverneur disparu, Kastel devait agir avec prudence pour maintenir la prospérité de la Pelican Novelty Company. Au cours d'une entrevue avec trois des politiciens les plus puissants de l'Etat, il convint de céder 10 pour cent des recettes à Freddie Rickerford, 10 pour cent à Tom Hill et 10 pour cent à Peter Hand. Selon Peter Hand, les négociations furent brèves : peu au courant des pouvoirs et de l'influence de Kastel, ils tentèrent d'obtenir le double. Kastel aurait répondu : « Si vous croyez que je vais travailler pour vos beaux yeux, autant quitter cette pièce illico. La proposition que je vous fais n'est pas à discuter. Il faut encore que je m'occupe de la police, de la mairie et tout le reste... »

Les frais de l'entreprise, en effet, étaient lourds. Il ne s'agissait pas tant de savoir si les autorités accepteraient les pots-de-vin, mais de calculer jusqu'où pouvait aller leur gourmandise. Tout comme dans une entreprise légale, on établissait un bilan des dépenses et des recettes. La Pelican Novelty Company prospéra ainsi sans difficultés jusqu'en 1939, où le fisc inculpa Costello et Phil le Dandy de fraude fiscale.

Selon l'acte d'accusation, les deux hommes auraient gagné, entre 1935 et 1937, plus de 2,75 millions de dollars, volant le gouvernement de 530 000 dollars. Encore ce chiffre était-il vraisemblablement au-dessous de la vérité... Faute de preuves tangibles, le procès s'acheva par un non-lieu, et la société continua de progresser, créant même deux filiales, la Crescent Music Corporation et la One-Stop Coin Machines.

CHAPITRE VI

DEWEY KNOCK-OUTE LUCIANO

Dans le pays tout entier, les casinos se multipliaient. Pourquoi ne pas étendre la chaîne jusqu'au-delà des frontières ? Les Caraïbes au climat agréable accueillirent chaque année de plus en plus de touristes américains. Aussi Lansky y effectua-t-il plusieurs voyages de reconnaissance et, au printemps 1933, réunit-il chez Luciano les chefs de la Mafia.

Il avait établi des contacts à La Havane et estimait utile de miser sur ce nouveau marché. Seulement, il fallait tout d'abord investir, et il réclama un demi-million de dollars à ses confrères... Le chiffre fit l'effet d'une bombe, mais Luciano déclara tout net que l'enjeu en valait la chandelle, et nul ne broncha plus !

Contrat avec Batista

En septembre de la même année, Lansky signa un contrat avec le dictateur de Cuba, le célèbre Batista : l'*Unione siciliana* obtenait le droit exclusif de l'exploitation des maisons de jeu à Cuba, et le contrôle du casino de l'hôtel national, qui existait déjà. En échange, Batista reçut 3 millions de dollars en espèces, versés à un compte en banque à Zurich, et l'assurance d'un revenu annuel minimum de 3 millions de dollars. Selon Charlie Luciano, le pourcentage de Batista lui rapportait toujours davantage... L'essai fut à ce point couronné de succès que la Mafia créa des centres de jeu à Nassau, aux Bahamas britanniques et dans d'autres lieux touristiques. Elle envisageait même d'ouvrir des succursales en Europe.

À l'époque Dutch Schultz était l'un des rares chefs de gang indépendant de la *Mafia*. Il tirait ses revenus, extrêmement importants, de la loterie clandestine dont il s'était acquis le monopole. Né au tout début du siècle à Yorkville, dans l'Upper East Side de Manhattan, il avait lui aussi commencé très jeune sa carrière criminelle. Il fut arrêté pour la première fois à l'âge de 17 ans, sous son nom véritable, Arthur Flegenheimer. Ce Juif hollandais avait mauvaise réputation et, à la fin de sa vie, comptait treize arrestations pour motifs divers : vols, scandales sur la voie publique, meurtres...

Nul, à le voir, n'aurait pu soupçonner son immense fortune : mal rasé, les ongles sales, aux pieds des chaussures de confection, il se vantait de ne payer ses costumes que 35 dollars pièce et provoquait l'envie de lui offrir des pantalons neufs ! Pourtant, au début des années 1930, il jouissait d'une très grosse influence politique et possédait ou « contrôlait » tous les opéra-

teurs de loterie clandestine de New York. Son chiffre d'affaires quotidien s'élevait à plus de 35 000 dollars et il s'attribua les services d'un génie de la finance, Otto Berman, qui parvint à faire passer ses bénéfices habituels, après paiement des gagnants, des deux tiers aux trois quarts. Un tueur ambitieux, Vincent Coll, le fameux Mad Dog chargé par Maranzano d'éliminer Luciano, voulut empiéter sur son terrain de chasse: il le fit abattre à la mitrailleuse dans une cabine téléphonique de Manhattan.

Mais le service fédéral des impôts avait depuis longtemps l'œil sur les *mafiosi*. Déjà Waxey Gordon avait été arrêté, et à la fin de l'année 1932, le bruit courait que Dutch Schultz était visé à son tour. En 1933, le grand jury fédéral l'inculpa de non-déclaration de revenus pour les années 1929, 1930, et 1931, en affirmant qu'il avait perçu un revenu imposable de près de 500 000 dollars. Si l'accusation était fondée, Schultz serait obligé de verser ses arriérés d'impôts, une amende d'environ 100 000 dollars, et se verrait condamné à une peine de prison pouvant aller jusqu'à 43 ans...

Pour éviter le procès, où il était sûr d'être condamné (jamais l'Etat n'avait perdu un seul procès pour fraude fiscale), Schultz disparut. On afficha des avis de recherche dans tout New York. Peine perdue: il demeurerait invisible... grâce à la complicité de la police. Pendant un an, il vécut à peu près normalement dans différents appartements de New York, ne se montrant qu'à ses amis et à ses partisans. Il pouvait ainsi aisément continuer à surveiller la bonne marche de ses affaires.

A l'été 1934, le secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau, fit proclamer Schultz «ennemi public n° 1» par Edgar Hoover, le chef du F.B.I., et eut une entrevue avec Fiorello La Guardia, le nouveau maire de New York,

qui chargea à son tour ses hommes de se mettre à la recherche de Schultz.

Luciano décida alors de prêter main-forte à Schultz et l'envoya chez Albert Anastasia qui lui trouva une cachette sûre. La Guardia, élu en 1933, s'était juré de « chasser de la ville ces clochards » (il parlait d'Ericson et Costello).

L'offensive du maire La Guardia

En s'attaquant à Schultz, La Guardia avait bien l'intention de mettre fin aux agissements de tous les membres de l'organisation. Il obligea ses hommes (dont beaucoup étaient à la solde des *mafiosi*) à faire venir les chefs, Luciano, Adonis, Moretti, Costello, au commissariat, fit jeter quelques centaines de machines à sous de Costello dans l'East Side River sous l'œil avide des journalistes, fit savoir qu'il considérait Luciano comme une « vulgaire petite gouape ». Bref, il lança une offensive psychologique destinée à abattre le moral de ses adversaires et à se tailler une forte popularité au sein du public.

Ces banderilles, si elles agaçaient les *mafiosi*, ne leur faisaient pas oublier le problème Schultz. Il était clair que celui-ci ne pouvait demeurer longtemps caché, sous peine de perdre le contrôle de son empire. D'autre part, s'il se soumettait au procès, il paraissait évident qu'il serait condamné. L'avocat de Schultz, J. Richard Davis, mieux connu par son surnom de Dixie, avocat marron spécialisé dans les affaires douteuses et grand amateur des danseuses de Broadway, eut raison de l'avarice de son client et tenta une dernière manœuvre de corruption. Il offrit au gouvernement, contre l'aban-

don des poursuites concernant Schultz, une somme de 100 000 dollars, qui réglerait l'arriéré d'impôts. Morgenthau refusa, hautain : « On ne marchande pas avec des criminels », déclara-t-il.

Schultz se résigna donc à subir un procès.

Le retour de Dutch Schultz

C'était une erreur. Il revint, au bout de dix-huit mois et, grâce aux efforts de ses avocats, obtint d'être jugé à Syracuse(1). Il y fut momentanément relaxé. Puis il fut définitivement acquitté par le tribunal de Malone.

Schultz, avant son exil, avait pour chef de son équipe de tueurs un certain Bo Weinberg. Après son acquittement, il le convoqua. Weinberg évita de se rendre à ce rendez-vous. Après le départ de son patron, il était passé du côté des autres et avait sans doute quelques comptes à rendre.

Peu après, Bo Weinberg disparut. On n'entendit jamais plus parler de lui. L'opinion qui prévalut fut que Dutch Schultz avait dû lui faire confectionner « un costard en ciment », et que son corps, enseveli dans ce linceul, gisait au fond de l'East River.

A quelque temps de là, l'attorney général Dodge, accusé de corruption au bénéfice de Schultz, fut remplacé à ce poste par le jeune avocat Thomas Dewey.

Cette nomination plongea dans une rage intense le Hollandais, qui avait déjà eu maille à partir avec Dewey. Il se mit à répéter partout :

— Il nous faut ce Dewey. Il faut lui flanquer un coup sur la tête.

(1) *Etat de New York.*

Hésitation sur le projet de meurtre de Dewey

Certains membres du syndicat n'étaient pas loin de partager cette idée. D'autres y étaient au contraire farouchement hostiles, estimant que le meurtre de Dewey dresserait l'opinion contre eux et ne manquerait pas de provoquer une formidable offensive policière.

Il s'ensuivit une importante réunion au sommet, qui se déroula à New York.

Il y eut deux réunions, tout à fait semblables à celles de n'importe quel conseil d'administration, où l'on discute serré, naturellement, parce que des intérêts importants sont en jeu, mais avec calme, avec sang-froid, en pesant le pour et le contre. Les partisans du meurtre faisaient valoir qu'il fallait à tout prix stopper ce Dewey, l'empêcher de développer une enquête dont on ne pouvait prévoir sur quoi elle déboucherait. Leurs adversaires rétorquaient qu'on ne pouvait prétendre « descendre » un attorney général comme n'importe quel citoyen. Ils remportèrent un premier succès en obtenant que la décision fut renvoyée à huitaine, afin que chacun eût le loisir de méditer sérieusement sur le choix à faire.

Schultz ne pouvait dissimuler son impatience.

— Imaginez que la semaine prochaine nous décidions sa mort. Nous n'allons pas perdre encore une semaine pour les préparatifs. Commençons les répétitions tout de suite.

On le lui accorda. Dès le lendemain, les allées et venues de Dewey seraient minutées. Et l'on mettrait au point tous les détails de l'exécution.

Le travail fut confié à Anastasia qui, dans le domaine délicat de l'exécution d'un « contrat », était au moins l'égal de Reles.

La filature de l'attorney était une entreprise particulièrement difficile. Dewey avait en effet à sa disposition deux « gorilles » expérimentés. Leur œil de techniciens pouvait déceler assez vite la surveillance que le gang se proposait d'exercer.

Les habitudes régulières, si dangereuses

Quelqu'un trouva la solution. Dès le lendemain, sous la fenêtre du procureur, gorilles et passants purent voir un brave homme qui s'évertuait à apprendre à son jeune fils, au demeurant fort maladroit, à monter à bicyclette. Ils n'accordèrent naturellement aucune attention à ce personnage. Et, pendant quatre jours, celui-ci put vérifier que le procureur quittait tous les matins son domicile à la même heure, qu'il se rendait ensuite en compagnie de ses deux anges gardiens au drugstore le plus proche, tandis que ses deux accompagnateurs restaient devant la porte du magasin.

C'étaient là des points importants en faveur d'un futur attentat. Tous les spécialistes de la clandestinité savent que les habitudes régulières de vie, si elles sont à bien des égards louables, sont des plus dangereuses pour un homme dont une organisation quelconque conspire la mort. Un attentat sûr découle en effet d'une connaissance précise des horaires et des habitudes de la « cible ». Le fait d'adopter un mode de vie fantaisiste, d'emprunter des itinéraires différents pour quitter ou regagner son domicile, complique au contraire singulièrement la tâche des tueurs.

A partir des constatations faites par l'homme à l'enfant, qui put notamment établir que Dewey, tous les matins, donnait son premier coup de téléphone de la

cabine téléphonique située à l'intérieur du drugstore, les préparatifs de l'attentat furent activement poussés. La bande d'Anastasia vola une conduite intérieure noire au moteur particulièrement puissant, car le futur tueur devait emprunter ce véhicule pour assurer sa fuite. Elle fut dissimulée dans un garage jusqu'à la date prévue pour l'attentat. Les hommes d'Anastasia volèrent aussi les papiers d'une autre voiture qui furent transférés à celle du meurtre.

Choix et préparation des armes

Les revolvers furent enfin choisis avec un soin particulier. On les préleva dans des caisses d'armes destinées à être exportées en Europe. Il était douteux qu'on se préoccupât de cette disparition. Et, même si elle était constatée, cela prendrait des mois avant que l'on sût avec certitude quelle arme avait servi à tuer le procureur.

On poussa les précautions encore plus loin. En général des gens qui veulent éviter l'identification d'un revolver se contentent d'en gratter le numéro. Mais les progrès réalisés dans les laboratoires rendent ces précautions illusoires. Il suffit en effet de faire une application d'acide (nitrique, hydrochlorique) ou de glycérine pour faire apparaître l'empreinte du numéro qui est profondément gravée dans la texture du métal. Les gangsters savaient cela. Aussi firent-ils appel à un armurier qui creusait le métal assez profondément pour que toute réapparition du chiffre fût impossible, en dépit des traitements chimiques. On décida en outre que le canon des revolvers serait muni d'un silencieux.

Le plan

Ces dispositions matérielles une fois prises, le plan de l'attentat fut tracé. A l'évidence, il s'agissait de frapper au point faible du système de protection de Dewey, c'est-à-dire dans le moment où les gardes du corps, restant à la porte du drugstore, perdaient le contact avec leur protégé.

Le jour J du meurtre, le tueur se présenterait donc devant le comptoir du drugstore où il achèterait un article de consommation quelconque, tandis que le procureur entrerait dans la cabine téléphonique. A cet instant, le tueur pivoterait dans sa direction, sortirait son revolver et abattrait infailliblement sa victime, cible idéale dans sa cage de verre. Avec un silencieux, un coup de revolver ne produit qu'un son mat, comparable au claquement d'un tiroir qui se ferme, qui pouvait à la rigueur passer inaperçu dans le brouhaha d'un drugstore. De toute façon, il ne pouvait être perçu par les deux gardes restés sur le trottoir.

Dès qu'il aurait abattu Dewey, le tueur tiendrait en respect le patron derrière son comptoir. Puis il sortirait sans hâte, son arme remise dans sa poche, passerait devant les gardes du corps, et gagnerait aussitôt la voiture garée au coin de la rue voisine.

Projet repoussé

Tel fut le plan du « contrat » destiné à liquider Dewey. Il était certes habile et minutieux. Mais le passage de la théorie à la pratique n'eut jamais lieu. A la seconde séance de la *Cour Kangourou*, Dutch Schultz et ses amis furent battus par les conciliateurs. Ceux-ci ne se conten-

tèrent pas d'attirer l'attention sur l'extraordinaire mobilisation policière que pouvait entraîner un crime commis contre l'avocat général. Ils proposèrent, à l'instigation de Lepke, un contre-plan.

– Les données du problème sont simples, expliqua celui-ci. Pour que l'un de nous soit poursuivi devant la justice, il faut, vous le savez, une inculpation par le grand jury. Et celui-ci ne peut décider les poursuites que si des témoins déposent contre nous. La solution est que nous supprimions les témoins. Sans témoins, le grand jury ne peut rien faire et, donc, nous ne pouvons être poursuivis.

Soutenu par Luciano, Lepke fit encore remarquer que les pouvoirs de Dewey ne concernaient que le territoire de l'Etat de New York. Les intérêts de la *Cosa nostra*, dans l'ensemble des Etats-Unis, étaient beaucoup plus importants que les bénéfices obtenus grâce au racket dans le seul Etat de New York. Or, c'était sûr, la mort de Dewey, entraînerait une vague de répression contre les gangs sur tout le territoire de l'Union. N'était-il pas disproportionné de tuer cet homme?

Ainsi Dutch Schultz fut-il battu et Dewey sauvé d'une mort très probable. Pour soutenir son point de vue, le Hollandais ne trouva que Gurrah, pourtant associé de Lepke, mais tête chaude lui aussi, et porté sur les méthodes directes et brutales.

Tous les autres votèrent contre: le pouce baissé vers le sol.

Ce geste, qui évoquait celui des empereurs romains condamnant à mort les gladiateurs vaincus, signa aussi en quelque sorte l'arrêt de mort de Dutch Schultz. Car celui-ci ne voulut pas renoncer à son projet. Dans les jours qui suivirent, il se répandit partout en propos amers ou furieux, jurant qu'il allait se charger lui-même

de l'opération et que ce Dewey, avec ou sans l'accord de *Murder Incorporated*, n'en avait plus pour longtemps.

La Cour Kangourou condamne Schultz

La *Cour Kangourou* en fut bien vite avertie; ses membres réagirent. D'une part, cet imbécile de Dutch Schultz allait commettre cet acte dont ils avaient pesé les dangers et dont ils subiraient les retombées, alors même qu'ils ne l'avaient pas voulu. Mais, surtout, l'attitude du belliqueux Hollandais leur parut intolérable en ce qu'elle était un défi insolent porté à l'autorité du comité central.

La *Cour Kangourou*, qui avait repoussé la mort de Dewey, vota donc en secret celle d'un de ses membres.

Il était plus difficile d'abattre un chef de bande que l'attorney général. Le Hollandais avait pour se protéger toute une équipe à la détente facile. En outre, ses apparitions en public étaient rares. Sauf au Palais de la Bière, dans le bas Newark. Là, il gagnait, dès son arrivée, une arrière-salle où il donnait ses rendez-vous, ne communiquant avec le reste de l'établissement que par une seule porte qu'il était commode de faire garder.

Le Syndicat du Crime devait à tout prix abattre Schultz, qui était sur le point de faire tuer Dewey. Une terrible course de vitesse était engagée.

Le Syndicat désigna trois tueurs pour le «contrat» Schultz. Les deux premiers, Mendy Weiss et Charlie Workman, dit The Bug (La Punaise), étaient des hommes de Lepke. Le troisième, dont on ne connaît que le pseudonyme, Piggy, appartenait à la bande de Jersey. On l'avait choisi pour piloter la voiture destinée

à assurer la retraite des tueurs, parce qu'il connaissait parfaitement le réseau routier de Newark.

Il conduirait donc la voiture. Mendy, gros homme spécialiste de l'étranglement, assurerait la protection, près du Palais de la Bière, pour récupérer Workman. A celui-ci reviendrait la tâche la plus périlleuse : percer à lui seul la garde de Dutch Schultz, et liquider le gangster dans sa tanière.

La date de l'opération fut fixée au 23 octobre 1935. On savait, par un indicateur de l'entourage du Hollandais, que celui-ci se rendrait certainement au Palais de la Bière. Toute l'histoire de la Mafia et des gangs est tissée de trahisons identiques.

L'indicateur fournit un autre renseignement : dans trente-six heures, Dewey serait abattu.

En définitive tout reposa sur l'audace inouïe de Workman. C'était un tireur incomparable, et d'un sang-froid exceptionnel.

Un homme se lavait les mains

A dix heures du soir il descendit tranquillement de la voiture, tandis que Piggy restait au volant et que le gros Mendy se postait devant la porte. Et il entra.

Devant lui s'étendait un décor qu'il connaissait bien. Une longue salle, et, à son extrémité, cette petite arrière-salle où le Hollandais devait se trouver. La salle principale contenait un bar; à côté de celui-ci se trouvait une porte qui donnait accès aux toilettes. Workman avait déjà repéré ce dispositif et jugé qu'il devait, tout d'abord, s'assurer qu'aucun homme de Schultz n'occupait les toilettes. Sinon il risquait d'être pris de flanc par le tir qui proviendrait de là.

Il ouvrit la porte d'un geste vif. Lui tournant le dos, un homme était en train de se laver les mains. Cette silhouette lui rappela vaguement quelqu'un. Il n'avait pas le loisir de réfléchir. Il devait éliminer un ennemi possible. C'est ainsi qu'on exécute un bon « contrat ». Il fit feu, ressortit aussitôt, et pistolet au poing, fonça vers l'arrière-salle.

Dans le tumulte, l'opération se déroula à une vitesse folle; des consommateurs hurlèrent, se jetèrent à même le sol ou se ruèrent vers la rue, le patron du café plongea derrière son bar. L'effet de surprise joua à plein. Dans l'arrière-salle, trois « gorilles » du Hollandais avaient le nez fourré dans les paperasses de la comptabilité. Ils sautèrent sur leur revolver. Mais déjà Workman ouvrait le feu. En quelques secondes, il abattit Lulu Rosenkrantz, chauffeur de Schultz, Ab Landau, et Berman, spécialiste de la cote des paris. Aucun d'eux n'en réchappa.

Dutch Schultz n'était pas dans la pièce. Le « contrat » était raté.

A cet instant, une idée jaillit dans la cervelle de Workman: l'homme des toilettes! Il ne l'avait pas identifié complètement, parce que l'autre lui tournait le dos.

Les consommateurs s'étaient enfuis. Le bar était vide. Workman avait encore quelques secondes pour vérifier qu'il ne se trompait pas. Il retourna aux toilettes. Oui, c'était bien Schultz qui gisait là. L'eau du robinet qu'il n'avait pas eu le temps de fermer continuait à couler, avec son bruit monotone.

Surprise désagréable

Workman, qui avait des nerfs d'acier, fit rapidement les poches de la victime. Après quoi il quitta le Palais de la Bière.

Une surprise désagréable l'attendait. Plus de voiture, pas de Mendy à l'horizon. De toutes parts des gens accouraient, et on entendait déjà le hurlement d'une sirène de police. Workman eut juste le temps de s'éclipser par une rue latérale. Il dut traverser des cours, courir, haletant, à travers des terrains vagues, sauter des fossés, avant de trouver un taxi qui le ramena à New York.

Il était hors de lui. Et il obtint facilement la réunion de la *Cour Kangourou* pour juger Mendy, coupable d'abandon de poste dans l'exécution d'un « contrat ».

C'était là une faute très grave dans le code de la *Cosa nostra*. Si Mendy ne parvenait pas à se justifier, il serait sans rémission condamné à mort et abattu.

Mendy s'en tira. Le jour où il comparut devant « la Cour », il plaida que le « contrat » prévoyait qu'il devait rester à son poste jusqu'au moment où Workman ressortirait; que celui-ci avait pour mission d'abattre Schultz, mais non de fouiller ses poches, cause d'une perte de temps précieux. L'alerte était donnée; Workman ne reparaisait pas. Il pouvait très bien avoir succombé au cours de la fusillade. Le « contrat » n'avait jamais stipulé que lui-même, Mendy, et Piggy, devaient rester sur place et attendre gentiment qu'un policier vint leur mettre la main au collet.

« La Cour » se rangea à ces raisons. Et Workman, à sa grande fureur, fut débouté.

Le travail n'avait pas été entièrement accompli puisque Dutch Schultz lutta encore vingt-quatre heures



*Le maire de New York fait détruire les machines à sous
qui ont été saisies dans la ville lors d'une opération
destinée à battre ses adversaires (Costello, Luciano),
et à se tailler une forte popularité au sein du public.*

Keystone

contre la mort. Il délirait. La police tenta néanmoins de le faire parler. Mais on n'en tira rien.

Dewey part en guerre contre Luciano

Dès ce moment, Dewey braqua ses feux sur Lucky Luciano, et n'eut de repos qu'il soit en prison. A cette époque, Luciano était extrêmement connu aux Etats-Unis, sa position très en vue, ses avis recherchés. Lui-même se compare à un p.d.g. d'une très importante société.

A l'été 1935, il partit comme de coutume à Saratoga, pour la saison des courses. Pendant ce temps, Dewey cherchait par tous les moyens une faille dans son inaltérable couverture. Luciano était admirablement protégé. Il accumulait tant d'intermédiaires entre lui et le «travail» que nul ne pouvait jamais dire: «C'est Luciano qui m'a payé pour ce cambriolage», ou «Ce casino appartient à Luciano».

Mais Dewey s'entêtait et finit par trouver un semblant de piste: il mit au jour l'organisation à New York d'un syndicat du vice qui contrôlait la prostitution dans la ville et régnait sur toutes les maisons closes. L'enquête fit apparaître que ce syndicat était dirigé par Ralph Liguori, dit *The Pimp*, le maquereau, connu pour appartenir à la bande de Luciano, par James Frederico, Meyer Berkman, Jesse Jacobs, Benny Spiller, Abe Wahrman, Tommy Pennochio, dit *The Bull*, et par Little Davie Bettillo, bien connus pour appartenir à l'organisation. Il fallait alors prouver une relation entre ce syndicat et Luciano.

Le 1^{er} janvier 1936 on arrêta plus de cent tenancières de maisons closes et prostituées, ainsi que Liguori,

Pennochio et Bettillo. Au cours des interrogatoires, les accusés s'aperçurent très vite qu'on cherchait à les faire parler non de leurs propres délits, mais de Lucky Luciano. Ils comprirent qu'ils s'attireraient l'indulgence de la police en accusant Luciano. Le bruit courut même dans les prisons qu'accuser Luciano achetait la liberté.

Luciano, revenu à New York, ne s'inquiétait guère des manœuvres de la police.

Luciano fuit dans l'Arkansas

Mais, un soir, le portier du Waldorf lui téléphona que des policiers en civil venaient de demander à le voir. Sans même prendre le temps de préparer une valise, Luciano sortit par la porte de service et partit immédiatement pour Philadelphie. Là, il emprunta de l'argent à Nig Rosen, loua une voiture et gagna son repaire de Hot Springs, dans l'Arkansas, où il se savait en sécurité. Cette agréable station thermale était devenue un des lieux de vacances préférés des *mafiosi* qui contrôlaient ses casinos. Luciano s'y reposa quelques jours tandis qu'à New York, Dewey le proclamait ennemi public n° 1 et ordonnait son arrestation à vue. On créa une commission d'enquête spéciale chargée d'examiner les preuves que Dewey avait réunies sur le syndicat du vice. On inculpa de nombreux suspects, parmi lesquels Luciano, accusé de diriger ce syndicat du vice après l'avoir lui-même créé. Luciano devait répondre de 90 chefs d'inculpation pour proxénétisme !

Sûr de lui, Luciano se reposait à Hot Springs. Il était convaincu que Dewey ne tirerait aucune preuve contre lui des interrogatoires des suspects, lorsqu'il rencontra un détective de New York, John J. Brennan. Le détective

lui apprit que toute la police des Etats-Unis le recherchait activement et lui suggéra de revenir à New York. Luciano refusant tout net, Brennan fit part de la retraite de Luciano aux autorités de New York qui rédigèrent aussitôt une demande d'extradition pour les autorités de l'Arkansas.

Mais la Mafia contrôlait les pouvoirs de Hot Springs : Luciano fut emmené devant le shérif, qui l'emprisonna pour la forme et le relâcha aussitôt contre une caution de cinq mille dollars payée par les casinos de la ville... Après quoi, Luciano reprit tranquillement son mode de vie quotidien.

Luciano extradé

Dewey, cependant, ne lâcha pas sa proie. Il écrivit au gouverneur de l'Arkansas, J. Marion Futrell, et au procureur général de l'Etat, Carl E. Bailey, pour leur demander leur aide. Puis il fit pression sur eux en laissant entendre à la presse, qu'il convoquait régulièrement, que les deux hommes protégeaient un gangster...

Gêné par ces allusions, Futrell ordonna aux autorités de Hot Springs l'arrestation de Luciano. Le shérif dut obtempérer. Il reçut Luciano dans sa prison, comme un hôte de marque, lui permettant de téléphoner où bon lui semblait, de commander ses repas au restaurant, etc.

Sur les conseils de son avocat, Luciano fit opposition à la demande d'extradition et inspira une campagne de presse, dans le but de réduire à néant celle que Dewey avait menée contre lui. Tout Hot Springs prenait parti pour le gangster qui avait fait prospérer la ville grâce à ses casinos. La procédure d'extradition tardait à aboutir.

Bailey finit par exiger que Luciano soit transféré à Little Rock, la capitale de l'Arkansas, mais le shérif de Hot Springs refusa d'obéir. Il fallut que Bailey envoyât des rangers pour qu'il cédât son prisonnier. A Little Rock, des rangers durent garder la prison et l'on refusa la libération sous caution avant la réunion de la commission d'extradition. Luciano comptait encore pouvoir faire rejeter la demande d'extradition et fit offrir à Bailey 50 000 dollars. Ce fut sa première erreur, car non seulement Bailey refusa d'accepter le pot-de-vin, mais révéla la tentative de corruption à la commission.

Retour à New York menottes aux poignets

Luciano fut contraint de regagner New York les menottes aux poignets. Là, il apprit qu'il risquait une condamnation à mille neuf cent cinquante années de réclusion criminelle et que sa caution s'élevait à 350 000 dollars.

Luciano paya la caution, et fut mis en liberté. Il avait compris que Dewey voulait sa tête à tout prix et sous n'importe quel prétexte. A cette époque, Luciano, qui niait s'être occupé de proxénétisme, croyait fermement pouvoir récuser tous les témoignages que Dewey avait réunis contre lui. Son avocat, Poliakoff, se montrait beaucoup plus inquiet. Au cours d'une réunion avec Luciano, Lansky, Costello, Adonis, Siegel, Anastasia, Lucchese et Torrio, il leur expliqua la nécessité d'une défense soigneusement préparée. Dewey était intelligent, et avait soigneusement mis au point son accusation. Poliakoff avertit en outre Luciano que le procès lui coûterait une fortune (Luciano raconta plus tard avoir déboursé plus de 700 000 dollars!). Puis il se

consacra à la défense de son client. Peu désireux de plaider lui-même, il en chargea les avocats habituels de Luciano : George Morton Levy, célèbre à New York, et Francis W. H. Adams.

Pendant ce temps, démoralisés, les patrons de la Mafia cherchaient des solutions plus expéditives. Anastasia proposa à Luciano d'en revenir au plan que Schultz avait imaginé pour lui-même : abattre Dewey.

Mais Luciano se montra inflexible. L'organisation ayant condamné Schultz à mort parce qu'il avait projeté d'assassiner Dewey, on ne pouvait mettre son plan à exécution aujourd'hui ; d'autre part, une loi de la Mafia nouvelle interdisait de tuer des journalistes, des policiers et des magistrats ; enfin, si Dewey disparaissait, un autre prendrait sa place et la justice de tout le pays n'aurait de repos qu'elle n'eût vengé l'un des siens...

Les « mafiosi » ne croient pas au danger

La seule solution était donc de contrecarrer, par des voies légales ou illégales, les preuves réunies par Dewey. En fait, à part M^e Poliakoff, aucun des amis de Luciano ne croyait que les accusations de Dewey présentaient un réel danger. Ils étaient sûrs de pouvoir prouver l'innocence de Luciano. Martin Gosh rapporte dans son livre *Les Mémoires de Lucky Luciano*, que lorsque, la veille du procès, Adams raconta à Luciano que Dewey voulait faire témoigner des prostituées, Luciano déclara : « Quand j'ai entendu ça, j'ai commencé à me sentir un peu mieux, parce que j'étais sûr qu'aucun jury n'accepterait de rester là à écouter une bande de vieilles putes déballer des histoires comme

quoi j'étais leur patron et que je dirigeais toute l'opération. J'étais certain qu'elles recevraient une déculotée publique dès qu'Adams et Levy commenceraient à les contre-interroger, et que les jurés voteraient l'acquittement au milieu des éclats de rire.»

Des jurés horrifiés

Le procès de Luciano, l'un des plus célèbres de l'époque, commença le 13 mai 1936 devant la Cour suprême de l'Etat de New York. Le procureur spécial Tomas H. Dewey, superbe et triomphant, soignait son image de pourfendeur de la pègre. Il lut à haute voix son acte d'accusation contre les dix inculpés, accablant surtout Luciano. Selon lui, le proxénétisme à New York ne se serait organisé que quelques années auparavant et sous l'égide de Luciano. Autrefois les souteneurs ne se souciaient guère de monter une véritable entreprise et se contentaient de l'argent que leur rapportaient quelques prostituées isolées. Mais Luciano avait vu grand, s'était débarrassé des souteneurs indépendants et avait construit un réseau organisé de prostituées à la tête duquel il avait placé son ami Bettillo.

Dewey affirmait que le syndicat du vice employait plus de 3000 prostituées et faisait plus de 12 millions de dollars de chiffre d'affaires par an. Et il brossa pour les jurés un tableau de la vie de ces malheureuses femmes, abandonnées de tous, qui vivaient dans des taudis, étaient contraintes à travailler jusqu'à quinze heures par jour, et n'avaient pas même la possibilité de profiter de l'argent ainsi gagné car elles en remettaient la moitié à la tenancière de la maison. Luciano se gardait bien de traiter directement avec les prostituées, clamait Dewey,

mais c'était lui qui organisait toute la prostitution de la ville de New York et lui le véritable responsable de tous les délits commis par les autres accusés qui n'avaient fait qu'exécuter ses ordres.

Quant à ces pauvres femmes perverties, il les fit défiler comme témoins (il en produisit une soixantaine) devant les jurés. Aucune d'entre elles n'avait bien sûr jamais rencontré Luciano. Mais le récit détaillé qu'elles faisaient de leur vie, leur déchéance morale et physique dues, selon elles, à la malchance, mais aussi à la société et aux responsables du vice, impressionnait défavorablement le jury à l'égard des accusés. C'était évidemment recherché par Dewey.

Sans nommer expressément Luciano, mais capables parfois de reconnaître d'autres accusés, comme Bettillo, Spiller ou Liguori, des femmes qui répondaient aux doux noms de Flora la Camée et Jenny l'Usine racontaient dans un langage émaillé d'expressions ordurières comment elles avaient appris à faire usage de stupéfiants pour supporter leur malheur, et comment elles avaient pu enfin s'arracher à cette vie infernale grâce à Dewey et à son équipe.

Luciano se réjouissait de ce que son nom soit si peu prononcé par ces filles qu'il ne connaissait pas, mais George Morton Levy voyait avec angoisse l'indignation et le mépris se peindre sur le visage des jurés.

Même les « mafiosi » chargent Luciano

Puis David Marcus, accusé avec Luciano, vint témoigner et affirma qu'au cours d'une discussion avec Bettillo, celui-ci l'avait menacé : « Je m'en plaindrai à Charlie. » Dans la salle, un murmure court : nul doute

qu'il ne s'agisse de Luciano. Deux jours plus tard, un autre coaccusé, Peter Balitzer, alias Peter Harris, affirma que lorsqu'on l'avait embauché, comme gérant du syndicat du vice, Bettillo lui aurait assuré qu'il ne courait aucun risque, Lucky Luciano en étant le patron. Les avocats de Luciano protestèrent contre ces « on-dit », inacceptables comme témoignages, mais on sentit que le jury se laissait convaincre. Même des *mafiosi* détenus venaient témoigner contre Charlie. Le procureur Dewey avait effectivement fait savoir dans les prisons que l'Etat n'oublierait pas les détenus qui pourraient apporter des témoignages mettant en cause Luciano. C'est ainsi qu'un certain Bendix, incarcéré à vie à Sing-Sing, narra avec force détails sa dernière entrevue avec Luciano, en 1935. Luciano lui avait proposé un emploi de collecteur de fonds pour ses maisons closes, à un salaire de quarante dollars par semaine. Bendix était sur le point d'accepter quand il fut repris par la police et envoyé à Sing-Sing.

Dans son contre-interrogatoire, George Morton Levy fit avouer à Bendix que les autorités lui avaient promis une réduction de peine si son témoignage était défavorable à Luciano, mais cette petite victoire ne suffit pas à impressionner les jurés. Quoi qu'il en fût, Bendix était pour eux un homme qui avait réellement vu Luciano au travail dans son affaire de proxénétisme, et il était le premier des témoins qui pût le jurer.

Le témoignage accablant de Flora la Camée

Enfin, témoignage accablant, Flora la Camée compara à la barre. Cette femme sans âge, prostituée dès son enfance, droguée depuis des années, déclara avoir été

tenancière d'une des maisons closes du syndicat du vice jusqu'au 1^{er} février où la police effectua chez elle une descente. Elle remercia Dewey de lui avoir permis depuis de renoncer et à la drogue et à la prostitution, et déclara qu'enfin une vie nouvelle commençait pour elle. Elle avoua avoir été la maîtresse de James Frederico, qui lui aurait souvent fait rencontrer Luciano. Elle jura avoir entendu ce dernier s'inquiéter des activités de Dewey et suggérer aux *mafiosi* de redoubler d'attention pendant quelque temps. Ensuite, aurait-il ajouté, il faudrait envisager d'organiser les maisons closes comme des chaînes de grands magasins. Pour obliger les filles à travailler régulièrement, il suffirait de les accoutumer à la drogue. Et le passage à tabac ou l'intimidation devraient faire marcher droit les tenancières et les agents recruteurs...

Au banc des accusés, Luciano étouffait de rage et jurait n'avoir jamais vu Flora la Camée... Mais le jury et le public étaient convaincus, et Dewey arborait une expression triomphante... Tout l'art de juriste de Morton Levy qui, dans son contre-interrogatoire, s'ingénia à la faire se contredire, se couper sur sa déposition, ne put rien enlever à l'assurance de Flora.

Nancy Presser, elle aussi prostituée depuis l'enfance et ancienne droguée, mais elle aussi guérie grâce à Dewey, jura que Luciano l'avait invitée dans son appartement du Waldorf, où elle s'était rendue plusieurs fois. Elle décrivit avec précision l'immeuble et l'appartement, et conclut, cherchant à ridiculiser Luciano, que, malgré les cent dollars qu'il lui donna, il ne s'était jamais rien passé entre eux, car il était impuissant.

Là, Levy sut diminuer la crédibilité du témoin : la pressant de questions, il fit apparaître qu'elle ne connaissait pas les règlements d'entrée au Waldorf, qu'elle

était incapable de préciser les couleurs de l'appartement de Luciano, et qu'enfin... elle ignorait l'adresse exacte du Waldorf !

L'atmosphère du procès de Viterbe contre la «Camorra»

Un peu plus tard, le sous-directeur du Barbizon Plaza vint au secours de Luciano. Alors que l'on s'attendait à ce qu'il témoigne avoir souvent vu Bettillo, Liguori et d'autres membres du syndicat dans l'hôtel, il expliqua que, bien sûr, il connaissait M. Luciano qui avait vécu au Barbizon des années, mais qu'il ignorait tout des autres. Et, devant la rage de Dewey, il ajouta : « Quand les policiers m'ont montré des photos de ces Messieurs, ils m'ont menacé parce que je ne les reconnaissais pas. Comment pouvais-je le faire, puisque je ne les avais jamais vus. »

L'animosité du jury envers Luciano, le mépris et l'indignation qu'il lui inspirait étaient déjà trop forts pour que les erreurs de l'accusation puissent modifier son état d'esprit. L'ambiance de ce procès commençait à rappeler le célèbre procès de Viterbe, au début de ce siècle, où le tribunal, chargé de punir les coupables d'un meurtre banal, se révéla être une machine à démanteler, sous tous les prétextes, la toute-puissante société secrète napolitaine, la Camorra.

Puis Mildred Balitzer, qui dirigeait avec son mari un réseau de maisons closes, affirma que Peter Balitzer lui-même lui avait présenté Luciano comme le patron de l'organisation.

C'est le 29 mai que Dewey conclut enfin son accusation contre Luciano et ses coaccusés. Les avocats du chef de la Mafia étaient pessimistes, mais

tous faisaient bon visage devant les journalistes.

Dewey avait fait citer des témoins pendant trois semaines. La défense de Luciano dura cinq jours. Elle fit comparaître des témoins qui affirmèrent connaître Luciano depuis longtemps. Parieurs professionnels ou bookmakers, ils certifièrent qu'à leur connaissance ce dernier n'était qu'un joueur invétéré qui pariait tout le jour aux courses. Ils nièrent avoir rencontré chez lui aucun de ses co-inculpés.

Un contre-interrogatoire fatal

Puis vint le tour de Luciano de parler, le matin du 3 juin. Ses avocats le lui avaient formellement déconseillé, mais il ne voulut pas avoir l'air de craindre Dewey. Répondant tout d'abord aux questions de Levy, il brossa un rapide et assez fantaisiste tableau de sa vie, expliqua que s'il avait essayé d'éviter l'extradition à Hot Springs, c'était pour mieux laisser à ses avocats le soin de préparer sa défense. Il termina en disant d'une voix forte : « Je n'ai jamais reçu ne fût-ce qu'un dollar d'une prostituée ou d'un réseau de maisons de prostitution. »

Dewey alors se leva pour le contre-interrogatoire. Majestueux, impénétrable, il laissait cependant percer sa volonté farouche d'abattre Luciano. Goût de la publicité et de la gloire que ne manquerait pas de lui apporter le succès ? Haine personnelle envers le chef de la Mafia ? Il s'approcha en tout cas de lui et commença son interrogatoire par des questions sans grande importance apparente mais qui soulignaient les mensonges de Luciano.

Celui-ci venait de déclarer être né à New York, mais il avait autrefois affirmé à un policier avoir vu le jour en

Italie. Il avait raconté à des membres de la police être chauffeur, vendeur, marchand de légumes. Il portait le nom de Lucania, celui de Luciano, celui de Ross. Combien d'autres encore ? A tout cela, Luciano, qui avoua ensuite être mort de peur, se contentait de répondre : « Je ne me souviens pas. »

Dewey rappela le jour où Luciano avait été « emmené en belle », c'est-à-dire avait été saisi pour être torturé par les hommes de Maranzano. Il l'obligea à reconnaître que la version de l'incident qu'il avait donnée ce jour-là à la commission d'enquête était différente de celle qu'il avait fournie à la cour, et demanda :

– Donc, vous avez menti, là aussi ?

Et Luciano de répondre :

– Oui.

Puis Dewey rappela que Luciano avait été arrêté pour trafic de drogue dès l'âge de 18 ans, et à 23 ans.

Le soir de ce contre-interrogatoire, Luciano et ses avocats étaient convaincus qu'ils avaient perdu la partie. La tentative qu'allait faire Levy pour obtenir un acquittement, le lendemain, était d'ores et déjà vouée à l'échec. Pourtant Levy fit remarquer au jury que les seules preuves que l'on détenait contre Luciano étaient des délits qu'il avait commis, et pour certains desquels il avait purgé une peine, des années auparavant. Mais rien n'assurait, poursuivit-il, rien ne prouvait aujourd'hui qu'il fût coupable, comme le prétendait Dewey, de proxénétisme. En effet, sur quoi se fondait Dewey pour étayer son accusation ? Sur les témoignages de voleurs, de récidivistes internés à Sing-Sing, de droguées et de prostituées qui vivaient dans l'illégalité depuis toujours ? Non, lui, Levy, était sûr que le bon sens de Messieurs les jurés leur montrerait qu'on ne pouvait condamner sur de telles preuves.

Dewey a le dernier mot

— Est-il juste, tonna-t-il, de refuser de croire à la sincérité d'un témoin parce qu'il a commis des fautes dans le passé? Une femme, parce qu'elle s'est prostituée, parce qu'elle a été toxicomane, doit-elle être considérée comme une menteuse, et porter toute sa vie le poids de ses erreurs passées? Que dire du courage de ces malheureuses qui n'ont pas hésité à venir clamer la vérité, quand elle savent que la loi du milieu punit de mort toute entorse au silence?

Quant à Luciano, dit-il en terminant, « il s'est parjuré avec un pharisaïsme proprement écœurant tout au long de sa déposition, au terme de laquelle je suis *sûr* que pas un de vous ne doutait avoir devant lui non pas un joueur professionnel ni un *bookmaker*, mais le plus grand gangster d'Amérique ! »

Dans la matinée du dimanche 7 juin, le président du jury, Edwin Aderer, donna lecture des verdicts. Luciano était « reconnu coupable sur tous les chefs d'accusation ».

Onze jours plus tard, les demandes de mise en liberté sous caution étaient rejetées, et l'on prononçait les peines. David Bettillo était condamné de 25 à 40 ans de réclusion criminelle, Abe Warhman de 15 à 30 ans, Thomas Pennochio et James Frederico à 25 ans pour récidive, Ralph Liguori de 7 ans et demi à 15 ans. Les accusés ayant plaidé coupables voyaient leur condamnation repoussée, car Dewey voulait les persuader de témoigner au cours de procès ultérieurs en leur laissant attendre une réduction de leurs peines.

Enfin, on donna lecture d'un rapport sur Luciano qui soulignait : « L'accusé contrôle en totalité ou en partie presque tous les rackets dont cette ville est victime... »

Le juge McCook demanda à Luciano s'il n'avait rien à dire avant que la peine le concernant soit prononcée. Luciano se leva et dit :

– Votre Honneur, je n'ai rien à ajouter en dehors de ce que je n'ai fait que répéter tout au long de ce procès : je suis innocent.

Luciano : 30 à 50 ans de prison

Dans une atmosphère tendue à l'extrême, McCook lut la sentence : Luciano était condamné à une peine de prison pouvant aller de 30 à 50 ans. Jamais aucun tribunal américain n'avait si lourdement frappé le délit de proxénétisme.

Mais c'était Luciano en lui-même qui était visé, Luciano l'insaisissable, celui dont tout New York savait qu'il était au premier rang de la pègre, dont tous soupçonnaient que ses revenus illicites avaient une étendue fabuleuse, le roi des gangsters contre qui on ne pouvait rien prouver et qui gérait ses crimes à la manière d'un p.d.g. son entreprise...

Aujourd'hui encore, les avocats Morton Levy et Poliakoff affirment que le procès ne fut autre qu'une sinistre parodie de justice, et l'un des adjoints de Dewey à l'époque reconnaît : « J'ai tendance à croire que, de nos jours, Luciano n'aurait pas été condamné. »

Pour Dewey, ce fut le triomphe. Il se vanta auprès des journalistes d'avoir réussi à faire condamner Luciano pour tout, excepté ce pour quoi il était accusé ! Erreur judiciaire ? Certes oui. Mais peut-on parler d'injustice ? Dans ses *Mémoires*, Luciano lui-même reconnaît avoir commis tant de délits qu'un jury qui les aurait connus

l'aurait certainement condamné à une peine semblable...

Luciano hors du circuit, qu'allait-il advenir de la Mafia américaine?

Tout d'abord, avant de quitter son luxueux appartement du Waldorf pour la sinistre prison de Dannemora, « la Sibérie des Etats-Unis », Luciano fit connaître ses décisions. Il était prêt à payer n'importe quelle caution pour échapper à l'emprisonnement, et gardait confiance en la révision de son procès. Il chargea Lansky de ses intérêts pendant son absence (par la suite Lansky deviendra le trésorier de la plupart des *mafiosi*). Puis Luciano entra en prison.

Appel rejeté

Les premiers mois passèrent lentement. Habitué au luxe, à la vie active et noctambule, très entourée, Luciano souffrait d'être enfermé dans sa sombre prison, et d'être réduit à de sordides travaux de ménage. Bien sûr, les autres détenus lui témoignaient le respect dû à un gangster de son rang, et nombreux étaient ceux qui espéraient à leur libération trouver du « travail » grâce à lui. Mais il ressentait profondément son éloignement du monde extérieur et s'exaspérait des lenteurs du procès d'appel. Il suivait de très près les démarches de ses avocats.

Morton Levy et Adams ne s'occupaient plus de son cas, et Poliakoff avait engagé pour l'aider l'un des plus célèbres avocats de l'époque, George Wolf. Une révision en appel n'était possible que si l'on prouvait que les prostituées avaient fait des faux témoignages lors du procès. Or toutes les pistes aboutissaient à des

impasses. Jusqu'à ce que enfin, en 1938, Wolf et Poliakoff découvrirent la photocopie d'une lettre de Flora la Camée à Dewey: la prostituée se plaignait de n'avoir pas reçu assez d'argent pour son témoignage au procès et terminait sa lettre sur de vagues menaces à l'encontre de Dewey.

Poliakoff et Wolf se ruèrent à Paris où ils rencontrèrent Flora, en compagnie de Nancy Presser, Mildred Balitzer et d'autres témoins du procès. Ces dames reconnurent de bonne grâce qu'elles avaient fait de faux témoignages sous la pression de Dewey, qui leur avait promis de l'argent si elles s'exécutaient, des condamnations et de la prison si elles refusaient... Au même moment Bendix, à qui on avait promis une libération anticipée et qui se trouvait toujours à Sing-Sing, écrivait lui aussi qu'il avait menti à la barre des témoins.

Luciano et ses défenseurs reprirent espoir. Poliakoff relança son appel. Dewey, très habilement, prétendit que ces contre-témoignages étaient des faux, extorqués par la violence et l'intimidation.

Qui croire? D'un côté, il y avait la personnalité de Dewey, magistrat intègre et homme politique en vue, de l'autre la noire réputation de Luciano, dont les jurés savaient tous qu'il avait, sa vie entière, travaillé malhonnêtement. Par onze voix contre une, la Cour suprême de New York rejeta l'appel. C'était en fait toute la société qui rejetait Luciano.

En prison, toujours chef de la Mafia

Le choc frappa durement le chef de la Mafia puis, peu à peu... il se résigna à attendre. Il mit à profit ses longues heures d'inactivité pour dévorer les livres de la biblio-



*Assassinat de Dutch Schultz le 23 octobre 1935
par la Mafia. Il avait fait le projet, désapprouvé par
l'état-major mafioso, d'assassiner le procureur Dewey
chargé de la répression des activités criminelles.
Recherche iconografiche de Cesare*

thèque de la prison et apprendre, seul, en recopiant les caractères, à écrire.

En même temps il se remit à s'occuper de ses affaires new-yorkaises : il entendait garder son autorité et son pouvoir de décision. Aussi Lansky, Costello, Adonis traversaient-ils régulièrement tout l'Etat de New York pour venir lui rendre compte à Dannemora. De cette façon, Luciano, bien qu'il fût privé du plaisir de constater « de visu » la bonne marche de ses entreprises, touchait toujours sa part de bénéfices et participait à l'élaboration du travail.

Lansky lui inspira pourtant de l'inquiétude : leur amitié n'empêchait pas que Luciano se méfiât toujours du goût de Meyer pour monter des affaires indépendantes. Or Lansky resta plus de deux mois sans venir à Dannemora, et Adonis répondait toujours évasivement aux questions de Luciano, qui apprit enfin que Lansky traitait seul avec Batista à La Havane. Convoqué d'urgence par un Luciano hors de lui, Lansky apaisa ses craintes : ses tractations avec La Havane se faisaient au nom de l'organisation et chacun toucherait comme toujours sa part de bénéfices.

Vito Genovese, qui malgré l'insistance de ses amis, n'avait jamais renoncé au trafic de la drogue, se trouva bientôt, lui aussi, en mauvaise posture. Risquant la prison à perpétuité ou même la chaise électrique, il fit demander à Luciano l'autorisation de quitter les Etats-Unis. Fallait-il le laisser aux prises avec la police et débarrasser ainsi l'organisation d'un membre devenu dangereux ? En souvenir des longues années de leur collaboration, Luciano lui permit de s'expatrier et d'emporter beaucoup d'argent, à condition qu'il s'installât en Italie et n'en bougeât plus jamais.

Peu à peu l'éloignement de Luciano devait se faire

sentir dans le milieu : bien sûr, on exécutait ses ordres, on se rangeait à son avis, mais il n'était plus là pour imposer sa présence, ou régler immédiatement un problème. Son ami de toujours, Toni Lucchese, se plaignait que Lansky passait trop de temps à La Havane, que Costello s'occupait trop de ses affaires privées, que Lepke et Anastasia, les tueurs de la bande, se laissaient trop aller à leurs penchants pour la violence...

Lepke livré par Luciano à Dewey

Et puis, un jour, le drame éclate : Lepke, trop peu intelligent et trop peu surveillé par les remplaçants de Luciano, a commencé à mener une vie de luxe tapageuse, sans prudence, qui a attiré sur lui l'attention de la police, et bien sûr de Dewey. Celui-ci, vers le milieu de 1937, l'accuse d'avoir trempé dans un envoi de drogue de Hong Kong vers les Etats-Unis. Luciano enjoint à Lepke de se cacher chez Anastasia et Lepke « disparaît » à partir de la fin de 1937.

Dewey offrit une prime de 25000 dollars à qui capturerait « le pire industriel du chantage qu'eût connu l'Amérique », et Edgard H. Hoover lança le F.B.I. aux trousses du « plus dangereux criminel des Etats-Unis », en promettant 5000 dollars de récompense pour sa capture. En 1939, il envoya même un de ses agents à Dannemora pour supplier Luciano de lui indiquer la cachette de Lepke !

Pour Luciano, la situation ressemblait fort à celle qu'il connut au moment de l'affaire Schultz, en 1935. Lepke devenait dangereux pour toute l'organisation, et l'on ne pouvait pas se permettre d'abattre Dewey. Il fallait donc

que Lepke disparaisse, mais sans se douter que ses amis le trahissaient. Il fallait aussi ménager l'orgueil des autorités, et que la gloire de la capture de Lepke retombât sur Hoover et Dewey.

C'est ainsi que, le 24 août 1939, Lepke, confiant en la bonne foi de ses pairs, fut arrêté, puis jugé et condamné. Pour Dewey, c'était un nouveau triomphe et il devait ce triomphe à Luciano! Luciano, qui avait besoin de Dewey et de son ascension politique pour obtenir sa libération sous caution, l'avait aidé, faisant taire toute rancœur.

Pour Luciano, et c'est peut-être ce qui fit sa force dans le monde du milieu pendant tant d'années, il semble que les hommes en tant qu'individus n'aient pas existé : il les considérait comme des pions dans son jeu, et paraissait les classer en trois catégories : les êtres utiles dont il cultivait la relation, les êtres nuisibles qu'il tâchait d'éliminer, et les êtres inutiles qu'il ignorait.

Costello «capo» intérimaire

Mais on apprit que Dewey se lançait sur une autre proie, Vito Genovese. Instruit par l'expérience de la ténacité et des talents de Dewey, Genovese prit la fuite et se réfugia en Italie. Son départ affaiblit davantage l'équipe de Luciano, jusqu'alors considérée comme la plus puissante des cinq «familles» new-yorkaises.

Pour redresser la barre, Luciano proposa, ordonna, à Frank Costello de le remplacer jusqu'à sa libération. Déjà immensément riche et fort satisfait de son état, Costello n'apprécia guère sa nomination comme *capo*, qui faisait de lui le grand responsable de la pègre new-yorkaise, mais ne put refuser cet honneur.

Cependant, dans la mesure du possible, il confia le soin des affaires quotidiennes à ses lieutenants : Tony Bender (alias Anthony Strollo), qui régnait sur Greenwich Village ; Mike Coppola, LaGâchette, qui régnait sur Harlem ; Joe Adonis sur Brooklyn ; Willie Moretti sur le New Jersey ; Anthony sur le haut du Bronx et Mike Miranda sur l'East Side. Ils ne venaient le consulter que lorsque se posaient des problèmes importants.

La personnalité de l'Oncle Frank modifia sensiblement l'organisation pendant la période de son gouvernement. Costello, qui préférait les compromis à la violence, la diplomatie à la guerre, fit régner une paix relative dans la Mafia de New York et mérita le titre de « Premier ministre du milieu ».

CHAPITRE VII

INITIATION, "CONTRATS", CURSUS HONORUM ET CODE

Dans une guerre implacable comme celle des *castellamarese*, qui oppose entre elles les « familles » de la Mafia, les retournements de situation, les défections et les trahisons ne sont pas rares.

Luciano, on l'a vu, avait fait exécuter un des lieutenants de Masseria, Gaetano Reina, abattu le 26 février 1930, vers 18 heures, alors qu'il sortait d'un immeuble au 1522 de la Sheridan Avenue.

Dans les troupes de Masseria, Reina fut remplacé par un certain Pinzolo. Le comportement brutal du gangster déplut aux hommes directement soumis à l'autorité de son prédécesseur. Ils firent défection et rallièrent la coalition dirigée par Maranzano.

Parmi eux figurait Joseph Valachi. Celui-ci avait en outre une raison supplémentaire de combattre désormais Masseria. Il était tombé éperdument amoureux de Mildred, la fille de Reina, qu'il finira par épouser.

Mais on n'est pas recruté sans donner, d'abord, des preuves. Valachi se vit donc confier un certain nombre de missions qui consistaient à être associé à des « contrats », c'est-à-dire à des attentats contre des gens de la bande rivale.

Ensuite seulement on est admis à l'initiation mafieuse. Un jour, un des complices de Valachi, nommé Callace, vint le trouver.

— Prépare-toi, lui dit-il. Tu vas rencontrer le grand patron (Maranzano).

Un rendez-vous fut fixé avec deux autres gangsters. Les quatre hommes montèrent en voiture, et roulèrent silencieusement pendant plus de cent kilomètres.

Au domaine de Maranzano

Dans ces souvenirs, Valachi est incapable — ou du moins le prétend — de se rappeler où se situait la maison qui les accueillit. C'était une belle demeure blanche à deux étages, de style colonial, située dans la campagne et apparemment isolée; car il faisait nuit, et Valachi ne se souvient pas d'une autre maison dans le voisinage.

On laissa d'abord les quatre hommes dans une petite pièce. Et puis on les conduisit dans une autre pièce du logis, beaucoup plus vaste. Son centre était occupé par une très longue table, couverte d'une nappe blanche. Tout autour, une quarantaine de personnes, des hommes exclusivement, étaient assis. Ils se levèrent à l'entrée du nouveau venu.

— Je ne me souviens pas de tout le monde, raconte Valachi. Il y avait là Tommy Brown — vous savez bien Tommy Lucchese —, je n'ai jamais entendu personne

l'appeler en face «Brown-les-trois-doigts». Il y avait aussi Joe Profaci, Joe Bonanno, Joe Palisades — Rosato de son vrai nom —, Nick Capuzzi, Bobby Doyle, et The Gap et Steve Runnelli et d'autres, trop nombreux pour être cités (1).

On conduisit Valachi au maître de maison, à Maranzano qui présidait naturellement cette tablée. Valachi trouva qu'il avait tout à fait l'air d'un banquier.

— Asseyez-vous, dit aimablement Maranzano.

De la main il montrait à Valachi la place d'honneur, celle située à sa droite.

Apparemment, c'était une réunion comme une autre, un dîner entre hommes, dans un décor typiquement américain. Et M. Maranzano, qui ressemblait à un banquier élégant et distingué, se comportait chez lui en *gentleman*.

Mais Valachi savait très bien ce qui l'attendait : une cérémonie d'initiation qui allait replonger ces quarante hommes dans le climat de la Sicile secrète, dans les rites de l'*Onorata società*, devenue la *Cosa nostra*, « Notre chose ».

Les choses commencèrent dès le moment où Valachi se fut assis, imité aussitôt par les quarante convives. Quelqu'un entra et posa devant lui sur la table un revolver et un couteau. Le revolver était un gros P. 38 et le couteau, un poignard finement ciselé.

La flamme lécha les doigts

Et la cérémonie commença.

— Debout, ordonna Maranzano.

(1) *Peter Maas*, *Mafiosi et Mafia*.

Tout le monde obéit. Et au même moment tous ces hommes se donnèrent la main.

Maranzano prononça en italien quelques paroles très brèves, puis il invita l'assemblée à se rasseoir. Il se tourna alors vers Valachi.

– Vous voyez ces armes. Elles sont là, devant vous, pour vous rappeler que vous vivrez par le revolver et par le couteau, mais aussi que vous mourrez par le revolver et par le couteau.

Il se tut un instant, puis demanda :

– Avec quel doigt tirez-vous ?

Valachi leva l'index droit.

– Mettez vos mains en coupe, ordonna Maranzano.

Dans ce récipient naturel ainsi formé, Maranzano déposa un bout de papier dont il alluma une extrémité, tout en tenant l'autre dans sa main. Et, pendant quelques secondes, il agita la feuille d'avant en arrière.

La flamme lécha les doigts de Valachi. Celui-ci savait qu'il devait rester impassible.

– C'est ainsi que je mourrai, articula Maranzano d'une voix solennelle, si je trahis les secrets de la *Cosa nostra*.

Il poursuivit, toujours sur le même ton :

– Nous sommes en guerre, vous le savez. Voici les deux règles essentielles que nous ne devez jamais enfreindre. La première est que vous devez respecter le secret de la *Cosa nostra*. Sinon, vous serez exécuté sans jugement. La seconde est qu'il vous est interdit de violer la femme d'un membre quelconque de notre organisation. En pareil cas, vous seriez aussi exécuté sans jugement.

« *Voilà votre parrain* »

Valachi connut plus tard les raisons du second commandement. Dans le passé, il était arrivé parfois qu'un « patron » ait profité de l'absence d'un de ses lieutenants ou d'un simple soldat de la *Cosa nostra*, pour avoir des relations sexuelles avec leurs femmes, qu'elles fussent ou non d'accord. Il en était résulté naturellement un certain nombre d'incidents qui pouvaient fortement perturber le délicat mécanisme de l'organisation.

Maranzano reprit la parole :

— Debout tout le monde ! Indiquez avec vos doigts un chiffre allant de zéro à cinq.

Au-dessus des couverts, du même mouvement, les quarante hommes tendirent leur main en avant. Certains, gardant le poing fermé, n'allongeaient aucun doigt. D'autres allongeaient le nombre de doigts qui leur convenait : deux, trois, ou cinq...

Manzano se mit à les compter.

— J'ai oublié, dit Valachi, ce que ça donnait. Mettons qu'on arrivait à quarante-huit. Ainsi M. Maranzano commence par le premier homme à sa gauche, et continue à compter autour de la table, quand il arrive à quarante-huit, ça tombe sur Joe Bonanno, connu également, sous le nom de « Joe Bananas ». Lorsque M. Maranzano, voit sur qui le chiffre tombe, il se met à rire et me dit :

— Eh bien, Joe, voilà votre *gumbah* (parrain).

Le rite du sang

Bonanno, le parrain, l'homme qui aurait désormais à répondre de Valachi, se leva, et s'avançant vers le nouveau venu, lui dit :

– Donne-moi ce doigt qui te sert à tirer.

Valachi s'exécuta. Bonanno sortit de sa poche une épingle, piqua de sa pointe l'extrémité de l'index. Un peu de sang perla.

– Ce sang, dit Maranzano, d'une voix grave, signifie que nous formons désormais une seule et même famille.

Tous les assistants se taisaient, fascinés par le rite.

Maranzano donna ensuite au nouveau venu quelques mots de passe réglant les comportements entre les membres de la « famille ».

– Vous êtes, supposa-t-il, avec un membre de notre famille. Survient un autre membre, mais qui ne connaît pas votre compagnon. Alors vous devez le présenter avec la formule suivante : « Hello X... voici Y... C'est un ami à nous ».

– Et s'il n'est pas de la famille ? interrogea Valachi.

– Alors vous le présenterez ainsi : « ...C'est un ami à moi ».

Pour Valachi la cérémonie était terminée. Deux de ses camarades lui succédèrent pour être initiés à leur tour, selon les mêmes rites traditionnels.

On retira alors de la table le couteau et le revolver et le repas commença, un repas typiquement italien.

Le dispositif de la bande

A la fin du repas, Maranzano reprit la parole pour exposer son plan de bataille contre Masseria et sa bande. Il expliqua que la lutte serait très dure, longue et sanglante. Les membres de la famille seraient répartis par petits groupes dans différents appartements de New York. Par téléphone, ils seraient

en liaison avec le quartier-général de Maranzano.

D'autre part, des guetteurs seraient dispersés dans les rues de la ville. Dès qu'ils auraient repéré un homme de l'autre bande, ils avertiraient aussitôt le quartier-général qui lui-même alerterait l'appartement situé dans le quartier où l'ennemi aurait été repéré. Alors le groupe devrait intervenir avec la plus grande rapidité.

Intervenir, cela voulait évidemment dire : abattre un homme. Selon Valachi, la guerre des *castellamarese* fit en un an, de part et d'autre, quelque soixante victimes.

Valachi rate le « contrat »

Valachi, le nouvel initié, ne tarda pas à entrer en action. Le premier appel lui parvint à cinq heures du matin. Quand il eut décroché le téléphone, une voix qu'il connaissait lui signala que deux hommes de Masseria, Joseph Rao et Big Mick Amato, se trouvaient avec deux filles au restaurant Pompéi à Harlem.

Il se trouva que Valachi en voulait mortellement à Rao. Il dégringola l'escalier quatre à quatre en compagnie d'un autre tueur nommé Shillitani, et tous deux, en voiture, foncèrent vers Harlem.

Ils arrivèrent juste au moment où Rao, sortant du restaurant, montait dans sa propre voiture en compagnie d'une fille.

— Descends-le ! lança Valachi à son compagnon.

Shillitani ajusta sa cible avec une carabine. Aucun coup de feu ne partit. Dans sa précipitation, il avait oublié de desserrer le cran d'arrêt.

Déjà Rao filait à toutes jambes à travers la rue. Furieux, Valachi tira de sa poche un pistolet et, ajustant

son ennemi, fit feu à quatre reprises. Mais il était tellement énervé par la maladresse de son complice, qu'il ne parvenait pas à viser correctement.

— Un coup l'a atteint dans le cul, raconta plus tard Valachi, mais ça n'était pas suffisant pour l'arrêter.

C'était raté. Valachi et son camarade n'avaient plus qu'à s'enfuir. Ce qu'ils firent.

Du récit de Valachi, il ressort que ces embuscades étaient rarement faciles : l'exécution délibérée d'un homme, même quand elle est effectuée par des « professionnels », se heurte à toutes sortes de difficultés, souvent imprévues.

Ce qui se produisit pour un « contrat » qui concernait Catania, alias Joe Baker.

Ce Baker était un des principaux lieutenants de Masseria. Nous avons vu d'ailleurs que Luciano avait eu maille à partir avec lui. C'était donc un « objectif » de première importance.

Cette affaire ne plaisait nullement à Joe Valachi. Il avait toujours été en bons termes avec Baker. Mais Maranzano avait un autre point de vue : Baker lui avait autrefois détourné quelques camions d'alcool et il voulait « lui faire la peau ». Et Valachi était bien obligé d'exécuter les ordres, sinon ce serait lui qui serait tué.

Le tueur avec l'air d'un collégien

Dans ce « contrat », Valachi était associé à un garçon nommé Buster qui venait de Chicago. C'est lui qui avait transmis la consigne donnée par Maranzano.

Buster ressemblait à un collégien. Il avait l'air doux et placide. Il ne se déplaçait jamais sans un étui à violon qui achevait de lui conférer un air rassurant. Seulement.

l'étui dissimulait une mitraillette, et le visage d'ange de Buster, un tueur redoutable.

Pour exécuter un « contrat », Buster avait fait un jour irruption dans une grande pièce où travaillait l'homme qu'on lui avait désigné. Le milieu de la pièce était occupé par un bureau, et la victime avait commencé à tourner autour de ce meuble, dans l'espoir d'échapper au tir de Buster qui courait derrière lui. Mais en vain. Buster avait fini par lui loger une balle dans la nuque.

L'ennui c'est que dans la pièce se trouvait aussi un témoin qui n'était pas prévu au « contrat ». Buster en était peut-être, au fond de lui, désolé, mais il n'avait pas trouvé d'autre solution que d'expédier ce fâcheux, d'une balle mortelle.

En compagnie de ce Buster et de deux autres complices, Joe Valachi prit position dans un appartement du quartier Fordham, dans le Bronx, et le guet commença. De la fenêtre, on avait vue sur l'entrée d'un immeuble situé à l'angle d'une rue voisine. Les guetteurs avaient repéré Baker, qui était entré à plusieurs reprises dans cet immeuble, tous les matins précédents. Il n'y demeurait guère que cinq à dix minutes et en ressortait avec un sac en papier brun à la main.

Un angle de tir malaisé

Le problème de la liquidation de Baker se heurtait toutefois à un obstacle difficile à surmonter. Entre la porte d'entrée de l'immeuble et l'angle de la rue, l'espace ne mesurait guère que deux mètres cinquante. A peine avait-on vu Baker tourner le coin de la rue, qu'il s'était déjà engouffré dans l'entrée. En ressortant, il s'éclipsait avec la même promptitude.

A cinq ou six reprises les tueurs avaient renoncé à ajuster leur tir, déjà rendu peu commode par la situation de l'appartement qui se trouvait au cinquième étage. L'angle de tir était malaisé. Buster lui-même, épaulant son arme, avait chaque fois renoncé.

Mais Valachi avait repéré au premier étage de leur immeuble un appartement qui semblait vide. Ils décidèrent donc d'y pénétrer par effraction. De là, ils seraient en bien meilleure position pour ouvrir le feu.

Quand ils entrèrent dans l'appartement, ils eurent une surprise fâcheuse. Trois peintres y étaient au travail. Avec leurs armes, Valachi et deux autres gangsters les invitèrent à s'aligner bras en l'air contre le mur, et les y tinrent en respect. Pendant ce temps, Buster s'installait à la fenêtre.

Abattu sous les yeux de sa femme

Dans la pièce, régnait le silence. Les trois peintres tremblaient de tous leurs membres. Valachi se disait que Baker serait tué cette fois-ci, ou bien qu'il en réchapperait pour un bon bout de temps. Car il ne pourrait plus être question, après un nouvel échec, de reprendre le guet, ni ici ni au cinquième.

Plusieurs minutes s'écoulèrent ainsi. Puis la voix calme de Buster s'éleva.

— Dis donc, Joe. Le voilà. Il est avec une gonzesse. Viens donc voir qui sort.

Valachi s'approcha de la fenêtre.

— Bon Dieu ! dit-il, mais c'est sa femme !

— Bon, dit Buster de la même voix unie, quand il ressort, on y va.

Valachi quitta l'appartement, sortit de l'immeuble, et

s'installa au volant de la voiture que les tueurs avaient laissée à proximité du pâté de maison. Il mit le contact et fit tourner le moteur. La voiture était prête à démarrer, sans perte de temps, pour assurer leur fuite.

Il songeait, non sans quelque effroi, à M^{me} Baker. Elle allait voir son mari tué sous ses yeux.

Il n'eut pas à réfléchir longtemps: deux ou trois minutes peut-être. Puis les coups de feu éclatèrent. L'instant d'après, Buster et les deux autres se ruaient hors de l'immeuble, sautaient dans la voiture qui fila aussitôt.

– Comment ça c'est passé? questionna Valachi.

– Eh bien, j'ai cru qu'on allait le rater une fois de plus, dit Buster. Quand il est sorti de l'immeuble, figure-toi, il a embrassé sa femme. Ils étaient tellement serrés l'un contre l'autre que je ne pouvais pas ouvrir le feu sans risquer de l'atteindre, elle aussi. Et puis il s'est séparé d'elle, et il y a eu enfin un espace entre eux deux, juste avant qu'il tourne le coin de la rue, juste assez pour que je puisse enfin tirer. Toutes mes balles l'ont atteint, j'en suis sûr. Chaque fois qu'elles frappaient, on voyait sortir de son veston un peu de poussière.

Il y eut un silence. Valachi reprit:

– C'est malheureux tout de même de penser qu'il a fallu le tuer, là, sous les yeux de sa femme.

– Bien sûr, dit Buster. Mais tu sais très bien qu'on n'aurait jamais pu retrouver une occasion pareille. Avec ces peintres, c'était définitivement foutu.

Ce fut l'avis de Maranzano. Quand il apprit la nouvelle, il exulta.

Des obsèques grandioses

Baker (Catania) n'était pas tout à fait mort sur le coup, bien qu'il eût reçu six balles dans le corps. Transporté dans un hôpital du Bronx, il n'avait pas perdu connaissance. Respectant l'*omertà*, il refusa de dire un seul mot avant de mourir.

Baker était le neveu de Ciro Terranova. Aussitôt après sa mort, celui-ci survint à l'hôpital, posa sa main sur le corps de la victime et jura de le venger. Maranzano en fut averti aussitôt par un espion. Et il envisagea un moment de faire descendre Terranova pendant la veillée mortuaire. Mais ce projet ne put être mis à exécution...

Valachi le regretta beaucoup. Il n'avait rien contre Baker, et, en somme, il aurait plutôt souhaité que celui-ci en réchappât. Mais il détestait Terranova. Dans la *Cosa nostra*, on ne tue pas toujours qui l'on veut.

Les obsèques de Baker furent grandioses. Son corps fut placé dans un cercueil de bronze qui avait coûté 15 000 dollars. Un cortège de 40 véhicules, lourdement chargés de fleurs, suivait la voiture mortuaire, et dix mille personnes, amis ou curieux, se pressaient dans les rues. La plus belle couronne, faite de roses rouges et blanches, mesurait quatre mètres de haut. Elle était offerte par Terranova.

Quelque temps plus tard, Valachi eut à exécuter un autre « contrat ». Maranzano était mort, exécuté par les hommes de Luciano. Quant à Valachi, il avait fini par épouser la fille de Reina, bien que la famille ne voulût point de lui. Pour lever les oppositions familiales, il avait fallu l'intervention de Vito Genovese en personne.

Joe était marié depuis peu, quand on lui passa le nouveau « contrat ». Il ne pouvait, en vertu même du code de la *Cosa nostra*, s'y dérober.

« Petites Pommes »

Il ne connaissait pas du tout la victime désignée. Il ignora même longtemps son nom. L'homme qu'il devait abattre ne lui fut désigné que sous son sobriquet de « Petites Pommes ».

Pourquoi « Petites Pommes » devait-il être « descendu » ? Cela aussi Joe l'ignora toujours. Mais il n'avait pas à se préoccuper de ces problèmes.

On lui donna le surnom de la « cible », on lui indiqua son âge (vingt-deux ans), on en fit une description précise. On lui dit encore qu'il fréquentait un café de l'East 109th Street. Après tout, c'était assez pour identifier un quidam.

Joe apprit encore que deux frères de « Petites Pommes » avaient été précédemment abattus. Ces deux morts pouvaient justifier que cet homme en préparât une troisième. « Petites Pommes » pouvait vouloir venger ses frères. Mieux valait prendre les devants.

Valachi ne pouvait remplir tout seul le « contrat ». Toujours selon le code de la Mafia, il avait le droit de se faire assister. Il choisit en conséquence pour seconds Petey Muggins et Johnny D. qui appartenaient à la « famille » de Luciano. Et il entra en campagne.

La tâche de Valachi était relativement simple, dans son principe. Il s'agissait, pour lui, d'entrer en contact avec « Petites Pommes » et de gagner sa confiance, ou du moins d'établir avec lui des relations impliquant une certaine familiarité. A cet effet, il fallait d'abord fréquenter le café habituel de « Petites Pommes ».

Pendant quelques jours, Valachi devint un habitué de ce lieu. Il lia conversation avec « Petites Pommes » et vida en sa compagnie un certain nombre de rasades de whisky. La première partie de sa mission était accomplie.

«Petites Pommes» tombe dans l'embuscade

La seconde consistait à découvrir un endroit propice pour le meurtre. Patiemment, Valachi explora le quartier. Il finit par découvrir, distant d'un pâté de maisons, un immeuble dont le rez-de-chaussée était inoccupé. Avantage supplémentaire : l'arrière-cour ne comportait pas de clôture suffisamment haute pour empêcher une fuite rapide.

Valachi décida que le meurtre se déroulerait là. Il attirerait «Petites Pommes» dans cet endroit, sous prétexte qu'on pouvait jouer aux dés dans un des appartements. Dans le hall d'entrée, Muggins et Johnny D. attendraient leur victime.

Il fixa une date, puis donna rendez-vous à «Petites Pommes» au café habituel.

Ce soir-là les deux hommes vidèrent pas mal de verres, tout en plaisantant.

— Ecoute, finit par dire Valachi. Qu'est-ce que tu dirais si nous allions terminer la soirée ailleurs ? Je connais un endroit épatant, c'est à deux pas d'ici. Un cercle de jeu clandestin. Hein ? Si on y allait.

— Parfait, dit «Petites Pommes». On y va tout de suite.

Les deux hommes sortirent et firent quelques pas. L'entrée de l'immeuble choisi était toute proche. Arrivé devant le hall, Valachi s'effaça devant son compagnon.

— Tiens, entre ! dit-il.

«Petites Pommes» s'engagea dans le hall sans méfiance. Valachi fit mine de le suivre, puis tournant les talons, continua à descendre la rue.

Une seconde après, il entendit les coups de feu.

Le rapport de police signala qu'on avait trouvé le 25 novembre 1932, vers 21 heures 20, le corps d'un

homme, tué de trois balles dans la tête. Il fut identifié comme étant Michael Reggione, dit « Petites Pommes ».

Valachi ne fut pas inquieté. Il était aussitôt rentré chez lui. Il était très amoureux de Mildred et il aurait été navré si celle-ci avait pu s'imaginer un instant que, deux mois à peine après leur mariage, il était déjà en train de « draguer » d'autres filles.

Comme quoi être tueur et sentimental n'est nullement incompatible.

Le code de la Mafia américaine

On peut rapprocher des confidences faites ainsi par Valachi un code de la *Cosa nostra*, beaucoup plus détaillé, établi par un haut fonctionnaire de la police, Ralph Salerno, au cours de sa carrière au département de la police de New York City :

« 1. *Le secret.* Le silence de la branche *Cosa nostra* du crime organisé a été si complet que, jusqu'à la célèbre réunion d'Apalachin en novembre 1965, beaucoup de représentants officiels de la loi doutaient de son existence.

» 2. *L'organisation passe avant l'individu.* Au service militaire, on s'attend à ce que l'individu mette le bien de l'organisation au-dessus du sien, même au prix de sa vie. Notre galerie de héros nationaux est composée d'hommes qui firent ce même choix. Les héros du crime organisé sont ceux qui entrèrent dans la maison de la mort la bouche close.

» 3. *Les familles des autres membres sont sacrées.* Dans la plupart des groupes sociaux, il serait superflu d'empêcher les membres de tenter de séduire les épouses et les filles de leurs associés. Mais *Cosa nostra*

est une organisation d'Italo-Américains et, comme l'a remarqué Luigi Barzini, tous les hommes italiens, mariés ou non, sont perpétuellement prêts à courtiser les femmes. La règle aide à protéger l'organisation contre les vendettas à propos de ces « affaires d'honneur ». Cela permet à un membre de ne pas s'intéresser aux femmes apparentées à un autre membre sans pour autant passer pour peu viril. Cette attitude chevaleresque, naturellement, ne s'étend pas aux familles des étrangers. On peut, et on le fait souvent, profiter des occasions.

» 4. *Ne révèle rien à ta femme.* Il y a trois raisons d'appliquer cette règle. D'abord un membre pourrait rompre avec sa femme et puisque « l'enfer n'a pas de pire furie... », il est important qu'elle ne sache rien qu'elle pourrait utiliser pour lui nuire. Ensuite maintenir les femmes dans l'ignorance des activités hors la loi détourne d'elles et du reste de la famille l'attention des forces de police. Enfin la règle absolue que les affaires ne doivent pas être discutées avec les épouses répond au désir général de dissocier les rapports familiaux des activités criminelles.

» 5. *Pas de kidnapping.* La règle s'opposant à l'enlèvement d'autres membres pour les rançonner tend probablement à liquider cette forme de coercition et d'extorsion qui était couramment employée en Sicile.

» 6. *On ne frappe pas un autre membre.* On vise ainsi à éviter les vendettas internes qui pourraient se produire s'il était permis, dans une querelle, d'en venir aux coups. Le contrôle que cette règle impose à des tempéraments souvent fougueux est une démonstration éclatante de l'autorité qu'exerce le code.

» 7. *On ne peut désobéir aux ordres.* Bien que cette règle aille de soi, elle est d'une portée plus grande que

les injonctions similaires dans les organisations militaires ou religieuses. Non seulement on ne doit pas désobéir aux ordres, mais on doit les exécuter complètement. Agir docilement ou suivre à la lettre les instructions données ne suffit pas. Il faut parfaire les instructions si elles ne sont pas détaillées ou explicites.

» 8. *Promotions et rétrogradations.* Les membres sont promus à des grades supérieurs, de soldat à *capo*, puis à patron en second, etc., pour combler les vides causés par les décès, les maladies et les mises à la retraite. Le grade d'un membre qui est en prison lui est toutefois conservé, bien que ses fonctions puissent être remplies par un remplaçant jusqu'à sa libération. En outre tous les membres de même rang ne sont pas nécessairement égaux. Un soldat très capable, par exemple, peut diriger un certain nombre d'affaires de racket différentes et avoir de nombreuses personnes sous ses ordres. Son pouvoir et son entregent économique tendent à lui donner plus d'importance que ne l'indique son rang officiel.

» 9. *Transferts.* La majorité des membres passent toute leur vie dans la même « famille » ou dans le même groupe. Les règles et les traditions l'incitent à la fidélité. Dans des circonstances particulières, cependant, il peut faire l'objet d'un transfert dans une « famille » d'une autre juridiction.

» 10. *Toutes les discussions sont réglées par les autorités supérieures.* La plupart des différends qui ont assez d'importance pour être soumis à l'autorité supérieure se rapportent à des pratiques commerciales, des territoires de vente, des opérations nouvelles et autres questions du même ordre.

» 11. *Sois toujours un « type régulier ».* Par définition, un « type régulier » vit selon les règles et, si c'est néces-

saire, mourra pour elles. Il ne dit rien à la police, il fait passer l'intérêt de l'organisation avant le sien, il respecte les autres et leurs proches. C'est un homme d'honneur sur qui l'on peut compter. Dans le langage des hommes de la confédération il « a du caractère », il respecte le code. En d'autres termes, être un type régulier résume ce que, selon le code, un homme authentique doit être.

» 12. *La justice.* La loi est le fondement de l'administration de la justice qui s'exerce dans chaque « famille ». L'autorité des jugements émane du patron de la même façon que du chef de village dans une tribu primitive. Le patron, cependant, ne préside pas en personne, sauf dans les cas très graves. »

FIN
DU TOME DEUXIÈME

Table des matières

Chapitre I	
Les nouveaux forceurs de blocus	7
Chapitre II	
La double ascension de Costello et Luciano	45
Chapitre III	
Enquêtes sur Capone	93
Chapitre IV	
La chute de « Scarface »	125
Chapitre V	
Où les vieux « Dons » perdent la partie	151
Chapitre VI	
Dewey knock-out Luciano	193
Chapitre VII	
Initiation, « contrats », cursus honorum et code	229

Cet ouvrage
composé en Univers de corps 9
a été réalisé par
les Editions Famot à Genève
d'après une maquette originale.
Il a été tiré sur
papier bouffant de luxe.

Production Editions Famot
Diffusion François Beauval

Printed in Spain. Impreso en España por
Imprenta Sevillana, S.A., Dos Hermanas (Sevilla),
km. 553, Carretera Madrid-Cádiz
Depósito Legal SE-434-1976. Tomo 2



**HISTOIRE
SECRETE DE
LA MAFIA**

Philippe Mareuil

HISTOIRE SECRÈTE

**DE LA
MAFIA**

Tome troisième

EDITIONS FAMOT

Table des matières

Chapitre I	
Mussolini contre la Mafia	7
Chapitre II	
Le 10 juillet à l'aube	29
Chapitre III	
La Mafia joue les séparatistes	47
Chapitre IV	
Le tournant	69
Chapitre V	
Giuliano, le brigand gentilhomme	81
Chapitre VI	
La fin de Giuliano	101
Chapitre VII	
La Mafia à la barre	115
Chapitre VIII	
Mort et succession d'un « Don »	133
Chapitre IX	
L'école américaine	153
Chapitre X	
La guerre de Palerme	173
Chapitre XI	
Les scandales	197
Chapitre XII	
La Mafia en col blanc	223
Annexe	245

CHAPITRE I

MUSSOLINI CONTRE LA MAFIA

Au soir du 28 octobre 1922, un aide de camp du roi Victor-Emmanuel III d'Italie adresse à Benito Mussolini un télégramme l'invitant à former le nouveau ministère. Mussolini quitte Milan, le soir même, sa liste de ministres en poche.

Le lendemain, 29 octobre, le gouvernement Benito Mussolini succède au gouvernement Facta. Le 25 novembre la Chambre italienne lui accorde les pleins pouvoirs.

La montée du mouvement fasciste résulte de l'impuissance de la démocratie parlementaire devant les désordres de la rue, la menace révolutionnaire alors tout à fait bolchevique, les difficultés de la reconversion économique d'après-guerre et l'humiliation nationale que ressent l'Italie à laquelle ses alliés refusent notamment la côte dalmate, autrefois vénitienne, que la France et l'Angleterre lui avaient promise par le traité de Londres, en 1915.

La lune de miel entre le fascisme et l'Italie va durer vingt ans. Elle ne sera longtemps troublée que par une faible opposition de la gauche. Et c'est une véritable impression de délivrance que ressent le peuple italien au lendemain de la décision du roi Victor-Emmanuel.

Le premier gouvernement Mussolini est d'ailleurs un gouvernement de coalition auquel participent notamment les démocrates-chrétiens. Tout le pays aspire à une remise en ordre et souhaite que l'on trouve rapidement des remèdes à une crise économique qui contraint au chômage six cent mille ouvriers, chiffre considérable pour l'Italie industrielle d'alors, beaucoup moins développée qu'aujourd'hui.

Beaucoup d'objectifs prioritaires, tant dans le domaine de la politique intérieure que de la politique extérieure, vont capter l'attention de Mussolini et de son équipe. La Sicile et la Mafia ne sont pas au premier plan de leurs préoccupations.

Le Duce visite Palerme

C'est seulement au printemps de 1924 que le Duce décide de visiter la terre sicilienne et notamment Palerme, sa capitale et le siège principal de la Mafia.

Quelques mois auparavant, il a nommé préfet de la région Cesare Mori, et l'a chargé plus particulièrement de la répression criminelle.

Mori, à l'origine de sa carrière un petit policier, a gravi tous les échelons de la hiérarchie grâce à son énergie. C'est aussi un homme qui connaît bien la Sicile, où il a fait de nombreux séjours, et la

mentalité très particulière de ses habitants. Enfin il est très ambitieux.

C'est donc un préfet radieux et plein de détermination, qui, dans une belle journée de mai, accompagne Mussolini au cours de sa visite officielle à Palerme. Tous deux y sont accueillis par Victor-Emmanuel Orlando, ancien premier ministre, député de Palerme, qui ne va pas tarder à basculer dans l'opposition. A vrai dire, Orlando a beaucoup moins de pouvoir sur sa clientèle politique que la Mafia. L'organisation criminelle secrète contrôle plus que jamais la région, où elle ne redoute personne.

Par précaution, Mori a fait escorter Mussolini par des *Chemises noires*, les miliciens fascistes. Mais c'est sans doute plus pour protéger le Duce contre d'éventuels attentats politiques — il y en eut plusieurs dans les débuts du fascisme — que contre de bien improbables tentatives criminelles publiques des *mafiosi*. Le passage du Duce à Palerme ne provoque d'ailleurs aucun incident. Mais l'humeur de Mori s'assombrit quand Mussolini décide, soudain, de visiter la campagne de Palerme, et notamment la localité la plus proche, Piano Degli Albanesi, nommée à l'époque Piana Dei Greci.

Habitée en grande partie par des colons albanais, c'est en effet une bourgade acquise depuis des années aux socialistes. Elle n'a manifesté aucun signe de ralliement au régime fasciste. Et c'est aussi le fief d'une puissante famille de la Mafia, dont le chef est le très respecté don Guccia.

La Mafia protectrice

Mori n'est pas du tout rassuré. Il fait escorter la voiture de Mussolini par un peloton de motards. Et, à bord de la Bugatti blanche du Duce, il fait prendre place l'honorable don Guccia.

Lorsque la voiture débouche sur la place principale de Piana, un foule considérable de paysans l'envahit. Elle déborde aisément le mince service d'ordre. Y a-t-il lieu de craindre quelque chose ? Mais voici que don Guccia se dresse de toute sa taille — il n'est pas très grand — et, entourant de son bras les épaules de Mussolini, lance d'une voix forte :

— Pourquoi tous ces flics ? Excellence, auprès de moi, vous ne risquez rien. Car, toute cette zone, c'est moi qui la commande. Personne ne touchera un cheveu de Mussolini, mon ami, et le meilleur homme du monde.

Il est possible que Guccia, pour maintenir aux yeux des paysans sa réputation de caïd *mafioso*, ait voulu clairement signifier qu'il n'avait rien de commun avec les policiers présents.

Mussolini ne pouvait accepter cette protection humiliante qui substituait le pouvoir d'un *don* à celui de sa police. La situation était d'autant plus choquante pour le chef du gouvernement que cet arrogant don Guccia, prenant la pose, se faisait photographe, aux côtés du Duce, dans son attitude protectrice.

L'incident n'eut pas de suite immédiate. Mais Mussolini n'allait pas l'oublier. Avant de regagner Rome, il donna des consignes à Mori : il fallait faire arrêter, au moment opportun, ce Guccia.

L'occasion se présenta quelques mois plus tard.

Guccia était venu à Rome et, avec une singulière inconscience, s'était fait annoncer au Duce par la secrétaire personnelle de celui-ci. Il fut éconduit. Dépité, Guccia repartit pour Palerme. A sa descente du bateau, il trouva le préfet Mori qui, affable, lui proposa de prendre l'apéritif avec lui. Don Guccia déclina l'invitation avec la même amabilité. Mais il ne put refuser de monter en voiture avec le préfet. Lequel ordonna au chauffeur : « Villa Mori ! »

La « Villa Mori », c'était le nom que l'on donnait à la prison d'Ucciardone. Guccia y fut enfermé. Très digne, il n'exprima ni surprise ni protestation.

«*Détruire la Mafia !*»

C'est ainsi que le premier chef *mafieux* rencontré par Mussolini fit connaissance avec les geôles gouvernementales. Il y mourut quelques années plus tard, miné par sa détention.

L'arrestation de Guccia marqua le début, contre la Mafia, d'une répression comme l'Italie n'en avait encore jamais connue.

A Cesare Mori, Mussolini donna en effet pour consigne de « détruire la Mafia par tous les moyens ».

Mori était un homme qualifié pour combattre la Mafia, dont il connaissait bien les ramifications. Il savait qu'il ne s'agissait pas seulement d'une organisation criminelle, mais d'un système politico-économique. Jusqu'à sa disgrâce, il va mener contre la Mafia une lutte implacable, souvent cruelle et dépourvue de scrupules dans ses méthodes, mais d'une efficacité sans égale. Le

règne de Cesare Mori ce seront les Années Terribles pour les *mafiosi*.

Un des principaux obstacles à la répression était l'*omertà*, la fameuse loi du silence. Mori n'hésita pas à la combattre par la torture. Il fit traquer dans toute l'île les *mafiosi*, arrêter et déporter aux îles Lipari les coupables, mais aussi les suspects: simples paysans, ou citoyens liés de près ou de loin à l'Organisation.

La période de la plus grande répression se situa entre 1924 et 1927. Près de mille personnes suspectes d'activités *mafiosques* furent déportées. Alors la Sicile connut une deuxième vague d'émigration vers les Etats-Unis.

Car le contraste est frappant au même moment entre le développement et la prospérité de la *Cosa nostra* aux Etats-Unis, et le sort de la Mafia sicilienne qui subit le plus redoutable assaut de son histoire.

La force a changé de camp

Doté des pleins pouvoirs, le préfet Mori développe son offensive sur plusieurs fronts. Il fait rétablir la peine de mort. Il supprime les élections. Or les élections étaient pour la Mafia une source capitale de revenus et un moyen de puissance. Il neutralise les révoltes latentes de la paysannerie. Sous ses ordres, les milices fascistes se livrent à des raids fréquents contre les points d'appuis de l'Organisation.

Le préfet Mori bénéficie du soutien des honnêtes gens, de ceux qui ont vécu dans la terreur des représailles exercées par la Mafia, et qui cons-

tatent aujourd'hui que la force a changé de camp.

Au reste, la population est incitée à aider la police dans ses recherches. Ceux qui coopèrent avec elle, qui violent l'*omertà*, peuvent être récompensés par des primes, ou par l'attribution de lopins de terre.

La Mafia ne se laisse pas facilement séduire par l'offensive du César de Palerme. Au fil des ans, certains de ses membres, nantis, se sont embourgeoisés. Ils ont parfois opté pour des carrières libérales, s'écartant ainsi des activités criminelles. Mais ils sont liés à la Mafia par les liens du sang. Et, en même temps, ils sont solidement installés au cœur de la société bourgeoise, ce qui leur procure attaches et protections.

Parfois ils sont membres du parti fasciste. Avant 1926, un certain nombre de cadres fascistes siciliens appartenaient même à la Mafia terrienne.

C'est à cette bourgeoisie *mafieuse* que Mori va se heurter. Sa police traque les suspects, occupe leurs maisons, y organise des souricières, attendant avec patience le moment où les fugitifs croiront pouvoir faire une visite au domicile familial. A la longue, ne pouvant trouver d'hospitalité sûre, ils finissent par se rendre. Quand ils sont pris, ils sont exposés, menottes au mains, dans leur propres villages, sur la place publique.

D'autres sont l'objet du *confino*, l'assignation à résidence.

Le supplice de la Cassetta

Parfois des camions, bourrés d'hommes enchaînés, traversent les bourgades, dans le ronfle-

ment de leurs moteurs. Ils emportent des hommes qui seront jetés en prison. Mori n'épargne pas les bourgeois, les « cols blancs », dont les exactions lui sont signalées.

Pour les chefs de la Mafia ce sont là d'outrageantes défaites. D'être ainsi publiquement traités les blesse cruellement dans leur orgueil. L'un d'eux, un vétéran de la Mafia, Gaetano Ferrarello, ne peut supporter cette honte. Le soir de son entrée en prison, il se donne la mort.

D'autres se laissent dépérir dans leurs cellules.

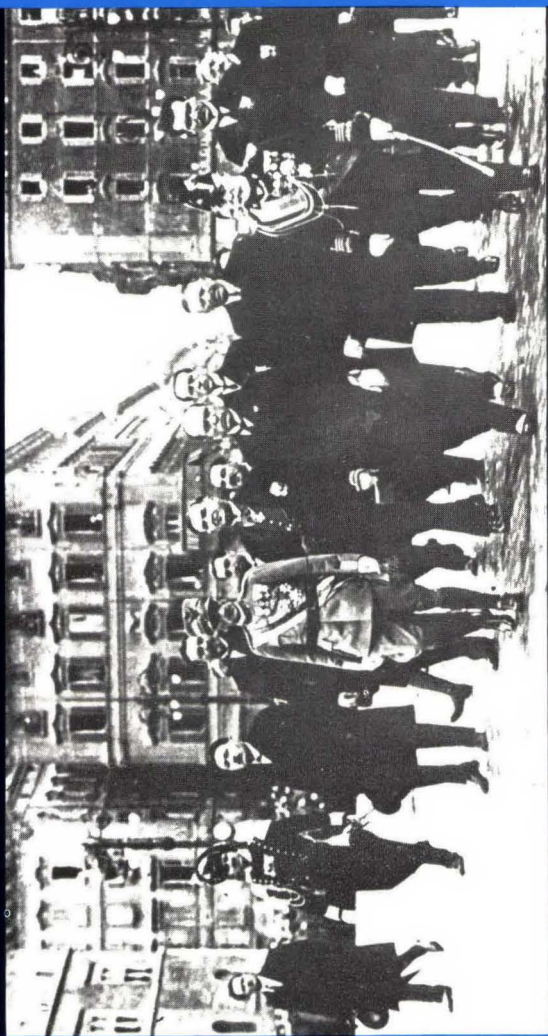
Au fur et à mesure que la répression se développe, elle atteint davantage de « familles ». Dans la législation en vigueur à l'époque, l'article 416 prévoit une peine de réclusion, de un à cinq ans, pour tout individu s'étant rendu coupable d'appartenir à l'« Organisation ». Cette loi est appliquée dans toute sa rigueur.

Si bien que, très vite, chaque « famille » compte au moins un de ses membres en prison.

Mori, on l'a dit, n'hésite pas à recourir à la torture, plus spécialement au supplice dit de « la Cassetta ». Celui-ci consiste à étendre le prisonnier sur une caisse, bras et jambes pendantes. L'homme, attaché à de fines cordelettes en acier, a été, au préalable, aspergé d'eau salée. Puis on le frappe avec un nerf de bœuf. Les coups provoquent une douleur atroce, attisée par le sel. Et ils ne laissent pratiquement pas de marques.

Main-forte paysanne

Cet ensemble de mesures, dont certaines sont bien sûr répréhensibles, atteint incontestable-



Le 29 octobre 1922, Mussolini constitue son nouveau gouvernement. Deux ans plus tard, Cesare Mori se voit confier la lourde tâche de lutter contre les activités criminelles. Mussolini lui donne l'ordre « de détruire la Mafia par tous les moyens ».

Documentation française

ment la puissance des *mafiosi*. Leur effet se fait sentir dans les fiefs terriens contrôlés par les «familles». Progressivement, on voit disparaître les vols de bétail, une des activités les plus lucratives de la Mafia. Les animaux sont désormais marqués et fichés; la police locale surveille les lieux de transfert et les mouvements de troupeaux. Les paysans viennent prêter main-forte aux carabinieri. A leur grand soulagement, ils voient dépérir, voire cesser complètement le *pizzu* (le racket), opéré jusqu'alors sur toutes les productions agricoles: blé, fruits, primeurs, olives, lentilles. Libérés de la terreur des *gabel-lotti*, ils ne tardent pas à surnommer Mori «le préfet paysan». Lui-même dira d'eux plus tard:

— Ils furent nos meilleurs compagnons pendant toute la lutte.

Mori ne veut pas être seulement l'ennemi public numéro un de la Mafia. Il entend aussi s'instituer le théoricien de cette lutte, opposer à la Mafia, à son code, à ses rites secrets, la mystique fasciste.

«*La Mafia est morte*»

C'est ainsi qu'il publie plusieurs ouvrages, dont *A couteaux tirés avec la Mafia*.

Il y fait preuve souvent d'une connaissance aiguë des mœurs et de la mentalité des Siciliens. Il saura utiliser ces mœurs et cette mentalité au service du régime nouveau. Après tout, la fidélité à l'esprit de famille, l'obéissance à un patron ou à un chef, le respect des amis, l'honneur, le sens de la hiérarchie, sont des valeurs qui entrent dans les

composantes du fascisme. Même l'*omertà*, pense Mori, peut être utilisée, en tant que vertu traditionnelle, à condition qu'elle ne soit plus au service de la Mafia.

La virilité, *chiddu e masculu* (celui qui est mâle), est aussi une valeur qu'exalte Mori. Et en Sicile l'importance de la virilité est essentielle. Dans peu de régions, on trouve une répulsion aussi viscérale pour l'homosexualité.

Lorsque Mori s'adresse aux foules massées sur les collines, ou sur les places publiques, les cris de *Ave Cesar!* résonnent parfois. Il accepte cet hommage, sans en sentir le ridicule.

1927 est, pour Mori, l'année de l'apogée. S'adressant au Parlement, le Duce annonce fièrement : « La Mafia est morte. » Il rend hommage au préfet Mori et à son « scalpel courageux ».

Mori dérape

Déjà, le 6 janvier 1926, Mussolini a adressé à son préfet un long télégramme, pompeux et chaleureux :

« Durant mon voyage en Sicile, j'ai dit sur une place publique à une foule de gens qui m'acclamait, qu'il fallait libérer la noble population sicilienne de la délinquance rurale et de la Mafia. Stop. — Je vois qu'après épuration province Trapani, vous continuez magnifiquement l'action dans les Madonies. Stop. — Je vous exprime ma vive et très profonde satisfaction et je vous exhorte à continuer jusqu'au bout, sans égard pour personne, de rang élevé, ou inférieur. Stop. — Fascisme qui a délivré l'Italie de tant de

plaies, cautérise si nécessaire par le feu et par le fer la délinquance sicilienne. Stop. — Cinq millions de laborieux patriotes siciliens ne doivent pas subir des vexations, être rançonnés, volés, déshonorés par quelques centaines de malfaiteurs. Stop. — Ce problème aussi doit être résolu et sera résolu. Stop. — Je vous autorise à le faire savoir publiquement, dans les journaux locaux. Stop — Mussolini.»

C'est à partir de ce moment que Mori dérape, et court à sa perte. La reconnaissance et l'estime que lui accorde Mussolini, l'éclat spectaculaire de ses félicitations publiques, lui montent à la tête. Il va céder à la mégalomanie. Très à l'aise pour se faire entendre des paysans, il est d'ailleurs beaucoup plus maladroit avec la bourgeoisie.

Or, remontant d'échelon en échelon, grâce à ses informateurs, jusqu'aux plus hauts dignitaires de la Mafia, il s'attaque à présent à des hommes fortunés, à de hauts fonctionnaires. Ces personnages appartiennent à la fois à la Mafia et au parti fasciste.

Il s'agit d'hommes politiques, de médecins, d'avocats en renom. Mori, par exemple, fait poursuivre et arrêter le député Alfredo Cucco, oculiste de profession. Echec. Cucco obtiendra un non-lieu.

La répression démantelée

D'autres poursuites avaient été engagées contre des chirurgiens riches et connus qui avaient soigné bien des délinquants de la Mafia, à qui ils devaient une partie de leur fortune.

Est-ce parce qu'il s'attaqua à trop forte partie, à des hommes qui, en définitive, étaient mieux en cour et plus solidement ancrés dans la société que lui, l'ex-petit policier parvenu? Toujours est-il que Mori reçut de Mussolini un autre télégramme, encore élogieux mais beaucoup plus bref :

« Vous avez bien mérité de la Sicile, de la Nation, du Régime. »

Ce qui signifiait qu'il était limogé.

Peu après, le système de répression mis en place par le César sicilien fut assoupli. Les *mafiosi* respirèrent.

C'est à ce moment que s'éteignit un des plus importants seigneurs de la Mafia, don Vito Cascio Ferro, dont la capture avait permis au préfet Mori de remporter ses premiers lauriers.

Nous avons déjà eu l'occasion de citer sa réplique dédaigneuse à son procès, quand il reprochait à ses juges de le condamner pour un méfait qu'il n'avait pas commis, faute de pouvoir le faire pour ceux dont il était réellement l'auteur.

Don Vito joua un rôle décisif dans l'évolution et le perfectionnement de la Mafia sicilienne. Il s'employa à utiliser toutes les sources de revenus, qu'elles coulent des plus riches ou des moins favorisés. Avec lui le *pizzu* (le racket) devint vraiment une institution.

Don Vito faisait partie de ces Siciliens accoutumés depuis au moins un siècle à ne pas respecter les lois de l'Etat italien, et, mieux, à se comporter comme si elles n'existaient pas.

Vizzini, le rebelle

Don Vito mort, son successeur va se montrer digne du maître et de ce lourd héritage. Il s'appelle Calogero Vizzini. C'est un fils de cultivateur né le 24 juillet 1877, d'une famille très pauvre, à Villalba, bourgade située au cœur de la Sicile centre-occidentale, exactement à l'extrême ouest de la province de Caltanissetta.

Il a grandi dans un milieu très pieux. Ses deux frères entreront dans les ordres. Dans la famille de sa mère, on trouve alors un futur évêque.

Vizzini, dès l'enfance, s'affirme un rebelle farouche. Rebelle à l'instruction, il refuse l'école. Il apprendra à compter, non à lire et à écrire. Toute sa vie, il restera analphabète.

Plus tard, il en tirera quelque orgueil, affirmant avoir réussi par sa seule intuition.

Le poids de la famille lui pèse. Il se détourne vite du foyer. Il vit au-dehors, libre, dans les ruelles du village ou dans les collines avoisinantes.

C'est l'oisif à l'état pur, un vagabond.

Au hasard de ses rencontres, il tombe amoureux de la fille du fabricant de glaces de Villalba. Mais il découvre qu'il a un rival en la personne d'un jeune greffier, Parenti, qui, lui, est un modèle de bonne intégration sociale. Vizzini n'est pas homme à tolérer longtemps les assiduités de ce concurrent auprès de la fille qu'il aime. Il propose donc à Parenti d'avoir avec lui une explication amicale.

C'est un piège. Parenti tombe dans un guet-apens. Littéralement assommé par Vizzini, il reste longtemps entre la vie et la mort. Et, finalement, la fille du marchand de glaces n'épousera ni

l'honnête greffier, ni le futur hors-la-loi. Elle restera vieille fille.

Parenti avait porté plainte. A l'audience, il se ravisa. Aucune accusation ne sortit de sa bouche. Il observait, lui aussi, l'*omertà*. Arrêté, Vizzini fut relâché rapidement grâce à l'intervention d'un oncle, alors curé de Villalba.

La protection

Quelques années passent. Vizzini est, à présent, un homme très sûr de lui. Il fréquente de plus en plus les hommes dangereux de la région, célèbres dans toute l'île, tels Gervasi et Vassalona dont la violence va fortement l'impressionner. Séduits par les aptitudes du jeune homme, ces *mafiosi* chevronnés ne vont pas tarder à l'intégrer à leur bande.

Les premières activités du *mafioso* Vizzini consistent à exercer la *cancia* dans les villages. Il s'agit d'un échange de produits (blé contre farine) qui épargne aux paysans de longs et dangereux déplacements, les moulins étant souvent très éloignés des fermes. En ce temps-là Villalba n'en possédait aucun.

Vizzini est ensuite choisi pour servir d'intermédiaire entre les *mafiosi* et les paysans. En acceptant de lui payer rançon, ceux-ci sont assurés non seulement de se garantir contre les vols de blé ou de farine sur les routes, mais aussi contre les incendies et autres voies de fait. C'est le racket.

Cette nouvelle existence semble convenir parfaitement au jeune Vizzini, qui ne s'oublie pas dans ces opérations. Grâce au *pizzu*, le voici

devenu assez riche pour s'imposer auprès des grands bandits.

Mais cette vie n'est pas sans danger. Aussi soumise, aussi craintive que soit la majorité des paysans, il arrive tout de même que certains d'entre eux résistent courageusement.

Son premier meurtre, Vizzini le commet au cours du pillage d'une ferme. Il est arrêté, mais l'accusation ne peut fournir les preuves de sa culpabilité. Pour la seconde fois, il est acquitté.

L'impunité

Lors de ce premier meurtre, Vizzini avait vingt et un ans. Bientôt, la bande de Vassalona et lui-même comparaitront devant le tribunal pour un second assassinat. Ce sera le même verdict, l'acquittement. Toujours pour la même raison : faute de preuves.

En 1903, à vingt-six ans, Vizzini sera acquitté une troisième fois.

Ces impunités répétées procurent à Vizzini l'«aura» des *mafiosi*. Son ascension rapide lui confère bientôt le titre de *Uzu Calogero* et il devient tout naturellement *gabellotto*, c'est-à-dire intendant ayant en mains la location des terres aux paysans.

La Première Guerre mondiale ne l'affecte guère. Il est bien mobilisé mais, après quelques jours de service militaire, il est exempté de ses obligations. Or la guerre, à qui sait en profiter, est occasion de s'enrichir. Vizzini comprend vite qu'il y a beaucoup à gagner au commerce clandestin des denrées de première nécessité, devenues rares.

Il en organise la rafle dans les campagnes grâce à son réseau de complices.

Une autre occasion fructueuse s'offre quand s'installe à Caltanissetta une commission chargée de réquisitionner les chevaux pour l'armée. Il y a des gens qui ne souhaitent pas voir réquisitionner leurs bêtes valides. A ceux-ci, Vizzini offre la protection de la Mafia; aux propriétaires de bêtes vieilles et malades, il offre de négocier cette vente à un prix intéressant; enfin il vend bien à la commission des animaux valides, mais ils ont été volés.

Avec le temps, ces « combines » finissent par être éventées. Le ministère de la Guerre expédie sur place un général qui procède à une enquête. Une fois de plus, Vizzini et ses complices sont poursuivis, cette fois devant le tribunal militaire de Palerme. Mais les témoins, qui avaient été assez bavards à l'instruction, se retrouvent muets à l'audience. Phénomène classique.

A nouveau Vizzini et les siens sortent libres du palais de justice. Et leur prestige grandit encore.

Quelques jours après le procès, de mystérieux correspondants feront parvenir de fortes sommes d'argent à des témoins qui ont été condamnés pour avoir refusé de confirmer leur déposition de l'instruction. C'est la rançon du silence.

Vizzini est devenu un personnage considérable. Il possède la richesse, le prestige, les relations. Il est bien vu de don Vito.

Une rencontre précieuse

C'est à cette époque qu'il va faire une rencontre précieuse pour la suite de sa « carrière ».

Nous sommes en 1922, avant l'arrivée de Mussolini au pouvoir. On lui adresse de Palerme un jeune militaire fasciste recherché par la police à cause d'un meurtre commis dans la région. On prie don Calo de le mettre à l'abri. Le fugitif reçoit l'hospitalité à la ferme de Mastra Ignazia, demeure personnelle du *capo*. Il jouit là d'une vie familiale et bientôt de l'amitié précieuse de don Calo.

Ses longues conversations avec ce jeune militaire vont initier Vizzini aux théories fascistes.

Par quels cheminements, le jeune meurtrier deviendra-t-il plus tard sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement Mussolini? L'histoire ne le dit pas. Mais l'homme politique prouvera sa gratitude à don Calo, comme nous le verrons.

Est-ce sous l'influence de son jeune hôte? En tout cas, don Calogero semble se détacher de certaines activités délictueuses. Il tourne ses regards vers la politique. Il finance les élections locales et participe aux investissements industriels du plan de développement mussolinien. On le voit même donner d'autres gages. Il s'affiche dans les réunions, vêtu de l'uniforme de la Milice des volontaires pour la sûreté nationale, la M.V.S.N.

Pendant ce temps, la Mafia vivote et s'adapte. « Plie comme l'épi de blé quand souffle la tempête et ensuite relève-toi », dit un proverbe sicilien.

Don Calogero n'avait pu éviter d'avoir maille à partir avec Mori. Il est accusé de fraude par des

associés. Acquitté, faute de preuves. *Va bene?* Non. Le terrible Mori l'attend à la sortie et se prépare à l'expédier au *confino* (en résidence surveillée) pour cinq ans. Vizzini a juste le temps, par l'entremise d'un ami de Palerme, de faire parvenir un S.O.S. au jeune militant fasciste qu'il a hébergé et qui est devenu sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Mussolini. L'intervention de celui-ci est immédiate et décisive. Vizzini est aussitôt libéré et envoyé à Rome.

En 1925, il est encore poursuivi comme membre d'une association de malfaiteurs. Acquitté.

En 1929, la même accusation est renouvelée contre lui. Nouvel acquittement.

En 1932, on veut lui faire un procès pour extorsion de fonds. L'accusation tombe d'elle-même, car il y a prescription. Enfin en 1935, il est déclaré en faillite. Voilà qui ne le gêne guère.

Si don Calo peut de nouveau couler des jours tranquilles, il n'en est pas de même, on l'a vu, pour tous les membres de la grande « famille », à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Défaite fondamentale pour la Mafia

Lorsque l'on fait le bilan de cette période, on constate que la Mafia a subi non seulement des coups durs mais une défaite fondamentale, ce qu'elle n'avait pas connu du fait des régimes précédents et ce que la *Cosa nostra* ne connaîtra pas aux Etats-Unis.

La Mafia a été privée de son terreau : la classe paysanne à qui elle s'imposait par le crime. La redistribution des terres par une assez large

réforme agraire, la suppression du *pizzu* ont rallié l'ensemble des paysans au régime.

L'échec est moins net en ce qui concerne les classes dirigeantes de Sicile. Celles-ci soutiennent également le régime fasciste. Mais, si elles ont pris leurs distances avec la Mafia, si elles subissent moins sa pesante tutelle, elles conservent certains liens avec elle.

La défaite fondamentale n'est donc pas décisive. Des racines alimentent encore la plante qu'on a voulu arracher. Mussolini a réussi ce que jamais, au cours de l'histoire de l'Italie moderne, un gouvernement n'a approché, même provisoirement: démanteler une organisation criminelle aussi puissante, et lui arracher la paysannerie. On comprend qu'il ait proclamé à la face du pays: «La Mafia est morte.»

Mais c'était excessif. La Mafia était gravement malade. Elle était plongée dans une sorte de sommeil comateux.

Elle va renaître.

CHAPITRE II

LE 10 JUILLET À L'AUBE

En 1939, la guerre va changer la face du monde. En dépit des rodомontades fascistes, le conflit plonge l'Italie dans la plus grande angoisse.

Les successives campagnes mussoliniennes, en Ethiopie, en Espagne, n'ont pas démontré que l'Italie possédait l'économie et l'armée d'un belligérant mondial. Le dictateur va donc pratiquer pendant neuf mois une politique de non-belligérance. Ciano, son ministre des Affaires étrangères et gendre, tente, quant à lui, de retarder au maximum la participation de son pays aux combats.

Entrée en guerre de l'Italie

Le 12 août 1939 Ciano se rend à Berchtesgaden pour y rencontrer Hitler et formuler ses réticences à l'allié de l'Italie fasciste. Mais le Führer reste

insensible aux raisons invoquées par Ciano. Il est bien décidé à déclencher l'agression contre la Pologne, tout de suite : « Le dernier délai pour le début des opérations sera pour la fin août », déclare-t-il.

Ciano note, dans son *Journal politique* : « Ce fut pour Mussolini un déchirement que de devoir se tenir en dehors du conflit. » Il interviendra plus tard, quand il croira que c'est à coup sûr. Quand la France sera au bord de la défaite.

Au maréchal Badoglio, chef de l'état-major général, qui objecte la lamentable situation de l'armée italienne, Mussolini rétorque :

— Monsieur le Maréchal, il est évident que le recul nous manque pour évaluer la situation d'aujourd'hui. Mais je vous affirme qu'en septembre, tout sera terminé, car je n'ai besoin que de quelques milliers de morts pour m'asseoir en tant que belligérant à la table de la paix.

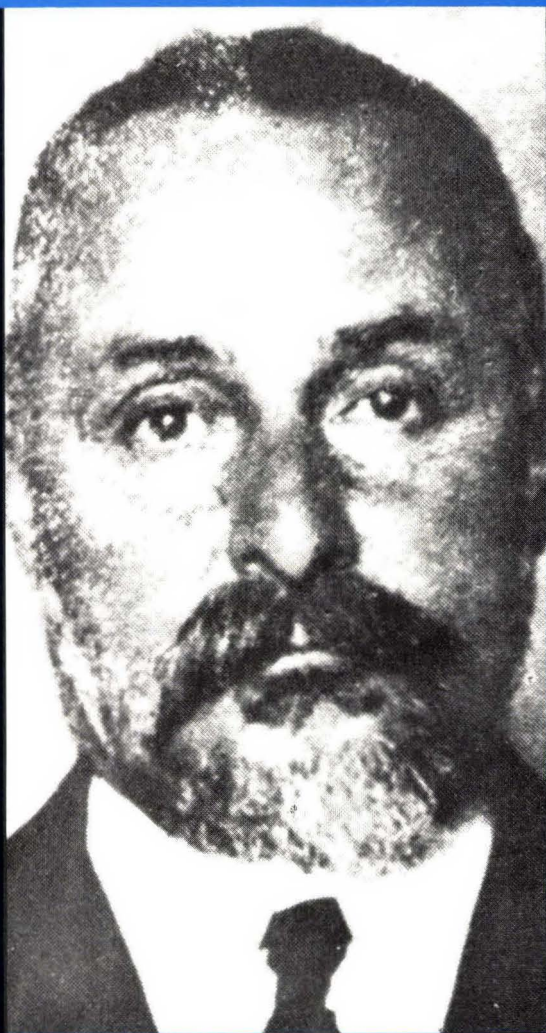
En juin 1940, l'Italie impériale et fasciste entre en guerre, aux côtés de l'Allemagne. C'est le fameux « coup de couteau dans le dos de la France ».

Les « mafiosi » italo-américains s'engagent dans le combat antifasciste

Cette entrée dans le conflit ne va pas prendre de court des hommes comme Vizzini et Vito Genovese.

Avec l'âge (il a 63 ans), don Calo Vizzini présente la figure d'un honnête homme de Sicilien moyen.

Indro Montanelli le décrit comme « un monsieur



*Don Vito Cascio Ferro. Il joua un rôle décisif dans
l'évolution et le développement de la Mafia en Sicile.*
Recherche iconografiche de Cesare

d'apparence quelconque, petit, plutôt gras et déjà très âgé. Des lunettes sur le nez, des poches sous les yeux clairs, le pas un peu incertain, fagoté dans un costume de toile havane dont le pantalon lui montait si haut sur la poitrine qu'il avalait sa cravate presque tout entière, il semblait seul.» Courtois et diablement intelligent, c'est ainsi que l'ont vu les rares journalistes qui ont pu l'approcher.

Or, ce *capo* débonnaire est non seulement célèbre dans les familles italo-américaines des Etats-Unis, mais il est aussi très connu des autorités américaines, plus spécialement des services secrets. Du temps de Cesare Mori, il a permis l'évasion vers les Etats-Unis de centaines de *mafiosi* par son réseau clandestin de pêcheurs utilisant une véritable flottille d'embarcations. Les liens solides sont donc noués depuis longtemps, entre les frères de la *Cosa nostra* et ceux de l'île. Le gouvernement américain n'ignore rien des activités de Vizzini et des contacts qu'il entretient avec les gangsters italo-américains.

Ce rapprochement dans l'ombre entre les «familles» siciliennes et américaines va être très habilement exploité par les services secrets.

Lorsque Mussolini, après Hitler, déclare en décembre 1941 la guerre aux Etats-Unis, les *mafiosi* italiens d'Amérique n'apprécient pas du tout de voir leur pays d'origine entrer en conflit avec leur pays d'adoption. Ce qu'ils veulent d'abord, c'est conserver leurs privilèges : depuis quinze ans, leur infiltration dans tous les secteurs leur a permis de prendre pied solidement dans la machine économique américaine. Et ils ont toutes les raisons d'en vouloir au régime fasciste. Ils

vont donc s'engager à fond dans le combat mené par l'Amérique. Ceux qui sont naturalisés acceptent leur mobilisation sans difficulté.

L'Américain Genovese en Sicile

La première vague d'émigrés qui avait déferlé entre 1905 et 1915 avait eu tout le loisir de constituer ses troupes. L'Amérique avait vu éclore alors, impuissante, une armée de caïds dont les noms resteront tristement célèbres dans l'histoire américaine.

Parmi ces nouveaux émigrants se trouve un jeune Napolitain du nom de Genovese. Lorsqu'il débarque à New York, en 1913, comme tous ses illustres congénères il fréquente très peu les établissements scolaires. La rue est le seul décor de sa sinistre existence.

Nous avons déjà signalé, au tome II de la présente Histoire, certaines de ses activités sous le commandement de Luciano.

Au début des années Trente, c'est dans la mère-patrie qu'il effectue son voyage de noces, où la Sicile est naturellement incluse.

Conformément à la tradition, sa première visite est pour le très respecté *Zu don Calo* : rencontre symbolique entre la vieille Mafia traditionnelle et le représentant du gangstérisme américain.

Genovese passe en Sicile plusieurs mois idylliques, mais il n'est pas bon de rester trop longtemps éloigné de l'Organisation. Il revient aux Etats-Unis et décrit à la *Cosa nostra* la très rude répression que Mussolini a fait subir à ses frères siciliens.

Genovese est toutefois loin d'imaginer que, dans peu de temps, il ira renforcer la cohorte de ces très peu recommandables personnages.

Genovese au service du fascisme

1936 est une année fatidique pour Luciano.

Le procureur Dewey a enfin réussi à le faire enfermer pour trafic de stupéfiants.

Genovese, à son tour, vient d'être inculpé, pour le meurtre d'un dénommé Boccia. D'autres motifs auraient pu tout aussi bien permettre son inculpation : fraude fiscale, trafic de stupéfiants, corruption, racket, tous commerces classiques de la *Cosa nostra*.

Mais la décision de Genovese est rapide : il quitte, aussitôt et précipitamment, les Etats-Unis, pour se réfugier en Italie.

Dès lors, on peut imaginer que les contacts sont très étroitement renoués entre les deux Mafias.

Genovese s'installe à Rome, sans ennui. Il lui faut composer avec la dictature du Duce. Pour l'heure, il s'assure une base solide en poursuivant dans ses nouvelles frontières le trafic de la drogue. C'est d'ailleurs une spécialité envers laquelle il se montrera jaloux.

Quelques mois après son arrivée dans la capitale italienne, il se présente, un jour du printemps 1937, au quartier général du parti fasciste. Un fonctionnaire le reçoit et l'invite à s'expliquer sur le motif de sa visite. Sans un mot, Genovese, pose ostensiblement une serviette sur le bureau de l'officier, et l'entrouvre juste assez pour laisser apparaître, bien serrées, des liasses de dollars.

– Je veux, dit-il, apporter ma contribution au parti de mon pays. Faites savoir que je peux financer l'édification d'une maison du parti fasciste.

Ce qui fut proposé, fut fait.

On put voir quelque temps après à Nola, ville natale de Genovese, le somptueux palais du parti dont le coût s'était élevé à 250 000 dollars. En achetant sa sécurité, Genovese venait de franchir un grand pas : pour remerciement de sa contribution, il fut reçu par Mussolini.

Tueur pour Mussolini

Les années passent. Elles sont pour Genovese l'occasion d'accroître et ses gains, et ses relations au sein du parti fasciste. En 1942, en pleine guerre, les services de Mussolini lui confient, dit-on, une très délicate mission outre-Atlantique. Il s'agit de mettre fin à la campagne menée aux Etats-Unis par un éditeur new-yorkais qui s'en prend dans chacun des numéros de son journal à la personne même de Mussolini et attaque violemment le fascisme. Cette personnalité des milieux anti-fascistes se nomme Carlo Tresca et son journal *Le Marteau*.

Pour Genovese, ce n'est pas un problème. Par les ramifications de la *Cosa nostra*, il délègue un de ses tueurs et fait abattre l'éditeur Tresca.

On trouve le corps de ce dernier criblé de balles, un jour de l'hiver 1943, dans une rue de New York.

Genovese qui pourtant connaît la règle de l'*Unione siciliana* ne l'a pas respectée : les coups ont été tirés dans le dos, à la mode d'autrefois

comme l'a souligné Luciano. Mais le plus grave est que dans l'Organisation, quelles que soient les circonstances, on ne tue personne sans un vote de la *Commissione*, ou *Cour Kangourou*.

Virage pro-américain

Des milliers de kilomètres séparent Genovese des Etats-Unis. Sa position est maintenant consolidée auprès du régime fasciste. Il songe alors à proposer sa collaboration aux services secrets américains. Après tout, c'est la guerre, et Genovese est un peu Américain, semble-t-il, et pourquoi pas patriote ?

Il prend rendez-vous à la mission américaine au Vatican. Lorsqu'il ressort de l'entrevue, c'est avec le titre d'« honorable correspondant ».

Dorénavant, il va servir d'agent intermédiaire.

Une première mission lui est confiée dans les tractations que les services secrets américains ont entamées avec Lucky Luciano, détenu depuis 1936 dans les prisons américaines.

Don Calo, lui, moins impétueux que Genovese (l'agitation n'est pas son fort), se contente d'arbitrer silencieusement les nombreuses opérations qui doivent continuer à faire vivre la Mafia de Sicile. Il fait le dos rond, en attendant des jours meilleurs.

Il n'en va pas de même pour certains autres qui mènent une action fébrile.

On constate en effet, depuis quelque temps, des choses surprenantes dans la petite île.

La Résistance naît en Sicile

Des opérations terroristes sont lancées contre l'armée régulière italienne, des attentats, et des sabotages inquiètent le gouvernement.

Le premier, qui a lieu en décembre 1942, fait deux morts. On chiffre à une vingtaine les victimes au cours de ce mois-là, sans parler des incendies dans les dépôts de munitions de l'armée. Même les Allemands sont touchés par ces raids. Entre Palerme et Trapani, vingt-cinq camions allemands sont détruits. Huit avions Junkers explosent et quinze officiers allemands sont assassinés.

Le responsable de ce mouvement est Antoine Canepa, alias Mario Turri, qui va jouer, au moment du débarquement allié en Sicile, un rôle important. Il est professeur de droit à l'université de Catane, et ce très intelligent personnage est un allié de la Mafia.

Lorsque Mussolini met sa tête à prix, c'est peine perdue. Car Turri a déjà rejoint le maquis, protégé par les paysans qui transmettent ses messages à l'Organisation. Toutefois, aussi protégé qu'il soit, il sera tué en juin 1945, victime d'éléments extrémistes séparatistes.

Débarquements clandestins

Il n'y a pas que cela. Des débarquements clandestins d'Italo-Américains ont lieu tout au long de la côte de Trapani. Les petits ports de pêche de cette côte sont aux mains de la Mafia : ils constituent les principales bases de départ du

trafic de la drogue vers les Etats-Unis. On enregistre également de nombreux sabotages, avec mort d'hommes, contre les convois de troupes fascistes. Tout cela s'opère dans une relative tranquillité.

En 1942, on voit même, à l'aube, un sous-marin faire surface et débarquer un homme qui, pour aborder la côte toute proche, gonfle un canot pneumatique.

Un an au moins avant la fin de la guerre avec l'Italie, débarque et vit clandestinement à Palerme le colonel Charles Poletti qui sera nommé gouverneur militaire de la Sicile, après la Libération. Cet Italo-Américain en rapport avec l'Organisation vient aider aux préparatifs du débarquement.

Il loge chez un avocat, ami de la Mafia.

Ses contacts sont, entre autres, Vizzini, Genovese, Russo et les principaux leaders politiques.

On est loin du vol de bétail, et des premiers méfaits du jeune Calogero.

Depuis quelque temps, on constate un certain relâchement du gouvernement fasciste, qui n'échappe pas à la Mafia. Celle-ci opère des percées timides encore, mais qui autorisent tous les espoirs. Le régime fasciste vient en effet d'ouvrir les portes des prisons : au fur et à mesure de leur libération, les *mafiosi* reprennent du service.

Tous ceux qui se sont compromis avec le régime commencent à prendre leurs distances avec celui-ci. Les éléments de la «famille» américaine, qui ne sont pas les moins bien renseignés sur la proximité d'un débarquement, opèrent dans l'ombre des manœuvres de rapprochement ayant pour but de souder fermement

l'unité entre la Mafia et la *Cosa nostra*. La tâche des services secrets américains va s'en trouver grandement facilitée.

«*Le Gotha du crime*»

De son côté, l'Angleterre fait débarquer le colonel Hancock qui loge discrètement, dès son arrivée, chez l'ex-député Vederame. Dans un second temps, arrive le P^r Gayre, chargé, tout spécialement, de s'infiltrer dans le milieu universitaire. Cette stratégie politique a pour but de contrebalancer le succès personnel déjà remporté par le colonel Poletti.

Avant de raconter plus avant le rôle joué par la Mafia dans le débarquement en Sicile, on peut se demander quelle a été la valeur réelle des services rendus par Luciano; a-t-il vraiment et utilement contribué au succès de l'opération?

La question a été vivement controversée. Mais que l'initiative de ces collaborations soit venue des autorités américaines, des «amis siciliens» comme Genovese, ou encore des avocats de *mafiosi* comme Mose Poliakoff (le défenseur de Luciano), l'alliance a été payante.

Comme tout ce que fait la Mafia.

Pour l'heure, les affaires sérieuses se déroulent ailleurs.

Une partie de l'état-major américain est maintenant installée en Afrique du Nord. Depuis quelques semaines, des centaines d'Américains d'origine sicilienne, arrivés clandestinement, ont fait halte à Alger, pour y recevoir les instructions du colonel américain Angelo Ginotta, Sicilien

lui aussi. La Mafia, la *Cosa nostra*, et les services secrets qui les ont recrutés les prennent en charge pour les jeter sur la Sicile. Ils sont préparés et armés en vue des combats tout proches.

– C'était le Gotha du crime, dira de ces futurs combattants Martin Duysings, auteur d'un ouvrage sur la Mafia.

Le capitaine américain Werner, de son côté, a fait savoir à don Calo qu'il serait protégé, lui et les siens, s'il aidait au débarquement : on ne mettrait pas le nez dans ses affaires.

Au moment où, de toute évidence, le fascisme chancelle, quoi de plus rassurant, pour un *capo* sicilien soucieux de l'avenir, que la caution d'un représentant du gouvernement américain ?

Invasion-surprise

A l'aube du 10 juillet 1943, une légère brume recouvre les côtes siciliennes et les péniches de débarquement où s'entassent des milliers d'hommes casqués. Des torpilleurs, des chars amphibies glissent sur une mer enfin redevenue calme. Car on a dû différer l'heure du débarquement. Vues de la côte, ces unités éparses constituent un impressionnant spectacle.

C'est le grand jour : celui du débarquement des troupes alliées en Sicile et de l'un des plus beaux faits d'armes maritimes qu'il ait jamais été donné de contempler.

Si l'amiral Cunningham et le général Eisenhower redoutaient de lourdes pertes, en vies humaines du moins, il y en a eu moins que prévu, comme il ressort des statistiques de guerre.

Car, à mesure qu'ils se sont approchés de l'île, les Alliés se sont aperçus que l'ennemi était absent des côtes. Il s'est laissé littéralement surprendre. La Mafia y est certainement pour quelque chose, par le renseignement et l'intoxication.

Mais la réplique ne va pas se faire attendre. Les Allemands lancent sur la côte leurs forces les plus mobiles qui pilonnent les convois maritimes anglo-américains.

Après de longues heures de duel d'artillerie, les troupes alliées commencent à débarquer et, comme le précise Eisenhower aux journalistes américains qui accompagnent l'état-major :

– Jamais, dans toute l'Histoire, une attaque amphibie n'avait eu l'ampleur de l'opération en cours.

L, comme Luciano

Dans ses Mémoires, Badoglio se pose la question de savoir pourquoi les Anglo-Américains ont choisi de prendre pied en Sicile plutôt qu'en Sardaigne « puisque cette contrée aurait offert plus d'avantages stratégiques aux Alliés ». Il ajoutera que le choix de la Sicile avait été une erreur. De Sardaigne, un débarquement ultérieur entre Civitavecchia et Livourne leur aurait permis, selon lui, de mettre en danger tout le dispositif ennemi en Italie.

Badoglio n'a sans doute pas connaissance de la fructueuse alliance unissant les services secrets américains aux différentes Mafias, ou bien il en méconnaît l'importance.

Pendant que se livrent les batailles et sévissent

les bombardements, don Calo ne bouge pas de son fief, Villalba. Seul un signal des Alliés va le faire sortir de sa réserve.

C'est sous la forme d'un message lancé d'un avion de l'U.S. Air Force que don Calo reçoit ses directives. L'appareil survole le petit village à si basse altitude que l'on distingue très nettement, en même temps que le pilote, une sorte de drapeau jaune, avec en noir, la lettre «L». L, comme Luciano.

C'est le signe de reconnaissance. Le pilote rase les toits écrasés de soleil et laisse tomber une épaisse enveloppe. Elle contient un foulard semblable au drapeau. Ce colis ne parviendra pas au seigneur de Villalba.

Opération «Strip-Tease»

La même opération se renouvelle le lendemain, et la place du village reçoit la seconde enveloppe. Cette fois elle porte la mention «Zu Calo». Elle est acheminée sans délai jusqu'au Zu. Lui-même délègue un messenger auprès de don Russo, au village peu éloigné de Mussomeli, avec ordre d'avalier son message en cas d'arrestation. Et voici ce qu'avait pu lire don Russo, en sicilien : «Le cher ami Turri partira le mardi 20 avec les bergers, jusqu'à Cerda. Je partirai le même jour avec les vaches, les carrioles, et le taureau. Prépare-moi du feu pour les repas, et des abris pour les chèvres. Avertis les amis d'être prêts. Quand je serai là, je penserai au reste. Signé: Don Calo Vizzini.»

Il fallait déchiffrer ainsi ce message :

«Les soldats américains et les blindés (les

carrioles) viendront, le 20 juillet, avec Turri. Don Calo suivra le gros des troupes (les vaches), sous l'autorité du commandant (le taureau). »

L'état-major du général Clark avait donné le nom de code de *Strip-Tease* à l'opération.

Le 20 juillet l'avant-garde de la VII^e armée se trouve à cinquante kilomètres de Villalba. De la colonne, une jeep se détache. Elle fonce vers la ville. Elle se trompe d'itinéraire et se trouve prise sous le feu d'une patrouille italienne. Son objectif : trouver et ramener don Calogero.

Là où la jeep échoue, trois chars réussissent à passer. L'un d'eux arbore un drapeau jaune marqué d'un L noir. Le char s'arrête devant la maison du patriarche. Et l'officier qui le commande connaît parfaitement le dialecte sicilien.

De la maison, on voit sortir un gros homme, en manches de chemise, cigare au bec, chapeau vissé sur la tête. Ses yeux malins se dissimulent derrière des lunettes cerclées d'écaille. Il s'avance sans hâte, gêné par sa forte corpulence.

La scène est absolument muette. Don Calo ne prononce pas une parole, ne salue pas l'officier du char. Il se contente de tirer de sa poche un mouchoir jaune et de le montrer à l'officier. Puis, lourdement, aidé d'un de ses neveux, revenu depuis peu d'Amérique, il se hisse sur le char. Et celui-ci repart vers une destination inconnue.

Mission accomplie

L'absence de don Calo ne dure que six jours. Mais pendant ces six jours, le sort de la Sicile se décide. Les troupes italiennes du secteur se

trouvent placées sous le commandement du colonel Salemi, qui reste fidèle au gouvernement. Il doit faire face à une double offensive. Une colonne des troupes d'invasion marche vers le nord et atteint le nœud ferroviaire de Cerda. L'autre marche vers le sud et, après avoir occupé une série de localités, effectue sa jonction avec la première à Cerda.

Ainsi se réalise le plan d'opérations, schématiquement décrit dans le message de don Calo. Les troupes italo-allemandes se trouvent enfermées dans une nasse, sans possibilités de retraite.

Or, les troupes italiennes avaient connu de lourdes défections. Le 21 juillet au matin les deux tiers des soldats du colonel Salemi manquaient à l'appel. C'était en grande partie un succès à porter à l'actif de la Mafia. Non seulement ses membres avaient su persuader les soldats que poursuivre la guerre dans ces conditions était sans issue, mais ils leur avaient fourni les vêtements civils qui leur avaient permis de se dissimuler.

Mission accomplie. Après le renseignement et l'intoxication, pour lesquels la Mafia a apporté aux Américains une aide certainement décisive, l'Organisation est intervenue au cœur même des combats et a contribué à détruire la capacité de résistance des troupes fascistes.

Célébrés dans le «Herald Tribune»

Heureux Américains à qui la Mafia accorde ses faveurs avec enthousiasme ! Elle sera payée de retour, car le *New York Herald Tribune* rapporte,

sur une pleine page, la vaillance des combattants *mafiosi* qui ont contribué à rendre l'invasion victorieuse.

Les Anglais, dans leurs secteurs, ont moins de chance. La B.B.C. dénonce d'ailleurs au cours de son programme le manque de coopération de la population.

Six jours après son départ de Villalba, don Calo revient en véritable libérateur. Lui aussi a fait campagne. Ce n'est plus un char, mais une superbe voiture américaine qui dépose le patriarche dans son village natal. Grandi par l'éclat de la victoire alliée, il va, maintenant que sa guerre est finie, relancer la Mafia.

Ce sera une autre guerre qui, elle, va durer près de deux ans.

CHAPITRE III

**LA MAFIA
JOUE
LES
SÉPARATISTES**

La perte de la Sicile descelle le fascisme

L'heure approche de la chute de Mussolini.

La capacité de combat de l'Italie diminue de semaine en semaine. Le front de l'Est a englouti 120 000 soldats sur les 240 000 qui ont été envoyés en renfort à Hitler. 120 000 soldats, c'est l'équivalent de dix divisions. Face aux Alliés, le matériel n'a pas été renouvelé et les pertes ont été encore plus considérables : 150 000 hommes en Tunisie, 200 000 en Sicile.

L'Axe, à mesure que l'Allemagne enregistre des défaites, se fissure de plus en plus profondément.

En Italie même, les bombardements des Alliés se sont intensifiés. L'Italie n'a jamais compté tant de victimes que cette année-là, et Rome est particulièrement touchée.

Chute de Mussolini

Agé de soixante ans, souffrant d'un ulcère, Mussolini vit une dernière et violente passion pour sa maîtresse, Clara Petacci. C'est, hors sa modeste épouse, le seul être en lequel, sans doute, il garde confiance. Car il se méfie de tous, non sans raisons.

Le 5 février, puis le 12, le 13 et enfin le 27 il a dû remanier son cabinet.

Dans l'ombre, le roi prépare son éviction.

Dans la nuit du 24 au 25 juillet, le Grand Conseil fasciste se réunit. Heures tumultueuses, au cours desquelles les conjurés, menés par Grandi, mettent le Duce en accusation.

Le 25 juillet à 2 heures 30 du matin, on vote sur cette question : Mussolini doit-il partir ? Dix-neuf conseillers se prononcent affirmativement. Sept votent contre.

Dans l'après-midi du 25, Mussolini va rendre visite au roi qui lui demande de remettre sa démission. Au moment où il sort du palais, deux officiers le poussent dans une ambulance. Celle-ci démarre et l'emporte vers une destination inconnue.

C'est la fin du régime fasciste première manière, après vingt-trois ans d'existence.

Le roi fait appel aussitôt au maréchal Badoglio qui est nommé chef du gouvernement. Le parti fasciste s'effondre provisoirement, sans esquisser le moindre geste de résistance.

A peine installé au pouvoir, Badoglio commence à négocier secrètement avec les Alliés. Les conversations traînent.

— Les négociations furent longues et exaspérantes, note Eisenhower dans ses Mémoires.

Prisonnier de Badoglio, Mussolini est enfermé à l'hôtel Campo Imperatore, sur le Gran Sasso, le point culminant des Apennins. Il en sera libéré par un coup de main sensationnel, que dirige le colonel S.S. Otto Skorzeny.

Honneur à don Calo !

Pendant ce temps, que deviennent les *mafiosi* dans une Sicile qu'ils ont fortement contribué à libérer ?

Ils vont assurément tirer parti des perspectives nouvelles qui s'offrent à eux.

Honneur tout d'abord à don Calogero Vizzini ! A peine est-il revenu à Villalba qu'il est intronisé comme maire de la bourgade par le lieutenant américain Beehr qui appartient aux services secrets.

La cérémonie se déroule dans la caserne des carabinieri. On boit beaucoup, on chante, on s'embrasse, on crie : « Vive la Mafia, vive don Calogero ! »

Le soir même, don Calogero reçoit de ses amis américains, pour lui et pour ses compagnons, des autorisations de port d'armes. Ils doivent servir de troupes auxiliaires des carabinieri... et se défendre contre les éventuelles réactions fascistes.

Toutes sortes de dons américains affluent chez le nouveau maire de Villalba : vêtements, chaussures, voitures, camions. Ces derniers vont être extrêmement précieux pour l'organisation du marché noir en Sicile.

Car, dans cette période qui succède à la Libéra-

tion, alors que la guerre va durer encore près de deux ans, le marché noir va devenir le principal champ d'action de la Mafia, lui fournir l'essentiel de ses ressources.

En outre, le désir des *mafiosi* est évidemment de caser leurs hommes dans les services administratifs mis en place par les Alliés et principalement par les Américains. Le neveu de don Calogero, Damiano Lumia, qui avait pris place à ses côtés dans le char américain, devient tout naturellement interprète auprès de l'état-major américain. Genovese, pour sa part, devient tout bonnement l'interprète du colonel Poletti, le gouverneur militaire américain.

Un trafic considérable se développe

Grâce à ces hommes et à quelques autres, un trafic considérable se développe bientôt en Sicile et dans toute l'Italie méridionale. Il porte sur des tonnes de spaghettis, sur des wagons ou des camions remplis d'huile, de farine, de légumes.

Un exemple de ce trafic concerne précisément la bourgade de don Calo : des agents du fisc constatent que, sur les trois cents sacs de denrées entassés à Villalba dans des camions à destination de Nola, soixante d'entre eux, remplis de sel, ont été expédiés sous une fausse identité à un destinataire inexistant.

L'enquête, longue et difficile, aboutit à des proches de don Calogero. Elle sera stoppée par le commandement militaire américain qui affirme que ces sacs étaient destinés aux Alliés.

Concernant les activités illicites de Genovese,

l'enquête se heurtera à la même mauvaise volonté des autorités, en dépit de l'acharnement mis dans cette affaire par un sergent américain (1).

D'énormes bénéfices sont retirés de ce négoce illégal.

La contrebande des cigarettes américaines, et des médicaments — certains, telle la pénicilline, étaient pratiquement introuvables — ainsi que le développement de la prostitution fournissent d'autres sources de profits.

Des bandes écument les campagnes

A ses lisières, la Mafia voit se lever une concurrence inquiétante. En raison de la faiblesse des nouveaux pouvoirs, et de la dégradation des mœurs qui en résulte, des bandes de jeunes délinquants se forment, dans les villes, mais surtout dans les campagnes, où fleurit la contrebande du blé. Ces jeunes délinquants sont parfois issus de bonne famille. Ils rejettent toute tutelle, et supportent mal d'être contrôlés par la Mafia. Les plus célèbres de ces chefs de bande indociles s'appellent Luciano Alfano, Turrisi, Trabona et le fameux Giuliano.

La Mafia traditionnelle a peu de chose à voir avec les violences et le pillage de ces bandes. Son système consiste à contrôler un certain nombre de négoce, à offrir une protection payante, à organiser des élections, de façon à mettre au pouvoir des amis politiques qui, en échange, lui

(1) Nous reviendrons sur cet épisode dans le tome IV.

permettent de prospérer et la protègent contre les curiosités gênantes. Le romantisme sauvage d'un Giuliano est aux antipodes de ses conceptions.

Car la chute du fascisme avait réouvert l'éventail des partis politiques : démocratie chrétienne, parti socialiste, parti communiste, monarchistes, mouvements séparatistes. Les Alliés — de véritables occupants à pleins pouvoirs, aux termes de l'armistice signé par Badoglio — étaient destinés à évacuer la Sicile après la victoire. L'important pour la Mafia était donc de discerner la force politique appelée à triompher alors et avec laquelle elle serait à même de s'entendre.

Qui va s'imposer dans cette Sicile encore en proie à toutes sortes de désordres ? Le pronostic n'est pas aisé à faire. Le parti communiste, toujours prompt à se manifester, commence à intéresser certains ouvriers, et les paysans les plus pauvres, extrêmement mécontents de la situation agraire.

L'autre force, toute neuve, est celle des séparatistes qui cherchent la revanche sur l'oppression italienne de la Sicile, mise en place, nous l'avons vu, au XIX^e siècle. A leur tête on trouve de grands propriétaires, des aristocrates, des notables, des hommes qui ont parfois occupé sous le fascisme des positions en vue. Mais aussi des jeunes gens à tête chaude, qui s'enflamment facilement pour cette idée, et qui sont prêts à sauter sur leur fusil pour l'imposer. Giuliano est de ceux-là.

La Mafia était née, au XIX^e siècle, de la résistance à l'oppression italienne, piémontaise puis romaine, on se le rappelle. C'est donc cette carte du séparatisme qu'elle va tout d'abord jouer, mais avec prudence.

Alliance avec les séparatistes

Un des chefs de la droite séparatiste est le député Andrea Aprile, remarquable orateur. Il sait manier avec une chaude éloquence les mots qui font vibrer les foules. Il se vante volontiers de ses relations amicales, sans doute surfaîtes, avec son « cher Winnie » (Churchill) et son « cher Delano » (Roosevelt), les Alliés tout-puissants.

Au début de 1944, Aprile parle à Bagheria. Cette ville est un fief de la Mafia des jardins. Aprile connaît par cœur sa géographie humaine de la Sicile. Il sait parfaitement à qui il s'adresse. Aussi quand il s'écrie : « Si la Mafia n'existait pas, il faudrait l'inventer. Je suis l'ami des gens de la Mafia, tout en me proclamant personnellement opposé au crime et à la violence », un tonnerre d'applaudissements salue ces paroles.

Propos accueillis favorablement par don Calò, lequel, à la fin de 1943, a déjà participé, à Catane, à un congrès clandestin des séparatistes. Il y représentait la province de Caltanissetta, mais sa représentativité fut contestée par un futur député communiste, l'avocat Varvaro.

Les bonnes dispositions d'Aprile à l'égard de la Mafia lui ouvrent les portes des provinces de Caltanissetta et d'Agrigente, qui sont des secteurs *mafiosi*. La règle est en effet que, dans les terres de la Mafia, on ne puisse prendre la parole que si on est un « ami ».

Cette règle est rigoureusement observée au début de 1944. En mars, Meuccio Ruini, ministre du gouvernement Bonomi, veut tenir une réunion au théâtre Massimo de Palerme. A peine est-il apparu qu'un vacarme intense se déclenche dans la salle.

Des œufs pourris et des tomates qui ne valent pas mieux volent vers la tribune. Ruini s'empresse d'évacuer la scène. Il renonce à tenir sa réunion.

Belle occasion pour Aprile de montrer sa force. Quelques jours plus tard, il vient tenir un meeting dans ce même théâtre Massimo. La salle est comble. Les amis de la Mafia sont venus en masse de toute la région. Il est de nouveau acclamé quand il s'écrie que les ennemis d'une Sicile indépendante sont des traîtres.

Et le 2 septembre, c'est à Villalba même qu'Aprile va déverser son éloquence. Evidemment don Calò ne s'y oppose pas. Mais il est plutôt un sympathisant lointain du séparatisme, qu'un partenaire très engagé. Après tout, on ne sait pas comment tout cela va tourner.

Lors de la réunion secrète de 1943, un des objectifs fixés aux séparatistes a été l'interdiction de la prise de parole aux représentants des partis «italiens». Au cours de cette réunion a été également décidée la création d'une armée secrète de l'indépendance, l'E.V.I.S. (armée des volontaires pour l'indépendance de la Sicile).

La démocratie chrétienne et les communistes dans le jeu

Les séparatistes ne tardent pas à se heurter au nouveau haut-commissaire nommé au début d'août 1944, l'avocat Salvatore Aldisio. Energique et habile, il ne se contente pas d'exercer la seule répression contre les séparatistes, il favorise les ambitions de la démocratie chrétienne, capable de rallier bien des milieux traditionalistes. Et, à l'indé-

pendance, il oppose un programme de « large autonomie ». Aldisio espère ainsi que nombre d'éléments conservateurs, de petits et grands propriétaires, jugeront que la démocratie chrétienne est, somme toute, un rempart plus sûr, contre l'agitation socialiste et communiste, que le séparatisme.

Entre les formations politiques renaissantes, le rusé don Calo louvoie. Il a appuyé le séparatisme. Bientôt il tourne ses regards vers la démocratie chrétienne. Il y est sans doute encouragé par ses deux frères qui ont revêtu la soutane. Pourquoi renoncerait-il à se créer des « amitiés » dans ce secteur politique ? N'est-ce pas là le vrai jeu de la Mafia ? S'assurer des « amitiés » dans les différents camps, demeurer dans la coulisse afin de ne pas attirer l'attention, et être sûr de figurer dans le camp des vainqueurs, quels qu'ils soient.

Ainsi don Calo et d'autres *mafiosi* proposent également leurs bons offices au parti communiste naissant. Don Calo fait savoir à Nicola Piave, secrétaire de la fédération du parti communiste pour la province de Caltanissetta qu'il est prêt à accepter la création d'une section du parti dans son fief de Villalba. Mieux : des bourses du travail et des sections du parti pourront être ouvertes dans les régions contrôlées par la Mafia. A deux conditions : ces organisations doivent être confiées à des hommes bien vus de l'Organisation, et ceux-ci doivent s'engager à ne pas nuire aux *gabbellotti* de la Mafia.

Ces propositions n'ont pas été, au début, si mal reçues. Michele Pantaleone, auteur de *Mafia et politique*, qui ne cache pas ses opinions de gauche, écrit à ce sujet :

« Il faut dire, pour l'amour de la vérité, que

jamais les communistes de Caltanissetta ne prirent position contre la Mafia : les socialistes soutenaient la thèse d'une lutte à fond et ouverte, tandis que les communistes jugeaient de bonne politique d'ignorer certains aspects du phénomène en question, afin de ne pas créer une division électorale.»

Et les socialistes eux-mêmes, il faut l'ajouter, associés avec la démocratie chrétienne au gouvernement régional sicilien, à partir de 1961, mettront une forte sourdine à cette « lutte à fond et ouverte ».

La place sanglante

Pourtant, c'est à Villalba même, village qui appartient à la province de Caltanissetta, qu'entre don Calogero, seigneur de ce lieu, et la gauche, va se dérouler un affrontement sanglant. La place de cette bourgade, la place Madrice, en sera le théâtre.

« C'est vraiment une toute petite place — écrit Carlo Levi dans sa préface au livre de Pantaleone — une trentaine de mètres de longueur, au plus, pour quinze mètres de large. »

Le fond de ce rectangle est occupé par l'église. En face d'elle, à l'autre extrémité, se trouvent deux bars. Près de l'église est installé le siège de la démocratie chrétienne et, derrière cette maison, se trouve celle de don Calo. A proximité, la Banque de Sicile possède une succursale, et un peu plus loin, hors de la place, est installée la caserne des carabinieri.

Tous les pouvoirs temporels, note Carlo Levi,

sont donc ici concentrés dans un bref espace : la politique, l'économie, la vie sociale, l'Eglise et la Mafia...

« Cette place est comme une scène de théâtre où de l'aube à la nuit s'agitent les protagonistes d'une tragédie : le peuple, les rois, les tyrans, les meurtriers et le chœur, les serviteurs et les dieux. »

Dans cette petite ville, sur cette place, habite un adversaire de don Calogero, Michele Pantaleone, socialiste, futur auteur de *Mafia et politique*.

Des années après le drame du 16 septembre 1944, que nous allons raconter, Carlo Levi est descendu chez son ami Pantaleone. Tous deux doivent partir à l'aube pour Palerme. Quand Levi se lève, le jour commence à poindre. Quand il regarde par la fenêtre, il aperçoit deux hommes qui déambulent sur la place Madrice. L'un d'eux est un grand gaillard corpulent ; son chapeau est rabattu sur ses yeux, il a jeté négligemment une veste, manches pendantes, sur ses épaules, et il arpente la place de son pas lourd, cigare aux lèvres. Le second, d'après son attitude respectueuse pour son compagnon, est de toute évidence un subalterne.

« Il étaient seuls, écrit Carlo Levi, et marchaient, lents et solennels, sur la place, comme s'ils avaient voulu, à cette heure, s'en emparer avant tout autre : le chef de la Mafia locale et son acolyte mettaient le pied sur ce terrain qui était celui de leur empire et, dans la place encore vide, ils paraissaient très grands. Ils lançaient vers ma fenêtre des regards obliques et les détournaient aussitôt, afin de ne pas avoir l'air de regarder. Et moi, je les regardais de là-haut et je sentais sur moi, sans les croiser jamais, les trajectoires

courbes et hostiles de leurs regards remplis d'arrogante méfiance.»

«Je vous baise les mains»

Peu après le «maréchal» des carabinieri vient rejoindre les deux hommes de la Mafia. Puis apparaît une forme noire. C'est le curé. Il salue les hommes de la Mafia, tire une grosse clé de sa poche et entre dans l'église. Bientôt de vieilles femmes et quelques hommes se glissent à travers la place pour aller entendre la première messe matinale.

«Tous devaient, plus ou moins, passer par la place, croiser ces trois hommes dominateurs et commencer la journée en les saluant; les formules étaient diverses et nuancées, selon le degré du pouvoir: «Je vous baise les mains», disait-on au chef de la Mafia et à son compagnon; «Je suis votre serviteur», disait-on au maréchal de la police. Le prêtre n'était salué que par ceux qui s'approchaient de l'église ou qui y entraient: «Votre bénédiction, curé.»

» Ainsi, par le salut au pouvoir, commençait pour tous la journée; et les réponses étaient tout aussi nuancées par les saluts, allant des paroles à un simple geste silencieux.» La scène que Carlo Levi a contemplée au petit matin, de sa fenêtre, comporte assurément quelques traits forcés dus à la stylisation d'un écrivain de gauche qui est aussi un partisan. Mais cette scène restitue merveilleusement le climat humain de la petite ville de Villalba, son ton féodal immuable, incarné dans la démarche matinale de quelques personnages.

Sur cette petite place Madrice, le 16 septembre 1944, une fusillade a mis fin à un meeting.

Ce jour-là, le député communiste Li Causi et les socialistes de la région doivent parler à leurs partisans. Sur la place débouche un camion chargé de militants de ces deux partis et de mineurs de Caltanissetta.

Quand le camion stoppe, il y a sur cette place un gros homme, en bretelles et manches de chemise : don Calo. Les paupières plissées, avec un mauvais sourire sur le visage, il s'adresse à ces «étrangers», à ces visiteurs insolents, qui ne lui ont pas demandé l'autorisation de prendre la parole, et leur dit :

– Me ferez-vous l'honneur d'accepter un café?

Don Calo : « Mesurez vos paroles ! »

On entre. On cause. Don Calogero n'élève guère la voix. Mais il détache les mots qu'il prononce, de façon que ses interlocuteurs comprennent qu'il s'agit d'un avertissement.

– Villalba, explique-t-il en maire de ce lieu, est en quelque sorte une abbaye. Il ne convient pas d'en troubler le repos. Aussi, si vous persistez dans votre intention de parler, au moins prenez garde à mesurer vos paroles.

Voilà qui est clair. On se sépare là-dessus. Li Causi n'a pas l'intention de renoncer à sa prise de parole, ni Michele Pantaleone, citoyen de cette ville, qui a provoqué cette réunion.

L'après-midi, le meeting commence. Devant la Banque de Sicile, les opposants ont dressé une petite table, derrière laquelle ont pris place les

trois orateurs: le P^r Cardamone, Michele Pantaleone et Li Causi. Autour d'eux se pressent les militants qui sont venus dans le camion.

Tout le reste du rectangle que forme la place appartient aux hommes de la Mafia. Silencieux, ils sont alignés au pied des maisons, ou bien forment un petit groupe tassé devant le siège de la démocratie chrétienne, autour du neveu de don Calo.

Les habitants de Villalba n'ont pas osé venir au meeting. Ils sont restés cloîtrés dans leurs fermes ou, à la rigueur, se tiennent sur le pas de leur porte, pour tenter de capter quelques mots.

Don Calo lui-même est debout, un bâton à la main, seul au milieu de cette place Madrice écrasée de soleil, dont il est le maître. Massif, immobile, le visage fermé. Il écoute le P^r Cardamone. De quoi parle l'honorable professeur? Des républicains démocratiques du Moyen Age. *Va bene!* Que le professeur parle! Michele Pantaleone, qui lui succède, habite cette ville. Par sa seule présence, Pantaleone défie don Calo. Pantaleone, a présent, attaque les séparatistes, s'en prend à Aprile qui est venu parler ici quelques jours plus tôt. Allons, que Pantaleone parle! Don Calo ne va pas s'en prendre à ce second rôle.

Et voici maintenant Li Causi, le député communiste, excellent orateur, fort populaire auprès des paysans pauvres. Sa voix tonne sur la place. Au même moment, dans l'église, le curé, frère de don Calo, fait résonner ses cloches pour tenter de couvrir le bruit de cette voix. Li Causi n'en poursuit pas moins son discours. Il est de plus en plus agressif. Il s'en prend aux propriétaires terriens, dénonce l'exploitation des pays, s'attaque à la Mafia.

On releva une quinzaine de blessés

C'est alors que don Calo intervient. Seul, au milieu de la place, il crie : « Ce n'est pas vrai ! »

Est-ce un signal convenu ou la riposte spontanée des hommes de la Mafia, déclenchée comme par réflexe par la voix de leur chef ? Des coups de feu éclatent. Des grappes d'hommes sont touchées par cette salve.

— Arrêtez ! Arrêtez ! crie Li Causi.

Il tombe. Il a reçu une balle dans le genou. Courageusement Pantaleone le charge sur ses épaules et le transporte à l'abri, derrière l'immeuble de la Banque de Sicile. Puis il sort son revolver (il n'y a pas que les hommes de la Mafia à être armés) et tire cinq balles. En l'air, assure son préfacier Carlo Levi.

Après la fusillade, on relève une quinzaine de blessés. Evidemment une enquête est ordonnée, un procès est ouvert. Mais là encore intervient le pouvoir occulte de la Mafia. Le procès, qui commence à la fin de 1944, ne sera terminé qu'en... 1958. Quatorze ans d'instruction, c'est une belle performance pour ceux qui se sont embusqués dans le maquis de la procédure.

Quatre ans plus tôt, don Calo était mort dans son lit, entouré de la considération générale des habitants de la région.

Dans l'épisode sanglant de la place Madrice se sont affrontés les forces quasi féodales de la Mafia, et les mouvements de gauche qui cherchent à tirer parti du mécontentement des paysans pauvres.

Les paysans revendiquent l'application de lois fascistes

Or ces paysans tentent d'utiliser une législation mise au point en leur faveur par le régime fasciste. Les lois des 13 février 1933 et du 2 janvier 1940 stipulent que certains grands domaines, s'ils sont demeurés en friche, ou ont été insuffisamment exploités, peuvent être expropriés.

C'est en vertu de cette législation que les paysans de Villalba, réunis dans la coopérative «Liberté», réclament que le domaine de la princesse de Trabia, c'est-à-dire le fief Micicche, soit exproprié, car la princesse aurait dû faire construire soixante-cinq maisons paysannes. Or, elle n'en a rien fait.

En riposte, la princesse confie le fief Micicche à un gérant énergique : personne d'autre que le puissant don Calò. Celui-ci sera chargé de percevoir les loyers, étant entendu que, sur les sommes encaissées, il gardera pour lui 25 pour cent.

Il est juste d'ajouter que les revendications des paysans ne furent pas mieux accueillies par le haut-commissaire de la nouvelle Italie démocratique, Aldisio. Ce dernier s'empessa de verser le dossier aux archives.

Toute une série d'opérations n'en furent pas moins menées par les bandes paysannes, appuyées parfois, par exemple dans la province de Caltanissetta, par les ouvriers des mines de soufre, ou par quelques cheminots que la destruction du réseau ferroviaire condamnait au chômage. On vit même, au cours de ces manifestations, flotter côte à côte le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau, et le drapeau des

monarchistes orné des armes de la maison de Savoie.

Ces cortèges envahirent les terres de la princesse de Trabia, des barons Bartoli, du comte Testasecca, pour ne citer que quelques noms.

Genco Russo

Afin de faire face à cette offensive paysanne, les aristocrates possesseurs de grands domaines firent à plusieurs reprises appel aux *mafiosi*, imitant en cela l'exemple donné par la princesse Trabia. Genco Russo fut ainsi chargé de la sécurité du fief de Mussomeli, bourgade du centre occidental de la Sicile, à vingt kilomètres au sud de la Villalba de don Calo.

Ancien berger, ce Genco Russo, appelé à devenir un très puissant personnage dans la Mafia sicilienne, avait été arrêté à plusieurs reprises sous le préfet Mori, au temps du fascisme. Il se distingua au moment du débarquement en Sicile, en contraignant à se rendre un officier italien chargé de la défense de l'île. Il fut amnistié pour faits de Résistance, en 1944.

Genco Russo, tout comme don Calo, bénéficia de la protection du colonel américain Poletti. Il disposait assurément de moyens et de protections pour briser l'agitation paysanne.

Les grands propriétaires firent encore appel à d'autres *mafiosi* : Salvatore Malta défendit le fief de Vicaretto ; Luciano Liggio, le fief Strasatto ; Vanoni Sacco le fief Parino ; Barbaccia, les terres de Ficuzza...

En même temps que le mouvement paysan se

développait, le banditisme avait essaimé dans toute l'île. On l'a vu, des bandes composées de jeunes gens parcouraient les campagnes, volaient, tuaient, dépouillaient les paysans. On l'a vu aussi, ces bandes, nées du chaos qui avait suivi la chute du fascisme, recrutaient parmi des éléments très jeunes, et échappaient au contrôle des vieux *mafiosi*. Ceux-ci n'assistaient pas sans inquiétude à leur éclosion.

Ils tentèrent peu à peu de les contrôler. Les gros propriétaires s'efforcèrent également d'enrôler ces chefs de brigands et les chargèrent de défendre leurs terres contre les paysans.

Par exemple, un propriétaire de nombreux domaines donna en métayage la meilleure terre d'un de ses fiefs aux enfants du bandit Trabona.

Celui-ci, en contrepartie, était chargé d'intervenir si les autres métayers manifestaient des exigences peu compatibles avec les intérêts du propriétaire.

Téléphone pour donner l'alarme

Un autre propriétaire avait fait installer — modernisation remarquable dans ce pays — le téléphone dans ses vingt-deux fermes. Elles pouvaient ainsi communiquer entre elles et donner l'alarme si elles étaient menacées. En pareil cas, on faisait appel au chef de bande Melchorre Turrisi. Les communications téléphoniques servaient aussi à donner le temps à Turrisi de s'échapper, si les carabinieri étaient signalés dans le pays.

Toutes ces violences, qui s'accompagnèrent parfois de l'assassinat de personnalités locales,

ne doivent pas faire oublier que le mouvement paysan commit lui-même des exactions. Ses revendications étaient d'ailleurs provisoirement irrecevables puisque, si les paysans réclamaient des terres, c'était en vertu d'une législation du régime fasciste dont les partis politiques italiens — et particulièrement les partis de gauche — ne cessaient de proclamer l'illégitimité.

Les exigences des paysans se heurtèrent en outre au pouvoir exécutif, peu soucieux de voir se créer des communes paysannes qui ne pouvaient guère que profiter au parti communiste.

Le mouvement paysan obtint néanmoins certains résultats sur le plan politique. Sous l'influence des partis de gauche, les paysans qui avaient participé aux marches dans les fiefs votèrent pour les listes du « Bloc du peuple ».

Les diverses élections reflétèrent cette avancée du mouvement paysan. Partout où ce dernier avait réussi à s'installer sans grande opposition dans les *latifundia*, les administrations communales furent conquises par les partis de gauche aux élections de mars 1946.

Et le succès du « Bloc du peuple » fut encore plus net aux élections à l'assemblée régionale sicilienne, le 20 avril 1947. Le Bloc conquist une trentaine de sièges.

Une nouvelle politique agraire

Ce succès avait été très nettement encouragé par les décrets des ministres de l'Agriculture Gullo (communiste) et Segni (démocrate-chrétien) qui avaient légalisé l'occupation des terres.

En outre le haut-commissaire pour la Sicile, Aldisio, jugé sans doute trop mou, avait été remplacé à son poste, au cours de l'automne 1946, par l'avocat Selvaggi. Celui-ci donna également une orientation de gauche à la politique gouvernementale.

La politique de Selvaggi eut pour effet de modifier profondément les rapports entre propriétaires et paysans. Autorisés à conserver les terres des *latifundia* qu'ils avaient occupés, les paysans devaient verser aux propriétaires un loyer fixé par l'Etat.

Cette politique ne faisait pas du tout l'affaire des *gabellotti* qui se trouvaient court-circuités. Par contrecoup, la nouvelle politique agraire lésait donc les intérêts de la Mafia.

Ce n'étaient pas seulement les dirigeants de la Mafia qui éprouvèrent de l'inquiétude. Beaucoup de Siciliens s'interrogèrent sur l'avenir. Jusqu'alors avait existé un certain équilibre entre le Nord de l'île, ouvrier et socialiste, et le Sud essentiellement agricole et plutôt monarchiste. Les élections administratives en 1946, les élections politiques en 1947, étaient en train de donner l'avantage à la gauche.

Or, cette rupture d'équilibre survenait au moment où, sur le plan international, s'amorçait la guerre froide; au moment où l'ensemble du monde occidental redoutait l'avènement en Italie et en France d'un pouvoir monopolisé par les partis communistes, voire une offensive soviétique capable de soumettre l'Europe jusqu'à l'Atlantique.

CHAPITRE IV

LE TOURNANT

La Sicile avait été, dès les années de guerre, un sujet d'opposition entre les Alliés occidentaux et les Soviétiques.

En février 1944, c'est un visiteur tout à fait inattendu que voit arriver le colonel Poletti à son quartier-général de gouverneur militaire de la Sicile. Personne d'autre que l'ambassadeur soviétique Vichinsky.

Une démarche de Vichinsky

Vichinsky s'était signalé à l'attention, en 1936-1938, comme le sinistre procureur des procès-purges de Moscou, effroyables parodies de justice. Ce qui l'amène maintenant à se déplacer jusqu'en Sicile, c'est que Staline redoute de voir les autorités américaines favoriser le mouvement séparatiste sicilien. Il a pris contact à Palerme avec

un membre du comité central du parti communiste italien, le député Li Causi.

La démarche de Vichinsky reste vaine. Dans son rapport confidentiel à Staline, il dénonce une « inévitable symbiose entre le réactionnarisme et l'impérialisme anglo-saxon ».

Voilà qui témoigne à quel point Staline s'intéressait aux affaires intérieures d'un pays aussi lointain que l'Italie. Et Poletti aurait pu souligner que Roosevelt, lui, n'intervenait pas dans les rapports entre la république de Lituanie (occupée par les troupes soviétiques) et Moscou.

S'alignant sur le Soviétique Vichinsky, Palmiro Togliatti, qui regagne l'Italie après dix-huit années d'exil, affirme donc l'opposition absolue du parti communiste italien à toute atteinte à l'unité nationale.

En ce mois de septembre 1944, qui a vu l'affrontement sanglant de la place Madrice à Villalba, le gouvernement se prépare à frapper plus fort contre les séparatistes.

Le 30 septembre la nuit est très douce à Palerme. Sur la via Cavour, un petit groupe d'hommes sort d'une maison. Ce sont des dirigeants séparatistes qui viennent de tenir une réunion chez l'un d'eux, l'avocat Varvaro, secrétaire général du mouvement pour l'indépendance sicilienne. Celui-ci est descendu dans la rue pour faire un bout de chemin avec ses hôtes, au nombre d'une dizaine. Parmi eux se trouve Aprile.

Ils marchent, prennent une autre rue et se dirigent vers la place Politeama. Ils n'ont pas pris garde que derrière eux une file de voitures s'est mise doucement en marche, et, à bonne distance, suit leur progression.

Enlevés par la police

Le petit groupe fait halte devant un débit de boissons, l'Extrabar, qui est encore ouvert.

— Venez, dit à ce moment Aprile à l'avocat Varvaro.

Il a un renseignement confidentiel à lui fournir. Les deux hommes traversent la chaussée et gagnent le trottoir opposé.

Au moment où ils s'apprêtent à retraverser, la file des voitures stoppe à leur hauteur. Les portières s'ouvrent brutalement. Des hommes en jaillissent, pistolet au poing. Suffoqués, isolés de leurs compagnons par la file des véhicules, Aprile et Varvaro n'ont pas le temps de réagir. Des mains vigoureuses les empoignent, les poussent vers les voitures qui démarrent aussitôt.

Dans le port de Palerme est mouillé un petit navire de guerre, l'avisio *Pomona*. Ses machines sont tenues sous pression. C'est là que le commissaire Agnesina conduit les deux chefs du mouvement d'indépendance. Aussitôt qu'ils sont à bord, le navire prend la mer.

Le commissaire Agnesina gagne alors la cabine-radio. Il expédie à Rome le message suivant : « Opération « Pomona » terminée — selon vos instructions. Stop. Faisons route vers l'île de Ponza. »

Ce rapt n'est qu'un début. Les autorités italiennes portent au mouvement séparatiste une série de coups. A Palerme, on arrête un des chefs de l'E.V.I.S., l'avocat Rogiovanni. Un autre avocat, qui commande dans la province de Messine, est également arrêté. Un chef de bande est fait prisonnier. Deux dépôts d'armes sont découverts.

Offensive contre les séparatistes

Le journal *La Voce di Sicilia* approuve bruyamment toutes ces mesures, dans son numéro du 3 octobre.

« On ne peut que se féliciter, peut-on y lire, de la décision prise à Rome de dégonfler le ballon séparatiste. Cette décision ne manquera pas de déplaire aux propriétaires terriens et aux *mafiosi*, leurs alliés. Nous avons pu rencontrer hier dans les rues de Palerme don Calogero Vizzini qui déambulait tristement, escorté de son état-major, sous les arcades de la Galleria delle Vittorie. Un homme tel que don Calo a mille ressources, mais il y a tous ceux qu'il a compromis : les délinquants occasionnels, les petits et moyens bandits que l'E.V.I.S. avait attirés dans son orbite et qui vont maintenant rester orphelins. Par exemple ce Giuliano et sa bande de Montelepre. Celui-là, il faut l'arrêter. Il y a quelque temps, le brigadier de carabinieri Leone Alberto l'ayant suivi jusqu'à Palerme, avait constaté que ce bandit était un des intimes de la maison de Finocchiaro Aprile et des gros bonnets séparatistes, ainsi que des aristocrates de notre ville. Giuliano était ici sous leur protection, tentant de se refaire une virginité morale sous le couvert de leur mouvement prétendument politique. En réalité, ces gens avec leurs grosses ou petites bandes voulaient faire de l'E.V.I.S. une organisation régissant rationnellement, en leur donnant un nom et une structure bien définis, les différentes organisations de la Mafiasicilienne, organisation disposée à se prêter à n'importe quel jeu politique, pourvu qu'il soit rentable : on a vu comment le fascisme les a

utilisées avant de tenter de les détruire. Par une sorte de mascarade exotique d'une part, grâce à la complicité équivoque de certaines personnes d'autre part, Finocchiaro Aprile a pu faire illusion et se construire une popularité : il a sombré dans le ridicule et ses complices vont sans doute changer leur fusil d'épaule. Il faudra aller les découvrir sous d'autres masques qu'ils ne manqueront pas de mettre sur leurs visages de *mafiosi*. Faute de quoi, l'arrestation d'Aprile et de ses complices n'aura été qu'un fait divers digne de peu d'intérêt.»

L'affaire du *Pomona* et les opérations qui suivirent témoignaient en tout cas d'une attitude désormais résolue du pouvoir face au mouvement séparatiste. Il est probable que cette résolution gouvernementale a pesé sur les chefs de la Mafia et les a incités à abandonner un bateau qui commençait à donner de la bande.

Bientôt de nouveaux dirigeants séparatistes, des chefs de l'E.V.I.S. sont capturés. Officiellement. Poletti ne peut pas grand-chose devant ces mesures. Il a adressé plusieurs rapports au gouvernement américain. Il y défend la cause du séparatisme. Mais Roosevelt y est hostile. Il ne veut rien faire qui puisse, alors que le conflit n'est pas terminé, chagriner son cher «oncle Joe» (Staline).

Luciano revient au pays

Les mois passent. La guerre s'achève. Mussolini et sa maîtresse Clara Petacci ont connu sur le lac de Côme une fin tragique. Abattus par les

partisans communistes, ils ont été traînés à Milan pour y être pendus par les pieds au toit d'une station-service de la Piazza Loreto.

La paix revenue et l'établissement d'institutions démocratiques à l'italienne n'empêchent pas, au contraire, les trafics du marché noir, les combines, la consolidation du pouvoir de la Mafia.

A Gênes, en février 1946, débarque d'un *liberty-ship* un passager vêtu d'un élégant costume gris, mais passablement fripé.

Sur le quai, s'entassent les journalistes et les photographes. Ils en seront pour leurs frais. La police forme un barrage serré.

Sorti de prison, libéré par les Américains, Lucky Luciano revient au pays.

Pour lui, ce retour s'effectue dans de mauvaises conditions. Le policier américain qui l'escorte lui apprend qu'il va être en quelque sorte assigné à résidence en Sicile. Une armée de policiers italiens envahit le cargo le *Laura Keene* et met littéralement à sac la cabine de «Lucky». Il a tout juste le temps de dire adieu à trois filles splendides qui ont charmé son voyage, et lui ont, après des années de détention, rappelé les saveurs de la vie.

Au lieu de coucher à l'hôtel, dans un palace, il logera en prison.

Le lendemain il gagne Palerme. Encore une journée et, escorté de policiers, il se retrouve à Lercara Friddi, son village natal, non loin de Villalba et de Mussomeli, dans le Centre-Ouest sicilien.

Tout au long de son trajet en Sicile, Luciano a subi un certain nombre de chocs. Dans Palerme, il a découvert une ville dévastée par les bombardements. Même dans la campagne on trouve des

trous d'obus et de bombes. Ce qu'est le visage de la guerre, au fond, dans sa prison, il n'y a jamais pensé.

Il n'a jamais imaginé non plus ce que pouvait être la misère de ces gens que la voiture croise tout le long de la route.

Dans son village natal, accueilli comme un héros

Après un tournant, la voiture stoppe. Le chauffeur tend le bras et dit: «C'est là!» Penché par la portière, Luciano redécouvre le décor de son enfance: des toits d'ardoise grise sous une légère brume.

Et puis, c'est la surprise: quand la voiture débouche sur la place du village, celle-ci apparaît gorgée de drapeaux et de banderoles. Tous les habitants de Lercara-Fridi sont là. Ils agitent des petits drapeaux américains. Ils poussent des cris de joie. «Longue vie et bonheur à l'enfant du pays», à ce Luciano qui est parti sans un sou et qui revient peut-être contre son gré, mais les poches bourrées de dollars. «Oui, hourrah! pour // *Milionario!*»

C'est la fête. C'est le miracle. L'orchestre joue l'hymne américain. Le maire est là. Sa poitrine est barrée par une écharpe rouge. Cette écharpe, on ne la porte que dans les cérémonies officielles. Mais Lucky est beaucoup mieux qu'une personnalité officielle. Il est le symbole vivant de la réussite dans ce pays prestigieux: les Etats-Unis, cet Eldorado.

Luciano l'Américain, le maire le guide jusqu'au registre officiel, lui prête son stylo à bille. Un objet

rare dans ce temps-là. Et Lucky signe, signe de son vrai nom sicilien, celui auquel il avait renoncé aux États-Unis: Salvatore Lucania.

Passé les retrouvailles avec les habitants du village, avec des parents éloignés, il n'est pas très séduisant pour un caïd comme Lucky de rester confiné dans un coin perdu de Sicile, et de troquer les palaces de New York contre une auberge de fortune. Sans trop de peine, Luciano obtient de la police sicilienne d'aller résider à Palerme.

Palerme n'est qu'une étape. Bientôt Luciano s'installe à Naples. Dans un palace, l'Excelsior. Puis, il gagne Rome et la via Veneto. Il n'a pas mis très longtemps à se «recycler». Comme pour les hommes de la vieille Mafia, le secteur des affaires est pour lui celui du marché noir. Il a bientôt à sa disposition une flottille de pêche. Et puis il spéculé. Il change ses dollars contre des liras qui ne valent presque rien. Ces liras, un de ses hommes de confiance va les changer à Tanger, où elles valent un peu plus cher. Elles sont troquées contre des dollars, qui vont servir à «Lucky» pour acheter de nouveau des liras en Italie. Et le petit jeu continue.

Les Américains regorgent d'articles de consommation. Le moindre d'entre eux intéresse les Italiens. Nombre d'Américains ne vont pas cependant aller trafiquer en pleine rue avec n'importe qui. Il est préférable d'avoir affaire à un intermédiaire discret. C'est ici qu'intervient l'habile Luciano.

— Je me suis arrangé, se souvient-il, pour être derrière tous ces intermédiaires. Je n'ai jamais trafiqué ouvertement moi-même (1).

(1) *Le Testament de Lucky Luciano.*

Le mirage américain inaccessible

Cependant, pour lui, toutes ces activités ne constituent guère qu'un passe-temps, un expédient provisoire. Le célèbre caïd n'envisage pas du tout de faire fortune au pays natal, de mettre toute l'Italie en coupe réglée, d'instituer un racket à sa mesure. Peut-être craint-il de se heurter dans ses entreprises à la vieille Mafia.

A l'automne 1946, quelqu'un transmet au millionnaire d'Amérique un message. Celui-ci ne comporte que trois mots: «Décembre. Hôtel Nacional.»

C'est le mot de passe. Il signifie: «Tu peux revenir.» Luciano n'attend pas. Il s'est procuré un passeport. Il boucle ses valises. Destination: le Mexique, l'Amérique du Sud. Ce n'est qu'une étape, pour donner un peu le change. L'étape suivante c'est Cuba. A la porte des Etats-Unis, ces Etats-Unis où l'élégant caïd de la *Cosa nostra* rêve de débarquer à nouveau.

Ce n'est qu'un rêve. Jamais plus Salvatore Lucania, dit Lucky Luciano, ne remettra le pied sur le territoire des Etats-Unis.

CHAPITRE V

**GIULIANO,
LE
BRIGAND
GENTILHOMME**

Montelepre. Textuellement, le Mont de la Lèpre. C'est un village au sud-ouest immédiat de Palerme, accroché au flanc du *monte* de Oro. Il est composé de maisons à un seul étage, coiffées d'un toit de tuiles rouges, réparties entre une vingtaine de rues qui se coupent à angle droit.

A l'une de ces maisons, on accède par un perron de sept à huit marches, encadré de deux fenêtres ornées de pots de fleurs. Quand on passe la porte, on a accès à une salle qui sert à la fois de cuisine et de salle à manger. Aux murs sont accrochées, comme dans la plupart des maisons siciliennes, des images de la Vierge et du Sacré-Cœur de Jésus. Sur la cheminée trône la photographie jaunie d'un combattant de la guerre 1914-1918. La photo a été prise peu avant le désastre de Caporetto. C'est celle du propriétaire défunt.

Sa veuve vit seule dans cette humble demeure, depuis un certain jour, le 2 septembre 1943, où

son fils chéri, Salvatore, a tué d'un coup de fusil un carabinier qui voulait lui prendre un sac de farine. Après ce meurtre, le fils a quitté le village, il a gagné le maquis. Il est recherché par les carabinieri. Cette région pauvre ne manque pas de garçons qui ont abattu des carabinieri, ou qui ont eu maille à partir avec les autorités, et qui vivent comme des brigands. Comme les bandits corses, on les aime bien dans le pays, on les protège, on ne donne aucun renseignement à la police qui les recherche, on leur accorde asile. Ils sont sous la protection de l'*omertà*.

«Bonjour, signor Salvatore»

La meilleure preuve c'est que le fils de la veuve revient souvent au village voir sa mère qu'il chérit. Il a beau être l'ennemi public numéro un du gouvernement italien, celui qu'on recherche partout, il circule impunément. Sur le pas de leur porte, les habitants identifient sans peine cette silhouette mince vêtue d'un cache-poussière gris, reconnaissent d'un coup d'œil ce visage aigu sous la casquette blanche et les lunettes noires. Ils le saluent. Ils disent : « Bonjour, signor Salvatore. » Et le signor Salvatore leur rend leur salut, poursuit sa marche. Respectueusement, il enlève sa casquette blanche devant Mgr Ferraro, l'archiprêtre du village.

A présent, il est devant sa maison. Il grimpe les marches, pousse la porte, serre dans ses bras sa mère, une vieille paysanne au visage bronzé, sillonné de rides.

Dans sa maison, Salvatore Giuliano, le plus

célèbre bandit de toute la Sicile, va passer une nuit paisible, protégée par le silence complice de tout le village.

Giuliano n'avait pas vingt ans quand il tua le carabinier. Quelques semaines plus tard, il avait déjà rassemblé autour de lui une poignée de bandits évadés de la prison de Monreale, ville proche de Montelepre. La petite troupe va vivre en prenant des otages parmi les nobles propriétaires terriens de la province de Palerme, et en leur extorquant des fonds. Seulement Giuliano ne garde pas pour lui seul les fonds ainsi raflés, ainsi que les biens matériels qu'il a pu saisir. Il en distribue une large part aux paysans pauvres et aux bergers de Montelepre. Il fait ainsi figure de héros populaire, de vengeur qui répare par ses pirateries l'injustice sociale. C'est le Mandrin de la Sicile, un personnage pour littérature « engagée ». Seulement, il est né trop tôt, et il n'y a pas encore d'intelligentsia dans le 16^e arrondissement de Paris et à Saint-Germain-des-Prés pour chanter la légende du beau Giuliano.

Camouflet à la Mafia

Tels sont ses débuts. Dans cette phase, on l'a dit, il n'est pas vu d'un très bon œil par les *gabel-lotti* de la Mafia. Les vieux *mafiosi* n'aiment pas beaucoup les turbulences des jeunes gens, et ce brigandage spontané, autonome, qui échappe à leur contrôle et qui ne peut qu'entraîner les pires mécomptes avec les autorités. Et puis ce Salvatore est d'une extraordinaire insolence. Sur la route de Castellamare del Golfo, en plein fief

mafioso, n'a-t-on pas retrouvé, le cadavre d'un vieux membre de la Mafia, la figure enduite de bouse de vache, avec en guise d'épithaphe, cet écriteau accroché à son col: «C'est ainsi que Giuliano traite les gens de la Mafia.»

A ce défi, la Mafia ne réagit pas. Elle a d'autres problèmes à régler avec Giuliano. Par la suite, entre Giuliano, dont la troupe s'est considérablement renforcée (elle comprend jusqu'à trois cents hommes), et la Mafia, les rapports vont d'ailleurs s'améliorer singulièrement.

Le terrain d'alliance c'est la cause séparatiste, que la Mafia soutient à ses débuts. Les aristocrates siciliens, qui sont souvent de gros propriétaires terriens, appuient aussi ce mouvement. Giuliano va embrasser cette cause qui au fond s'accorde parfaitement avec le côté irrédentiste qui est en lui. Peut-être aussi parce qu'il est flatté lui, le pauvre paysan, d'être traité comme un grand personnage par les ducs et les marquis de Sicile.

Cette rencontre va s'effectuer au sein de l'E.V.I.S., l'armée de libération sicilienne. Il est de l'intérêt de la Mafia d'intégrer les bandes de brigands dans une formation plus disciplinée. Elles cesseront ainsi leurs raids de pillages sur les domaines des grands propriétaires, quitte à s'en prendre davantage aux industriels des villes. De son côté, la noblesse des campagnes, toute acquise à l'idée d'indépendance, ne recule nullement devant l'idée de s'allier à des hommes comme Giuliano et d'autres chefs de bande. A ce sujet, on peut retenir cette déclaration du duc Guglielmo Paterno, qui était en quelque sorte le trésorier de l'E.V.I.S.: «Il a toujours été dans la

tradition patriotique sicilienne d'avoir recours aux brigands.»

Rencontre avec les séparatistes

Au début de 1945, dans une grande ferme située près de Rigano, qui appartient à des cousins de Genovese, Giuliano, guidé par don Calo, qui a obtenu son accord, rencontre les chefs séparatistes. Giuliano, que ses partisans ont surnommé *Lu Turridu*, est venu entouré de son état-major : Pisciotta (qui le trahira plus tard), Pasquale Sciorino, son futur beau-frère, Antonio Terranova, Giuseppe Zito, Antonio Cucinella, Frank Mannino, dit « L'Américain », parce qu'il est en contact avec le capitaine Mike Stern, de l'O.S.S., ce service de renseignement que dirige Allen Dulles et qui est l'ancêtre de la C.I.A.

Du côté du mouvement séparatiste sont présents le duc Paterno; Gallo, fils d'un député de Catane; le baron Tasca et le célèbre tribun Aprile.

Ainsi que l'écrit justement Jacques Kermoal : « Pour Salvatore Giuliano, habitué depuis sa plus tendre enfance à se découvrir en reculant devant les propriétaires terriens, à s'effacer pour leur laisser le passage, c'est le jour du triomphe. Le baron Tasca, ce grand seigneur de Palerme, lui donne du « Monsieur le colonel » à tout bout de champ. »

Car Giuliano a été aussitôt nommé « colonel » de l'E.V.I.S., promotion éclair qui n'est pas sans analogie avec celles qui furent constatées dans certains maquis en France.

Au cours de cette entrevue, Giuliano se voit

confier le commandement des régions de Palerme et de Trapani. Le duc de Paterno lui offre même le commandement de la zone de Catane dont le chef, le colonel Mario Turri, a été tué dans des circonstances mystérieuses. Mais Giuliano a encore la tête froide. Il refuse en disant : « *Supra i lastruni sciggrigu* » (Sur le bitume je glisse).

Sous son commandement, 750 hommes

A ce moment, Giuliano a sous son commandement environ 750 hommes répartis en cinq groupes (chaque groupe comprend environ 150 hommes). Ces forces effectuent en moyenne dix à quinze coups de main par semaine contre les troupes chargées de maintenir l'ordre et contre les bâtiments publics. A quoi s'ajoutent quelques opérations de moindre importance comme celles qui consistent à percevoir « les impôts ».

L'enlèvement d'Aprile et de Varvaro par la police porte évidemment un coup sensible à la cause séparatiste. Mais ses chefs ne s'avouent pas battus pour autant. Poletti ne renonce pas à son idée d'indépendance de la Sicile sous protection américaine. La montée rapide de la puissance communiste, dans une Italie en proie aux difficultés économiques, peut laisser envisager la prise du pouvoir par le P.C.I. Dans cette perspective, une Sicile indépendante serait, en Méditerranée, une sorte de porte-avions pour le monde libre. C'est pourquoi, quelque temps plus tard, se tient près de Montelepre, à Ponte Sagana, une rencontre des chefs de l'E.V.I.S. Giuliano, dont les hommes assurent la protection, y parti-

cipe naturellement, ainsi que le baron La Motta, le duc Paterno, l'avocat Concetto Gallo, et... Vito Genovese qui est arrivé en compagnie de Giuliano.

*Genovese et les Polonais blancs
fournissent les armes*

L'E.V.I.S. doit résoudre deux problèmes importants : celui des finances, et celui des armes. Pour l'argent, les difficultés ne sont pas très grandes, car les gros propriétaires sont prêts à en fournir, et puis, on peut toujours trouver des subventions du côté du colonel américain Poletti et de son protégé, Genovese. Le problème de l'armement est plus délicat.

Jusqu'ici, les armes proviennent de récupérations effectuées sur les troupes en retraite des Allemands et des Italiens, au moment de la bataille, en Sicile. Mais il s'agit essentiellement d'armes légères et d'explosifs. Et ces stocks d'armes ont été singulièrement amoindris par les perquisitions, récemment effectuées avec succès par les carabinieri italiens. En outre, on manque complètement d'armes lourdes.

Cette question délicate va être réglée grâce aux bons offices de Poletti et de son ami Genovese. Les armes seront prélevées sur des stocks appartenant à certains officiers de l'armée Anders, des Polonais anticomunistes qui agissent en étroite liaison avec l'O.S.S.

Ces officiers sont sous le contrôle de ce capitaine Mike Stern dont nous avons déjà parlé.

L'armement ainsi fourni aurait représenté une

centaine de mortiers, cent mitrailleuses lourdes, cent cinquante mitrailleuses légères et quatre cents fusils-mitrailleurs. Ces armes furent débarquées sur les côtes siciliennes par des bateaux de pêche qui étaient allées prendre leur cargaison en Tunisie.

Ainsi renforcée, l'E.V.I.S. portera des coups très durs aux carabinieri, qui se trouvent moins bien équipés.

Un référendum avorté

Malgré leurs succès, les séparatistes, nous l'avons dit, vont perdre la bataille. Ils vont la perdre pour des raisons de diplomatie et d'équilibre des forces dans le monde.

Les Anglo-Saxons proposent en effet à de Gasperi, qui représente l'Italie à la conférence de Londres, d'organiser en Sicile un référendum, afin de savoir si ce pays veut être, ou non, rattaché à l'Italie. Or, d'après les sondages effectués à cette époque, le résultat ne faisait guère de doute, et les champions de l'indépendance avaient toutes les chances de l'emporter. De Gasperi, assez désemparé par la suggestion anglo-saxonne, rencontre alors Molotov. Celui-ci propose en contre-partie qu'un référendum soit aussi organisé en Grèce.

Les forces communistes dominent alors la majorité du territoire grec. Le référendum ne peut que tourner à leur avantage. Pour éviter un échec en Grèce, les Alliés vont renoncer à leur référendum en Sicile.

La cause du séparatisme a d'ailleurs du plomb dans l'aile. Les élections ne tournent pas en sa

faveur. Les chances de la démocratie chrétienne grandissent. On l'a dit, ses représentants proposent un programme d'autonomie interne, le maintien d'un certain particularisme. Voilà qui est plus acceptable pour tous ceux qui redoutent l'emprise d'un communisme menaçant, contre lequel la démocratie chrétienne constitue d'ailleurs en Italie le barrage le plus puissant. Les gens de la Mafia, don Calogero en tête, vont glisser vers la démocratie chrétienne. Giuliano va suivre le mouvement. Désormais, il luttera principalement contre les communistes.

Message pour Giuliano

Le 27 avril 1947, Giuliano quitte son P.C. pour gagner la ferme de Genovese, en compagnie de trois hommes de sa bande. Il déjeune sur place. Après le repas, le beau-frère de Giuliano, Pasquale Sciortino, se présente à la ferme. Il remet à Giuliano un message que celui-ci lit à l'écart, derrière une haie. Quand il a achevé sa lecture, il tire de sa poche une boîte d'allumettes et met le feu à la lettre.

Il revient lentement vers ses amis. Il échange quelques mots avec Giovanni Genovese, parle de la nécessité d'agir contre les communistes et quitte la ferme pour regagner la grotte où est installé son poste de commandement.

Il y retrouve son principal lieutenant, Gaspare Pisciotta.

– J'ai reçu une lettre, dit Giuliano.

Pisciotta s'esclaffe :

– Une lettre de la Suédoise ?

La Suédoise, c'est une journaliste, Maria Ziliacus. Elle a partagé la vie du beau Giuliano dans la grotte. Le bruit court qu'elle n'a pas vu seulement dans ce chef de bande un sujet d'enquête journalistique.

Giuliano secoue la tête.

— Ce n'est pas cela, dit-il, sèchement. La lettre est de Matarella.

Bernardo Matarella est le ministre des Transports.

Pisciotta sait que son chef s'est, à plusieurs reprises, entretenu avec Matarella et même avec Mario Scelba, le ministre de l'Intérieur. Tous deux sont d'origine sicilienne.

— J'ai brûlé la lettre de Matarella, dit Giuliano. Elle était trop dangereuse. Les communistes doivent se rassembler le 1^{er} mai à Portella delle Ginestre. L'Excellence m'écrit qu'il faut leur tirer dessus.

Pisciotta n'aime pas cette lettre. Il se méfie des Excellences, des personnalités politiques. Elles promettent quantité de choses et ne tiennent jamais.

— Méfie-toi! dit-il. Il te trahiront comme les séparatistes t'ont trahi.

De quoi se mêle ce Pisciotta? C'est son lieutenant, c'est entendu, mais l'ombrageux Giuliano n'a besoin des conseils de personne. Lui seul sait ce qu'il a à faire. A Pisciotta, il ne dit qu'un mot, prononcé d'une voix sèche.

— *Zittu!* (Tais-toi!)

Il s'en va. Il prend un sentier qui serpente dans la montagne et il gagne son village natal, Montelepre. Il y a rendez-vous, chez sa mère, avec le député Cusumano Geloso.

Entretien avec un député

Un peu plus tard, on frappe à la porte : deux coups, un coup, trois coups. Ainsi s'annonce, selon un code établi à l'avance, le député Cusumano Geloso. Entre les deux hommes, après la tasse de café servie par la mère qui se retire, on va tout de suite à l'essentiel.

– Avez-vous reçu la lettre ? demande Geloso.

Giuliano incline la tête en signe d'assentiment. Il a l'air sombre.

– Vous l'avez détruite ?

Giuliano fait signe que oui.

– Très bien, dit le député. J'ai apporté avec moi une carte. Nous allons voir où vous allez disposer vos fusils-mitrailleurs et vos hommes à Portella delle Ginestre.

Giuliano a la même réaction qu'avec Pisciotta. La guérilla c'est son affaire. Pas celle de ce politicien.

– Je sais ce que je vais faire, dit-il sèchement.

– Naturellement, dit le député, il y aura une prime pour vos hommes et pour vous.

Giuliano ne dit rien. Après quelques instants de silence, il interroge :

– Il faudra tirer contre qui ?

Geloso lève la tête, regarde ce Giuliano qui mène une vie de brigand. Serait-il sot ? N'aurait-il pas compris ?

– Mais contre les rouges, bien sûr, contre les communistes ! Ils seront là avec leurs drapeaux rouges et ils tiendront des discours insultants contre les Américains.

Voilà qui frappe Giuliano. Qui le touche au plus sensible. Il nourrit une admiration fanatique pour

les Américains qui sont apparus dans ce pays en libérateurs, qui sont les champions de l'indépendance sicilienne. Malheur à qui insulte devant lui ceux qu'il admire.

Il murmure d'une voix sombre :

– *I porci!* (Les porcs).

Pourtant il sursaute, il refuse de marcher quand le député, assez gêné, lui révèle qu'il y aura parmi les manifestants des femmes, des enfants. Qu'il sera, dans ces conditions difficile de choisir sa cible avec sûreté et de ne tuer que les hommes.

Il dit :

– *U nun ci vaddi* (Je n'y vais pas).

– Fort bien, réplique Geloso d'un ton froid. Alors vous savez ce qui va se passer? Eh bien! après avoir tenu leur meeting à Portella delle Ginestre, ils vont en tenir un second à Partinico, puis à Mussomeli, puis à Monreale. Ils parleront partout. Ils vont gagner les élections. Et n'en doutez pas, ils répéteront partout que nous sommes des lâches. Les gens le croiront. Et ils auront raison. Voilà ce qui se passera, sans l'ombre d'un doute. Et puis, si ces gens-là viennent au pouvoir, vous imaginez qu'ils épargneront, eux, nos femmes et nos gosses? Vous le croyez?

Giuliano: «Dites au ministre...»

Giuliano ne répond pas. Il est accoudé à la table. Il a l'air malheureux. Geloso voit bien qu'il est ébranlé. Il pousse son avantage. Il utilise un autre argument, comme on avance un pion :

– Vous savez, dit-il doucement, les choses ne seront peut-être pas aussi tragiques que vous l'imaginez. Il est peu probable que les femmes et les enfants se trouvent au premier rang devant la tribune des orateurs. C'est sur elle qu'il faudra concentrer le tir.

Silence. Giuliano demande enfin ce que feront les carabinieri. Ils seront loin, dit le député. Ils arriveront deux heures après. Giuliano et ses hommes auront tout le temps de prendre le large.

Giuliano se lève. Ses dernières hésitations sont vaincues. Sa décision est prise. Il va marcher contre les rouges. Il regarde Geloso droit dans les yeux.

– Dites au ministre que je ferai comme il le veut.

1^{er} mai sanglant

Chaque année, pour célébrer le 1^{er} mai, les paysans de San-Cipirello, San-Giuseppe Juto et Piana Dei Greci, se réunissent à Portella delle Ginestre.

Dès longtemps on se prépare à la fête, les hommes étrillent leurs ânes et leurs mulets, les femmes confectionnent force pâtisseries, les vieux, ridés par les ans, revêtent leurs meilleurs habits, et le matin on s'entasse gaiement dans les traditionnelles charrettes bariolées.

Ce 1^{er} mai 1947, la vallée grouille de monde. Le succès des élections met, plus que de coutume, la joie au cœur des paysans.

A Portella, les gosses courent entre les rochers, les paysans s'éparpillent en mangeant du fromage, du pain et des fèves fraîches, arrosés de

larges rasades de vin. On attend les orateurs, qui doivent venir de Palerme.

Les heures passent, le soleil engourdit d'une douce torpeur la foule multicolore. Giacomo Schiro, secrétaire de la section socialiste de San-Giuseppe Juto et cordonnier de son état, grimpe sur une roche plate. Il va parler. Un grand silence se fait, on range les provisions, on rappelle les enfants, on écoute.

Pas longtemps. De toutes parts éclatent les détonations. D'abord ravis — ils croient à un feu d'artifice —, les paysans hurlent bientôt de douleur et d'horreur. En quelques minutes, la fête s'est muée en carnage. Partout, le sang des bêtes et des hommes souille la terre.

— Papa, notre cheval est mort ! crie Beppino Muchetta.

— Nous avons bien d'autres sujets de larmes, dit simplement son père en lui montrant à ses pieds les cadavres de sa sœur et de sa mère.

Des mères éperdues tentent de couvrir leurs enfants de leur corps, les hommes cherchent d'où vient la mort : du mont Pizzuta, les fusils-mitrailleurs crachent pendant douze minutes, seulement.

Puis tout se tait. En bas, onze morts et cinquante-six blessés. Là-haut, onze hommes en uniforme de l'armée américaine. Un douzième, vêtu d'un long imperméable blanc, lève la main et sourit : « mission accomplie ».

— *I abbiám fattu vedere a quell porcu russu !* (Nous leur en avons fait voir, à ses cochons de rouges !)

Cet homme, c'est Salvatore Giuliano, le bandit romantique, le Robin des Bois sicilien qui



Don Calogero Vizzini, plus connu sous le nom de Don Calo. Il sera le successeur de Don Vito à la tête de la Mafia sicilienne et aidera les Alliés, en juillet 1943 dans leur débarquement en Sicile. Cette alliance de fait créait des liens entre les services secrets américains et les « mafiosi ». Recherche iconographique de Cesare

fit rêver tant de jeunes filles, qui inspira tant d'écrivains...

Giuliano contrôle toute la province de Palerme

Bientôt le succès enivre tout à fait Giuliano. Rien ne freine plus son audace.

Il enlève le prince Di Valdina, et le relâche contre une rançon de cinquante millions; en un mois, au cours d'affrontements, il tue vingt-sept carabiniers et cinq soldats du contingent. Il contrôle toute la province de Palerme, où les autobus ne circulent plus qu'avec son autorisation en lui achetant des laissez-passer.

Il accorde des interviews aux journalistes du monde entier, se laisse photographier dans la vieille maison de Montelepre en compagnie de sa mère, discute des plans d'une attaque contre les carabiniers, se vante complaisamment de ses puissantes protections romaines. Son éternel costume, hautes bottes, casquette et imperméable clair, entre dans la légende, défraie la chronique internationale. Lorsque le préfet de Sicile, excédé, met sa tête à huit mille lires, Giuliano lui fait envoyer huit mille lires pour qu'il puisse augmenter la prime.

C'en est trop. L'Italie s'indigne. La presse accuse. On exige du gouvernement des actes ou sa démission.

Le ministre de l'Intérieur, Scelba, l'un des protecteurs de Giuliano, se décide à sacrifier le *Turridu*. Pour cela, il lui faut l'aide de la Mafia.

Or, la Mafia supporte mal les exigences de Giuliano.

Après le succès des élections d'avril 1948 qui consolident le pouvoir de la démocratie chrétienne, succès dont en Sicile il fut le véritable artisan, le bandit réclame sa récompense. Il devient de plus en plus gênant dans ce jeu compliqué de connivences et d'intrigues entre représentants politiques et chefs de la Mafia.

Conseil de guerre des ministres avec la Mafia

Michele Pantaleone définit parfaitement le jeu des *mafiosi* : « La Mafia, du reste, avait joué avec lui son vieux jeu habituel : le protéger tant qu'il pouvait lui être utile en quelque manière, pour remettre ensuite son cadavre à la police en échange de faveurs, tout comme elle l'avait fait pour d'autres chefs de bande.

» Toutefois, Giuliano était un gros morceau ; il fallait user envers lui d'habileté et de patience. Fort de l'appui de sa bande encore très efficace, fort aussi d'amitiés considérables (comme celles qui lui donnaient la possibilité de rencontrer le procureur général de la cour d'appel de Palerme, Emanuele Pili, et de négocier avec lui), il avait cherché à se garantir en rédigeant certains mémoires qui compromettaient des hommes politiques en vue et révélaient des circonstances délicates. »

Le 25 août 1948 un conseil de guerre se réunit dans un bureau du palais d'Orléans, à Palerme. La chaleur est suffocante. Dans un couloir du premier étage, des gardes personnels de don Calogero Vizzini, armés jusqu'aux dents, montent la garde auprès d'un petit bureau. Là, don Calo-

gero, Mario Scelba, ministre de l'Intérieur, Bernardino Matarella, ministre des Transports, et Franco Restivo, président de la région sicilienne, complotent, dans le plus grand secret, la mort de Salvatore Giuliano.

La situation est grave. Jamais Giuliano n'a été aussi fort. Sa popularité est telle qu'elle lui permet de recruter en quelques jours une véritable armée. Les paysans le ravitaillent gratuitement, le tiennent au courant des mouvements des forces de l'ordre lancées à sa poursuite, protègent ses déplacements et, même sous la torture, ne dévoileraient pas ses cachettes. On sait qu'un agent de la C.I.A. lui fournit des armes, mais on ignore par quel moyen. Même les chefs des mafias locales sont impuissants à fournir le moindre renseignement sur le *Turridu* ou sur ses bandes.

Matarella propose alors la suppression de l'inspection de la sûreté pour la Sicile et la création d'une force de répression dont les carabinieri auraient le contrôle absolu.

Don Calo est réticent: bien des membres de la Mafia, et non des moindres, sont compromis dans les opérations du bandit. Ne risquent-ils pas d'être entraînés dans la vague de répression?

Mario Scelba va résoudre le problème:

— Nous placerons à la tête des forces de répression un chef sûr qui collaborera avec la Mafia. Je connais l'homme qu'il nous faut.

Et c'est ainsi que le colonel Luca prend le commandement du C.F.R.B. (Commandement des forces de répression du banditisme).

Le « Chinois » entre en scène

La dissolution de l'inspection régionale de la sûreté et la proclamation de l'état d'urgence dans le quadrilatère Carini, Alcamo, Gibellina, Corleone, Monreale, donnent aux carabinieri des pouvoirs pratiquement illimités. Le colonel Luca les utilise sans pitié et sans scrupules.

On établit des P.C. dans les localités de San-Giuseppe Juto, San-Cipirello, Balleto, Camporeale, Roccamena, Piana dei Greci, Altofonte, Belmonte, Borgetto, Montelepre, Partinico, Torretta, Balestrate, Terrasini et Cinisi. La police passe sous les ordres des carabinieri, et la Mafia, selon sa coutume, utilisera avec bonheur les dissensions entre les deux forces. Le chef des carabinieri, le colonel Luca, dit « Le Chinois », a vécu une dizaine d'années en Extrême-Orient en tant qu'officier du S.I.M. (services secrets de l'armée). Il a aussi, lors d'une mission en Afrique, aux côtés d'un certain capitaine Milano, ravitaillé en armes les Kikuyu du leader kényen Kenyata, au grand dam des services spéciaux britanniques. Il connaît donc admirablement et les méthodes de la guérilla, que pratique Giuliano, et celles de l'espionnage.

Son but ? Saper chez la population la popularité du bandit, faire régner une terreur plus forte que la vénération qu'ils lui portent, isoler Giuliano et sa bande.

CHAPITRE VI

**LA FIN
DE
GIULIANO**

Le colonel Luca trouve en la Mafia, toujours prête à se rallier au plus fort, une aide efficace.

Ensemble, don Calo et le colonel Luca élaborent la stratégie qui doit mener Giuliano à sa perte.

A son habitude, Calogero Vizzini entoure de mystère sa rencontre avec le chef des forces de répression: il le reçoit à deux heures du matin dans son appartement de l'hôtel Sole, à Palerme.

Le vieux renard a déjà préparé son plan: d'abord, il faut frapper Giuliano en plein cœur, prouver aux Siciliens qu'il n'est plus capable de protéger sa famille, ses amis, ni ses hommes. Déçus par leur héros, ils se détourneront de lui, refuseront de le cacher, de le ravitailler.

Ensuite, il faut briser l'unité des ses bandes, inciter les hommes à désertre, en leur promettant l'impunité s'ils se livrent à la justice.

Enfin, et c'est là le plus difficile, il faut obtenir de

la population la rupture de l'*omertà*, la sacro-sainte loi du silence; alors, on pourra suivre le *Turridu* à la trace, et l'hallali sera bien proche.

La Mafia obtient l'impunité

Le colonel se rallie d'enthousiasme à ce plan et, conscient de la force de pénétration de la Mafia dans la population, passe marché avec don Calo : en échange de ses renseignements sur Giuliano, il obtiendra la liberté ou l'impunité pour n'importe lequel de ses hommes. C'est donner à don Calo les clefs de l'organisation de la délinquance en Sicile. Luca n'hésite pas un instant.

Ce que n'avaient su faire les policiers, les *mafiosi* l'obtiennent aussitôt : chaque fois qu'un homme de Giuliano ose sortir de son repaire, la Mafia avertit les carabinieri.

Les premiers arrêtés sont les *pedotti*, ceux qui, sous prétexte de ramasser des légumes ou des fruits, glanent au village des renseignements qu'ils transmettent à ceux de la montagne, et les « occasionnels », les villageois qui, sans prendre le maquis, aident parfois aux opérations de brigandage de Giuliano. Giuseppe Zito, de Partinico, dit le *Piddu*, qui collabore fructueusement depuis trois ans avec les bandes, est arrêté près de la caserne de Palerme.

Le colonel Luca n'épargne rien pour impressionner les populations, les dresser contre le *Turridu* : on arrête quatre femmes, dont l'une âgée de dix-sept ans à peine, sous l'accusation de complicité. On garde plusieurs jours en prison un Anglais qui se promenait paisiblement dans les

rues de Montelepre, «trop près de la maison du brigand»; on force les villageois à se réunir sur la place tandis que les carabinieri perquisitionnent dans les maisons, non sans casser quelques meubles et éventrer quelques matelas. On procède à des contrôles d'identité dans les cinémas, dans les bals publics, dans les cafés...

En même temps, Luca honore la parole donnée à don Calo: chaque fois que le vieux *mafioso* intercède en faveur d'un prisonnier, et quel que soit le chef d'inculpation, il le fait remettre en liberté. Excellente publicité pour la Mafia, dont on murmure bientôt que les plus hautes autorités de la nation n'ont rien à lui refuser...

Giuliano riposte

Mais Giuliano n'est pas homme à se laisser attaquer sans riposter. Le chevalier Santo Fleres, responsable de la démocratie chrétienne de Partinico, tombe le premier sous ses coups. Il avait promis à Salvatore la liberté, en échange de son aide électorale. Puis Giuliano assassine le collaborateur de Fleres, Guarino, son enfant de trois ans et son ami Francesco Gulino.

Le 8 juillet 1949 Leonardo Renda, secrétaire de la démocratie chrétienne d'Alcamo et ami de Matarella, meurt assassiné.

Huit carabinieri sont tués à Bellolampo, deux à Monreale, un commandant de l'armée à Castelvetro.

Le 7 août 1949, Giuliano tente d'enlever Matarella, qui refuse de tenir ses promesses; le ministre des Transports doit se rendre à Calata-

fimi et Alcamo, après avoir inauguré les travaux du port de Castellamare del Golfo, son pays natal.

Giuliano poste soixante de ses hommes sur la route, entre Calatafimi et Alcamo, où le cortège doit nécessairement passer. En trois heures ils arrêtent onze voitures et cinq camions, relèvent fort civilement l'identité des passagers et les laissent repartir sans le moindre mal. Las! la voiture de Matarella ne passe pas, et les brigands repartent bredouilles.

Don Calo, rendu prudent par cet incident, se terre dans son appartement de l'hôtel Sole, entouré d'une garde d'élite. Mais il lui faut un jour se rendre à Villalba.

Voici l'occasion qu'attend Giuliano. Il poste trente hommes sur la route du retour de Vizzini. Les bandits arrêtent la voiture du vieux *mafioso*, la fouillent... peine perdue, don Calo est rentré à Palerme caché dans les paniers de légumes d'un ami maraîcher...

Grâce à la Mafia

Dans le camp adverse, on ne reste pas inactif. Les hommes de Giuliano se font prendre en grand nombre. Grâce à la Mafia, les carabinieri arrêtent Gaspare de Lizi, Vincenzo Ofanto, Antonio Guarino, alors qu'ils s'en reviennent du ravitaillement. En Tunisie, la collaboration d'une famille *mafiosa* permet l'arrestation par l'Interpol d'Antonio Teranova, Francesco Paolo Motisi, Francesco Pisciotta et Antonio Cucinella. Seuls échappent à l'extradition Frank Mannino, dit « L'Américain »,

Rosario Candela et Palma Abato, qui s'enrôlent dans la Légion étrangère en Algérie.

Candela et Mannino, peu soucieux de la discipline militaire, désertent pour rentrer en Sicile. Candela est tué par les carabinieri à Sagana, Mannino parvient jusqu'à Monreale. Il est attendu par un chef de «famille» *mafioso* dans la villa Carolina, propriété de l'évêque de Monreale, Mgr Filippi.

Mannino, précédé par un gardien déférent, franchit d'un bond les quelques marches du perron :

— Saluons les amis! lance-t-il d'une voix assurée.

Mais le canon d'un revolver s'appuie sur sa tempe, il sent dans son dos le poids d'une mitraillette :

— Si tu bouges, je te fais sauter la cervelle, l'avertit le maréchal de gendarmerie Calandra.

Dans l'auto qui le transporte à vive allure vers Palerme, et les bureaux du colonel Luca, Mannino hurle sa rage et sa déception :

— Salauds, salauds, cocus!

Le vent de la défaite souffle parmi les troupes de Giuliano.

Giuliano seul désormais

Cucinella, commandant de la seconde escouade de Giuliano, pressent une trahison de la Mafia à son égard. Il se réfugie à Palerme et, seul, armé d'une mitraillette, tient tête aux carabinieri pendant plusieurs heures, avant de se rendre, la tête haute, mais à court de munitions.

Nunzio Badalamenti et Castrenze Madonia, autres chefs de bande du *Turridu*, vont tomber à leur tour.

Don Calo entretient depuis longtemps des indicateurs dans les rangs des bandits, et parmi eux, se lie tout particulièrement avec un certain Giuseppe Morandi, dit Beppe Pizzu (son goût pour jouer les intermédiaires contre monnaie sonnante et trébuchante lui a dès longtemps valu ce surnom).

Il « convainc » Beppe de rejoindre les deux chefs dans leur campement et de les informer que Giuliano les attend à Castelvetro, chez l'avocat De Maria. Par mesure de précaution, le *Turridu* veut, fait savoir Beppe, qu'ils voyagent enfouis dans un camion de primeurs. Sans méfiance, les bandits embarquent à la nuit tombée et... se retrouvent entourés de carabinieri dans la cour de la caserne Calatafimi, à Palerme.

Madonia comprend la turpitude de la Mafia, qu'il a jusqu'à ce jour admirée pour sa puissance, sa solidarité, son incorruptibilité. Au carabinier qui lui passe les menottes, il déclare :

— Vous autres, vous êtes carabinieri, les salauds sont ceux qui se sont servis de vous pour nous trahir.

Le plan de don Calo s'est déroulé sans heurts : Giuliano est seul désormais.

Le maréchal de gendarmerie Calandra, commandant de la caserne de Montelepre de 1944 à 1946, puis au service des forces de répression du banditisme, a écrit ses mémoires.

« Giuliano désormais était seul, confirme-t-il. Il avait encore à côté de lui Pisciotta, mais celui-ci avait décidé de le trahir.

» Même si celui-ci n'avait pas décidé cette trahison c'eût été un jeu désormais de capturer Giuliano. Et, si cela prit encore du temps, ce fut peut-être pour garantir jusqu'au bout la réalisation d'un plan établi avec la Mafia. Au point où on en était désormais, il aurait suffi d'une petite troupe d'hommes et d'un officier pour s'emparer des deux bandits restés en liberté. »

Car ce n'est pas la prison qui attend Giuliano, c'est la mort. Don Calo, pas plus que la démocratie chrétienne, ne peut prendre le risque de le laisser dévoiler au monde les secrets qu'il a surpris, les services qu'il a rendus. Scelba et Matarella, comme la Mafia, ne peuvent laisser en vie l'exécutant de la tuerie de Portella delle Ginestre. On murmure que Giuliano a écrit des mémoires : quel scandale s'ils venaient à paraître ! Non, il faut que le *Turridu* disparaisse.

La trahison

Don Calogero Vizzini amorce la phase ultime de son plan.

Fidèle à ses principes, il se refuse à intervenir en personne. Mais Benedetto Minasola, le chef de la Mafia de Monreale, lui paraît l'intermédiaire rêvé. Minasola, appelé don Nitto, hait Giuliano : en s'installant sur son fief, en assurant lui-même la « protection » des paysans, en éblouissant les jeunes par sa gloire, le bandit a considérablement réduit le prestige du *mafioso*.

Oubliant qu'il doit sa fortune à Giuliano, l'ancien berger Minasola accepte de rencontrer Pisciotta, le fidèle lieutenant du *Turridu*. Contre

l'impunité, un passeport et de l'argent, Pisciotta va trahir celui qu'il appelle son « plus que frère ».

Le 13 juillet, pâle et tremblant, il pénètre dans le bureau du colonel Luca, à la caserne Calatafimi de Palerme :

– Giuliano passera la nuit chez l'avocat De Maria, à Castelvetro... Il sera seul, armé d'un Colt et d'une mitraillette.

Pisciotta, ce nouveau Judas, croit-il condamner son « ami » à la prison, ou sait-il qu'il l'envoie à la mort ?

Dans la nuit du 14 juillet 1950, des rafales de mitraillettes déchirent le silence de Castelvetro.

Conférence de presse devant le cadavre de Giuliano

Dans la cour de l'avocat De Maria, sa mitraillette encore fumante, le capitaine des carabinieri Antonio Perenze se penche sur le cadavre de Giuliano.

Au petit matin, impeccable, la moustache arrogante, le colonel Luca entre dans la ville qui s'éveille, gagne la cour. Vers huit heures, le procureur de la République et les magistrats y descendent de voiture, suivis de près par le flot des journalistes et des photographes.

On fait apporter dans la cour une table et quelques sièges. Le colonel Luca prend la parole. Il tient une véritable conférence de presse à la louange de ses propres services et des carabinieri... Quant à la mort de Giuliano, il explique brièvement que les carabinieri, ayant appris que le bandit rôdait dans Castelvetro, lui avaient

tendu une embuscade. Soudain, la capitaine Perenze, apercevant une ombre suspecte, se lance à sa poursuite, lui ordonne de se rendre. L'ombre fuit de plus belle. Perenze tire, le bandit riposte et gagne la rue Mannone où il tente d'escalader le mur de la cour de De Maria. D'une rafale de mitraillette, Perenze met fin à la triste existence du « roi de Montelepre ».

Le colonel Luca et le capitaine Perenze s'offrent complaisamment aux caprices des photographes, un télégramme signé Mario Scelba, ministre de l'Intérieur, félicite chaudement le C.F.R.B. et son chef. L'ambiance est à la fête.

Tandis qu'on transporte le corps de Giuliano à la morgue du cimetière, les autorités sablent le champagne et les carabinieri trinquent dans les cafés à la mort du banditisme.

Ombre vêtue de noir, la mère de Salvatore trouble à peine la fête; dans un éclat de rire, Perenze lui accorde d'embrasser son fils pour la dernière fois. Elle va seule à la morgue s'effondrer sur le corps, hurler sa douleur :

– *L'han ammassa, l'han ammassa...*

Nul n'est dupe de la fable inventée par Luca, on fait semblant d'y croire... Car la vérité est tout autre.

30 millions de lires pour tuer son « plus que frère »

Au matin du 13 juillet, Giuliano est donc localisé. Comment l'abattre sans bruit, sans témoin, sans risque qu'il s'échappe?

Une solution s'impose: il faut le tuer dans sa chambre. Une idée vient à l'esprit du colonel:

pourquoi ne pas le faire abattre par Gaspare Pisciotta, l'«ami» qui vient de trahir le bandit et dont celui-ci ne se méfierait pas.

— Non, gémit Pisciotta, non, je ne peux pas le tuer, pas lui, pas Salvatore, mon «plus que frère».

Luca est patient. Pendant plus de trois heures, il parle doucement, d'une voix monotone, inlassable : Giuliano n'a pas tenu ses promesses de récompense, il a menti en assurant à ses hommes fortune et impunité...

Lui, Luca, offre à Pisciotta un avenir tranquille, un passeport pour l'étranger et la somme fabuleuse de 30 millions de lires, plus qu'il n'a rêvé de posséder dans sa vie...

Peu à peu, les scrupules de Pisciotta s'estompent, il résiste mollement : et si De Maria, qui le verra, pour sûr, le dénonçait ?

Luca le rassure : De Maria est un *mafioso*, et Pisciotta sait bien que la Mafia et la police sont d'accord dans cette affaire.

Enfin, le colonel emporte la partie. Dernière précaution, il confie jusqu'au soir la garde de Pisciotta au capitaine Perenze.

Il est temps de résoudre le dernier problème : en cas d'échec, Luca ne veut pas faire retomber la faute sur les carabinieri. En cas de succès, par contre, tout l'honneur doit leur revenir.

Un homme doit être neutralisé : l'ancien inspecteur général de la sûreté en Sicile, Ciro Verdiani, très lié avec la Mafia à Borgetto et à Monreale, ami de don Nitto. A la création des Forces de répression contre le banditisme, Verdiani avait, nous l'avons vu, perdu tout pouvoir ; il vouait donc une haine féroce aux carabinieri qui



Salvatore Giuliano (à gauche) en compagnie de son lieutenant Gaspare Pisciotta qui le trahira. Le « bandit bien-aimé », ennemi de la Mafia, sera récupéré par elle, manipulé puis trahi. Publifoto

l'avaient supplanté. Dans le simple dessein de leur nuire, il avertissait Giuliano de toutes leurs manœuvres...

Le colonel Luca convoque Verdiani à la caserne Calatafimi à onze heures du matin. Quels arguments ce maître de l'intrigue déploie-t-il pour convaincre l'ancien inspecteur général? On ne le sait au juste. Toujours est-il que, à deux heures de l'après-midi, Verdiani sort de la caserne décidé à garder le silence du côté du *Turridu* et même à participer à l'opération Giuliano, en en faisant créditer les seuls carabinieri. Il est persuadé qu'il en retirera grand prestige auprès de Rome.

On l'a vu, Luca ne prononcera même pas son nom auprès des journalistes.

Giuliano a tourné le dos

L'opération est réglée dans ses moindres détails: cette nuit, trois voitures conduiront Pisciotta, Perenze, Verdiani et six carabinieri à Castelvetro.

Onze heures du soir. Don Nitto attend sur la place de l'église. Enfin, les voici. Les carabinieri encerclent la maison de De Maria.

Au signal convenu, l'avocat ouvre sa porte:

– J'ai à te parler, dit don Nitto, et Gaspare doit voir Giuliano.

Seul, Gaspare Pisciotta gravit l'escalier qui mène à la chambre de son «plus que frère».

– C'est moi, Pisciotta, ouvre!

En slip et tricot de corps, pieds nus, Giuliano interroge:

– Entre, que veux-tu?

— Don Nitto t'a trahi, les carabinieri vont venir tout à l'heure. Il faut fuir!

La haine au cœur, éructant des menaces formidables à l'égard de don Nitto, Giuliano commence à se vêtir. Sans méfiance, il tourne le dos à Pisciotta.

Trois détonations. C'est fini.

Pisciotta sanglote, on le pousse dans une voiture qui file vers Palerme.

Là-haut, dans la chambre, don Nitto et Verdiani saisissent le cadavre par les aisselles, De Maria par les pieds. Ils trébuchent dans l'escalier étroit, se rattrapent. Couverts de sueur, ils le déposent dans la cour. Le capitaine Perenze se recule, décharge sa mitraillette sur le corps. En même temps, les carabinieri Renzi et Giuffrida et le brigadier Catalano tirent au hasard, en l'air, sur les murs...

Il est 3 heures 15. Le capitaine Perenze appelle Palerme au téléphone :

— Mission accomplie, mon colonel.

Là-haut, sa maigre silhouette courbée sur le plancher, l'avocat De Maria lessive les taches de sang.

Le lendemain, le colonel Luca est promu général, le capitaine Perenze commandant. Verdiani attend en vain sa récompense.

CHAPITRE VII

LA MAFIA À LA BARRE

Maintenant Verdiani entend se venger du mauvais tour que lui a joué le colonel Luca.

Après le meurtre de Giuliano, Pisciotta se réfugie chez Perenze pour y attendre le passeport et les lires promis.

Verdiani sait que Pisciotta a participé à la tuerie de Portella delle Ginestre. Il espère que, arrêté, le bandit parlera et mettra en cause Luca et Perenze.

Il livre sa cachette au commissaire de police Marzano, de Palerme, qui procède à une arrestation éclatante : la police se venge des carabinieri !

Le procès des trente et un accusés du massacre de Portella peut enfin commencer. Il s'ouvre à Viterbe, le 9 mai 1951.

« Vous avez voulu la vérité ? La voici ! »

Le procès de Viterbe va passionner le monde entier. Des Etats-Unis accourent les envoyés

spéciaux des journaux, et la Mafia, les services secrets et ceux de la police ne dédaignent pas d'y envoyer leurs observateurs.

Le nom de Pisciotta est sur toutes les lèvres.

Le procès s'ouvre dans un désordre indescriptible. Dans l'église désaffectée qu'on a transformée en cour d'assises, les trente et un inculpés hurlent à qui mieux mieux dans leurs cages. Le public vocifère, les avocats s'épuisent en vains effets de manche, à bout de souffle, les journalistes se bousculent près des téléphones, le président Gracco D'Agostino contemple le désastre, atterré.

Derrière les barreaux de sa cage, cheveux crépus, sourcils et moustache agressifs, le visage arrogant sur un col de chemise ouvert, en cet après-midi du 16 avril 1951 Pisciotta n'entend pas se laisser dérober son rôle de vedette. Sa voix couvre soudain le vacarme :

— *Avete voluto la verità, ecco la verità!* (Vous avez voulu la vérité, la voici!)

Et son avocat, Crisafulli, brandit un épais document au président :

— Lisez, Votre Honneur!

Il s'agit d'une attestation de bonne conduite délivrée par le ministre de l'Intérieur Mario Scelba, toujours en fonctions, à l'honnête citoyen Gaspare Pisciotta...

Crisafulli poursuit son avantage : il exhibe trois laissez-passer officiels au nom de Gaspare Pisciotta et portant la signature, l'un de l'inspecteur de police Messina, l'autre, du général Luca.

Le président D'Agostino ne peut en croire ses yeux. Et pourtant... Il espère encore être victime d'une plaisanterie, il cherche à se persuader que ces documents sont des faux.

— Faites-les examiner par un expert, lui lance, dédaigneux, Pisciotta.

Le président Gracco D'Agostino sent basculer son univers de magistrat intègre. En lui-même, il maudit la Sicile. Car il est convaincu que Pisciotta ne ment pas.

La police et les carabinieri dans le bain

Le lendemain le bandit montre au tribunal la correspondance entre Giuliano, la Mafia de Monreale et l'inspecteur général de la sûreté Verdiani, qui informe le « roi de Montelepre » des mouvements des carabinieri...

Tout au long du procès, qui sera clos le 3 mai 1952, après 217 audiences, Gaspare Pisciotta s'efforcera de régler ses comptes avec la police, la Mafia, et le colonel Luca.

Et la sentence de Viterbe dit clairement la désapprobation, voire l'indignation, des magistrats à l'égard des méthodes des chefs du C.F.R.B. : « A ces remarques et à ces observations n'échappent même pas deux officiers appartenant tous deux aux Forces de répression du banditisme, que la Cour tient à mentionner : l'ex-colonel Luca et le capitaine Perenze, appartenant tous deux au corps des carabinieri. »

En avril 1950, la bande de Giuliano en tant que telle n'existait pour ainsi dire plus ; seuls vivaient encore en liberté son chef, le lieutenant de celui-ci Gaspare Pisciotta, et quelques autres. Contre le lieutenant de Salvatore Giuliano, non moins redoutable que lui, il y avait, auprès du commandement des Forces de répression du banditisme,

de nombreux mandats d'arrêt. Ils furent traités à la légère par ce service qui aurait dû les faire exécuter.

Car le hors-la-loi Gaspare Pisciotta, on l'a vu, put avoir des contacts avec le colonel Luca, commencer et développer des pourparlers avec lui, obtenir lui aussi non pas une, mais deux cartes qui lui permirent de traverser librement le territoire de l'île. Il put porter sur lui des armes automatiques, obtenir un certificat dit «de bonne conduite», alors que, il ne faut pas l'oublier, par la faute des bandits de Giuliano, dont Pisciotta faisait partie, étaient tombés plusieurs militaires fidèles à leur devoir et au serment prêté. Et, dans la période qui suivit la mort de Giuliano, Gaspare Pisciotta put être accueilli comme un hôte, même si c'était sous la surveillance continue d'un carabinier, dans l'appartement qu'occupait à Palerme le capitaine des carabinieri Perenze; il put être accompagné par ce dernier chez différents marchands de tissu, afin d'acheter une étoffe correspondant à l'échantillon que le hors-la-loi portait sur lui; être accompagné par ce même capitaine, sur l'ordre du colonel Luca, dans un cabinet médical afin d'être soumis à un examen radiologique, et le paiement fut effectué par le capitaine lui-même, probablement aux frais de l'Etat; il put ensuite être rendu à la liberté, où il demeura tant que les agents de police de Palerme ne parvinrent pas à l'arrêter; enfin il avait sur lui un revolver américain chargé de quatorze balles.

Pisciotta put encore obtenir que le colonel Luca accompagnât auprès de lui l'avocat Bucciante, afin qu'il pût avoir une entrevue avec l'inculpé, au

moment où le procès avait déjà commencé; dans cette entrevue, il remit à l'avocat une feuille de papier avec une simple signature, feuille qui fut ensuite présentée à la Cour lorsque Bucciante se constitua le défenseur de l'inculpé. En outre, le général Luca avoua avoir offert à Pisciotta un passeport pour émigrer, passeport qu'il pouvait préparer d'un moment à l'autre, et lui avoir conseillé de réclamer la récompense que le ministère de l'Intérieur avait proposée pour la mise hors d'état de nuire de Giuliano. Et tout cela se passait pendant que les nombreux mandats d'arrêt lancés contre Gaspere Pisciotta demeuraient enfermés dans les tiroirs des Forces de répression du banditisme.

Collusion gouvernement-Mafia-banditisme

L'Italie se passionne et s'indigne. On commente fiévreusement les révélations de Pisciotta. A l'Assemblée, des députés interpellent violemment le gouvernement au sujet des responsabilités du ministre de l'Intérieur...

Il faut empêcher Pisciotta de parler: dûment chapitré par Rome, le procureur général rappelle à toute occasion que l'on ne juge aux assises que les responsables de la tuerie de Portella delle Ginestre. Toute allusion ou déclaration se rapportant à des faits ultérieurs (c'est-à-dire à la mort de Giuliano, à l'amitié suspecte qui lie Pisciotta et Perenze, aux relations étonnantes des inspecteurs de police Verdiani et Messina avec le roi de Montelepre...) est déclarée hors de propos.

Mais l'obstination maligne de Pisciotta à dévoiler

ler la collusion gouvernement-Mafia-banditisme, jointe à la profonde honnêteté du président Gracco D'Agostino, permettent à la vérité de se faire jour.

Et, à la stupéfaction générale, on voit défiler devant les juges de Viterbe — témoins ou accusés? — des figures connues de la politique sicilienne, des hauts magistrats, tous *mafiosi*, ainsi qu'une partie de l'état-major des carabinieri.

Sûr de lui, intarissable, Pisciotta dirige pratiquement le procès:

— Vous voulez savoir, Monsieur le Président, qui a ordonné à Giuliano de se rendre à Portella delle Ginestre?

— Exactement.

— Ce sont le ministre Bernardo Matarella, le ministre Mario Scelba, le député monarchiste Marchesano et le prince Alliata. Avant le 1^{er} mai, Giuliano s'est entretenu avec le prince Alliata, Bernardo Matarella et Marchesano.

L'avocat général bondit, furieux:

— Vous mentez.

Mais le coup a porté. Dans la salle, on s'agite. Les journalistes prennent fiévreusement des notes.

Imperturbable, Pisciotta poursuit:

— Le parti monarchiste et la démocratie chrétienne nous avaient promis la liberté si nous les aidions à remporter les élections. En cas d'échec, nous serions partis au Brésil sur les terres du prince Alliata.

Et les trente autres accusés d'approuver:

— C'est vrai, c'est la vérité!

Badalamenti, chef de l'une des bandes de Giuliano, corrobore le témoignage de Pisciotta:

– J’ai vu moi aussi Giuliano en compagnie de Matarella et de Marchesano.

Les fameux Mémoires de Giuliano

En haut lieu, on s’affole ; la presse et les parlementaires attaquent violemment Mario Scelba. Fanfani, et avec lui l’aile gauche de la démocratie chrétienne, réclame sa démission. Il faut à tout prix camoufler les liens du ministre de l’Intérieur avec la Mafia et avec Giuliano.

C’est Perenze, et surtout le général Luca qui endosseront la responsabilité de l’affaire.

Perenze avoue avoir menti en prétendant avoir abattu Giuliano :

– Je voulais protéger Pisciotta d’une vengeance éventuelle des amis de Giuliano.

– C’est faux ! clame Pisciotta, il voulait les Mémoires de Giuliano, que j’avais en ma possession !

Les fameux Mémoires de Giuliano auront fait couler beaucoup d’encre, trembler bien des hauts personnages. Ont-ils vraiment existé, ces documents si compromettants que l’on n’a pas osé assassiner le *Turridu* tant que l’on a cru qu’ils seraient publiés à sa mort ?

Luca, lui, se livre à une véritable autocritique, mais avec un manque si évident de repentir que le président D’Agostino lui reprochera son cynisme et son arrogance.

Il reconnaît avoir délivré des laissez-passer à Pisciotta, lui avoir offert un passeport, l’avoir laissé en liberté :

– Je n’ai pas jugé utile de tenir compte des

mandats d'arrêt lancés contre lui, telle est sa seule explication !

«J'ai imité la signature du ministre»

La cour parvient au point délicat de l'instruction : le certificat de bonne conduite imprudemment signé par le ministre de l'Intérieur :

– J'ai imité la signature du ministre, déclare tranquillement le général.

– Mais enfin, votre signature pouvait suffire. Pourquoi imiter celle du ministre Scelba ?

– J'avais déjà accordé deux laissez-passer à Pisciotta. J'ai jugé préférable que ce certificat porte la signature du ministre.

Dans la salle monte, désabusée, la voix de l'avocat Bucciante :

– On a déjà vu de simples soldats se faire tuer pour leurs généraux, on peut bien voir un général se sacrifier pour un ministre...

Puis vient le tour de ceux que Pisciotta appelle « les hommes de pierre et les pierres de silence », les *mafiosi* qu'il accuse d'avoir eu partie liée avec Giuliano. Tous le reconnaissent, et confirment les relations du *Turridu* avec de gros bonnets de la politique et de la police. Don Nitto et l'avocat De Maria jurent sur l'honneur que Pisciotta a tué lui-même le roi de Montelepre.

Et la cour de conclure :

« Il n'appartient pas à la cour de rechercher et de certifier les causes qui peuvent expliquer l'attitude prise par deux officiers de carabinieri à l'égard du hors-la-loi Pisciotta Gaspares ; on ne peut cependant s'empêcher d'évoquer les mani-

festations de cette attitude contraire à la fonction propre aux carabinieri et aux forces chargées de la répression du banditisme ; manifestations concrétisées par les déclarations faites pendant les débats et dont la cour aura à s'occuper expressément. »

Enfin, le verdict est prononcé : Pisciotta, Terranova, Mannino et Badalamenti sont condamnés à la prison perpétuelle, neuf autres inculpés à des peines plus légères et les dix-huit autres sont acquittés.

En quittant la salle, Pisciotta s'écrie :

– Je n'ai pas tout dit, Messieurs. Rendez-vous à Palerme !

Un avocat *mafioso* le met en garde :

– Tais-toi donc, malheureux, ils te tueront avant que tu ouvres la bouche !

Nul ne saura jamais, en effet, ce que Gaspare Pisciotta avait encore à dire.

De quoi tuer 40 chiens

Pisciotta, le détenu célèbre, la vedette du procès de Viterbe, obtient, à la prison de Palerme, l'Ucciardone, de ne partager sa cellule qu'avec son propre père.

La peur perce sous son arrogance : il sait que ses ennemis ne reculeront devant rien pour l'empêcher de témoigner au procès de Palerme.

Avant de se mettre à table, il renifle chaque plat, l'examine avec soin, et renvoie tout ce qui lui semble suspect. S'il sort de sa cellule, c'est en rasant les murs, pour éviter une « malencontreuse » chute de pierres. Enfin, il prépare son café

lui-même, dans sa propre cafetière, avec son propre café.

Ce matin-là, le 9 juillet 1954, il est justement en train de verser le liquide fumant dans de petites tasses quand le gardien Salvaggio Carmelo apparaît au judas de la cellule :

– Tenez-vous prêt, Gaspare, vous avez rendez-vous tout à l’heure chez le procureur.

– N’ayez crainte, je suis prêt. Mais vous avez bien le temps de boire le café avec nous ?

Quelques minutes plus tard, Carmelo quitte la cellule. Soudain, on entend des cris, des gémissements. Le père de Gaspare frappe à la porte de la cellule avec le dos d’une cuillère :

– Venez vite, on l’a empoisonné !

On enroule Pisciotta dans une couverture, on le transporte à l’infirmierie.

Trop tard. Gaspare Pisciotta ne parlera plus jamais.

L’enquête n’aboutit pas

La presse italienne se déchaîne. De toutes parts, on attaque le gouvernement. Les démocrates-chrétiens eux-mêmes soupçonnent Scelba d’avoir fait assassiner Pisciotta : n’allait-il pas quelques heures plus tard révéler au procureur général les accointances du ministre avec la Mafia et prouver qu’il était l’un des organisateurs du massacre de Portella delle Ginestre ?

L’autopsie montre que Pisciotta a avalé plus de vingt centigrammes de strychnine, de quoi tuer quarante chiens ! Le matin, il avait pris un médicament à base de vitamines. On veut analyser le

flacon : il a disparu. Les tasses et la cafetière ont été soigneusement lavées.

La police mène l'enquête sans entrain. Les rumeurs les plus diverses circulent. Toutefois, un étrange personnage retient l'attention : Filippo Riolo, ancien bouvier devenu milliardaire, ami intime de Matarella et chef bien connu de la Mafia à Trapani.

Peu avant la mort de Pisciotta, Riolo avait ostensiblement cherché à être arrêté : il avait insulté en pleine rue, et sans aucune raison, un sous-officier de la police de Trapani, et obtenu immédiatement son transfert à l'Ucciardone. Là, on murmure qu'il jouissait de la complicité de l'un des infirmiers, un certain Gallo, d'Alcamo.

L'enquête n'aboutit pas.

Dans l'hebdomadaire communiste *La Ora*, le journaliste Chianti accuse :

« Parfois la presse proteste parce que la police ne parvient pas à capturer un meurtrier en fuite, donc libre de se cacher ou de fuir à l'étranger. Mais que dire d'une police qui ne parvient pas à découvrir les coupables d'assassinats perpétrés entre les murs d'une prison d'Etat, et dans une cellule de cette même prison ? »

L'un des détenteurs du secret de la mort de Giuliano, des relations entre Scelba et la Mafia, de la tuerie de Portella, est mort.

La Mafia maîtresse de la prison de Palerme

Un mois plus tard, Angelo Russo, chef de l'une des bandes de Giuliano, incarcéré lui aussi à l'Ucciardone, reçoit, pour fêter le carnaval, un

délicieux repas et une bouteille de vin «del Pioppo». Il porte un toast et s'effondre ; cette fois, on a utilisé de la ciguë.

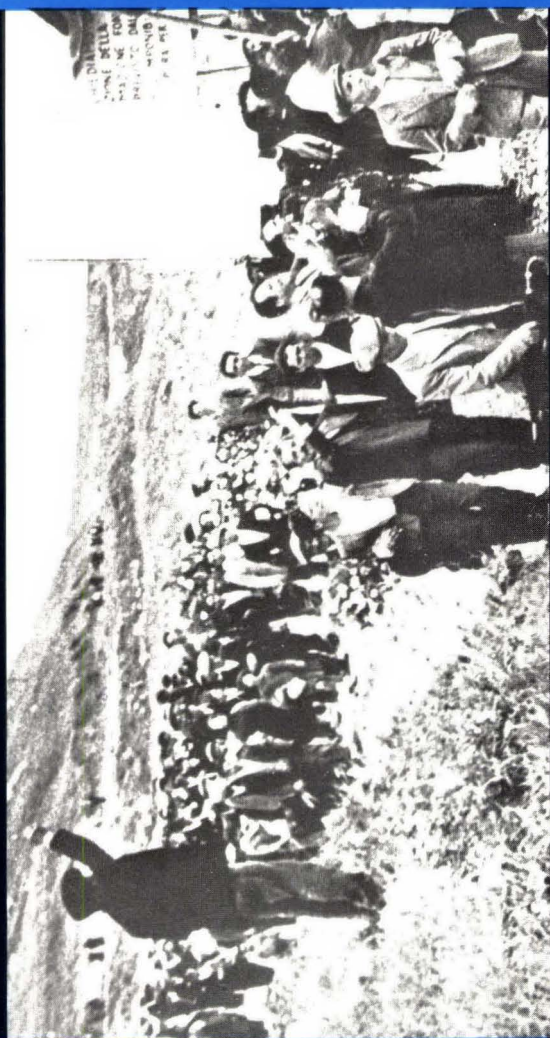
Le ministère de l'Intérieur se résout à ordonner une enquête ; on déplace le directeur de l'Ucciar-done et quelques-uns des gardiens. La Mafia en est quitte pour modifier un peu l'organisation de la prison, et, quelques mois plus tard, à la suite de nouveaux scandales, il faut encore déplacer le directeur...

Mais, cette fois-ci, c'est un fonctionnaire honnête et énergique qui prend la tête de l'établissement pénitentiaire. Il comprend immédiatement que la Mafia y fait régner sa loi, et décide d'ouvrir une enquête sans pitié.

On découvre dans les cellules et dans les chambres des poignards, des barres de fer, des couteaux, des bâtons, des fils électriques, et... du nitrate de strychnine.

Les registres de la prison font état de très nombreuses blessures par suite de chutes dans les escaliers. Le directeur constate le parfait état desdits escaliers et établit que ces blessures, la plupart causées par des armes blanches, sont la conséquence naturelle de rixes, de duels, ou de punitions infligées par le tribunal de la Mafia, qui fonctionne au-dedans comme au-dehors de la prison.

La réalité se fait jour : la prison de Palerme est l'un des centres principaux du pouvoir de la Mafia en Sicile occidentale.



*Après le massacre de Portella delle Ginestre,
le 1^{er} mai 1947, qui a fait 11 morts et 56 blessés,
des paysans manifestent. La tuerie avait été dirigée
par Giuliano à l'instigation de la Mafia. Archives Ferni*

Règne du rocambolesque

C'est le règne du rocambolesque, un défi au bon sens. Il faut être Sicilien pour le comprendre.

Salvatore Malta, chef bien connu de la Mafia à Vallelunga-Pratameno, village tout proche de la Villalba de don Calo, est emprisonné à l'Ucciar-done en tant que chef d'une des cinq bandes des trois provinces. L'Etat paie à la direction le montant de sa pension. Or, au cours du procès, il appert que Malta, depuis deux ans en liberté, a organisé une autre bande armée, enlevé Allessi de Cammarata et Di Gesu de Marianopoli, commis quelques meurtres, s'est colleté avec les forces de l'ordre, et a aidé son fils dans ses fonctions de maire de Vallelunga...

La Mafia et les gardiens de la prison de Palerme ne dédaignent pas non plus les joies du commerce: en 1946, ils s'avisent, avec l'accord de la Mafia au port de Palerme, que l'oléoduc qui transporte l'essence du dépôt de l'Uditore jusqu'à la citerne du port passe sous la prison. Détenus et gardiens se mettent aussitôt à l'ouvrage, percent les planches et recueillent l'essence à l'aide d'une vulgaire pompe à eau. Les gardiens se chargent ensuite de la faire passer de la prison aux *mafiosi* de la ville qui la vendent à bon prix...

En 1952, on s'aperçoit qu'un détenu, membre connu de la Mafia palermitaine, a formé, en compagnie de deux sous-officiers et de quelques gardiens, une société pour la vente des couvertures, draps, lampes électriques et autres objets utilitaires de la prison. Son frère écoule la marchandise à l'extérieur...

Le régime sans femme est trop dur pour les

détenus : en sus de leurs épouses légitimes, on les autorise à recevoir des prostituées. Des paravents improvisés de draps et de couvertures protègent leurs ébats dans le parloir...

Il va sans dire que dans les prisons des provinces soumises au règne des *mafiosi*, où les gardiens sont toujours des hommes du pays, la situation est encore plus grave.

Le nouveau directeur de la prison de Palerme entreprend d'assainir les mœurs de son établissement : il renouvelle presque tout le personnel de l'infirmerie et des cuisines, n'autorise les visites que des femmes de la famille des détenus, confisque toutes les armes qu'il peut découvrir, contrôle la correspondance des prisonniers et punit sévèrement les coupables d'insubordination.

L'autorité de l'Etat est dissoute

Moins d'une semaine après, la Mafia contre-attaque : par un soir de décembre 1957, les détenus enferment leurs gardiens puis montent sur le toit de la prison. De l'extérieur, la Mafia soutient les révoltés.

Il faut deux jours, et l'appui de toutes les forces de la police et des carabinieri de Sicile, soutenus par des renforts mandés en toute hâte de l'Italie méridionale, pour venir à bout de l'insurrection.

On défère en justice quelques-uns des rebelles. Au procès de Brindisi, le 7 juillet 1958, le directeur de la prison prend la parole :

— Un groupe peu nombreux de détenus avait en mains tout le pouvoir... On recourait à ces chefs

détenus pour maintenir la discipline en prison. Dès mon arrivée à Palerme, je reçus des menaces formulées parfois par téléphone, ou même par certains détenus qui venaient me dire que si je ne laissais par les choses en l'état, je pouvais faire mes valises. Malheureusement, les chefs ne sont pas devant ce tribunal. Les chefs repérés par moi sont une cinquantaine d'individus dont je puis indiquer les noms si le tribunal me le demande.

Le tribunal ne le demande pas...

Le procès de Brindisi permet au moins à l'opinion de prendre conscience de l'incurie qui règne à l'Ucciardone. Les gardiens de la prison, habitués depuis des années à obéir aux détenus plutôt qu'au directeur, étaient devenus des pauvres diables corrompus et craintifs. On apprit que les gardiens volaient avec les détenus, qu'ils leur vendaient des cigarettes de contrebande, que certains d'entre eux avaient même contribué à susciter la révolte contre le nouveau directeur, et que d'autres avaient accusé des innocents pour disculper les vrais coupables.

Voilà comment l'autorité de l'Etat est dissoute par la Mafia, lorsqu'il entretient avec elle des rapports et s'abaisse à des compromis. C'est ainsi que le directeur, qui, le jour où éclata la révolte dans la prison de Palerme, ordonna aux gardiens de s'armer et de tenir tête aux détenus, s'aperçut que l'Etat ne pouvait compter sur ses hommes : les gardiens en effet ne s'armèrent pas et ne firent rien pour rétablir l'ordre dans la prison, où depuis des dizaines d'années dominait sans conteste la Mafia. La révolte fut domptée par la police et par les carabinieri intervenus de l'extérieur.

Indignation

Peu à peu l'Italie, d'abord incrédule, puis scandalisée, apprend ainsi la puissance de la Mafia. Le procès de Viterbe, celui de Brindisi, les assassinats mystérieux de Pisciotta, Angelo Russo, bientôt de l'inspecteur général de la sûreté Ciro Verdiani, qui n'échappe pas aux représailles lui non plus... plongent les Italiens dans la stupeur. La péninsule tourne les yeux vers la Sicile, cette île volontiers oubliée, dédaignée.

La presse accuse, dévoile : des paysans, analphabètes ou peu s'en faut, imposent leur loi à toute une province ; ils prélèvent des dîmes, protègent ou punissent, s'octroient droit de vie et de mort sur tous... Ils passent des accords avec des ministres de Rome, où il semble bien que les ministres n'aient pas l'avantage... L'Eglise les honore, le peuple les craint, l'État les ménage... Les « hommes de respect », les *dons* richissimes que l'on associait à un folklore disparu existent bel et bien.

L'Italie s'indigne et se passionne, l'*Honorable société*, qui n'aime rien tant que la clandestinité, doit supporter d'être mise au jour.

Mais qu'importe, au fond ? Elle continue d'exercer toute sa puissance.

CHAPITRE VIII

**MORT ET
SUCCESSION
D'UN
"DON"**

Le 12 juillet 1954 s'éteint paisiblement, âgé de 77 ans, celui « qui pouvait, par un simple coup de téléphone, atteindre quand il le voulait le cardinal-archevêque, le préfet, le général de corps d'armée, le président régional, le maire, n'importe quel député », don Calogero Vizzini, le chef incontesté de la Mafia sicilienne.

Devant sa dépouille, sa famille, ses trois frères, tous prêtres, ses nombreux amis et les très dignes représentants des familles siciliennes.

« Ce fut un gentilhomme »

Sa mort est une perte irremplaçable pour l'*Honorable Société*. Les édifices publics de Villalba restent fermés huit jours en signe de deuil et on peut lire sur le fronton de l'église de la bourgade :

« Avec l'habileté d'un génie, il éleva la fortune d'une noble famille. Avisé, dynamique, infatigable, il fut le bienfaiteur de la terre et des mines de soufre. Grand à l'heure des persécutions, plus grand encore à l'heure des combats, sans cesse faisant le bien, ce fut un gentilhomme. »

L'organisateur de la plus terrible industrie de profits et de crimes, l'homme de tous les maux : meurtres, pillages, chantages, terrorisme, rackets, trafic de drogue et autres délits eut en effet une vie bien remplie. A sa mort sont remisés les anciennes accusations et les procès dont il avait fait l'objet ; on a oublié ses petites escroqueries, ses petites tueries, les corruptions de fonctionnaires, les menaces de mort. Cet ancien brigand de la bande du terrible Pablo Vassalona, cet analphabète décoré de l'Ordre du mérite italien et de l'Ordre du mérite, laisse derrière lui plusieurs milliards de lires et des milliers d'hectares de terre.

Un « honnête homme »

On peut lire dans le panégyrique du défunt, prononcé dans l'église de Villalba voilée de noir, qu'il a toujours été un « honnête homme ». Comment s'expliquer autrement le déferlement d'honneurs qui suit son décès ?

Pendant huit jours, chaque maison de Villalba portera à son fronton un petit voile de crêpe. Tous les commerçants sont tenus de fermer leur boutique le jour de l'enterrement.

Pour cet empereur qui s'en va, se bousculent les envoyés spéciaux de journaux, de radios, de

télévision venus de tous les coins du monde. Les voitures de la préfecture de Palerme conduisent sur place les députés démocrates-chrétiens.

Don Calo avait défendu tout un système auquel appartenaient les « gros bonnets » ; il était parrain de toutes les mesures qui furent approuvées entre 1944 et 1954 par le parlement de Rome ou l'assemblée régionale de Palerme. Le premier président de la Cour de cassation italienne, Giorgio G. Lo Schiavo, écrit dans la revue *Rivista processi* : « On murmure aujourd'hui le nom d'un successeur autorisé de don Calogero Vizzini au sein de la société occulte... Puisse l'œuvre de ce successeur se développer dans la voie du respect pour les lois de l'Etat et de l'amélioration de la collectivité. »

Don Calo désigne son successeur

La succession du grand chef *mafioso* pose en tout cas un problème délicat. D'autant que sa mort remet en question les relations entre la Mafia sicilienne et la *Cosa nostra* américaine. Don Vito, le premier empereur *mafioso*, avait régné sans conteste sur la Mafia sicilienne et sa succursale d'outre-mer. Mais le développement considérable de leurs affaires au temps de la prohibition avait installé chez les chefs de la *Cosa nostra* une attitude d'autonomie à l'égard des Siciliens. Capone, Luciano, Genovese avaient rapidement pris l'habitude de ne plus consulter les chefs siciliens. Pourtant, ils acceptaient la médiation du « chef de Sicile » lorsque des conflits les opposaient. De plus, presque tous ces hommes en vue

de la *Cosa nostra* se mariaient avec des femmes d'origine sicilienne, élevaient leurs enfants dans le respect de la tradition sicilienne. Le *patri ranni*, comme ils appelaient celui qui régnait en Sicile, avait droit, sinon à l'obéissance, du moins au respect révérentiel au sein de l'*Onorata società*.

En outre certains patrons de la *Cosa nostra*, expulsés des Etats-Unis, durent trouver refuge en Sicile où il furent contraints d'accepter la hiérarchie établie sur place: la soumission à Don Calo. La mort de ce dernier mettra-t-elle en question ces dépendances de la *Cosa nostra* à l'égard de la « famille » sicilienne? On ne peut encore le savoir. Le problème urgent demeure sa succession.

La veille de l'enterrement, tous les chefs de « famille » s'étaient réunis dans la chambre mortuaire: Navarra, Celestre, Miceli, Corao, Albano, Di Peri, tous les gros bonnets de la région de Monreale, Partinico et Montelepre. Et aussi les amis de Mgr Filippi, ancien nonce apostolique à Mexico qui avait vendu les mines d'argent mexicaines à la Mafia, Paolo Bonta, le prince Giardinelli, le D' Navarra, Luciano Liggio et bien d'autres. Don Bartolomeo, fidèle serviteur de don Calo, avait remis à l'avocat Gensardi, gendre de Vanni Sacco, chef de la Mafia à Camporeale, le testament de don Calo. Il était fort bref:

« Par Jésus et à l'heure de mort

Pour la « famille »:

Giuseppe Genco Russo de Mussomeli ».

L'assemblée avait approuvé sans un mot. Personne ne mit les mains en croix sur sa tête, symbole de l'opposition, personne ne présenta le coude pour accuser l'élu de trahison envers la « famille ». Un par un, chacun de ces orgueilleux

chefs de «famille» vint s'agenouiller devant Don Genco et, posant les lèvres sur son poignet droit, murmura les paroles d'allégeance : «*Baccio i mani*» (Je te baise les mains).

Toute la Mafia autour d'un caveau

La pègre mondiale et le gouvernement ne sont pas encore au courant. Ils sont impatients de connaître le nouvel élu. C'est au petit cimetière de Villalba, noir de monde, que la Sicile et le monde entier font enfin sa connaissance.

On va y piétiner les tombes voisines pour tenter d'apercevoir une dernière fois le cercueil que la terre va bientôt engloutir. Tous les grands personnages de la Mafia sont présents. Et les «plus hauts cerveaux» côtoient le simple tueur à gages, dans le respect mutuel. Don Calo doit être enterré à deux heures de l'après-midi. A midi, on commence à se presser aux grilles. Les arrivants, portant tous le grand chapeau noir, signe de deuil, passent entre deux rangées de *mafiosi*, qui les placent au fur et à mesure, suivant leur importance hiérarchique dans l'Organisation. Les plus «haut gradés» bordent le caveau tandis que les hommes de main sont rejetés loin derrière.

A deux heures précises, le cortège fait son entrée. Le cercueil recouvert du drapeau italien est soutenu par Giuseppe Genco Russo de Mussomeli, don Paolo Bonta, chef de la Mafia de la ville de Palerme et par quatre députés démocrates-chrétiens.

La famille du défunt qui conduit le cortège funèbre est suivie de plusieurs milliers de per-

sonnes dont la « famille » *mafiosa* de Villalba, les autorités locales et provinciales, de nombreux politiciens venus de Sicile et de différentes provinces italiennes. Sont même présents quelques ministres du gouvernement mêlés de près ou de loin à la Mafia.

Rites « mafiosi »

L'archevêque de Palerme bénit une dernière fois le cercueil. Don Genco Russo, paré lui aussi du drapeau italien, signe de sa nouvelle investiture, fait un long discours sur les mérites et la gloire de don Calo. A la fin de l'oraison retentissent les cris des pleureuses que l'on a louées à cette occasion; toutes, habitantes de Villalba, mettent un zèle particulier à exhaler leur chagrin. Il est vrai qu'elles ont été grassement payées. Cependant, une peine réelle se dessine sur les visages des anciens collaborateurs de don Calo. Il a su s'attirer le respect et l'admiration de tous. Le regret de sa perte n'est pas feint chez ceux qui ont pu l'approcher et obtenir sa confiance.

On recouvre le cercueil de boue, comme c'est l'usage dans les rites *mafiosi*, pour signifier qu'après sa mort l'homme se mêle à la terre. Tous les hommes se sont découverts et, inclinant la tête, ont posé un genou au sol. Les femmes se sont voilé la face et tournent le dos au cercueil. Elles ne doivent pas le voir descendre dans le caveau, ni apercevoir le successeur signer le défunt.

Don Genco s'approche du mort. Croisant le majeur sur l'index au-dessus du cercueil, l'ancien

berger fait le signe de la croix en disant : « Je jure sur Dieu et sur toi de guider la famille pour son bien. » Le cercueil est descendu et recouvert de fleurs. On compte plus d'un millier de couronnes et près d'une centaine de kilos de fleurs : vibrant hommage à celui qui a été, durant quelques années, l'homme le plus puissant et le plus riche du monde sicilien. Mêlé à la terre, il redevient anonyme.

Don Genco, digne successeur

Don Genco, l'ancien berger puis *gabellotto* dont nous avons déjà parlé, enfin allié des princes Lanza Di Trabia, a été un familier des prisons siciliennes du temps de Mussolini, et s'est distingué lors du débarquement allié, avant de gagner la confiance et l'amitié de don Calò.

A 62 ans, il ressemble physiquement — est-ce une sorte de mimétisme ? — à don Calò. Il a comme lui le goût du mystère, comme lui la parole brève et lente, comme lui il fume inlassablement des cigares toscans.

Les Siciliens approuvent le choix de Vizzini. Don Genco, créateur, puis directeur de la coopérative pastorale du fief de Polizello, qu'il exploite pour les princes Di Trabia, leur semble digne de devenir *patri ranni* : c'est un homme *di panza* (qui parle peu), un homme *di ficatu* (qui a du cran), un homme *di spiritu* (rusé). Il réunit toutes les qualités qui attirent le « respect », c'est-à-dire qui lui permettent de s'élever au sommet de la rigoureuse hiérarchie de la Mafia.

Félicitations des ministres et de l'archevêque

Don Calo est enterré. Don Genco prend possession de son royaume : il parcourt les treize rues de Villalba, puis revient place Madrice ; il pénètre au siège de la démocratie chrétienne, signifiant ainsi, comme le souligne J. Kermoal, la symbiose sicilienne de la Mafia et de la politique.

Tous lui offrent soumission : les hommes et les femmes lui baisent la main, les carabinieri le saluent au garde-à-vous, l'archiprêtre le bénit.

Don Genco peut maintenant retourner chez lui, à Agrigente, sur la côte sud de la Sicile, qui devient capitale de la Mafia. Des milliers de télégrammes attendent le nouvel empereur, venus de tous les coins du monde. Parmi eux : celui de l'honorable Scelba, ministre de l'Intérieur, celui de Trameloni, ministre du Commerce extérieur, celui de Frank Sinatra, celui de Lucky Luciano, celui du cardinal de Palerme et primat de Sicile, Son Eminence Mgr Ruffini.

L'héritier de don Calo appartient certes à la tradition, à la Mafia de toujours. Mais il sait aussi comprendre l'importance grandissante des Américains, des modernes, dans l'*Onorata società*. Aussi son premier soin, en arrivant à Agrigente, est-il d'appeler près de lui l'ex-tueur de Brooklyn, son ami de toujours, Frank Coppola, dit « Trois Doigts », et d'en faire son adjoint. Coppola, pas très intelligent mais ravi de l'honneur qui lui échoit, se montrera un allié fidèle. Don Genco, qui avait tout d'abord songé à Lucky Luciano, se félicite de son choix : trop indépendant, trop susceptible, aussi, Luciano serait bien vite devenu un rival.

Frank Sinatra, envoyé spécial de la « Cosa nostra »

Don Genco Russo a même envoyé ses propres émissaires aux Etats-Unis au grand dam de Lucky Luciano qui aurait préféré conserver le monopole des relations entre la Mafia et la *Cosa nostra*.

L'échange s'est également fait dans l'autre sens.

C'est ainsi que la plus grande vedette du *show-business*, le monde du spectacle américain, Frank Sinatra, acceptera l'honneur d'être le messenger spécial de la *Cosa nostra* en Sicile. Même naturalisés américains, les Italiens gardent toujours au cœur un goût ancestral des dévotions.

Frank Sinatra débarquera à Palerme en octobre 1963 par une belle matinée ensoleillée. Il n'arrivera pas seul : deux impressionnants gardes du corps l'encadreront, tous deux d'origine américano-sicilienne comme Sinatra. Le portier de l'hôtel Sole se courbera avec respect et approchera ses lèvres du poignet droit de la vedette :

– *Baccio i mani!*

Avant de monter dans sa chambre, Sinatra fait bien entendre aux journalistes, hommes de radio et de télévision présents, qu'il ne donnera pas d'interview et n'acceptera aucune photo pour la presse.

Accompagné de ses gorilles, il demande à voir don Genco, installé alors à l'hôtel Sole. Ce dernier étant absent, on fait sortir la presse et les photographes. Sinatra attend dans le hall de l'hôtel.

Don Genco Russo fait son apparition en manches de chemise, suivi de trois *pisciotti* en veston noir et jaquette.

Frank se lève d'un bond, s'agenouille devant son

« maître » et, saisissant son poignet droit, il récite avec émotion la formule de respect :

– *Baccio i mani!*

Le vieux berger d'Agrigente baisse les yeux vers celui qui est là, à ses pieds, et le relève avec un sourire :

– *Alzati, non sei rifardu* (Lève-toi, tu n'es pas un étranger).

Mais lorsque le chanteur veut parler à don Genco, ce dernier, d'un signe de la main, lui ordonne de se taire. L'audience est terminée. La vedette d'Hollywood, habituée aux honneurs de la foule, reste plantée dans le hall. Son récital a été bref. Don Genco Russo est bien le digne successeur de don Calogero, parlant peu lorsque ce n'est pas le moment.

Les deux hommes auront une entrevue le lendemain dont on ne connaît que des détails. L'hebdomadaire communiste *La Ora* annoncera que la rencontre avait eu lieu à Agrigente, qu'elle avait duré deux heures en tête à tête. Le soir même, Frank Sinatra quitte Palerme pour Capri. Il y séjourne quelques jours avant de regagner Rome et les États-Unis.

Les entreprises s'intensifient

Le Sénat italien demandait, dans son enquête parlementaire sur la Mafia, qu'on approfondisse les liens existant entre Genco Russo et certaines personnalités du *show-business* et du monde politique, italiennes et internationales.

C'est précisément le moment où Genco Russo décide de pousser plus avant toutes les en-



*« Conférence de presse » devant le cadavre de Giuliano,
abattu le 14 juillet 1950 à Castelvetro. La Mafia et
la police étaient tombées d'accord pour supprimer
le célèbre bandit. Publifoto*

treprises de don Calo: Vizzini honorait de son aide la démocratie chrétienne, don Genco multiplie les attentats contre les sièges du parti communiste, active le rythme des assassinats des syndicalistes; on en compte 27 pendant les six premiers mois de son règne. Don Calo entretenait des relations avec la Mafia américaine, entre autres par le trafic de la drogue. Intensifions ce trafic, décide don Genco, qui envoie derechef des émissaires aux Etats-Unis. Pourtant, il ménage la susceptibilité de Lucky Luciano, jaloux de ses prérogatives.

Don Genco sait composer: Joseph Profaci le représentera à New York, et traitera avec Nino Cottone, porte-parole de la *Cosa nostra* en Sicile. Mais Luciano demeurera l'agent de liaison entre la Sicile et les Etats-Unis et conservera le profit du transport de la drogue en Méditerranée.

Toutefois, les relations entre Luciano et Russo resteront tendues. Certains pensent même que don Genco ne sera pas étranger à la mort de Lucky en 1962.

Peu à peu, le fossé se creuse entre la vieille Mafia traditionaliste et la jeune Mafia «américaine».

Vieille Mafia et jeune Mafia

La vieille Mafia se trouve également aux prises avec la volonté de modernisation de la Sicile par le gouvernement de Rome. Bon gré mal gré, il lui faut s'adapter à la politique d'implantation industrielle, à la mise en valeur des terres incultes, à la réforme agraire.

Car la Mafia n'entend pas se laisser affaiblir par les nouveaux organismes de réforme: puisqu'il faut les subir, elle va les pénétrer.

Ainsi, peu à peu, des éléments de la Mafia s'introduisent-ils dans la plupart des organismes publics de la région.

Ce renforcement du pouvoir de la Mafia traditionnelle dans la politique et dans l'administration amène inévitablement des heurts avec la jeune Mafia: les membres de la vieille Mafia, Mafia des jardins, Mafia des moulins, Mafia de l'eau... a tendance à saboter les initiatives des nouveaux organismes pour conserver la tradition, tandis que la nouvelle Mafia y voit une source de profit. Elle n'hésite pas non plus à bousculer les anciens pour mieux se livrer aux nouvelles activités: la contrebande des cigarettes et le trafic de la drogue.

Don Genco, plus porté par nature et par éducation vers les méthodes traditionnelles, sent pourtant confusément que l'avenir est au trafic de la drogue, au racket immobilier, au contrôle des industries... Mais il ne veut pas se prononcer ouvertement, et tente de ménager l'une et l'autre parties.

Mafia des jardins contre Mafia du port

Le choc est inévitable: il se produit lorsque l'on transfère le marché des fruits et des légumes de Palerme, de la rue Guglielmo il Buono, au sud de la ville, à la limite de la campagne, dans son nouveau siège près de la mer, au nord, dans la zone contrôlée par la Mafia du port.

Très vite, le conflit entre les deux tendances, les deux façons d'être *mafioso*, se transforme en guerre pour la conquête de la capitale sicilienne.

Le groupe de la contrebande de la drogue, jeune, entreprenant, a dès longtemps adopté les méthodes expéditives des gangsters américains. En face de lui, le vieux groupe de la culture maraîchère et de l'horticulture, la Mafia des jardins, reste fidèle aux méthodes classiques du « pied de plomb ».

La Mafia des jardins n'est pas, en fait, une association purement commerciale qui s'occupe seulement de la vente en gros des produits maraîchers et horticoles et de la répartition aux détaillants.

Son activité est beaucoup plus complexe. Michele Pantaleone la définit en ces termes : « Son activité va de la fourniture de fertilisants à celle de la main-d'œuvre, de la surveillance des plantations d'agrumes à leur transport, du contrôle des prix du concessionnaire au contrôle du prix de détail, de la gestion des entrepôts et des magasins publics aux affaires conclues sur le marché. Toute cette organisation repose encore sur des rapports étroits entre groupes de la ville et groupes des cultures, et sur les méthodes traditionnelles de silence et de complicité, aux actions lentes et mesurées. Les divergences d'intérêts entre producteurs et commissionnaires se réglaient dans un vieux bar de la zone, où le propriétaire pansu, « ami de tous », par son intervention « bienveillante et désintéressée », arrangeait les choses d'une manière satisfaisante pour les deux parties. »

Bien différente est la Mafia du port, ou *Conсор-*

teria americana, qui se consacre au trafic de la drogue et à la contrebande des cigarettes. Les liens d'affaires et de parenté entre Lucky Luciano, Frank Coppola, Joe Pici (le lieutenant de Luciano), Joseph de Luca (que Kefauver a dénoncé comme le chef de la Mafia à Kansas City), Nicola Gentile, Marcello di Carlo, Antonio Chifalo, Antonio Schilaci, Giovanni Caputo, ont constitué, aux points stratégiques d'Europe, d'Afrique et des Etats-Unis, un réseau solide qui se traduit tous les ans par un chiffre d'affaires impressionnant.

Le transfert du marché de Palerme dans la zone du port met donc en présence deux méthodes, deux mentalités et deux champs d'action opposés.

Chaque partie tente évidemment d'interdire à l'autre l'entrée dans son domaine propre. Malgré l'intervention de don Genco Russo, notamment, tout accord se révèle impossible. On règle donc les différends à la grenade et aux rafales de mitraillette.

La guerre est meurtrière. Le D^r Navarra, chef de la Mafia de Corleone, centre de la Mafia des jardins, n'a aucune envie de se faire tondre par les « Américains »...

L'étrange « dottore »

C'est juste à la fin de la guerre que le D^r Navarra, alors âgé de 29 ans, s'est senti la vocation de *capo mafioso*.

De 1944 à 1948, il lutte, il intrigue, pour faire reconnaître son autorité.

Le bilan : cent cinquante-trois morts violentes

à Corleone, soit une tous les douze jours.

Grand, massif, Navarra inspire le respect. Dans son visage carré, des yeux proéminents révèlent la volonté farouche de réussir. L'ironie de sa bouche fine disparaît sous les plis épais de ses joues et son menton impérieux. Tout jeune il possède déjà cet aspect d'«homme à ventre» sans lequel il n'est pas de véritable *capomafia*.

Contrairement à la plupart des *mafiosi*, le *dottore* Michele Navarra est un homme cultivé, qui prendra vite goût au jeu politique.

Tout d'abord, comme ses amis *mafiosi*, il se révèle ardent défenseur du séparatisme. Puis, toujours à leur image, il rejoint les rangs de la démocratie chrétienne.

Très vite, il gravit les échelons du pouvoir: il devient grand électeur et inspecteur de la démocratie chrétienne, inspecteur régional de la Caisse mutuelle de maladie, président de l'Association des cultivateurs libres.

Dans le cadre de la réforme agraire, il est nommé directeur régional du Fonds de soutien créé par l'Etat. L'un de ses amis dirige le Bureau du travail. C'est dire que nul ne peut obtenir des crédits ou trouver du travail si le *dottore* s'y oppose.

Navarra contrôle la plupart des établissements financiers de Sicile, dirige à son gré le corps médical, jouit de la bienveillance de l'évêque de Monreale, et fait autorité pour les *gabellotti* de la région.

Rien ne semble devoir gêner son ascension.

Un imprudent, de retour d'Amérique, tente de détrôner le *dottore*. Peu après un berger découvre le cadavre de son fils criblé de balles, dans la

campagne de Rocamena. L'étrange *dottore* est chargé de l'autopsie :

– Le malheureux a été tué d'un coup de pied de mule, déclare-t-il aux carabinieri...

Sans cesse avide de plus de puissance, Navarra, en 1946, brigue la direction de l'hôpital de Corleone et de l'Office de la santé, postes qu'occupe un de ses meilleurs amis, le D' Carmelo Nicolosi. Le pauvre Nicolosi mourra assassiné le 19 avril de la même année.

Lorsque la municipalité de Corleone entreprend de construire un nouvel hôpital, Navarra s'empresse d'en exiger la direction. Il ne l'obtient pas. Qu'à cela ne tienne : le nouvel établissement restera fermé au public !

Le très symptomatique conflit de l'eau

Impressionné par les talents du jeune *mafioso* Luciano Liggio, il le prend sous sa protection, et le charge de bien des besognes meurtrières.

L'entente entre les deux hommes ne dure pas longtemps : leur amitié se change en haine au moment du très symptomatique conflit de l'eau.

Depuis des siècles, Corleone, au cœur de l'Ouest sicilien, dans les collines, souffre de la sécheresse. La Mafia y fonde sa puissance sur la rareté et la cherté de l'eau qui provient de puits artésiens. Or, dans la vague de réformes lancées par le gouvernement de Rome, figure le plan d'une irrigation qui serait alimentée par un barrage à construire.

Les vieux *mafiosi* partent aussitôt en guerre contre ce projet : qu'en sera-t-il de leurs res-

sources et de leur pouvoir sur les paysans si le barrage donne à tous de l'eau en abondance?

Navarra charge Luciano Liggio d'empêcher par les moyens ordinaires (meurtre, chantage, intimidation) la construction du barrage.

Luciano refuse tout net: *mafioso* de la jeune génération, il a compris que l'installation d'un chantier à Corleone garantirait des profits autrement importants que le traditionnel racket de l'eau. Il songe déjà aux substantiels pourcentages qu'il prélèvera sur les matériaux de construction et leur transport.

Dès lors, entre *il dottore* et Liggio, pour mieux dire, entre la vieille et la nouvelle Mafia, la lutte est engagée. Elle ne peut se clore que par la mort de l'un des adversaires.

Le «dottore» contre don Genco

A soixante ans, traditionaliste, cultivé, Navarra méprise le nouveau *capo ranni* de la mafia sicilienne, l'ex-berger don Genco Russo.

Genco Russo, le roi d'Agrigente, sait bien que, malgré son titre, malgré ses amitiés au sein de la démocratie chrétienne, malgré le testament de don Calo, il ne jouira jamais du prestige de son prédécesseur. Il en a pris son parti. Paysan, il réagit en paysan, et continue, comme il l'a fait toute son existence, à se ranger du côté du plus fort.

Il a jaugé la puissance des «Américains», et calculé les bénéfices colossaux que lui a rapportés son association avec Lucky Luciano et Vito Genovese. Il en déduit qu'il vaut mieux ménager les «yankees».

Il sait aussi que les « Américains » ne respectent et ne ménagent en lui que le chef de toutes les « familles ». Il convient donc à la fois de plaire à la vieille Mafia et aux « hommes de respect » pour en conserver la tête, et de collaborer avec la jeune Mafia pour satisfaire les « Américains ». Situation délicate, même pour le retors don Genco.

La position et la fortune du D^r Navarra reposent uniquement, elles, sur le maintien des lois de la vieille Mafia. Il entend les conserver. Il en veut à don Genco de ses liens avec les « Américains ».

Navarra trouve une aide, ou plutôt une complicité inattendue, dans la police italienne et parmi les agents d'Interpol, excédés de l'aplomb avec lequel les « Américains » passent la drogue à leur nez et à leur barbe et assassinent sans jamais se faire prendre.

La nouvelle guerre entre *mafiosi* va éclater, de nouveau, à Palerme. Mais quelle était dont réellement la force des « Américains » ?

CHAPITRE IX

L'ÉCOLE AMÉRICAINE

On savait l'amour de la Mafia pour les travaux publics, les agrumes, le marché des fruits et légumes, l'irrigation, les moulins, les mines de soufre. On ignorait encore celui qu'elle portait à la pêche.

C'est sans résultat que les autorités avaient tenté maintes fois de mettre un terme à la pêche clandestine. On avait organisé des patrouilles nocturnes, maquillé des bâtiments en bateaux de pêche, surveillé la côte sans répit. On avait même été jusqu'à contrôler chaque homme d'équipage. Toutes les tentatives devaient se révéler vaines. Un homme essuya le même échec: l'écrivain Danilo Dolci.

La tentative de Danilo Dolci

En octobre 1952, il arrivait en Sicile, encore fort déprimé par l'insuccès de Nomadelfia, la ville des

enfants fondée par don Zeno Saltini. Il avait fait escale à Trappeto, ce petit port proche de Palerme, bordé de maisons blanches, toujours inondé de soleil. Dolci souhaitait demeurer en contact permanent avec les êtres les plus défavorisés. Il en fit deux livres: *Enquête à Palerme* et *Bandits à Partinico*, dans lesquels, au cours de nombreux entretiens avec les pauvres, il rapportait la terrible misère des Siciliens.

Touché par la détresse des pêcheurs de Trappeto, Dolci les assura de son soutien. Pour lui, il s'agissait avant tout de mettre un terme aux activités illégales des pêcheurs clandestins. Nouveau Gandhi, Dolci déclencha rien de moins qu'un jeûne collectif, la seule arme dont il disposait pour sensibiliser les autorités gouvernementales.

Cette action mobilisa rapidement la population. De tous les coins du port, on se rendait près du petit moulin où Dolci avait élu son quartier général. Enthousiasmés ou inquiets, les pêcheurs discutaient fermement, par groupes serrés. Certains n'avaient pas mangé depuis plus de dix jours.

Dans *Bandits à Partinico*, Dolci dénonce les bateaux à moteur clandestins qui se retrouvent chaque jour, isolés ou en groupes, sur les côtes du golfe de Castellamare. Utilisant des explosifs ou des filets à mailles serrées, ces pêcheurs de bas-fonds draguent tranquillement tout le poisson. Jusqu'au plus petit alevin.

Dolci et les pêcheurs de Trappeto étaient décidés: ils prolongeraient le jeûne tant que le gouvernement central ou régional n'aurait pas réagi. Tant qu'il n'aurait pas condamné cette pêche clandestine, ruine des pauvres.

Une violente campagne de presse s'ensuivit. Les pêcheurs les plus défavorisés reçurent bien une allocation, mais la répression promise par le gouvernement n'arriva jamais. Dolci dut se rendre à l'évidence. Découragé, il écrivait en 1954 : « Des bateaux de pêche motorisés continuent de pêcher clandestinement sans être inquiétés, malgré l'indignation de milliers de personnes, désormais résignées, et malgré l'ordre formel du ministère de la Marine. »

Un moteur d'une puissance inhabituelle

Dolci avait échoué. Le sénateur à vie Umberto Zanotti-Bianco ne devait pas être plus heureux. Président de l'Association nationale pour les intérêts du Midi de l'Italie (A.N.I.M.I.), il envoya à Trappeto un jeune assistant social, Pietro Trupia, avec pour mission d'organiser une ligne contre la pêche illégale.

Grâce à l'adhésion de tous les pêcheurs de Cinisi, Carini, Terrasini, Partinico, Trappeto, Balestrate et Castellamare del Golfo, la ligue constitue, en février 1958, une garde maritime assermentée. Sous le commandement du maréchal de police Mantegna, de la délégation des surveillants côtiers de Terrasini, on s'organisa, sur terre et sur mer, contre les pêcheurs clandestins. Grâce à la police des douanes de Palerme, on obtint une chaloupe motorisée commandée par le capitaine de marine Zacconi. Les choses ne rentrèrent pas dans l'ordre pour autant.

Alors qu'il sommait un bateau de pêche clandestin de s'arrêter, le capitaine Zacconi reçut

en guise de réponse une rafale de mitraillette. Blessé au bras droit, il engagea cependant la poursuite. On alluma un puissant projecteur qui devait rester braqué sur les fuyards. La chaloupe du capitaine gagnait peu à peu du terrain sur la petite embarcation. Mais au moment d'être rattrapé, le bateau démarra dans un vrombissement de moteur révélant une puissance inhabituelle pour un bateau de pêche. Le capitaine était dès lors incapable de lutter de vitesse.

Pourquoi la pêche clandestine ?

Lorsque la chaloupe fut brusquement rappelée à Palerme sur l'ordre du commandant de la police et que les gardes assermentés se émerveillèrent sans raison, on comprit que les pêcheurs clandestins de Trappeto jouissaient de la formidable protection de la Mafia. C'est elle qui était intervenue à Rome auprès du gouvernement italien dont au moins deux ministres étaient liés à l'*Onorata società*.

La Mafia n'avait pas mis la main sur la pêche clandestine uniquement pour les bénéfices qu'elle pourrait tirer de quelques tonnes de poissons. On le comprit lors du naufrage du *Giovanni delle bande nere*. Ce bateau de pêche motorisé avait jeté l'ancre dans la baie Guida d'Oca, entre Puntazza et Punta della Craperia Grande, près de Scoppelo. La tempête faisait rage, dans la soirée du 1^{er} octobre 1955, lorsque le *Giovanni delle bande nere* leva l'ancre. C'est en vain que le capitaine tenta de regagner la côte. Après quatre heures de lutte acharnée, il coula avec les huit membres de son équipage.

D'après les marins de la zone, il avait un rendez-vous d'une extrême importance avec un bateau turc en provenance de Tunis. On devait transborder une cargaison de stupéfiants.

Depuis quelque temps déjà, la police italienne soupçonnait l'existence d'un trafic de drogue dans le secteur Palerme-Trapani. En 1952, en collaboration avec le F.B.I., elle avait découvert à la gare de triage d'Alcamo une malle contenant cinq kilos d'héroïne. Elle avait été expédiée par Frank Coppola, dont la renommée avait passé sans ennuis toutes les frontières. Coppola était également connu dans la zone côtière Palerme-Trapani comme l'un des plus actifs contrebandiers d'alcool.

Transports de drogue et transports de « mafiosi »

On découvrit un jour une série de rapports officiels sur les activités mafiosiques en Sicile. Ces documents précieux étaient enfouis au fond d'une vieille malle. Inutile de dire que tous ces papiers n'avaient jamais vu le jour. C'est par hasard qu'on en prit connaissance, la malle ayant été découverte lors d'une perquisition chez l'un des grands *mafiosi*.

Dans un de ces rapports on peut lire : « Pour la répartition de la drogue, la Sicile est avantagée par sa position géographique, au centre de la Méditerranée. Mais l'élément décisif est la présence sur l'île d'une organisation criminelle qui présente les caractéristiques particulières d'un phénomène social bien enraciné et dissimulé de mille manières. La loi de la complicité et du silence

entoure d'un mur presque inviolable les secrets de la Mafia qui peut ainsi poursuivre ses trafics et ses crimes en violant impunément la loi.» Ce rapport ajoute que, dans la seule année 1958, des dizaines de tonnes de drogue ont été embarquées sur les côtes du golfe de Castellamare.

C'est de cette même région que partirent les membres de la bande de Giuliano pour aller se réfugier en Afrique du Nord. De là s'embarqua également le beau-frère de Giuliano, Salvatore Sciortino, qui, d'Afrique, parvint à rejoindre les Etats-Unis. En 1948 s'enfuirent Frank Mannino, Antonio Cucinella, Antonio Terranova, Vincenzo et Francesco Pisciotta, Palma Abate, Rosario Candela et Francesco Paolo Motisi. Leur voyage en Tunisie était organisé par un certain Milazzo, de Castellamare del Golfo. Les bateaux de la Mafia servaient donc aussi au transport de passagers.

Alertée par un agent du F.B.I., la police italienne réussit, le 5 juin 1958, à prendre en flagrant délit de vente d'héroïne les frères Badalamenti, de Cinisi, parents du fameux gangster Giuseppe Badalamenti, expulsé des Etats-Unis en 1955 et résidant à Hambourg. Il entretenait une correspondance commerciale importante avec Lucky Luciano et don Calogero Vizzini. De nombreux incidents mirent d'ailleurs cette dernière association en péril.

Un jour de 1950, un reporter photographe de Palerme, Ninuzzu, apprit d'un domestique que Lucky Luciano avait réservé une chambre à l'hôtel Sole. Sans se gêner, ce dernier s'était fait inscrire sous sa véritable identité: Salvatore Lucania, certifiée par le registre des naissances de son village d'origine, Lercara Friddi, dans la province



Giuseppe Genco Russo, l'ancien berger, succède à Don Calo à la tête de la Mafia sicilienne. En 1960, il se présente aux élections communales de Mussomeli avec l'appui de la démocratie chrétienne et il est élu.

Keystone

de Palerme. Il avait réservé la chambre voisine de celle qu'habitait en permanence don Calogero. Ninuzzu réussit à obtenir une chambre au même étage que les deux chefs mafiosi.

Les dragées de Palerme

Imprudemment, il photographia Lucky Luciano qui entrait dans l'hôtel encadré de deux hommes de main. Lucky réagit violemment, brisant l'appareil de Ninuzzu. Ce dernier, brutalisé en outre par les gorilles, fut transporté d'urgence à l'hôpital de Palerme où l'on décela deux fractures. Il y demeura huit jours.

A sa sortie, il porta plainte devant le procureur de la République de Palerme, avec certificat médical à l'appui. Fut-il menacé de mort? Toujours est-il qu'il retira soudainement sa plainte et reçut deux appareils photographiques accompagnés de plusieurs centaines de milliers de lires.

Luciano n'aurait certes pas aimé que la presse publie cette preuve de son association avec don Calo, connu de la police et du public palermitain. Cela aurait pu entraîner une enquête qu'ils avaient tous deux intérêt à éviter.

Car, en 1949, Lucky était devenu propriétaire d'une fabrique de dragées. Il avait obtenu une licence sous son vrai nom. Dans cette affaire, il avait pour associé don Calogero Vizzini qui fit venir deux ouvriers confiseurs de Caltanissetta à Palerme, ainsi que deux autres, d'origine sicilienne, rappelés d'Amérique pour la fabrication spéciale destinée à l'exportation. Les dragées étaient en effet vendues en Allemagne, en France,

en Irlande, au Canada et aux U.S.A. Les fabricants possédaient de très bons clients: les frères Guérini, de Marseille; Gaetano Chifalo, également de Marseille; Antonio Schillaci de Monte-Carlo; Gaetano Caruso, de Marseille encore...

Le nom du titulaire de la firme, celui de son associé, le mystère dont on entourait jalousement l'établissement, le garde armé à l'entrée, eurent tôt fait de susciter la curiosité des habitants de la petite place San Francesco, à Palerme. On se demanda rapidement si cette innocente fabrique de dragées ne servait pas plutôt de paravent au trafic de la drogue.

Le 11 avril 1954 le quotidien du parti socialiste italien, *l'Avanti*, publiait en première page, sous le titre: «Dragées sur la route de la drogue», une photographie de la façade de la fabrique. Il n'était pas vraiment inconcevable, suggérait l'article, que les dragées aient contenu chacune deux ou trois grammes d'héroïne...

La menace avait été clairement perçue. Les événements se précipitèrent.

Six heures pour déménager la fabrique

La nuit même, l'établissement démontait ses machines et fermait ses portes. En se promenant du côté de la fabrique, on aurait pu surprendre un ballet de camions transportant le matériel jusqu'à des bateaux ancrés secrètement au port, à quelques mètres de la fabrique.

Des équipes d'ouvriers spécialement engagés pour ce «petit travail» s'agitaient dans tous les sens. On leur avait donné six heures pour

effectuer le déménagement. Il en aurait fallu quinze pour une équipe parfaitement rodée. Mais les propriétaires avaient des moyens. Ils s'étaient offerts trois équipes qui se relayaient sans cesse et que les fortes primes incitaient au travail. Une heure avant que le délai se fût écoulé, il restait encore deux tonnes de matériel à embarquer. A l'heure convenue, la fabrique était déserte. Elle avait retrouvé son aspect innocent. Le matériel, chargé sur les trois bateaux, prenait le large sans bruit, alors que le jour se levait sur la ville ignorante.

On a dit plus tard que les deux confiseurs « spécialisés » auraient été transportés en haute mer par un navire turc piloté par un Allemand venu de Bavière, et conduits clandestinement aux Etats-Unis.

Les « indésirables » des U.S.A. établis en Italie

La Mafia tenait pourtant à son réseau mondial de la drogue. Il fallait continuer à la répartir entre Marseille, Hambourg, Francfort, les Etats-Unis, le Canada, par La Havane, Tampa, Saint-Louis et Kansas City.

L'expulsion hors des U.S.A. des « Indésirables » ne faisait alors que déplacer le brain-trust de la Mafia. L'Italie devenait nécessairement le centre du trafic des stupéfiants.

Lucky s'était installé à Naples, avec la danseuse Igea Lisson. Ils avaient fait connaissance au cours d'une représentation. Lucky s'était accordé ce soir-là un peu de détente en se rendant à son théâtre favori. Véritablement fasciné par la grâce

de la jeune danseuse, il avait exigé à l'entracte qu'on lui réservât un fauteuil au premier rang. A la fin du spectacle, Lucky n'était pas sorti précipitamment comme il en avait coutume. Il s'était rendu directement dans la loge d'Igea. Jusqu'à la mort de la jeune femme en octobre 1958, ils ne se quitteront plus.

Contraint de trouver une occupation justifiant des revenus réguliers, Luciano avait ouvert un magasin d'articles sanitaires, via Chiatamone. La cour d'appel de Naples, ayant refusé une nouvelle fois de le maintenir sous surveillance spéciale, lui permit de reprendre une autre existence qui lui rapportait une fortune et dont il n'avait pas à répondre.

Giuseppe Pici (qui se faisait appeler Joe Peachy), gangster impliqué dans le trafic de la drogue, était arrivé en Italie sur le même bateau que Lucky Luciano. Il avait été repris en flagrant délit de vente de narcotiques. Mais bien vite il recouvrait la liberté et réorganisait son trafic dans la région de Gênes. En 1948, il faisait parvenir au gang de Kansas City 15 kilos d'héroïne achetée en Italie. Avec cette drogue pure à 99 pour cent, on pouvait fabriquer plus d'un milliard de capsules, à un ou deux dollars chacune. L'héroïne lui était revenue à moins de 25 000 dollars. On se rend aisément compte des gains.

Avec Lucky s'était enfui également le gangster Nicola Gentile, arrêté en 1944 pour vente de narcotiques et remis en liberté provisoire moyennant une caution de 50 000 dollars. On raconte qu'à sa libération, Nicola avait même récupéré une partie de sa caution grâce à la complicité d'un gardien qu'il avait acheté en prison. Il vit main-

tenant en grand seigneur à Cattolica Ereclea en Sicile, où il a acquis de nombreux terrains et propriétés. On dit qu'il posséderait plus de dix maisons dans toute la Sicile. Deux ou trois appartenaient précédemment à Lucky Luciano qui les lui avait cédées sans difficulté. Gentile se mêle aussi de politique : il pourrait bien être candidat à l'une des prochaines élections.

Liaison avec les U.S.A.

Frank Coppola, qui avait été arrêté en 1952 pour trafic de stupéfiants, revenait clandestinement aux Etats-Unis en 1956. Grâce à un faux passeport, il pouvait débarquer sans inquiétude au port de New York. Là, il reprenait contact avec de nombreux gangsters, membres de la *Cosa nostra*, impliqués dans le trafic américain de la drogue : Toni Accardo, Gaetano Chifalo, Antonio Schillaci, Gaetano Caputo, Carlo Marcello (dit Carlos), Giuseppe Badalamenti, Vittorio Trapani, Giacomo Balestre, Joseph di Giovanni (dit Caggeggi), Joseph de Sica, Joseph Termini, Joseph Bonmarito, Carlo Caruso (dit Frank), ainsi que Joseph Doto plus connu sous le nom de Joe Adonis, réexpédié en Italie en 1958.

Tous ces grands chefs de la Mafia américaine, le 14 novembre 1957, se réunirent dans la villa de Joseph Barbara à Appalachin (Etat de New York).

La police était aussi au rendez-vous, comme nous le verrons au tome IV de la présente série.

On ne peut réellement estimer les conséquences qu'eut la rafle d'Appalachin sur l'organisation du trafic des stupéfiants aux U.S.A.

D'abord la législation américaine permit à tous les inculpés de recouvrer rapidement leur liberté, moyennant des cautions considérables. Ensuite la Mafia aurait aisément remplacé les hommes condamnés. Enfin on ne voit pas comment pourrait être brisé, dans nos sociétés démocratiques et permissives, le réseau de la drogue. Aux U.S.A. et ailleurs.

Les étranges oranges

Avec l'expulsion des «Indésirables», c'est d'Italie que partent les divers réseaux de stupéfiants. En particulier ceux qui convergent vers les U.S.A. Grâce aux rapports du F.B.I., établis après des mois d'enquête et de recherches secrètes, le centre de répartition et d'emballage des stupéfiants a été localisé: c'est la Sicile. D'après Anslinger, chef du Service des narcotiques et ses agents américains, ce serait à partir de la Syrie et de la Turquie que la drogue commencerait son voyage meurtrier.

La drogue débarquait donc sur les côtes du golfe de Castellamare, exactement entre Scopelo et Punta della Craperia Grande. Dans le canal de Sicile, les barques des pêcheurs siciliens allaient croiser les embarcations venant de Turquie ou de Syrie. On transbordait la précieuse cargaison et des bateaux de pêche motorisés la ramenaient dans le golfe de Castellamare. On entassait ensuite la drogue dans des charrettes et on la livrait chez un «ami» possédant une plantation d'agrumes.

C'est en 1959 qu'on découvrit comment la

drogue voyageait. Une idée de Lucky Luciano. Lucky Luciano et Frank Coppola avaient importé d'Outre-Atlantique l'esprit d'entreprise. Ils étaient devenu les rois de l'astuce élevée jusqu'à l'institution. La prohibition les avait habitués à tourner les lois, à imaginer des solutions élégantes et sûres en matière de conditionnement. Pour transporter la drogue sans risque, Lucky Luciano en avait trouvé une qui devait se révéler d'une rare efficacité. C'est Frank Coppola qui l'avait exposée à don Genco Russo.

— Il suffit, avait-il affirmé, de se servir de la réputation des oranges siciliennes pour exporter tranquillement la drogue aux Etats-Unis. Aux vraies oranges seront mélangés des fruits de cire vides à l'intérieur, d'un poids de 115 grammes, de 26 centimètres de circonférence, et appartenant, selon toute apparence, au type d'exportation appelé «90», en raison du nombre d'oranges contenues dans chaque caisse.

Un trou de 4 millimètres, percé dans le renflement à la base du fruit, permettra d'y injecter 110 à 120 grammes de drogue. Ainsi, l'orange pleine pèsera le poids normal d'une véritable orange «90».

Coquet bénéfice

Aussitôt dit, aussitôt fait. Chaque cageot «traité» contient 19 à 20 kilos d'oranges, dont 11 kilos de drogue à l'état pur. Mais les wagons destinés au transport ne renferment que 5 caisses d'oranges en cire, pour une centaine de caisses d'oranges véritables. Cette moyenne sagement

dosée permet aux expéditeurs de Palerme de réaliser un bénéfice d'environ quatre milliards de lires par mois.

Il faut déduire de cette somme, outre les frais de fabrication, tous les pots-de-vin versés aux hauts fonctionnaires, à la direction des douanes, au ministère du Commerce et des Transports, afin que le contrôle ne soit pas trop tatillon. Mais le bénéfice reste coquet.

A l'arrivée, des commissionnaires de toute confiance prennent en charge les oranges truquées et les dirigent vers les grands centres de répartition et de distribution de l'Europe occidentale.

Une telle organisation exige évidemment une collaboration et une entente parfaites entre les *mafiosi* siciliens et nord-américains.

Il faut parer à toute éventualité: si un jour un policier plus malin que les autres s'avisait de chercher la drogue dans les camions d'oranges?

La fausse piste

Qu'à cela ne tienne! On va lancer les flics sur une fausse piste. Brusquement, en opposition avec toutes leurs habitudes, les *mafiosi* se mettent à parler du chemin suivi par la drogue avec de petits revendeurs des villes américaines. Désormais, disent-ils, plus de problème. Nous avons résolu une fois pour toutes la question du transport: la drogue est introduite dans de fausses boîtes de sardines. L'idée n'est-elle pas géniale?

Le *Narcotics Bureau*, son chef Anslinger en tête,

tombe dans le piège. On se met fiévreusement à la recherche de boîtes de sardines.

La Mafia fait bien les choses: aux Etats-Unis, Vito Genovese dirige complaisamment les agents du *Narcotics Bureau* vers des boîtes de sardines effectivement pleines de drogue. A Palerme, Frank Coppola fournit, par personnes interposées, tous les renseignements nécessaires à la police.

Bientôt, la police new-yorkaise met la main sur un stock de boîtes de sardines remplies d'héroïne pure, tandis qu'à Palerme, un coup de téléphone anonyme envoie la brigade des stupéfiants dans un garage désaffecté où elle découvre quinze kilos de drogue.

Ultime raffinement: les chefs des trafiquants sacrifient quelques comparses sans importance.

Les autorités, tant new-yorkaises que palermitaines, chantent victoire, tandis que le trafic continue et que la fabrication des oranges conserve son rythme de croisière.

Le chemin

Lucky Luciano a fait prendre une précaution de plus. Les cageots terminés sont maintenant transportés dans des voitures «empruntées» à travers les rues de Palerme vers les centres d'expédition.

Le ministre du Commerce extérieur, Matarella, depuis longtemps lié à la Mafia, délivre des laissez-passer spéciaux pour les envois de cageots vers la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande ou les Etats-Unis.

Il ne reste donc plus qu'à faire parvenir la drogue à ses destinataires: Antonio Schillaci, Palermitain, importateur-exportateur d'agrumes à Monaco; Gaetano Chifalo, horticulteur et maraîcher à Marseille; Jo Renucci, homme d'affaires à Tanger et hôtelier à Casablanca; Gaetano Caruso, lieutenant de Luciano et commerçant à Marseille; les frères Guerini, de Marseille; Giuseppe Badalamenti, propriétaire et commerçant de produits fermiers à Hambourg. Ce sont deux des cousins de ce dernier qui ont été arrêtés pour trafic d'héroïne, à Cinisi, le 5 juin 1958.

Chacun de ces intéressants personnages prélève sur la cargaison la drogue nécessaire à la consommation locale, puis expédie le reste vers les Etats-Unis.

Là, Joseph de Luca, de Kansas City, officiellement représentant d'une société internationale d'import-export, se charge de la réceptionner.

Un tranquille agriculteur et autres maillons

A l'autre bout de la chaîne, en Sicile, officie un homme très discret. Qui devinerait, en effet, que derrière un tranquille agriculteur de Cattolica Ereclea se cache le lieutenant favori de Lucky Luciano, Nicolas Gentile?

C'est lui le vrai responsable des expéditions sicilienne. En tant que tel, il rend des comptes au « carré d'as » de la Mafia: Lucky Luciano, Vizzini, Frank Coppola et Genco Russo.

L'organisation qu'ils ont mise au point a été fondée sur la délégation de pouvoir, mais soigneusement contrôlée, à tous les stades.

Frank Coppola, lui, s'occupait de rester en contact avec les « amis » du gouvernement italien qu'il invitait souvent dans sa villa de Tor Vajanica, près de Rome. Il inondait le marché italien de bouillons de légumes et de jus de fruits en boîte. On affirme que, grâce au secrétariat d'un homme d'Etat connu, il avait même des facilités pour exporter ses conserves à Lugano, Marseille, Hambourg, Francfort.

Antonio Cottone, un ancien garçon boucher, était chargé, depuis Palerme, des liaisons entre Genco Russo et Profaci, chef de la Mafia aux U.S.A. Profaci et Cottone avaient été élevés ensemble dans le même village. Lors du débarquement des Américains en Sicile, Profaci avait chaudement recommandé son ami Cottone qui était devenu un des chefs de la Mafia de Palerme. Don Calogero et Lucky Luciano lui avaient donc fait confiance. Bien qu'il travaillât pour eux, en sous-ordre, il accumula une fortune personnelle de plusieurs milliards de lires, en quelques années.

CHAPITRE X

LA GUERRE DE PALERME

Dans la seule ville de Palerme, durant les années 1951-1959, les meurtres allaient s'élever à deux cent onze. L'élection de don Genco Russo avait coïncidé avec une détérioration des relations entre les nouveaux venus d'Atlantique et les anciens de la Mafia. La lutte pour la conquête de Palerme était l'aboutissement logique du choc de deux mentalités qui ne pouvaient plus correspondre. Deux bandes rivales, frères irréconciliables d'une même race, allaient s'affronter dans un déferlement de crimes. Le sang versé était un juste investissement. Le pouvoir valait bien quelques sacrifices.

Réforme agraire

L'Assemblée régionale sicilienne approuvait, le 27 décembre 1950, une loi de réforme agraire qui

devait modifier profondément la réalité politico-sociale. Le droit de propriété était limité à deux cents hectares et les propriétaires étaient contraints, comme dans la législation fasciste, d'effectuer des travaux de bonification et de transformation, sous peine d'être expulsés. D'autre part, la loi Gullo-Segni entrait en vigueur. Elle interdisait la sous-concession. Les plus touchés étaient bien les *mafiosi*. La trame sociale, grâce à laquelle ils avaient acquis avantages et richesses, se défaisait d'un seul coup. Les *mafiosi* allaient-ils abandonner en d'autres mains les commandes de l'économie?

La modernisation de la Sicile, voulue par le gouvernement de Rome, soulignait les divisions et les divergences d'intérêts entre la « jeune » et la « vieille » Mafia, au-delà des divergences entre la Mafia des jardins et celle du port de Palerme, que nous avons exposées ; on avait sonné le départ de cruelles courses au crime, peut-être les plus cruelles dans l'histoire de l'*Onorata società*.

La vieille Mafia, on l'a vu, s'enlisait dans un conservatisme têtu et cherchait à saboter les nouveaux organismes et à les rendre inopérants. La jeune Mafia, au contraire, ne cherchait pas à s'opposer à la création des banques de crédit, des coopératives agricoles, des organismes de planification et de réforme agraire : elle choisit de s'y introduire pour en faire une nouvelle source de profit.

La Mafia entre dans les organismes de la réforme

Rapidement, la jeune Mafia s'appropriait donc le contrôle de ces organismes. Don Genco Russo



Frank Coppola, dit «Trois doigts». Il organisera en Italie, avec Lucky Luciano expulsé des Etats-Unis, un important réseau pour la drogue. Keystone

avait tendance à se mêler aux «jeunes loups», sans toutefois choisir ouvertement son camp. Il donna l'exemple de l'«entrisme», en se faisant élire vice-président du consortium de bonification du Tummarano, zone qui s'étend sur environ cent mille hectares. Cette zone touche aux intérêts de la province d'Agrigente, de quatre localités de la province de Palerme et de deux de celle de Caltanissetta. Les activités commerciales liées au plan de bonification atteignaient un montant de quarante milliards de lires environ et faisaient vivre quelque deux cent mille personnes de la région.

Don Castiglione, un prêtre parent de Genco Russo était le directeur de la Caisse de crédit agraire de Mussomeli. Il n'est pas rare, de nos jours, que dans plusieurs zones de Sicile occidentale des banques refusent le crédit aux paysans pour l'accorder aux gens de la Mafia qui pratiquent l'usure. Ces pratiques permettent d'étouffer économiquement le monde paysan, très fourni en Sicile, qui doit, pour survivre, se soumettre aux exigences mafiosiques. Elles permettent en plus à la Mafia d'accroître démesurément ses profits.

En 1960, Giuseppe Alessi accusait le président de la région sicilienne, Majorana, son adversaire politique, d'avoir saboté la publication, dans la *Gazzetta ufficiale*, du procès-verbal de constitution d'une des banques à Mussomeli. Pendant les débats à l'Assemblée régionale, Alessi a donné lecture d'un télégramme que don Genco Russo avait adressé à Majorana afin qu'il fasse obstacle à la constitution de cette banque. Mais, de son côté, la banque d'Alessi avait fait appel à Beniamino Farina, un neveu de don Calo Vizzini...

De solides collusions

Un beau-frère de Genco Russo, un certain Calogero Castiglione, sans aucune instruction, était nommé en 1958, inspecteur du corps forestier de Sicile. Avant d'assumer ces fonctions, il avait été président de l'Association des petits cultivateurs et vice-secrétaire de la section D.C.(1) de Mussomeli. Son élection au grade d'inspecteur s'était déroulée secrètement. On avait destitué son prédécesseur, un homme intègre, sur un simple coup de téléphone de don Genco Russo aux autorités. Le lendemain, muni de tous les appuis gouvernementaux, Calogero s'installait à son nouveau poste.

Des parents du vieux chef de la Mafia à Camporeale, Vanni Sacco, dirigeaient le consortium du Haut et Moyen Belice dont le programme budgétaire était de quarante milliards environ. Le gendre de Sacco, l'avocat Gensardi, a présidé pendant plusieurs années ce consortium. Un fils de Sacco était membre du conseil d'administration, tandis qu'un de ses neveux, Giovanni Sacco, était directeur du parc mécanique de l'E.R.A.S. (Société pour la réforme agraire sicilienne). Le beau-père d'un autre fils de Vanni Sacco, était fonctionnaire au siège central de l'E.R.A.S. à Palerme.

Une affaire de famille en somme... On a fait le compte : plus de quinze membres de la famille de Vanni Sacco dirigeaient des organismes officiels.

A l'E.R.A.S. travaillait aussi un homme de confiance de don Calogero Vizzini, Angelo Anna-

(1) *Démocratie chrétienne.*

loro. Il avait été nommé à l'E.R.A.S. un mois après avoir expié une peine de deux ans et deux mois de réclusion ! Un neveu de don Calogero Vizzini, Giuseppe Ferina, travaillait à l'assessorat régional des sociétés locales. Un autre neveu, Alfonso Vizzini, était président de l'Association des petits propriétaires de Villalba.

Des éléments de la Mafia s'étaient ainsi introduits dans presque tous les organismes publics de la région, lorsque la guerre des Mafias éclata à Palerme.

La guerre des Mafias commence

Les relations d'affaires entre don Calogero Vizzini, Vito Genovese, Frank Coppola et Lucky Luciano avaient toujours été sans nuage d'aucune sorte. Don Calo s'était essentiellement appuyé sur la vieille Mafia, laissant Lucky et ses amis prendre peu à peu le contrôle de la Mafia de la pêche et des ports, indispensable à la bonne marche du trafic de la drogue. Don Genco Russo, son successeur, se contenta d'arbitrer les deux factions. Mais la situation était trop tendue pour ne pas se dénouer tragiquement. L'étincelle qui provoqua l'explosion fut, on l'a vu, le déménagement du marché de Palerme dans la zone du port.

Don Genco Russo et Lucky Luciano s'efforcèrent bien de trouver un compromis mais l'accord était impossible. Le problème allait être résolu à la sicilienne. Palerme allait devenir la ville de l'épouvante et de l'impunité.

La guerre commença le jour où don Carmelo Napoli, chef de la Mafia des pompes funèbres, re-

çut un colis postal contenant la tête de son chien-loup. L'avertissement était clair. Une semaine plus tard, alors qu'il prenait un café à son bar habituel, dans la rue centrale de Palerme, escorté par son garde du corps, Giuseppe Mangano, il reçut une rafale de mitraillette tirée d'une voiture noire. Il n'eut pas le temps de se protéger et on le vit glisser au sol, le visage et la poitrine criblés de balles. A quelques mètres de là, un pauvre vieux de soixante-dix ans, qui vendait des billets pour le prochain match de football, fut fauché en même temps. Il gisait dans une mare de sang, la tête presque détachée par la rafale qui l'avait coupé en deux. Six consommateurs blessés et deux morts, tel était le bilan d'une fusillade qui avait duré quelques secondes. Déjà des innocents avaient payé.

Par pure coïncidence sans doute, le préfet de la province de Palerme, le D^r Migliore, arrivait immédiatement sur les lieux du massacre. Il fit bloquer la rue, interrogea un à un les gens présents, y compris ceux qui avaient assisté au drame du haut de leur balcon. De la centaine de personnes, aucune ne put décrire le visage du tueur ou des occupants de l'automobile noire. Personne n'avait non plus noté le numéro de la voiture. Nombreux étaient ceux qui n'étaient pas sûrs d'avoir entendu des coups de feu...

La réponse ne se fit pas attendre. Quelques jours plus tard, c'était le tour de don Vito Frenna, chef de la Mafia des gardiens. Il était le gardien du palais de Giuseppe Tasca, fils de don Lucio Tasca, un des plus grands propriétaires terriens de Sicile. On l'élimina par la ruse. Un matin, trois hommes fort bien vêtus, munis d'un faux laissez-passer, se présentèrent à la grille du palais et demandèrent à

voir Giuseppe Tasca. Don Vito les mena à travers le parc. A moitié chemin, les trois brigands bondirent sur leur guide et après l'avoir bâillonné, le pendirent à un arbre du parc.

Pris dans l'engrenage

La mort de Frenna marqua le début d'une cascade de meurtres d'hommes de la Mafia. La véritable lutte commença avec l'assassinat d'un des hommes respectés de la Mafia des jardins, Gaetano Galatolo, dit *Tanu Alati dell'ecquasanta*, tué d'un coup de fusil automatique. Il avait pourtant envoyé son garde du corps, en éclaireur. Giuseppe Licandro n'avait pas remarqué un homme qui lisait distraitemment, derrière les grilles du marché, un étrange paquet à ses pieds. Deux ménagères furent blessées dans cette attaque.

Malgré le peu de goût qu'elle avait pour les tueries, la vieille Mafia riposta. Peu de temps après, mourait Cristoforo Di Caccamo, propriétaire d'un magasin de fruits et légumes dans le quartier populeux de la Vucciria de Palerme. Il avait abandonné la Mafia des jardins pour s'associer à celle du port. Il fut tué à la lupara, comme un traître.

On était pris dans l'engrenage. Un mois après, « quelqu'un » assassinait Giuseppe Greco de deux coups de fusil tirés d'un autocar qui stationnait depuis plus de deux heures devant chez lui en attendant qu'il sortît. Greco et Galatolo étaient les deux figures les plus représentatives de la Mafia du vieux marché.

Le beau-frère de Giuseppe Greco, Giovanni Paparopoli, fut aussi éliminé, alors qu'il prenait un

bain. On sonna à la porte. Deux hommes déguisés en facteurs le firent reculer, l'étranglèrent, lui portèrent trois coups de couteau et le replacèrent dans sa baignoire pour qu'il baignât dans son sang. Lorsque les membres de sa famille découvrirent Paparopoli, ils firent tout leur possible pour maquiller le crime aux yeux des carabinieri. Et ils dissimulèrent le revolver qu'il avait toujours dans sa poche. Les meurtriers demeuraient une nouvelle fois impunis. Il s'agissait, il est vrai, d'affaires de familles...

Le 10 juillet 1956 on abattait Francesco Geraci de deux rafales de mitraillette. Tous ses « amis » firent porter des couronnes mortuaires au cimetière. Il y en avait plus de cinquante-six, sans inscription ni ruban, envoyées par la vieille Mafia.

Un mois d'août jonché de cadavres

Deux jours plus tard, Giacomo Incardona était tué alors qu'il se promenait à bicyclette le long de la Villa Scalea. Une imposante voiture noire le suivait depuis plus d'un quart d'heure. Elle contenait deux hommes en plus du conducteur. Sur une petite route isolée, la voiture se porta à hauteur du vélo et, dans un virage, le heurta de plein fouet. Le cycliste fut violemment projeté dans le fossé où sa tête heurta un pylône. La besogne vérifiée, la voiture disparut dans un nuage de poussière, laissant agoniser l'ami intime de Carmelo Di Napoli et de Francesco Geraci.

Le mois d'août 1956 fut jonché de cadavres. Palerme en garde le sanglant souvenir. On ouvrit d'abord le feu sur Roberto Di Girolamo, un bon

ami de Frenna, chef de la Mafia des gardiens; le 18, trois jeunes gens, en plein jour et à visage découvert, assassinaient Gaetano Saccaro, un des maîtres de la Maffia des fruits et légumes. Gaetano se savait suivi par deux hommes. Il s'était maladroitement engouffré dans une impasse et au moment où, acculé, il demanda grâce, ses poursuivants l'abattirent sans pitié.

Le 22 disparaissait Antonio Cottone, l'associé de Luciano, Liggio et Vincent Collura, ami d'enfance de Joseph Profaci. Il était né pauvre mais avait vite fait fortune car, garçon boucher, il débitait lui-même presque tout le bétail qu'il volait. Officiellement il était gérant de trois boucheries, une à Villabate et deux à Palerme. En plus, il avait loué, en 1952, un vaste terrain, puis il avait fini par acquérir une immense orangerie dont il vendait directement les produits à Milan et jusqu'en France. Le marché de Palerme ne l'intéressait pas. Cottone avait formé, avec Collura et Liggio, une chaîne qui se prolongeait jusqu'à la Mafia américaine de Profaci. La *Cosa nostra* entendait bien faire de la nouvelle Mafia de Sicile une filiale lui permettant de régner comme aux Etats-Unis.

Suicidez-vous, sinon...

Le 23 août on tuait le frère de « Tanu Alati », Angelo Galatolo. On avait employé une manière peu courante dans ce milieu plutôt expéditif. On l'avait poussé au suicide, par une pression psychologique constante et bien dosée. Trois semaines avant sa mort, Angelo avait reçu une lettre anonyme lui ordonnant de se tirer une balle

de revolver dans la tête le 23 août au matin. Il ne devait en parler à personne sous peine de subir les supplices qu'on lui décrivait. Angelo savait qu'il ne pourrait pas fuir : ses assassins le guettaient et le suivaient en permanence. Le lendemain, et cela pendant trois semaines, il reçut la même lettre.

Le 23 août, à dix heures du matin, on entendit une détonation dans l'appartement d'Angelo. Les « assassins », garés devant la porte, démarrèrent sans bruit et s'éloignèrent doucement. Ils n'avaient pas eu à intervenir. Tout était bien.

Le 25 août, c'était le tour de Nicola d'Alessandro, dit « Zu Cola », chef de la Mafia du port. Il avait été le principal opposant à l'entrée de la Mafia du vieux marché dans la zone du port.

Il fut abattu de deux coups de fusil alors qu'il prenait le frais sur sa terrasse. Pourtant, il s'assurait toujours de la présence de deux gardes du corps et conservait un revolver chargé à portée de la main. « Zu Cola » avait, peu à peu, gravi les échelons de la hiérarchie mafiosique, jusqu'à occuper sa position au port où il régissait tout : les travaux, les contrats, les salaires, les placements. En cas de grève sur le chantier, il n'hésitait pas à s'armer et à tirer sur les grévistes. Milliardaire, il était très lié à un riche industriel de Sicile, Piaggio.

Le 29, à Fermo della Battaglia, dans la province d'Enna, était tué de deux coups de fusil Salvatore Licandro.

Mitrailage du haut des toits de voitures

Le 31 août Emmanuele Minafo, neveu d'Angelo Galatolo, était abattu dans la rue du chantier naval



MAIURI PIETRO



FERRARA GIOVANNI



MARINO GIOVANNI



MAIURI ARMANDO



MARINO MARCO



FERRARA PIETRO

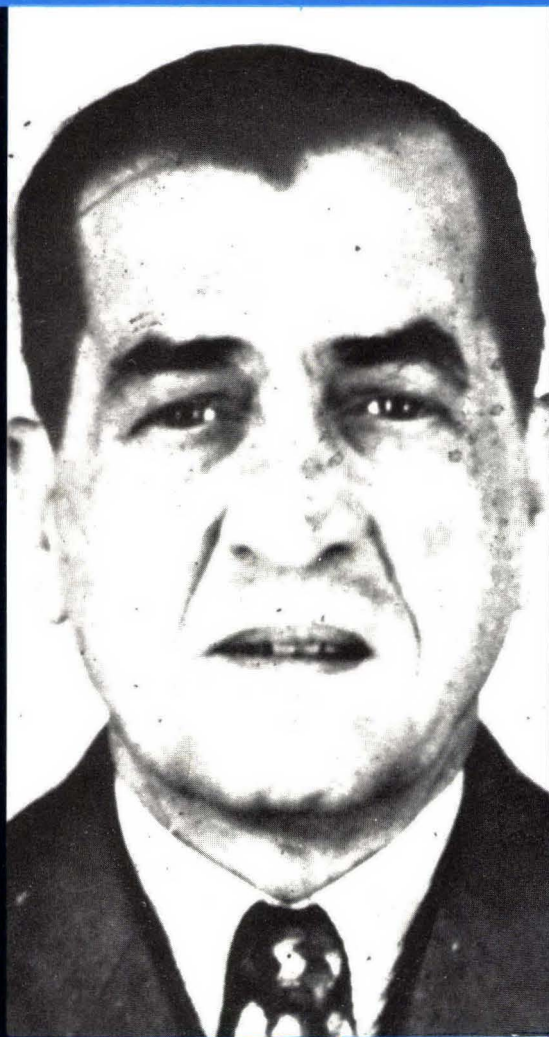


MAIURI PIETRO



FERRARA PIETRO

Le docteur Michele Navarra et les membres de sa bande. Défenseur de la « Vieille Mafia », il collabora avec les autorités siciliennes pour éliminer la branche américaine de la Mafia. Navarra sera assassiné par Luciano Liggio, le 10 août 1958. AFP



Mémé Guerini régnait avec ses frères sur le «milieu» marseillais. Agent en France de Luciano pour le passage de la drogue vers les Etats-Unis, il prélevait auparavant ce qui était nécessaire à la consommation locale. Keystone

de Piaggio, au cours d'un violent échange de coups de feu tirés de toits de voitures. Cette incroyable fusillade ne fit que deux morts parmi les passants.

Une chance car elle se déroula en plein cœur de la ville, à trois heures de l'après-midi, un jour de marché...

Les deux voitures des clans rivaux étaient arrivées face à face et s'étaient brusquement arrêtées à une dizaine de mètres l'une de l'autre. Perchés sur le toit et le capot, les occupants des deux véhicules, armes au poing, s'étaient mitraillés jusqu'à ce qu'il y eût un mort de chaque côté.

On devait assister souvent, dans les rues de Palerme, à cette nouvelle forme de duel.

Il ne reste plus que deux champions

Sept assassinats en dix jours. Tous en rapport avec la lutte pour la prédominance à Palerme et en Sicile. La population commençait à être lasse de ces tueries quotidiennes. Mais si d'aventure, d'aucuns s'étaient interposés ou avaient élevé une protestation, ils auraient pu se considérer, au moment même, comme de nouvelles victimes.

Il restait un dernier défenseur acharné de la vieille Mafia: le D' Navarra. Sa fortune reposait sur le maintien d'une situation immuable. Il était prêt à collaborer avec les autorités pour éliminer la branche américaine de la Mafia, son trafic de drogue et ses méthodes par trop « brutales ». Il en était sûr: cette jeune Mafia attirait beaucoup trop l'attention des policiers italiens et de l'Interpol.

Navarra avait frappé la jeune Mafia directement

à la tête : Cottone avait été abattu de trois rafales de mitraillette ; Collura et D'Alessandro n'avaient pas tardé à le rejoindre dans la tombe. La jeune Mafia était donc elle aussi gravement touchée.

Il ne restait que Luciano Liggio pour venger ses trois amis. Il avait pris en main la Mafia des transports et ne tenait pas à ce que son camp capitule devant la vieille garde. Il se rendit à Agrigente pour s'entretenir avec don Genco Russo du « cas Navarra ».

Pour don Genco l'alternative était grave. Cette fois, il lui fallait trancher : Liggio et ses amis américains ou Navarra et la vieille Mafia. Le trafic de la drogue étant une source de profit qu'on ne pouvait décemment abandonner, le choix fut vite fait.

Navarra serait sacrifié sur l'autel de la raison d'Etat mafiosique.

Décision souveraine et rituelle de don Genco

Le vieux paysan d'Agrigente, presque analphabète quoique milliardaire, usa pour la seule et unique fois de son pouvoir souverain : le droit de mort. Don Vito et don Calo n'y avaient jamais eu recours mais, en cas d'urgence extrême, le chef de toutes les « familles » a le droit de désigner un homme chargé de l'élimination d'un membre de la Mafia. Genco Russo s'approcha de Liggio, et l'embrassant sur le front, la poitrine et les deux épaules, il lui murmura :

— *Ti do la vita del tradittore. Amen* (Je te donne la vie du traître. Amen).

Liggio demeura interdit : il venait d'être désigné comme le tueur de Navarra. Il n'avait pas le droit

de faire accomplir sa mission par un tiers et savait que Genco Russo l'obligeait ainsi au silence. Personne ne pourrait accuser le chef de la Mafia ni même la jeune Mafia. Don Genco Russo marquait personnellement un point car il faisait éliminer, par personne interposée, un adversaire possible.

Le rituel *mafiosi* suivit. Don Genco fit appeler ses gardes du corps et fit dresser la table de la salle à manger. On y déposa du pain, du sel, du vin et de l'ail. On s'assit dans un silence religieux. Genco Russo rompit le pain en cinq morceaux. Il les frotta d'ail, tendit un morceau à chacun et en conserva un. Ils allongèrent tous le bras vers l'assiette de sel afin d'y tremper leur pain. Ils en mangèrent la moitié avant de boire la moitié du verre de vin qu'on leur avait servi. Genco Russo dit alors à Liggio :

– Va ! nous t'attendrons pour terminer le repas.

Le pain signifiait l'union. Le sel, le courage. Le vin, le sang. L'ail, le silence. Pour terminer ce repas, Liggio devait prouver qu'il en était digne. S'il se déroba à sa tâche, il serait à tout jamais marqué de la flétrissure des lâches.

Vingt-quatre heures plus tard, le D^r Navarra était mort. Luciano Liggio pouvait revenir à Agrigente finir le repas avec Genco Russo et ses gardes.

Genco Russo l'accueillit sur le pas de la porte en disant :

– Au nom du Père, du Fils et de l'Esprit-Saint, même en mon absence, celui-ci est chez lui dans ma maison. Mon pain est son pain. Mon vin est son vin. Mon sel est son sel. Mon ail est son ail. Ainsi soit-il.

Il était encore trop tôt pour que Palerme s'abandonnât à un repos bien mérité. Le contrôle sans partage du port ne satisfaisait pas pleinement la jeune et avide Mafia. Il lui fallait régner sur la capitale entière...

A la conquête de la capitale entière, par le gardiennage

Une nouvelle série d'assassinats débuta en 1957, lorsqu'elle décida de prendre complètement en main la ville de Palerme. C'est grâce aux «garages de la drogue», qu'elle marqua sa victoire sur la vieille Maffia.

La prise en main d'une ville est presque assurée si l'on parvient à y établir un service de surveillance, de jour comme de nuit. Le jour quelques «promeneurs» suffisent. De nuit, le problème est plus complexe.

Dans de nombreuses villes de Sicile et d'Italie, on engage des gardiens de nuit privés qui veillent sur les magasins, les palais et les grandes résidences. Ils font les cent pas devant les bâtiments ou passent la nuit à l'entrée. Ce sont souvent d'ex-carabiniers ou d'ex-agents de police qui se sont groupés en agences de surveillance nocturne agréées par la préfecture. C'est vers cette année 1957 que Palerme connut une floraison apparemment inattendue d'agences de ce type. Les veilleurs étaient en général natifs de la région qui va de Palerme à Trapani. Celle où l'on avait découvert le trafic de la drogue? Mais que pouvait-on en déduire?

C'est aussi vers 1957 qu'eurent lieu de nombreux plasticages et de nombreux actes de van-

dalisme visant les magasins ou les immeubles qui avaient négligé de faire appel aux services des nouvelles agences. Une bijouterie de Palerme fut pillée. La veille, le propriétaire avait refusé de s'assurer le concours des gardiens malgré l'insistance d'un individu aux manières étrangement semblables à celles de la Mafia. Dans la nuit, le rideau de fer du magasin fut arraché après avoir été accroché au pare-choc d'une voiture qui avait démarré brutalement. Les vitres avaient été, ensuite, brisées à coups de crosse de revolver. On avait dévalisé le somptueux étalage. La police, curieusement sourde cette nuit-là, n'avait pas entendu le signal d'alarme qui hurlait. Le lendemain, le bijoutier apeuré fit réclamer un gardien de nuit à l'« agence spécialisée ».

La clientèle de ce type d'agences ne tarda donc pas à grossir.

Quelques gardiens habilement répartis aux postes clés, reliés entre eux, pouvaient aisément contrôler les déplacements et tous les mouvements de groupe, quelles que soient les précautions prises pour que ces mouvements passent inaperçus. Don Vito Frenna, veilleur de nuit du palais des Tasca, chef de la Mafia des gardiens, avait inauguré ce système de surveillance avant que la vieille Mafia ne le fasse assassiner (on l'a vu, et comment), parce qu'il avait trahi la Mafia des gardiens en s'alliant avec celle de la drogue.

Afin d'être complet, le contrôle devait aussi s'étendre aux garages de nuit. Ainsi s'effectueraient avec le minimum de risques les déplacements des chefs de groupe, des « gros bonnets », de tous ceux qui étaient liés au trafic de la drogue. Pour obliger les habitants à confier leurs véhicules

aux garages contrôlés par la Mafia, on lança une offensive de vandalisme contre les voitures parquées la nuit dans les rues. En peu de mois, la police recensa plus de 180 voitures retrouvées dans un triste état. Et ce nombre est certainement très en dessous de la vérité car beaucoup de propriétaires n'ont sans doute pas dénoncé le vol ou l'incendie de leur voiture, par peur des représailles.

La tactique était simple. On envoyait une escouade de six hommes dans chaque grand quartier de Palerme. Ils opéraient par rue, crevant d'un bout à l'autre les pneus, brisant les glaces, sabotant les moteurs et, le plus souvent, incendiant ou volant les véhicules. De toute façon, le but était atteint : les intéressés avaient compris la menace et, le lendemain, les voitures encore indemnes se retrouvaient sagement parquées dans les garages *mafiosi*.

La voiture du commissaire transporte de l'héroïne

D'après les rapports de police, trois voitures par jour, en moyenne, disparaissaient d'une façon mystérieuse des garages et étaient retrouvées quelques jours plus tard en un autre endroit du pays. Lorsque le compteur fonctionnait encore, on pouvait constater que la voiture avait parcouru un nombre considérable de kilomètres pendant sa disparition. On fut convaincu que ces voitures étaient utilisées par les trafiquants de drogue lorsqu'on retrouva celle du commissaire Tandoy.

Tandoy avait été assassiné le 30 mars 1960, alors qu'il était sur les traces de l'association Luciano-Genco Russo. Le ou les tueurs avaient

sans doute été avertis de son intention de se rendre à Agrigente, fief de Genco Russo, où aboutissaient ses recherches. Tandoy avait été trahi par un de ses collaborateurs, sans doute membre de la Mafia, qu'on n'est jamais parvenu à identifier. On retrouvera la voiture du commissaire le lendemain du crime. Sur les sièges, on découvrit des traînées blanches qui n'étaient autres que des traces d'héroïne. C'est donc pour des transports similaires que des véhicules disparaissaient parfois des garages dans lesquels les propriétaires les remisaient le soir.

Nouvelle série d'assassinats

La vague d'assassinats de la guerre des Mafias s'était prolongée avec la mort de Giuseppe Di Girolamo, frère de Roberto Di Girolamo, tué l'année d'avant, au mois d'août. Un soir qu'il rentrait chez lui, il fut assailli par deux jeunes gens qui déchargèrent sur lui leurs mitraillettes : il reçut quatorze projectiles dans la tête et la poitrine.

Plusieurs mois après, un grand ami de Cottone fut tué : « don Mimi » La Fata. Ses assassins l'avaient attendu un soir à la sortie de chez lui, et l'avaient attiré dans une voiture garée non loin. Là, ils l'avaient étranglé. Et après avoir lesté son corps, ils l'avaient « balancé » dans l'eau du port.

Pour sa part, transi de peur, Vincenzo Maniscalco, depuis quelque temps ébéniste, avait été grièvement blessé à l'épaule d'un coup de fusil. Il bégayait lorsqu'il fut secouru :

— Je n'ai pas vu qui a tiré sur moi !

Cet homme, qui disait ne s'occuper que de ses

affaires, semblait vouloir collectionner les condamnations pour association criminelle, faux témoignages et vols. Il avait été incarcéré et libéré plus de dix fois. C'est d'ailleurs en prison qu'il avait appris son nouveau métier. Il continuait à y faire quelques visites. Pour se recycler, certainement.

Ce fut ensuite le tour de Filippo Drago, écrasé rue Messina Marina par une voiture qui faucha au passage une fillette de douze ans.

Filipo traversait le quartier est de la ville quand il rencontra la fille d'un voisin. La pauvre innocente devait payer cette rencontre de sa vie. Une puissante voiture noire avait débouché à toute vitesse et dans une course folle, était montée sur le trottoir. violemment projeté à terre, Filippo mourut immédiatement. La petite fille aussi.

Il avait échappé, jusqu'au jour où...

Parfois on assassinait des comparses. Et parfois des « gros bonnets », comme par exemple don Filippo Passarello, bien connu dans la zone du port. Il fut frappé de neuf balles de revolver.

On tua ensuite don Emiliano Mancino puis Vincenzo Mazzola, âgé de vingt-cinq ans. Ce dernier faisait de la contrebande de tabac et de café après s'être exercé au vol de bétail. On le retrouva poignardé dans son bateau, qui était mouillé à quelques mètres de la côte. La cale était pleine de sacs de café et de tabac prêts à être débarqués en fraude. L'ancre ayant été levée, le bateau commença à dériver et fut repéré par la police maritime. Il n'avait à son bord qu'un jeune



Enrico Mattei, directeur de l'E.N.I., mort officiellement dans un accident d'avion en 1963. On parla de sabotage en avançant deux hypothèses comme responsables : soit la Mafia, soit le service « Action » du SDECE français (Mattei était favorable aux nationalistes algériens). On le voit sur notre photo (à gauche), serrant la main de l'Algérien Bouabid. Publifoto

capitaine, mort, dont le ventre avait été déchiré par des coups de couteaux.

Le plus étrange assassinat fut peut-être celui de Stefano Leale, originaire d'Alcamo et résidant à Palerme. On retrouva son corps dans la via Torino, entouré de deux fusils, deux revolvers et plusieurs cartouchières. Ces armes avaient été dissimulées dans les hottes de boulanger que portaient ses meurtriers.

En 1927, Leale avait bénéficié d'un non-lieu après avoir été accusé d'appartenir à une association de malfaiteurs. En 1928, dénoncé comme responsable d'un vol, la police fasciste l'avait arrêté peu après à bord d'un navire alors qu'il s'apprêtait à passer clandestinement à l'étranger. En 1931, il avait été condamné à cinq ans de prison pour vol mais avait bénéficié d'une remise de peine. En 1949, il avait été gravement impliqué dans l'enlèvement du fils du baron Alu; plus tard, dans l'enlèvement et l'assassinat du dirigeant du parti démocrate-chrétien de Trapani, Nicasio Triolo. A chaque fois, Leale avait été relâché, faute de preuves. On disait qu'il bénéficiait de l'appui d'un chef de la Mafia habitant Alcamo et de plusieurs personnalités politiques. Durant des années, il avait échappé de justesse à de nombreux attentats. Jusqu'au jour où...

Pendant cet enchaînement de massacres, l'infrastructure du trafic de la drogue avait gagné en étendue et en solidité. Luciano et Genco Russo s'en étaient rapportés à Nicola Gentile pour s'assurer la conquête de Palerme. Nick avait organisé l'assassinat du commissaire Tandoy et créé des camps d'entraînement dans ses fermes où la jeune Mafia s'exerçait

au maniement des armes à feu et des explosifs.

Alliée à la *Cosa nostra*, elle était maintenant maîtresse des côtes et de la capitale de la Sicile. Elle pouvait alimenter à plein son réseau de distribution de la drogue à travers l'Europe et les Etats-Unis.

Le ver dans le fruit

La jeune Mafia a gagné. Mais que va-t-il advenir du rituel de la Mafia d'antan ? Les règles impératives qui régissaient cette société occulte supporteront-elles le choc du monde moderne, la hiérarchie et le respect hérités du Moyen Age résisteront-ils au chewing-gum et à la mitraillette ?

Insensiblement, la Mafia s'est déplacée des campagnes vers les villes : la clientèle de la drogue et des cigarettes ne peut qu'être citadine. Les « hommes de respect », ces paysans « à ventre », aux cheveux grisonnants, à l'allure imposante, rusés et presque analphabètes, laissent la place à des avocats, médecins ou hommes d'affaires rasés de frais et cravatés avec soin. On ne mesure plus les profits en termes d'hectares, ou de milliers d'hectares, mais en bons dollars qui crissent délicieusement dans la poche du veston bien coupé.

La forme a changé. Qu'en est-il du fond ?

Depuis toujours, la Mafia a aimé s'entourer de mystère. Don Calo, mettant au point la chute de Giuliano, ne recevait le colonel Luca qu'au milieu de la nuit, sous la garde vigilante de ses gorilles personnels. Le procès de Viterbe a attiré l'attention de l'Italie et du monde entier sur une société qui se voulait secrète, les révélations de Pisciotta

et la curiosité des journalistes ont aidé à en démonter les rouages.

Les vieux *mafiosi* ne reculaient certes pas devant l'assassinat, mais ils l'aimaient discret, et ne recouraient au meurtre que lorsque toutes les autres méthodes — l'intimidation, le chantage, etc. — avaient échoué. En engageant la bataille de Palerme, ils rompirent avec la tradition. Le pas était franchi : en quatre ans et demi seulement, du 1^{er} janvier 1956 au 30 juin 1960, outre les centaines de représailles classiques — arbres ou pieds de vigne coupés, maisons ou champs incendiés, bétail estropié — on compte cent soixante-dix-huit homicides et dix-neuf attentats à la dynamite restés impunis...

De tout temps, l'*omertà*, la loi du silence, a été le principe sacré des *mafiosi*, qu'ils fussent simples tueurs à gages ou personnages importants de l'*Onorata società*. Pisciotta le premier a violé la règle en dénonçant les assassins de Portella delle Ginestre. La mort l'en a châtié, mais l'exemple était donné, le ver était dans le fruit... Quelques années plus tard, trois des hommes de Luciano (interrogés, il est vrai, d'une manière toute spéciale par des détectives du *Narcotics Bureau*) livreront leur patron.

Nul n'aurait osé se présenter devant don Calo Vizzini sans lui baiser la main en signe de respect. Maintenant, sous l'influence des Etats-Unis, les nouveaux maîtres de la Mafia cherchent à s'assimiler au businessman, à ressembler à leurs «frères» américains. Comme chez ces derniers, tous les moyens sont bons pour accéder à cette honorabilité de façade.

Mais qu'en pensent les Italiens?

«Je protège»

La répétition et la fréquence des meurtres a engendré l'indifférence générale. Comme le note Michele Pantaleone, «l'expression «mort en Sicile», qu'on entend souvent répéter au-delà du détroit, a la même signification morale et sociale qu'avait, il y a un demi-siècle, l'expression «mort en Libye» qui indiquait l'indifférence et l'ennui du peuple italien envers une situation de fait qu'il subissait malgré lui».

De son côté, la presse encourage un intérêt facile pour la Mafia, dont elle présente l'activité à ses lecteurs comme un roman d'aventures à épisodes, en exaltant la personnalité de ses chefs (Walter Sibelius a vu en don Calo «la Force et la Bonté, l'Impartialité et la Justice»), en taisant soigneusement ses liens avec les représentants du pouvoir et les maîtres de l'économie italienne. Quelques journalistes ont tenté de s'attaquer à la Mafia. Plusieurs d'entre eux sont morts.

Certains Siciliens, attachés à leur pays et nostalgiques de ses traditions féodales, croient fermement à l'existence de *mafiosi* redresseurs de torts et justiciers, se substituant à une justice aveugle, incompétente et «étrangère». De cas limites, qui ont pu se produire, ils font une institution.

Ainsi la Mafia puise-t-elle dans la crédulité publique des alibis: en écoutant les vieux Siciliens, en lisant le récit de ses exploits, elle se justifie de ses crimes et peut, avec une part de sincérité, répondre à ses détracteurs: «Je n'assassine pas, je punis; je ne rançonne pas, je protège.»

CHAPITRE XI

LES SCANDALES

Lucky Luciano régnait désormais en maître incontesté, du golfe Persique à Tanger, de la Baltique à la Sicile. Ses comptoirs s'installaient presque ouvertement sur les côtes de la Manche, à Anvers, Hambourg, Amsterdam, Le Havre et Londres.

Enrôlement des espions-truands

Les correspondants de Lucky se camouflaient sous des apparences de producteurs de fruits et légumes ou de négociants en agrumes. Pour parfaire son organisation, Lucky avait enrôlé des truands qui avaient travaillé, au cours de la dernière guerre, pour les services secrets britanniques, français ou américains et les réseaux de Résistance. Ils étaient toujours en contact avec leurs anciens patrons ce qui leur permettait de

jouir d'une protection fort appréciable. Parmi ces espions-truands, on notait: les frères Guerini à Marseille, Jo Attia à Paris, Jo Renucci à Tanger et Casablanca, Jack Spot à Londres.

Luciano employait même, a-t-on dit, d'anciens nazis groupés dans une association secrète, *Die Spine* (L'Araignée) dirigée par Otto Skorzeny, l'ancien S.S. libérateur de Mussolini, à qui, il est vrai, on semble avoir beaucoup prêté.

Ces agents ou correspondants de services de renseignements étaient utilisés par Lucky dans des opérations d'ampleur considérable.

Le conflit entre les nationalistes d'Afrique du Nord et la France fut à l'origine d'une opération de ce type, fort rentable pour Luciano.

Il monta avec Jo Renucci une affaire d'échange indirect d'armes contre de la drogue. Minutieusement mis au point, ce projet exigeait le concours d'un grand nombre de politiciens, de personnalités et de gangsters, coalition dont on espérait bien qu'elle donnerait d'autres fruits, par la suite.

Une fleur aux services spéciaux français

Réfugié au Maroc dès 1952, Renucci résidait à Tanger tout en étant propriétaire de l'hôtel Le Commandeur à Ain-Diab, près de Casablanca. Défendant à sa manière la présence française en Afrique du Nord, il bénéficiait de la neutralité bienveillante de la Résidence de France au Maroc. On l'avait soupçonné successivement, mais sans preuves, de contrebande, de participation à l'assassinat du richissime industriel pro-nationaliste Lemaigre-Dubreuil, et à l'écoulement de deux

cents millions de bons du Trésor volés par le député R.P.F. de Récy. Mais grâce à son rôle passé dans la Résistance et aux amitiés qu'il en avait gardées, il n'avait pas été vraiment inquiété. D'ailleurs, l'hôtel Le Commandeur accueillait bon nombre de ministres et de députés. Six chambres de luxe et une suite complète y étaient réservées en permanence pour ces invités de marque. Et les ambassadeurs des quatre coins du monde s'y succédaient sans répit.

Lors de la guerre d'Algérie, Luigi Minasola, représentant de Lucky à Beyrouth, eut l'idée d'offrir des armes aux nationalistes nord-africains en échange de certaines quantités de drogue.

Dès que Lucky apprit la destination des armes, il en informa Jo Renucci. Ce dernier, en France, mit « au parfum » D.S.T. ou S.D.E.C.E. qui interceptèrent les armes avant qu'elles passent aux mains de l'ennemi. En échange de ce service rendu à la France, on ferma les yeux lorsque passaient quelques chargements de cigarettes de contrebande, dont le tabac était peut-être une étrange poudre blanche...

Les autres correspondants de Luciano furent branchés sur l'opération. Comme les risques de saisie étaient devenus pratiquement nuls, on pouvait faire voyager des quantités énormes de drogue, sans la moindre perte.

Les demandes de la police n'aboutissent jamais

En plus de la couverture des services de sécurité, Lucky disposait de soutiens politiques. Grâce à don Genco Russo, son associé de fait, il pouvait

compter notamment sur l'appui de la démocratie chrétienne. Les demandes de la police, qui voulait placer Lucky en liberté surveillée, n'aboutissaient jamais.

Et comme les dossiers de la Mafia contenaient les noms de certains politiciens et ministres impliqués dans les affaires de l'*Onorata società*, Luciano avait un moyen permanent de chantage. De fait, avec l'accord de don Genco, il l'exerçait sur les plus hautes instances du gouvernement, de la magistrature et de la police italiennes.

Don Genco était un empereur qui ne s'alliait qu'au plus fort. La jeune Mafia avait gagné sur trop de terrains pour qu'il demeure simple arbitre. Il l'aidait donc à assurer et accroître sa prédominance. Elle avait mis la main sur la pêche, les transports, les ports. Pour exercer le trafic de la drogue et la contrebande, elle s'était acquis de multiples appuis, à l'échelle internationale. La vieille Mafia, elle, s'était refermée en Sicile sur sa maigre pâture traditionnelle : les marchés et les grosses propriétés.

Et pourtant, la carrière de Luciano approchait de son dénouement.

Succès de la police espagnole

Le 3 janvier 1962, le *Federal Narcotics Bureau* faisait arrêter en Espagne trois Italiens soupçonnés depuis longtemps d'être à la solde de Luciano et d'assurer le passage de la drogue à la frontière hispano-française. Habilement, on décida de les interroger sur place afin que personne n'intervienne pour les libérer sous caution ou pour

insuffisance de preuves. La police espagnole eut-elle recours à des méthodes « discutables », ou simplement était-elle plus intègre et consciencieuse que les polices italienne et américaine ? Elle obtint, en tout cas, ce à quoi on n'était jamais parvenu : faire avouer, aux inculpés de la Mafia, le nom du « boss », Lucky Luciano.

Luciano fut rapidement mis au courant de la trahison. Les premiers instants de panique passés, il recourut à son habituel chantage. Mais les politiciens italiens, qu'il menaça, n'eurent pas la réaction escomptée. Pis, ils passèrent à la contre-attaque.

La presse italienne de gauche entamait une campagne pour anéantir Luciano. La presse bourgeoise ne tarda pas à lui emboîter le pas.

Toute la puissance politique qu'avait su acquérir la Mafia n'était-elle donc qu'illusion ? Il importe d'y aller voir, avant de revenir aux tristes perspectives qui s'ouvraient devant Luciano, ce que nous ferons au tome suivant de la présente *Histoire*.

Pénétration dans la démocratie chrétienne

La vieille Mafia participait aux luttes électorales avec ses « méthodes » : lettres comminatoires, vols, égorgements de bétail, incendies de produits agricoles, de granges, contamination d'eau dans les puits et les citernes. C'est encore sa manière de prendre part aux élections, pour faire passer « ses » candidats.

Après la guerre, la Mafia dispersait son électorat entre tous les partis et s'infiltrait même dans

les partis socialiste et communiste. Elle se mêlait à l'occasion aux syndicats.

Lorsque le mouvement séparatiste d'Andrea Finocchiaro Aprile commença à s'essouffler, elle se porta, on l'a vu, vers la démocratie chrétienne triomphante. Elle y rencontra de l'opposition. L'avocat Giuseppe Alessi, secrétaire provincial de la D.C., menaçait notamment de renoncer à sa charge et même de quitter le parti. Mais Alessi se retrouva isolé à l'intérieur de la D.C.

La Mafia, alors laissée en paix par la gauche, les communistes en particulier, savait qu'elle pouvait compter sur l'appui des deux principaux représentants de la D.C. en Sicile occidentale, Matarella et Aldisio. Elle constitua des sections du parti dans plusieurs localités de la « zone du vallon », aux limites des provinces de Caltanissetta et d'Agrigente, le long des fleuves Platani, Salso et Tummarano, zone connue comme « la » région colonisée par la Mafia.

Alessi donna aussitôt sa démission de secrétaire de la fédération sicilienne.

Cet homme se débattait dans d'inextricables contradictions. Il était l'ennemi inconditionnel de la Mafia tout en étant l'ami de don Calogero, du neveu de Beniamino Farina, et de Salvatore Malta, de Villalunga, dont il recevait une aide électorale et des prestations de toutes sortes. A la chambre des Députés, il s'était souvent élevé contre la Mafia mais, en tant que journaliste, il avait toujours minimisé le phénomène, allant jusqu'à qualifier la Mafia de « trait de couleur local ».

En 1953, la D.C., en Sicile, se trouvait entre les mains d'hommes étroitement liés à la Mafia : Salvatore Aldisio, Bernardo Matarella, Franco Res-

tivo, Tuno di Leo, Calogero Volpe et Giuseppe La Loggia. La Mafia était donc bien en place dans les conflits qui s'intensifiaient entre les différents courants démocrates-chrétiens.

Aux élections de la même année, la Mafia appuya, dans sa très grande majorité, la démocratie chrétienne. Ne firent exception que quelques « gros bonnets », tel Vanni Sacco qui soutint les libéraux, et Sefarino Di Peri, de Villabate, qui appuya les monarchistes.

A la tête de jeunes démocrates-chrétiens, le D^r Gulloti accusait Restivo de flirter avec les monarchistes, en même temps qu'il combattait la Mafia. Sous cette pression, le gouvernement sicilien de Restivo tomba et La Loggia reforma un gouvernement démocrate-chrétien homogène.

La Mafia appuya davantage encore la D.C. lors des élections de 1954 et le parti gagna sept sièges. Gulloti et son ami Gioia, nouveaux responsables de la D.C. sicilienne, avaient sans doute l'intention d'éliminer la Mafia du mouvement, mais ils renoncèrent bientôt à leur projet.

Le crime, instrument de lutte politique

La voie était libre. La Mafia en profita pour renforcer ses positions, tentant même de s'approprier les postes clés du parti en Sicile.

Elle allait faire du crime un instrument de lutte politique. Le gouvernement tenta de minimiser l'importance de ces attentats en prétendant que les assassinats politiques en Sicile ne dépassaient pas le nombre de huit.

La dernière victime de cette cascade de meur-

tres fut un démocrate-chrétien, Vincenzo Lo Guzzo, maire-adjoint de Licata. Car la Mafia ne se contenta pas d'éliminer ses adversaires de gauche. Elle épura la D.C. elle-même.

La situation électorale au début de l'année 1959 était très agitée et très confuse.

Les élections du 7 juin pour le renouvellement de l'assemblée régionale s'ouvrirent sur une scission au sein de la D.C. Avec le démocrate-chrétien Silvio Milazzo à sa tête, le nouveau parti de l'Union sicilienne chrétienne sociale (U.S.C.S.) était né. L'ancienne D.C., celle de La Loggia, soutenue par le clergé, tentait avec quelque succès de déconsidérer Milazzo et son nouveau parti.

Milazzo espérait que ses sections U.S.C.S. prendraient beaucoup de voix à La Loggia. Effectivement, La Loggia, qui avait obtenu, en 1955, 46 089 voix, n'en compta plus que 29 745 en 1959.

Pour se défendre, la D.C. favorisa en 1960 l'entrée directe de la Mafia dans la campagne des élections communales. On pourrait citer des dizaines de candidats qui appartenaient à la Mafia, de près ou de loin. Genco Russo lui-même se présenta sur la liste D.C. à Mussomeli.

Don Genco élu maire de son village, malgré le scandale

Lors des apparitions à la télévision du grand chef de la Mafia, les polémiques s'engagèrent. L'ancien maire avait constitué une liste opposée à celle de don Genco et portant l'insigne du château de Manfredi, avec sa devise «Honestas»...

Mais déjà l'assise politique de la D.C. avait été

ébranlée considérablement. Alors qu'en 1958, elle avait obtenu 4162 voix à Mussomeli, lors des élections régionales en 1959, son score était tombé à 3700.

Il fallait contrer la liste de l'Honestas. Le seul à pouvoir obliger la population de Mussomeli à bien voter était Genco Russo secondé par sa banque qui avait en dépôt 100 millions de la Société financière italienne. Avec son concours, le succès paraissait assuré. C'est alors que le nom de Genco Russo apparut au premier plan de la chronique politique.

Le soir du 11 octobre 1960, un journaliste, Gino Pallota, de Palerme, interrogeait le ministre de l'Intérieur, Mario Scelba :

— Comment le gouvernement assurera-t-il la liberté de vote en Sicile, où l'on assiste en ce moment à une impressionnante reprise de l'activité criminelle de la Mafia, avec violences contre les personnes et les biens des candidats de gauche ? Reprise qui coïncide avec la candidature de Genco Russo, c'est-à-dire de l'homme que certains journaux italiens désignent comme le chef de la Mafia.

Le ministre répliqua :

— Avant tout, mon interlocuteur se trompe lorsqu'il parle de la Sicile tout entière. Car, grâce à Dieu, la Sicile tout entière ne se trouve pas dans la situation où la voit mon interlocuteur. Tout au plus le problème concerne-t-il quelques zones heureusement limitées de la Sicile occidentale, comprenant deux ou trois provinces. Dans six provinces sur neuf, l'ordre public règne, ce qui est un bon résultat comparé à n'importe quelle autre région d'Italie. Pour ce qui est du problème

spécifique des provinces, je ne dirais pas qu'il y ait actuellement une reprise violente des activités de la Mafia.

De son côté, le secrétaire de la D.C. de Caltanissetta, l'avocat Benedetto del Castillo, affirmait que Genco Russo était un «citoyen comme les autres», ayant le droit démocratique de figurer sur les listes de la D.C. à Mussomeli.

Finalement, don Genco fut élu...

Le scandale suscité par la candidature de Genco Russo n'était pas le premier ni le dernier du genre. Aujourd'hui la Mafia a perfectionné sa technique électorale. Elle ne se contente plus d'appuyer la D.C. parce qu'elle est le parti au pouvoir, au reste associé dans le gouvernement sicilien avec les socialistes, depuis 1961. La Mafia participe aux luttes politiques en soutenant le candidat dont elle est sûre. D'ailleurs, depuis le XIX^e siècle, elle a toujours bénéficié de l'appui des partis démocratiques au pouvoir, qu'ils aient été dirigés par Crispi, Giolitti, Di Rudini, Pella, Orlando, De Gasperi, Scelba, Segni, Tambroni ou Fanfani.

«Ils m'épargneront peut-être»

L'intimidation mafieuse continuait par ailleurs à produire des tragédies.

En ce matin de septembre 1962, le F.B.I. épiluchait les révélations de Anne Drahmman, l'épouse de Michael Coppola, dit «Michael la Gâchette», écroué en attendant que son inculpation soit prononcée. Dans la chambre du palace d'Anne, via Veneto, à Rome, on avait retrouvé plusieurs lettres écrites par elle et placées en



*Luciano Liggio photographié au téléobjectif dans
la cour de la prison de Lodi, près de Milan. Il avait
notamment été chargé par Don Genco d'abattre
le docteur Navarra. Keystone*

évidence à côté des deux tubes de Nembutal qu'elle avait absorbés, terrorisée par les menaces de la Mafia.

Une des lettres était adressée à sa fille Jean pour lui faire ses adieux, une autre à sa couturière et une dernière, à demi dissimulée derrière la grande glace de la cheminée, portait simplement ces mots: « Pour Harold Moss ». Moss appartenait au F.B.I. et n'avait pas quitté Anne depuis qu'elle avait permis d'envoyer en prison Michael Coppola, l'ancien lieutenant de Lucky Luciano. Inlassablement l'agent du F.B.I. avait essayé d'obtenir de nouvelles révélations, expliquant à Anne qu'il ne servait à rien de se taire; de toute façon la Mafia était décidée à la supprimer pour l'empêcher de parler. Mais Anne ne pouvait écarter la menace qui planait sur elle. Elle s'obstinait à répéter:

— Si je ne dis rien, ils m'épargneront peut-être...

Moss avait regagné Washington. Privée de son soutien, Anne s'était laissée terroriser par des menaces téléphonées et s'était suicidée. Un « comité de réception » particulièrement imposant attendait Jean, la fille de la morte, qui avait fait spécialement le voyage de Rome à New York avec la précieuse enveloppe dont Moss prit livraison.

Ces révélations, pour intéressantes qu'elles aient été, n'avaient qu'une portée limitée. Coppola n'était pas le genre d'homme à se montrer bavard sur ses amis et ses trafics.

En manière de réponse: six carabinieri tués

Mais les révélations d'Anne permirent tout de même de prendre de nouvelles mesures contre la

Mafia. En manière de réponse, l'*Honorable société* lança en juillet 1963 une offensive qui fit sept morts.

Le guet-apens avait été soigneusement préparé. Un appel téléphonique anonyme avait signalé aux policiers qu'une voiture avait été abandonnée dans un faubourg de Palerme, Ciaculli, où la Mafia s'était signalée à plusieurs reprises. Les carabinieri trouvèrent en effet une voiture qui contenait une bombe dont la mèche était éteinte. Les artificiers désamorcèrent l'engin et les policiers entreprirent de fouiller la voiture. Lorsqu'ils ouvrirent le coffre arrière, une formidable explosion déchiqueta la voiture et les hommes qui l'entouraient, projetant des débris à deux cents mètres de là. Six carabinieri dont un lieutenant avaient été tués sur le coup; deux autres grièvement blessés.

C'était l'attentat le plus meurtrier que commettait la Mafia depuis quinze ans.

Deux ans plus tard, Giuseppe Panzeca, 60 ans, se livra lui-même à la justice. Depuis l'attentat, il avait été traqué sans cesse par la police qui le suspectait d'en être le responsable.

Panzeca avait bien été dénoncé à plusieurs reprises mais, à chaque fois, ceux qui avaient «trop parlé» disparaissaient. Comme ce journaliste, Cosimo Cristina, trouvé décapité par un train, le 5 mai 1960. Il ne s'était pas donné la mort, comme on le crut tout d'abord. Le journaliste, auteur de reportages tels que «La route de la drogue passe par Palerme» ou «La vérité sur le meurtre de l'industriel Pusareti», avait été enlevé par des membres de la Mafia, contraint d'écrire des lettres faisant croire à son suicide, puis tué et

transporté sur la voie ferrée peu avant le passage du train.

Règlement de comptes dans l'immobilier

Dans les années qui suivirent, les policiers italiens pourchassèrent systématiquement les hommes de la Mafia jusque dans leurs retranchements des arides montagnes siciliennes. Plusieurs centaines de *mafiosi* furent ainsi mis à l'ombre. Et de retentissants procès permirent, semblait-il, de décapiter l'organisation. Et pourtant, en ce mois de décembre 1969, c'était une nouvelle fois la guerre à mort à Palerme. Un sanglant règlement de comptes entre membres de la Mafia faisait cinq morts et trois blessés.

Les «victimes désignées» étaient les deux frères Moncada, membre de la Mafia, spécialistes de l'immobilier, qui, en quelques années, avaient réussi à tenir le haut du pavé dans le crime et à décrocher les plus gros contrats de promotion immobilière dans le centre de Palerme. Filippo Moncada, 25 ans et son frère Angelo, âgé de 19 ans à peine, appartenaient à la puissante dynastie dirigée par leur père, Girolamo Moncada, l'un des hommes les plus en vue de Sicile. On disait même qu'il possédait des relations et des amitiés influentes dans tous les milieux d'Italie. Depuis cette fusillade, il est resté introuvable. Est-il mort ? Se cache-t-il quelque part ? Nul ne le sait.

Les deux frères Moncada avaient-ils refusé de payer à la Mafia ce qu'on appelle à Palerme «la liberté de travailler», c'est-à-dire le pourcentage qui lui est obligatoirement dévolu, sous peine de

mort, sur toutes les affaires qu'on traite grâce à elle? C'est du moins le bruit qui courait à Palerme.

Quoi qu'il en soit, ils se savaient en danger de mort puisqu'ils avaient placé des gardes armés dans le building ultra-moderne qui leur servait de quartier général, en plein centre de la ville. Les tueurs, qui étaient six, s'étaient déguisés en policiers, comme ceux de la «Nuit de la Saint-Valentin» à Chicago. Ils se contentèrent d'arroser de balles le bureau directorial dans lequel ils savaient trouver leurs victimes. Lorsque les tueurs commencèrent à tirer, la réplique fut presque immédiate du côté des Moncada, de leurs quatre «employés» et des deux gardes armés. Trois ou quatre minutes plus tard, deux cents douilles de balles de gros calibre jonchaient la moquette, ainsi que cinq cadavres: quatre du côté des victimes «désignées» et un du côté des assaillants. Les frères Moncada étaient tous deux blessés.

Palerme tremblait à nouveau, sûre qu'ils allaient tenter de se venger et qu'un autre carnage se préparait.

Depuis des mois, des sociétés immobilières plus ou moins louches, comme celle des Moncada, se faisaient une guerre mortelle pour l'adjudication des constructions d'immeubles dans la capitale sicilienne.

Journaliste volatilisé

Moins d'un an plus tard, la Mafia commettait un nouveau crime retentissant.

Le 16 septembre 1970 le journaliste Mauro de

Mauro, 49 ans, quittant la rédaction du journal communiste de Palerme, *La Ora*, téléphonait à sa fille, Franca :

– Je quitte le journal. Je serai là dans quelques instants.

Quelques instants plus tard en effet, la fille du journaliste apercevait de sa fenêtre son père qui descendait de sa B.M.W. bleue. Trois hommes attendaient devant la maison.

La fille de Mauro de Mauro les vit s'approcher de son père, discuter quelques secondes. Puis les quatre hommes s'engouffrèrent dans la B.M.W. qui démarra.

– J'ai pensé, déclara plus tard Franca de Mauro, que mon père devait bien connaître ces hommes. Il était très prudent. S'il avait eu affaire à des inconnus qui auraient voulu s'emparer de lui, il aurait crié, il se serait débattu...

On retrouva la voiture quelques jours plus tard. Vide. Sur le siège arrière étaient déposées des victuailles et la bouteille de vin que Mauro de Mauro apportait pour le dîner. Dans le vide-poche de la B.M.W. on retrouva aussi des papiers, des notes, et, dit-on, une liste d'entrepreneurs de construction. La police ne releva aucune empreinte digitale, aucune trace qui eussent permis d'identifier les compagnons du journaliste, présumés ravisseurs.

Les jours, les semaines passèrent. On ne revit jamais Mauro de Mauro.

Journaliste communiste de Palerme, Mauro de Mauro avait depuis longtemps mené des enquêtes sur les agissements de la Mafia. Dans un de ses articles, il avait écrit :

« L'organisation ne se sert plus de la *lupara*, la

carabine des *mafiosi*. Sa nouvelle méthode, c'est le rapt, la « mort blanche ». La victime se volatilise du jour au lendemain, et l'on n'apprend plus jamais rien sur elle.»

Article sinistrement prophétique. Mauro de Mauro fut proprement volatilisé. On ne retrouva jamais sa trace. Précipité au fond de quelque caverne? Immergé dans la mer? Coulé dans un bloc de béton? Enfoui dans une forêt? Mystère.

Au début de novembre l'agence italienne Ansa reçut, tapée en lettres majuscules sur une machine défectueuse, cette lettre anonyme, bourrée de fautes de frappe et de fautes d'orthographe:

« Je vous prie d'informer tous les journaux d'Italie que le reporter Mauro de Mauro est mort. Son corps se trouve à quelques kilomètres de Trapani. C'est la vérité. Je vous le jure sur mon honneur et sur Dieu. Je ne puis vous donner mon nom. J'ai peur pour ma ... (le mot *vie* avait manifestement été oublié). Si vous ne jugez pas utile de répandre la nouvelle, c'est votre affaire et je m'en lave les mains. » Signé « Un qui sait et qui a peur. »

Trois cents hommes, à la suite de cette lettre, fouillèrent la zone indiquée. Auparavant plus de mille policiers et carabinieri et plusieurs hélicoptères avaient été mobilisés pour participer aux recherches. En vain.

Mattei, la Mafia ?

Entre 1955 et 1966 Mauro de Mauro avait publié plusieurs enquêtes concernant l'emprise de la Mafia sur les affaires municipales et les spécula-

tions immobilières. Il n'était pas impossible que la Mafia eût attendu plusieurs années avant de se venger.

Mais, après la disparition du journaliste, on formula d'autres hypothèses, qui d'ailleurs découlaient des papiers laissés par le disparu. Il apparut que, avant d'être enlevée, la victime enquêtait sur deux sujets brûlants.

Le premier était la drogue. Mauro de Mauro était en train d'accumuler des renseignements sur les filières des stupéfiants, celles qui menaient à Rome, Milan, Marseille, etc.

La seconde piste que suivait le journaliste concernait l'affaire Mattei.

Grand pétrolier italien, connu pour ses idées de gauche, favorable aux nationalistes algériens, Mattei s'était tué en 1963 dans un accident d'aviation, alors qu'il venait d'inspecter des chantiers en Sicile. Son avion privé s'était écrasé, juste avant d'atterrir à Milan.

On parla de sabotage, sans pouvoir rien prouver. On raconta qu'il avait été victime de la Mafia.

Peu avant sa mort, Mauro de Mauro avait repris cette enquête. Il aurait découvert au cours de ses investigations que Mattei avait invité plusieurs personnalités siciliennes à l'accompagner dans son avion jusqu'à Milan. Au dernier moment, ces personnalités s'étaient décommandées. Savaien-elles que ce voyage serait mortel ?

On ne sait si c'était là l'hypothèse sur laquelle travaillait Mauro de Mauro. Elle fut formulée par une partie de la presse après sa disparition, en fonction de ses notes. Si elle était fondée, la Mafia aurait commencé par supprimer Mattei, puis le

témoin capable d'en savoir long sur un éventuel sabotage de son avion.

Il convient toutefois de rester très prudent. Il n'a jamais été établi que l'avion du pétrolier italien se soit écrasé à la suite d'un sabotage.

Ou les services français ?

D'autre part une autre version a été fournie sur la liquidation éventuelle de Mattei, par l'ancien diplomate français et agent du S.D.E.C.E. Thyraud de Vosjoli.

Dans son livre de souvenirs *Lamia*, Thyraud de Vosjoli assurait que l'avion privé de Mattei avait bien été saboté. Mais, selon lui, ce travail avait été effectué par le service « Action » du S.D.E.C.E. (c'est-à-dire le contre-espionnage français).

Mattei soutenait et finançait les nationalistes algériens. C'est pourquoi il avait été liquidé, comme un certain nombre de trafiquants d'armes, par les services spéciaux français. Dans son livre, Vosjoli affirme même que le sabotage de l'appareil fut effectué par un agent corse, connu sous le nom de code de Laurent...

Si on accepte cette explication, Mauro de Mauro n'aurait peut-être pas été victime de la Mafia. Les services français alertés, et craignant qu'il n'eût découvert quelque indice, auraient pu se débarrasser de lui. Ils pouvaient escompter d'ailleurs que cette opération serait portée au crédit de la Mafia, ce qui brouillerait les pistes.

Mais tout cela n'est qu'hypothèses. Derrière l'enlèvement de Mauro de Mauro, on discerne les entreprises d'une organisation. Il n'est pas facile

de savoir laquelle, ni de deviner les mobiles du rapt.

Mitraillé dans son lit d'hôpital

Quoi qu'il en soit, la loi du silence joue au profit de la Mafia, ainsi que l'impunité. Une confirmation typique en est fournie par l'assassinat de Candido Ciuni, 44 ans, gérant d'hôtel, ancien chef de Mafia et condamné par un gang rival. Au milieu de la nuit, quatre hommes en blouse blanche ont frappé à la porte de l'hôpital municipal de Palerme. Le concierge sans méfiance a ouvert et s'est trouvé devant une mitraillette. En tremblant il a indiqué le chemin de la chambre d'un malade qui se trouvait pourtant sous bonne garde : Ciuni. Les hommes de la Mafia ont ouvert le feu à bout portant sur le blessé recroquevillé dans son lit. Sans être inquiété, le commando a quitté l'hôpital. Puis il a disparu en voiture.

La Mafia s'en prenait à n'importe qui osait la braver, mais rarement aux personnages de la politique et de l'économie. Jusqu'au jour où, le 24 février 1971, elle enlevait Antonio Caruso, fils d'un richissime industriel et filleul d'un patriarche de la démocratie chrétienne, le député Bernardo Matarella, ancien ministre. Le père d'Antonio Caruso ayant payé 500 millions de liras aux ravisseurs, le jeune homme fut libéré quarante-cinq jours plus tard. Que la police ait soigneusement relevé les numéros des billets n'a jamais fait progresser l'enquête.

Le procureur général criblé de balles

Jamais la Mafia n'avait porté la main sur un magistrat. C'est du reste une des règles de cette organisation, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, d'éviter de s'attaquer aux représentants de la justice et, autant que possible, de la police. La Mafia craint de déclencher des vagues de répression qui perturberaient gravement ses mécanismes délicats...

Pourtant, le 5 mai 1971, le vieux procureur général de Palerme, Scaglione, mourait sous les coups de tueurs de l'*Onorata società*.

Chaque matin, à heure fixe, le procureur allait se recueillir sur la tombe de sa femme. C'est au sortir de ce cimetière qu'il fut abattu.

Il était remonté dans sa voiture, une Fiat 1500, bleu marine, où le chauffeur l'attendait au volant. La voiture prit une rue étroite et se faufila entre le couvent des Capucines et un jardin potager. Une Fiat 850 blanche surgit soudain, se porta à la hauteur de la voiture du procureur, et, se rabattant brusquement, la contraignit à stopper. Méthode classique.

De la Fiat blanche jaillirent deux hommes, l'un armé d'une mitraillette, l'autre d'un pistolet. Un troisième homme, surgi d'un chantier voisin, accourait.

Les choses furent brèves. De chaque côté de la voiture, les trois tueurs ouvrirent le feu. Le procureur s'affala dans le fond de sa Fiat, criblé de balles. Le chauffeur reçut deux balles dans la poitrine. Tous deux moururent immédiatement.

Deux jours plus tard, eurent lieu les obsèques,

solennelles, suivies par cinq mille personnes. De nombreux discours furent prononcés à l'éloge du défunt. Mais jamais le mot Mafia ne vint sur les lèvres. Une fois de plus l'*omertà* fonctionnait.

Personne ne doutait que le procureur Scaglione ait été victime de la Mafia.

Pourquoi ce crime ? C'est ici qu'on entre dans le domaine des spéculations. Le procureur avait derrière lui trente-trois ans de magistrature, qui s'étaient déroulés exclusivement en Sicile, sa patrie. Il était né à Lercara Friddi, village natal, nous l'avons vu, de Lucky Luciano. Il était lié à ce pays écrasé de soleil, et à ses secrets.

« Oncle Pierre » était trop indulgent

Scaglione avait combattu la Mafia, avait contribué à faire arrêter certains de ses membres. On murmurait aussi qu'il savait « arranger » nombre de dossiers. A Palerme on l'avait surnommé *Ziu Pietro* « Oncle Pierre ». Un terme affectueux qui ne conviendrait guère à un procureur très répressif. Il est probable que le magistrat Scaglione savait faire preuve d'indulgence à bon escient.

Il avait tout de même enquêté en 1949 sur la bande de Giuliano et poursuivi nombre de dirigeants *mafiosi*. Il avait même fait partie de la commission gouvernementale chargée de découvrir leurs activités.

Mais, au fond, il n'aurait guère attiré l'attention, n'eût été l'affaire Liggio.

Liggio, jugé le 10 juin 1969 par un tribunal de Bari, avait été remis en liberté. Cet acquittement fit scandale. Le parquet fit appel. Il appartenait au

procureur de Palerme de signer un nouveau mandat d'arrêt contre Liggio.

Le procureur Scaglione le signa. Seulement, seulement, ce mandat était assorti de cette condition singulièrement restrictive : « n'est exécutoire qu'à Corleone ».

Corleone, c'était la ville natale de Liggio. Pour échapper au mandat d'arrêt, il lui suffisait de ne pas se montrer dans cette localité.

Cette étrange complaisance attira l'attention sur le comportement du brave procureur de Palerme.

Il finit par être déplacé. On lui assigna un nouveau poste dans les Pouilles, qu'il devait rejoindre lorsqu'il fut assassiné.

Encore des bouches qui ne s'ouvrent pas

Le bruit courait qu'il avait mis des dossiers en lieu sûr. Il est incontestable que cet homme connaissait quantité de choses, et qu'il était capable de compromettre bien des gens. Avait-il l'intention de faire des révélations et, la Mafia l'ayant appris, avait-elle, pour ce motif, décidé de liquider le procureur ? Ou bien avait-on décidé de supprimer un homme qui n'était peut-être nullement décidé à parler, mais qui, de toute façon, en savait trop, détenait trop de secrets, donc était dangereux pour la Mafia ? Surtout hors de Sicile, puisqu'il s'apprêtait à partir. On ne sait.

La seule chose certaine c'est que seule la Mafia a pu exécuter ce meurtre.

Aussitôt après la mort du procureur, la police procéda à une quarantaine de perquisitions dans

la ville de Palerme. Un jeune homme fut arrêté, alors qu'il s'apprêtait à quitter clandestinement la Sicile à bord d'un bateau. Était-ce l'un des assassins? Rien ne put l'établir. Une fois de plus on ne retrouva pas les tueurs, encore moins ceux qui avaient armé leur bras. En Sicile, une fois de plus, les bouches ne s'ouvraient pas.

Le bruit courut que le procureur, peu avant sa mort, aurait eu l'intention de transmettre un volumineux dossier à la Commission d'enquête parlementaire sur la Mafia. Rien ne confirma ces rumeurs. En tout cas, le dossier accusateur, tout comme les assassins, ne fut jamais retrouvé.

Et il ne semble pas que les *mafiosi*, après cet assassinat spectaculaire, aient eu davantage que par le passé à souffrir des rigueurs de la justice italienne.

CHAPITRE XII

**LA MAFIA
EN
COL BLANC**

Les cimetières de la Mafia

Le 8 juin un autre personnage que l'on croyait au-dessus de tout soupçon était touché : Francesco Vassallo. Le fils de ce constructeur milliardaire, Pino Vassallo, âgé de 30 ans, était enlevé devant chez lui par des hommes au visage découvert. Francesco Vassallo avait construit une bonne partie des écoles de Palerme ; il les louait à la commune pour quelques centaines de millions par an. Jusqu'à l'enlèvement de son fils, on le considérait comme un « honnête homme ». Par la suite, on s'est demandé s'il n'avait pas un peu édifié son énorme fortune par la corruption...

Les meurtres de la Mafia sont innombrables. Trop souvent, pour ne pas dire toujours, impunis.

En mai 1973 six spéléologues remontèrent d'un ravin de 500 mètres, situé dans la région montagnieuse déserte de Roccabusambra, quatre

sacs d'ossements dont des débris de crâne humain, de fémurs et de côtes.

Depuis longtemps, ce ravin passait pour un «cimetière de la Mafia».

Aujourd'hui, elle s'est «industrialisée». Les hommes qu'elle exécute disparaissent pour toujours. La méthode est radicale et moderne : les cadavres sont jetés dans les fondations d'un des nombreux gratte-ciel qui poussent à la périphérie des grandes villes siciliennes. Coulés dans du ciment armé, il sont disparus à jamais.

Il faudrait un tremblement de terre pour que leurs traces réapparaissent ; et encore...

En 1963 le procureur de la République de Caltanissetta révélait au cours d'un réquisitoire :

— Sur les 17 800 habitants de Riesi, cette ville de paysans et de mineurs, 16 200 sont des repris de justice.

Il ajoutait même que les autres, appartenant aux professions libérales, devaient leur immunité à leurs contacts avec la Mafia.

Une ville de tueurs

De 7 à 12 ans, les enfants de Riesi, dans le Centre-Sud sicilien, sont les complices de leurs parents, les aident à voler et se préparent à tuer. C'est donc parmi les habitants de cette ville que la Mafia sicilienne recrute ses futurs tueurs à gages. Les 1488 crimes impunis commis dans la province de Caltanissetta en 1962 sont dus aux bandes de tueurs de Riesi. Ils acceptent bien volontiers de supprimer une vie moyennant 10 000 liras. Riesi perpétue le crime avec les générations.

Le 10 février 1964 on arrêtait à Palerme Pietro Torretta, chef du gang de la région ouest de Palerme. Quand les carabinieri et les policiers firent irruption, vers une heure du matin, dans la maison d'un faubourg de la capitale où Torretta se cachait depuis plusieurs semaines, le gangster était couché. Il n'eut pas le temps de réagir. Un policier se jeta sur lui et lui passa les menottes. On le recherchait depuis un an pour chantage, séquestration, détention d'armes, extorsion de fonds, participation directe à cinq meurtres et divers attentats à la bombe.

Malgré la collusion de certains ministres de la D.C. avec la Mafia, le gouvernement fut amené à engager une série de procès pour débarrasser la Sicile de la *Società*.

Le premier s'est ouvert le 8 mai 1964, devant la cour d'assises de Palerme. Vingt-deux membres de la Mafia devaient y répondre des accusations de meurtres et d'association de malfaiteurs. Les accusés étaient défendus par quinze avocats et trente-cinq témoins étaient venus déposer.

Durant les douze audiences du procès, les accusés nièrent énergiquement. La défense soutenait de son côté, qu'il n'existait pas de preuves établissant la complicité entre les accusés. Le ministère public avait demandé sept ans de prison pour deux des *mafiosi*, et cinq ans pour les autres accusés. Après délibération, la cour prononça l'acquittement faute de preuves.

Lors de l'arrestation, la police italienne avait affirmé pourtant être en possession de lourdes preuves. Il est vrai qu'aux yeux de la population sicilienne, elle n'avait fait qu'arrêter de paisibles rentiers, de tranquilles propriétaires terriens, des

hommes comme Coppola qui, lorsqu'il revint en 1949 à Alcano, son village natal, fut salué par le vieux curé de la paroisse qui tint à l'embrasser devant tout le monde en l'appelant « mon petit ».

Abdication du grand « don » : Genco Russo

C'est en février 1964 qu'on entendit parler à nouveau du numéro un de la Mafia sicilienne, don Genco Russo.

Une heure du matin venait de sonner au clocher de la petite capitale provinciale de Caltanissetta, quand trois hommes se présentèrent, ce jeudi 9 février, au poste central des carabinieri. L'un d'eux, un petit homme replet aux traits lourds portant une petite moustache noire sur des lèvres épaisses, semblait marcher avec peine. Quand le carabinier de garde le reconnut, il n'en crut pas ses yeux : il avait devant lui don Genco Russo, quatre ans auparavant élu à Mussomeli, considéré comme le chef suprême des Mafias de Sicile, le fameux « patriarche », aussi aimé que redouté.

Don Genco était accompagné de son fils et de son avocat. Son regard, d'habitude implacable, semblait éteint : le « roi » avait-il abdiqué ?

Ceux qui connaissaient bien l'île affirmaient que l'arrestation de Genco Russo n'était qu'une ruse et qu'il comptait ressortir de prison encore grandi. Sinon, il aurait signé son arrêt de mort, car il ne manquait pas de jeunes *mafiosi* désireux de s'emparer de son trône.

Ecroué à la prison de l'Ucciardone, à Palerme, Genco Russo paraissait fatigué. Traqué depuis plus d'un an, s'avouait-il vaincu ou s'était-il rendu

pour qu'une fois de plus on soit obligé de le relâcher faute de preuves? En attendant une première comparution devant les juges, le 14 février, Russo était un prisonnier de marque défendu par deux grands avocats du barreau sicilien qui étaient bien convaincus qu'il s'agissait d'un malentendu...

Sur le bureau du ministre de l'Intérieur, à Rome, une énorme liasse de papiers couverts de noms était déposée: c'était une pétition signée par 10 000 habitants de la région de Mussomeli en faveur d'un de leurs concitoyens et édiles, Genco Russo: «Libérez-le, c'est un honnête homme très aimable et un grand vieux citoyen!» Quand le chef de la police lui révéla que cette pétition avait été envoyée à Rome, Russo éclata en sanglots. Il convient de préciser ici qu'âgé de soixante-douze ans, cardiaque, atteint de diabète, d'arthrite et au surplus, presque aveugle, «Oncle Peppi», don Genco était très sensible... Mais cette propagande de dernière heure fut sans influence sur les juges. Ils avaient, affirmaient-ils, toutes les preuves que derrière cette apparence pitoyable se cachait un homme froid, cruel, sans pitié, auquel le «Syndicat du Crime» obéissait aveuglément. Ils tiraient notamment leur certitude d'une enquête ouverte en 1962, à la suite d'envois de drogue par avion, entre Palerme et New York signalés par Interpol.

En attendant le futur et tant attendu grand procès de la Mafia, les juges décidèrent que Russo serait exilé dans le Nord de l'Italie, exactement dans la petite bourgade de Lovero, à 10 kilomètres de Milan, où il logerait dans une maison pourvue de tout le confort, sauf du téléphone.

— De toute façon, dirent les juges, il est

préférable pour lui qu'il disparaisse. Ses anciens partisans pourraient bien lui faire un mauvais coup... afin qu'il ne parle pas !

Moins d'un an plus tard, le 3 août 1965, dans le cadre d'un vaste coup de filet anti-Mafia, don Genco sera de nouveau appréhendé, à Bologne où il se trouvera hospitalisé à la suite d'une opération à l'œil. Relâché faute de preuve, appréhendé de nouveau en 1970 et condamné en juin de la même année à trois ans de réclusion, il introduit un pourvoi en cassation. Son pourvoi étant rejeté, il est emprisonné en janvier 1972 et deux mois plus tard, il sera libéré à l'âge de 79 ans.

Un chirurgien de la Mafia transforme les visages

En décembre 1970, un important chef de la Mafia était condamné par contumace à la prison à vie : Luciano Liggio, l'homme que don Genco avait chargé d'abattre le D' Navarra, dernier champion de la vieille Mafia. La cour d'appel de Bari l'avait reconnu coupable de l'assassinat de deux membres de la Mafia : le D' Michele Navarra et l'un de ses lieutenants, le D' Giovanni Russo. Arrêté le 14 mai 1964, Liggio avait été acquitté une première fois au bénéfice du doute, puis une seconde fois le 10 juin 1970, par la cour d'appel de Bari.

Les juges, a-t-on appris plus tard, avaient été menacés de mort.

Tandis que la magistrature italienne et la Commission parlementaire anti-Mafia, réunie pour la première fois en 1962, menaient une

enquête sur le déroulement du procès de Bari, Luciano Liggio était hospitalisé à Rome pour une maladie des reins. Il s'échappait de la clinique le 19 octobre 1970.

Selon certaines informations, il s'était caché dans le Sud-Est de la France où il avait pu, en toute tranquillité, suivre les cures marines dont il avait besoin. Il avait même bénéficié de la solidarité du « milieu » de la région.

Bien qu'il fût protégé par des amitiés bien placées dans le monde de la politique et de la justice, Luciano Liggio avait pris quelques précautions.

Un des chirurgiens de la Mafia lui avait transformé le visage. Les services compétents de la société secrète lui avaient livré de faux papiers d'identité. Il se fit prendre à cause de ses empreintes digitales. Les policiers étaient sur sa piste depuis longtemps. Ils estimaient en effet qu'il avait pu jouer un rôle dans la vague d'enlèvements enregistrés au cours des derniers mois de 1974 : peut-être celui de Paul Getty junior, mais plus vraisemblablement celui du comte Luigi Rossi Di Montelera. Les enquêteurs n'avaient pas manqué d'être frappés par le caractère structuré et parfaitement organisé de la plupart de ces rapt. Après de longues années de recherches, les policiers finirent par le localiser.

C'est le 17 mai 1974 qu'il firent enfin irruption dans son spacieux appartement milanais, où il était couché dans une chambre encombrée de médicaments. On savait maintenant que Luciano Liggio était atteint tout à la fois de la maladie de Pott et de tuberculose des reins. A côté des fioles et des potions, se trouvaient deux mitraillettes.

Quatre pistolets étaient glissés sous ses oreillers. Pourtant Liggio n'opposa aucune résistance.

Nouveau coup dur pour la Mafia

Le dernier survivant des trois grands chefs de la Mafia est Frank Coppola, dit «Trois Doigts». Le 31 octobre 1971 il avait été appréhendé après une chasse mouvementée alors qu'il s'apprêtait à quitter la résidence où il demeurait en liberté surveillée.

C'était un nouveau coup dur pour la Mafia. En quelque trois mois, plus de cent *mafiosi*, réputés insaisissables, avaient été ainsi mis en prison. Et cette fois, c'était le tour d'un «caïd d'envergure internationale».

Celui qu'on surnommait «Le Grassouillet» était incarcéré à la prison de l'Ucciardone, à Palerme. Entre deux carabiniers, il lançait encore aux journalistes :

— Ne croyez pas, vous les gens de Rome, que vous comptiez pour quelque chose. C'est la Sicile qui commande parce que nous avons beaucoup de personnes importantes avec nous.

Derrière sa forfanterie, quelle réalité se dissimulait?

C'est ce que la magistrature tentait avec peine d'établir depuis plusieurs mois. Elle avait mis au jour un incroyable enchaînement de délits qui avait commencé par l'engagement dans les bureaux de la région du Latium d'un *mafioso*, jeune mais déjà éprouvé, venant de Trapani.

Du népotisme aux faux en écriture publique, l'enquête était remontée jusqu'à des notables

démocrates-chrétiens; même jusqu'à un magistrat du parquet de Rome qui avait été désigné comme conseiller juridique de la Commission d'enquête parlementaire sur la Mafia.

Mon numéro de téléphone est à Singapour

En raison de son grand âge (soixante-dix ans) «Trois Doigts» fut laissé en liberté provisoire. Mais le 22 juin 1973, il était de nouveau arrêté dans sa ferme de Pomezia, où il se trouvait en résidence surveillée.

Il était accusé, cette fois, d'avoir organisé, le 5 avril de cette même année, une tentative d'assassinat contre le commissaire Angelo Mangano, de la police criminelle, qui avait eu l'outrecuidance d'enquêter sur son compte. Condamné à six mois de réclusion, il fut remis en liberté provisoire.

Il fut ensuite détenu dans une clinique romaine dans l'attente de deux opérations, car le procureur de la République de Florence avait fait appel contre la sentence de mise en liberté provisoire. Le jour de son audition, il disparut, mais il fit savoir tout de même au tribunal :

— Si on me cherche, mon numéro de téléphone est le 46 11 22 à Singapour.

Lois anti-Mafia

« Pas de preuves ; on est sûr de l'acquittement », disaient les avocats de Coppola et de ses tueurs. Et tout cela malgré les lois votées contre la Mafia.

Comme on l'a vu, le propre conseiller juridique de la Commission anti-Mafia du parlement était un *mafioso*. Les hommes de l'*Honorable société* avaient gangrené l'administration jusqu'aux niveaux romains apparemment les plus purs.

Dès avril 1964, à l'issue d'une lutte anti-Mafia de dix mois, la police faisait un bilan : 947 interpellations, 447 propositions d'assignations à résidence, 450 arrestations, 53 propositions de surveillance spéciale, 59 ordonnances de résidence forcée et 117 de surveillance spéciale, 335 permis de conduire suspendus, 277 ports d'armes retirés et 228 interdictions de détention d'armes. Un an plus tard, une loi portant aggravation des peines contre les membres de la Mafia était approuvée par les commissions de l'Intérieur et de la Justice de la Chambre des Députés. Les nouvelles mesures facilitaient notamment l'assignation à résidence forcée, punissant de six mois à deux ans de prison ferme le *mafioso* qui quitterait subrepticement son lieu de séjour forcé. Les *mafiosi* assignés à résidence perdaient tout droit à faire du commerce ou à exercer toute forme d'industrie. Les peines sanctionnant les délits d'association de malfaiteurs, la fabrication ou la détention de matières explosives, ainsi que le port d'armes devenaient plus lourdes.

Malgré ces menaces, la Mafia commettait plusieurs crimes dans les mois qui suivaient. C'est à ce moment que le ministre de l'Intérieur italien fit suspendre le préfet de police de Reggio de Calabre, Fernandino Li Donni. On avait saisi dans le service du préfet des dossiers de la Mafia. L'opinion publique italienne ne manqua pas de penser que le préfet s'était compromis

avec l'*Honorable société*. On en avait vu bien d'autres...

La Commission anti-Mafia

Les carences administratives et politiques de la Sicile et du Sud de l'Italie furent d'ailleurs formellement établies quelques mois après, en 1966, dans un rapport officiel sur la Mafia, communiqué au Sénat italien, après trois ans de travail minutieux. Puis le président de la Commission anti-Mafia (15 députés et 15 sénateurs), Cattanei, fit une déclaration fracassante :

— Nous sortirons des noms. Nous ne nous contenterons pas de simples dépouilles. Ce sera un feu d'artifice, une soute à munitions qui explosera. La Mafia ne peut continuer à agir que dans la mesure où elle est liée aux pouvoirs publics.

Mais quels pouvoirs, se demandait-on ?

Déjà le maire de Palerme était accusé par le grand chef de la police, Vicari, d'avoir été l'objet de plusieurs plaintes concernant son activité d'assesseur aux travaux publics. De nombreux entrepreneurs de travaux publics lui reprochaient des adjudications abusives d'immeubles.

Et les autres ? Des magistrats, des avocats, des hommes politiques, murmurait-on.

Les parlementaires membres de la Commission ne se bornaient pas à rappeler les forfaits des tueurs. Ils déclaraient sans sourciller :

— La Mafia agit sur les hommes en place, au parlement et au sein du gouvernement central à Rome. De trop nombreux hommes de main mis

en résidence surveillée ont, à plusieurs reprises, récupéré leur liberté grâce à un décret-loi préparé en toute hâte par le garde des Sceaux d'un cabinet récent. La Mafia n'est pas le milieu, le gang, les criminels de droit commun, mais la combinaison de la délinquance et de la politique, une symbiose entre les pouvoirs de la Mafia et les pouvoirs publics. Les hommes de la Mafia ne sont plus des bandits portant des carabines en bandoulière mais des hommes d'affaires en complets-veston.

En 1971, la Commission dévoilera notamment que l'acheminement de la drogue sur Marseille et les Etats-Unis n'est plus qu'une industrie annexe de la Mafia sicilienne. Même les grands rackets, comme celui du bâtiment, sont dépassés. De même qu'aux U.S.A., la Mafia s'est adaptée aux nouvelles industries, aux techniques révolutionnaires. Elle dirige maintenant une armée de managers, de *mafiosi* en cols blancs, de P.D.G. du crime organisé, pratiquant une sérieuse étude de marché avant de se lancer dans une nouvelle affaire.

Contrôle de la rivière de Palerme

Une des dernières grandes astuces de la Mafia était d'avoir mis la main sur tous les cours d'eau et toutes les sources thermales, minérales et autres de Sicile. En principe, d'après la loi, toutes les ressources hydrauliques sont propriété d'Etat. Tous les utilisateurs auraient dû être en possession d'une autorisation spéciale. Mais les réglementations étant faites pour être tournées, il

n'existait pas à Palerme de service des eaux comme la loi le prescrit, ni de contrôleurs chargés de traquer les contrevenants...

La municipalité de Palerme, sous prétexte de faire appel à l'initiative privée, avait loué les voies d'eau à des particuliers. La rivière Oreto, qui coule à Palerme, avait été concédée à un certain Paolo Francesco Salva pour la somme de quinze millions de lires par an. Salva avait aussitôt fait construire un barrage et vendait désormais la précieuse eau de l'Oreto à raison de 40 lires le mètre cube. Non seulement aux habitants de Palerme mais également à tous les maraîchers de la région dont les cultures auraient dépéri sans irrigation.

La Mafia de l'eau en retirait des gains annuels de 600 à 700 millions de lires dont la moitié était versée, en remerciement, à la caisse électorale de la démocratie chrétienne sicilienne.

La Commission anti-Mafia a longtemps cherché à savoir pourquoi les rentrées d'impôts et de redevances étaient si médiocres en Sicile. Si les frais de recouvrement y sont plus élevés que les recettes, c'est parce que, là encore, la Mafia s'est glissée entre le citoyen et l'Etat, le producteur et le consommateur. En séparant tous les réseaux de distribution économiques de l'administration des halles, des marchés, des ports, elle a pu prélever 10 pour cent sur toutes les affaires traitées. Ainsi, dans toute la Sicile, les corporations les plus diverses versent-elles directement leurs impôts à la Mafia, et se taisent.

Même les pompes funèbres sont entre les mains de l'*Honorable société*.

Qui veut acheter une concession au cimetière

de Palerme doit passer par la Mafia. Elle lui indique quel marbre il faut choisir pour un monument funéraire, à quel tailleur de pierre il convient de s'adresser. Ceux qui refuseraient de se plier à ces indications et chercheraient à se faire enterrer ailleurs ou autrement risqueraient un trépas anticipé.

Racket de l'embauche et diplômes «bidons»

Le racket de la main-d'œuvre méridionale existe aussi depuis toujours dans les régions industrialisées de l'Italie et des pays avoisinants. C'est spécialement à Turin, avec les usines Fiat, qu'il a pris une ampleur considérable.

Le principe est simple.

La Mafia achète le candidat travailleur et le revend au chef du chantier. L'un et l'autre paient. Toute l'opération est bien sûr illégale, personne ne devrait être embauché en Italie sans passer par le bureau du travail local. Mais c'est comme cela que cela se passe.

Un autre rapport fut rendu public, au même moment, qui étudiait les infiltrations de la Mafia dans l'enseignement en Sicile. Il accusait les responsables de la région ainsi que quelques hauts fonctionnaires d'appuyer les activités de la Mafia, non seulement pour réaliser des affaires fructueuses mais aussi et surtout pour assurer leur situation politique. C'est ainsi que grâce à ces appuis, la Mafia avait réussi à faire nommer 2500 enseignants sans emploi précis, à créer des écoles fantômes avec des dossiers fabriqués de toutes pièces, à nommer de nombreux professeurs à

l'aide de diplômes « bidons ». La Mafia intervenait aussi dans la spéculation immobilière pour la construction des écoles ainsi que dans la nomination à des postes administratifs de jeunes gens ayant obtenu leur diplôme par elle et qui pouvaient ensuite servir ses intérêts.

Le « cancer des plantes »

La Mafia avait également trouvé une nouvelle technique pour mettre la main sur les terrains.

Depuis deux ans environ, disait l'un des chefs de la police romaine le 9 août 1973, les spécialistes parlaient d'une nouvelle maladie des arbres et de la verdure. Comme rongées de l'intérieur, les plantes dépérissaient. Des zones entières de verdure prenaient une couleur cendrée. On mit ce drame de la nature sur le compte des pollutions chimiques, des perturbations de l'environnement. Des naturalistes affirmèrent: « C'est un cancer des arbres et des plantes. » Tout cela était monté par la Mafia...

Ces terrains mystérieusement ravagés perdaient évidemment de leur valeur. D'autant que leurs propriétaires, atterrés, cherchaient à s'en débarrasser au plus vite.

Il se trouva pourtant des acquéreurs pour racheter ces déserts rouges. Car ils savaient, eux, que des commandos de *mafiosi* se rendaient la nuit dans les pépinières, les parcs, les jardins et les forêts et qu'ils déversaient des produits corrosifs, de manière à provoquer la mort de toute végétation. Ces entrepreneurs, ces promoteurs étaient bien sûr affiliés à la Mafia.

Comme par hasard les terrains choisis se trouvaient tous en bordure de la mer, là où devait se produire le grand boom des loisirs, avec constructions de palaces, d'immeubles de vacances. Astucieusement, afin de ne pas éveiller les soupçons, la Mafia avait commencé son œuvre de destruction sur les terres intérieures en se rapprochant graduellement des zones balnéaires convoitées.

Une Légion étrangère

Le rapport que publia la Commission anti-Mafia le 13 juillet 1971 était un acte d'accusation accablant contre le pouvoir exercé en Italie et en Sicile depuis un quart de siècle par les partis de la majorité.

L'importance de ce livre de deux cent quatre-vingt-sept pages, « Rapport sur l'enquête concernant certains *mafiosi* », était due à la démonstration, pour la première fois officielle, de la collusion entre les milieux politiques et la Mafia.

On y lit notamment: « Il y a de quoi être abasourdi quand on pense à la facilité avec laquelle la préfecture de police de Palerme délivre des passeports et des permis de port d'armes. C'est grâce à ce genre de complicité que Luciano Liggio, coupable de plusieurs dizaines de meurtres mais chaque fois acquitté pour insuffisance de preuves, a pu s'enfuir il y a deux ans de la clinique de Rome où il se trouvait en traitement surveillé et faire perdre ses traces. »

Ce rapport faisait aussi une révélation des plus insolites. La « vieille » Mafia, laissée sur place par

la « jeune » Mafia technocratique, immobilière et affairiste, cherchait à recruter une Légion étrangère. Elle avait envoyé une petite armée de rabatteurs dans le pays le plus proche, la Tunisie, mais aussi vers des contrées plus éloignées comme l'Afrique Noire et plus spécialement le Cameroun. Tout était fait pour allécher le client : on lui promettait travail facile et rémunération à gogo. Pour commencer, on lui faisait passer quelques mois à bord de bateaux de pêche appartenant à des armateurs de la Mafia, bateaux dont la spécialité était naguère de transporter de la drogue, ou d'effectuer de la contrebande avec la Tunisie. Actuellement, tant à Trapani qu'à Mazara, près de cinq cents Tunisiens, trois cents Noirs et cent cinquante Algériens travaillent sur les bateaux de la Mafia.

Au bout d'environ quatre mois, les nouvelles recrues étaient acheminées vers l'intérieur des terres. Le plus illégalement du monde, sans le moindre permis de séjour. Les autorités fermaient les yeux. Différents services de police français ont constaté la pénétration de notre territoire à divers endroits (Marseille et Biarritz notamment) par des Noirs d'Afrique centrale formés dans les camps siciliens et utilisés pour le trafic d'armes, de drogue, de fausse monnaie.

La Commission anti-Mafia éclate

Le 17 janvier 1973 la Commission anti-Mafia a éclaté, à la suite de démissions en chaîne données par les membres communistes, socialistes et républicains. Les représentants de la démocratie

chrétienne, ne voulant pas être en reste, ont également présenté leur démission. M. Carraro, un des leurs, a remis son mandat de président à la disposition des présidents du Sénat et de la Chambre afin que la Commission d'enquête puisse être renouvelée.

Ces démissions étaient l'aboutissement de la crise qu'avait provoquée la présence dans la Commission du député démocrate-chrétien Matta, élu au mois de mai précédent et ancien adjoint aux travaux publics de la municipalité de Palerme. Pour la plupart des membres de la commission, et en particulier pour la gauche, il était difficilement admissible que Matta, entendu comme témoin dans l'affaire des halles de Palerme, pût devenir enquêteur sur les activités de la Mafia.

C'est devant le refus de Matta de donner sa démission que le secrétaire de la Commission s'est le premier retiré. Les instances dirigeantes de la démocratie chrétienne, sans encourager Matta à résister à toutes les pressions, ne l'ont certainement pas incité à se rendre aux exigences des autres commissaires. Matta devait sentir ses arrières bien assurés, car c'est en se butant dans son refus qu'il provoqua l'éclatement de la Commission. Disparaissait l'unique organe en mesure d'examiner les relations de la Mafia et du pouvoir politique dans toute leur ampleur. Or les résultats acquis jusque-là par la Commission n'avaient eu aucune répercussion judiciaire sérieuse.

Même le procureur général de Rome

Un an après, la foudre tombait sur l'un des hommes les plus puissants d'Italie, le procureur général de Rome, Carmelo Spagnuolo. Avec des gants, des précautions comme s'il craignait de terribles réactions du procureur.

Le Conseil de la magistrature expliquait :

— Il existe actuellement une situation telle que M. Spagnuolo, même pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne peut plus exercer ses fonctions.

Pourquoi tant de périphrases pour dire qu'on se débarrassait de celui qu'on surnommait en Italie « Le chien de garde de la République », le magistrat suprême chargé d'instruire toutes les grandes affaires politiques, les dossiers de corruption, la gestion de la télévision, etc. Parce que, même écarté, le procureur Spagnuolo faisait peur. On chuchotait qu'il conservait, dans ses coffres et armoires, de quoi faire sauter le régime. Mais alors, pourquoi l'avoir éliminé d'un poste qu'il occupait avec éclat depuis 1970 ? Parce que, dit-on, ses liens secrets avec la Mafia étaient devenus terriblement évidents.

Il est certain que, depuis des semaines, les accusations pleuvaient. C'était tout d'abord l'ancien commissaire Greco, devenu l'un des principaux experts dans le dépistage des écoutes téléphoniques, qui déclarait :

— Lorsque le gangster Frank Coppola, l'homme qui succéda à Lucky Luciano à la tête de l'empire de la drogue, se trouvait en clinique, la police a fait écouter ses communications. C'est le procureur Spagnuolo qui a fait préve-

nir Coppola: «Attention, on vous écoute!»

Seconde accusation: un certain Ferrara, informateur du commissaire Mangano, affirme que le procureur Spagnuolo a fait effacer de certaines bandes d'enregistrement de la police les noms des hommes politiques éminents qui correspondaient avec Coppola. Pour tous ces services rendus à Coppola, le procureur aurait touché, prétendent ces témoins, 18 millions de liras.

Ce Sicilien de soixante-quatre ans en savait certainement très long. Un conseiller à la cour d'appel de Rome l'a accusé publiquement d'avoir enfermé une masse de dossiers brûlants, souvent sur ordre supérieur. Mais il est dangereux d'être un homme qui en sait trop long. Le procureur Spagnuolo en est conscient car il ne se déplace jamais sans son revolver. Il n'a certainement pas oublié la fin de son collègue de Palerme, le procureur Scaglione, abattu à la sortie d'un cimetière par une rafale de mitrailleuse.

Un attentat est si vite arrivé...

ANNEXE

Les complicités dont bénéficie la Mafia en Sicile, décrites par le jugement de Viterbe

« La Cour déclare non seulement opportun, mais nécessaire de rappeler certains faits, car c'est seulement ainsi que les citoyens pourront reprendre confiance dans les institutions de l'Etat qui devraient être au-dessus de tout soupçon.

» Au cours des débats, la preuve fut faite de délits qu'il est impossible, étant donné leur caractère scandaleux, de mentionner ici.

» La Cour ne s'attardera pas à parler de l'opposition qui existe entre le corps des carabinieri et la sûreté publique, et dont persiste encore l'écho lointain dans la grande salle des assises de Viterbe.

» Dès que fut confiée aux seuls carabinieri la tâche réservée, jusqu'à la tuerie de Bellolampo (août 1949), à l'inspection générale de la sûreté

publique en Sicile, l'hostilité naquit (ou l'émulation, selon l'euphémisme du général Luca) entre carabinieri et sûreté publique, sans parler d'autres organes appartenant aux forces armées du pays. On eut donc cette situation vraiment étrange : le dernier fonctionnaire de la sûreté publique chargé de diriger l'organisme créé pour la répression du banditisme ayant pour chef Salvatore Giuliano omit de remettre ne fût-ce qu'un seul papier au commandant des Forces de répression du banditisme, et ne fit rien connaître de l'organisation confidentielle dont il s'était jusqu'alors servi dans l'espoir d'arriver à trouver le chef de la bande. C'est pourquoi le nouvel organisme dut commencer à construire *ex novo* cet édifice, qui avait déjà été construit aux frais de l'Etat et dans l'intérêt exclusif de l'ensemble des citoyens.

» Même pendant l'activité du commandant des Forces de répression du banditisme, l'inspecteur général de la sûreté publique, Verdiani Giro, bien qu'il ne dût plus s'occuper du bandit Giuliano, continua cependant de s'en occuper. Il maintint avec ce dernier une correspondance épistolaire, par l'entremise du chef de Mafia Ignazio Miceli, recevant dans sa propre maison, à Rome, son neveu Nino Miceli, membre aussi de la Mafia. Il reçut aussi le chef de la Mafia de Borgetto, Domenico Albano ; il reçut le mémorial que le chef de la bande écrivit sur le crime de Portella delle Ginestre, au moment où déjà la procédure pénale avait commencé pour ce délit devant cette cour d'assises, en juin 1950, et il transmit ce document au procureur général de la cour d'appel de Palerme, Emanuele Pili, mais à l'adresse privée de ce dernier.

*Panettone et liqueurs pour fêter la rencontre
« mafiosi »-policiers*

» Et l'on vit plus insensé encore : l'inspecteur Verdiani n'hésita pas à entretenir des rapports avec le chef de la Mafia de Monreale (dont on sait, par une publication, qu'elle est la plus importante des « familles » de Sicile), Ignazio Miceli, ainsi qu'avec Giuliano lui-même qu'il rencontra dans la petite maison champêtre d'un suspect appartenant à la Mafia : Giuseppe ou Pino Marotta, à Castelvetro, et en présence de Gaspare Pisciotta, lieutenant du chef. Assistaient également à cette entrevue les deux Miceli, l'oncle et le neveu, ce dernier étant le cousin de l'accusé Remo Carrao, et un autre membre de la Mafia, Albano ; ils mangeaient un panettone (1) que Verdiani avait apporté pour fêter une si rare et heureuse rencontre, en l'arrosant de deux liqueurs de qualité différente qu'il avait apportées aussi dans la voiture que Giuliano avait envoyé au-devant de lui, dans un hôtel de Marsala.

» Et ce rendez-vous prit fin, sur le conseil donné au chef de la bande et au lieutenant d'être de bons et braves enfants, car Verdiani allait intervenir auprès du procureur général de Palerme, Emanuele Pili, afin d'obtenir la liberté provisoire pour Maria Lombardo, mère du chef des bandits.

» Et l'activité de l'inspecteur Verdiani ne s'arrêta pas là : en effet, quelques jours avant le meurtre de Giuliano, ce dernier recevait, par l'intermédiaire de Marotta, une lettre qui le mettait en

(1) Note de l'éditeur : *sorte de brioche dont les Italiens sont friands.*

garde, lui faisant comprendre que Gaspare Pisciotta était entré dans l'orbite du colonel Luca et agissait désormais pour lui.

» On assista ainsi, d'une manière qui ne pouvait être plus précise et évidente, au détournement des pouvoirs accordés aux fonctionnaires de la police: ils dépendent certainement de l'Etat et doivent, en tant que tels, exécuter la volonté qui est exprimée dans les dispositions de la loi qui doit être la même pour tous. On ne peut autoriser personne, même s'il occupe un rang élevé dans la hiérarchie, à se mettre au-dessus, ou même au-dehors de ce qui est la volonté de l'Etat. Bien au contraire, plus haut est le rang occupé dans la hiérarchie, plus impérieux est le devoir d'obéir aux dispositions de loi. La volonté de l'Etat, à propos de personnes soupçonnées de délit ou de crime, est énoncée expressément dans l'article 204 du code de procédure pénale: l'officier de police judiciaire et les agents de police judiciaire procèdent de leur propre initiative à l'arrestation, lorsque le délit est flagrant, en vertu des articles 235 et 236 du même code; ils procèdent, dans tous les autres cas, par ordre ou par mandat des autorités compétentes.

« Cher Salvatore », écrit l'inspecteur général à Giuliano

» Or nombreux étaient les mandats d'arrêt déposés auprès de l'inspecteur général de la sûreté publique pour la Sicile, dont le dernier fut Verdiani, émis par l'autorité judiciaire contre Salvatore Giuliano et Gaspare Pisciotta, tous incul-

pés de crimes graves ou très graves, à commencer par le meurtre du carabinier Mancino advenu en 1943, jusqu'à ceux de plusieurs personnes appartenant à la sûreté publique, dont faisait partie Verdiani lui-même qui avait un grade élevé. Citons pour finir la tuerie de Portella delle Ginestre, et celles effectuées au cours des agressions dirigées contre les sièges des partis communistes de différentes localités de la région de Palerme.

» Malgré cela, l'inspecteur Verdiani instaura et maintint des rapports avec le chef et le lieutenant de la bande, en négligeant d'exécuter l'un des nombreux mandats d'arrêt qu'il ne pouvait pas ne pas reconnaître (...) Et parmi les lettres exhibées par la défense de l'autre bandit, Gaspare Pisciotta, il y en a quelques-unes où Verdiani, s'adressant à Giuliano, l'appelle : « Cher Salvatore ».

» Certainement Giuliano, pour prendre part au rendez-vous qui eut lieu dans la nuit avant Noël 1949, dans la maison de campagne d'un membre supposé de la Mafia, Marotta, à Castelvetro, et pour pouvoir tranquillement savourer les tranches de panettone et les liqueurs de l'inspecteur Verdiani, devait être plus que sûr que ce dernier n'essaierait même pas d'exécuter les nombreux mandats d'arrêt lancés contre lui ; autrement dit, il n'aurait pas été assez naïf pour se rendre seul au rendez-vous, pas plus d'ailleurs que les membres de la Mafia Miceli et Albano.

» Mais certainement l'inspecteur Verdiani n'aurait jamais dû proposer ou accepter un tel rendez-vous, car entre Giuliano et lui aurait dû se dresser un mur insurmontable constitué par les nombreux cadavres d'agents de la sûreté publique,

qui, dans l'exercice de leurs fonctions, avaient trouvé la mort en essayant de briser l'activité de la bande et de son chef: mur cimenté par le sang de tant de civils et de militaires qui avaient aussi perdu leur vie, ou bien dans les rues des villes ou bien le long des routes de la zone, où la bande de Salvatore Giuliano dominait sans conteste.

» Entre ces deux hommes, l'inspecteur général de la sûreté publique et le chef de bande, aurait dû exister un abîme infranchissable: le premier aurait dû agir conformément à la volonté de l'Etat, alors que le second avait agi et continuait d'agir contre cette même volonté.

Comme indicateur de police, un condamné aux travaux forcés contumax

» Une autre observation ne peut être passée sous silence: les débats judiciaires nous ont appris que l'inspecteur général de la sûreté publique pour la Sicile eut pour indicateur Salvatore Ferreri, connu sous divers pseudonymes: «Fra Diavolo», «Roi de la Montagne», «Toto le Palermitain», connu aussi comme un dangereux suspect appartenant à la bande Giuliano, déjà condamné par contumace aux travaux forcés, en raison d'un meurtre perpétré pour voler une automobile.

» L'inspecteur général de la sûreté publique, Messina, nia avec insistance ce fait, mais ses dénégations s'effondrent devant les affirmations du témoin Paolo Antoni, lieutenant-colonel des carabinieri, du maréchal de police Calandra, du capitaine des carabinieri Giallombardo, lequel,

comme il est dit dans le rapport (p. 23 du vol. 13 joint au procès-verbal des débats), répéta que Ferreri se trouvant dans la caserne des carabinieri d'Alcamo, où éclata la bagarre où furent tuées quatre personnes et où fut blessé Ferreri lui-même, demanda à être transporté à Palerme, parce qu'il était un agent secret au service de l'inspectorat et qu'il devait parler tout de suite à Messina. De ce désir manifesté par Ferreri d'être transporté à Palerme et de vouloir parler avec Messina, on peut déduire avec la plus grande certitude que Ferreri était en rapports avec Messina.

» La Cour sait très bien que l'action de l'indicateur est, pour ainsi dire, reconnue par la loi ; on fait mention de l'indicateur à l'article 352 du code de procédure pénale, d'après lequel les officiers de police judiciaire sont autorisés à ne pas donner le nom de l'indicateur qui les aura renseignés sur des délits, mais il y a aussi des limites qui, bien que non écrites dans les normes juridiques, doivent être observées quand il s'agit de choisir celui qui sera l'indicateur.

» Il est certain qu'on ne peut trouver un indicateur — sauf lorsqu'il s'agit de faits d'espionnage de caractère militaire — qui n'ait eu ou qui n'ait encore des comptes à régler avec la Justice ; mais on doit juger entièrement excessif qu'un indicateur soit choisi parmi les condamnés à la plus grande peine criminelle prévue par le code pénal en vigueur, une condamnation aux travaux forcés, peine devenue définitive et qui aurait dû être par conséquent exécutée.

Sauf-conduits policiers pour tueurs

» Messina nia par ailleurs avoir remis à Ferreri une pièce d'identité qui lui permettrait de circuler librement en Sicile et de perpétrer, peut-être, d'autres crimes, comme dans la nuit où eut lieu la bagarre d'Alcamo et où il fut, au contraire, lui-même blessé. Mais il admettait que cela avait pu être fait par l'un de ses collaborateurs les plus directs à l'inspectorat général de la sûreté publique en Sicile; par exemple son chef de cabinet ou son secrétaire particulier.

» Et cette conclusion peut être confirmée du fait que Gaspare Pisciotta aussi a pu être muni d'une pièce analogue: lui aussi pouvait circuler librement sur la terre de Sicile. L'affirmation de Pisciotta concernant ce point a été confirmée par le témoin Luca, disant qu'il avait déchiré la carte signée Messina, mais d'une signature « peu ou point lisible ».

Le procureur général Pili rencontre lui aussi Giuliano

» Et la Cour, désireuse qu'on ne pût donner une interprétation différente aux faits exposés dans la sentence, ajoute:

» Il s'agit de faits tellement marquants et exceptionnels que, même considéré sous cet angle, le procès lui-même peut être dit exceptionnel.

» Et pour que cette décision, qui est celle d'un organe juridictionnel et qui doit avoir une seule et constante finalité: être objective autant qu'il se peut, ne soit pas, et ne paraisse même pas

inspirée par ce qu'on pourrait appeler un esprit de caste, elle ne peut pas, après avoir rappelé les faits ci-dessus mentionnés, ne pas rappeler également un autre fait exceptionnel lui-même : Giuliano eut des rapports, non seulement avec des fonctionnaires de la sûreté publique, mais aussi avec un magistrat, celui-là même qui se trouvait à la tête du parquet général de la cour d'appel de Palerme, Emanuele Pili.

» Au cours des débats, l'inspecteur général de la sûreté publique exhiba une lettre à lui adressée par le chef de la bande, où l'on pouvait lire ce qui suit : « Si vous reconnaissez qu'il est nécessaire de le faire savoir aussi à Son Excellence Pili, vous pouvez le lui dire, et si même il veut me parler personnellement, s'il est disposé à me rencontrer de nouveau, il me ferait plaisir, parce que ce serait très encourageant. »

FIN
DU TOME TROISIÈME



HISTOIRE SECRETE DE LA MAFIA

Roland Gaucher

HISTOIRE SECRÈTE DE LA MAFIA

Tome quatrième

EDITIONS FAMOT

CHAPITRE I

**UNE FENÊTRE
ET UNE
CHAISE
POUR LA
MORT**

Le corps gisait, assez loin du mur. Sans vie. A côté de lui s'étaient étendus deux draps de lit qui l'avaient accompagné dans sa chute.

On l'avait découvert vers 7 heures 10 du matin. A cette heure, le policier Victor Robbins, qui effectuait sa ronde habituelle, était entré dans la chambre qu'occupait « Kid Twist » Reles. Elle était vide. Il se précipita à la fenêtre, déjà ouverte, aperçut le corps qui gisait, six étages plus bas, sur le toit de la cuisine, et donna l'alarme.

Plus tard, le directeur adjoint de l'hôtel, Al Litzberg, se souvint que, vers 6 heures 45, il avait perçu un bruit mat qui paraissait provenir du toit de la cuisine. Mais il n'y avait pas prêté attention.

Cette mort, jamais éclaircie, intervint dans la

matinée du 12 novembre 1942. Ce même jour comparut comme témoin devant le jury de New York un certain Allie Tannenbaum qui déposait contre le célèbre Louis Lepke, le roi du racket, accusé de meurtre.

Cas rare dans les annales de la pègre américaine. Capone, Luciano, d'autres encore, avaient été jugés pour des délits divers, mais non pour meurtre. Car il était très difficile de faire la preuve qu'un des chefs des gangs était coupable d'un homicide volontaire.

Lepke était accusé en cette année 1941 de l'assassinat d'un certain Joe Rosen.

17 balles dans le corps du confiseur

Le corps de celui-ci avait été découvert dans sa petite boutique de confiseur. Il était étendu sur le dos, bras en croix. Un filet sanglant avait coulé sur le plancher et s'était accumulé contre le comptoir de la boutique. Joe n'avait pas moins de dix-sept balles dans le corps, ce qui était largement suffisant pour ne laisser aucune chance de survie.

Cet assassinat était survenu le 13 septembre 1936. Pendant cinq ans, la police en rechercha en vain les auteurs. Il fallut que Reles se soit décidé à « se mettre à table » pour qu'on inculpât le redoutable Lepke.

Au procès, l'accusation recruta un témoin de poids en la personne de Max Rubin. Rubin était de ces syndicalistes étroitement liés au « milieu » américain, à ses méthodes d'extorsion et de

chantage. Pendant des années, l'intimité avait été grande entre le vieux Rubin et le jeune Lepke. Et puis les liens entre les deux hommes s'étaient distendus, et peu à peu, sous la poussée des rancœurs, l'amitié s'était muée en ressentiment.

A l'audience, Max Rubin qui ressemblait à un professeur et qui, du reste, avait prêché la doctrine marxiste, expliqua d'une voix douce que Lepke lui avait donné l'ordre un jour de liquider le pauvre Rosen.

Pourquoi? «Parce qu'il se promenait, en ouvrant sa méchante» (parce qu'il menaçait de parler). Parce qu'il avait la langue trop longue et qu'il racontait partout qu'il allait trouver le redoutable procureur Dewey.

Rosen vivait mal. Quand on lui procurait un *job*, il ne tardait pas à être congédié. Il en profitait pour se plaindre de son sort, pour dire qu'il en savait long et que, si ses amis ne le traitaient pas comme il le méritait, il pourrait bien leur en cuire. Finalement, Lepke, petit bonhomme au regard doux, à la voix douce, aux manières douces, en avait eu assez. Il fallait que ce Rosen mourût.

Cependant le témoignage de Rubin était insuffisant à lui seul pour obtenir du jury une condamnation à mort contre Lepke. Celui-ci perdit définitivement la partie le jour où Allie Tannenbaum vint à la barre des témoins.

«Voilà un fils de pute qui n'ira jamais trouver Dewey»

Allie confirma qu'il avait entendu Lepke parler dans son bureau de la mort de Rosen. Le dialogue suivant se déroula devant le tribunal :

- Qui se trouvait là?
- Lepke, avec Max Rubin.
- Avez-vous observé la figure de Lepke, son comportement?
- Lepke avait le visage rouge, il était en colère.
- Est-ce que Lepke avait pour habitude d'avoir la figure rouge?
- Non, monsieur.
- Que faisait Lepke au moment où il avait la figure rouge?
- Il criait contre Max.
- Lepke avait-il pour habitude de parler à mi-voix?
- Pas à mi-voix... doucement... Lepke criait qu'il avait donné de l'argent à ce Joe Rosen pour quitter la ville, et qu'il était rentré dans sa confiserie bien qu'on lui ait ordonné de s'absenter. Lepke hurlait. Il dit: «Voilà un fils de pute qui n'ira jamais trouver Dewey pour lui parler de moi.» Max essayait de le calmer. Il disait: «Ne vous en faites pas, ne vous en faites pas, Louis. Je m'occuperai de Joe Rosen. C'est un brave type.»
- Que répondit Lepke?
- Il dit: «Vous m'aviez déjà dit ça avant. Mais c'est fini. J'en ai marre de ce fils de pute.» Et il ajouta: «Je vais m'en occuper.»

Lepke: « Tout a bien marché? »

Allie ne connaissait pas du tout Joe Rosen. A la barre, il souligna que le phénomène qui l'avait particulièrement surpris et qui avait gravé cette scène dans sa mémoire, c'était la subite explosion de colère de Lepke. Jamais il ne l'avait vu dans un état pareil.

Deux jours plus tard, Allie s'était retrouvé dans le bureau de Lepke.

Mendy, un des tueurs, était entré et avait fait son rapport à son patron. La sténographie du procès relate cette scène de la sorte :

– Que se dirent-ils?

– Lepke interrogea : « Tout a bien marché? »

– Qu'est-ce que Mendy a répondu?

– Il a dit : « Tout va bien. Seulement, cet enfant de putain de Pep, je lui avait donné l'ordre formel de ne pas tirer, mais une fois que j'eus tiré sur Rosen et qu'il fut touché, Pep a commencé à lui tirer dessus. »

– Qu'est-ce qu'a dit Lepke en entendant cela?

– Lepke dit : « Et après, qu'est-ce que ça peut faire? Du moment que tout le monde s'en tire. » Et il a donné une tape sur le dos de Mendy.

Un silence lourd pesait sur la salle d'audience. Tout le monde comprenait qu'Allie venait de condamner à mort Lepke. Son témoignage corroborait parfaitement celui de Rubin, et il avait d'autant plus de poids que lui-même n'avait en aucune façon été mêlé au crime.

Il n'y avait aucun lien entre la déposition d'Allie et la mort de Reles, ce même jour. Mais on peut dire que ce jour-là fut décisif pour Reles et pour

Lepke, pour deux hommes qui avaient été étroitement associés. L'un trouva la mort immédiate au terme d'une chute de six étages. L'autre prit ce jour-là le tournant décisif qui l'enverrait quelques mois plus tard à la chaise électrique.

Avant Joe Valachi, avant Vincente Teresa, Abe « Kid Twist » Reles fut, aux Etats-Unis, le premier gangster important à « se mettre à table ». Depuis longtemps, la police américaine soupçonnait qu'il jouait un rôle important dans l'exécution des « contrats », c'est-à-dire dans les meurtres ordonnés par ce qu'on a appelé le Syndicat du Crime, ou plus exactement par la *Cosa nostra*, version américaine élargie de la Mafia sicilienne.

Mais les policiers du F.B.I. doutaient fort d'obtenir jamais le concours de Reles. Ils l'avaient arrêté plus d'une fois et sévèrement « travaillé ». Reles était resté muet. Ce n'était pas le genre d'homme à « s'allonger » facilement.

Reles demande à parler

Et puis, un jour, M^{me} Reles entra dans le bureau du district-attorney et dit :

— Mon mari demande un entretien avec la Justice.

Cette demande fut formulée le 22 mars 1940 à 17 heures 30, au quatrième étage de l'immeuble de la police municipale de Brooklyn.

Quelques jours plus tard Reles, qui était alors détenu à la prison des Tombes sous accusation de meurtre, et qui était bon partant pour la chaise électrique, certains de ses complices ayant parlé,

fit à son tour son entrée dans les bureaux du district-attorney.

C'était un gaillard trapu, au visage rond, aux cheveux frisés et aux grosses lèvres. Deux choses attiraient tout de suite l'attention dans cette physionomie peu avenante : les yeux petits, durs, rusés, pareils à deux billes d'agate, et le perpétuel ricanement qui tordait sa bouche.

Ce ricanement ne l'avait pas quitté, quand il se laissa tomber sur un siège dans le bureau de l'officier de police Turkus, et qu'il posa sur le bureau sa main aux doigts étrangement spatulés. Des doigts tels que Turkus se dit qu'on aurait pu « peindre ce bandit au front bas en train de planter des clous avec ses doigts ».

Abe Reles avait été surnommé « Kid Twist », du nom d'un bandit qui avait défrayé autrefois la chronique du bas Manhattan. On calcula que, du 11 juin 1930 au 2 février 1940, jour de son incarcération, il avait été arrêté en moyenne une fois tous les soixante-dix-huit jours, souvent soupçonné de meurtre, mais toujours relâché.

« Je veux sortir d'ici blanchi »

Quand il parla, il avoua onze homicides. Turkus n'était pas d'accord et avança le chiffre de quatorze.

— Possible, dit Reles. Mais je vous ferai observer que, pour ces trois affaires supplémentaires, je n'ai pas tiré moi-même.

Turkus répliqua en citant un meurtre par étranglement. Reles secoua la tête :

— Bon, admit-il, j'ai tenu la corde. Mais je n'ai pas serré. Je ne comprends pas pourquoi vous voulez à tout prix me coller cette affaire-là sur le dos.

Il apparut vite que Reles n'était pas venu pour consentir une capitulation pure et simple. Au cours de l'entretien serré qu'il eut ce jour-là tant avec Turkus qu'avec le district-attorney, O'Dwyer, il nota en ricanant que les témoignages accumulés contre lui par la police seraient bien fragiles devant un jury. Dans ces conditions, il ne fallait pas s'attendre à le voir plaider coupable.

— Bon, concéda Turkus. Nous demanderons pour vous les circonstances atténuantes.

— Pas question, dit Reles. Je veux sortir d'ici blanchi.

Il ne doutait de rien. Finalement, après de laborieuses négociations on convint d'une procédure qui laissait au bandit toutes ses chances devant la juridiction américaine.

Vingt-cinq blocs-notes de confessions

Il était quatre heures du matin quand, enfin, on aboutit à cet accord. Alors Reles, son perpétuel rictus de mépris plaqué sur ses grosses lèvres, commença à « s'allonger ».

— Je peux vous parler de cinquante gars qui ont été descendus : j'étais dans le coup...

« Deux jours plus tard, écrivent le policier Burton B. Turkus et Sid Feder dans *Société anonyme pour assassinats*, il avait retracé les activités d'un réseau de tueurs et de rackets dans des



Abe Reles, surnommé «Kid Twist», fut le premier gangster important à prêter son concours aux policiers du F.B.I. Il fit une fantastique déposition sur le Syndicat du Crime. C'est pour échapper à la chaise électrique qu'il avait pris sa décision, le 22 mars 1940. Keystone

viles situées à plus de seize cents kilomètres l'une de l'autre. Cinq jours plus tard, on lui affectait des sténos qui devaient se relayer. Le onzième jour, il menait un tel train que nous dûmes laisser de côté l'enquête sur les extorsions qu'il avait révélées pour nous occuper des homicides. A la fin du douzième jour, sa confession était inscrite en sténo dans vingt-cinq blocs-notes. Plusieurs sténographes étaient pratiquement épuisées.»

L'idée d'une sorte de comité central

La fantastique déposition de Reles sur le Syndicat du Crime, pour être comprise, exige que nous revenions en arrière, exposions les origines de ce Syndicat et retracions ses principaux méfaits.

A la fin de la prohibition, qui lui valait une perte considérable de revenus, le milieu était dominé par six grands noms: Frank Costello, qui exerçait son contrôle sur les jeux; Lucky Luciano qui dirigeait le secteur de la Loterie italienne, et sans doute les secteurs de la prostitution, puis de la drogue, bien qu'il s'en soit toujours défendu; Joe Adonis qui contrôlait le front de mer et qui maintenait, de même que Costello, nombre de contacts politiques; Lepke et son adjoint Gurrah qui pratiquaient le racket sur les syndicats et le patronat, dans l'habillement, le transport, les boulangeries, la fourrure et le cinéma; Bugsy Siegel et Meyer Lansky qui dirigeaient les groupes d'hommes de main et qui s'occupaient des inter-

ventions; et Abner Zwillman qui régnait sur le New Jersey.

A ces six grands, on peut encore ajouter Dutch Schultz, mais le Hollandais, le plus souvent, faisait cavalier seul.

Une idée fut alors lancée par Torrio, selon les dires de Reles, selon d'autres par Luciano ou par Costello. Il s'agissait de constituer une sorte de comité central de la *Cosa nostra* qui réglerait les conflits internes et qui proposerait les sanctions. A l'intérieur de ce comité, chaque chef de bande ou son délégué avait exactement le même pouvoir qu'un autre, cela pour éviter toute dictature d'un nouveau caïd semblable à celle de feu Masseria ou de feu Maranzano.

«*Murder Incorporated*»

Ainsi naquit *Murder Incorporated*, Meurtre S.A., confédération des gangs étendue à tout le vaste territoire des Etats-Unis. Le comité forma une sorte de tribunal d'arbitrage, analogue dans son principe à la Cour suprême des Etats-Unis et baptisé soit *Commissione*, soit *Cour Kangourou*. Au sein de ce tribunal, les décisions se prenaient à la majorité, et nul règlement de comptes entre chefs de bandes ne pouvait intervenir avant une décision. Mais celle-ci était sans appel, et nul caïd, si haut placé fût-il, ne pouvait être sûr d'y échapper. Dutch Schultz et Siegel devaient eux-mêmes le vérifier à leurs dépens.

Dans l'exécution des verdicts rendus par la *Cour Kangourou*, une bande de Brooklyn ne tarda

pas à affirmer une supériorité très nette. Ses opérations étaient plus rapides, plus efficaces et plus sûres que les autres. A la tête de cette bande on trouvait Reles, Pittsburg Phil et Maione.

Dans le code de l'association, un meurtre, on le sait, était connu sous le nom de « contrat ».

Pendant dix années, des « contrats » furent exécutés sur tout le territoire des Etats-Unis. Il est impossible de les dénombrer : sans doute plusieurs centaines, peut-être un millier. La technique était à peu près sans défaut. Les chefs réunis dans la *Cour Kangourou* prenaient la décision mais eux-mêmes, par la suite, ne s'occupaient plus de rien. L'ordre était transmis à un personnage comme Reles, et celui-ci recrutait la bande nécessaire à l'exécution.

Les tueurs ne se connaissaient pas

Mais les hommes qui participaient à une opération donnée ne se connaissaient pas entre eux, et exécutaient une tâche bien précise. Par exemple l'un d'eux était chargé de voler une automobile destinée au meurtre. Il la remettait ensuite à un endroit donné à quelqu'un qu'il ne connaissait que sous un pseudonyme. Après quoi, il ne s'occupait plus de rien. Arrêté, il ne pouvait révéler que très peu de chose. Il savait en outre qu'il deviendrait lui-même, à partir du moment où il aurait parlé, l'objet d'un « contrat » pour le compte de *Murder Incorporated*.

Un des « contrats » les plus célèbres dans

l'histoire du syndicat fut celui dont fut victime Dutch Schultz; ses motifs en demeurèrent longtemps mystérieux. Nous en avons relaté les péripéties, dont la phase finale fut l'assassinat de Schultz par les *mafiosi*, dans notre tome second.

Jusqu'aux révélations de Reles cinq ans plus tard, les causes de la mort de Schultz demeurèrent mystérieuses. L'identité de l'indicateur qui fit connaître que Schultz se trouverait, tel soir, à telle heure, au Palais de la Bière, n'a jamais été percée. Mais si on lit attentivement *Société anonyme pour assassinats*, il semble bien que les auteurs n'aient pas trouvé très normal le comportement cette nuit-là de la propre femme du Hollandais, Frances, âgée de 21 ans.

L'élimination de Dutch Schultz, parce qu'il lésait les intérêts de la *Cosa nostra*, est un des actes les plus célèbres accomplis par le Syndicat du Crime. Mais il y eut bien d'autres éliminations, très souvent commandées par Anastasia.

Qualités exigées des «torpedos»

Les tueurs ou *torpedos* (torpilles), étaient des hommes qui devaient posséder trois qualités: d'abord une excellente aptitude au tir (ou encore au maniement du couteau); un sang-froid remarquable dont Workman, nous l'avons vu, avait donné un exemple à vrai dire assez exceptionnel; enfin une absence totale de sensibilité.

Sur cette absence de sensibilité, Reles lui-même a fourni une explication qui mérite d'être citée, en raison de son cynisme. Comme Turkus

lui demandait un jour si cela ne lui faisait rien de tuer un homme, contre lequel, après tout, il n'avait aucun motif personnel de ressentiment, Reles ne se démontra pas :

— Vous-même, questionna-t-il, qu'avez-vous ressenti lorsque vous avez requis pour la première fois contre quelqu'un ?

— J'étais un peu nerveux.

— Et la seconde fois ?

— Cela allait mieux. Mais j'étais encore un peu nerveux.

— Bon. Et la troisième.

— Oh ! Je n'étais plus nerveux du tout.

— Vous avez vous-même répondu à votre question, fit observer Reles froidement. Moi aussi, je me suis fait une raison.

Avec une longue aiguille

Il faut dire que l'insensibilité du sujet devait être particulièrement forte quand il opérait comme le tueur Ice Pick Barney, un des hommes d'Anastasia.

Barney avait sa spécialité. Il n'utilisait pour tuer ni le revolver, ni la mitraillette, ni le poignard, ni le lacet destiné à étrangler, mais une longue aiguille. Il opérait en général, de la façon suivante : avec l'aide de ses complices, il obligeait la victime à se rendre aux toilettes. Pendant que ceux-ci maintenaient l'homme immobile et le bâillonnaient pour étouffer ses cris, Barney enfonçait la longue tige d'acier dans l'oreille, jusqu'au cerveau. L'orifice provoqué par cette aiguille était

minuscule et la perte de sang qui s'écoulait par le conduit auditif minime. Il suffisait de l'essuyer avant de s'enfuir.

Quand le médecin survenait pour faire le constat, il ne pouvait que conclure à un décès par hémorragie cérébrale.

Les *torpedos* touchaient un salaire régulier qui variait selon leur compétence. Au lendemain de la dernière guerre, il allait de neuf cents à douze cents dollars par semaine, somme considérable représentant alors jusqu'à trois millions d'anciens francs par mois. Ils n'avaient rien d'autre à faire qu'à attendre un « contrat ». A leurs heures de loisir, rien ne les empêchait évidemment d'arrondir encore leur plantureux salaire, en pratiquant l'usure, le racket, ou en jouant aux courses.

Workman, quand il fut arrêté, après les révélations de Reles, continua à montrer en prison la même impassibilité. C'était un homme de taille moyenne, avec des cheveux courts et frisés, élégamment vêtu. Il n'élevait jamais la voix, et répondait toujours correctement aux questions qu'on lui posait. Mais, à vrai dire, tout ce que les policiers et les juges purent lui arracher, se limita, tantôt à quatre, tantôt à six mots :

— Je ne sais pas... Je ne m'en souviens pas.

Il finit par s'en sortir avec les travaux forcés à vie.

L'histoire de la Mafia, et de ses dérivés, la *Cosa nostra* (ou *Murder Incorporated*) est tout entièrement marquée par la Fatalité. La Fatalité fit de Schultz une victime parce qu'il gênait; la décision de la *Cour Kangourou* de tuer plutôt les témoins

gênants que Dewey se retourna de même, quelques années plus tard, contre un certain nombre de tueurs.

Car s'ils parlaient à leur tour, et corroboraient le témoignage de Reles, ce serait catastrophique pour la *Cosa nostra*.

Les tueurs à leur tour pourchassés

Il devint donc urgent d'éliminer les hommes de main qui en savaient trop. Ce travail fut confié à Bugsy Siegel, le copain de Luciano. Seulement la police ne tarda pas à en être avertie, et elle s'empressa d'exploiter à son profit la situation psychologique que les desseins de Siegel étaient en train de créer.

— Que préférez-vous? fit-on savoir aux hommes de main susceptibles d'être menacés: être abattu par vos amis ou survivre en prison sous notre protection?

Sur tout le territoire des Etats-Unis une double chasse commença: la chasse menée par Siegel, qui s'achevait par une promenade de l'aube; celle de la police qui, à la faveur de la peur qui tenaillait maintenant les bandits, visait à récupérer des témoins. La police réussit ainsi à mettre à l'abri des hommes qui en savaient long, comme Julie Catalano, Scholem Bernstein, Blue Jaw Magoon, etc.

A partir de ce moment, la police eut en main des cartes maîtresses. Des cartes comme elle n'avait jamais pu en réunir. L'atout-maître, qui donnait sa valeur à ces cartes, demeurait sans conteste Reles. Il fallait à tout prix mettre les hommes

à l'abri, et particulièrement Reles. Si celui-ci était abattu, ce serait pour la Justice une formidable défaite. Et il en résulterait, de la part d'hommes enclins à parler, un recul immédiat.

Or, le problème de la protection était loin d'être simple. Lors d'un transfert au tribunal, un témoin pouvait très bien être abattu. Il suffisait d'une embuscade. La prison elle-même n'était pas davantage un lieu sûr. Des rixes y éclataient fréquemment et il n'était pas très difficile d'y tuer quelqu'un à l'aide d'une cuiller ou d'une fourchette aiguisée.

Hôtel de la Demi-Lune

En définitive, le choix de la police se fixa sur un étage isolé dans un grand hôtel de Brooklyn : l'hôtel de la Demi-Lune. Pour y accéder, il fallait obligatoirement prendre l'ascenseur. Au bas de celui-ci veillait une garde qui exigeait les papiers des visiteurs et s'informait de leur destination.

Tous les informateurs furent rassemblés dans un appartement qui occupait tout l'étage de l'hôtel. On ne pouvait y pénétrer que par une seule porte, fermée de l'intérieur par de solides verrous. Des judas avaient été percés dans le mur pour surveiller ceux qui venaient vers l'appartement par le couloir.

Une équipe de policiers armés de revolvers et de mitraillettes assurait une protection intérieure permanente. Ces hommes vivaient avec les informateurs. Ils partageaient leurs repas et restaient à leurs côtés quand ils jouaient aux cartes.

Et pourtant, malgré ce luxe extraordinaire de précautions, «Kid Twist» Reles, on l'a vu, était passé par la fenêtre.

Nouveau «Mystère de la chambre jaune»

Tentative d'évasion? Suicide? Crime, admirablement machiné? La question n'a jamais été résolue. Les données de ce problème en font un mystère policier analogue au fameux *Mystère de la chambre jaune*. Mais aucun Rouletabille n'a réussi à en donner la clé avec certitude.

Revenons donc à ce fameux matin du 12 novembre 1941 où le corps de Reles, principal témoin à charge contre la Mafia, gît au pied de l'hôtel de Brooklyn.

Les apparences tendent à accréditer la thèse de l'évasion. Les draps de lit qui ont été retrouvés à côté du corps ont été noués par Reles lui-même, afin de former une sorte de corde, reliée par une antenne de radio à un élément de radiateur situé dans sa chambre. A l'aide de cette corde improvisée, il voulait sans doute atteindre la fenêtre de l'étage inférieur et quitter l'hôtel.

Mais, sous son poids, ce dispositif hâtivement improvisé a cédé et Reles est allé s'écraser une douzaine de mètres plus bas.

Autres constatations: Reles est mort, la colonne vertébrale brisée. Selon le rapport des experts, il a atterri assis, au terme de sa chute. L'examen des viscères ne révéla aucune trace de poison ou de drogue.

Pourquoi Reles aurait-il cherché à s'évader?

Selon le témoignage de Turkus qui l'avait à maintes reprises interrogé, il aurait répété souvent qu'il n'y avait aucune sécurité pour lui, hors de la protection de la police.

Il est vrai que la rumeur circula avec persistance qu'il aurait été «contacté» par ses anciens amis. Ceux-ci lui auraient offert une somme considérable pour qu'il s'évadât et disparût. Mais Reles était trop expérimenté pour croire que *Murder Incorporated* tiendrait sa promesse et lui laisserait la vie sauve.

Il faut toutefois noter que, la veille, sa femme lui avait rendu visite et que tous deux s'étaient violemment disputés.

Elle se remaria un an après la mort de Reles. Mais on ne peut guère tirer d'indices de cet entretien.

Une tentative suspecte

Contre la thèse de l'évasion, joue le bricolage des draps de lit lui-même. Reles avait dans sa vie noué assez de cordes — par exemple en ficelant des cadavres — pour confectionner, alors qu'il risquait sa vie, quelque chose de solide.

Un autre point peu clair : comment Reles avait-il pu savoir que la chambre située au-dessous de la sienne était vide. Elle avait été libérée depuis très peu de temps et, en principe, il n'avait aucun contact avec les autres étages de l'hôtel. On devait encore admettre qu'il avait fort peu de chances de quitter l'hôtel, par cette voie, sans attirer l'attention. D'abord, il lui fallait ouvrir la fenêtre

de l'extérieur de l'immeuble. En admettant qu'il y parvint, il n'était pas au bout de ses peines. Il lui fallait descendre cinq étages, sortir du hall où se trouvaient beaucoup de policiers, ne pas être reconnu par eux ou par les employés. Or, sa photo était parue, des quantités de fois, en première page des journaux.

Une autre hypothèse fut présentée au cours de l'enquête. Devant la commission Kefauver en 1951, le capitaine Bals, qui avait la responsabilité de la garde de Reles, se déclara convaincu que celui-ci avait voulu faire une mauvaise farce à ses gardes. Il aurait cherché à atteindre le cinquième étage, afin tout simplement de regarder le sixième, de frapper à la porte de l'appartement et de montrer à ses anges gardiens stupéfaits qu'un type comme lui était capable de passer au travers de la surveillance la plus sûre.

Cette opinion fut défendue aussi par un autre policier, Walter Laurie. Il appartenait à l'équipe des dix-huit hommes qui se relayaient pour assurer la protection de Reles et des autres témoins.

Il raconta que le «Kid» s'amusait à des farces de ce genre. Par exemple il s'approchait d'un policier un peu assoupi sur sa chaise, et nouait le lacet de son soulier au pied de sa chaise, si bien que celui-ci, en se levant, ne pouvait manquer de culbuter sur le sol. Ou bien, il versait du poivre dans les assiettes.

Il provoquait ses gardiens, et se payait volontiers leur tête.

— Vous n'êtes que des policiers à la manque, répétait-il. Je sortirai d'ici comme je voudrai.

Les policiers avaient ordre de ne pas répondre à ces provocations. Il ne fallait pas contrarier le témoin. Reles le savait et abusait sans vergogne de la situation. Il narguait tout le monde, en ricanant.

Laurie assura que Reles, depuis longtemps, avait eu l'intention de monter ce gag qui s'était terminé d'une façon tragique.

Mais cette thèse se heurte aux mêmes objections que précédemment.

Reles voulait-il se tuer ?

On émit aussi l'hypothèse d'un suicide. Reles souffrait depuis longtemps d'un ulcère à l'estomac. Il est possible qu'il ait été également atteint d'un cancer au rectum. Les souffrances, une fin inévitable et sans doute très douloureuse, auraient pu développer dans son esprit des idées de suicide. On pouvait encore imaginer qu'il avait été pris de remords parce qu'il avait dénoncé ses anciens complices. Mais l'image d'un Reles en proie aux remords n'était pas très crédible.

D'ailleurs le suicide s'accordait mal et avec la personnalité du mort et avec les constatations matérielles. Pourquoi toute cette mise en scène avec les draps de lit ? Et pourquoi à six heures du matin avait-il sauté hors de sa chambre, tout habillé ?

Cet habillement était lui-même un petit mystère. L'enquête révéla en effet qu'il portait un sweater gris qui ne figurait pas dans sa garde-

robe le jour précédent, de même qu'une casquette qu'on trouva dans sa poche.

Puisque aucune des hypothèses précédentes n'est satisfaisante pour l'esprit, il faut bien en venir à examiner la dernière, c'est-à-dire le meurtre délibérément perpétré sur la personne d'un témoin capital, et camouflé sous les apparences d'une chute accidentelle.

Ici, on bute sur un autre obstacle : comment admettre que, malgré les mesures de sécurité déjà décrites, *Murder Incorporated* ait pu parvenir à ses fins ?

Il faut d'abord préciser dans quelles conditions Reles était gardé, ce qui ne va pas d'ailleurs sans quelques contradictions dans les dépositions faites au cours de l'enquête.

Contradictions troublantes

La garde avait été désignée par le capitaine Bals. Elle comprenait, comme nous l'avons dit, dix-huit hommes. Ils se relayaient par équipes de six.

Or, dès le début de l'enquête menée par le district-attorney adjoint, il fut annoncé que *cinq* policiers exerçaient une surveillance stricte sur les témoins.

Quand les témoins allaient se coucher, les portes de leurs chambres demeuraient ouvertes. Reles dormait seul dans la chambre 623. Mais une ronde passait dans chaque pièce pour s'assurer qu'il n'y avait rien d'anormal, tous les *quarts d'heure*.

Ce fut, selon cette première enquête, au cours d'une de ces rondes que le policier Victor Robbins, pénétrant dans la chambre de Reles entre 7 heures et 7 heures 10, constata que l'occupant en avait disparu et, se penchant à la fenêtre, repéra le corps.

Les cinq policiers qui devaient surveiller Reles cette nuit-là furent accusés de négligence, et frappés de sanction.

Or, il y a des contradictions troublantes entre les affirmations qui figurent dans cette première enquête et la déposition faite au procès de Lepke, par un des témoins, Allie, qui vivait en même temps que Reles dans l'appartement-forteresse.

L'enquête parlait de rondes policières tous les quarts d'heure. Allie, au cours de son contre-interrogatoire, fournit une version entièrement différente.

- Vous étiez constamment sous surveillance?
- Oui, monsieur, vingt-quatre heures par jour.
- Lorsque vous alliez dormir, où se tenaient les gardes?

- Il y avait une chaise. Ils s'asseyaient.
- Devant la porte?
- Non, à l'intérieur de la chambre.
- Est-ce que c'était la même chose pour Reles?
- Oui, monsieur.

Deux semaines plus tôt, Sholem Bernstein, un des tueurs également protégés, avait déposé dans le même sens. Il avait dit que, pendant son sommeil, les policiers étaient présents dans sa chambre et qu'ils restaient éveillés, ou du moins qu'ils étaient censés le rester.

Il y a bien, on le voit, une première contradiction

formelle entre les déclarations des policiers et celles des témoins Allie et Sholem.

Une autre contradiction concerne le nombre des policiers. Lors de l'enquête, il fut question de cinq, et cinq hommes furent effectivement sanctionnés. Allie déposa que chaque équipe de policiers comprenait six hommes et, plus tard, devant la commission Kefauver, le capitaine Bals donna le même chiffre.

Lorsque le dossier fut rouvert en 1951, l'adjoint en chef du district-attorney aurait constaté, selon Turkus, que le rapport du médecin légiste mentionnait d'autres blessures que la fracture de la colonne vertébrale. Ces faits avaient été passés sous silence. On affirma aussi que le rapport du toxicologue, s'il ne relevait nulle trace de poison ou de drogue dans les intestins de la victime, aurait constaté la présence d'une forte dose d'alcool.

Aux dires de ceux qui le connaissaient, Reles buvait peu. L'avait-on fait boire? Assez pour qu'il perdît le contrôle de lui-même et abandonnât toute prudence?

Beaucoup de gens voulaient sa mort

Des quantités de gens avaient des raisons de haïr Reles. D'abord les hommes des gangs comme Lepke, ou même comme Anastasia qui était en liberté. Liquidier ce témoin était pour eux essentiel. Il leur était évidemment très difficile de lancer une attaque contre l'hôtel de la Demi-Lune, mais ils pouvaient peut-être, contre promesse

d'une très forte récompense, faire agir un des autres témoins, Allie, ou Sholem, qui haïssaient Reles en raison de son comportement odieux. Sholem s'était même un jour jeté sur lui, le couteau à la main.

Les policiers eux-mêmes ne nourrissaient aucune sympathie à l'égard de Reles qui était également détesté par tout le personnel de l'hôtel.

Turkus, analysant ce mystère Reles, estime toutefois hautement invraisemblable que les trois témoins et les cinq policiers qui partageaient la vie du témoin capital dans l'appartement hermétiquement clos de l'hôtel de la Demi-Lune, aient conspiré sa mort. Il note avec juste raison que huit hommes auraient pu difficilement, des années plus tard, observer le secret sur cette mort.

Mais il n'écarte pas du tout l'hypothèse qu'un policier, ou un des autres témoins, ou un «étranger» introduit par complicité dans cet appartement-redoute, ait pu provoquer la chute de Reles et monter ensuite une mise en scène.

Reles qui pesait quatre-vingts kilos était un gaillard vigoureux. Si on admet la possibilité du meurtre, il est donc vraisemblable que deux hommes au moins aient été nécessaires pour précipiter la victime dans le vide.

Turkus écarte l'hypothèse selon laquelle un des trois autres témoins qui partageaient l'appartement-forteresse avec Reles, aurait pu faire tomber celui-ci par la fenêtre. Aucun n'en avait la force physique.

Il suppose alors que les choses auraient pu se passer de la façon suivante : les cinq à six gardes présents se seraient tout bonnement assoupis



*Attorney général en 1937, Thomas Edmund Dewey
mena une lutte incessante et énergique contre
les racketteurs, ce qui lui permit de se faire élire
gouverneur de l'Etat de New York et d'être candidat
pour les Républicains à la présidence des Etats-Unis
en 1944. Keystone*

cette nuit-là. Mais l'un d'eux aurait fait semblant de dormir. Naturellement, il aurait été ensuite impossible de savoir lequel. Et le policier qui n'aurait pas succombé au sommeil aurait fort bien pu aller ouvrir la porte de l'appartement à un étranger.

L'hypothèse du visiteur

« Un tel étranger, écrivent les auteurs de *Société anonyme pour assassinats*, aurait du être un homme qui ait assez d'influence pour réussir à entrer et à ne pas être signalé ensuite. Disons, par exemple, que si l'un des prisonniers s'était éveillé et l'avait soupçonné, il lui aurait fallu assez d'autorité pour fermer la bouche du témoin en le menaçant de le faire mettre en prison, ou de le faire juger pour meurtre, ou de le tuer. Et, en définitive, il aurait fallu qu'il ait assez de crédit pour que Reles acceptât sa présence dans sa chambre. »

A aucun moment, les auteurs n'indiquent quel aurait pu être cet étranger doté d'un si grand pouvoir de persuasion.

Mais un autre passage comporte une très violente critique du district-attorney O'Dwyer. Celui-ci est accusé de ne pas avoir tenu compte des violentes accusations portées par Reles contre Anastasia, ainsi que contre Joe Adonis, accusé par lui d'avoir ordonné un « contrat ». Selon Turkus, O'Dwyer resta singulièrement passif à l'égard d'Anastasia.

Reles avait cité vingt meurtres dans lesquels

Anastasia était impliqué. C'était assez, semble-t-il, pour une inculpation.

« Pourtant, lit-on dans *Société anonyme*, en dix-neuf mois, et bien qu'il ait lui-même déclaré avec allégresse qu'il tenait un cas type et parfait, O'Dwyer ne réussit pas à inculper de meurtre le patron des tueurs. »

Sur le comportement d'O'Dwyer à l'égard d'Anastasia, on dispose d'un rapport du capitaine Bals, celui qui commandait la garde chargée de veiller sur Reles. Il s'y trouve ceci :

« Le 22 mars 1940 on amena Abe Reles dans le bureau du district-attorney du comté de Kings. Il exprima le désir de révéler tout ce qu'il savait des activités de la pègre et des meurtres dont elle était responsable. Reles fit savoir, à ce moment-là, que sept ou huit ans auparavant les gangs avaient décidé d'obéir à une sorte de loi non écrite qui stipulait que les gangsters ne pourraient plus commettre des crimes sans l'autorisation du « patron » qui, à Brooklyn, était Albert Anastasia. Anastasia, qui était seul à détenir le pouvoir d'accorder ou de refuser une telle autorisation, participa à plusieurs reprises à l'élaboration des plans d'exécution et à la nomination des tueurs.

» Reles déclara ensuite que les autres assassinats furent commis par Anastasia en personne, ou sur son ordre, etc.

» A partir de ce moment Turkus, en tant que district-attorney adjoint, remit le 8 avril 1942 à O'Dwyer un mémoire lui recommandant, malgré la disparition de Reles, de poursuivre Anastasia. Et pourtant, vingt-six jours plus tard, la circulaire « On recherche », qui concernait ce chef de bande,

était retirée des dossiers du bureau d'enquête de la police, ainsi que celle de deux autres tueurs.

» Ce qui signifiait simplement qu'on ne recherchait plus ces hommes.

» Il faut rappeler que Reles avait commencé à faire des révélations en mai 1940. Or, de mai 1940 à novembre 1941, date à laquelle le témoin capital passa par la fenêtre, Anastasia ne fut pas inquiété. »

Les «Souvenirs» de Luciano

Turkus et Sid Feder ne formulent pas de conclusion. Mais il est bien évident que, pour eux, la fin de Reles n'est pas accidentelle, et que les formidables mesures de protection prises pour préserver la vie des témoins à l'hôtel de la Demi-Lune comportaient au moins une brèche : le dispositif policier.

Installé pour protéger Reles, ce dispositif ne s'est-il pas, sur un signal, retourné contre lui ? Si les preuves manquent, on peut toutefois se reporter aux Souvenirs de Luciano, le *Testament*. Ils jettent sur cette affaire une lumière singulière.

Luciano était en prison quand Reles, après son arrestation se « mit à table ». Toutes les révélations de Reles sur *Murder Incorporated*, si elles ne le concernaient pas directement, impressionnaient fâcheusement l'opinion et risquaient de retarder sa libération.

Costello vint s'entretenir avec lui de cette affaire en prison.

Luciano était furieux. Contre les imprudences d'Anastasia, contre Lepke, mais aussi contre l'attorney O'Dwyer, à qui, dit-il, « nous avons donné tout un tas de dollars à remplir un pot de chambre. Nom de Dieu, qu'est-ce qu'il donne en échange? »

– Rien, répondit Costello.

– Frank, reprit Luciano, il faut que Reles disparaisse. C'est la seule façon de sauver Benny (Siegel) et Albert (Anastasia). S'il disparaît, tous les O'Dwyer, Turkus et Dewey du monde ne pourront jamais les faire condamner... Il va falloir que tu bouges et que tu aies ce petit salaud.

– Mais, objecta Costello, il est plus protégé que l'or du Fort Knox.

Il ajouta :

– Nous ne pourrons jamais arriver jusqu'à lui. Les flics devront agir pour nous.

– Et alors? interrogea Luciano. Qu'ils le fassent! Bon Dieu, qu'ils fassent quelque chose pour le fric qu'on leur refile.

Il faut se souvenir, nous l'avons dit au tome II, que le capitaine Bals était précisément l'homme à qui un rouquin de la bande de Luciano remettait régulièrement des dollars en petites coupures dans un sac en papier.

«Bals a tout organisé»

Dans le *Testament*, Luciano raconte comment, selon lui, les choses se passèrent.

«...Bals a tout organisé. Nous lui avons remis cinquante billets de mille dollars et nous avons

prévu une certaine somme au cas où les autres seraient poursuivis et condamnés. D'après ce qu'on m'a dit, Bals était lui-même dans la chambre et il a tout dirigé. Reles dormait quand l'un des cagnes l'a assommé d'un coup de matraque. Ils s'y sont tous mis pour le soulever et le balancer par la fenêtre. Il a atterri si loin du mur qu'il n'y serait jamais arrivé tout seul, même en sautant.»

Tel est du moins le récit qui figure dans *Le Testament de Luciano*. Il a le mérite de la cohérence.

Anastasia s'était tiré d'affaire, en dépit d'un dossier singulièrement lourd. Mais Lepke, lui, ne devait pas échapper à la chaise électrique.

Son sort avait basculé, le jour de cette déposition à la barre du témoin Allie. En fait, il avait été auparavant victime de la terrible loi de l'Organisation : il gênait, tout comme Dutch Schultz.

Lepke se cachait avec soin. C'était un homme qui possédait des nerfs d'acier. Il était parfaitement capable, lui, de rester calfeutré dans une pièce, sans en sortir pendant six mois, pourvu qu'il eût à sa disposition des livres et des journaux.

Il vivait au premier étage d'une pauvre maison de New York, dont le rez-de-chaussée était occupé par une Calabraise. A l'amant de cette femme, Anastasia avait procuré, deux ans auparavant, un petit « job ».

Comme il est fort bien expliqué dans *Le Parrain*, ces services peuvent un jour se payer. Le généreux mécène qui vous a « dépanné » vient vous trouver et vous rappelle votre dette. Il est simple

de l'effacer: il suffit de rendre le service qu'on vous demande.

En la circonstance, Anastasia avait seulement demandé au couple des Calabrais de cacher un ami à lui. C'était Lepke.

Il vécut là, sans crainte pendant deux ans. Et puis sa tête fut mise à prix: cinquante mille dollars. Une somme qui excite bien des convoitises. Les amis de la *Cosa nostra* commencèrent à exposer à Lepke, avec une affectueuse insistance, qu'il ferait bien, après tout, de se rendre.

Un traître de toute confiance

Lepke était intelligent. Il savait que l'Organisation, si ses intérêts vitaux étaient en jeu, n'hésiterait pas à larguer un de ses membres. Peut-être même était-il déjà, en secret, condamné à mort.

Il ne croyait guère qu'en deux hommes: Anastasia et Maey Dimples, un vieux fidèle de son équipe.

Or, un matin, Dimples entra dans sa chambre et lui apprit qu'un marché avait été conclu avec le F.B.I. Si Lepke se rendait, il ne serait jugé et condamné que pour trafic de drogue.

Anastasia était opposé à la reddition. Mais Lepke finit par se laisser convaincre par le vieux Dimples, en qui il avait toute confiance.

Le 24 août 1939, près des entrepôts de Manhattan-Est, une voiture s'arrêta. En descendit un petit homme, tout à fait insignifiant, le nez chaussé de lunettes noires. Il monta presque aussitôt dans une autre voiture qui stationnait là.

A l'intérieur de cette seconde voiture se trouvaient Walter Winchell et Edgar Hoover, le puissant chef du F.B.I. Le petit homme était Lepke, qui se rendait.

Dès les premiers mots échangés, il comprit qu'il avait été floué. Le marché, le fameux marché qui devait lui valoir seulement une peine de prison pour trafic de drogue, n'existait pas, n'avait jamais existé que dans les assurances prodiguées par ce traître de Dimples.

Ainsi commença à fonctionner l'engrenage qui devait mener le roi du racket à la mort.

Le 30 novembre 1941, à dix heures du soir, les douze personnes qui constituaient le jury se retirèrent pour délibérer sur le sort de trois hommes : Lepke, Louis Capone (sans liens de parenté avec le célèbre Capone de Chicago), et Mendy, accusés aux termes de débats tumultueux d'avoir assassiné un petit bonhomme sans relief, à la langue trop longue, nommé Rosen, trouvé mort dans une confiserie de Brooklyn.

A deux heures et demi du matin le jury, qui avait siégé depuis le début de septembre, qui avait entendu quarante-deux témoins, qui avait eu en principe à dépouiller quatre mille pages de dépositions, délibérait toujours.

Le juge Taylor s'apprêtait à isoler ces douze hommes pour la nuit entière, quand lui parvint l'information traditionnelle : « Ils sont prêts. »

Une minute plus tard, dans un silence terrible, les douze hommes faisaient leur entrée. La salle d'audience, en dépit de l'heure très tardive, était pleine à craquer.

*Première condamnation d'un chef
à la peine capitale*

Le président du jury, Charles Stevens, se leva :

— Nous déclarons les accusés et chacun d'eux, coupables de meurtre au premier degré, énonça-t-il d'une voix grave.

Lepke était debout. Il ne cilla pas. Simplement, il sortit de sa poche un mouchoir sale, et, doucement, doucement, le passa sur son front où perlaient quelques gouttes de sueur. Il avait compris.

La mort, conformément à la législation américaine, ne fut signifiée aux inculpés que trois jours plus tard. Le verdict fut prononcé par le juge Taylor en ces termes :

— Louis Buchalter, alias Lepke, pour le meurtre de Joe Rosen dont il a été convaincu, est condamné à la peine de mort. Dans dix jours à partir d'aujourd'hui, tenant compte de tout empêchement légal, le shérif du comté de King devra livrer le susdit Louis Buchalter à la prison de Sing-Sing où il sera mis dans une cellule solitaire jusqu'à la semaine commençant le dimanche 4 janvier 1942, et, le jour dit de la semaine, le gardien de la prison de Sing-Sing procédera à l'exécution sur lui, ledit Louis Buchalter, alias Lepke, de la façon et la manière prévues par la loi.

Lepke resta impassible. Ceux qui l'observaient de près, notant la moindre de ses expressions, signalèrent seulement que, à la fin de la lecture effectuée par le juge Taylor, sa main fine qui serrait la barre était devenue toute blanche.

Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, un grand chef de bande était condamné, non

pour fraude fiscale, mais pour meurtre. Et à la peine capitale.

A Lepke, à Capone, et à Mendy, il ne restait plus, pour se sauver, que le maquis juridique, très libéral aux Etats-Unis pour les condamnés à mort.

Le verdict rendu devait d'abord être soumis à une cour d'appel. Au bout de dix mois, celle-ci confirma la condamnation prononcée par la première instance.

Protégé par Roosevelt ?

Cependant surgissait une difficulté juridique. Lepke avait déjà été condamné pour trafic de drogue, par un tribunal fédéral. Pour procéder à son exécution, il fallait que le gouvernement fédéral se dessaisisse de Lepke au profit de l'Etat de New York qui l'avait condamné à mort.

La procédure fut très longue. Dans leur livre, Turkus et Feder assurent « qu'un certain nombre d'observateurs eurent l'impression que des personnalités très haut placées prenaient le plus grand soin à protéger de la chaise électrique qu'il avait si bien méritée ce roi de la pègre aux soixante-dix-huit meurtres ». En fait, au cours de cette interminable procédure, le président Roosevelt fut accusé de protéger Lepke. Et le *New York Times* affirma : « On dit que Lepke est au courant d'un vieil assassinat où sont impliqués des chefs syndicalistes étroitement liés à l'actuelle administration nationale... et que c'est l'une des raisons qui rendent les négociations si longues. »

Ne s'agissait-il pas plutôt, et tout simplement,

du rappel des prises de positions de la Mafia, négociées notamment par Luciano, qui assurèrent le succès de Roosevelt sur son concurrent républicain ?

Compte à rebours devant la chaise électrique

Toute une série de péripéties juridiques intervinrent alors, dont l'exposé détaillé serait fastidieux pour le lecteur français, car elles touchent aux subtilités de la Justice américaine. Elles aboutirent finalement au transfert de Lepke, en janvier 1944, à la prison de Sing-Sing.

Là, Lepke et ses camarades firent de nouvelles tentatives, désespérées, pour être jugés de nouveau. L'exécution n'en fut pas moins fixée au jeudi 2 mars, à onze heures du soir.

Il y eut encore une ultime tentative de l'avocat de Lepke, rejetée par la cour fédérale du district, décision confirmée par la cour d'appel, ce même 2 mars.

Il ne restait que quelques heures avant l'exécution.

Alors commença le compte à rebours, la marche à la mort.

— *Heure H moins 4 heures.* On transféra les condamnés dans la cellule la plus proche de celle où était installée la chaise électrique. Auparavant, ils avaient été rasés, douchés, habillés de chaussettes blanches réglementaires, de pantoufles, et d'un pantalon noir fendu sur le côté, afin de permettre la pose de l'électrode mortelle sur la jambe nue.

Ils étaient isolés dans leurs cellules respectives qu'on appelait «Le Dancing», et ne pouvaient se voir. Mais ils avaient la possibilité de se parler.

On leur demanda aussitôt de choisir leur menu pour ce dernier repas. Lepke commanda un bifteck, des «frites à la française», de la salade et une tarte.

Lepke n'avait pas perdu confiance. «Il peut encore se passer quelque chose», dit-il à ses codétenus.

— *Heure H moins cent minutes.* La femme de Lepke vint lui dire adieu.

Là, effectivement, comme Lepke l'avait prédit, il se produisit quelque chose. Le gouverneur ordonna de retarder l'exécution de quarante-huit heures.

Deux jours plus tard, au début de l'après-midi, la radio rendit publique la décision de la Cour suprême : rejet de l'appel final.

Ce samedi-là, à *Heure H moins cinq minutes*, c'est-à-dire très exactement à vingt-deux heures cinquante-cinq, le gardien annonça pour la dernière fois : «Pas de changement.»

Depuis vingt-sept ans, c'était la première fois qu'une exécution se produirait à Sing-Sing.

Sur l'un des côtés de la chaise électrique, quatre rangées de bancs étaient alignées. Elles accueillait ce soir-là trente-six journalistes et quelques témoins autorisés à assister à l'exécution.

Les journalistes avaient pris des paris : qui serait exécuté le premier ? Leurs regards étaient braqués sur la petite porte qui donnait accès aux prisonniers pour le supplice.

La porte de la mort s'ouvrit

A vingt-trois heures deux minutes, la porte de la mort s'ouvrit. Un grand gaillard, costaud, fit son entrée. C'était le restaurateur Louis Capone. Le directeur de la prison l'avait désigné pour être le premier, parce qu'il avait le cœur faible, et que la Justice ne voulait pas qu'il risquât de mourir dans des circonstances indépendantes de sa volonté.

On l'installa sur la chaise. On le ligota. Il ne prononça pas une parole. Quelques minutes plus tard, il était mort.

Mendy, le second, qui était entré en mâchant du chewing-gum, parla. Assis sur la chaise électrique, il s'adressa au gardien :

— Puis-je dire quelque chose ?

Le gardien acquiesça.

— Tout ce que je veux dire, reprit Mendy, c'est que je suis innocent.

Sa mort n'excéda pas trois minutes.

Alors vint Lepke. Il entra dans la pièce, sous la dure lumière. Il avait toujours eu un regard doux qui étonnait beaucoup les journalistes. Mais, cette nuit-là, toute douceur avait disparu de ses yeux.

Il marcha vers la chaise. Il s'assit. Il regarda en direction des journalistes. Il ne desserra pas les dents.

On serra autour de son corps les huit ceintures du dispositif mortel. On fixa les électrodes sur sa jambe et sur sa tête. Paré ! Le gardien leva la main. Deux mille deux cents volts s'emparèrent du corps de Lepke. Le corps se tordit, parut se hausser, fut précipité contre les courroies. Les

veines des tempes se mirent à saillir. Et le visage fut inondé de sueur.

Le bruit du moteur avait envahi toute la pièce.

Le docteur de la prison s'approcha. Il appliqua son stéthoscope sur la poitrine du supplicié. Après avoir écouté quelques secondes, il se releva pour prononcer la formule traditionnelle :

— Je déclare cet homme mort.

Après la mort de Lepke, diverses rumeurs circulèrent sur les révélations qu'il aurait tenté de faire pour sauver sa vie.

Il est impossible aujourd'hui encore de savoir quelle part de mythe, quelle part de vérité il y a dans ces bruits.

Le seul fait établi est une visite du district-attorney de Manhattan, Hogan, alerté par un gardien de Sing-Sing, William Snyder : Lepke, dit le gardien, voulait parler à l'attorney.

Celui-ci se rendit aussitôt à Sing-Sing et passa une heure et demie dans la cellule de Lepke. On peut en déduire que celui-ci lui fit certaines confidences, vraies ou fausses. Il est certain également que l'attorney s'empressa de transmettre à Dewey le contenu de l'entretien.

Dewey garda le silence

Ce contenu n'a jamais été révélé. Ni Hogan, ni Dewey n'ont parlé. Il faut toutefois se souvenir que l'exécution de Lepke intervint en mars 1944, alors que Dewey était candidat à la présidence des Etats-Unis.

On a tenté de rapprocher ces faits des négocia-

tions menées en 1932, pour de semblables élections présidentielles, entre Luciano, porte-parole de la Mafia, et l'état-major politique de Roosevelt. On se souvient en effet qu'en abandonnant le camp du catholique Al Smith, Luciano et ses amis assurèrent sans doute la victoire électorale des démocrates.

Peut-être s'agissait-il de tout autre chose.

Quelles qu'aient pu être les confidences de Lepke et leur importance, Dewey refusa en tout cas de s'en servir.

CHAPITRE II

RACKET SUR LES SYNDICATS

La carrière de Lepke, et celle d'Anastasia, avaient été caractérisées d'une façon particulière par le racket qu'ils exerçaient dans certains secteurs du monde du travail, tantôt du côté patronal, tantôt du côté syndical.

Le premier régna dans le domaine de l'habillement. Le second, essentiellement, chez les dockers. A travers leurs entreprises, qui reposaient sur l'extorsion et la violence, nous pouvons saisir la connexion entre la Mafia, entendue au sens large de ce terme, et le monde du travail, ce qui est un aspect propre à la vie américaine.

Au début des années Vingt, les syndicats américains étaient loin de posséder la puissance qu'ils ont acquise aujourd'hui. Ils étaient engagés dans une bataille féroce contre des patrons qui n'hési-

taient pas à recourir à des briseurs de grève. Ceux-ci recrutèrent des hommes de main chargés de s'attaquer aux responsables des grèves et de disperser leurs piquets.

*Briseurs de grève et hommes de main
des syndicats*

A la même époque, l'équipe des briseurs de grève agissant dans le secteur de la confection new-yorkaise (qui, à elle seule, représentait quelque 75 pour cent de l'industrie du vêtement), était dirigée par Li'l Augie Organ.

Lepke et Gurrah devinrent ses lieutenants. Au début de leurs opérations on les avait surnommés les «frères gorilles». Le terme convenait bien à Gurrah qui exhibait une carrure puissante et avait tout de la brute. Mais non au petit, frêle, et doux Louis Buchalter, alias Lepke. Il n'en restait pas moins qu'à eux deux ils formèrent vite un tandem redoutable.

Un peu plus tard, des syndicalistes se dirent que, puisque les patrons engageaient ainsi des équipes de «durs» pour les combattre, ils n'avaient qu'à recourir aux mêmes méthodes. Et, sur leurs listes de paye, ils inscrivirent des gangsters payés pour intervenir.

La bande de Li'l Augie Organ ne tarda pas à comprendre qu'elle pouvait tirer le meilleur parti de cette situation, en jouant sur les deux tableaux, c'est-à-dire en soutenant tantôt les patrons, tantôt les syndicats, voire en appuyant simultanément les uns et les autres. Car il arriva à Organ, de

fournir des hommes de main provenant de son équipe aux deux parties engagées dans le même conflit. Que celui-ci se terminât par la victoire des patrons, ou par celle des ouvriers, le gang était sûr de sortir gagnant de cette confrontation.

Violences multiples

L'équipe d'Orgen n'était pas seule à jouer ce jeu. Celle d'un certain Kid Dropper lui faisait concurrence. Cette rivalité prit fin le jour où Lou Cohen, un des hommes de Curly Holtz, syndicaliste associé à Orgen, abattit Dropper. Le meurtre fut accompli avec une audace stupéfiante. Dropper se trouvait en effet dans un taxi en compagnie d'un officier de police, devant le palais de justice de Manhattan, quand Lou Cohen lui fit sauter la cervelle d'un coup de pistolet.

La lutte syndicale fut émaillée par des actes de violences multiples. L'équipe d'Orgen attaquait indifféremment des patrons et des travailleurs. Par exemple un homme des piquets de grève fut abattu sur place. Inversement un ouvrier qui sortait de son domicile pour se rendre à son travail fut pris en filature par une demi-douzaine d'individus et, à un moment propice, roué de coups. Un fabricant de robes fut précipité de sa fenêtre, au dixième étage. On répandait de l'acide sur les marchandises. Ou bien on jetait une ampoule de 60 watts, remplie d'un liquide nauséabond, dans une boutique.

— Va donc livrer une ampoule de 60 watts à un tel, ordonnait Lepke au téléphone.

Grâce à ce langage convenu, aucune preuve ne pouvait être retenue contre lui, même si la conversation était écoutée.

— *Tire-toi, Diamond!*

Dans ce domaine du racket se produisit le même phénomène que nous avons déjà observé par ailleurs: les lieutenants entreprirent de se débarrasser de leur chef. A l'occasion d'un conflit du travail qui intéressait en 1927 le monde de la peinture, Orgen et un nouvel associé, Diamond, se promenaient le 15 octobre dans une rue de Manhattan, quand, descendu d'une voiture que pilotait Lepke, Gurrah fit irruption sur le trottoir, revolver au poing.

— Tire-toi Diamond, cria Gurrah qui ne voulait pas de mal au compagnon d'Orgen.

Diamond s'abrita contre un immeuble, mais comme il avait sorti instinctivement son revolver, il reçut une balle dans le bras. Li'l Augie Orgen fut abattu.

Par la suite, Lepke et Gurrah se présentèrent spontanément à la police qui les recherchaient, en jurant qu'ils n'avaient rien à voir avec ce meurtre. Nombre de personnes en avaient été les témoins. Mais, miracle, elles avaient toutes perdu la mémoire. C'était d'ailleurs le cas de Diamond. Il ne fut pas en mesure de reconnaître Gurrah et Lepke.

Les amis d'Orgen avaient annoncé des représailles. La police se devait donc de protéger les accusés. Ils quittèrent le tribunal, acquittés et

triomphants, entourés d'une meute de policiers et de détectives, mitraillés par les « flashes » des photographes.

Après ce succès, leur prestige dans le monde de l'habillement devint sans égal. Ils éliminèrent les autres bandes. Ils régnèrent en maîtres aussi bien chez les patrons que chez les ouvriers.

*Deux cent cinquante hommes
pour imposer leur loi*

A eux deux, ils disposaient de deux cent cinquante hommes. C'était bien suffisant pour imposer leur loi à l'habillement.

Dans le milieu des années Vingt, le syndicat des travailleurs de l'habillement (*Amalgamated clothing workers*) réunissait les trois quarts des ouvriers confectionneurs de vêtements pour hommes aux Etats-Unis. Il avait pour chef Sydney Hillmann qui joua un rôle important pendant la guerre.

En fait, cette Fédération était une sorte de trust qui rassemblait plusieurs syndicats correspondant à une spécialisation : coupeurs, monteurs, ouvriers pour les pantalons longs et les pantalons courts, pour les boutonsnières, etc. A quoi il fallait encore ajouter le syndicat des camionneurs qui transportaient la marchandise. Au total cinquante mille hommes.

On sait aujourd'hui qu'il est relativement facile à une petite minorité de paralyser toute une industrie.

Le coupeur et le camionneur

Le système avait été employé dès les années Vingt par Lepke. Celui-ci constata que deux catégories d'hommes pouvaient mettre en panne toute l'industrie du vêtement, si elles cessaient de travailler : le coupeur et le camionneur.

Or ces deux corporations groupaient peu de monde. Le syndicat des camionneurs ne comptait que quatre-vingts adhérents. Celui des coupeurs atteignait mille huit cents membres. En déclenchant la grève de mille huit cent quatre-vingts personnes, on pouvait empêcher cinquante mille ouvriers de travailler.

Peut-être Lepke ne fit-il pas cette découverte tout seul. Peut-être fut-il inspiré par Max Rubin, un vieux syndicaliste qui savait beaucoup de choses et qui, au lendemain de la guerre de 1914, s'était rendu en Europe pour remettre aux Bolcheviks des fonds à l'origine mystérieuse. En tout cas, conseillé ou non par lui, Lepke partit à la conquête du syndicat des coupeurs.

Gurrah et lui s'arrangèrent tout d'abord pour éliminer les dirigeants de ce syndicat, Terry Burns et Abe Slabow. Puis ils poussèrent en avant un homme à eux, Philip Orlofsky. Rubin de son côté, agissait sur le syndicat des camionneurs.

C'est à ce moment que débuta, vers 1930-31, une véritable guerre civile de l'habillement qui opposa à *Amalgamated* dirigé par Hillman, le syndicat des coupeurs noyauté par Orlofsky et Lepke.

Le bras droit d'Hillman s'appelait Bruno Belea. Il résolut de mettre sur pied une équipe de « durs »

afin de contrebalancer les deux cent cinquante hommes de Lepke et Orlofsky. Pour cela, il s'adressa à Lucky Luciano.

— Je vous viendrais volontiers en aide, répondit aimablement celui-ci. Mais voyez-vous, Lepke est un ami.

Après le refus de Luciano, la situation ne tarda pas à s'envenimer, car Maranzano, qui était, au début des années Trente, le patron de Luciano, accepta, lui, ce marché. En principe, on devait éviter, de part et d'autre, les affrontements trop durs. Mais les choses ne tardèrent pas à dégénérer. Orlofsky avait fait scission avec son syndicat, et la température monta vite. Au cœur du conflit un homme fut tué. Et Lepke pressa Luciano de se ranger à ses côtés.

Ainsi, il n'est pas impossible que, dans la décision prise par Luciano de liquider son patron Maranzano et dans la purge qui suivit cette mort, le conflit de l'habillement ait joué son rôle.

Prise en main du syndicat de l'habillement

En tout cas, l'élimination d'un vieux *mafioso* comme Maranzano coïncida avec le développement d'une nouvelle source de revenus : le racket organisé dans le monde du travail. Lepke, qui possédait une intelligence subtile, avait compris que la prohibition touchait à sa fin. Il était temps de se recycler.

Après la mort de Maranzano, la situation devint très dangereuse pour Belea (le second de Hillman) qui avait perdu ses protecteurs. Lepke

voulait le liquider purement et simplement. Mais, pour des raisons qui n'ont jamais bien été éclaircies, les choses tournèrent autrement. En fait, peut-être à l'instigation de Luciano, un rapprochement s'effectua entre Belea et Lepke et le perdant fut Orlofsky.

Peu de temps après, en effet, Lepke convoqua Rubin et lui tint ce langage :

— Hillman est un jobard, Orlofsky est un jobard. Nous soutiendrons le jobard qui a le plus de galette.

C'était Hillman. Une réunion à trois se tint dans une chambre d'hôtel entre Rubin, Lepke et Orlofsky. Et celui-ci, stupéfait, apprit qu'il était remercié.

Lepke devint ainsi le véritable patron du syndicat de l'habillement. Pour comprendre l'étendue de son pouvoir, il faut savoir qu'Hillman fut pendant la guerre, codirecteur de l'Office général de production qui animait l'effort de guerre dans tout le pays. Il était en outre un intime de Roosevelt.

Un million de dollars par an de racket

Quelque temps plus tard, Lepke eut l'occasion de montrer sa puissance. C'était au cours de l'été 1932. Un certain nombre de petits tailleurs étaient allés s'établir dans les petites villes de Pennsylvanie et de New Jersey. L'éloignement leur permettait d'échapper ainsi à un contrôle étroit et d'ouvrir un magasin sans être syndiqués. Répit tout provisoire.

Lepke riposta en ordonnant un arrêt de travail. La décision fut communiquée à Hillman qui l'entérina. Si l'arrêt de travail était largement suivi, alors on lancerait la grève. Lepke insista auprès de Rubin pour que l'arrêt fut spécialement observé par les camionneurs.

— Si ceux-ci, dit-il, ne livrent pas la marchandise, les autres ne pourront pas travailler.

Les camionneurs qui voulurent continuer leur travail furent arrêtés et frappés. Des pressions furent exercées également sur les patrons de compagnies importantes. Ceux-ci furent en fin de compte trop heureux de s'en tirer en concédant à Lepke des participations dans leurs entreprises.

Toutes ces actions furent révélées par Max Rubin quand il témoigna contre Lepke au procès de celui-ci. Rubin déclara que des sommes variant entre cinq mille et cinquante mille dollars avaient été extorquées à des fabricants isolés ou à des patrons camionneurs.

On calcula par la suite que les seules compagnies de camionnage avaient versé à Lepke un million de dollars par an pendant dix ans. Certaines compagnies furent même amenées à s'associer afin de constituer une «caisse noire» à l'usage du gang.

Même lorsqu'il fut en fuite, Lepke continua à percevoir de l'argent du syndicat de la confection, et ces versements se prolongèrent pendant sa période de détention.

Dîme sur la miche

Le désir de tout conquérant est d'agrandir et de consolider son empire. Lepke régnait sur l'habillement. Il jeta bientôt un regard de convoitise sur l'industrie de la fourrure en lapin. Celle-ci brassait des centaines de millions de dollars. Elle ne tarda pas à tomber sous sa coupe.

Puis vint le tour des boulangers.

C'était toujours le même principe stratégique : pas de boulangerie possible sans livraison, sans camions qui roulent. Donc il suffit de stopper les camions. Et, dans le cas de l'industrie du pain dans une ville comme New York (environ 7 millions d'habitants, ce qui représente des sommes considérables), le transport concernait à la fois la farine (un milliard de tonnes par an pour New York) et les petits détaillants auxquels le pain devait être ensuite livré.

Là encore, Lepke lança une offensive «tous azimuts» en direction des patrons de la boulangerie, petits ou gros, et en direction des ouvriers.

Il en retira des sommes considérables. Max Rubin, son envoyé, extorqua ainsi quinze mille dollars à la compagnie de boulangerie Gottfrier, une des plus importantes de la ville, sous menace de grèves et de sabotage.

Sans le savoir, les New-Yorkais, chaque fois qu'ils consommaient une miche de pain, payaient une taxe à Lepke, caïd secret de la boulangerie.

Après la boulangerie, le cinéma. Une fois de plus, Lepke agit en s'efforçant d'abord de contrôler un maillon essentiel d'une chaîne. En la

circonstance ce fut la section 306 du syndicat des opérateurs de cinéma. Ce syndicat contrôlait tous les postes d'opérateurs de la ville. Il avait imposé que chaque salle de projection fasse appel à deux opérateurs.

Lepke lança un syndicat concurrent. Il s'ensuivit une âpre bataille, au cours de laquelle le syndicat 306 perdit beaucoup d'argent. Il ne semble pas cependant que, dans ce domaine, le roi du racket soit parvenu entièrement à ses fins.

Mais, dans bien d'autres secteurs, il faisait sentir son emprise. Ainsi, il rackettait les travailleurs du cuir, les chapeliers, les fabricants de sacs à main, les fabricants de chaussures. Il prélevait sa dîme sur les cabarets; il succéda un moment à Dutch Schultz dans le racket des restaurants et participait avec Luciano à celui de l'industrie du nettoyage et de la teinture.

La réputation la plus sinistre

Si Lepke dominait la confection, le roi du front de mer à New York était sans conteste Anastasia. Il cumulait cette activité avec celle de chef des tueurs de *Murder Incorporated*.

Originaire de Calabre, Albert Anastasia appartenait à une famille qui comptait huit garçons. Ils avaient cette particularité d'être tous entrés aux Etats-Unis par des voies illégales, ayant trouvé plus commode de sauter du bateau, et de gagner à la nage un point isolé de la côte.

Quatre d'entre eux, y compris Albert, travaillèrent sur le front de mer.

Des chefs de la *Cosa nostra*, Albert Anastasia était sans doute celui qui avait acquis la réputation la plus sinistre. On ne lui attribuait pas moins d'une trentaine de meurtres, qu'il les ait ordonnés ou qu'il y ait participé.

Le premier de ces meurtres fut sans doute celui d'un docker, nommé Joe Turino, et l'affaire remonte à 1920. Pour ce crime, Anastasia et un de ses amis, Jimmy Florino, furent inculpés et condamnés à la peine capitale. Albert, pour sa part, vécut dix-huit mois dans la cellule des condamnés à mort. Mais le verdict fut cassé, les deux hommes furent jugés de nouveau et obtinrent un acquittement. Entre-temps, les quatre témoins à charge qui les avaient fait condamner avaient été assassinés...

Quatre mois plus tard, Anastasia était de nouveau inculpé d'homicide. Libéré. Un an plus tard, nouvelle accusation pour blessure mortelle provoquée avec une arme à feu. Libéré. 1928 : l'arme du crime est cette fois un poignçon. Libéré. En 1932, Anastasia est impliqué, en même temps que quinze autres personnes, dans l'assassinat d'un gangster de Pittsburgh, John Bazzano, poignardé, étranglé, découpé en morceaux enveloppés ensuite dans un sac de blanchisseur. Libéré.

Le roi du front de mer

L'empire d'Albert Anastasia, épaulé par ses frères, s'étendait sur un front de mer qui mesurait neuf kilomètres de long, et dont la profondeur variait entre deux et cinq pâtés de maisons. A

l'intérieur de ce périmètre, quiconque habitait ou travaillait devait payer tribut. C'était vrai pour les dockers, pour les petits commerçants, pour les tenanciers de débits de boisson, comme pour les armateurs. C'était vrai pour toutes les activités, pour les feuilles de paye des travailleurs, pour le pain, pour la viande, pour l'usure, pour la protection.

Nul n'échappait à ces prélèvements.

La puissance d'Anastasia fut révélée par Reles. Et la commission d'enquête commença à effectuer des perquisitions au sein de l'*Association des dockers*. Mais la plupart du temps, les livres de comptabilité avaient été brûlés. Sur d'autres on releva de nombreuses falsifications. Il apparut que les élections de l'*Association des dockers* avaient été truquées. La commission d'enquête estima que chaque travailleur versait à Anastasia et à sa bande au moins dix dollars par semaine. En outre, les dockers se voyaient contraints de s'adresser à des fournisseurs désignés. Ainsi ils devaient, une fois par mois, aller chez tel coiffeur, ou bien acheter des provisions chez des commerçants choisis à l'avance.

L'*Association* comprenait sept sections, dont deux avaient à leur tête des gangsters notoires, Tony Romeu et Jack Parisi. A la fin de chaque mois, chaque section versait son tribut à Anastasia.

Parisi participa en 1939 à l'assassinat d'un vieux leader syndical, Morris Diamond. Celui-ci s'opposait fermement au racket. La bande décida de le supprimer. L'attentat fut minutieusement organisé. Le récit de cette opération permet de com-

prendre pourquoi tant de crimes restèrent impunis.

Diamond était le délégué de la section 138 du syndicat des transporteurs. Il était allé trouver Dewey pour lui dévoiler comment la bande d'Anastasia extorquait les travailleurs du front de mer. Par une « fuite », Anastasia ne tarda pas à l'apprendre. Il fallait liquider ce Diamond.

Anastasia convoqua chez lui Mendy, Allie, et Parisi. Les deux premiers étaient chargés de trouver un homme ayant bien connu Diamond, de façon à pouvoir le désigner à Parisi.

Organisation du guet-apens

Allie trouva cet homme, un ancien syndicaliste qui leur donna rendez-vous à Manhattan, en face du bâtiment de la 42^e rue où Diamond possédait un bureau. Ils restèrent là à attendre un moment. Soudain l'ancien syndicaliste fit un geste.

— Le voici. Il sort de l'immeuble.

Désormais Parisi, qui eut tout loisir d'observer Diamond, pourrait reconnaître sa victime n'importe où.

A Parisi fut adjoint un coéquipier Julio Catalano qui devait faire office de chauffeur. En compagnie d'Anastasia, les deux hommes se rendirent sur le lieu où devait se dérouler le meurtre, c'est-à-dire à l'angle de la 60^e rue et de la 8^e avenue.

Diamond habitait à proximité. Tous les matins il passait par là pour gagner la station de métro voisine.

Il fut décidé que Parisi se posterait à ce croi-

sement, mais au coin opposé à celui qu'emprunterait Diamond dans son trajet, de façon à ne pas être reconnu. L'endroit choisi par le guet était en effet une station d'autobus : on pouvait rester là, assez longtemps, sans attirer l'attention. Quand Diamond apparaîtrait, Parisi n'aurait qu'à traverser la rue pour rejoindre sa victime sur l'autre trottoir. Personne, auparavant, ne l'aurait remarqué.

Deux répétitions furent faites avant le jour J. Rendez-vous fut pris à 5 heures 30.

Ce matin-là, cependant, l'opération fut manquée par la faute de Catalano, ancien chauffeur de taxi. Il avait mis son réveil à 4 heures 30 mais, quand la sonnerie retentit, il étendit machinalement la main pour appuyer sur le bouton, replongea aussitôt dans le sommeil, et se réveilla trop tard pour être à l'heure au rendez-vous.

Il eut droit à quelques compliments.

Le journal cachait le revolver

Le lendemain il était à l'heure, au point qui lui avait été fixé, à un demi-pâté de maison du croisement. Il aperçut Anastasia un peu plus loin, au volant de sa voiture, et Parisi, vêtu d'un pantalon noir, d'un chandail gris et coiffé d'un chapeau mou, debout devant la station d'autobus. Habillé ainsi, il avait tout l'air d'un travailleur et il paraissait très absorbé par la lecture de son journal.

Pendant quelques minutes, les choses demeurèrent ainsi. Puis Catalano vit Parisi plier son

journal, et s'engager sur la chaussée. Sur le trottoir d'en face, un homme déjà assez âgé s'avancait. Il n'y avait personne d'autre à proximité. Parisi arriva sur l'homme et, de la main qui tenait le journal, jaillit à bout portant un coup de feu, suivi de plusieurs autres détonations (le journal cachait le revolver).

A l'instant même où Parisi avait quitté la station d'autobus, Catalano avait mis la voiture doucement en marche. Tout avait été bien calculé. La voiture, roulant presque au pas, arriva à quelques mètres du tueur, juste comme celui-ci vidait son chargeur, et il n'eut que quelques pas à faire pour sauter dedans.

Personne n'avait rien vu. Sauf le fils d'un commerçant du coin, qui ouvrait le magasin de son père. Il entendit les coups de feu, se précipita dans la rue, et eut juste le temps de distinguer la silhouette d'un homme qui s'engouffrait dans une voiture.

Le numéro du revolver avait été gratté. Précaution supplémentaire: il fut déposé dans un tas de sable repéré, sur l'itinéraire de fuite de Catalano. Ainsi, il ne serait découvert que plusieurs jours plus tard, selon toute vraisemblance; ou même, on ne mettrait jamais la main dessus, si le sable servait à faire du ciment ou du béton.

Sur les quais

Un autre crime célèbre, car il donna plus tard matière à un film d'Elia Kazan, *Sur les Quais*, fut commis au cours de cet été 1939. La victime

s'appelait Peter Panto. Il était âgé de vingt-huit ans, et il menait chez les dockers une lutte acharnée contre la bande d'Anastasia.

Le 8 juillet Panto convoqua une réunion de la section 929 de l'*Association internationale des dockers*.

— Les élections approchent, dit-il. Il dépend de vous qu'elles soient honnêtes, que les votes ne soient pas truqués, que les délégués que vous aurez choisis soient élus. Mais, pour cela, il faut se battre.

Panto était un orateur très éloquent. Il fut acclamé par les douze cents hommes présents. Ce succès le condamna à mort.

Quelques jours plus tard, le 14 juillet, il se trouvait en compagnie de sa fiancée, Alice, qu'il devait épouser en octobre. Il la quitta vers vingt-deux heures après lui avoir annoncé qu'il avait rendez-vous avec deux hommes.

— Je n'en ai pas pour longtemps, dit-il. Je serai de retour dans une heure.

Une heure plus tard, il n'était pas là. La nuit s'écoula sans qu'il parût. La police fut alertée. Panto demeura introuvable.

L'enquête piétina jusqu'au moment où Reles «se mit à table».

— Panto avait rendez-vous avec deux gars cette nuit-là, révéla Reles, deux frères qui avaient reçu, l'un quatre-vingt-dix dollars, l'autre quatre-vingt-cinq pour leur travail. J'ignore leurs noms. Ils l'ont emmené voir quelqu'un.

Reles connaissait toutefois le nom du «quelqu'un». Il s'appelait Mendy. C'était un des tueurs de Lepke et d'Anastasia. Il offrit à Panto une

grosse somme d'argent s'il acceptait de cesser sa campagne. Panto refusa.

Mendy n'était pas seul dans la voiture. Panto eut beau lutter avec l'énergie du désespoir, il ne pouvait s'en sortir. Mendy était un colosse qui pesait cent kilos. Il étrangla de ses mains puissantes le malheureux Panto, non sans être cruellement mordu par lui, à l'un de ses doigts.

Le corps fut transporté dans le New Jersey. Après les révélations de Reles, des fouilles y furent entreprises. Dans une masse de terre, d'argile, de rocher et de chaux vive, les rayons X firent apparaître les restes d'un corps et une partie d'un autre. On pense que la première dépouille était celle de Panto.

La loi de la corroboration

Dans le système judiciaire américain figure une loi, dite loi de la corroboration. Elle signifie que pour être convaincu de crime quelqu'un doit être accusé non seulement par ses complices (s'il en a eu), mais par un témoin qui n'ait pas été directement impliqué dans le crime.

Cette condition est assurément très difficile à remplir et elle permet souvent aux coupables de s'en tirer à bon compte. Toutefois, dans le cas de l'assassinat de Diamond, le témoin qui permettait de corroborer les déclarations d'autres personnes engagées dans l'affaire existait: il s'appelait Reles.

Reles était en effet survenu un jour chez Anastasia, et, par hasard, il avait entendu celui-ci

discuter avec Mendy de l'exécution de Diamond. Anastasia avait dit : « Dès que tu m'auras procuré son adresse, nous nous occuperons de lui. »

Mais, en dix-neuf mois, depuis le moment où l'ancien gangster ouvrit la bouche, Anastasia, le roi des docks, ne fut jamais inculpé.

Et, au bout de dix-neuf mois, Reles passa par la fenêtre.

1975: le mystère de la disparition de Jimmy Hoffa

De tous les dirigeants syndicalistes qui furent, à un titre ou un autre, en relations avec la Mafia, le plus célèbre fut certainement Jimmy Hoffa, dont la récente disparition reste un mystère, à l'heure où nous écrivons.

Le 30 juillet 1975 Jimmy Hoffa quittait son domicile, à Square Lake, près de Detroit, au volant de sa voiture, une Pontiac à deux portes, pour se rendre à un déjeuner. A son épouse il annonçait :

— Je serai de retour vers 16 heures.

Les heures, la journée passèrent, Jimmy Hoffa ne reparut point. On retrouva sa voiture rangée dans le parking attenant au restaurant où il devait déjeuner. A son bord nulle trace de lutte. Au restaurant personne n'avait vu Jimmy.

On n'eut plus jamais de ses nouvelles.

Jimmy Hoffa avait été le patron du syndicat ouvrier des transporteurs, la plus importante organisation professionnelle des Etats-Unis, puisqu'elle rassemble aujourd'hui 2 200 000 adhérents. Ce syndicat ne groupe pas seulement les camionneurs, mais des employés de magasins à

succursales, de compagnies aériennes, de raffineries et même des ouvriers agricoles. Il est entièrement indépendant de la puissante A.F.L.-C.I.O.

Jimmy Hoffa était devenu, à force de volonté, et sans trop regarder aux moyens, le maître de cet empire, qui est une remarquable puissance financière, car ses adhérents paient des cotisations élevées. L'ascension de ce petit bonhomme (1 mètre 64) râblé, aux durs biceps d'haltérophile, le visage carré, les yeux couleur ardoise sous des cheveux sombres, est une histoire typiquement américaine, celle d'un *self made man*.

Rude école

A l'origine, Hoffa connut l'enfance misérable de nombreux *mafiosi*. Le père du petit Jimmy, mineur, est mort prématurément. Sa mère, Irlandaise, travaille comme manœuvre dans une usine automobile, à Detroit.

A dix ans le petit Jimmy est déjà au travail. Dix ans plus tard, ce genre de garçon qui a roulé sa bosse un peu partout, en sait beaucoup plus sur la vie — sur la dureté de la vie — que les brillants universitaires sortis de couveuse. La philosophie de Jimmy est simple : la société est une jungle ; on s'impose par la violence ; on écrase, ou on est écrasé.

« Tout jeune, raconte-t-il, j'ai compris que si l'on volait un pain à un boulanger, on en avait pour deux ans de prison. Mais que si l'on volait 30 millions de dollars au gouvernement, on avait la paix. »

A cette époque — les années Trente, les années de la grande dépression américaine — les ennemis de Jimmy Hoffa sont les patrons. Pour briser les grèves, les patrons embauchent des hommes de main, souvent liés à la Mafia qui, nous l'avons vu, sert aussi les grévistes. A 17 ans, en 1930, le jeune Jimmy suscite sa première grève. Il est manutentionnaire. Trois ans plus tard, il organise un syndicat avec 300 camarades. Et il adhère au syndicat des camionneurs.

C'est déjà une organisation imposante par le nombre, puisqu'elle rassemble 1 300 000 personnes, mais affaiblie par les divisions internes. Ces divisions entraînent souvent des actes de violence. Il n'est pas rare, d'autre part, que les compagnies de transporteurs entrent en conflit. Il résulte de tout cela, sur les routes, de violentes bagarres entre camionneurs rivaux.

Le meilleur défenseur des camionneurs

Dans ce milieu brutal, Jimmy-le-dur évolue comme un poisson dans l'eau. Recourant tantôt à la violence, tantôt à la corruption, obtenant l'appui de la Mafia, Jimmy Hoffa s'impose. Il noyaute le syndicat des camionneurs dont il devient après la guerre le numéro 2. En 1957, il triomphe. Il est élu président.

La même année l'A.F.L.-C.I.O. exclut de ses rangs ce syndicat qu'elle juge décidément trop compromis avec la Mafia.

Jimmy appartient-il réellement à la *Mafia*? Ce n'est pas certain. Il est sûr, en revanche, qu'il

n'hésite pas à avoir recours à ses bons offices, ou qu'il utilise ses méthodes. S'il est menacé par des concurrents à l'intérieur de «son» syndicat, il emploie contre eux la dynamite. Si des patrons refusent les contrats qu'il leur propose, eh bien ! ce n'est certainement pas un hasard si leurs camions sont sabotés, ou si leurs entrepôts brûlent. Mais allez donc le prouver !

Les membres du syndicat ne s'en plaignent nullement. Ils constatent que Jimmy travaille dur, quatorze ou quinze heures par jour, qu'il mène une vie familiale exemplaire, qu'il s'entoure de conseillers juridiques particulièrement retors, capables de tirer le maximum d'un contrat. Voilà ce qui les intéresse : avec Hoffa, ils ont le meilleur défenseur, celui qui contraint les patrons à «cracher» au maximum. Celui qui pousse la minutie jusqu'à faire stipuler l'épaisseur des matelas pour le repos des conducteurs dans les gares routières.

Hoffa, c'est l'homme qui fait capituler la puissante compagnie McLean, un transporteur de Caroline du Nord.

McLean refuse d'accepter ses conditions. À partir de ce moment, ses camions ne trouvent plus aucune place dans aucune gare routière de la côte Est des États-Unis. Il cède.

Fauteuil spécial

Au milieu des années Cinquante, la puissance de ce petit homme est considérable. Dans les conseils professionnels, il siège sur un fauteuil

spécial surélevé de 50 centimètres, de façon à se trouver à la hauteur de ses partenaires. Il se vante d'être le personnage le plus puissant après le président des Etats-Unis. Naturellement, le propos relève de la forfanterie. Mais si l'on songe que l'essentiel du trafic intérieur s'effectue aux U.S.A. par camions, il est vrai qu'Hoffa est en mesure de paralyser le ravitaillement du pays.

La puissance de Jimmy Hoffa est également financière. Le syndicat des camionneurs, élargi en syndicat des transporteurs, possède une caisse de retraites dont les fonds s'élevaient au début de 1960 à 850 millions de dollars. Il fallait y ajouter un fonds de roulement de 23 millions et 64 millions de dollars de réserve.

Une partie de cette fortune fabuleuse, Hoffa l'investit dans des hôtels, des centres commerciaux, dans la spéculation immobilière, dans des prêts douteux, mais qui rapportent de gros intérêts. Cette pratique, qui scandaliserait sans doute les syndicalistes français, est chose assez courante aux Etats-Unis: les syndicats, grâce à leurs cotisations élevées, y investissent des sommes importantes dans des opérations capitalistes.

Et là, une fois de plus, on découvre les connexions entre Hoffa et la *Cosa nostra*. Le syndicat des transporteurs place en effet des capitaux dans les tripots de Las Vegas et dans les écuries de courses contrôlés par certains *mafiosi*. On découvrira aussi que ce renard de Jimmy et cinq de ses amis ont transféré de la caisse syndicale à leur compte personnel la coquette somme d'un million de dollars.

Comme beaucoup de *mafiosi*, comme Capone lui-même, Hoffa n'en reste pas moins invulnérable. Jusqu'au jour où se dressa contre lui, un jeune ministre de la Justice, Robert Kennedy.

A partir de 1954, le frère du futur président des Etats-Unis, assassiné à Dallas, avait appartenu à une Commission d'enquête sur le crime dans les syndicats. La lutte entre Hoffa et lui commençait.

C'était un conflit significatif, un conflit de classes, mais inversé par rapport aux stéréotypes marxistes à l'européenne. Jeune, beau garçon, brillant, les dents longues, Robert Kennedy avait eu, comme ses frères, l'éducation d'un jeune bourgeois très privilégié. Un bourgeois qui avait oublié que la richissime famille Kennedy avait jadis été accusée de compromission avec les bootleggers. C'était lui le défenseur de la pureté du syndicalisme.

En face du grand bourgeois se dressait ce bouledogue de Jimmy Hoffa, chef syndicaliste qui avait conservé toute la rugosité des manières prolétariennes. C'était lui l'opresseur du peuple.

«Sénateur, je fais trente tractions...»

La première fois où Hoffa rencontra Robert Kennedy, il lui lança d'un air arrogant :

– Sénateur, je fais trente tractions sur les bras sans m'arrêter. Et vous ?

– Cinquante, répondit froidement Bob Kennedy, qui, probablement, se vantait.

Entre 1933 et 1947, Hoffa avait été arrêté seize

fois et inculpé trois fois pour fraude fiscale. Il avait toujours réussi à se tirer d'affaire. Sa chance tourna avec Robert Kennedy. Celui-ci s'acharna à le coincer.

Quand le président John Kennedy fut assassiné à Dallas (il faut à ce propos signaler que Jack Ruby, le tenancier qui abattit Oswald, l'assassin du président, avait appartenu au syndicat des transporteurs, mais sans qu'aucun lien ait pu être établi entre le meurtre et cette organisation), Hoffa exulta :

— A présent... dit-il, Bobby est redevenu un petit avocat comme les autres.

C'était une lourde erreur d'appréciation. Jimmy Hoffa était alors en procès à Chattanooga (Tennessee). Il fut convaincu d'avoir tenté de soudoyer certains membres du jury. Il fut condamné, mais fit appel et resta en liberté.

Puis, Kennedy détecta le témoin-surprise qui allait porter le coup de grâce au tout-puissant patron des *teamsters* (camionneurs).

Un témoignage décisif

Le témoin était le dirigeant d'un de ses syndicats, celui de Bâton-Rouge (Louisiane), un certain Edward Partin, taillé comme un boxeur poids lourds. L'homme avait un passé louche, avait été compromis dans des histoires de racket, et même dans un kidnapping.

Il surgit un jour à l'audience, sous les yeux ébahis de Hoffa et raconta l'histoire suivante :

— Un jour Jimmy, que je connaissais bien, me

fit venir dans son bureau et, quand nous avons été seuls, il me dit :

– On doit faire quelque chose avec ce fils de p... de Bobby. Au volant de sa décapotable, le soir, il est une cible facile. On pourrait aussi le tuer en faisant sauter sa maison. Est-ce que tu ne pourrais pas me procurer une bombe au plastic?

Devant la Cour, Partin assura qu'il avait été horrifié par cette proposition. Il avait fait observer, déclara-t-il, que le sénateur avait plusieurs enfants.

– Et alors, répliqua durement Hoffa, ce sont les siens, non?

Partin refusa de marcher, mais garda cette histoire pour lui. Jusqu'au jour où arrêté pour son affaire de kidnapping, il rapporta cette conversation à l'inspecteur qui l'interrogeait, puis au F.B.I. Son témoignage fut enregistré au détecteur de mensonges qui ne décela aucun trouble.

Tandis que Partin déposait à la barre des témoins, Hoffa le dévisageait de son regard froid, et faisait claquer l'ongle de son pouce sur ses dents, ce qui, selon Partin, était un signe *mafioso* signifiant: «J'aurai ta peau.»

Ce témoignage pesa lourd dans le destin d'Hoffa. Il finit par être condamné à 8 ans de prison. Au début de mars 1967, il troquait son élégant complet marron contre le bleu de chauffe des détenus.

«Je reviendrai dans cinq ans»

A cette époque, son syndicat comptait près de 2 millions d'adhérents qui accueillirent sa condamnation avec fureur. Les camionneurs de Detroit déclenchèrent une grève de vingt-quatre heures. Et la demeure de Robert Kennedy — qui devait être, comme son frère, abattu — fut placée sous une surveillance renforcée.

— Je reviendrai dans cinq ans, cria Jimmy avant que les portes du pénitencier de Lewisburg se referment sur lui.

— J'ai été victime d'une vendetta, proclama-t-il encore.

Il est certain que Bob Kennedy employa tous les moyens pour venir à bout du numéro 1 des *teamsters*. Le témoignage de Partin est lui-même sujet à caution, en dépit du détecteur de mensonges. Pourquoi un homme comme Hoffa, qui était accusé d'utiliser souvent la dynamite pour venir à bout de ses adversaires, aurait-il été soudain tributaire d'un de ses hommes de main pour se procurer du plastic, dans un pays où l'on peut aisément acquérir toutes sortes d'armes?

Hoffa, en tout cas, ne se trompait guère sur la date de sa sortie.

En 1971, Nixon le gracia.

En moins de cinq ans, beaucoup de choses avaient changé. Le pouvoir des Kennedy n'était plus qu'un souvenir, et les républicains occupaient la Maison Blanche, ce qui était sans doute un facteur favorable pour Hoffa, victime des démocrates. Mais à la présidence du syndicat lui avait succédé un de ses adjoints, Fitzsimmons. Et,

pour obtenir sa libération, Jimmy-le-dur avait dû promettre de renoncer à tout rôle actif à l'intérieur du syndicat jusqu'en 1980.

Cette promesse, il s'empessa de la renier. Il proclama qu'elle lui avait été extorquée, sans que Nixon en sût rien. Et il annonça clairement son intention de reprendre la tête de son organisation qui avait appelé à voter pour Nixon.

Il arrive que des hommes mis provisoirement en place pour assurer un intérim prennent goût au pouvoir. Peut-être Fitzsimmons et ses amis voyaient-ils d'un mauvais œil les exigences de l'ancien leader.

— Ce type (Fitzsimmons) a oublié que je l'ai fait et qu'il me doit tout. Dire qu'il a conspiré avec moi contre le gouvernement !

Voilà ce que grommela Jimmy, un jour de colère. Quelque temps plus tard, un attentat manqua de peu Richard Fitzsimmons, fils du nouveau président, et dirigeant lui-même de la section des camionneurs de Detroit.

Questions et versions

C'est un mois plus tard que Jimmy Hoffa dit au revoir à sa femme et partit au volant de sa Pontiac vers le restaurant où il avait rendez-vous, dit-on, avec Anthony Giaccone, chef de la Mafia de Detroit.

Celui-ci a toujours nié qu'il eût pris ce rendez-vous.

Depuis cette date, on l'a dit, Jimmy Hoffa s'est volatilisé. Un mois plus tôt, un *mafioso* qu'il

connaissait bien, Sam Giancana, successeur d'Al Capone à Chicago, était retrouvé assassiné dans la cave de sa villa. Y a-t-il un lien entre cette exécution et la disparition de Jimmy? Celle-ci est-elle le fait du clan Fitzsimmons désireux d'éliminer un rival redoutable demeuré très populaire auprès des camionneurs?

D'autres versions ont circulé. On a prétendu que, avant de disparaître, Hoffa aurait retiré une forte somme de son compte en banque. Ainsi laissait-on entendre qu'il avait pris la fuite, ce qui ne convient guère à son tempérament de bagarreur.

Selon une autre hypothèse, répandue par des milieux proches du F.B.I., Hoffa aurait été exécuté, parce qu'il aurait secrètement averti la Justice des procédés frauduleux employés par Fitzsimmons. S'étant « mis à table » pour se débarrasser d'un rival, il aurait payé cette violation de l'*omertà*. Tony Provenzano, ancien homme de main de Hoffa, rallié à ses successeurs, aurait notamment menacé l'ancien président des *teamsters* de lui faire la peau.

Une bien curieuse histoire

Enfin il faut signaler un curieux épisode dans la vie de Jimmy Hoffa. Quelque temps après sa libération, la presse annonça que l'ancien président des *teamsters* devait se rendre à Hanoï, afin d'y négocier discrètement la remise en liberté des prisonniers américains. L'affaire fit scandale et occupa le manchettes des journaux. La Maison

Blanche s'empressa de démentir, assurant que ce projet de voyage était de la seule initiative du syndicaliste récemment libéré.

Rien ne prouve que cette bien curieuse histoire ait un lien avec la disparition d'Hoffa. Mais on voit que celui-ci exerçait des activités dans des domaines très divers, et qu'il détenait à coup sûr plus d'un secret.

Peut-être était-ce là une raison suffisante pour qu'on le fît disparaître?

— Il semble de plus en plus probable que mon père a été assassiné et qu'on ne retrouvera jamais son corps, a déclaré en septembre 1975 le fils de Jimmy Hoffa.

Il ajouta :

— Quant à l'assassin, on ne connaîtra sans doute jamais son nom.

Hypothèse vraisemblable.

Le corps du Napoléon des camionneurs, qui avait cru pouvoir réussir son retour de l'île d'Elbe, repose aujourd'hui sans doute dans des eaux profondes, coulé dans un bloc de béton. Ou bien il a été mis en terre, scellé dans les fondations d'un immeuble. Selon les rites préférés des funérailles mafiosques d'aujourd'hui.

CHAPITRE III

DES MILLIARDS DE DOLLARS

Si le racket est une des principales sources de revenus de la Mafia américaine, elle est loin d'être la seule. Lorsqu'on passe en revue les activités de la *Cosa nostra*, on s'aperçoit que celle-ci possède des ramifications partout.

Courses de chevaux truquées

Dans le milieu des courses de chevaux, par exemple; on l'a relevé en passant. Beaucoup de ces courses sont truquées. Selon Vincente Teresa, le gangster le plus important qui ait consenti des aveux après Reles et Valachi, presque toutes les courses de la Nouvelle-Angleterre étaient faussées au départ.

Un des moyens les plus souvent utilisés pour truquer la course était l'usage des stimulants, injectés dans le cou du cheval à l'aide d'une seringue. Ce qui supposait la complicité du jockey ou de l'entraîneur.

Certes, il existait un moyen de contrôle: le prélèvement effectué sur l'urine du cheval qui permettait de savoir si celui-ci avait été drogué. Mais la Mafia avait prévu la parade: l'urine du cheval drogué était tout simplement remplacée par de l'urine propre. Tout est possible quand on possède des complicités multiples.

Un autre système consistait à acheter les jockeys des chevaux autres que celui dont la victoire était programmée par la Mafia. Ces jockeys se bornaient alors à retenir leurs chevaux en pleine course afin de les empêcher de gagner.

Encore fallait-il que les gens acceptassent de se laisser corrompre. Teresa assure qu'on y parvenait assez aisément. Jockeys, entraîneurs, lads, vivent dans un milieu où le jeu, sous toutes ses formes, est roi. La plupart de ces hommes jouaient passionnément aux dés ou aux cartes. Il suffisait alors aux gens de la Mafia, qui disposaient de fonds importants et au besoin truquaient des parties, d'amener leurs partenaires à contracter des dettes importantes. Si les perdants ne pouvaient faire face rapidement à leurs obligations, ils se trouvaient placés devant le marché suivant: ou bien ils acceptaient de faire le travail de la Mafia, et leurs dettes se trouvaient annulées, en même temps qu'ils percevaient un agréable bakchich. Ou bien, des inconnus leur casseraient, un jour prochain, une ou deux côtes.

En général, les intéressés choisissaient la première solution. A partir de ce moment, ils étaient dans les mains de la Mafia.

L'opération était surtout intéressante quand le cheval programmé n'était pas favori. Elle permettait à ceux qui étaient au courant d'engager des paris importants sans modifier la cote. Et, bien sûr, seuls les bookmakers qui travaillaient avec la Mafia étaient avertis.

Les « mafiosi » souvent refaits

Le résultat n'était cependant pas garanti, toute course comportant une part d'imprévu. Teresa dans ses mémoires cite plusieurs exemples de cet imprévu.

On utilisait aussi le procédé inverse: au lieu d'administrer un *doping* au cheval qu'on souhaitait voir gagner, on faisait absorber des soporifiques à ceux qu'on désirait voir perdre. Evidemment, il était assez difficile d'utiliser ce moyen pour tous, si de nombreux pur-sang se trouvaient engagés dans une course. On se limitait donc à quatre ou cinq partants (les meilleurs), ce qui supposait, là encore, pas mal de complicités.

Teresa raconte ainsi une course où le recours à ces fraudes lui a permis de gagner vingt-trois mille dollars, tandis que ses deux compères ramassaient respectivement quarante mille et cent mille dollars.

Qui saurait donc mieux que les *mafiosi* que les courses peuvent être truquées? Et pourtant beaucoup d'entre eux sont des joueurs enragés.

La passion du jeu les aveugle. Teresa et Valachi racontent comment ils ont misé avec passion sur tel ou tel cheval et comment, en fin de compte, ils ont été très souvent floués. Les chefs de la Mafia font de même et, souvent, en dépit de toutes leurs combines, ils sont « refaits » comme le premier jobard venu.

Loterie aux «Nombres»

Mais l'exploitation du jeu offre d'autres ressources que les hippodromes. Le jeu, généralement illégal aux Etats-Unis, est même le terrain de chasse rêvé pour la Mafia et pour les autres gangsters.

Un jeu très populaire auprès des Italiens est celui des *Nombres*. Il consiste à choisir un chiffre situé entre 0 et 999, et qui correspond à un thème convenu. Par exemple, il s'agit de deviner les trois premiers ou les trois derniers chiffres de la somme des paris engagés pour telle ou telle course.

On a une chance sur mille de gagner. Si c'est le cas, on touche six cents fois sa mise. Mais les *mafiosi* qui contrôlent ce jeu gagnent beaucoup plus souvent.

Le chiffre d'affaires quotidien des *Nombres* dans la seule ville de New York était estimé à deux millions ou deux millions cinq cent mille dollars. Car, dans la même ville, le nombre des bureaux clandestins de la loterie aux *Nombres*, répartis en général dans les quartiers pauvres, dépassait le millier.

Une organisation clandestine

Cette loterie clandestine réclame une organisation assez complexe. A la base, on trouve le receveur. Il recueille les paris des gens qu'il connaît dans son quartier. Cet argent est placé dans des enveloppes fermées et marquées à l'aide d'un code. Les enveloppes sont déposées dans ce que les services secrets appellent une boîte aux lettres morte, c'est-à-dire qu'elle est disposée à un endroit convenu, par exemple, derrière les radiateurs des couloirs, ou au-dessus de la chasse d'eau dans les toilettes. Cette boîte aux lettres morte n'est remplie que quelques minutes seulement avant l'heure prévue pour le passage d'un autre employé clandestin, le collecteur.

Celui-ci remet les enveloppes à un contrôleur, qui dépose l'argent à un endroit donné, communique à la « banque » les numéros sur lesquels on a parié ce jour-là.

Le « banquier » est le seul à connaître l'adresse de l'endroit où l'argent est déposé et celle de la « banque ».

Le receveur perçoit un pourcentage de dix pour cent sur les paris. Le collecteur a un salaire fixe. Le contrôleur perçoit vingt-cinq pour cent. Le « banquier » se taille la part du lion avec le reste, soixante-cinq pour cent. Sur cette part, il paie les gagnants. Ceux-ci sont toujours réglés avec exactitude et immédiatement. Cette « honnêteté » contribue au succès de la loterie.

Comme ces activités sont illégales, la « banque » est mobile. Son adresse change à peu près tous les quinze jours. On dispose de machines à

calculer afin d'effectuer les opérations rapidement, dès que le résultat de la course est connu.

L'argent est déposé chez des particuliers. En cas de descente de police, il faut en effet éviter que soient saisis à la fois les comptes et l'argent.

Des millions d'Américains jouent à ce jeu.

Le pactole des machines à sous

Les machines à sous sont une autre source de revenus, considérable. Le roi incontesté dans ce domaine était l'habile Frank Costello. Dans le milieu des années Trente, il avait inauguré cette entreprise à New York. Et il avait réussi à placer cinq mille machines, dans les speakeasies, les snack-bars, les drugstores, les confiseries, etc. Il s'agissait de machines à un bras qui engloutissaient une quantité prodigieuse de cents et en restituaient beaucoup moins. Aidé de Phil Kastel, dit le Dandy, et de Frank Erikson, Costello avait pensé à tout. Même les enfants n'étaient pas oubliés : dans les confiseries, devant les machines à sous, il avait pris soin de placer un escabeau de bois, qui permettait aux joueurs en culotte courte d'atteindre le levier de la chance.

Chaque machine rapportait en moyenne, chaque jour, dix dollars. En faisant la collecte, Costello raflait donc quotidiennement cinquante mille dollars. Au dire des spécialistes, c'était même là un chiffre minimum. A la fin de l'année cela représentait tout de même quelque dix-huit millions de dollars. Un pactole !

Il est vrai que les frais étaient très lourds, la plus

grande partie de ces bénéfices servant à arroser les policiers de la ville de New York et les employés de l'appareil du parti démocrate, c'est-à-dire Tammany Hall.

La Guardia, le vilain

Ce pactole fut brutalement tari, nous l'avons dit, quand La Guardia fut élu en 1933 maire de New York. Il avait décidé de purger la ville, où le jeu était illégal, des machines à sous de Costello. Il ordonna à ses policiers de les saisir, partout où ils en trouveraient. Lui-même se fit complaisamment photgraphier, coiffé d'un chapeau de pompier et la hache à la main, en train de démolir consciencieusement les diaboliques machines.

En 1935, Costello se retrouva avec un stock de machines à sous qui valaient un million de dollars, mais qui étaient inutilisables parce que ce vilain La Guardia n'en voulait pas dans sa ville. Ce fut chez Costello la source d'une rancune tenace pour le maire. Mais cette réaction ne changeait rien à l'état de ses affaires. Tant que La Guardia serait maire, il n'y avait pas d'autre solution que d'essayer de transférer dans un autre Etat les profitables machines. Il le fit en Louisiane, à La Nouvelle-Orléans, où il eut l'appui du curieux gouverneur, comme nous l'avons relaté dans notre tome second.

En 1944, Costello déclara au fisc 71 346 dollars de revenus qui provenaient, selon lui, de ces machines. Certains pensaient que ses bénéfices dans ce domaine étaient beaucoup plus élevés. Il

n'en était rien. En 1957, lorsque, légèrement atteint au cuir chevelu, après un attentat manqué, Costello se fit hospitaliser, on saisit sur lui un papier sur lequel étaient alignés un certain nombre de chiffres. Et en face de la mention explicite : « Bénéfices des machines à sous », figurait la somme de 62 844 dollars. Or il était douteux que Costello eût truqué ces chiffres qui, apparemment, n'étaient pas destinés au fisc.

434 000 dollars de bénéfices dans un casino

Sur la même feuille de papier figurait, il est vrai, une somme beaucoup plus importante. En face de la mention « Revenu brut des casinos au 20 avril 1957 », on lisait la somme de 651 284 dollars. Et face à la mention « Bénéfices casino, moins *markers* (1) », on lisait 434 695 dollars.

Il fut révélé par la suite que le casino en question était le Tropicana, installé dans une célèbre ville de jeux : Las Vegas.

Le Nevada, où se situe Las Vegas, était le seul Etat des Etats-Unis où le jeu ne fût pas illégal.

Un des premiers à s'y intéresser fut Bugsy Siegel, un redoutable tueur, compagnon de Lepke.

A Siegel, on prêtait un « contrat » qui ne put jamais être prouvé.

En 1932, il s'était fait hospitaliser dans une clinique psychiatrique pour dépression nerveuse. Il avait accepté de se soumettre aux traitements les

(1) *Reconnaisances de dettes signées par les joueurs.*

plus rudes pour, le jour J, quitter clandestinement la clinique, juste le temps d'abattre son rival, et revenir se mettre au lit.

Personne ne put jamais détruire cet alibi.

En 1937, il régnait sur la côte californienne où il rackettait le cinéma, en contrôlant le syndicat des figurants, tout comme Lepke contrôlait les camionneurs. Las Vegas, au bord du désert de l'Ouest autrefois mexicain, excita vite sa convoitise. Il prit des participations à la Pépite d'Or et au Club Frontière, deux des tripots les plus connus de la ville.

Mais il rêvait surtout de devenir le maître du Flamingo Hotel dont il voulait faire le palais du jeu.

Bugsy avait réussi à prendre en main les affaires de jeu à Los Angeles comme à Las Vegas. Mais, à partir de 1946, il entra en conflit avec la *Cosa nostra* et il refusa tout compromis. Si puissant qu'il fût, il avait signé sa condamnation à mort.

Un soir, au cours de l'été 1947, il était assis devant une fenêtre, dans le living-room de la villa de sa maîtresse, Virginia Hill, quand un coup de fusil tiré de l'extérieur l'atteignit au front et le tua net.

Après sa mort, Costello et Meyer Lansky consacrèrent des sommes importantes au développement des maisons de jeu de Las Vegas, et tout particulièrement du Flamingo.

Cartes et dés truqués

Dans ses Souvenirs, *Ma Vie dans la Mafia*, le gangster Teresa expose avec force détails les dif-

férentes formules qu'utilisait la Mafia pour plumer les joueurs. Ces combinaisons n'ont pas pour théâtre Las Vegas, mais les Caraïbes, Haïti ou La Havane (celle-ci déjà exploitée depuis l'avant-guerre), car la Mafia, trop surveillée par les agents fédéraux à Las Vegas, décida, à partir des années Cinquante, de prospecter des territoires étrangers.

« Dans nos voyages à Antigua, raconte Teresa, les choses se passaient ainsi : nous obtenions la moitié des gains réalisés par le casino sur les joueurs que nous avons amenés. Tous les jeux étaient truqués : les cartes portaient des marques permettant de les identifier, et les dés étaient lestés au mercure. Tous les joueurs, même les plus illustres — un ancien vice-président et le premier ministre de l'île — étaient victimes de ces manipulations. »

Pour réussir ce genre d'opérations, il faut des manipulateurs habiles, il faut aussi un essaim de jolies filles qui détournent l'attention des riches « pigeons ».

Comment fut roulé le dictateur de Haïti

Teresa assure qu'on retrouve la Mafia dans la plupart des casinos du monde entier et que, derrière ses truquages, on découvre Meyer Lansky.

En 1967, Teresa eut l'idée d'emmener des caravanes de joueurs à Haïti. Il lui fallait obtenir pour cela l'aval de Duvalier, dit « Papa Doc », le dictateur de l'île. A cet effet il s'aboucha avec un autre gangster qui vendait des armes au dictateur.

« Papa Doc », après avoir écouté les propositions de Teresa d'un air impassible, finit par accepter d'ouvrir le casino El Rancho aux touristes américains à une condition : 10 pour cent de la recette serait prélevée chaque soir au casino, sous les yeux de ses policiers, les terribles « Tontons Macoutes ».

Teresa s'empressa d'accepter. Puis il s'employa à rouler Duvalier. A chaque table de jeu se trouvait une boîte destinée à recevoir l'argent. Seulement les « Tontons Macoutes » ignoraient que cette boîte était à double fond. Jusqu'à minuit, les sommes recueillies allaient dans le compartiment secret. Après cette heure le reste de l'argent demeurait dans la partie supérieure et « Papa Doc » ne touchait donc que sur une partie des enjeux.

Chantage et usure

L'argent retiré de l'exploitation du jeu n'est pas le seul profit des casinos de la Mafia. Le profit tiré du chantage s'y ajoute. Il est relativement facile aux hommes de la Mafia de gagner dans un groupe la confiance de deux ou trois joueurs, particulièrement fortunés, et d'obtenir d'eux un certain nombre de renseignements sur leur situation, leurs relations, leur vie de famille, etc. Les joueurs qui offrent un intérêt particulier sont mis en rapport avec de jolies filles, et les ébats qui s'ensuivent souvent, dans une luxueuse chambre d'hôtel, sont filmés, les tendres propos enregistrés au magnétophone.

S'il s'agit d'hommes d'affaires, on peut alors

leur extorquer quelque argent garantissant la discrétion de la Mafia. S'il s'agit de sénateurs, ou de magistrats, les pièces intéressantes sont gardées en réserve. La Mafia attend le moment où elle aura besoin de l'intervention du sénateur, ou d'une décision rendue, en faveur d'un de ses hommes, par le magistrat imprudent.

Les anciens *mafiosi* siciliens, après leur arrivée aux Etats-Unis, avaient souvent commencé leurs activités illicites par l'usure, nous l'avons vu. L'usure demeure une des grandes sources des revenus de la Mafia.

En général un prêt rapportait 20 pour cent d'intérêts à un *mafioso*.

Par exemple, s'il prêtait mille dollars, le débiteur devait rembourser cent dollars par semaine pendant douze semaines. Les deux cents dollars de gain du prêteur étaient appelés le *vigoriste*.

Avec les bénéfices qu'il avait réalisés grâce au jeu des *Nombres*, Valachi prêtait à pas mal de gens, bookmakers, tenanciers de cabarets, individus qui eux-mêmes étaient engagés dans des trafic illégaux. Il commença par avoir deux ou trois clients, puis le bruit qu'il prêtait de l'argent commença à se répandre, à la fois dans le Bronx où il habitait, et à Harlem où il s'occupait de la loterie des *Nombres*. Il finit par avoir jusqu'à cent cinquante clients et dut parfois emprunter à d'autres pour pouvoir fournir l'argent. Dans ce cas, il était obligé de reverser 10 pour cent de son bénéfice.

Valachi assure qu'il n'a jamais eu recours à la violence pour se faire payer et qu'on a beaucoup exagéré à ce sujet. D'autres peignent un tableau tout différent.

Gare aux Piranhas

Teresa raconte ainsi l'histoire, pour le moins pittoresque, de la *Piranha Incorporated*. C'était une compagnie fondée spécialement dans le dessein de prêter de l'argent au taux de 20 pour cent. Le nom de piranha, celui d'un poisson carnivore de l'Amazone, extraordinairement vorace, avait été choisi par un certain Pete Kattar, d'origine libanaise, précisément afin de faire peur aux gens.

Mieux, pour cent dollars, Kattar avait acheté un couple de piranhas qu'il baptisa Pete et Gladys. Quand les clients venaient le trouver dans son bureau, ils pouvaient voir les deux poissons voraces évoluer dans un aquarium où on les nourrissait de poissons rouges.

Aux clients qui se faisaient tirer l'oreille pour rembourser, on montrait Pete et Gladys en train de se faire les dents sur lesdits poissons. Et on les avertissait gentiment que, s'ils continuaient à se dérober à leurs obligations, on leur plongerait le bras jusqu'au coude dans l'aquarium.

Cette menace suffisait, paraît-il. Mais un joueur impénitent de Boston ne cessait de payer en retard. De surcroît, il accumulait les mensonges.

«Un jour, raconte Teresa, on en a eu marre, et on lui a plongé la main dans le bassin. Les petits poissons se sont mis à lui bouffer le bout des doigts.

» Cette histoire de piranhas s'est répandue comme une traînée de poudre et, pendant un bon bout de temps, nous avons récupéré nos fonds sans problèmes. »

Le processus des prêts

Dans la période de la grande dépression aux Etats-Unis, après la crise de 1929, un certain nombre d'hommes d'affaires et de petits industriels, qui se voyaient refuser des crédits par les banques, s'adressaient aux hommes de la Mafia qui ne s'embarrassaient pas de formalités. Les prêts se négociaient dans une confiserie de Brooklyn tenue par un agent aux ordres du restaurateur Louis Capone (rien de commun avec Al) et par sa mère, surnommée «La Rose de Minuit».

Dans un rapport datant de 1942, l'attorney général adjoint John Harlan Amen décrit ces prêts :

«Le processus était le suivant: on donnait à l'homme d'affaires emprunteur un chèque à toucher sur le compte que possédait La Rose de Minuit dans une banque de la *Manhattan Company*, qui avait une succursale à Brownsville. Louis Capone faisait signer à sa mère des chèques en blanc qu'elle laissait dans la réserve de tabac de la boutique. Pour obtenir un prêt, l'emprunteur devait laisser des chèques postdatés portant sur les six semaines à venir. Ils comprenaient le montant du prêt plus le taux illégal d'intérêt.

» A chaque échéance, le chèque était présenté à la banque. Si l'emprunteur ne respectait pas ses engagements, il se rendait coupable d'émission de chèque sans provision. En outre une autre sanction était prévue: le passage à tabac à l'aide d'un tuyau de plomb enveloppé dans du papier journal.»

Après la guerre, nous l'avons vu, la Mafia avait

renoncé à cette méthode brutale. Quand ils avaient affaire à de petits industriels, ou à des commerçants, les *mafiosi* préféraient transformer la dette non remboursée en participation dans l'entreprise du débiteur.

Ils s'installaient ainsi, sans attirer l'attention, dans des affaires connaissant des difficultés de trésorerie, mais parfaitement honnêtes.

Appâts pour les fraudeurs du fisc

L'usure peut être doublement profitable lorsque des « jobards » prêtent de l'argent à la Mafia, avec l'espoir d'en tirer des intérêts usuraires. Selon Teresa, nombre de gens aux Etats-Unis, qui souhaitaient dissimuler leurs revenus au fisc, fournissaient volontiers des capitaux à la Mafia, qui leur faisait miroiter de fructueux bénéfices.

Pour cela, il fallait naturellement créer un climat. Le jeu, les voyages organisés avec soirées où l'on flambe l'argent dans les casinos de La Havane, de Haïti, ou de Londres, la présence capiteuse de jolies filles, contribuaient à l'établissement de ce climat.

Teresa raconte que, à la fin d'un de ces voyages où il avait déjà plumé au jeu deux « pigeons », ceux-ci lui demandèrent comment il s'y prenait pour dépenser tant d'argent.

— Vous ne déclarez pas tout au fisc ? s'enquirent-ils.

— Exact, répondit Teresa. J'investis mes capitaux auprès des usuriers de la Mafia.

Immédiatement, les deux hommes se dirent

très intéressés. Teresa les laissa « mijoter dans leur jus », refusant l'argent qu'ils lui offraient, dont « il ne saurait pour l'instant trouver l'emploi », prétendait-il.

Il ne tarda pas à être relancé par téléphone. Il finit par « céder » à ses solliciteurs, sous un prétexte quelconque. Ceux-ci versèrent d'abord dix mille dollars, puis soixante mille, puis trois cent mille.

Teresa cessa alors de payer les intérêts. Comme ses clients s'étonnaient et commençaient à protester, il leur conseilla froidement d'aller trouver son patron dans la Mafia, Patriarca.

– Je n'ai plus jamais entendu parler d'eux, conclut Teresa avec cynisme. Où pouvaient-ils aller ? Ils ne connaissaient pas Patriarca ; et il leur était absolument impossible de se plaindre à la police : ils auraient dû déclarer qu'ils avaient voulu faire partie du gang des usuriers. Des gogos de ce genre, j'en ai eu des centaines. Et, chose amusante, ce sont ceux qui ont le plus d'argent qui sont les plus faciles à escroquer !

Lames de rasoir volées

La Mafia est vraiment prête à faire argent de tout. Ses hommes sont à l'affût de n'importe quel profit. Les lames de rasoir volées, par exemple, rapportent des millions de dollars. Le problème c'est de posséder dans la place une complicité. Un employé de Gillette détournait ainsi dix ou douze caisses de lames, chaque caisse contenant des milliers de lames. Les paquets étaient ensuite



*Willie Moretti, trop bavard devant les journalistes,
fut considéré comme un homme dangereux par
la Mafia qui l'exécuta le 4 octobre 1951 au restaurant
« Chez Joe », à Cliffside Park. Famot*

revendus dans les drugstores, les supermarchés, les petites boutiques. Le prix normal de chaque paquet de lames était de un dollar quatre-vingt-quinze cents, ce qui laissait au commerçant un bénéfice maximum de 30 à 40 cents. La Mafia livrait, elle, les paquets volés au prix de cinquante cents, ce qui permettait au drugstore, ou au supermarché, de faire un bénéfice d'un dollar quarante. Personne, paraît-il, ne se préoccupait de la provenance, évidemment louche, de ces lames.

La Mafia volait encore des films photographiques, des cigarettes, des fourrures, de l'alcool, des appareils électro-ménagers, même des denrées alimentaires; ces marchandises étaient ensuite envoyées à des magasins spécialisés dans les ventes au rabais.

Beaucoup de ces articles étaient fournis par des raids de piraterie s'attaquant aux camions qui les transportaient. Il suffisait de connaître, grâce à des complices, les itinéraires des camions et de profiter d'un moment favorable, par exemple de l'heure où le camionneur déjeune. Dans d'autres cas, les camionneurs étaient incités à contracter des dettes de jeu, comme nous l'avons raconté plus haut, et ils se libéraient en se laissant dépouiller de leur chargement.

A l'aéroport Kennedy

Le développement du trafic aérien, l'augmentation considérable du fret ont été au cours de ces dernières années la source de nouveaux gains. En 1970, le ministre de la Justice, John Mitchell,

faisait cette révélation fracassante : « L'un des plus grands aéroports américains est pratiquement aux mains d'organisations criminelles. »

Il s'agissait de l'aéroport Kennedy, à New York. Dans les hangars vétustes qui l'entourent, cinquante-trois milliards de francs de marchandises y étaient accumulés en 1969, en progression de 22 pour cent par rapport à l'année précédente.

Comment penser que cette fortune ait pu échapper à l'attention vigilante des *mafiosi*? L'occasion était d'autant plus tentante que, en raison de l'augmentation du trafic, les hangars ne suffisaient plus aux marchandises de toute sorte amenées sans cesse par les avions-cargos. Les employés de l'aérodrome étaient obligés d'entasser ces richesses à ciel ouvert.

Toutes sortes de biens s'accumulaient là : des fourrures, des vêtements, des articles de toilette, des montres, des bijoux, etc. La Mafia déroba ainsi des caisses d'antibiotiques, et tout un assortiment de gants en daim, qui furent aussitôt revendus par un grossiste de la côte Ouest.

Pour opérer ces détournements, la Mafia disposait de précieux atouts. Elle contrôlait toujours le syndicat des camionneurs, placé sous la direction de Harry Davidoff. Ainsi les marchandises volées pouvaient-elles être dispersées rapidement tous azimuts. Puis les *mafiosi* réussirent à mettre la main sur l'association des transporteurs qui desservaient l'aérodrome.

Ces vols avaient-ils une importance très considérable? Non, si l'on s'en tient aux chiffres officiels. En 1969, le total des marchandises «perdues» ne dépassait pas vingt millions de

francs lourds. Mais ces chiffres officiels, selon certains observateurs, seraient très inférieurs à la réalité. Afin de ne pas compromettre leur réputation, la plupart des compagnies aériennes préféreraient ne pas déclarer leurs pertes et en assumeraient les frais auprès de leurs clients.

Intimidation des distributeurs par l'assassinat

Si la Mafia opère de la sorte dans un grand aéroport, c'est qu'elle est assurée d'écouler la marchandise chez les distributeurs. Elle dispose en effet, à l'égard des récalcitrants, de moyens efficaces de persuasion.

En 1969, une enquête révéla les pressions auxquelles était soumise une chaîne de supermarchés *l'Atlantic and Pacific Tea Company*. Celle-ci avait refusé à deux négociants d'origine italienne d'écouler le détergent qu'ils lui proposaient, parce que ce produit lui paraissait de qualité médiocre. La Mafia ne l'entendait pas de cette oreille.

En décembre 1964, un gérant de *l'Atlantic and Pacific Tea Company*, installé dans le Bronx, reçut la visite de trois hommes qui le menacèrent. Loin de se laisser intimider, le gérant porta plainte et l'enquête qui s'ensuivit permit d'identifier un des trois hommes. Un mois plus tard, le gérant était occupé à garer sa voiture quand il reçut trois balles qui le tuèrent. Le mois suivant, un autre gérant fut abattu à Brooklyn. Puis sept succursales et trois entrepôts furent incendiés. Il fallut cinq ans avant qu'on arrêât un complice, un manuten-

tionnaire âgé de vingt-deux ans qui mit formellement en cause la Mafia.

Nouveau marché: le sexe

La libération des mœurs, le développement de la pornographie ont ouvert au cours de ces dernières années des marchés nouveaux aux *mafiosi*. En 1971, les autorités californiennes envisageaient de lutter contre le développement considérable d'un nouveau type d'établissements d'un caractère un peu spécial: salons de «massage», centres de «thérapeutique», instituts de «démonstrations». La publicité faite dans la presse *underground* (en marge) à ces établissements ne laissait aucun doute sur leur nature. On y vantait les «saunas et bains romains où quarante merveilleuses masseuses se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre», ou encore les «jeunes femmes attrayantes qui, pour 55 francs, assurent un massage complet du corps».

Le chiffre d'affaires de ces établissements était estimé en 1970 à 1650 millions de francs. Rien que dans la région de Los Angeles, on en dénombrait au moins deux cents.

Or ces activités sont contrôlées par la Mafia, à peu près sans risque. Dans chaque établissement, un médecin véreux couvre les opérations. Tout client est prié de remplir une fiche où il indique nom, adresse, profession, et où il spécifie qu'il n'appartient pas à la police.

C'est important en Amérique, parce qu'un policier y cachant sa profession se met dans son

tort, s'il répond par la négative lorsque la préposée lui demande après un massage très classique : « Est-ce vraiment tout ce que vous désiriez ? » Aux yeux de la loi américaine, il est en effet censé avoir incité la jeune femme à la débauche.

Et, comme, dans la civilisation permissive, les poursuites sont vraiment très difficiles à engager en matière sexuelle, la Mafia n'a aucune raison de s'inquiéter.

Des entreprises parfaitement légales

Les diverses activités que nous venons d'énumérer — il y en a d'autres — constituent en quelque sorte le secteur illicite des bénéfices de la *Mafia*. Mais, parallèlement, les *mafiosi* tentent de plus en plus d'accroître leurs profits en investissant dans des entreprises parfaitement légales.

Nous avons vu que, au début des années Trente, Maranzano dirigeait déjà une entreprise immobilière. Mais celle-ci était plutôt une façade qui dissimulait toutes sortes d'activités louches constituant la principale source de revenus.

Le *mafioso* des temps modernes, au contraire, investit souvent des sommes extrêmement importantes dans l'immobilier véritable.

A Chicago, à New York, à Miami, à Las Vegas, à Boston, et dans bien d'autres villes, les *dons* possèdent des immeubles, des hôtels, des restaurants, des bars, et des terrains.

La Mafia contrôle aussi des cabinets de courtiers. A Detroit, à Miami elle s'est emparée, dit-on, de la majorité des actions des banques locales.

Elle a installé à leur tête des directeurs qui lui sont acquis. La plupart des clients sont aussi des hommes de la Mafia ou en relations avec elle. Ils peuvent ainsi faire fructifier leurs bénéfices.

Ces banques joueraient un autre rôle : elles serviraient de caisses de compensation aux différentes branches de l'Organisation, et elles accorderaient à leurs membres des prêts considérables sans demander de garantie.

L'empire légal de la famille Lupollo

L'ouvrage de Ianni, *Des affaires de famille — La Mafia à New York*, permet d'étudier, à travers la famille Lupollo, le développement de ce secteur légal.

Après 1940 la famille créa la *Brooklyn Eagle Realty Company*, une société immobilière et de gérance qui regroupa l'ensemble des immeubles qu'elle possédait. Ses propriétés représentent entre trois et cinq millions de dollars dans la zone Brooklyn - Queens - Long Island.

La *Contessa Food Incorporated* fabrique des produits alimentaires. Elle possède deux filiales. L'une d'elles représente des firmes, des ateliers de conditionnement et des magasins de distribution en gros dans le New Jersey et en Californie. L'autre filiale, la *Reale Baking Company* produit et distribue du pain italien. Il faut aussi citer un service de traiteur et une petite chaîne de pizzerias.

La *Lupollo Livale Trucking Company* est une entreprise de camionnage qui fonctionne dans

l'Etat de New York, le New Jersey et la Pennsylvanie et depuis 1968 dans le Connecticut, le Massachusetts, et le Rhode Island.

La *Royale Limousine Service* loue des véhicules et dispose d'un petit groupe de taxis à Long Island. La *Sterna Disposal Corporation* est une société d'enlèvement d'ordures et de déchets, qui travaille à Brooklyn et dans le Bronx. Il faut citer encore la *Corona Fuel Company*.

Et il faut ajouter enfin *P.A. Previews*, qui est une firme de relations publiques.

Au total onze sociétés forment donc le secteur licite de la famille Lupollo dont les différents membres, qui se répartissent sur trois générations, se partagent les postes de commande. En outre les membres de la famille ont des intérêts dans au moins dix autres entreprises, et probablement bien davantage, sans qu'on puisse affirmer avec certitude, selon l'auteur, que les bénéfices réalisés à cette occasion aillent alimenter la caisse centrale de la famille. Cette seconde catégorie de firmes comprend aussi bien une plomberie, qu'un salon de coiffure, qu'une fabrique de confection, qu'une société d'investissements, etc.

Ianni estime que le secteur licite n'a cessé de se développer au cours des quarante dernières années et que la séparation est de plus en plus marquée entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas. Il avoue toutefois qu'il est difficile de s'y reconnaître.

Comptes secrets en Suisse

On ne peut achever ce chapitre des affaires multiples brassées par la Mafia, sans évoquer le rôle des banques suisses et de leur secret.

On sait que ces banques possèdent des comptes numérotés secrets dont le possesseur ne peut être dévoilé. C'est là une tradition solide des banques helvétiques et une des principales sources de la richesse suisse.

Par exemple, les titres volés sont emportés par un homme de confiance à Vaduz, capitale du Liechtenstein. Là, ces titres sont remis à un mandataire qui traverse la frontière et ouvre le lendemain un compte secret numéroté en Suisse.

Si c'est nécessaire, il donne l'ordre de vendre les titres volés. La banque suisse se met alors en rapport avec une banque américaine et la transaction s'effectue. Ainsi les fonds détournés par les gangsters redeviennent-ils légitimes. Sauf si la banque américaine a pu être avertie à temps et a alerté les autorités judiciaires.

Dans le cas contraire, le produit des titres volés est investi dans des affaires parfaitement saines.

Meyer Lansky, cerveau financier

Les fraudeurs du fisc américain, eux, dissimulent en Suisse leurs revenus d'une façon assez simple: en fondant une société qui possède un compte numéroté secret. Tous les achats sont effectués au nom de cette société, y compris des yachts luxueux.

De leur côté, les policiers du *Narcotics Bureau* considèrent que les bénéfices réalisés grâce au trafic de la drogue vont le plus souvent se réfugier en Suisse, après avoir transité dans plusieurs pays.

Le secret bancaire a toujours été jalousement protégé en Suisse, quelle que soit l'origine des fonds déposés dans les coffres, du moment qu'il ne s'agit pas de fausse monnaie.

Les facilités que donne ce secret bancaire sont utilisées notamment par un grand nombre d'Européens non suisses et qui n'ont rien à voir avec la Mafia ni même avec la dissimulation fiscale. Par exemple le manque de confiance des épargnants français est tel à l'égard de leurs gouvernements successifs, toujours tentés par des spoliations à courte vue, que l'hebdomadaire économique *La Vie française*, le 20 octobre 1975, pouvait signaler que la Direction générale des Impôts estimait les dépôts français en Suisse à la moitié de la fortune mobilière française ! Cette masse énorme était perdue pour les investissements français et dirigée par les Suisses vers leurs propres industries, vers les grandes sociétés multinationales, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, etc.

La Mafia, gérant ses affaires « en bon père de famille », fait comme les épargnants français.

Voyages de fonds en Pullman

En 1969, à la suite d'informations parues dans l'hebdomadaire *Time*, l'ambassadeur américain

en Suisse, Shelby C. Davis, confirmait à un hebdomadaire zurichois, qui l'interviewait, que «des personnes s'occupant d'organisations criminelles aux Etats-Unis avaient déposé des fonds substantiels dans des banques suisses».

Un peu plus tard, le procureur fédéral de New York, Robert Morgenthau, accusait publiquement un Américain résidant à Lausanne, John Pullman, de servir de courtier à la Mafia. La commission des opérations de Bourse, qui vérifie toutes les activités financières de Wall Street, avait en effet acquis la conviction que les gangsters américains avaient ouvert des comptes anonymes dans les banques de Genève et de Zurich, et qu'ils s'en servaient pour spéculer à New York, par le truchement de Pullman.

Ce dernier s'empessa de démentir. Et à notre connaissance, aucune preuve formelle n'a été avancée contre lui.

D'autres informations ont mis en évidence le mécanisme des dépôts en Suisse.

Par exemple, une filière, qui a pu être reconstituée, fonctionnait ainsi: les fonds provenant de la drogue avaient été remis à un agent de change de New York. Celui-ci avait transféré l'argent dans une banque canadienne. Puis un autre agent avait placé ces fonds dans une banque privée suisse à un compte à numéro. Dernière opération: l'argent avait été viré à un grand établissement bancaire.

Seule mention: «d'ordre d'un de nos clients».

Un homme a joué certainement un rôle capital dans ces transferts et dans leur utilisation: Meyer Lansky, qui est en somme le cerveau financier de la *Cosa nostra*. Il se trouve justement que Lansky

était en relations étroites avec Pullman, citoyen canadien d'origine russe.

Les Suisses ont commencé par refuser avec vigueur les demandes américaines pour une levée du secret bancaire.

— C'est une atteinte au caractère privé des affaires, soutenaient-ils. Pendant la guerre, le secret bancaire n'a-t-il pas permis de préserver des sommes appartenant à des Juifs persécutés par les nazis?

Cependant le bruit fait dans le monde, autour de l'utilisation des comptes à numéro par une organisation considérée comme un syndicat de redoutables criminels, a considérablement gêné les autorités helvétiques, ainsi que les grands établissements bancaires de ce pays tels que la Société de Banque Suisse, l'Union de Banques Suisses, le Crédit suisse, la Banque populaire suisse.

Cinq mille personnes: par an, cinquante milliards de francs lourds

En fin de compte, par un accord rendu public en août 1970, la Suisse a rendu partiellement les armes. Le gouvernement américain, dans certains cas précis et limités, peut obtenir un droit de regard sur certains comptes. Mais les autorités de Washington doivent d'abord prouver que l'enquête qu'elles mènent peut aboutir au démantèlement d'un réseau de drogue, ou à l'arrestation d'une personnalité importante dans le monde du Syndicat du Crime.

Beaucoup d'observateurs restent sceptiques sur la portée de cet accord. Il ne semble pas que jusqu'à présent il ait porté des coups décisifs à l'immense empire de la Mafia, et à ses secrets financiers.

Quand on tente d'évaluer d'une manière très approximative ce que représentent ces secrets on aboutit à un chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars par an (environ 38 milliards de francs lourds). Telle était du moins l'estimation faite par une commission d'enquête américaine en 1967. Du fait de la hausse des prix, ce chiffre d'affaires doit équivaloir aujourd'hui à quelque 50 milliards de francs lourds. 750 000 personnes travailleraient directement ou indirectement pour les vingt-quatre « familles » (cinq mille personnes) qui constituent la Mafia américaine.

Ces chiffres donnent le vertige. Avec un budget annuel de 50 milliards de francs lourds, la Mafia est l'une des premières puissances financières des Etats-Unis et du monde, si l'on met à part les grands Etats. Son chiffre d'affaires égale celui d'une des plus importantes sociétés multinationales, *I.B.M.*, qui couvre 65 pour cent du marché mondial des ordinateurs ! Le chiffre d'affaires d'*I.B.M.*, en 1974, a été en effet de 12,7 milliards de dollars, soit quelque 50 milliards de francs lourds, au cours 1974-1975 du dollar...

CHAPITRE IV

LE RETOUR MANQUÉ DE LUCIANO

Dans le courant de l'année 1942, Luciano fut transféré de la prison de Dannemora à Sing-Sing.

— Ce fut, racontera-t-il plus tard, comme si je revenais de Sibérie à la civilisation.

On lui donna une très belle cellule avec eau courante, chaude et froide. Et, dans l'après-midi même, on le prévint qu'on le demandait au parloir des avocats.

L'avocat de Luciano, qui joua un rôle de conseiller important auprès de la pègre américaine, s'appelait Moses Poliakoff. Il était bien là, mais en compagnie de Murray Gurfein (un des principaux enquêteurs qui avaient contribué à l'arrestation de Luciano) et de Georges Wolf, avocat de Costello. Et puis étaient venus aussi deux personnages souriants que «Lucky» con-

naissait bien, deux vieux amis, Frank Costello et Meyer Lansky.

Dans le parloir, une table chargée de mets

La seconde chose que remarqua Luciano, c'est qu'on avait dressé au milieu de la pièce une table chargée de mets froids, tous ceux que « Lucky » aimait et dont il se régala jadis dans l'arrière-boutique du traiteur Dave Miller.

Luciano en fut ébloui. Le temps d'embrasser ses vieux amis et déjà il se ruait sur la table. Jamais repas sans doute ne lui parut plus succulent. Il se régala surtout de cornichons minuscules dont il raffolait. C'était une attention de Lansky.

Dans le destin de Luciano, le transfert à Sing-Sing fut encore plus que tout cela : un premier pas vers la liberté. La guerre et ses nécessités avaient provoqué ce tournant.

Sur le rôle de Luciano dans cette période, sur les négociations menées avec les autorités américaines, on a raconté beaucoup de choses et on a sans doute beaucoup brodé.

Tandis que Luciano se morfondait dans la prison sinistre de Dannemora, une situation nouvelle s'était créée, depuis que, après le bombardement de Pearl Harbor, les Etats-Unis étaient en guerre avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie. Les sous-marins allemands avaient commencé à donner la chasse aux convois de cargos américains, et le chiffre de leurs succès ne cessait d'augmenter. En janvier 1942, les sous-marins coulèrent vingt et un navires marchands, vingt-



*Frank Costello (à gauche), homme des contacts avec
les milieux politiques et « ministre » du jeu, fut
la première cible de la commission d'enquête Kefauver
en 1951. Bibl. américaine*

sept le mois suivant et cinquante en mars.

En même temps, la Marine s'inquiétait des sabotages effectués sur le front de mer et toutes sortes de rumeurs circulaient sur les activités de la Cinquième Colonne. Les minorités germaniques, italiennes et mêmes japonaises étaient nombreuses aux Etats-Unis, et il était logique de penser que les services d'espionnage de ces pays en guerre avec les Etats-Unis trouveraient parmi elles des agents. En première page, les journaux américains ne cessaient de publier des manchettes alarmistes.

Qui fit brûler le «Normandie» ?

Ici se situe un épisode célèbre, l'incendie du transatlantique français *Normandie*, alors le plus grand paquebot du monde, amarré à un quai sur la côte Ouest de Manhattan. Le *Normandie*, dans les prévisions du gouvernement américain, devait être réquisitionné pour servir de transport de troupes.

Le 9 février 1942 l'incendie se déclara à bord du navire. En quelques minutes il fut la proie des flammes. Vingt-quatre heures plus tard, le *Normandie*, orgueil de la marine française, merveille de luxe, n'était plus qu'une épave calcinée, éventrée. Après avoir donné de la bande, cette épave se coucha complètement sur le quai.

Immédiatement, à la radio, dans les journaux on discuta ferme sur les causes de ce sinistre : accident provoqué par le chalumeau d'un sou-

deur, ou bien sabotage de la Cinquième Colonne ?

La Marine prit des mesures de surveillance renforcée. On surveilla particulièrement les dockers italiens et siciliens et les bateaux de pêche qui pouvaient bien avoir rendez-vous, à proximité des côtes, avec les sous-marins de l'Axe, afin de communiquer à leurs commandants des renseignements précieux.

Or, selon Luciano, l'incendie du *Normandie* était une initiative née dans la cervelle des frères Anastasia, les patrons du front de mer : la Marine, qui s'inquiétait déjà de sabotages possibles, éprouvait une peur panique à l'idée que cette campagne de sabotages pouvait prendre une extension nouvelle. Il serait alors facile de lui proposer la collaboration de la Mafia dans la lutte contre le sabotage. A une condition : la libération de Luciano.

L'opération « Pègre »

L'idée d'Anastasia fut communiquée à Costello qui avertit à son tour Luciano. Ainsi naquit l'opération « Pègre », afin d'assurer la sécurité des Etats-Unis.

Un jeune officier du ministère de la Marine, Haffenden, fut chargé de prendre contact avec le « milieu » américain. Il entra d'abord en relations avec Murray Gurfein, qui avait mené l'enquête sur Luciano. Gurfein mit Haffenden en relations avec un caïd, Joseph Lanza, qui contrôlait le marché du poisson à Fulton, et les flottilles de bateaux de pêche.

Lanza accepta le rôle qu'on prétendait lui faire jouer.

— Le marché au poisson, les pêcheurs, j'en fais mon affaire, dit-il. Mais, pour les docks, je ne peux rien. Ce n'est pas mon rayon.

Il ajouta :

— Vous voulez vraiment que toute la population d'origine sicilienne ou italienne appuie à fond le gouvernement dans son effort de guerre ?

— Oui, dit Haffenden. C'est exactement ce que nous voulons.

— Un seul homme peut obtenir cela, reprit Lanza. C'est Charley Luciano. Il est actuellement à la prison de Dannemora.

Des contacts furent alors pris avec Poliakoff et Meyer Lansky. Celui-ci prévint Costello qui déclara qu'il fallait accepter et qui intervint aussitôt auprès de Luciano.

Il existe plusieurs versions de ces événements, selon les acteurs qui y furent impliqués. Ainsi Léonard Katz, auteur d'une biographie de Costello, attribue bien l'incendie du *Normandie* à un acte criminel, mais n'indique nulle part que le sabotage ait été imaginé par les frères Anastasia. De même, selon lui, Lanza, «contacté» par la Marine, avertit aussitôt Costello. Et ce serait ce dernier qui aurait chargé Lanza de faire savoir à la Marine que le seul moyen d'obtenir l'appui sans réserve de la population sicilienne, était d'avoir l'accord de Luciano. Lansky ne serait intervenu que plus tard dans ces négociations.

Il est difficile de démêler le vrai du faux dans ces affirmations, chacun ayant intérêt à majorer son

rôle. De même qu'on ne peut guère savoir si l'incendie du *Normandie* fut un acte perpétré par les agents de l'Abwehr, ou une gigantesque provocation montée par les amis de Luciano.

Accord avec la Marine

Mais il reste incontestable qu'une coopération effective s'établît entre le ministère de la Marine et la Mafia et que Luciano en fut le principal artisan.

Entre mai 1942 et mai 1945, Luciano, dans sa prison confortable, ne cessa de s'entretenir avec les différents patrons du « milieu ». Il eut ainsi quatre entretiens avec Lanza, une dizaine au moins avec Lansky, neuf avec un autre gangster, Mike Lascari, associé de Longi Zwillman. Il eut également un contact avec Costello, Willie Moretti et Mike Miranda.

Tous ces hommes alimentaient Luciano en renseignements et celui-ci les répercutait sur le contre-espionnage de la Marine. On en ignore l'étendue exacte. Mais, par exemple, Costello connaissait parfaitement tous les points de la côte Est, où, au temps de la prohibition, on pouvait débarquer discrètement. C'étaient là, assurément, des indications précieuses.

Il existe toutefois une autre explication de la libération de Luciano à la fin de la guerre. Celui-ci avait été condamné sur le témoignage de prostituées, à l'instigation de Dewey. Tandis que Luciano purgeait sa peine, il aurait chargé ses amis de faire revenir ces filles sur leurs dépo-

sitions et d'expliquer qu'elles avaient témoigné contre lui, parce que, droguées, elles étaient menacées par Dewey d'être privées de «came».

Une fois ce dossier constitué, Luciano aurait menacé de provoquer un énorme scandale et de faire rouvrir le procès. Dewey, qui se préparait à être candidat à la Présidence, aurait donc cédé à un chantage en libérant Luciano.

Cette version, qui figure dans *Le Testament de Luciano*, ne repose évidemment que sur ses dires.

On a souvent raconté que Luciano, grâce à ses relations en Sicile, avait considérablement facilité l'aide de la vieille Mafia au débarquement américain dans sa patrie d'origine.

— De la foutaise, a prétendu plus tard Luciano.

Il faut toutefois noter que Poletti, l'officier qui prit contact avec la Mafia sicilienne, avait appartenu à l'état-major de Dewey.

Costello prend le pouvoir

Vito Genovese était le lieutenant de Luciano. Il aurait dû assurer sa succession à la tête de la *Cosa nostra*. Mais, après l'arrestation de son patron, il fut pris dans le collimateur de Dewey. On lui reprochait en particulier d'avoir fait abattre un certain Boccia. Genovese fut interrogé à ce sujet. En outre, Dewey commença à épulcher systématiquement les affaires auxquelles le Napolitain était intéressé.

Genovese se dit que la situation sentait le roussi. En 1933, il avait déjà fait un voyage dans sa

patrie d'origine. En 1936, il s'enfuit en Italie. Il emportait 750 000 dollars.

Luciano sous les verrous, Genovese en fuite, le pouvoir passa entre les mains de Costello. Celui-ci était avant tout, par tempérament, un politique, un négociateur. On le surnommait: «Le Premier ministre». Comme Torrio, il détestait l'usage de la violence, les règlements de compte entre gangsters qui attiraient l'attention de la police et de la presse. Et il était avant tout l'homme des contacts politiques en particulier avec Tammany Hall, le quartier général des démocrates.

Nommé *capo* de la «famille» Luciano, il était déjà très riche et il souhaitait avant tout pouvoir jouir paisiblement de sa fortune. Il contrôlait des affaires en partie légales (les affaires immobilières, des terrains, le Copacabana, un des night-clubs les plus importants de New York dont il détenait une partie des actions) et des affaires illégales (les machines à sous, les paris clandestins que dirigeait Frank Erikson).

Des relations politiques considérables

Au cours des années Trente, Costello avait noué des liens étroits avec plusieurs politiciens, notamment avec Jimmy Hines, responsable de Tammany pour le *West Side*. Il eut ensuite des relations avec un autre démocrate, Albert Marinelli. Il finit même par être reçu, grâce à Hines, par Roosevelt, au cours d'une brève audience.

Ses misères commencèrent, on l'a vu, quand le républicain La Guardia fut élu maire de New York

et qu'il dut transférer ses machines à sous à La Nouvelle-Orléans.

Par la suite, ce fut grâce à Costello que succédèrent à Michael Kennedy, grand chef de Tammany Hall, Edmond Loughlin, Frank Simpson, Hugo Rogers et Carmine De Sapio. Et Costello entretenait les meilleures relations avec l'attorney O'Dwyer.

Ainsi le réseau des relations politiques de Costello était considérable. Mais, absorbé par cette tâche, il était sans doute, à la tête de la Mafia proprement dite, un patron moins ferme que Luciano.

Sous son règne, se posa un cas difficile, celui de Moretti.

Willie Moretti était un ami d'enfance de Frank et son principal lieutenant dans le New Jersey. À partir de 1943, des bruits gênants commencèrent à circuler sur son compte. Dans le « milieu » on racontait qu'il avait la langue trop longue.

Un cerveau dérangé par la syphilis

Ce n'était pas la faute du pauvre Willie. La syphilis qu'il avait contractée commençait à exercer ses ravages dans son cerveau, miné par le tréponème pâle, et il en perdait peu à peu le contrôle.

Sans le vouloir, il devenait ainsi un danger public pour la Mafia. Il était aussi nuisible à ses secrets par ses bavardages inconsidérés que le seraient volontairement Reles, Joe Valachi et Vincente Teresa.

Le code de la Mafia était impitoyable. Qui-conque mettait en danger l'Organisation devait disparaître. Costello avait beaucoup d'affection pour Moretti. Il s'efforça donc de lui épargner le pire. Il lui donna l'ordre de prendre de longues vacances dans l'Ouest et lui procura un « ange gardien » chargé de veiller sur ses écarts de langage.

Périodiquement, Moretti harcelait Costello au téléphone et insistait pour revenir à New York dont il avait la nostalgie. Mais celui-ci ne cédait pas. Il savait que, si la commission de la *Cosa nostra* se réunissait pour examiner le cas de Moretti, la peau de celui-ci ne vaudrait pas cher.

A cette époque (celle de la guerre), la direction de la *Cosa nostra* était constituée par les *capi* des différentes « familles » qui régnaient sur les secteurs suivants : Boston, Buffalo, Chicago, Cleveland, Detroit, Kansas City, Los Angeles, Newark, La Nouvelle-Orléans, Philadelphie, Pittsburgh, San Francisco et naturellement New York.

Des lieux de villégiature ou de distraction, comme Miami ou Las Vegas ou La Havane, du temps de Batista, étaient considérés comme « libres » ou « ouverts ». C'est-à-dire que chacun pouvait y courir sa chance.

Cinq « familles » à New York

Au contraire, les autres villes nommées ci-dessus étaient attribuées chacune à une « famille » sur le territoire de laquelle on ne pouvait empiéter

sans violer le code de la *Cosa nostra* et s'exposer à de rapides et dures représailles. La seule exception étant New York, qui était partagée entre cinq «familles» et même six, si on y ajoutait le New Jersey.

Les chefs des «familles» new-yorkaises étaient, selon Valachi: Luciano; José Bonanno, dit Joeles-Bananes; Carlo Gambino; Joseph Profaci et Thomas Lucchese.

Le secteur de New York représentait à lui seul environ le tiers des membres de la *Cosa nostra*. C'était aussi le secteur le plus dangereux pour l'équilibre de l'Organisation. Dans une ville comme New York, il est difficile de délimiter les territoires et les activités qui sont dévolus à chaque «famille». Les difficultés viennent rarement des chefs, mais des *soldati*. Ceux-ci qui se trouvent au bas de la hiérarchie sont souvent des êtres frustes, mécontents de leur sort, jaloux du voisin, impatients de se tailler une place au soleil. Leurs initiatives les amènent donc souvent à empiéter sur le domaine d'un *soldato* qui appartient à une autre «famille». D'où conflit que les chefs doivent arbitrer.

Le principe de la justice corporative de la Mafia est, on l'a vu, le même que celui de la loi: nul n'a le droit de se rendre justice soi-même. Les violences, les voies de fait, les règlements de compte entre hommes de «familles» différentes sont strictement interdits. Ils risquent d'être l'étincelle qui rallumera une guerre aussi féroce que celle de Masseria et de Maranzano. Seule la *Commissione* ou *Cour Kangourou* peut prendre des sanctions.

Cette règle est particulièrement sévère à New

York, parce que nul territoire n'est plus exposé à voir remettre en cause la coexistence pacifique entre les « familles ».

Valachi en fit un jour l'expérience. Il administra une terrible correction à un certain Frank Luciano (sans lien de parenté avec « Lucky ») qui avait une dette à son égard. Il n'aurait jamais dû céder à la colère. En même temps que Luciano, il dut comparaître devant Anastasia. La scène se déroula dans un restaurant. Valachi n'en menait pas large, et il se disait qu'il pouvait très bien être liquidé à titre de sanction, Anastasia étant prompt à faire « descendre » un tel ou un tel, pour un oui ou un non. Mais, après qu'Anastasia lui eut adressé les plus violents reproches, l'affaire finit par s'arranger.

Liberté pour Luciano

La guerre détourna l'attention de la *Cosa nostra*. Ce fut pour elle une période de répit, d'autant qu'elle rendait des services au pays. La guerre s'acheva et Luciano reçut la récompense promise, le plus beau cadeau qu'on puisse lui faire : il fut remis en liberté.

Il avait espéré récupérer celle-ci sur le territoire même de ses « exploits », et reprendre ainsi le cours de ses activités.

Le 3 janvier 1946 Dewey annonça effectivement que Luciano allait être libéré, mais pour être renvoyé dans son pays d'origine, la Sicile.

C'était l'exil. Préférable tout de même à ces prisons où il avait passé dix années de sa vie.

Le 2 février, dans une voiture, encadré par des policiers, Luciano gagna Ellis Island. Dix jours plus tard, un *liberty ship*, le *Laura Keene*, appareillait, à destination de l'Europe. A son bord, le célèbre gangster Luciano.

Entre ses dents, il murmurait :

— Je les baiserais tous. Je reviendrai. Ils ne pourront pas toujours me tenir à distance.

Il ne revint jamais.

Il nourrissait avant tout l'ambition de reprendre le contrôle de la *Cosa nostra*. Nous avons dit qu'il ne tarda pas à gagner un territoire situé aux portes mêmes des Etats-Unis : Cuba. Discrètement, en octobre 1946, il se rendit à La Havane, où il s'installa d'abord dans un palace, puis dans une splendide résidence.

Là, les communications avec les Etats-Unis étaient aisées. Après tout, le continent n'était éloigné que de cinquante kilomètres.

En venant s'installer à La Havane, Luciano avait un projet bien arrêté. Il voulait rétablir sur la *Cosa nostra* une autorité sans conteste. Après avoir fait abattre Maranzano, il s'était, on s'en souvient, refusé à devenir le *patron des patrons*, et à imposer à l'Organisation un pouvoir absolu. Son influence tenait plutôt à sa discrétion, au rôle de *consigliere* qu'il tenait avec maîtrise.

Conférence au sommet, à La Havane

Maintenant, Luciano pensait qu'il avait eu tort. Il voulait le pouvoir total. Il convoqua donc à La Havane, pour le 22 décembre, une conférence

au sommet de la *Cosa nostra*, la première de ce type depuis la fameuse réunion d'Atlantic City.

A cette conférence, organisée à l'hôtel Nacional, vinrent de New York et du New Jersey, Joe Adonis, Albert Anastasia, José Bonanno, Costello, Tommy Lucchese, Joe Profaci et son principal lieutenant Giuseppe Magliocco, Willie Moretti, Augie Pisano et Mike Pirenda. Buffalo avait délégué Steve Magaddino. Tony Accardo, et les frères Fischetti, cousins d'Al Capone, représentaient Chicago. De La Nouvelle-Orléans arrivait Carlos Morello, et Santo Traficante était le délégué de la Floride.

Meyer Lansky, un vieil ami de Luciano et de Costello, était naturellement présent, ainsi que Phil Kastel. Aucun d'eux n'avait le droit de voter, car ils étaient juifs. La *Cosa nostra*, souvent associées en fait à des Juifs comme Lansky, Siegel, Lepke, ou Dutch Schultz, *était en droit ouverte aux seuls Italiens*.

A l'hôtel Nacional, on pouvait voir aussi un jeune homme petit et maigre qui était en train de se faire une extraordinaire réputation de chanteur. C'était Frank Sinatra, dont le nom, par la suite, serait souvent lié aux activités de la Mafia.

Un concurrent: Genovese

Quelques jours avant l'ouverture de cette convention, un homme avait atterri à La Havane et était venu s'entretenir en aparté avec Luciano. C'était Vito Genovese. L'ancien lieutenant de

Lucky était devenu son concurrent. Lui aussi réclamait le trône.

Vito Genovese, nous l'avons quitté en 1936, alors qu'il s'enfuyait en Italie pour éviter de répondre à des questions indiscrètes. Nous savons qu'il avait établi d'excellentes relations avec les autorités fascistes, et qu'il avait fait un don important au parti de Mussolini. Luciano affirme même qu'il avait monté là-bas un réseau de drogue avec la complicité du comte Ciano, le gendre de Mussolini, qui aurait été cocaïnomane.

Il faut se méfier de la part d'exagération que comporte ce témoignage. Il est vraisemblable que Genovese, revenu en Italie, chercha sans doute à corrompre le pouvoir, tout comme il l'avait fait aux Etats-Unis, en compagnie de ses amis. Mais, à la fin de sa vie, Luciano avait conçu contre son ancien lieutenant, qui désirait le supplanter, une haine féroce. Dans le *Testament*, elle s'exprime par des chapelets d'injures.

Il est donc sage de ne pas prendre pour argent comptant tous les méfaits attribués à Genovese.

Quoi qu'il en soit, quand le fascisme s'écroule en Italie, Vito Genovese se débrouille fort bien pour entretenir les meilleures relations avec l'état-major militaire allié (on songe au retournement d'un homme comme Joanovici, en France).

Le sergent qui épingla Vito

En 1944, un sergent de la division des enquêtes criminelles au sein de l'armée américaine, Orange C. Dickey détecta un réseau de civils italiens et de

déserteurs canadiens, qui détournaient d'énormes quantités de marchandises destinées à l'armée, et les revendaient au marché noir. Il s'ensuivit un certain nombre d'arrestations, et un déserteur canadien mit en cause un certain Genovese.

Le sergent Dickey n'avait que vingt-quatre ans. Il n'avait jamais entendu parler de Genovese. Le 27 août de la même année, il mettait la main sur lui et le faisait emprisonner.

Il perquisitionna dans l'appartement de Genovese à Naples et ce qu'il y découvrit le remplit de stupeur. Non seulement, il trouva une quantité prodigieuse de riches vêtements, mais aussi toute une série d'autorisations donnant droit au gangster de circuler dans toutes les zones occupées d'Italie. Il tomba en outre sur toute une correspondance d'officiers américains qui recommandaient chaleureusement Genovese.

Quelques jours plus tard, le sergent Dickey savait qui était ce Napoléon qui avait tant de relations dans les milieux militaires. Il alerta aussitôt le F.B.I. La réponse tarda.

En attendant, plusieurs officiers supérieurs invitèrent le sergent à remettre Genovese en liberté. Il s'y refusa. Il alla trouver le colonel Poletti, l'homme qui avait préparé le débarquement en Sicile. Poletti refusa de se mêler de cette délicate affaire. Et le général O'Dwyer l'ancien attorney, dont nous avons vu l'attitude curieuse au moment de l'affaire Reles, fit de même.

Dickey résolut de ramener coûte que coûte Genovese aux Etats-Unis. Quand il apprit cette décision, le lieutenant de Luciano lui proposa

250 000 dollars s'il acceptait de « passer l'éponge ». Le sergent refusa.

Genovese redoutait ce retour.

Mort du témoin gênant

Aux Etats-Unis, en effet, on avait arrêté un truand nommé Peter La Tempa. Soumis à un interrogatoire serré, La Tempa avait fini par confirmer la responsabilité de Genovese dans le meurtre de Boccin, commis en 1934. Extradé aux Etats-Unis, Genovese risquait tout simplement la chaise électrique, comme Lepke.

Pourtant, à la fin de l'hiver 1945, alors que le sergent Dickey faisait ses préparatifs pour s'embarquer avec son prisonnier, l'attitude de celui-ci changea du tout au tout. Il avait tenté en vain de soudoyer Dickey. A présent, il le narguait.

— Mon petit gars, ricana-t-il, vous êtes en train de me rendre le plus grand service qu'on m'ait jamais rendu. Vous me ramenez aux Etats-Unis.

Genovese savait une chose que Dickey ignorait encore. La Tempa avait l'habitude de prendre tous les jours des cachets analgésiques, car il souffrait de l'estomac. Le 15 janvier au soir, La Tempa prit ses comprimés, se coucha... et ne se réveilla jamais. L'autopsie permit de déceler dans son estomac une dose considérable de poison.

Personne ne put expliquer comment le poison avait été introduit à l'intérieur des comprimés que le détenu conservait dans un flacon. Mais, ce témoin éliminé, Genovese savait qu'il n'avait plus

rien à craindre. En juin 1946, toute accusation fut abandonnée contre lui.

Genovese: « Tu devrais démissionner. »

A présent, Genovese se posait en concurrent de Luciano.

– Tout change, dit-il à Luciano, après les embrassades d'usage. Tu es toujours en dehors du pays. Tu ne peux pas t'en rendre compte. Permets-moi de te parler franchement, Charlie : tu devrais démissionner.

Il promit à Luciano qu'il aurait tout l'argent qu'il souhaitait. Mais ce serait désormais lui, Vito, qui tiendrait les rênes.

Intérieurement, Luciano était au comble de la rage. Mais il montra un visage impassible. Il dit à Genovese :

– Il n'y a pas de patron des patrons. Autrefois, j'ai refusé ce titre. Je changerai peut-être un jour d'avis. Mais toi, tu n'es pas capable d'occuper cette fonction. Ne me parle plus jamais comme tu l'as fait, sinon je me fâcherai. Et maintenant, parlons de choses agréables.

La réunion ne dut pas se dérouler comme Luciano le souhaitait. Dans ses Souvenirs, il assure qu'il batailla ferme pour dissuader ses complices de pratiquer le trafic des stupéfiants, mais qu'il vit bien qu'il n'était pas suivi par la majorité. On peut douter de cette interprétation et de l'innocence de Luciano en matière de trafic de drogue, trafic qu'il tente de mettre sur le compte de Genovese.



*Lucky Luciano emprisonné, Vito Genovese (à droite),
le plus ambitieux de tous, voulut féroce-
ment le pouvoir absolu sur la Cosa nostra, malgré l'existence de la
Commissione. Il devint l'officieux Capo di tutti.*
Associated Press

De toute façon, les choses tournèrent pour Luciano autrement qu'il ne l'avait prévu. Sa présence à La Havane ne pouvait longtemps passer inaperçue. Le gouvernement américain s'en émut. De vigoureuses pressions furent exercées sur le gouvernement de Batista.

Luciano perd la partie

Batista entretenait d'excellentes relations avec Lansky. En février, Harry Anslinger, qui était le patron du *Narcotics Bureau*, déclara que Luciano ne pouvait demeurer à proximité des Etats-Unis et il réclama son expulsion. Il alla même trouver le président Truman pour lui demander son appui dans cette affaire. Il l'obtint. Aussi annonça-t-il que, tant que Luciano n'aurait pas été expulsé, les Etats-Unis mettraient l'embargo sur les articles médicaux à destination de Cuba.

Luciano fit l'impossible, grâce aux amis qu'il possédait à La Havane. En vain. Anslinger resta inflexible. Il n'était pas question d'accepter un compromis, comme un séjour à Caracas. Luciano devait retourner en Italie.

Il dut reprendre le bateau. Cette fois c'était un cargo turc. Il mit plus d'un mois pour gagner Gênes, par un temps épouvantable.

Luciano avait perdu la partie. Jamais il ne serait le patron des patrons.

Luciano éliminé, quelqu'un aurait pu disputer la palme à don Vito Genovese. C'était Costello. Mais celui-ci avait d'autres ambitions. Il n'était pas fasciné par l'idée de régner sur la *Cosa nostra*.

A l'égard de Genovese il adopta un comportement identique à celui dont il usait pour les politiciens: il eut avec lui des rapports affables et circonspects.

Genovese, lui, se serait volontiers débarrassé de Costello par les moyens les plus expéditifs. C'était un petit homme trapu, bas sur pattes, vulgaire, fagoté... Katz dit qu'il n'y avait rien de remarquable en lui, si ce n'est son regard, un regard totalement inexpressif. Le regard d'un homme prêt à tout faire pour balayer tout obstacle ou tout homme qui s'opposerait à son ascension.

Pour l'Armée du Salut

Une scène frappa beaucoup les observateurs. Au mois de janvier 1949, Costello organisa un dîner à cent dollars par tête à son night club le Copacabana, au bénéfice de l'Armée du Salut. Cent cinquante personnes y prirent part, dont bon nombre de *mafiosi*.

Avertis de cette soirée, les journaux en firent des gorges chaudes. Les quelques policiers en civil qui participaient au dîner notèrent, eux, autre chose: l'accueil extraordinairement empressé, chaleureux, que Costello réserva à Vito Genovese, en le conduisant à la place d'honneur.

— Il lui a pratiquement léché le cul devant l'assistance entière, rapportèrent les policiers.

Il en est de la Mafia comme de toute société fortement hiérarchisée. Du temps de Staline, la place qu'occupaient ses lieutenants, Beria, Molotov, Malenkov, etc., dans les cérémonies du 1^{er} mai

à Moscou, l'ordre dans lequel ils étaient cités dans la *Pravda* définissaient leur importance.

De même, les marques de respect prodiguées en public à tel ou tel *mafioso* avaient une signification. Teresa rapporte que les *dons* avaient droit à certains égards nettement définis. On n'élevait pas la voix en leur présence, on leur parlait avec respect, on s'effaçait sur leur passage, et on leur tenait la porte.

Les dirigeants de l'Armée du Salut furent assez embarrassés par le scandale qui suivit cette réception. La présidente de la branche féminine eut, elle, le mérite de la franchise :

– Nous aimerions bien rencontrer un Frank Costello à chaque coin de rue, dit-elle. Nous avons besoin d'argent, et l'essentiel n'est pas de savoir d'où il provient.

Les *mafiosi*, il est juste de le reconnaître, ont toujours eu le geste généreux. Presque tous les immigrants italiens étaient catholiques et ils donnaient largement à l'Eglise, les *mafiosi* plus que les autres, puisqu'ils avaient plus d'argent.

Al Capone non seulement versa de fortes contributions à des organismes charitables, mais « dépanna », à maintes reprises, des compatriotes désargentés ou en difficulté momentanée.

Il entre peut-être dans cette attitude une part de façade, le souci également, grâce à une certaine munificence, de se ménager des appuis. Mais en se limitant à ces considérations, on risque de procéder à une analyse sommaire. Dans son intéressante étude *Le Monde hallucinant de la Mafia*, le D^r Henri Amoroso note justement : « Le *mafioso* est cupide mais, paradoxalement, il est géné-

reux.» Le même auteur rapporte en particulier plusieurs gestes d'Al Capone qui n'ont manifestement pas été faits pour «épater la galerie».

Cette générosité — faut-il le souligner? — s'exerce en premier lieu à l'égard des compatriotes. La Mafia repose à l'origine, comme l'a bien montré Puzzo dans *Le Parrain*, sur la notion de service: on vous aide, donc en retour vous devez à votre tour montrer votre reconnaissance. Et la générosité est aussi une valeur de l'ancienne féodalité, matrice de la Mafia.

La commission Kefauver

Après l'affaire du dîner, Costello avait donné sa démission de l'Armée du Salut. Il est probable qu'il aurait volontiers abandonné toute responsabilité à l'intérieur de la Mafia. Il avait fait fortune, il possédait de nombreuses relations dans la bonne société new-yorkaise. Nous l'avons dit, il souhaitait en jouir et se faire oublier.

On ne démissionne pas de la Mafia. On est lié à elle par les secrets qu'on partage avec les autres. Qui s'en retire devient suspect. On ne le contrôle plus. On ne connaît plus ses réactions. Et si, demain, il parlait? Et ne l'a-t-il pas déjà fait? Et ne vaut-il pas mieux prendre ses précautions, l'abattre?

Loin de se faire oublier, Costello allait au contraire attirer singulièrement l'attention sur lui. Il le devrait à deux événements contemporains de l'année Cinquante: la commission d'enquête Kefauver et le développement de la télévision

naissante. De cette rencontre jaillit une lumière crue, violemment braquée sur l'*Underground* américain, et toute l'Amérique, haletante, voulut suivre sur le petit écran ce feuilleton à suspense : les interrogatoires menés par la commission sénatoriale Kefauver.

Chaque fois, c'était un scénario improvisé. Les audiences de la commission Kefauver, chargée d'enquêter sur le crime, étaient enregistrées par la caméra en direct. A cette époque, même dans une ville comme New York, peu d'habitants possédaient un poste. Ils devinrent un objet de convoitise. Chez ces privilégiés, on donna des téléparties. Les ménagères abandonnèrent leurs travaux et se précipitèrent chez une voisine qui avait la chance de posséder un appareil. D'autres envahirent les débits de boisson. Des hommes d'affaires renoncèrent à un rendez-vous important. L'ère de la télévision commençait avec la chasse aux *mafiosi*.

Costello devint à la fois la vedette et la victime de la production à grand spectacle Kefauver. A des questions gênantes, insidieuses, perfides, il répondit avec embarras, d'une voix rauque. Les silences étaient pires.

Des mains révélatrices

Mais surtout le pauvre Costello fut trahi par ses mains sur lesquelles, par moments, la caméra braquait, en gros plan, son objectif cruel. Comme elles étaient éloquentes ces mains ! Combien révélatrices ! Elles froissaient un mouchoir ; elles

frottaient leurs paumes convulsivement l'une contre l'autre ; on les devinait moites ; elles tambourinaient nerveusement sur une table ; elles roulaient entre leurs doigts une boulette de papier, l'écrasaient : comme peut-être si ç'eût été le sénateur Kefauver.

Celui-ci était un grand homme maigre. Il devint en quelques jours un héros national, le Kid Galaad poursuivant le Crime. Il était secondé dans sa tâche par le sénateur Charles Tobey et par Rudolph Halley.

Costello avait une possibilité de défense : le recours au cinquième amendement. Cette disposition propre à la loi américaine permet, on le sait, à toute personne de ne pas répondre, si elle juge en conscience que sa réponse pourrait lui faire tort.

Les Rosenberg, au cours de leur procès, se sont à plusieurs reprises retranchés derrière ce cinquième amendement qui offre à la défense des avantages précieux, sans équivalent, croyons-nous, devant aucune autre juridiction.

Costello écarta dédaigneusement ce procédé.

Au cours des interrogatoires, il se heurta au redoutable Halley qui épuisait une question jusqu'au moindre détail, y revenait, harcelait l'adversaire dès qu'il avait découvert une faille, mettait en valeur la moindre contradiction avec une réponse précédente. Ces contradictions n'avaient pas toujours une importance considérable, mais elles contribuaient à donner de Costello l'image d'un homme mal à l'aise, empêtré dans ses mensonges, qui tentait de dissimuler maladroitement un passé inavouable.

«Pouvez-vous alors m'expliquer?»

Cela donnait, par exemple, ceci :

Halley – Vous a-t-on connu sous d'autres noms que sous celui de Frank Costello?

Costello. – Eh bien ! quand j'étais enfant, je crois que l'on m'appelait par le nom de jeune fille de ma mère, Saverio.

Halley. – Vous êtes-vous servi d'autres noms?

Costello. – Pas à ma connaissance.

Halley. – Vous ne vous êtes jamais fait appeler Castiglia?

Costello. – Pas que je me souviene.

Halley. – Mais vous vous êtes fait appeler Saverio?

Costello. – Oui, c'est possible, quand j'étais gosse.

Halley. – Il me semble pourtant que vous vous êtes fait appeler ainsi après que vous étiez sorti de l'enfance, si je ne m'abuse?

Costello. – En effet.

Halley. – Pouvez-vous alors m'expliquer ce que vous voulez dire quand vous prétendez qu'il est possible que vous vous soyez fait appeler Saverio? Ne savez-vous pas pertinemment que vous vous êtes fait appeler ainsi?

Costello. – Oui, ça se peut.

Halley. – Enfin, vous ne parlez pas anglais quand vous dites que c'est possible ou que ça se peut ! Ça ne veut rien dire.

Costello: «Je n'ai pas fait d'études supérieures»

Costello. — Je m'excuse, je n'ai pas fait d'études supérieures comme vous, M. Halley.

Halley. — C'est sous ce nom que vous avez été condamné, si je ne me trompe?

Costello. — En effet. Cela remonte à 35 ou 36 ans.

Halley. — Vous rappelez-vous avoir été condamné en 1915 pour port d'armes prohibé, un revolver en l'occurrence?

Costello. — J'ai été condamné pour un délit mineur.

Halley. — Avez-vous été condamné pour port d'armes prohibé?

Costello. — Oui.

Halley. — Et à cette occasion, vous êtes-vous fait appeler Saverio?

Costello. — Je crois, oui.

Halley. — Vous rappelez-vous avoir fait une demande de naturalisation?

Costello. — Oui.

Halley. — A l'époque où l'on examinait votre demande de naturalisation, vous a-t-on demandé si vous vous étiez servi d'un pseudonyme ou d'un autre nom?

Costello. — Je n'en ai pas souvenance.

Halley marqua trois points dès le première heure de question: 1) le témoin, contrairement à ses premières affirmations, s'est bien servi d'un pseudonyme dans le passé. 2) Il a un passé de droit commun, mineur sans doute, mais qu'il a cherché à cacher. 3) Il a menti alors que la procédure de la naturalisation était en cours (à noter que le parjure, la violation du

serment ont une grande importance aux Etats-Unis).

Battu par abandon

Au fur et à mesure des auditions, Costello se trouva de plus en plus en difficulté. En fin de compte, il finit par refuser de répondre, sous prétexte qu'il était souffrant, et quitta le studio où siégeait la commission Kefauver, dans un énorme tumulte.

Costello était en quelque sorte un boxeur battu par abandon. Du point de vue de l'opinion publique, l'effet était désastreux.

Costello revint devant la commission. Sa comparution s'acheva mal. Après lui avoir rappelé sa naturalisation, Tobey lui demanda ce qu'il avait fait pour le pays depuis vingt ans. Avait-il contribué à l'effort de guerre? Réponse: non. Qu'avait-il fait alors? Réponse: j'ai payé mes impôts.

Ce fut le coup de grâce, pour l'opinion.

Costello était plus à l'aise, sans doute, dans les propos tenus en privé, où il pouvait se permettre de répondre avec un cynisme qui aurait fait scandale sur le petit écran. Il racontait plus tard que Kefauver avait sollicité de lui une rencontre discrète en lui jurant que rien ne serait répété de leurs propos. L'objet de cette démarche, d'après Kefauver, était de savoir quelles mesures prendre pour débarrasser les Etats-Unis de ce fléau qu'était le jeu.

Abattre les chevaux

– Il faut prendre deux mesures, sénateur, répondit Costello.

– Lesquelles? (Les yeux de Kefauver brillaient de curiosité.)

– Il faut brûler les étables et abattre les chevaux.

Dans cette réponse, on trouve pour une large part le secret du pouvoir persistant de la Mafia. Une très grande partie de ses activités correspond à des besoins extrêmement difficiles à extirper. Au temps de la Prohibition, beaucoup d'Américains souhaitent boire, tout simplement. La Mafia leur fournissait les liquides qu'ils réclamaient. Quand les *bootleggers* étaient traqués pour commerce illicite, une large partie des citoyens américains n'étaient pas disposés à tenir pour des bandits des hommes qui leur permettaient de boire «un bon coup». Dans l'adoption de la législation prohibitionniste, nombre d'Américaines, mariées ou non, avaient eu une grande influence. Le mâle américain, sevré de whisky du fait de son épouse, ou d'une vieille fille revêche, voyait dans le *bootlegger* une sorte de vengeur.

Il en allait un peu de même pour le jeu, interdit dans la plupart des Etats-Unis. Le jeu était une soupape de sûreté. Les policiers eux-mêmes étaient enclins à considérer les délits de jeu comme des infractions très mineures à la loi.

Dans aucun pays au monde, les usuriers n'ont été aimés. Mais le prêt correspond à une nécessité. Il y a à chaque instant des quantités de gens qui ont besoin rapidement d'une certaine

somme, sans les formalités que les établissements de crédit exigent. La Mafia était là.

Quant aux crimes de la Mafia, ils ne révoltaient réellement l'opinion que s'ils étaient commis contre des personnes qui n'appartenaient pas au « milieu ». Mais la plupart des « contrats » étaient remplis contre des hommes qui ne respectaient par l'*omertà*, ou qui étaient soupçonnés de ne pas la respecter. Cela ne concernait pas vraiment l'Américain.

Plus intolérable était le racket, les pressions exercées sur un tas de gens. Le sentiment qu'une puissance occulte s'imposait dans le pays, corrompait quantité de personnes haut placées, échappait le plus souvent aux rigueurs de la loi, la persistance de la Mafia, du Syndicat du Crime, était pour l'opinion américaine un phénomène hautement démoralisant, de même que la vie luxueuse des gangsters.

Costello emprisonné, grillé

Interrogés à leur tour, Meyer Lansky et Adonis ne commirent pas la même faute que Costello. Chaque fois qu'une question leur paraissait gênante, ils invoquaient le cinquième amendement.

Les choses tournèrent assez mal pour Costello. Il fut poursuivi pour outrage au Sénat auquel il avait un moment refusé de répondre, et condamné de ce fait à dix-huit mois de prison. Et, le 22 août 1952, il se retrouva derrière les barreaux.

Depuis trente-sept ans, il n'avait pas connu la

prison. L'épreuve dut lui paraître dure. Mais, surtout, il avait subi le feu des projecteurs de l'actualité, il passait pour le plus grand racketteur des Etats-Unis, chacun pouvait l'identifier désormais dans la rue. Cette publicité ne valait rien pour un homme habitué à travailler dans les coulisses.

Devant la commission Kefauver, il avait dû avouer qu'il connaissait dix responsables sur seize du district de Tammany Hall. A partir de ce moment, il était définitivement « grillé » auprès des politiciens. Qui voudrait encore se compromettre avec lui ?

Genovese condamne Moretti

Vito Genovese profita assurément de cette situation. L'accroissement de son autorité, le déclin de celle de Costello apparurent nettement à travers un meurtre : celui de Moretti.

Pour certains dirigeants de la Mafia, Moretti était désormais considéré comme un danger public. Ses intempérances de langage, la comparution devant la commission Kefauver pouvaient les rendre catastrophiques.

En fait, devant cette commission, il ne s'en était pas mal tiré. Témoin, ce dialogue :

Halley. — Avez-vous eu l'occasion d'entendre parler de la Mafia ?

Moretti. — De qui ?

Halley. — De la Mafia.

Moretti. — J'ai lu des articles là-dessus.

Halley. — Dans les journaux ?

Moretti. — Oui, monsieur.

Halley. — Vous n'en avez jamais parlé avec qui que ce soit?

Moretti. — Non, monsieur.

Halley. — Mais avez-vous personnellement des renseignements au sujet de cette organisation?

Moretti. — Non, monsieur.

Halley. — Vous avez tout de même entendu au moins parler de l'*Unione siciliana*?

Moretti. — Par les journaux.

Halley. — Vous n'êtes affilié ni à la Mafia, ni à l'*Unione siciliana*, si j'ai bien compris?

Moretti. — Vous me demandez si je suis affilié? Si j'ai une carte de la Mafia?

Halley. — Je n'ai pas le cœur à faire de l'humour, M. Moretti.

Moretti. — Lorsqu'on est membre d'un parti, ou d'une organisation quelle qu'elle soit, on vous fait une carte, on vous initie.

Halley. — Et connaissez-vous quelqu'un qui aurait subi une telle initiation?

Moretti. — Comment pourrais-je en connaître si cette organisation n'existe pas?

Moretti était peut-être sérieusement travaillé par la syphilis, mais ni Kefauver ni Halley ne purent rien tirer de ce client coriace.

Pourtant, il était condamné à mort. A l'automne 1951, Genovese prit prétexte d'une initiative de Moretti, qui avait l'intention de convoquer une conférence de presse dans le New Jersey, pour réclamer sa mise à mort.

Genovese connaissait les liens étroits entre Moretti et Costello. Eliminer le premier c'était affaiblir le second, déjà durement secoué par le tapage de la commission Kefauver. Il commença

un travail de sape mené de bouche à oreille que Valachi a très bien décrit.

Un renard

« Vito, écrit-il, ressemble à un renard. Il prend son temps. Il veut que tout soit légal. Il commence à discuter la question d'abord entre nous qui nous trouvons le plus près de lui. Je veux parler de l'équipe de Tony Bender. Comme ça nous en parlerons autour de nous, et le mot se répandra, et d'autres membres se mettront à y réfléchir. Ce que Vito dit, c'est que Frank Costello a raison sur un tas de choses, mais qu'il a tort au sujet de celle-ci. Vito dit que ce qui arrive à Willie est triste, et que ça n'est pas sa faute. Il a seulement la tête malade; mais si on lui permet de continuer à parler, il va tous nous fourrer dans le pétrin.

» Vous voyez comment Vito pratique pour faire tuer Willie Moretti; et ça ne montre pas Frank Costello sous un aspect trop favorable. Un jour, Vito a une réunion avec certains d'entre nous dans le centre, au Village, et nous dit:

– Qu'est-ce que nous sommes, des hommes ou des mauviettes?

» Oui, il fait des projets de ce genre, disant que Willie doit être descendu parce qu'il n'est pas bien. Je me souviens que Vito a ajouté:

– Willie a perdu la tête; c'est la vie. Si demain, cela ne tournait plus rond pour moi, je voudrais qu'on me descende pour que je ne fasse pas de tort à cette *chose qui est à nous*.

» Alors, une fois que la graine a été semée, il est

naturel qu'elle pousse. La *commissione*, c'est-à-dire tous les patrons, a donné raison à Vito.»

Au restaurant « Chez Joe »

Moretti était un petit homme fort populaire dans son quartier italien de Hasbrouck Heigh. On l'avait surnommé « Cump », abréviation de « Compadre, c'est-à-dire de *parrain*, car il avait parrainé de nombreux enfants du quartier. C'était un personnage pieux qui allait à la messe chaque dimanche et qui versait beaucoup d'argent aux organismes de charité. Il avait aussi beaucoup contribué au lancement de Frank Sinatra, mais avait fort mal apprécié le divorce du chanteur, quand celui-ci s'était séparé de sa première femme Nancy, pour épouser Ava Gardner.

Le 4 octobre 1951, au restaurant « Chez Joe », 793 Palisades Avenue, à Cliffside Park, trois consommateurs se trouvaient, l'un au bar, les deux autres à une table. L'homme du comptoir s'absenta un moment, revint en compagnie de Moretti qu'il présenta aux deux autres.

Seules la femme du propriétaire et une serveuse étaient à cette heure-là présentes chez Joe, en plus des quatre hommes. Elles se retirèrent à la cuisine. Quelques minutes plus tard, elles entendirent des coups de feu. Le temps de sortir de la pièce où elles se trouvaient, le restaurant était vide, à l'exception de Moretti qui gisait sur le sol. Mort.

Exceptionnellement, l'un des hommes fut identifié, par la serveuse, comme étant un certain

Robilotto, de l'équipe d'Albert Anastasia. En outre la police trouva sur place deux chapeaux de feutre abandonnés par les assassins. Il fut aisé de remonter, grâce à une étiquette de nettoyage trouvée dans un des chapeaux, jusqu'à une teinturerie de New York City. Mais la presse publia ce renseignement et, quand les enquêteurs se présentèrent à la teinturerie, la fiche concernant le chapeau avait disparu.

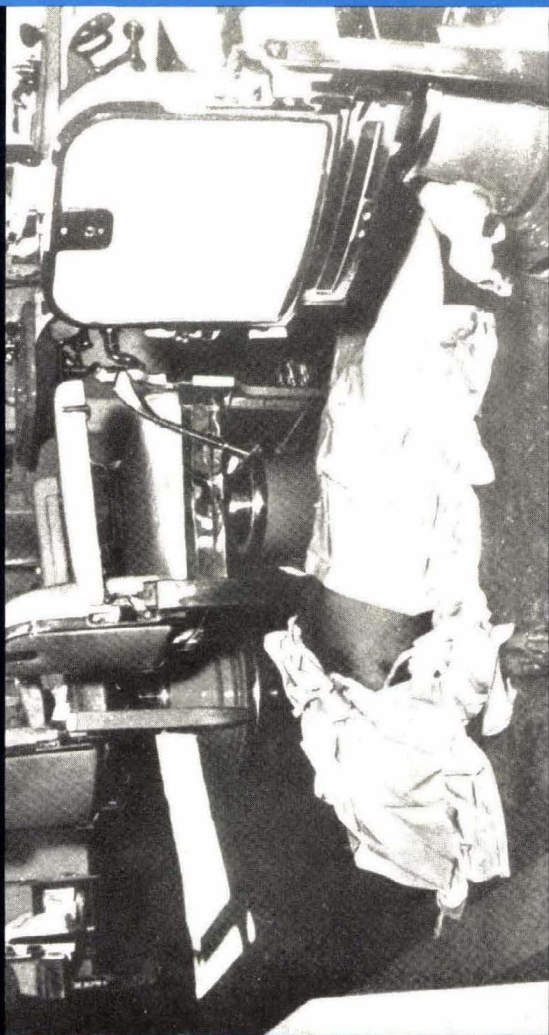
L'assassin demande son chauffeur à la victime

Robilotto fut bien inculpé de meurtre, en juin 1952. Mais la preuve de sa culpabilité ne put être apportée (la serveuse n'était pas sûre de bien le reconnaître et l'accusation finit par être abandonnée).

Ce même jour, Anastasia avait ressenti de violentes douleurs dans le dos. Il s'empressa de téléphoner à Moretti en lui expliquant que son chauffeur n'était pas disponible. Est-ce que Moretti voudrait bien lui prêter le sien pour se rendre à l'hôpital?

— Bien sûr, dit Moretti. Je lui dis de venir te prendre.

Albert Anastasia le remercia chaleureusement de son allégeance. Quand il arriva à l'hôpital, le technicien, chargé de s'occuper des rayons X pour la radiographie, était absent. Ce fut pour Anastasia un beau sujet de scandale. Il écumait de colère. Ah! on ne risquerait pas d'oublier sa présence dans cette matinée du 4 octobre, loin du restaurant où ce pauvre Moretti gisait maintenant,



*Albert Anastasia, dit «le Calabrais», adversaire
redoutable pour Genovese, fut abattu le
25 octobre 1957 dans un salon de coiffure de l'hôtel
Park Sheraton. Ferni*

les jambes écartées, une main crispée sur la poitrine, avec deux petits trous ronds, un à chaque tempe.

Moretti eut de très belles obsèques.

Il était sincèrement regretté par tous. Il était victime, en somme, de la fatalité.

– Que le Seigneur ait pitié de son âme, dit Genovese en guise d'oraison funèbre.

CHAPITRE V

LA MAFIA DÉCAPITÉE

Le 2 mai 1957, Costello dîna dans un élégant restaurant de Manhattan, l'Aiglon, en compagnie d'un éditeur. Vers onze heures du soir, il prit congé de ses amis, fit appeler un taxi et regagna l'immeuble où il logeait à Central Park.

Il ne prit pas garde à un gaillard très grand, très large, qui descendait d'une Cadillac noire et qui se précipitait vers l'entrée de l'immeuble. Il pénétra dans le hall. Comme il s'avançait, il entendit qu'on l'interpellait de derrière un pilier de marbre :

– Voici pour toi, Frank.

Où Costello frôle la mort

Il se retourna d'un mouvement vif, juste pour voir le colosse, un P. 38 à la main, entendre la détonation, sentir une violente brûlure sur le côté droit du crâne, y porter la main, la retirer pleine de sang.

Déjà son agresseur s'enfuyait, convaincu sans doute qu'avec une balle dans le crâne l'oncle Costello ne pouvait s'en tirer.

La balle n'avait fait que frôler le cuir chevelu. Costello s'en tirait avec une égratignure et un costume taché.

On le conduisit à l'hôpital. Et là, commencèrent ses véritables ennuis. On trouva sur lui la feuille de papier sur laquelle étaient portés des chiffres (nous avons déjà signalé les deux premiers):

Bénéfice brut casino: 651 284 dollars

Gains appareils à sous: 62 844 dollars

Reconnaissances de dettes: 153 745 dollars.

Il allait en résulter certaines complications avec le fisc.

Pourquoi le tueur qui devait abattre Costello l'avait-il interpellé? Peut-être pour rester fidèle à la tradition sicilienne qui veut qu'un *don* soit tué de face. En tout cas le mouvement effectué par Costello lui avait certainement sauvé la vie. Il avait parfaitement reconnu le tueur: Gigante. Observant l'*omertà*, ainsi qu'il se devait, il déclara à la police qu'il n'avait jamais vu l'homme qui avait ouvert le feu sur lui. Naturellement, il ne se connaissait pas d'ennemis.

Le portier avait meilleure mémoire. Il fit une description précise du colosse. Mais Gigante avait disparu. Deux mois plus tard, il vint se présenter à

la police. On le recherchait, paraît-il ? Il était à la disposition de la Justice. On fit venir le portier. Pour rien. En deux mois Gigante avait perdu quarante kilos. Il était devenu méconnaissable.

Genovese craint le choc en retour

Luciano apprit la nouvelle de l'attentat le lendemain, par la police italienne. Sa réaction fut telle, que les policiers, qui l'avaient un moment soupçonné d'avoir inspiré cette tentative, furent convaincus de sa sincérité.

Dès qu'il revint à son domicile, Luciano commença à prendre des précautions pour lui-même. Il n'avait aucun doute sur l'identité de l'homme qui avait cherché à éliminer Costello. Ce ne pouvait être que Vito Genovese, qui poursuivait avec acharnement son but : devenir le *capo* de tous les *capi*.

Costello pourtant aspirait à se retirer. Il avait plus de soixante ans. Mais, tant qu'il vivait, avec le prestige qui continuait à l'auréoler, il barrait la route de l'ambitieux Genovese.

Son coup manqué, Genovese pouvait s'attendre à des représailles. En envisageant de prendre sa retraite, Costello s'était lui-même exposé à des sanctions. On ne démissionne pas de la *Cosa nostra*. Mais, en fin de compte, il n'avait pas encore pris de décision. Genovese, lui, avait enfreint délibérément le code de l'Organisation : on n'avait pas le droit de se faire justice soi-même.

Genovese savait tout cela par cœur. Il savait qu'en vingt-quatre heures tout le « milieu » avait

déjà identifié son tueur Gigante, si repérable en raison de son physique. Oui, il pouvait s'attendre à un choc en retour. Il se terra chez lui, sous la protection vigilante de ses gardes du corps.

« Il faut le descendre », hurlait Anastasia

Mais Costello ne chercha pas à exercer des représailles. Il était surtout soucieux de se défendre devant l'offensive du fisc. Au bout de quelque temps, Genovese, qui avait resserré les liens de sa « famille », commença à respirer. Il redoutait toutefois les réactions d'un homme très lié à la fois à Costello et à Luciano et dont la violence était bien connue. Il s'agissait d'Albert Anastasia.

Anastasia avait été le vrai chef d'état-major de *Murder Incorporated*. Quand une difficulté se présentait il était toujours prêt à la régler à coups de revolver. Tuer était devenu chez lui la solution à un tas de problèmes.

Un jour, un citoyen américain nommé Schuster reconnut dans la rue un cambrioleur célèbre aux Etats-Unis : Sutter. Il le dénonça. Après cela, il fut interviewé à la télévision.

Anastasia était devant le petit écran. Il devint cramoisi de fureur.

— Il faut le descendre ! Il faut le descendre ! hurlait-il. Le descendre tout de suite !

Ainsi fut fait. Le pauvre Schuster fut abattu. Luciano et Costello désapprouvaient énergiquement de telles méthodes. Ils pensaient que l'Organisation devait tuer seulement en cas d'extrême nécessité, et que les victimes ne pouvaient être

que les membres de la Mafia. Tuer hors de ses rangs, c'était provoquer l'opinion publique. A ce conflit, l'Organisation ne pouvait que perdre.

Genovese apprit que Costello et Anastasia se rencontraient en secret. Il lui fallait agir au plus vite.

Anastasia «descendu»

Le 25 octobre Albert Anastasia fit son entrée dans le salon de coiffure du Park Sheraton, l'hôtel de Manhattan. Il s'installa dans le fauteuil, sous une pile de serviettes chaudes. Il commit alors une imprudence qui allait lui être fatale. Il expédia son garde du corps à l'extérieur pour une course.

Deux minutes plus tard, deux hommes entraient dans le salon de coiffure. Le bas de leur visage était dissimulé sous un foulard. Ils dirent au patron, Arthur Grasso : « Toi, tu la boucles, si tu ne veux pas qu'on te fasse sauter la cervelle. » Debout derrière le fauteuil d'Anastasia, ils ouvrirent le feu.

Anastasia se dressa, comme projeté en avant par les balles qui l'atteignaient. Oscillant devant le miroir, il parut basculer vers les tueurs dont l'image se reflétait dans la glace. Une seconde rafale le toucha et il plongea en avant, heurtant la glace, s'effondrant sur le meuble placé au-dessous d'elle, faisant crouler toute une pile de flacons qui tintèrent sur le sol.

Les tueurs tirèrent encore deux balles, puis s'enfuirent. Anastasia avait son compte. Dix balles avaient été tirées, dont cinq l'avaient atteint.

La dernière, mortelle, lui avait traversé le crâne.

— Comment Albert avait-il pu être assez bête pour se laisser surprendre de la sorte, se dit Luciano, quand la nouvelle de cette mort lui parvint? Réfléchissant par la suite aux circonstances de cette mort, qui ne pouvait avoir que Genovese pour inspirateur, il en vint à conclure qu'elle n'avait pu survenir sans la trahison d'un lieutenant d'Anastasia, Carlo Gambino.

On ne connut que plus tard le nom d'un des tueurs, Joe Gallo. Nous allons en reparler.

Trois semaines après, en novembre, la Mafia tint un grand conseil, peut-être le plus important réuni depuis Atlantic City.

Partie de campagne à Appalachin

Elle se tint à l'initiative de Genovese qui, après la mort du terrible Anastasia, voulait exploiter à fond la situation de force où il se trouvait. Primitivement il avait envisagé Chicago comme siège de cette rencontre. Mais, Stefano Magaddino, *capo* de Buffalo, proposa Appalachin, petite bourgade rurale de l'Etat de New York.

— Nous y serons beaucoup plus tranquilles, assura-t-il. A la campagne nous n'aurons pas tous les flics sur le dos comme dans une grande ville. Et puis, nous bénéficierons du bon air de la campagne. Tout le monde vit sur ses nerfs. Tout le monde est très excité. Ce sera très reposant.

La suite des événements démentit ces propos optimistes. Tout pourtant avait bien commencé. On n'avait jamais vu tant de monde à une réunion

au sommet de la Mafia. Plus de cent personnes. Il est vrai que nombre de délégués étaient venus accompagnés de leurs gorilles. Après l'attentat contre Costello, après la mort dramatique d'Anastasia, nul ne se sentait plus en sécurité.

Appalachin fut une initiative malheureuse. Le lieu de la réunion était une grande propriété appartenant à un homme d'affaires de Buffalo, Joseph Barbara, dont les liens avec la Mafia étaient ignorés. Les «congressistes» n'avaient oublié qu'une chose. S'il est vrai que dans une ville, le réseau policier est plus dense, à la campagne une circulation automobile anormale attire aussitôt l'attention. L'arrivée de tant de limousines luxueuses, d'où ne descendaient que des hommes, rendit perplexe un policier local, le sergent Edgar Cresswell. Avec les trois agents qu'il avait sous ses ordres, il décida d'organiser des barrages à proximité de la propriété. Il examina ainsi les papiers de quelques membres de la Mafia qui arrivaient en retard à ces rendez-vous.

Un beau coup de filet

Les autres étaient déjà sur place, et se préparaient, par cette belle journée, à dévorer leur steak, grillé dans les jardins de la propriété sur les *barbecues*. Haletant, quelqu'un survint et donna l'alerte. Ce fut une belle débandade. Les hôtes élégants de Joseph Barbara se ruèrent à l'extérieur, abandonnant valises et voitures. Franchissant la clôture de la villa, ils foncèrent à travers bois, haies et broussailles.

Aidés par ses hommes, et par des renforts appelés en hâte, Cresswell réalisa un beau coup de filet, réussissant à mettre la main sur une soixantaine de convives. Le reste — une cinquantaine de personnes — parvint à s'échapper.

Parmi les personnalités arrêtées figuraient Genovese; Barbara; José Bonanno; Joe Profaci; John Scalise, le patron de Cleveland; Louis Traficante Jr, délégué de la Floride; Joël Zerili, de Detroit; Frankie Zitto, de l'Illinois inférieur; Joe Ida, de Philadelphie; James Coletti, du Colorado; James Civello, de Dallas, etc.

Le total des sommes saisies sur ces gens atteignait 300 000 dollars.

Costello dut se frotter les mains. Il avait pris prétexte, pour se décommander, qu'étant étroitement surveillé par la police, il risquait d'attirer l'attention.

Les *mafiosi* furent poursuivis pour avoir refusé de s'expliquer sur l'objet de ce rassemblement. Ils furent toutefois acquittés en appel, aucune charge n'ayant pu être retenue contre eux. On pouvait donc considérer qu'Appalachin fut en définitive un échec pour la police.

Ce ne fut pas le cas. On n'eut pas en effet le temps d'examiner, à Appalachin, des points importants qui touchaient à l'avenir de la *Cosa nostra*. Tout d'abord, Genovese comptait faire reconnaître officiellement son autorité sur l'Organisation. Il devrait se justifier d'avoir fait abattre Anastasia, ce qui n'aurait sans doute pas été difficile, chacun redoutant ce personnage sanguinaire. Le cas de Costello était plus délicat. Genovese aurait probablement invoqué la légitime

défense, en soutenant que Costello de son côté voulait le faire descendre, histoire peu crédible. Il comptait utiliser aussi un meilleur argument : Costello s'occupait beaucoup trop de ses affaires personnelles et négligeait celles de la *Cosa nostra*.

Genovese mis à l'ombre

Un autre point, prévu à l'ordre du jour, concernait l'organisation des « contrats ». Ce secteur — selon ce que révéla plus tard Valachi — ne donnait pas satisfaction. Vingt-sept « contrats » s'étaient terminés par des échecs complets. Genovese était d'avis de ne reconnaître désormais la qualité de membre de l'Organisation qu'aux seuls *soldati* qui auraient donné satisfaction dans leur travail. Si tel n'était pas le cas, ils seraient exclus et devraient se débrouiller tout seuls, avec menace d'être exécutés, si jamais ils ouvraient la bouche.

C'était là une innovation assez extraordinaire. Jusqu'alors on ne démissionnait pas de la Mafia, on n'en était pas davantage exclu, si ce n'est par la mort.

Dernier point de cet ordre du jour particulièrement chargé : le problème de la drogue. Parmi les membres de la Mafia, certains étaient partisans de faire abattre les agents du *Narcotics Bureau*, infiltrés dans les rangs de l'Organisation. D'autres pensaient au contraire qu'il fallait prohiber tout trafic de drogue, avec comme sanction la mort en cas d'infraction.

Bref, à Appalachin, devait se dérouler un ambitieux programme. L'irruption de la police empê-

cha qu'aucun de ces points fût examiné. Les vingt-quatre « familles » qui couvraient le territoire des Etats-Unis, et qui groupaient quelque cinq mille personnes, ne se réuniraient pas de sitôt en une aussi vaste assemblée.

Un an plus tard, Genovese était arrêté pour trafic de stupéfiants et condamné à quinze ans de prison. Luciano, qui le haïssait, se vante de ne pas avoir été étranger à cette chute et d'avoir monté contre lui une provocation à laquelle il aurait succombé. Ce n'est nullement impossible.

Luciano lui-même était condamné à l'exil. Anastasia avait été abattu. Joe Adonis avait été, lui aussi, expulsé des Etats-Unis. Costello s'effaçait. Il avait d'ailleurs de sérieux ennuis avec le fisc et allait retourner en prison. Et puis il avait près de soixante-dix ans. Il subissait le poids de l'âge. Le plus ambitieux de tous, Genovese, l'homme qui voulait férocement le pouvoir absolu, était à présent sous les verrous.

La Mafia restait sans chef.

Exécution mystérieuse de Frankie «Coups de feu»

Le 4 novembre 1959 la police alertée survint à la Cardiello's Tavern, un bar de la 4^e avenue. Un homme était en train d'y mourir. Il gisait sur le plancher, étendu sur le dos, le sang s'échappant de ses blessures. Il avait reçu neuf balles dans le corps.

Il mourut à l'hôpital sans avoir repris connaissance.

L'homme appartenait à la famille de Joe Profaci. Dans sa jeunesse, il avait été tueur. Comme il avait

donné satisfaction en remplissant ses « contrats » et en tenant sa langue, on lui avait procuré un job dans l'organisation des loteries clandestines. Selon les estimations faites à l'époque, il y gagnait 75 000 dollars par an pour trois heures de travail par jour, en qualité de contrôleur.

De son vrai nom il se nommait Abbatemarco. Mais on l'appelait plus souvent par son surnom, très évocateur, de Frankie Shots, Shots signifiant « Coups de feu ».

Cette mort allait rallumer un phénomène qui n'avait plus cours dans la Mafia depuis les règlements de comptes sanglants entre Masseria et Maranzano : la guerre entre les « familles ».

Pour la police, les motifs du « contrat » exécuté sur la personne de Frankie Shots demeurèrent un certain temps énigmatiques. Et puis, une enquête patiente, menée par l'inspecteur Raymond V. Martin, permit peu à peu de reconstituer la physionomie d'un des deux tueurs : un homme trapu, au gros ventre en forme de tonneau de bière.

Ce ne pouvait être que Joe Jelly. Et cette identification soulevait une autre énigme.

Joe Jelly était en effet le tueur numéro un des trois frères Gallo, Joe dit « Crazy » (le Dingue) ou Joe the Blond ; Larry ; et Albert, dit Kid Blast (le Cogneur, le Tueur).

Que se passe-t-il dans la « famille » de Profaci ?

La bande des Gallo était considérée comme une équipe de tueurs. Ils avaient pris, en quelque sorte, la succession d'Anastasia. Leur terrain de chasse

était Manhattan. Ils disposaient d'une certaine autonomie pour décider d'un meurtre, sans avoir besoin d'en référer toujours à la *Commissione*.

Cependant, il était inexplicable que les frères Gallo aient donné l'ordre à Joe Jelly d'abattre Frankie Shots. Ils appartenaient en effet à la « famille » de Profaci et Shots était lui aussi un homme de Profaci.

Joe Profaci dirigeait une des cinq grandes « familles » de New York. C'était un homme de taille moyenne, un peu chauve, à la mâchoire solide, le nez chaussé de lunettes d'écaille. Il était un des plus gros importateurs d'huile d'olive et de concentré de tomate aux Etats-Unis. C'était l'aspect légal de sa fortune. Le reste provenait de la loterie et autres jeux, et aussi, disait-on, du trafic de stupéfiants.

Quand Frankie Shots fut abattu, la rumeur circula dans le « milieu » que Profaci était en mauvais état de santé. Certains assuraient même qu'il était atteint d'un cancer. L'équilibre à l'intérieur de la Mafia repose sur des rapports de force. Un homme soupçonné d'être sérieusement malade, est aussi un homme vite considéré comme faible. Il ne gère plus avec la même fermeté son empire. Il se fait moins bien respecter. Et s'il meurt qui lui succédera ?

L'os de Cuvier

L'enquête sur la mort de Shots piétina longtemps. Le comportement des frères Gallo qui avaient des entretiens avec un important *mafioso*,



Le 26 janvier 1962, Lucky Luciano qui se trouvait à l'aéroport de Naples, fut terrassé apparemment par une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-quatre ans. « L'empereur de la drogue » trouva une fin brutale et mystérieuse. Keystone

Tony Bender, intriguait les enquêteurs et dénotait quelque chose d'anormal dans le fonctionnement de la Mafia. Profaci, pour sa part, paraissait depuis quelque temps vivre claustré. Ce pouvait être le signe qu'il était en effet gravement malade. Ou bien redoutait-il quelque chose? Et de qui?

Martin expédia des détectives dans les bars fréquentés par la pègre, avec mission d'ouvrir leurs oreilles. Ils en rapportèrent des bribes de conversation qui donnaient à peu près ceci :

« Profaci est foutu. Je donnerai cher pour le voir. Et Joe Jelly qui continue à se balader comme si de rien n'était. »

« C'est trop tranquille, j'aime pas ça. Y s'passe rien. C'est pas normal. Vous croyez qu'ils vont faire quelque chose? »

« Ecoute Dino: si ça marche, c'est bon pour nous. Si ça marche pas, alors j' préfère pas y penser. »

« Il s'est tiré à Miami, hein? T'as déjà entendu dire: « Profaci, s'est barré? » Eh bien! c'est ce qu'il a fait. Ça veut dire qu'on a gagné. »

« Il y a quatre types dans cette bagnole bleue et blanche. Y sont pas d'ici. Y sont immatriculés dans le Bronx. Qu'est-ce qu'ils peuvent faire? Rien: juste transpirer, ils sont foutus. »

« Scimone est malin, vachement malin. »

Ces bribes de phrases c'était pour Martin et ses hommes l'équivalent de l'os de Cuvier, qui permit au savant de ce nom de reconstituer un animal préhistorique inconnu. A l'aide de ces propos fragmentaires et de vérifications qu'ils firent, ils s'aperçurent que la guerre était ouverte entre les frères Gallo et Profaci.

Les frères Gallo avaient enlevé et gardaient en otages quatre membres de la famille Profaci: Joseph Magliocco, son beau-frère; Frank Profaci, son frère; Sally Musacchia, un homme de confiance; John Scimone, garde du corps du vieux Joe Profaci.

Celui-ci, l'alerte donnée, s'était enfui à Miami. Mais il n'avait pu atteindre sa propriété, et avait préféré chercher refuge dans un hôpital.

A partir des prises d'otages qu'ils avaient réussies, les frères Gallo avaient l'intention de négocier.

Ils nourrissaient depuis longtemps un ressentiment contre le vieux Profaci. Ils disaient que celui-ci avait fait abattre deux hommes, Ammino et Robiletto, pour des motifs purement personnels. Puis était venu le tour de Frankie Shots. Celui-ci avait été descendu, uniquement parce qu'il n'avait pas versé à temps une taxe que Profaci exigeait sur les paris. En outre, le vieux Joe avait tenté de faire abattre le fils du contrôleur des paris clandestins, Tony Abbatemarco.

Devant le tribunal de la Mafia

Un grave conflit venait de surgir. La *Commission* de la Mafia en fut aussitôt avertie. Elle dépêcha deux envoyés auprès des frères Gallo. Ceux-ci posèrent leurs conditions: l'affaire de loterie serait confiée à Tony Abbatemarco. Ils auraient le droit de monter davantage de rackets et Profaci leur céderait trois bowlings qu'il contrôlait. Enfin ils exigeaient cent cinquante

mille dollars pour relâcher leurs prisonniers.

L'affaire était maintenant devant le tribunal occulte de la Mafia, la *Commissione* de New York. Elle était présidée par Carlo Gambino (qui avait succédé à Anastasia). Ses autres membres étaient Gaetano Lucchese, Vincent Alo, Vito Genovese (en prison), José Bananas (Bonanno) et Joe Profaci lui-même.

La plupart de ces hommes étaient âgés. Gambino était considéré comme un des plus hauts caïds de la Mafia mais il avait soixante ans et on le disait en mauvaise santé. Lucchese avait soixante-deux ans. Il passait désormais la plus grande partie de son temps en Floride.

Alo, dit Jimmy Blue Eyes (Jimmy les Yeux Bleus) remplaçait Adonis. Mais lui aussi préférait la Floride.

Genovese, nous l'avons vu, se morfondait en prison. Pour l'affaire Gallo, il fut remplacé par Tony Bender.

Bonanno (dont nous reparlerons) était également un homme assez âgé, mais toujours en pleine activité.

Quand la *Commissione* se réunit, Profaci, toujours malade, ou qui craignait pour sa vie, n'était pas là. Larry Gallo plaida pour ses frères et pour lui.

En fin de compte la commission refusa de se prononcer devant ce qui apparaissait, quand on allait au fond des choses, comme un conflit de générations. Et elle invita les intéressés à négocier eux-mêmes le règlement de leur différend.

Les choses traînèrent. Profaci voulait bien négocier, disait-il, mais il posait un préalable : il

fallait d'abord libérer les otages. Les frères Gallo, entre-temps, avaient pris beaucoup de contacts. Selon Martin, Scimone, le garde du corps de Profaci, s'était même déclaré prêt à marcher avec les rebelles et à trahir son patron. Les frères Gallo crurent que le temps travaillait pour eux. Ils relâchèrent donc les otages, trois hommes d'abord, puis Scimone qu'ils gardèrent une semaine de plus, histoire de faire croire au vieux Profaci qu'ils avaient voulu punir un homme qui lui restait obstinément fidèle.

A partir de ce moment, la police se mit à surveiller attentivement deux quartiers : celui de President Street, repaire des frères Gallo, et celui de Bath Beach-Bensonhurst, où opéraient les partisans de Profaci. Il s'agissait pour elle de tenter de prévenir les effusions de sang.

Le temps passa. La situation des frères Gallo devint difficile. Ils vivaient de rackets que leur procurait Profaci. Le premier soin de celui-ci avait été de geler cette source. Sa bande avait des moyens financiers d'une autre ampleur que ceux des frères Gallo. Elle était également mieux renseignée. Les vieux *dons*, en définitive, semblaient encore coriaces pour les jeunes loups.

*Larry Gallo sentit la corde se serrer
autour de son cou*

Le drame éclata, le 20 août 1961. Ce jour-là, Larry Gallo se rendit, pour un rendez-vous, au Sahara Lounge, un bar obscur, situé sur le territoire des Profaci. Il y retrouva Scimone. Sans doute comp-

tait-il sur celui-ci et le croyait-il acquis à son camp.

Les deux hommes s'installèrent au bar, et plaisantèrent avec le tenancier. Ils étaient les seuls consommateurs. A un moment, Scimone s'excusa et se rendit aux toilettes.

Quelques secondes s'écoulèrent, puis quelque chose siffla au-dessus de la tête de Larry, et il sentit qu'une corde se serrait autour de son cou. Le temps d'y porter la main, une main derrière sa nuque la serrait avec violence. Un genou s'enfonçait brutalement dans son dos. Il se trouva plaqué, cloué contre le bar.

Il tomba. Un voile noir brouilla sa vue. Hors de souffle, il perdit connaissance.

Il fut sauvé par miracle, tout au bord de la mort. Un sergent de police qui faisait sa ronde, poussa la porte du bar.

— Tout va bien Charley? demanda-t-il au patron.

— Tout va bien, répondit celui-ci d'une voix calme. Je fais un peu de nettoyage. Et vous, ça va?

La porte allait se refermer. Par hasard le regard du sergent distingua dans la pénombre deux jambes allongées sur le sol.

— Qu'est-ce que c'est? dit-il.

D'un recoin obscur, deux silhouettes jaillirent, bousculant le sergent, débouchèrent sur le trottoir, et détalèrent vers une Cadillac blanche.

Parce que le sergent avait eu le coup d'œil heureux, Larry Gallo échappa de justesse à un étranglement mortel.

Reprenant connaissance, il respecta l'*omertà*. Mais il avait parfaitement compris que Scimone l'avait attiré dans un guet-apens.

Un pardessus enveloppant un poisson mort

Dans la même période, Joe Jelly, l'homme qui avait abattu Frankie Shots, disparut. Un peu plus tard, une voiture roula lentement devant un *candy store* que Joe Jelly avait l'habitude de fréquenter. La porte de la voiture s'ouvrit. De l'intérieur, un paquet noirâtre fut projeté et vint tomber sur le trottoir.

Le paquet n'était autre que le pardessus de Jelly enveloppant un poisson mort. Dans le langage codé de la Mafia, le poisson signifiait que Joe avait été tué et son corps jeté à la mer.

On ne le retrouva jamais.

Dans la bataille contre les frères Gallo, la famille Profaci venait de marquer deux points.

Les Gallo se tapirent dans leur appartement de President Street, en compagnie de leurs hommes.

La police surveillait toujours les deux camps. Mais, en dépit de cette surveillance, deux voitures occupées par les hommes de Profaci réussirent à se glisser à travers le dispositif policier, et mitraillèrent le domicile des Gallo. Sans résultat.

Les Gallo étaient d'origine napolitaine. Leur père avait été cuisinier, puis transporteur aux Etats-Unis. Pendant la durée du siège, il abandonna son domicile et vint s'installer chez ses fils. Ce fut lui qui s'occupa de la cuisine.

La forteresse des frères Gallo

Le temps passa. L'appartement fut transformé en forteresse. Des grillages furent posés sur les

fenêtres, afin d'empêcher le jet d'une bombe ou d'une grenade. Vingt-cinq hommes occupèrent en permanence ce quartier général. En cas de nécessité les frères Gallo auraient pu en mobiliser deux cents. Mais Profaci aurait pu en rassembler bien davantage.

Parfois, pour distraire ses hommes, ou pour lui-même, Larry Gallo jouait du violon. Ou encore, il faisait passer des disques.

La prolongation des hostilités, cette guerre de siège jouaient contre les Gallo. Les autres «familles» de la Mafia ne leur confiaient plus de racket à exercer. Ils avaient du mal à monter eux-mêmes des opérations, en raison de l'étroite surveillance policière dont ils étaient l'objet. Et s'ils sortaient du quartier protégé par la police, ils s'exposaient aux tueurs de Profaci.

Les ressources fondirent. Les frères Gallo ne pouvaient donner que 50 dollars par semaine à leurs hommes. C'était peu pour faire vivre leurs familles, car la plupart d'entre eux étaient mariés.

Le climat s'aigrit. Des disputes éclatèrent. Il est difficile de vivre à plusieurs, confinés dans un espace clos. La discipline se relâcha. Plusieurs hommes s'en allèrent. Ils eurent, pour la plupart, un destin tragique, abattus les uns après les autres au cours des années qui suivirent.

A President Street, il finit par ne plus rester qu'une douzaine d'irréductibles.

La *Commissione* se réunit une seconde fois. Elle n'adopta pas de solution tranchante, mais en définitive son avis fut plutôt défavorable aux frères Gallo. L'inspecteur Martin compare leur sort à celui d'« un petit groupe de cavalerie retran-

ché dans un fort en bois, au milieu d'un paysage sauvage tenu par les Indiens».

Les hostilités se prolongèrent, coupées d'irruptions de la police à President Street, d'arrestations des frères Gallo ou de membres de la « famille » Profaci.

Les unes et les autres trouvaient la même conclusion: les *mafiosi* étaient remis en liberté contre versement d'une forte caution.

La guerre durait déjà depuis deux ans, une guerre sans décision de part et d'autre, marquée par quelques escarmouches qui avaient fait peu de victimes et de peu d'importance dans la hiérarchie de la Mafia. Les frères Gallo étaient très affaiblis; mais Profaci n'avait pas réussi à venir à bout de ses adversaires. A la longue, il subissait une perte de prestige.

Conférence mafiosique à Miami

Sur ces entrefaites, la Mafia tint en février 1962 une nouvelle grande conférence nationale. L'expérience malheureuse d'Appalachin avait servi. Cette fois les *mafiosi* se rassemblèrent dans une grande ville, à Miami. Ils y étaient dispersés dans de nombreux hôtels et, au lieu de tenir une grande réunion, ils se rencontraient à quelques-uns dans des bars ou des cafés, ou au cours de promenades. Que pouvait-on leur reprocher? Riches touristes, ils prenaient des vacances.

Profaci n'assista pas à la réunion de Miami. Il était toujours terré dans sa propriété. Les policiers qui surveillaient celle-ci notèrent qu'aucun mes-

sager venu de la conférence ne se présentait chez lui. Ils en conclurent que son prestige était au plus bas.

Des rumeurs commencèrent à circuler sur sa succession. On citait trois noms: Joseph Magliocco, son beau-frère; Lo Cicero, qui avait joué le rôle de médiateur au début du conflit avec les frères Gallo, et qui était allé voir Joe Adonis en Italie; enfin Carmine Lombardozi, fortement soutenu par Gambino.

Luciano meurt et les Gallo font une B.A.

Tandis que la conférence se déroulait, deux événements importants se produisirent dans l'univers international du gang.

Le premier concernait Lucky Luciano. Il s'était trouvé à l'aéroport de Naples. Vêtu avec élégance d'une veste de sport bleue et d'un pantalon de flanelle grise, il avait une fois de plus à répondre aux questions de la police et, une fois de plus, il possédait un alibi. Il attendait un avion qui devait amener un producteur de cinéma nommé Martin Gosch. Et en effet l'avion atterrit, Gosch en descendit et vint serrer la main de Luciano, du policier présent et d'un troisième homme nommé Resta.

A ce moment, Luciano trébucha, se raccrocha de la main au bras de Gosch. « Martin, Martin! », dit-il en haletant. Puis, doucement, il s'affaissa. Quand le médecin de l'aéroport survint, celui qui fut avec Capone le plus célèbre gangster des Etats-Unis était mort. Il était cinq heures de l'après-midi le 26 janvier 1962.

L'autre événement joua avec bonheur en faveur des frères Gallo. Au numéro 73 de leur rue, un incendie se déclara. Six enfants en bas âge se trouvaient seuls au deuxième étage, leur mère étant sortie faire des courses. Déjà des flammes s'échappaient de la fenêtre. Les frères Gallo se précipitèrent et sauvèrent les six gosses, alors que la chevelure de l'un d'eux commençait à brûler.

La presse s'empara de cette affaire, et l'opinion américaine considéra d'un autre œil les frères Gallo, auteurs de cette B.A. La photo des gangsters, les enfants dans les bras, fit la une des quotidiens.

Disparition de Bender

L'absence de Profaci était une des principales caractéristiques de la réunion de Miami. Mais une autre absence était remarquable : celle de Tony Bender.

Tony Bender était un lieutenant de Genovese. Il avait pour garde du corps Gigante, celui-là même qui avait tiré sur Costello. On racontait qu'il avait joué un rôle important dans la liquidation d'Anastasia. Il avait dans le « milieu » la réputation d'un homme énergique et expéditif. Enfin, il participait au trafic international de la drogue.

Genovese étant en prison, certains voyaient en Bender le futur numéro *un* de la Mafia. Son absence avait quelque chose d'incroyable.

La conférence prit fin sans qu'il parût. Des bruits circulaient, indiquant qu'il était en disgrâce. Il

aurait été condamné à la fois par Genovese dans sa prison, et par Joe Adonis en Italie.

Les semaines, les mois, les années passèrent.

On ne devait jamais revoir Tony Bender.

Le 7 juin 1962 Profaci mourut d'un cancer au South Side Hospital de Long Island. Peu de temps avant sa mort, son nom avait figuré sur une liste de trafiquants de drogue dressée par Anslinger, le chef du *Narcotics Bureau*. En vingt-cinq ans, de ses diverses ressources légales ou illégales, on estimait qu'il avait retiré entre cent à deux cents millions de dollars, dont la plus grande partie ne fut évidemment jamais déclarée au fisc.

Les frères Gallo abandonnent

Le jour des obsèques de Profaci, le policier Martin rendit visite aux frères Gallo. Apparemment, cette mort de leur ennemi les plongeait dans l'affliction, et ils montraient des mines de circonstance. Martin leur exprima son étonnement :

— Qu'avez-vous donc ? D'après ce que vous m'avez raconté, c'était un vieillard très dangereux.

— Ne dites pas ça, M. Martin, répondit Larry Gallo. Il est mort. Si on n'a rien de bien à dire sur les morts, il vaut mieux ne rien dire du tout.

Il était très vraisemblablement sincère.

La mort de Profaci n'améliora en rien la situation des frères Gallo. Leur camp continua à s'affaiblir. Leurs ressources à diminuer. Des défections, notamment celle du fils de Frankie

Shots qui accepta un compromis, proposé par la *Commissione* de la Mafia, vinrent éclaircir leurs rangs. Les rencontres entre les deux bandes n'avaient pas tourné à leur avantage. Sur les onze hommes qui étaient morts au cours des divers affrontements, neuf appartenaient à la bande des trois frères. Néanmoins ils refusaient de capituler.

Leurs finances s'épuisèrent. Au quartier général de President Street, il ne restait plus qu'une demi-douzaine d'hommes. Ils n'avaient plus d'argent pour les nécessités quotidiennes de la vie. On leur coupa le téléphone, puis l'électricité.

Deux des frères partirent. Larry resta seul avec quelques partisans. Un beau jour, avec trois d'entre eux, il quitta le Q.G. de President Street, et sortit de l'Etat de New York. Il abandonnait la partie.

A un carrefour, la police perdit sa trace.

Nous aurons l'occasion de retrouver les frères Gallo.

Un « don » qui avait vécu la grande époque : Bonanno

Quelques années plus tard, une autre guerre s'alluma dans les rangs de la Mafia. Elle débuta un jour avec la disparition d'un de ses principaux caïds, Joseph ou José Bonanno.

Joseph Bonanno, dit Joe les Bananes, était né en 1905, dans un haut lieu pour les annales de la Mafia, à Castellamare del Golfo. On s'en souvient peut-être: il avait été le parrain de Joseph Valachi, au sein de la bande de Maran-

zano, lors de la cérémonie d'initiation racontée par le gangster, telle que nous l'avons rapportée au tome II de la présente *Histoire*.

Sur ses photos, Bonanno apparaît un grand et bel homme, vêtu avec élégance, d'allure affable. La bouche et les yeux sourient. Le nez long et chevalin indique la ruse. Bref, il montre tout à fait le physique d'un homme d'affaires hardi et comblé.

Bonanno était le *don* d'une des cinq grandes «familles» de New York, ses activités se partageant bien sûr entre ses occupations légales et illégales. La façade légale se composait d'une manufacture de fromages dans le Wisconsin, de maisons de confection et d'une chaîne de blanchisseries à Brooklyn, d'une ferme laitière et d'un élevage de volailles à Middletown.

Les ressources illégales provenaient pour l'essentiel du racket, des jeux et, disait-on, des stupéfiants.

Bonanno était un homme d'expérience. Il avait vécu la grande époque de la Mafia. Au temps de la guerre des *Castellamarese*, il avait dû se cacher. Il avait alors, du jour au lendemain, quitté sa fiancée Fay, sans explication. Il était parfaitement capable, pour sa sécurité, de vivre des semaines isolé dans un appartement, sans faire de bruit, et presque sans voir personne.

L'enlèvement de Joe les Bananes

L'enlèvement de Joseph Bonanno se déroula en octobre, peu après minuit, devant un im-

meuble de Park Avenue, près de la 36^e rue. Il pleuvait. Bonanno descendait d'un taxi, derrière son avocat, William P. Maloney, quand deux grands gaillards surgirent de l'ombre, empoignèrent Bonanno sous le bras et, bien qu'il se débattît, l'entraînèrent vers une voiture beige qui stationnait le long du trottoir.

Stupéfait, Maloney avait vu se dérouler toute cette scène de rapt. Il s'avança, criant :

– Eh ! Qu'est-ce qui se passe ?

– Taille-toi, répondit une voix brutale.

Comme l'avocat continuait à s'avancer, une détonation retentit, et une balle vint s'écraser à ses pieds sur le trottoir. Maloney tourna les talons, et s'enfuit.

La voiture démarra et disparut dans la nuit.

L'enlèvement de Bonanno ne fut pas tout à fait une surprise pour la Mafia, pour les membres de la « famille » de Joe les Bananes, et pour la police. Depuis quelque temps, les rivalités entre les « familles » de New York avaient pris un tour aigu. De Bonanno, on disait qu'il voulait à son tour devenir le patron des patrons et qu'il avait cherché à faire liquider Carlo Gambino et Thomas Lucchese, mais que ce complot avait été éventé. En pareil cas, il faut s'attendre à un choc en retour.

C'est pourquoi la famille Bonanno vivait depuis plusieurs semaines sur le pied de guerre. Toutes sortes de précautions avaient été prises, en particulier pour assurer les communications en évitant les postes d'écoute de la police ou du F.B.I. Les membres de la « famille », qui comptait deux cent cinquante hommes, téléphonaient de cabines publiques à un endroit convenu. Ils utilisaient

pour donner leurs informations un langage codé. Et, ce soir-là, Bill Bonanno, le fils de Joe, trente ans, un grand gaillard souriant, vivait lui-même tapi dans un appartement de Queens, où il attendait l'arrivée de son oncle Frank Labruzzo.

Un spécimen typique de la nouvelle génération

Bill Bonanno était un spécimen typique de la nouvelle génération des *mafiosi*. Il avait été élevé en jeune Américain, avait fait des études supérieures. En même temps, chez lui, il avait appris le dialecte sicilien. Il avait grandi sous l'influence des deux cultures, éprouvant une grande affection et montrant beaucoup de respect pour son père.

Il avait appris peu à peu les activités de celui-ci qui, au reste, ne lui avait jamais caché grand-chose. Très jeune, il s'était d'ailleurs vite rendu compte, sans toujours pouvoir s'en expliquer les raisons, que son père était différent des autres pères. Par exemple, il arrivait à Joseph Bonanno de rester au domicile conjugal sans sortir pendant plusieurs semaines. Ou au contraire, il disparaissait. Parfois il demeurait le jour à la maison, et ne sortait que la nuit.

D'autre part, beaucoup d'hommes venaient à la maison et témoignaient tous un très grand respect à son père. Car les membres de cette «famille» étaient unis entre eux par une très grande affection.

*Un mariage de convention unissant
deux « familles »*

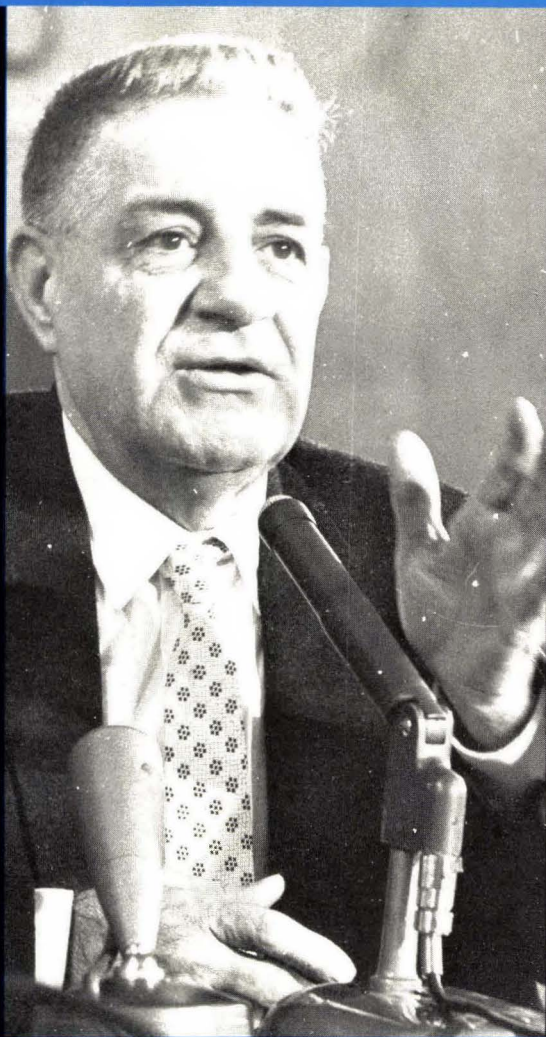
En 1956, Bill avait épousé Rosalie, la nièce du *mafioso* Profaci. C'était un mariage de convention un peu analogue à celui conclu entre deux familles de banquiers ou d'aristocrates qui y voient un moyen de consolider leur situation et leur fortune. Profaci et Bonanno étaient liés en affaires et s'étaient ingéniés à favoriser le rapprochement entre les jeunes gens. Le mariage fut naturellement couronné par le traditionnel voyage des jeunes époux en Sicile.

A ce mariage avaient assisté Vito Genovese; Costello; Albert Anastasia; Joseph Barbara (le seigneur d'Appalachin); Sam Giancana, de Chicago; Magaddino, de Buffalo; et d'autres représentants des vingt-quatre « familles » des Etats-Unis.

Joseph Bonanno avait décidé de faire de son fils Bill son successeur et, pour l'instant, lui avait accordé la troisième place dans la « famille ». Cette nomination avait provoqué quelques remous dans les rangs et une forte réprobation chez les vieux *dons* de New York. On trouvait que le jeune Bill manquait de respect pour les aînés, qu'il était trop impulsif, et on doutait des capacités de ce jeune bourgeois à devenir un *caïd*.

Ainsi la promotion de Bill fut-elle un des facteurs de la guerre entre les « familles » new-yorkaises.

Quand Frank Labruzzo, après avoir répété à la porte d'entrée la sonnerie convenue, pénétra dans l'appartement de Bill, celui-ci devina à sa



*Joseph Valachi pendant sa déposition devant
la commission Kefauver, en 1962. Pour sauver sa peau,
il trahit les secrets de la Cosa Nostra après l'avoir
servie pendant trente ans. Keystone*

pâleur qu'il apportait une mauvaise nouvelle. Labruzzo lui tendit les journaux. En première page, ceux-ci arboraient ces manchettes :

« Joe Bonanno : à considérer comme mort. »

« Joe Bonanno : enlevé par deux truands à New York. »

« Le F.B.I. participe à recherche ravisseurs. »

Un des quotidiens formulait cette hypothèse : Bonanno avait organisé son propre enlèvement, afin d'éviter de comparaître, au cours de la semaine, devant un jury d'enquêtes fédéral à Manhattan.

Soupçons et précautions

Bill était convaincu que son père avait été bel et bien enlevé. Ses soupçons se portèrent sur le vieux *don* de Buffalo, Stefano Magaddino, cousin de son père, mais en conflit avec lui pour des questions de territorialité qui concernaient le trafic au Canada : Magaddino n'avait pas approuvé la promotion de Bill, qu'il n'aimait pas. Quelqu'un également avait fort mal réagi, c'était son parrain, Gaspar Di Gregorio, qui appartenait depuis trente ans à la « famille » de Bonanno. Furieux de cette nomination qui l'évinçait, il s'était retiré, provoquant une scission.

Pour l'instant, il n'y avait rien d'autre à faire qu'attendre. Malgré la défection de Gregorio, la « famille » Bonanno comptait encore deux cents hommes, encadrés par des sortes d'officiers en liaison par téléphone avec Bill et Labruzzo. Ils étaient disséminés dans une série d'apparte-

ments dont les adresses restaient secrètes.

Les semaines passèrent. Il n'y eut pas d'autre alerte. La guerre paraissait ne pas vouloir se déclencher. Les nerfs de Bill Bonanno, depuis que son père avait disparu, étaient tendus à l'extrême, mais il s'était aussi familiarisé avec cette vie de risque. S'il roulait en voiture, il observait dans son rétroviseur les véhicules qui le suivaient. Quand il séjournait dans une région, il se familiarisait avec les rues, les carrefours, la topographie. A Long Island, il connaissait parfaitement le réseau d'avenues de Garden City et, s'il se sentait pisté, il était sûr de pouvoir y semer toute voiture qui l'aurait pris en chasse.

Un souvenir capital lui revint

Dans cette période de fièvre, un souvenir capital lui revint à l'esprit. Quelques mois plus tôt, son père lui avait dit que, s'ils perdaient contact, Bill devrait se rendre à huit heures, tous les jeudis soir, à une cabine téléphonique publique de Long Island, proche d'un restaurant d'Old Country Road.

Quand Bill se rappela cette conversation, le lendemain était le jeudi 12 novembre. Partagé entre l'angoisse et l'impatience, Bill, le lendemain soir, occupa la cabine, à l'heure convenue.

On l'a vu, l'usage des cabines publiques était courant chez les *mafiosi*. Pour échapper aux tables d'écoute, ils s'appelaient d'une cabine à l'autre, après avoir au préalable fixé une heure pour l'appel.

Bill attendit, plein d'espoir. A vingt heures quatre, il quitta la cabine et, sans mot dire, vint rejoindre Labruzzo qui l'attendait au volant de la voiture. Silencieux, ils regagnèrent leur appartement.

Bill savait que son père appelait toujours à la minute fixée. Or il n'avait pas appelé.

Le mystérieux appel du 17 décembre

Tous les jeudis, Bill retourna à la cabine. Le 17 décembre au soir, Bill stoppa une fois de plus sa voiture devant la cabine téléphonique. Il faisait très froid, et il resta assis au volant, à fumer. Il était plutôt déprimé et se disait que, cette fois-ci, il en serait comme les fois précédentes.

Il consulta sa montre. L'aiguille des minutes approchait du chiffre huit.

A ce moment, la sonnerie du téléphone retentit.

Bill ouvrit la porte de la voiture, fonça vers la cabine, décrocha. La voix d'une opératrice vérifiait l'exactitude du numéro.

Il y eut un instant de silence, suivi du tintement de plusieurs pièces de *cents* dans l'appareil. Et, enfin, une voix, qui n'était pas celle de son père, demanda :

- C'est Bill?
- Oui. Ici Bill. Qui parle?
- Peu importe. Ecoute. Ton père va bien. Tu le reverras sans doute dans quelques jours.
- Qu'est-ce qui prouve qu'il va bien?
- Et qui donc, en dehors de lui, aurait pu me donner ce numéro?

La voix semblait mécontente.

Elle reprit :

— Attention, pas de bêtise. Tiens-toi à carreau. Tout va bien.

Et on raccrocha.

Bill éprouva une grande joie. Mais la situation de son père restait pleine d'inconnues.

On lui avait recommandé de se tenir à carreau. Or il commit une grave faute. Il révéla à l'avocat de son père la conversation qu'il avait eue au téléphone, et celui-ci s'empressa de la communiquer à la presse, alors que Bill allait comparaître, le 5 janvier 1965, devant le grand jury. Les journaux, depuis la disparition de Joseph Bonanno, avaient imprimé, tantôt qu'il était en Sicile, tantôt en Tunisie, tantôt à Casablanca, tantôt réduit en bouillie, tantôt coulé dans un bloc de ciment. La nouvelle qu'il était toujours en vie fit sensation.

Après sa comparution devant le grand jury, Bill fut arrêté et inculpé parce qu'il refusait d'en dire plus sur la conversation qu'il avait eue au téléphone. Il estimait qu'il avait déjà été assez imprudent en parlant à l'avocat Maloney, et il ne voulait pas compromettre davantage le sort de son père. Son silence obstiné le condamna à la prison.

Le temps passa. Il n'y avait toujours aucune nouvelle de Joe les Bananes.

Embuscade

Entre le reste de la Mafia et la « famille » Bonanno, n'était intervenu aucun acte d'hostilité

caractérisé, en dehors de l'enlèvement du *don*. Puis la faction dissidente de Gregorio proposa une négociation. Après bien des hésitations, Bill et Labruzzo acceptèrent, parce qu'on leur avait laissé le libre choix du lieu de rencontre. Ils choisirent le domicile d'un parent, situé Truutman Street, à Brooklyn.

Ils faillirent y laisser la vie. A proximité du lieu du rendez-vous, le canon d'un fusil passa dans l'entrebâillement d'une porte. Bill eut juste le temps de se jeter au sol, derrière une voiture qui le protégeait. Des balles se mirent à pleuvoir d'un point de la rue, tandis que l'escorte de Bonnano junior ripostait.

Personne ne fut blessé. L'embuscade était un échec. Mais cet acte ouvrait réellement la guerre.

Peu après, on apprit que Gregorio avait été remplacé à la tête de la faction dissidente.

« Votre Honneur, je suis Joseph Bonanno »

Et puis, éclata le coup de théâtre. Le 17 mai 1966, le visage hâlé par le soleil, vêtu d'un complet de soie gris et d'une chemise blanche, un homme aux cheveux gris descendit d'une voiture et pénétra dans le palais de justice de Foley Square, en compagnie de son avocat. Il prit l'ascenseur, entra dans le prétoire, et s'avança tranquillement dans l'allée centrale, vers la table du magistrat fédéral Frankel.

– Qui êtes-vous? demanda le magistrat.

– Votre Honneur, je suis Joseph Bonanno. Si je comprends bien, la justice me cherche.

En dix minutes, la salle fut comble.

A 16 heures, contre une très lourde caution de 150 000 dollars, Joe les Bananes, harcelé par les journalistes, mitraillé par les *flashes*, ressortait libre du palais de justice.

Le retour de Bonanno père ne tarda pas à déclencher véritablement les hostilités entre sa « famille » et les dissidents soutenus par les autres *dons* de New York.

En octobre 1967 trois hommes furent abattus, alors qu'ils dînaient au restaurant Cypress Garden à Queens. Un seul homme, qui était entré subrepticement par la cuisine, cribla les dîneurs d'une vingtaine de balles avant de s'enfuir.

Les victimes étaient des hommes de Gregorio. On supposa que le tueur était le frère cadet de Peter Magaddino. Un an plus tard, on trouva son cadavre sur un trottoir de Brooklyn.

En mars 1968, un ami de Bill Bonanno, Perrone, fut abattu. Sa mort fit suite à un attentat contre un partisan de Gregorio.

D'autres attentats, qui firent des morts et des blessés, se succédèrent. On en vint même à jeter des bombes dans le jardin de la propriété des Bonanno.

Ces hostilités, qui n'en finissaient pas, éprouvaient durement la « famille » de Joe les Bananes. Deux de ses chefs étaient morts de maladie. Le numéro deux de la « famille », John Morales, qui tenait un restaurant, semblait parfois distant. Certains hommes avaient disparu. La « famille », isolée par les grands *mafiosi* de New York, éprouvait de très sérieuses difficultés financières.

Dernière victime de la guerre des Bananes,

Zummo, un homme de Gregorio, périt le 6 février 1969 sous une rafale de balles.

Au total, cette guerre, qui avait débuté par l'embuscade de Truutman Street en 1966 pour se poursuivre jusqu'en 1969, fit neuf morts.

Révélations gênantes

A la fin de cette période, un *don* de second plan, qui opérait dans le New Jersey, fut traduit en justice. Dans les affaires traitées par la *Commission* de New York, il avait rempli diverses missions de contacts.

Souvent, il avait des entrevues dans trois restaurants de New York. Il ignorait que le F.B.I. y avait posé des micros.

A l'occasion du procès du *mafioso* Cavalcante, les conversations enregistrées furent rendues publiques. Elles formaient deux mille trois cents pages dactylographiées. La presse se jeta dessus. Une partie des secrets de la Mafia fut rendue publique. Les révélations furent gênantes, surtout pour ceux qui avaient fréquenté des *mafiosi*. Des centaines de personnes, hommes politiques, hommes d'affaires, artistes, policiers, virent leurs noms livrés au public.

Qu'était devenu Joe les Bananes ?

Une chose demeura et continue de demeurer absolument mystérieuse. Qu'était devenu Joe Bonanno à partir du moment où il avait été

enlevé? Mais, après tout, avait-il bien été l'objet d'un enlèvement?

Deux versions circulent. Selon l'une, parue dans la revue *Life*, Bonanno avait tout simplement pris la fuite et était allé se réfugier à Haïti, dont il connaissait personnellement le dictateur, François Duvalier.

Selon d'autres, Bonanno aurait bien été enlevé par des hommes de la *Commissione* de New York. Plus tard, il aurait été autorisé à se rendre à Haïti, après qu'il eut promis d'abandonner la direction de sa « famille ». Revenu aux Etats-Unis, il n'aurait pas tenu sa promesse.

On ne peut guère trancher entre ces différentes hypothèses. L'ouvrage de Gay Talese, *Ton Père honoreras*, est une relation minutieuse de la vie de Bill Bonanno, faite par un journaliste d'origine italienne qui a bien connu le fils du *mafioso*. Mais, selon ce récit, Joe Bonanno avait conservé par-devers lui son secret, même pour son fils.

Cette nouvelle guerre, dite des Bananes, qui s'acheva une fois de plus sans décision nette, se termina fort mal pour Bill. Pour une utilisation frauduleuse de carte de crédit, il fut condamné à quatre ans de prison. Ainsi toute la famille Bonanno sortit déconfite de cette longue épreuve.

Deux « donneurs » : Valachi et Teresa

Au reste, la Mafia, dans son ensemble, avait été durement secouée au cours des dix dernières années.

Tout d'abord, il y avait eu les révélations de

Valachi. Celui-ci n'était peut-être qu'un *mafioso* de seconde ou troisième catégorie; il n'en savait pas moins beaucoup de choses. Et, après Reles, il parlait.

Reles était mort dans des circonstances mystérieuses, qui donnaient à croire qu'il avait été tout bonnement liquidé. Valachi demeura hors d'atteinte des tentatives de la Mafia.

Plusieurs opérations furent montées contre lui. Toutes échouèrent. Obsédé toutefois à l'idée que ses codétenus conspiraient contre sa vie, Valachi tua l'un d'eux qui était parfaitement innocent.

Que la Mafia n'ait pas réussi à éliminer Valachi constituait assurément pour elle un échec. En outre, l'impunité du *donneur* encourageait des tentatives identiques.

C'est ce qui arriva en 1969, avec un autre *mafioso* arrêté, Vincente Teresa. Celui-ci appartenait à la « famille » de la Nouvelle-Angleterre qui se trouvait placée sous le contrôle de Raymond Patriarca, secondé par Henry Tameleo.

Teresa ayant comparu devant la commission Mac Clellan, dont les débats étaient télévisés, son visage fut immédiatement célèbre dans tous les Etats-Unis. Il l'exposait à être reconnu partout.

Une existence traquée

Teresa devait témoigner à charge dans de nombreux procès. Pendant tout ce temps, lui et les siens étaient placés sous la protection de la police. Les Teresa furent trimbalés de motel en motel. « Il fallait vivre, toute la journée, enfermés à cinq

dans deux chambres, écrit-il dans *Ma Vie dans la Mafia*. Impossible de sortir, de peur d'être reconnus. Les chambres voisines étaient pleines de *marshalls* (1). Aucune intimité possible. Nous vivions les uns sur les autres et c'était très éprouvant pour les nerfs.»

Teresa assure que la *Mafia* avait mis sa tête à prix 500 000 dollars. «Une somme aussi pharamineuse, note-t-il, éblouit les petits truands. Ils voulurent courir leur chance de décrocher le gros lot. Ils ne se rendirent pas compte que s'ils réussissaient, ils se retrouveraient vite entre quatre planches. La Mafia s'empresse en effet de liquider les hommes qui détiennent un secret trop lourd. Et, en plus, ça fait 500 000 dollars d'économies.»

Teresa décrit en détail les précautions prises pour assurer sa sécurité et celle de sa famille. Ce qui peint à merveille une vie de *mafioso* traqué par l'Organisation et soumis à un danger permanent.

Mais on ne peut maintenir toujours une escorte de policiers au service d'un informateur, si précieux soit-il. Quand il a fini de vider son sac, il perd tout intérêt pour les autorités. Tout ce qu'on fera, c'est de lui permettre d'aller vivre dans un coin où il ne soit pas connu, sous une fausse identité.

« Où que je sois, quel que soit le nom que j'aurai adopté, quel que soit mon métier, écrit Teresa, je serai traqué par les tueurs de la Mafia. Ils ne renoncent jamais.»

Et Teresa, dans un autre passage de ses Sou-

(1) *Policiers*.

venirs, explique combien il est difficile d'échapper aux recherches de la Mafia.

Les sources de renseignements de la Mafia

L'homme qui se cache a un emploi régulier. Donc il est inscrit dans divers organismes syndicaux et professionnels. La Mafia dispose d'assez de complicités pour retrouver sa trace, grâce aux fichiers de ces organismes.

A défaut, les médecins, du moins ceux qui d'une façon ou d'une autre acceptent de travailler avec la Mafia, constituent une seconde source de renseignements. Il y a aussi les hommes politiques et les policiers qui, à un moment ou un autre de leur carrière, ont accepté un bakchich.

Autre source encore: les fonctionnaires chargés de s'occuper des prisonniers mis en liberté sur parole, ou qui sont placés en résidence surveillée.

Les compagnies d'assurances sont également précieuses. Tout le monde est obligé, à un moment ou un autre, de contracter une assurance. Or, dans les bureaux des compagnies, la Mafia possède des centaines de complices.

Si l'homme traqué est marié et a des enfants, on le retrouvera par ces derniers. Ceux-ci sont bien obligés d'aller à l'école. Donc ils ont un dossier. Une fois de plus, c'est une simple question d'accès aux fichiers.

La seule solution, pour s'en tirer, est de changer complètement d'identité, de région, voire de pays, et autant que possible d'apparence. Et de

prier le ciel qu'aucune personne au service de la Mafia ne reconnaisse l'homme qui l'a trahie, ou sa femme, ou son fils.

Apparemment, personne n'a encore retrouvé la trace de Teresa. A l'heure où nous écrivons, il est encore en vie. Incontestablement, c'est un point marqué contre la Mafia.

Il y en a eu d'autres. Ministre de la Justice, Robert Kennedy a lancé une offensive sévère contre la Mafia. Certains ont même prétendu que l'assassinat de son frère John était une opération montée par la Mafia pour se venger. Thèse, à vrai dire, assez peu vraisemblable.

Les grands « mafiosi » sont morts

La guerre des « familles » a fortement contribué à affaiblir la Mafia, comme nous l'avons montré. Et puis, au cours des quinze dernières années, nombre de personnages qui l'avaient marquée de leur personnalité ont disparu de la scène.

Luciano a succombé dans les conditions que nous avons indiquées.

Puis est venu le tour de Vito Genovese. En 1969, il est mort d'un cancer, en prison. Il y restait un personnage redouté, se maintenant en relations avec les dirigeants de la *Cosa nostra*.

Le 18 février, à sept heures trente du matin succombait à une coronarite un grand *mafioso* historique, Frank Costello. Il avait été hospitalisé quelques jours plus tôt à la suite d'une attaque cardiaque, et il avait convoqué l'écrivain Peter Maas, qui avait rédigé les souvenirs de Valachi,

dans l'intention d'évoquer lui aussi son existence mouvementée.

Il n'en eut pas le loisir. Il avait quatre-vingt-deux ans. Depuis une dizaine d'années, il n'exerçait plus directement aucune autorité sur la Mafia, mais les jeunes *mafiosi* venaient souvent le voir pour lui demander conseil.

Relatant sa mort en première page, le *New York Times* lui consacrait encore trois grandes colonnes dans une page intérieure. Seules les plus grandes personnalités de la vie mondiale avaient eu droit à autant de place.

Très peu de monde vint à ses obsèques et les policiers qui guettaient les arrivants furent déçus. L'épouse de Costello, Bobbie, avait d'ailleurs souhaité que les funérailles soient célébrées dans la plus stricte intimité.

A ces trois grands de la Mafia, il faut ajouter le nom de Meyer Lansky.

Son origine juive lui interdisait d'appartenir à la direction d'une organisation réservée aux seuls Italiens. Mais il avait été associé à maintes entreprises de la Mafia, en compagnie de ses amis Costello et Luciano, qui appréciaient son génie financier.

Lansky avait placé beaucoup d'argent dans les maisons de jeu de La Havane où il bénéficiait de la protection de Batista. L'arrivée de Castro au pouvoir ne tarda pas à tarir ce pactole.

En 1970, Meyer Lansky, qui était alors âgé de soixante-dix ans, fit jouer à son profit la loi du retour qui accorde à tout Juif le droit de vivre sur la terre de ses ancêtres. Il prit l'avion pour Israël. Les autorités israéliennes lui accordèrent un permis

de séjour temporaire et Lansky acheta une belle villa près de Tel-Aviv. A la suite de ce séjour, qui ne pouvait passer inaperçu, divers bruits circulèrent sur l'intention prêtée à la Mafia de placer des fonds en Israël.

Mais les autorités israéliennes ne renouvelèrent pas le permis de séjour de Meyer Lansky et, un an après son arrivée, le prièrent de déguerpir.

Un autre personnage, presque aussi célèbre que les précédents, Joseph Dotto, dit Joe Adonis, est mort en Italie d'une crise cardiaque, en novembre 1972.

Au début des années 1970, tous les grands caïds, tous ceux qui, aux Etats-Unis, avaient marqué l'histoire de la *Cosa nostra* de leur empreinte, avaient ainsi disparu.

La Mafia sans chef

L'homme qui paraissait devoir s'imposer était un *don* de New York, assez apprécié de Luciano, Carlo Gambino, le successeur d'Anastasia. Sur les photos, il montrait un visage chafouin, où un long nez roublard tenait toute la place. Les yeux petits et rusés étaient ceux d'un homme habile à se faufiler partout.

Rien n'indiquait toutefois que Gambino ait eu l'envergure de ses prédécesseurs. On l'imaginait mal imposant sa loi, dans ce monde turbulent, comme Maranzano et Genovese voulaient le faire. De toute manière, souffrant du cœur, il vient de mourir lui aussi, à soixante-quatorze ans. La Mafia américaine reste actuellement sans chef.

Depuis que Bill a été condamné à cinq ans de prison, Natale Evola a pris le commandement de la « famille » Bonanno. Mais cette « famille » est en pleine déconfiture.

Carmine Tramunti assure la succession de la « famille » Lucchese. Catena a pris la suite d'Eboli à la tête de la « famille » Genovese. Ce fut lui qui se heurta à la chaîne de supermarchés à laquelle il voulait imposer la vente d'un détergent. Mais il est en prison.

Enfin, il y avait Joe Colombo. Sans doute le personnage de plus de relief.

Une Ligue de défense

Pour lutter contre la propagande des films type *Incorruptibles* qui donnaient presque toujours aux gangsters des noms italiens, le *mafioso* Colombo avait suscité et financé une ligue de défense qui avait connu un certain succès auprès de la population d'origine italienne.

Mais cette initiative ne plut pas à tous les *dons*. La Mafia aime la discrétion et le silence. Elle ne tient pas à ce qu'on parle d'elle, même s'il s'agit de prendre sa défense. En général les *dons*, critiquèrent vertement cette *Ligue pour les droits civils des Italo-Américains*, créée par Colombo.

Le plus sévère à cet égard fut Carlo Gambino qui bougonna, dit-on, en parlant de l'initiative de Colombo :

— Il finira par nous faire poisser tous !

La victime fut, en vérité, Colombo en personne.

Le 29 juin 1971 Colombo organisa une grande

manifestation au cœur de New York, au Columbus Circle. Trois quarts d'heure avant le début de la réunion, six mille personnes étaient déjà rassemblées. Colombo passait à travers les groupes, serrant les mains qui se tendaient. Il était suivi par un jeune Noir, armé d'un appareil photographique, qui prenait cliché sur cliché.

A un moment, le jeune Noir mit la main sur l'épaule de Colombo, comme pour l'inviter à se retourner. En même temps, il tirait de sa poche un revolver et abattait le *mafioso* de trois balles.

Quelques instants plus tard, ce jeune photographe était tué, sans qu'on ait su exactement par qui.

L'attentat plongea Colombo dans un coma dont il n'est pas à ce jour sorti. Et tout de suite les commentaires allèrent bon train. Pourquoi cet attentat? Qui donc était derrière? Des rumeurs circulaient. On affirma que des contestataires noirs avaient tout machiné.

Les frères Gallo, alliés des Noirs

Il fallut quelque temps pour découvrir que les instigateurs de l'attentat n'étaient autres que les frères Gallo, du moins Joe et Al. En effet Larry, pour sa part, avait succombé à un cancer.

Joe avait fini par être incarcéré. Rejeté par la Mafia qui ne lui pardonnait pas sa guerre contre Profaci, Joe se lia en prison avec des Noirs, et en fit ses alliés. L'histoire de la Mafia se caractérisait désormais par l'intervention, en son sein, de nouveaux facteurs ethniques.



*En 1970, Joe Colombo créa la Ligue pour la Défense
des droits civiques des Italiens. Au cours d'une
manifestation dans New York, à Columbus Circus,
il fut abattu le 29 juin 1971, de trois balles dans la tête.
R.I.D.C.*

Mais, le 7 avril 1972, Joe Gallo le Dingue fêtait son quarante-troisième anniversaire dans un restaurant de la « petite Italie » quand un inconnu lui logea plusieurs balles dans le ventre. Joe n'y survécut pas.

Depuis l'attentat contre Colombo, on comptait déjà seize cadavres répartis entre les deux camps : Mafia blanche contre Mafia noire.

Cette nouvelle lutte de factions affaiblissait encore plus la Mafia. Quelques mois plus tard, la police allait lui porter de nouveaux coups.

Le Q.G. de la Mafia écouté et filmé

Les policiers découvraient en effet que plusieurs membres des « familles » de New York étaient mystérieusement attirés par un cimetière de voitures à Brooklyn.

Munis de jumelles puissantes et de caméras, ils s'installèrent à la fenêtre du second étage, dans une école voisine. Surveillant les lieux sans interruption, ils repérèrent, au centre du dépôt, une caravane entourée de fils de fer barbelés et gardée par deux chiens-loups.

On glissa un microphone dans le toit de cette caravane. Les films et les bandes magnétiques enregistrées permirent d'établir qu'elle servait de Q.G. pour les délégués des cinq « familles » de New York.

La surveillance se prolongea pendant un an. On enregistra 12 000 mètres de films, on prit 54 000 photos, on écouta 700 000 mètres de bandes magnétiques. Ces dispositions permirent de dres-

ser une liste de 677 personnes suspectes qui furent priées de se présenter devant le grand jury.

Beaucoup de bruit fut fait autour de la réunion de ce grand jury et des charges réunies par le procureur Gold. Certains étaient prêts à écrire que la Mafia ne s'en relèverait pas.

Une bombe atomique

C'était là, sans doute, une vue un peu trop optimiste. L'année suivante, en septembre 1973, le *New York Post* annonçait que, selon de graves chercheurs de la Fondation Ford, la Mafia serait bien capable de se procurer la bombe A.

Elle n'était donc point morte. Et même elle était assez vivante pour envisager un projet qui, à première vue, présente quelques difficultés.

On voit mal, toutefois, quelle utilité elle retirerait de l'usage de cet engin, sauf dans l'hypothèse où elle envisagerait de le vendre, très cher, à quelque acquéreur.

Mais tout porte à croire qu'elle tire toujours son argent d'opérations moins rocambolesques.

CHAPITRE VI

LES RÉSEAUX "DROGUE"

Drogues, passeurs, stupéfiants, héroïne, opium, pavot, morphine-base, laboratoires chimiques, *French Connection*, ces mots maléfiques, fournissent aux journaux la matière d'articles à sensation. Ils gravitent en général autour d'un soleil noir : la Mafia.

Celle-ci apparaît comme le centre mystérieux, comme le quartier général de toutes les opérations de trafics qui se déroulent sur la longue route de l'opium et de l'héroïne, en Turquie, au Moyen-Orient, à Rome ou à Naples, à Marseille, à Buenos Aires, à Mexico, à La Havane, aux Caraïbes, pour déboucher sur le principal marché du monde, les Etats-Unis.

Le lecteur finit par croire qu'il n'y a point de trafics de stupéfiants qui ne se déroule, sans

les ordres, les autorisations et le contrôle de la Mafia.

Drogue et Mafia

C'est une vue de la situation assez simpliste. D'abord tout trafiquant, pris sur le fait, n'est pas automatiquement un homme de la Mafia, n'est même pas nécessairement en relations avec elle.

En second lieu la drogue, contrairement à ce que beaucoup s'imaginent, n'est pas la principale source de revenus de la *Cosa nostra*. Le racket, les jeux, l'usure, voilà ses principales mamelles. Les profits provenant du trafic des stupéfiants, s'ils sont quasiment impossibles à établir, viennent assez loin derrière ceux que nous venons de citer.

Tous les *mafiosi* ne s'adonnent pas à cette spécialité. Nous avons vu antérieurement que, lors d'une réunion des «familles», l'attitude à l'égard de la drogue fut l'objet d'une âpre discussion. Certains *dons* étaient partisans de la prohiber, en raison des enquêtes policières que ce trafic provoquait, et des lourdes condamnations qui en résultaient quand des *mafiosi* se faisaient pincer.

Cependant les choses étaient loin d'être aussi simples. Si la Mafia ne contrôlait pas la drogue, le commerce de celle-ci serait inévitablement accaparé par d'autres bandes, qui se recruteraient dans d'autres catégories ethniques, souvent très désargentées, donc prêtes à tous les risques: Portoricains, Noirs, Chinois. La Mafia risquait ainsi de voir se constituer sur ses flancs des

bandes rivales dont la puissance financière pouvait à la longue devenir dangereuse pour sa propre puissance.

En outre, ces bandes pouvaient recruter auprès des *soldati* les moins fortunés, à la recherche d'un coup heureux qui rapporterait un gros bénéfice.

La drogue contrôlée ainsi par des hommes étrangers à la Mafia deviendrait un facteur de trouble et de dissension dans ses propres rangs.

Parmi les *dons*, l'homme dont le nom a été le plus fréquemment attaché au trafic de la drogue est incontestablement Lucky Luciano.

Dans le *Testament*, nous l'avons vu, il s'en défend avec véhémence à plusieurs reprises. A l'en croire, il n'aurait jamais participé à ces activités et rejette sur quelques membres imprudents de sa « famille » les écarts qui ont pu être commis dans ce domaine.

Déclinant toute responsabilité en matière de drogue, il accuse en revanche à plusieurs reprises, avec une hargne toute spéciale, le « fils de pute » (expression qu'il utilise maintes fois), Vito Genovese, de s'être spécialisé dans ce trafic.

Les noms de Profaci et de Bonanno ont été également souvent associés à ce commerce illicite.

La drogue interdite à l'entourage des Siciliens

Il ne faut pas trop se laisser prendre aux dénégations de Luciano. Les ravages exercés par la drogue sont tels qu'ils suscitent dans l'opinion une réprobation quasi universelle. Dans de telles

conditions, ses trafiquants ne peuvent être mis sur le même plan que les exploitants du jeu, ou les *bootleggers*, même s'il advint que des alcools frelatés, vendus clandestinement, aient eu des suites mortelles.

Il est probable que, à l'égard de la drogue, la mentalité de Luciano fut typiquement sicilienne. Dans ses Souvenirs, un policier américain qui s'introduisit tardivement, sous des identités d'emprunt, dans les réseaux de trafiquants, Sal Vizzini, lui-même d'origine sicilienne, observe que les trafiquants de Sicile interdisent l'usage de la drogue dans leur entourage. Mais, si les étrangers veulent s'empoisonner, c'est leur affaire. L'esprit de clan rend ces hommes tout à fait indifférents à ce qui peut affecter quiconque n'est pas d'origine sicilienne.

Un James Bond anti-drogue

Né à Cefalu, Sal Vizzini, un grand gaillard d'un mètre quatre-vingt-cinq, tireur d'élite, et spécialiste redoutable du karaté, fut une sorte de James Bond anti-drogue. Travaillant pour le *Narcotics Bureau*, il accomplit de nombreuses missions, en Italie, en Turquie, à Marseille, à Beyrouth, sous les ordres de Harry J. Anslinger, ancien commissaire spécialisé dans ces opérations.

De Vizzini, Anslinger a écrit qu'il était « un des meilleurs agents secrets que le Bureau des Narcotiques ait parmi ses employés. Pour réussir une affaire, il serait prêt à descendre aux enfers et à signer un pacte avec le diable. »

A diverses reprises, présenté par un agent double, Vizzini rencontre Luciano. Pour cette circonstance, il a reçu le nom de Cerra, et passe pour un pilote de ligne avec le grade de commandant. Naturellement, le *Narcotics Bureau* a pris quantité de précautions pour que son agent puisse effectuer sa mission avec le maximum de chances de succès.

Luciano prend Cerra en affection, l'emmène avec lui aux courses, au restaurant, lui présente des filles. Au cours de ces conversations familières, Vizzini tente de lui soutirer le maximum de renseignements.

Vizzini, sans doute, ne raconte pas tout. Mais il semble que la récolte soit un peu décevante. Nous apprenons ainsi que Luciano attend un jour avec impatience un certain Mike qui est un homme du gouvernement. Mais lequel? Sur ce point nous restons sur notre soif.

De même nous savons que Luciano est en contact avec un *mafioso*, Giuseppe Mancuso. Selon Vizzini, ce Mancuso est un des dix plus grands trafiquants de stupéfiants du monde. Vizzini, qui a gagné sa confiance, est introduit un jour par lui dans son laboratoire.

Peu de temps après, le redoutable Giuseppe est coffré et condamné à une lourde peine de prison.

Dans la bibliothèque de Luciano

Quand on mène cette vie, on côtoie sans cesse le danger. Laissé seul un moment dans la bibliothèque de Luciano, Vizzini-Cerra en profite pour

fouiller un peu partout. Il tombe ainsi sur une liste de vingt-deux noms, en face desquels figure le mot « arrosé ». Vizzini en profite pour les copier.

Un peu plus tard, il éprouve quelques sueurs froides. Car la feuille suivante ne comporte qu'un nom, un seul, qui se détache avec vigueur sur la surface blanche. Et ce nom c'est « Sal Vizzini », écrit de la main de Luciano.

« Ainsi, commente Vizzini, ils connaissent mon existence ! Dieu sait comment, Dieu sait où, quelqu'un avait réussi à me repérer... Il ne leur manquait plus qu'une photo pour que je sois un homme mort. »

Dans le *Testament*, Luciano évoque d'une façon épisodique la présence de Cerra auprès de lui. Il raconte qu'il avait aussitôt identifié celui-ci, comme étant un agent du *Narcotics Bureau*, et que dès lors il s'ingénia à lui faire bon visage et à ne lui communiquer que des renseignements fantaisistes, destinés à égarer ses chefs.

Mais Luciano pouvait difficilement dire autre chose pour ne pas perdre la face vis-à-vis du « milieu ».

Luciano montre beaucoup plus de hargne pour un autre agent du *Narcotics Bureau*, Charles Siragusa. Envoyé en mission en Italie par Anslinger, à partir de 1951, Siragusa s'installa d'abord à Naples, où il se fit passer pour un riche Américain, en quête de drogue.

Selon Luciano, Siragusa aurait été repéré aussitôt. Arrêté peu après par la police de Naples, il n'aurait eu d'autre solution que d'avouer qu'il était en mission pour le compte du *Narcotics Bureau*. A partir de ce moment, il était « grillé » et

n'avait plus qu'à regagner sa base aux Etats-Unis. Toujours selon Luciano, cet agent secret aurait conçu après son échec une haine féroce contre lui, et n'aurait eu de cesse qu'il recueille des faux témoignages contre lui. Toutes sortes de provocations auraient été ainsi montées contre Lucky, et elles auraient toutes échoué.

En 1953, en particulier, la police perquisitionna dans trois grands laboratoires de produits chimiques et médicaux (les laboratoires Schiapparelli) qui fabriquaient également de l'héroïne. Plusieurs hommes du « milieu », amis de Luciano, furent arrêtés. Et Siragusa, une fois de plus, accusa le Sicilien. Mais la culpabilité de ce dernier ne put être établie.

Elle n'en reste pas moins très probable.

Missions en Turquie et en Thaïlande

Sal Vizzini eut à remplir beaucoup d'autres missions, toutes fort dangereuses. L'une d'entre elles le mena aux sources même de la drogue, dans cette Turquie, où l'on récolte 56 pour cent de la production mondiale de l'opium. Vizzini y créa un réseau d'informateurs. Il fut blessé en découvrant une cave où étaient entassés deux cents kilos d'opium. Il dîna en tête à tête avec le principal exportateur d'opium de Turquie, Iminoglu, en se faisant passer pour un gros acheteur, marchandant avec son convive et, en fin de compte, le fit coffrer à bord du cargo où le trafiquant turc était en train de compter ses bénéfices.

Une autre expédition transporte Sal Vizzini en

Thaïlande et dans le petit Etat-frontière de Mongo, où une usine transforme l'opium en héroïne.

« Il y en avait — raconte Vizzini — un stock tellement important que les caisses occupaient tout un pan de mur... Il devait y avoir là au moins une quarantaine de tonnes d'opium et cinq ou six cents kilos de morphine-base prêts à être expédiés. Un himalaya de misère ! Et une centaine de millions de dollars de came sur le marché clandestin. »

Un peu plus tard, Sal Vizzini revient dans la nuit, silencieusement, jusqu'à cette usine, lesté de quelques kilos d'explosifs. Et, après avoir égorgé une sentinelle, il fait tout sauter. Des centaines de millions de dollars s'en vont en fumée.

La Sicile a été assurément un des gros relais pour le trafic de la drogue venue du Moyen ou de l'Extrême-Orient.

Passeur arrêté et règlements de compte sanglants

En 1953, on commença à parler à Palerme des deux frères La Barbera, Angelo et Salvatore.

Après diverses opérations illicites, les deux frères commencèrent à s'intéresser sérieusement au trafic des stupéfiants. Leur commerce était mené concurremment avec une autre bande, celle des frères Greco.

Cependant un certain Calledonio, un passeur en liaison avec la Mafia des Etats-Unis, se fit arrêter à la fin d'un de ses voyages. Il entra dans la voie des aveux, livra un certain nombre de complices et finit par être relâché.

De retour en Sicile, il fut abattu le 26 décembre 1962 par des hommes de la bande que dirigeaient les frères La Barbera.

Mais ceux-ci avaient commis une faute contre le code. Ils auraient dû avertir et obtenir l'accord des frères Greco, puisque Calledonio relevait de leur autorité. Il en résulta une guerre sanglante entre les deux bandes. Salvatore La Barbera disparut et ne fut jamais retrouvé.

D'autres morts suivirent de part et d'autre. Les Greco durent s'enfuir. Angelo La Barbera, à son tour, dut quitter la Sicile. On le retrouva au Mexique, puis il revint à Milan où il échappa de justesse à un guet-apens. Un de ses lieutenants, Tomasso Buscetta, usurpant diverses identités et passant les frontières avec aisance, a réussi longtemps à échapper aux poursuites.

Coppola : prudence et ingéniosité

Mais le nom d'un autre *mafioso* d'origine sicilienne, beaucoup plus connu, est souvent apparu à la rubrique drogues.

Frank Coppola était arrivé aux Etats-Unis en 1926, et pendant vingt ans il vécut à l'ombre de la *Cosa nostra*. Il finit par être expulsé en 1948. Mais en 1950 il revint au Texas, après être passé par le Mexique. En 1952 il retourna s'établir en Italie, près de Rome.

Lui, du moins, malgré son habileté, finit par être condamné à trois ans de prison pour trafic d'héroïne.

Le sénateur Mac Lellan, dans un rapport au

Narcotics Bureau dressait son portrait. «Trois grandes qualités aussi cachées qu'utiles, écrivait le sénateur : une incroyable capacité de silence, une énorme prudence, une ingéniosité infailible dans le choix de l'homme adapté à chaque occasion.»

En 1965 Coppola fut de nouveau arrêté, en compagnie d'autres célèbres *mafiosi*, Genco Russo et Frank Garofalo, mais relâché faute de preuves au bout d'un certain temps.

Il n'est pas douteux qu'il fut un maillon important dans le trafic de la drogue. Frank Coppola est mort récemment.

La «French Connection»

Mais il est impossible de parler de la chaîne des stupéfiants, à travers le monde, sans aborder ici le sujet complexe de la *French Connection*.

L'importance du maillon français, en la matière, n'est pas douteuse. «Soixante pour cent et peut-être soixante-dix pour cent de l'héroïne consommée aux Etats-Unis proviennent encore de France», assurait à l'envoyé spécial de *l'Express* (numéro du 7 mai 1973) Walter Phillips, assistant du district-attorney de New York.

Les Américains, sur ce thème, ont formulé de très vives critiques contre la tolérance dont les trafiquants bénéficiaient, selon eux, en France. Il est vrai que ceux-ci risquaient seulement cinq ans de prison s'ils étaient pris, et que les effectifs consacrés à ce service ne dépassaient pas quarante hommes, souvent mal équipés. (Ils sont aujourd'hui près de deux cents.)

C'est aussi que les drogues faisaient des ravages croissants dans la population américaine. Le nombre des drogués en 1973 était estimé à 560 000 dont 300 000 à New York, consommant entre dix et treize tonnes par an. Terrible marché, qui transforme les êtres en déchets et qui, très souvent, les tue.

La lutte contre la drogue est une lutte contre la mort. Et de rudes coups ont été portés à la « French Connection ».

Démantèlement du réseau Labay

En octobre 1971 on arrêtait un important trafiquant : André Labay.

Labay fut pris alors qu'il avait assuré le transfert aux Etats-Unis de 800 kilos d'héroïne, représentant quelque cent cinquante milliards d'anciens francs.

L'héroïne était fournie par deux gangsters, Salles et Signoli. Le chargement était transporté de Marseille à Paris par un certain Scapula. Labay et deux complices envoyaient la drogue, dissimulée dans une voiture truquée, système considéré maintenant comme périmé, et qui fit prendre, on s'en souvient, un célèbre présentateur de l'O.R.T.F. Le colis était finalement réceptionné aux Etats-Unis par un membre de la famille Signoli.

Au procès, le procureur souligna que les kilos d'héroïne passés représentaient 16 millions de piqûres et que la consommation de la drogue provoquait quatre morts par jour à New York.

Au total, vingt-trois personnes furent arrêtées et ce réseau complètement démantelé.

Le S.D.E.C.E. mis en cause

Une autre affaire soulèvera une controverse passionnée entre la justice américaine et la justice française, et ce conflit, qui mettait aussi en cause les services du S.D.E.C.E. (le contre-espionnage français), fut largement évoqué par la presse.

Le 5 avril 1971, un trafiquant de drogue français, Roger Delouette, était arrêté par la police américaine alors qu'il tentait d'introduire aux Etats-Unis une Volkswagen bourrée d'héroïne. Interrogé, Delouette prétendit qu'il travaillait pour le compte du S.D.E.C.E. et notamment pour son ancien chef, le colonel Paul Fournier.

Inutile de dire que ces déclarations eurent un énorme retentissement. La justice américaine, suivant le procureur Stern, qui croyait fermement les déclarations de Delouette, réclama l'extradition du colonel Fournier. Paris refusa.

Il faut préciser que Delouette avait accepté de se soumettre au détecteur de mensonge, appareil utilisé aux Etats-Unis et dont la valeur est d'ailleurs contestée.

Toute une polémique s'ensuivit, au cours de laquelle les dirigeants du S.D.E.C.E. furent, à diverses reprises, mis en cause. Le juge d'instruction Roussel, chargé à Paris de cette affaire, entendit certains d'entre eux.

A la suite des déclarations de Delouette, un jeune truand français, Dominique Mariani, fut



*Dernier grand chef de la Mafia traditionnelle
américaine, Carlo Gambino n'eut pas l'envergure
de ses prédécesseurs. R.I.D.C.*

arrêté. C'était un truand d'assez petite envergure.

Cette arrestation fut loin de donner satisfaction aux services américains. Mariani indiquant toutefois qu'il était entré en relation avec Roger Delouette par l'intermédiaire d'un de ses cousins, Jean-Claude Marchiani.

Or, celui-ci avait été au S.D.E.C.E. un des subordonnés du mystérieux colonel Fournier. Il en aurait été chassé en mars 1970 parce que, avec deux autres officiers du même service, il aurait confectionné de faux dossiers photographiques tendant à déshonorer l'épouse du président de la République, Georges Pompidou.

Affaire Marcovic et rumeurs

Ainsi la *French Connection* débouchait soudain sur l'affaire Marcovic, cet ancien garde du corps de l'acteur Delon, dont le cadavre fut découvert, la tête percée d'une balle, dans une décharge publique.

L'affaire Delouette, en dépit de maints rebondissements, demeure aujourd'hui encore pleine d'obscurités.

En avril 1972, Delouette fut condamné à cinq ans de prison par le tribunal fédéral de Newark. C'était une peine légère, mais qui se justifiait, selon la loi américaine, par les aveux de l'inculpé.

Citant les minutes des interrogatoires, l'avocat de Delouette, M^e Robinson, affirme que le colonel Fournier avait non seulement dirigé le trafic de l'héroïne mais aussi une opération de contrebande de faux billets, qui aurait été protégée par

des «personnalités françaises haut placées.»

On ne put en savoir plus. Certains affirmèrent que l'argent, produit par la drogue et la fausse monnaie, devait servir à financer les opérations électorales de la majorité politique en France. Selon d'autres rumeurs, ces sommes auraient été destinées à subventionner les opérations d'espionnage scientifique du S.D.E.C.E. aux Etats-Unis, conformément à des consignes données par le général de Gaulle.

Dans l'état actuel des choses, la réalité de ces opérations reste hypothétique.

Delouette a été libéré au bout de trois ans. Il confia alors à un journaliste français, qui voulait l'interviewer, qu'il avait l'intention d'écrire ses Mémoires. Depuis lors, on n'en a plus entendu parler.

Dans la quille d'un chalutier

Une autre prise sensationnelle fut celle d'un capitaine de chalutier, Marcel Boucan. Le 29 février 1972 la police des mers arraisonnait en effet, au large des îles du Levant, le *Caprice des Temps*, chalutier de vingt mètres. Dans sa fausse quille, on devait découvrir 409 kilos d'héroïne.

C'était la plus grosse prise de la lutte contre la drogue en France.

Boucan, aventurier des mers, devait livrer sa cargaison clandestine à Miami. Sa commission, si cette opération avait réussi, aurait été sans doute d'un million de francs lourds.

Après avoir caboté longtemps dans les eaux

des Caraïbes, Boucan, qui avait acquis deux ans plus tôt le *Caprice des Temps*, avait effectué une vingtaine de voyages entre la Guadeloupe, la Floride, la Côte d'Azur et la Turquie.

A son procès, Boucan garda le silence. Il n'était qu'un convoyeur. Derrière lui le financier de ces opérations était, selon le commissaire Morin, chef de la section marseillaise de l'Office central des stupéfiants, un Corse, Orsatelli, en fuite.

Quels que soient l'importance des prises effectuées et leur côté spectaculaire, on n'arrête en général que des convoyeurs, c'est-à-dire des intermédiaires. Toutes sortes d'articles ont paru sur les mystérieux « gros bonnets » de la *French Connection* qui seraient des hommes ayant pignon sur rue et qui demeureraient hors d'atteinte. Ces « gros bonnets », peut-être un homme condamné par contumace dans l'affaire Boucan, Toussaint Astolfi, les connaît-il. Il a été arrêté tout récemment, en juin 1975, dans la planque où il se tenait. Ce n'est qu'un intermédiaire dans l'organisation du trafic, mais il connaîtrait beaucoup de noms.

Jusqu'ici, toutefois, Astolfi a respecté la loi du silence.

D'autres trafiquants importants ont cependant été arrêtés et six laboratoires clandestins découverts dans la région de Marseille.

Le réseau des Marseillais Croce et Mari

En février 1973 étaient arrêtés, à Marseille, Jean-Baptiste Croce et son complice Joseph Mari, dit « Le Frisé ».

— C'est le coup le plus dur jamais porté au trafic de l'héroïne entre la France et les Etats-Unis, affirmait alors un spécialiste du *Narcotics Bureau*.

L'enquête menée par les inspecteurs du service américain et leurs collègues français les avait en effet convaincus, que Croce, riche tenancier d'un bar à Bastia, et ses complices, étaient les principaux responsables d'un réseau mexicain et canadien qui avait introduit aux Etats-Unis, au cours des deux dernières années, deux tonnes d'héroïne. Un pactole de quatre cents milliards d'anciens francs. Les enquêteurs arrêterent aussi un important convoyeur, et procédèrent au chantage classique :

— Tu te tais : c'est vingt ans. Tu parles : c'est deux ans.

Le comparse, nommé Taillet, « se mit à table ».

Au procès, Croce, imperturbable, nia. Il ne connaissait pas ce Taillet. Il semble bien d'ailleurs que l'instruction ait eu beaucoup de lacunes. Il était cependant difficile à Croce de justifier un large train de vie, qui s'expliquait davantage, quand, à Cuba, il vivait dans l'ombre du dictateur Batista et touchait 2 pour cent sur les machines à sous.

Croce fut condamné à dix-huit ans de prison. Mari était mort d'un cancer généralisé.

Depuis des années, le réseau de Croce passait à la fois par Montréal et par Mexico, où Croce était en liaison avec deux autres truands français, d'Agostini et Paul Mondolini, dont le nom reste attaché à une affaire célèbre, le vol des bijoux de la Bégum en 1948.

Ricord, de la Gestapo à la drogue

Ce réseau Croce était en quelque sorte le concurrent d'un réseau sud-américain, monté par un personnage dont le nom a défrayé la chronique criminelle, Auguste Ricord.

Encore plus fort que Croce, celui-ci ! Selon les services américains, ce petit vieux à lunettes qui ne payait pas de mine et qui vivait à Asunción (Paraguay) aurait introduit aux Etats-Unis cinq tonnes et demie d'héroïne.

Avant la guerre, c'était un modeste truand fiché pour proxénétisme. Sous l'Occupation, il fit partie de la bande du chiffonnier juif Joanovici qui le présenta à Henri Lafont, patron de la Gestapo française de la trop célèbre rue Lauriston.

A la Libération, Lafont et son lieutenant, l'ancien policier Bony, dénoncés par Joanovici, sont arrêtés, et rapidement exécutés. Ricord, lui, réussit à s'échapper, passe sans doute en Espagne, puis en Argentine, où il ouvre des bars et s'occupe de la traite des Blanches. On assure qu'il détiendrait le trésor de la rue Lauriston, évalué à 700 millions de francs de l'époque.

Installé confortablement en Amérique du Sud, Ricord va se recycler dans la drogue. Ses activités demeurent longtemps ignorées. Il faut attendre 1970 pour qu'un pilote paraguayen, arrêté avec un stock d'héroïne, livre son nom.

Le transport de la drogue s'effectue en effet à bord de petits avions de tourisme qui, d'étapes en étapes, décollant d'aérodromes privés du Paraguay, livrent la came en Floride où ils atterrissent sur des pistes discrètement aménagées.

A Asunción, Ricord, surnommé « El Viejo », était un personnage. A son bar, le Paris-Nice, il accueillait tous les truands français en cavale.

Christian David réapparaît

C'est ainsi qu'il vit un jour débarquer chez lui un certain Christian David.

A l'origine c'était un truand comme tant d'autres. Pourtant, un jour, David devait défrayer l'actualité. Prié de présenter ses papiers dans un bar de la rue d'Armaillé, à Paris, il sortait son revolver et abattait le commissaire Galibert.

Après ce meurtre, commis en 1966, Christian David disparut. On ne devait retrouver sa trace que des années plus tard, quand il fut arrêté au Brésil, extradé aux Etats-Unis pour trafic de drogue, jugé et condamné le 1^{er} décembre 1972, par le tribunal de Brooklyn, à vingt ans de prison.

Entre-temps, David avait consenti quelques aveux qui ne concernaient pas seulement la drogue.

— C'est moi, avouait-il, qui ai fait disparaître le corps de Ben Barka. Le général Oufkir m'avait donné pour cela quinze millions. C'est moi aussi qui, en compagnie d'un certain M. X., ai pénétré, 14, rue des Renaudes, dans un studio, quelques minutes avant qu'on y retrouve Figon « suicidé(1) ».

Vrai ? Faux ? La justice française réclama l'extra-

(1) *Enquête de Jean-Pax Mefret, Minute 13 décembre 1972.*

dition du bandit, qu'elle n'obtint pas. Souhaitait-elle tellement l'entendre ?

Après sa fuite hors de France, David gagna l'Argentine où il exerça ses talents d'homme de main en devenant le conseiller « technique » d'un groupe de guérilleros communistes. Il y avait retrouvé un autre truand français François Chiappe. Puis il passa en Uruguay, où les terroristes Tupamaros, d'obédience communiste, sévissaient. David entra dans leurs rangs. Peu après, un grand nombre d'entre eux furent arrêtés.

Il lui fallait trouver un autre terrain d'action. Il alla à Asunción, fut admis dans le réseau de Ricord, où l'on avait besoin d'un tueur, et s'occupa désormais de drogue. Jusqu'à son arrestation, au Brésil.

Après celle-ci, de nouveaux renseignements permirent de raccorder le réseau de Ricord à celui de la Mafia.

Au début de 1972, en effet, arriva à Copacabana le *mafioso* Tomasso Buscetta. Celui-ci avait participé aux conflits sanglants qui divisaient les « familles » de Palerme, et était passé aux États-Unis. Il avait été chargé un jour de prendre le contrôle de la *Connection* sud-américaine. Il eut sur place quelques déboires, et finit par se faire arrêter.

Ricord est extradé

Presque en même temps que Christian David, mais séparément, Ricord dut répondre devant la justice américaine. Pendant longtemps les autori-

tés du Paraguay avaient refusé de l'extrader. Mais les Etats-Unis exercèrent sur elles la même pression que sur Batista quand il accueillait Luciano : livrez Ricord, sinon nous supprimerons notre aide économique. Ricord fut donc extradé et, en dépit de ses protestations d'innocence, condamné à vingt années d'incarcération. Etant donné son âge, il y a de fortes chances pour qu'il meure en prison.

A Asunción, Ricord avait également accueilli un homme recherché par toute la police de France, condamné à mort par contumace pour une série de hold-up, André Condemine. Adoptant l'identité de Mario Deniz-Fernandez, Condemine entra dans le réseau de la drogue.

Sous sa fausse identité, Condemine revint à plusieurs reprises en France. La police arrêta deux de ses lieutenants qui transmettaient la « came » à un général mexicain. Condemine restait introuvable.

Jusqu'au jour où l'on repêcha dans la Seine une cantine métallique qui contenait un cadavre, une balle dans la tête, une autre dans le dos. Une prothèse dentaire permit de l'identifier : c'était Condemine. Victime de quel règlement de compte ?

Victoire sur la drogue ?

Au total on constate que la lutte contre les trafiquants de stupéfiants a permis de marquer des points sérieux. Le réseau sud-américain de Ricord et Cie a été démantelé, la *French Connection* a

connu de graves revers, sans qu'on puisse jurer qu'elle est anéantie.

Car il n'est pas certain qu'on soit remonté aux sources, à celles qui financent les vastes opérations de la drogue.

Est-on parvenu à ce stade aux Etats-Unis? En 1972 on annonçait une série d'arrestations et le maire de New York, Lindsay, s'empressait de crier victoire. Il devenait, disait-on, plus difficile de trouver de la drogue sur les trottoirs de Harlem, un des principaux quartiers où elle exerce ses ravages.

La police aurait réussi à s'infiltrer dans une douzaine de réseaux, financés par certaines «familles» de la Mafia.

Il est exact que la police a fini par mettre la main sur Louis Cirillo qui appartient à la «famille» Lucchese et qui fut inculpé dans une affaire qui concernait 730 kilos d'héroïne. Deux mois plus tard, on découvrait dans une rue de Brooklyn le cadavre de Thomas Eboli, chef de la «famille» Genovese.

Quel rapport entre ces deux faits? Celui-ci : la Mafia avait investi pour la drogue un million de dollars, et ce million avait été détourné par Cirillo pour le compte d'Eboli. A titre de sanction, celui-ci aurait été liquidé.

Malgré les points marqués par le *Narcotics Bureau*, il ne semble pas que la Mafia ait été démantelée. Au reste, est-ce possible?

Les «familles» qui peuvent s'intéresser à la drogue ne sont pas seules en cause. Des bandes irlandaises, juives, portoricaines, chinoises, noires participent à cette compétition criminelle. C'est une lutte incessante.

Les Américains avaient fini, à coups de subventions, par empêcher momentanément la culture du pavot en Turquie, où elle est le moyen de vivre de nombreux paysans. Le conflit entre la Grèce et la Turquie, à propos de Chypre, a tout remis en cause. L'accord américano-turc n'existe plus. La culture du pavot a repris, avec ses conséquences tragiques.

Trop d'intérêts (des sommes fantastiques) sont en jeu pour que les criminels de la drogue abandonnent facilement la partie. Dans la lutte contre ces criminels, comme dans la lutte contre la Mafia, d'autres méthodes que les méthodes libérales devraient être mises en œuvre. Mais l'Occident permissif d'aujourd'hui peut-il le vouloir? Et les mœurs permissives de ses sociétés ne sont-elles pas le terreau sur lequel les plantes Mafia et drogue ne peuvent que croître et prospérer?

CHAPITRE VII

LA MAFIA ET LES FEMMES

Les époques monarchiques ont permis à des Catherine II, à des Elizabeth I^{re} ou Victoria de régner et de marquer leur époque. En France, la loi salique interdisait le trône aux femmes. Mais elles ont pu exercer le pouvoir lors des régence.

Rien de comparable avec la Mafia. Nous sommes en présence d'une société rigoureusement, exclusivement masculine. Le pouvoir y est phallocratique.

Un monde d'hommes

« La famille Lupollo, écrit Ianni, est un monde d'hommes. Les femmes n'y ont pas de place, sauf comme épouses et mères et comme liens entre

les lignages. Les femmes de la famille, presque sans exception, ne participent pas aux activités de l'empire des affaires que dirigent leurs maris. Elles semblent en ignorer la nature. Ces femmes, dans les relations mondaines ou interpersonnelles, peuvent être agressives et même dominatrices dans leurs foyers, comme c'est le cas pour Mary Lupollo-Tucci, mais elles n'ont aucun rôle dans les affaires. La force des liens de masculinité est telle que les fils passent un temps considérable en compagnie des pères, non seulement dans les activités professionnelles, mais dans les activités sociales.»

Ces quelques lignes montrent à quoi se résume dans l'étude sociologique de Ianni le rôle de la femme dans le fonctionnement de la Mafia. Et, certainement, l'auteur de ce travail ne s'est pas trompé. Il y a dans l'histoire du crime américain quelques femmes-gangsters dont le cinéma a popularisé le rôle. Mais il s'agissait alors de femmes d'origine anglo-saxonne, et, de toute façon, les entreprises qui touchent aux hold-up n'ont pas grand-chose à voir avec les entreprises de la Mafia, ou constituent, tout au plus, un secteur très marginal de son champ d'action.

L'effacement des femmes dans la gestion de la Mafia est, du reste, parfaitement logique. La Mafia est une pyramide de «familles». Et ces familles reflètent — à quelques altérations près — l'organisation de la cellule familiale en Sicile, essentiellement patriarcale. Les femmes y sont cantonnées dans leur rôle d'épouse, de mère et de ménagère. Elles sont du reste traitées avec beau-

coup de respect, tant par leurs époux que par leurs fils. L'image du *don* n'a rien de commun, en général, avec celle du gangster brutal et grossier que popularise l'écran.

Une des règles de base de la Mafia, c'est le secret. Le secret ne peut guère être partagé que par des individus qui ont une raison pratique de le connaître. Comme les femmes sont exclues des affaires de la Mafia, elles en ignorent presque toujours tout.

Dans *Ton Père honoreras*, on voit que les femmes qui appartiennent à la génération de Joseph Bonanno, le *don* de la « famille », se plient sans discussion, du moins apparente, à ces coutumes. Il n'en est déjà plus de même en ce qui concerne l'épouse de Bill Bonanno. Sa jeune femme, Rosalie, provient pourtant d'un pur milieu sicilien. Elle est, nous l'avons dit, la nièce de Joseph Profaci, autre *don* célèbre. Elle a été élevée avec affection, mais aussi avec rigueur, fort peu de liberté étant consentie aux jeunes filles des « familles ». Cependant, son mariage avec Bill ne tarde pas à se dégrader. Elle se plie mal à cette existence faite de dangers — on est en pleine guerre des « familles » — d'inquiétude et de séparations. Il lui faut admettre que son mari puisse disparaître et se cacher pendant des semaines, sans qu'elle le voie. Elle n'a pas tardé à apprendre qu'il avait une maîtresse et elle s'accommode mal de cette situation.

L'ennemi du divorce

Si l'on en croit d'ailleurs Gay Talese et d'autres auteurs, les vieux *dons* menaient le plus souvent une existence familiale très rangée, désapprouvant les liaisons tapageuses, et condamnant le divorce, en catholiques sincères. Vito Genovese adresse une lettre de reproches à Sinatra, quand il apprend que celui-ci s'apprête à quitter sa femme pour une autre.

Vito Genovese fut lui-même et resta éperdument amoureux de sa femme, Anna, qu'il avait épousée, et ceci en dépit de son comportement, des plus fâcheux assurément.

Car celle-ci avait fini par demander le divorce, pour cruauté mentale. Et loin de se contenter de quitter le domicile conjugal, à Atlantic Highlands (New Jersey), elle dépeignit son époux devant le tribunal comme un chef de bande qui avait réalisé d'énormes profits illicites. Elle donna les adresses de ses dépôts bancaires, tant en Suisse qu'aux Etats-Unis. Elle raconta que la loterie italienne rapportait à Vito entre vingt mille et trente mille dollars par semaine. Elle parla aussi de ses intérêts tant dans le jeu que dans les boîtes de nuit, les syndicats, l'usure.

Tout membre de la Mafia qui aurait violé l'*omertà* pour un dixième de ces révélations eût été promptement liquidé. Mais Vito ne bougea pas, et ne chercha jamais à tirer vengeance de sa femme. Cette attitude fut, paraît-il, médiocrement appréciée par les *mafiosi*.



Joey «Crazy» Gallo, l'un des frères Gallo célèbres pour leur cruauté, élimina Anastasia avec l'aide de son frère Larry. C'est lui également qui donna l'ordre à un Noir de supprimer Joe Colombo. R.I.D.C.

Couples très unis

La plupart des épouses des *mafiosi* aux Etats-Unis étaient d'origine sicilienne ou, en tout cas, italienne. Il y eut tout de même un certain nombre d'exceptions. La femme d'Al Capone était d'origine irlandaise. Elle s'appelait Mae Coughlin. Al avait fait sa connaissance dans un club. Il en tomba éperdument amoureux. Ils formèrent plus tard un couple très uni. Quand Al fut interné au pénitencier, elle ne cessa jamais d'aller le voir, de lui écrire, et de multiplier les démarches pour tenter d'abréger sa peine.

Torrio, qui fut le mentor du jeune Capone, avait aussi épousé une Irlandaise, Ann Mac Carthy. Nous avons déjà dit qu'ils menaient une vie très rangée, ne bougeant guère le soir de leur domicile.

Si les femmes sont tenues à l'écart des entreprises de leurs époux, ceux-ci ont en général en elles une grande confiance.

Valachi, dans ses souvenirs, témoigne d'un amour certainement sincère pour sa femme Mildred, qu'il a eu d'ailleurs le plus grand mal à épouser, la famille de sa fiancée étant tout à fait hostile à ce mariage, bien que le père de la jeune fille ait été un membre important de la Mafia.

De même, quand Reles décide de parler, c'est à sa femme et à nul autre qu'il confie la mission d'aller trouver l'attorney général.

Une liaison orageuse

Teresa lui, se trouve dans une situation classique, celle de l'homme partagé entre son épouse et sa maîtresse. Il a eu le coup de foudre pour une danseuse nue, Rose-Marie Neves, à partir du soir où il l'a vue s'exhiber dans une cage, au cabaret de l'Ebbtide. Il enlève Rose. Commence une longue et assez orageuse liaison. Naturellement sa femme, Blanche, ne tarde pas à être au courant de l'aventure.

Un jour, à Miami, Blanche aperçoit Teresa au volant d'une voiture en compagnie de sa maîtresse. Elle les prend en chasse et il en résulte une explication en pleine rue.

Les scènes se succèdent, au point que Tameleo, le supérieur de Teresa dans la « famille » de la Nouvelle-Angleterre, en vient à admonester sérieusement celui-ci. Mais rien n'y fait. Et comme il en coûte d'entretenir deux ménages, Vincente Teresa est bientôt contraint de faire en quelque sorte des heures supplémentaires dans ses activités délictueuses.

Parlant d'un complice, Teresa soupire :

— Nous aurions pu mettre le monde entier à sac si je ne m'étais pas commis avec Rosie. Bon sang, quand j'y pense, ça me fout le bourdon.

En définitive, Teresa reste avec Blanche et ils mènent ensemble l'existence inquiète des couples traqués par la Mafia pour avoir vendu ses secrets.

La femme fatale

Dans l'histoire de cette Organisation criminelle, la femme fatale ne peut manquer de faire son apparition.

Elle s'appelle Evelyn Mittelman. C'est une grande fille blonde, sculpturale. Elle a à peine seize ans qu'elle affole les jeunes gangsters avec qui elle va danser dans les caves de Coney Island, au début des années Trente.

A dix-huit ans, elle devient en Californie la maîtresse d'un certain Hy Miller. Au bal, celui-ci se prend de querelle avec un danseur qui serre de trop près son amie. Bagarre. Il est tué. Quelques années plus tard, on retrouve Evelyn avec un autre cavalier dans les bals de Brooklyn, Robert Feurer. Et c'est le même scénario. Feurer n'admet pas que Jack Goldstein, un racketteur de Manhattan, soit assidu auprès d'Evelyn. Et Goldstein le tue.

Evelyn devient la maîtresse de Goldstein. C'est alors qu'entre en scène un autre tueur célèbre, Pittsburgh Phil, de la bande d'Anastasia, qui avait, dit-on, une trentaine de « contrats » sur la conscience. Pittsburgh se contente d'abord d'administrer à Jack Goldstein une terrible correction avec une canne de billard. Jack s'efface, et Pittsburgh Phil prend sa place dans les faveurs de la belle.

Les choses pourraient en rester là. Mais non. Est-ce Evelyn qui veut la mort de son ancien amant ? Ou Pittsburgh Phil qui ne peut tolérer que son prédécesseur dans le cœur d'Evelyn vive désormais en paix avec une autre femme qu'il vient d'épouser ?

Toujours est-il qu'il fait enlever le malheureux Jack Goldstein, qu'aidé de ses complices il l'enveloppe dans une couverture et le ligote lui-même, et qu'après l'avoir déposé dans une barque, il le fait jeter *vivant* au fond d'un lac.

Un jour, Pittsburgh Phil finit par être arrêté. Il est jugé et condamné à la chaise électrique. Le dernier baiser qu'il reçoit est celui d'Evelyn.

Ainsi quatre des amants de cette fille fatale périrent de mort violente, dont trois pour le prix de ses faveurs. Et deux fois elle réserva lesdites faveurs à l'assassin.

Le démon de midi

La femme fatale de Colosimo, à Chicago, s'appela Dale Winter. Toute sa vie, Colosimo avait su garder la tête froide et gérer parfaitement ses affaires. Mais, sur le tard, il tomba éperdument amoureux de cette Dale Winter, une chanteuse de cabaret. Pour elle, il abandonna sa femme.

L'influence de Dale sur lui ne fut pas totalement négative. Colosimo, à ses côtés, apprit à être moins grossier en paroles, moins rustre, et à s'habiller d'une façon moins voyante. Il embaucha même un précepteur, qui lui enseigna à s'exprimer dans un anglais à peu près correct. Et comme Dale aimait l'équitation, on vit Jim Colosimo trotter auprès d'elle, en tenue de cavalier, dans les parcs de la ville.

Mais les *mafiosi* suivaient cette liaison d'un œil de plus en plus critique. Ils jugeaient Dale Winter particulièrement stupide. Ils redoutaient que le

démon de midi ne conduisît Jim le Caïd à sa perte, compromettant ainsi les affaires et la sécurité de la Mafia de Chicago.

Le plus sévère à cet égard fut le propre neveu de Big Jim, le sage Torrio, peu porté à être indulgent pour les écarts de la passion. Il jugea que l'oncle était un homme fini, mais que sa déchéance pouvait durer longtemps et nuire considérablement à l'Organisation.

Peu après, Jim le Caïd, comme nous l'avons raconté, mourut de mort violente. Dale Winter ne laissa pas grands souvenirs.

Virginia, l'égérie

Il n'en fut pas de même de Virginia Hill qui fut certainement la plus célèbre égérie du « milieu ».

Virginia fit son apparition à la foire mondiale de Chicago, dans une pièce qui s'appelait *L'éléphant et les puces*. Elle avait dix-sept ans, des yeux immenses et une chevelure couleur acajou.

Elle était née dans la famille d'un marbrier de l'Alabama qui ne comptait pas moins de dix enfants. Dès qu'elle le put, Virginia tourna le dos à cette famille pour suivre un jeune homme qu'elle s'empressa d'oublier.

En seize ans Virginia collectionna quatre maris et des amants qu'elle seule aurait pu dénombrer. Elle eut des liaisons passagères avec plusieurs gangsters comme Fischetti, de Chicago; Joe Adonis; Luciano; Frank Costello; Dandy Phil Castel; Meyer Lansky.

L'argent lui brûlait les doigts. En 1950, au cours

d'un séjour à Sun Valley, elle dépensa en six semaines douze mille dollars. On la connaissait dans les principaux bars qui s'échelonnent entre New York et Hollywood, et on évoqua longtemps les magnifiques pourboires qu'elle distribuait.

— L'argent, expliqua un jour Virginia, il vient de deux sources. D'abord les hommes avec qui j'étais, qui ont toujours été généreux. Ensuite les paris. Mes amis m'ont toujours donné de bons tuyaux.

Certains prétendaient qu'en réalité elle servait de caissier itinérant à la Mafia. Accusation contre laquelle elle protesta en son temps avec véhémence.

Elle devint la maîtresse de Bugsy Siegel, qui l'installa dans une luxueuse villa, à Beverley Hills. Quand Bugsy entreprit de lancer Las Vegas, Virginia fut la femme la plus assidue des casinos.

Ce fut dans la villa de Virginia que Bugsy, comme nous l'avons raconté, fut tué d'une balle tirée à travers la fenêtre.

Quand la mort de Bugsy survint, Virginia n'était pas là. Quatre jours plus tôt, elle avait bouclé sa valise après s'être disputée avec son ami, et elle était partie faire un voyage en Europe.

Était-elle avertie que celui-ci était condamné à mort ?

Bugsy avait certainement fait à Virginia beaucoup de confidences sur l'oreiller, qui pouvaient inquiéter la Mafia. Néanmoins elle ne fut l'objet d'aucun attentat. Luciano explique ce comportement en racontant qu'un bookmaker de Chicago, Joe Epstein, était fou d'elle et qu'il la protégea. Et ceux qui avaient une liaison avec elle renoncèrent naturellement à la faire abattre.

Il est enfin probable que Virginia réussit à convaincre les membres de la Mafia qu'elle observait l'*omertà*. Citée à comparaître devant la commission Kefauver, elle y fut tournée en ridicule par ceux qui la questionnaient et souleva beaucoup de rires. Mais elle garda le silence sur les secrets de la Mafia.

Virginia mourut en 1966 à Salzburg (Autriche), où elle avait épousé un professeur de ski autrichien. On la découvrit un matin dans son lit, morte. La version officielle fut qu'elle s'était suicidée en absorbant des barbituriques, ce qui est en effet le plus probable, car, depuis quelque temps, elle éprouvait, semble-t-il, des difficultés financières.

Mais, comme elle avait confié que, pour vivre, elle serait peut-être obligée d'écrire ses *Mémoires*, un doute subsiste. Il est possible en effet que les dirigeants de la Mafia aient jugé parfaitement inopportune la publication de ce genre de confidences. Et, on l'a vu, la Mafia dispose d'assez de moyens pour camoufler un meurtre en mort naturelle ou en suicide.

CONCLUSION

**CETTE
CHOSE
QUI EST
LA LEUR**

Torrio, Luciano, Costello... Ces trois noms, quand on jette un coup d'œil en arrière, se détachent au firmament ténébreux de la Mafia.

D'autres, tel Capone, ont pu avoir une destinée plus spectaculaire. Mais les trois hommes que nous venons de citer ont réellement imprimé leur marque à l'Organisation.

Torrio avait les apparences d'un père tranquille. Il sut comprendre qu'une bonne négociation valait mieux qu'une tuerie sanglante. Le premier, il eut l'idée d'une entente entre les gangs, avec délimitation des influences et partage des territoires. Il ne put pour autant régler les incidents de frontière. Mais l'idée même d'un arbitrage possible fut admise par des chefs de bande turbulents, prompts à sortir

le revolver ou la mitraillette pour apurer un litige.

Luciano représenta la montée d'une nouvelle génération, impatiente de conquérir le pouvoir et d'imposer de nouvelles méthodes. Cette montée ne fut pas accomplie sans sacrifices sanglants. En éliminant Masseria pour le compte de Maranzano, puis Maranzano pour son propre compte, Luciano réalisa, dans le cadre de la Mafia, l'équivalent de la Nuit des Longs Couteaux ou des Procès de Moscou. Il liquida les vieux *dons* et leur « sicilianisme » intransigeant, pour faire de l'Organisation quelque chose d'ouvert; un système qui acceptait d'entrer dans une coalition avec d'autres groupes ethniques comme ceux des Juifs Lansky et Siegel.

Il fit ainsi prendre à la Mafia un tournant décisif aux Etats-Unis et, en même temps, il montra assez d'habileté et de sagesse pour ne pas apparaître comme le *caïd suprême*, monarque absolu du « milieu », dont l'omnipotence risquait d'agacer les susceptibilités, toujours vives chez les barons de la délinquance et du crime.

Il apparut aussi comme un remarquable organisateur, dont la compétence n'était pas discutée.

La Connection politique

Costello, enfin, fut l'homme des contacts, et tout particulièrement des contacts avec les milieux politiques, avec la machine du parti démocrate. Il fut celui qui sut le mieux utiliser cette arme indispensable au bon fonctionnement de la Mafia : la corruption. Elle joua pour les politiciens et pour les policiers. Sans doute, Capone aussi

avait acheté des gens. Mais sa corruption s'exerçait dans le cadre de Chicago, fort spectaculaire sans doute, mais non pas décisive. Grâce à Costello, la Mafia trouva la *Connection* avec le milieu politique américain à l'échelon national. Peu à peu, se créa une imbrication étroite entre pègre et politique, et le maintien, voire la consolidation de ces liens devinrent une des plus constantes préoccupations des *dons*. Des sommes fabuleuses furent englouties dans ces budgets occultes.

Ainsi, au niveau des affaires, la Mafia accordait, contre monnaie sonnante, sa protection aux restaurateurs, aux tenanciers de bars, de night-clubs, aux casinos, aux industriels de la confection et à bien d'autres, et en même temps, pour durer, elle avait, à son tour, un besoin urgent : la protection des politiciens.

A travers tous ces tournants et ces mutations, il est assez remarquable de constater qu'un facteur est demeuré constant : le facteur sicilien, agrandi parfois à la dimension italienne. Aujourd'hui encore, la Mafia est un système ethniquement clos, où les grandes décisions sont prises uniquement entre Italiens. D'autres éléments peuvent être associés à elle, comme nous l'avons vu à maintes reprises. Mais en définitive, même quand ils ont conquis l'amitié de Luciano ou de Costello, comme Lansky, ils demeurent des éléments étrangers, des *mafiosi*, pourrait-on dire, à part non entière.

Ce triomphe de l'élément ethnique sicilien est un phénomène surprenant. La plupart des Siciliens débarqués aux Etats-Unis étaient de pauvres hères. Ils n'en ont pas moins constitué un noyau qui est devenu une puissance à la fois criminelle et

financière terrorisant des hommes et des femmes dans le monde entier. Les Siciliens ont ainsi réussi ce que n'ont pas pu faire, du moins avec le même succès, ni les Juifs (pourtant très unis entre eux), ni les Irlandais, ni les Polonais, pour ne citer que les minorités ethniques les plus particularistes.

Des «vieux-jeu» ultra-modernes

Quand nous étudions le comportement des *mafiosi* d'origine sicilienne, nous constatons qu'ils restent fidèles à leur esprit de famille, à leurs coutumes, à leurs traditions. Ils retrouvent en général avec émotion la terre de leurs ancêtres. A l'occasion, des conflits surgissent entre les *mafiosi* qui sont demeurés dans l'île et ceux qui ont émigré. Cependant ces hommes aux mœurs tout imprégnées d'une conception féodale et patriarcale de la famille, ces hommes qu'on décrit facilement comme «déphasés», attardés, vieux jeu, sont aussi ceux qui se sont remarquablement adaptés à la conception américaine de la vie, à la société de consommation, à un monde ultra-moderne. Ils y ont, sans scrupule, à la force du poignet, en jouant de la mitraillette, fait leur trou et conquis leur place au soleil.

Ainsi le triomphe de la Mafia aux Etats-Unis est-il celui d'une société décrite en général comme rétrograde. Et il est assez piquant de penser que la puissance financière des *dons*, ces *dons* si engoncés dans leurs coutumes, vient tout de suite après celle des technocrates ultra-modernes de la *General Motors*. Peut-être avait-on oublié que la

vieille féodalité avait été extraordinairement « moderne » elle aussi, comme l'ont bien montré les médiévistes, de Marc Bloch à Georges Duby.

La puissance financière de la Mafia et l'influence occulte qui en découle sont l'objet de spéculations infinies, sans qu'on puisse se prononcer jamais avec certitude. C'est ici le moment de se poser la question : la Mafia est-elle plus puissante que jamais ?

Nous donnerons une réponse de Normand : oui et non.

Au fil des années, la structure financière de la Mafia a évolué considérablement. Au départ, on peut dire qu'elle est intégralement (ou à peu près) illégale : elle sort du racket, de l'alcool interdit, des jeux, de l'usure. Mais nous avons vu que, plus ils s'enrichissaient, plus les *mafiosi* investissaient leurs bénéfices dans des entreprises légales. Le cas particulièrement flagrant est celui de la famille Lupollo.

Au fur et à mesure que les *mafiosi* prennent des participations dans des affaires ou en acquièrent le contrôle total, on pourrait dire que la Mafia pénètre de plus en plus le monde des affaires, et, donc, que sa puissance s'en trouve d'autant augmentée. Il en résulte d'ailleurs que les *mafiosi* ou leurs fils sont amenés à fréquenter des Américains parfaitement honorables, à nouer avec eux des relations, des amitiés, voire à contracter des mariages, qui ne peuvent qu'étendre le champ de leurs possibilités.

Mais ces acquis peuvent être aussi des sources de faiblesse, *du point de vue de l'Organisation*. Après tout, si les bénéfices d'une « famille »

tendent à devenir plus fructueux du fait d'opérations légales, elle peut être tentée de limiter là ses activités, et se dégager d'un passé compromettant qui l'expose sans cesse à des poursuites. Il doit y avoir chez des *mafiosi* âgés une certaine lassitude des aventures. Cette lassitude, on la sent poindre très nettement chez un Costello vieillissant. Au fond, que veut-il ? Plus d'ennuis, plus « d'histoires ». Vivre de ses revenus et, autant que possible, de revenus avouables qui ne lui attirent plus de tracas du côté du fisc et de la justice.

La peur, moyen de survie

Qu'est-ce qui freine cette évolution ? Très certainement la peur. On ne démissionne pas de la Mafia. On ne s'en retire pas, fortune faite. On n'y prend pas de retraite. On reste jusqu'à la mort porteur de secrets, comme les clients du D' Knock étaient porteurs de germes. Les « amis à nous » sont là pour vous surveiller et pour vous rappeler à l'ordre. Et si l'on ne comprend pas ces rappels, les choses peuvent tourner très mal.

Cependant, les héritiers peuvent-ils avoir la même conception ? L'exemple du fils Bonanno, assez semblable à celui qui est conté dans *Le Parrain*, est très instructif. Bill Bonanno est un autre homme que son père. D'abord, il a eu l'enfance d'un garçon choyé, tandis que son père devait lutter durement pour affronter la vie. De ces deux modes d'enfance et d'adolescence, il est impossible que sorte le même type d'homme. Et les différences se sont encore accentuées, si l'on



*Roger Delouette, important trafiquant de drogue,
fut arrêté le 5 avril 1971 alors qu'il essayait d'introduire
aux Etats-Unis une Volkswagen bourrée d'héroïne.*

A.F.P.

considère que Bill Bonanno est, contrairement à son père, un produit hybride: le produit de la famille sicilienne avec le respect profond qu'elle cultive pour le père, pour l'image du père; et le produit libéral de l'université américaine.

Bill Bonanno, c'est certain, est souvent tiraillé et parfois déchiré entre ces deux mondes, radicalement différents. Ces contradictions se retrouvent jusque dans son ménage, dont l'équilibre est constamment menacé. Quand on lit le livre de Talese, *Ton Père honoreras*, Bill apparaît sans cesse comme un être plus fragile, plus vulnérable que Joe les Bananes, son père. Il n'a pas tout à fait l'étoffe d'un chef de bande.

C'est certainement ainsi que le juge son parrain, Di Gregorio. C'est aussi l'opinion des autres *dons* de New York qui blâment Joe les Bananes d'avoir donné à son fils un rang qui ne lui convenait pas.

Aspiration vers un autre monde

Dans le cas de la famille Lupollo, les choses se présentent d'une façon un peu différente: la répartition des affaires entre les fils se fait en fonction de leurs dispositions. L'un reçoit en partage le secteur légal, l'autre les affaires illégales. On peut imaginer là, certes, une distribution harmonieuse, mais aussi y discerner les germes d'une future dislocation, chacun allant de son côté. Il faut tenir compte ici du poids des amitiés, des fréquentations, des épousailles. Les parvenus tentent toujours de rompre les amarres avec leur passé, de faire oublier leurs origines

humbles, parfois crapuleuses, afin de se faire mieux accepter par l'*establishment*. Il est infiniment probable que la même situation se retrouve aux Etats-Unis et que les mêmes tentations se font jour dans les familles des *mafiosi*.

Qu'est-ce qui peut combattre ces tendances au morcellement et à la séparation de biens dans la nouvelle génération de la Mafia? Encore une fois, la peur. Celle-ci demeure le plus profond facteur d'unité.

Ainsi donc, il est possible que la Mafia n'ait cessé au cours de ces dernières années d'étendre son empire, d'accroître sa puissance. Mais en même temps son équilibre interne semble compromis. Nombre de jeunes héritiers des *mafiosi* ont sans doute l'état d'esprit des métis qui souhaitent avoir la peau assez claire pour dissimuler leurs origines. Les uns et les autres aspirent à basculer dans un autre monde, dans lequel ils s'intégreraient. Tentatives dans un cas comme dans l'autre fort dangereuses. Le passé ne se laisse pas facilement oublier.

Il y a à ce sujet un signe assez caractéristique qui indique un vieillissement de l'organisme: au cours des dix dernières années, on n'a pas vu monter de nouvelles étoiles. La personnalité la plus connue de la Mafia était récemment encore Carlo Gambino. C'était un vieillard de soixante-quatorze ans, cardiaque, habile peut-être, mais qui n'a jamais eu l'envergure d'un Luciano ou d'un Costello.

Où les héritiers ne font pas le poids

L'ère des grands *mafiosi* est-elle close ?

Depuis la mort de Luciano, depuis celle de Genovese, aucune personnalité importante n'a imposé à l'opinion son style et sa marque. Cet effacement tient sans doute aux conditions mêmes de la succession du pouvoir à l'intérieur de la Mafia. Des hommes comme Luciano, Al Capone, Costello, Genovese, Anastasia, avaient connu la misère dans leur enfance. Ils avaient fait leurs premières armes dans les bandes de jeunes voyous des quartiers italiens, rude école. Ils étaient possédés par la volonté farouche d'échapper à leur milieu, de faire leur trouée, de ne pas ressembler à leurs pères, qui étaient souvent d'honnêtes émigrés exploités et englués dans un sort médiocre. Ils étaient prêts à tout.

Leurs fils, s'ils ressentent à leur tour le désir de ne pas ressembler à leurs pères, ce ne peut être que pour mener une existence rangée qui, logiquement, les mène à s'évader de la Mafia. Et, s'ils acceptent l'héritage paternel, avec tous les dangers que cela comporte, c'est une charge difficile pour des épaules un peu étroites. De même, on ne devient pas champion du monde parce qu'on est le fils de Marcel Cerdan.

Le problème de la transmission des pouvoirs

Dans ces conditions, la transmission des pouvoirs de père en fils à l'intérieur des « familles » est menacée par les lieutenants ambitieux, sortis

du même milieu que les *dons* et qui, plus jeunes qu'eux, ayant grandi à leur ombre, nourrissent en secret des ambitions. Luciano fut un homme de cette trempe. Il fut le brillant second de Masseria, puis de Maranzano, et il aspirait à jouer les premiers rôles.

Une des faiblesses de la Mafia est que, dans cette société dont le Crime et l'Argent sont les fondements, le problème de la succession ne peut être réglé par un code rigoureux comme dans la monarchie héréditaire. Reposant sur la famille au sens étroit du mot, la Mafia privilégie logiquement le fils comme successeur légitime. Mais cette légitimité est naturellement contestée par ceux des *mafiosi* qui s'estiment plus doués pour recueillir l'héritage, et qui ne s'embarrassent pas de scrupules.

En pareil cas, l'arbitrage paraît difficile. L'arbitrage a pu jouer au niveau de la *Commissione*, quand un conflit éclate entre deux « familles » ou quand un dirigeant important de la *Cosa nostra* devient pour celle-ci une charge et un danger, comme ce fut le cas pour Moretti. Encore cet arbitrage n'est-il pas toujours commode. Il devient singulièrement délicat quand la *Commissione* prétend intervenir dans la structure interne d'une « famille ». La *Commissione* donne tort à Bonanno père quand celui-ci attribue la troisième place à son fils. La réaction de Bonanno est alors de dire qu'elle se mêle de ce qui ne la regarde pas, qu'il s'agit là d'une intrusion intolérable.

Ainsi, la Mafia risque-t-elle à la longue d'être minée et affaiblie par ses contradictions internes.

Le second danger qui la menace est celui d'un

pouvoir concurrent qui se développe à ses frontières, et qui empiète déjà sur son domaine.

Concurrence de minorités ethniques neuves

En France, le « milieu », en particulier celui des proxénètes, a été gravement perturbé au cours de ces quinze dernières années par l'irruption de bandes nouvelles. La suprématie des Corses s'est trouvée mise en cause par l'arrivée des proxénètes pieds-noirs, et davantage encore par celle des proxénètes nord-africains.

C'est une situation assez identique qui est en train de se développer aux Etats-Unis. Aux flancs de la Mafia apparaissent des activités marginales qui échappent à son contrôle. Il peut s'agir de proxénétisme, ou de hold-up, ou de drogue. Elles sont le fait de minorités ethniques qui puisent dans leur situation défavorisée l'énergie nécessaire pour concurrencer la Mafia, et prendre des risques que ses dirigeants n'osent peut-être plus assumer.

Les vingt-quatre « familles » américaines gèrent une fortune considérable. Comme tous les possédants, elles sont incitées à une certaine prudence. Elles ont tendance à s'embourgeoiser. Elles redoutent le scandale, le risque et l'aventure. Mais les nouveaux arrivants sur le marché de la délinquance et du crime, Portoricains, Noirs, Chinois, ne font pas les délicats. Eux n'ont rien à perdre.

Les difficultés mêmes de la Mafia des années 1970 sont parfaitement reflétées par l'affaire

Colombo. Celui-ci a déplu aux anciens *dons* comme Gambino parce que, avec sa campagne pour défendre l'honorabilité des Américains d'origine italienne, il attire l'attention. La Mafia n'a que faire d'un ministre de la Propagande. Elle a besoin de silence et de discrétion. Ce jeune (relativement jeune) Colombo qui se fait remarquer, se comporte, pensent les vieux *dons*, comme un écervelé.

C'est un Noir qui va abattre Colombo. Et le tueur, comme nous l'avons raconté, a été recruté par un des frères Gallo, dans un pénitencier. Ainsi, la famille Gallo qui, à la suite de sa guerre avec les Profaci, a été acculée à une situation économique misérable, qui a été en quelque sorte *prolétarisée*, fait alliance avec des éléments ethniques qui sortent du *Lumpen Proletariat*, le sous-prolétariat.

Les nouveaux venus ne sont pas «installés»

L'histoire du racket, des jeux, de l'usure, et des crimes que ces activités ont entraînés aux Etats-Unis a vu s'établir la suprématie du noyau sicilien et de ses rallonges italiennes, sur les Irlandais, les Polonais et les Juifs. Mais cette suprématie est aujourd'hui mise en question par de nouveaux rivaux.

Il est trop tôt pour deviner l'issue de cette lutte qui ne fait que commencer. On pressent toutefois que, dans cette bataille, la drogue est amenée à jouer un rôle important. Nous avons vu que le trafic de la drogue était désapprouvé par certains *mafiosi*, moins sans doute pour des raisons

morales qu'en raison du scandale que la drogue provoque dans l'opinion, et de la répression policière qu'elle déclenche. Les nouveaux concurrents n'ont pas du tout les mêmes réactions. Ils ne sont pas *installés* dans le milieu américain des affaires, de la politique, n'ont pas de compromissions de toute nature avec les gens en place. Ils savent que plus la drogue devient rare, plus elle est la source de produits fabuleux. S'ils restent les seuls à exploiter le marché, ils vont donc devenir des puissances financières. Ils détiendront par conséquent les moyens d'engager une guerre sans merci contre les « anciens », contre les *mafiosi*, afin de les expulser des positions qu'ils détiennent.

Enfin, la Mafia peut redouter, en Italie comme aux Etats-Unis, une répression accrue. Les moyens policiers sont sans doute plus importants qu'ils ne l'étaient, il y a trente ou quarante ans.

L'opinion aussi a changé. Elle a changé en grande partie grâce à l'intervention d'un nouveau mode d'expression, grâce au remplacement d'un art par un autre.

A la lumière des petits écrans

Le cinéma, dans les années d'avant-guerre, a fait du *mafioso*, du gangster, un mythe. L'écran a créé une légende d'Al Capone, de Luciano, de Lepke. Des générations de spectateurs ont été fascinés par Humphrey Bogart, George Raft, Paul Muni, qui incarnaient sur la pellicule les grands gangsters de l'époque. Quelle que fût l'issue,

généralement fatale, quelle que fût la dose de morale injectée dans le dialogue, l'image de l'homme en marge des lois, a dominé le cinéma de 1920 à 1940. *Scarface*, où crépitent les mitraillettes de la Saint-Valentin, reste le modèle de ce cinéma dur, rapide et violent comme la vie de ces hommes.

L'après-guerre a vu la télévision relayer le film, le petit écran reléguer le grand. Presque tout de suite, les caméras se sont braquées sur les mêmes modèles: les hommes de la Mafia. Elles les ont présentés, elles les ont saisis dans leur vérité, elles les ont fait choir de la situation de héros noirs à la posture de gras profiteurs accusés. La télévision a fait davantage pour les discréditer que n'avaient pu faire les tribunaux souvent bafoués, et devant lesquels pourtant, assailli par Dewey, un Luciano n'avait pas paru à son avantage.

La télévision américaine a démythifié la Mafia.

Tout un avenir

Cela dit, la Mafia reste une énorme entreprise. Elle a certainement accru sa puissance dans l'Italie déliquescence d'aujourd'hui où le trafic est roi, l'insécurité reine. Elle possède l'argent, les relations, des ramifications internationales complexes qui déjouent les contrôles policiers. Elle continue à faire trembler, atout essentiel de sa puissance.

Et, répétons-le, dans les pays dits libéraux, la permissivité, cette fille de la richesse consommatrice, de l'éclatement social, de l'excitation

idéologique et de l'effondrement dogmatique, est pour elle un merveilleux terreau. Il y a déjà partout des sous-mafias de la drogue et du sexe. Partout la criminalité est en expansion. Dans ce monde *underground* qui s'étend, notamment aux Etats-Unis, la Mafia est comme un poisson dans l'eau.

Ce serait donc céder à l'utopie que de croire à la fin prochaine de la Mafia. Même dans les pays dits socialistes, des sortes de mafias prospèrent, dans un trafic illégal généralisé que favorisent l'adaptation et la bureaucratisation des structures économiques. L'évolution des pays d'Occident vers le socialisme peut, progressivement, aboutir à une situation de ce type. Dans le tiers monde, la corruption, presque partout, est au pouvoir.

Le système mafiosique a devant lui tout un avenir.

FIN

Table des matières

Chapitre I	
Une fenêtre et une chaise pour la mort ...	7
Chapitre II	
Racketsur les syndicats	47
Chapitre III	
Des milliards de dollars	79
Chapitre IV	
Le retour manqué de Luciano	109
Chapitre V	
La Mafia décapitée	147
Chapitre VI	
Les réseaux « drogue »	195
Chapitre VII	
La Mafia et les femmes	219
Conclusion	
Cette chose qui est la leur	233

Cet ouvrage
composé en Univers de corps 10
a été réalisé par
les Editions Famot à Genève
d'après une maquette originale.
Il a été tiré sur
papier bouffant de luxe.

Production Editions Famot
Diffusion François Beauval

Printed in Spain. Impreso en España por
Imprenta Sevillana, S.A., Dos Hermanas (Sevilla),
km. 553, Carretera Madrid-Cádiz
Depósito Legal SE 434-1976. Tomo 4

**HISTOIRE
SECRÈTE
DE LA
MAFIA**